

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 18 août 1977

Quinze heures

Thursday, 18 August 1977

Three o'clock P.M.

Conformément à l'article 30, paragraphe 2 du règlement, M. Burns propose que l'Assemblée se réunisse le lundi 22 août, à quinze heures.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

In accordance with paragraph 2 of Standing Order 30, Mr Burns moved that the Assembly do sit on Monday, 22 August, at three o'clock P.M.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Bertrand, Bérubé, Bisillon, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Chevrete, Ciaccia, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Payette, Picotte, Proulx, Raynauld, Springate, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—68.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Biron, Brochu, Cordeau, Goulet, Grenier, Le Moignan, Roy, Russell, Samson, Shaw.—10.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Burns, au nom de M. Morin (Louis-Hébert):

Deux documents sur l'éducation, le premier intitulé: La réciprocité en matière d'enseignement, et le deuxième: La coopération du Québec avec les autres provinces en matière d'éducation.

(Document de la session n° 362.)

Par M. Tardif:

Copie de la correspondance relative au dossier Blue Bonnets (Station de métro Namur).

(Document de la session n° 363.)

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, à compter de quinze heures jusqu'à dix-sept heures et lundi prochain le 22 août 1977, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera à la Salle 81 «A» pour étudier, article par article, le projet de loi n° 101, «Charte de la langue française».

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 225.—Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard:

Projet de loi n° 230.—Loi modifiant la charte de la Ville de Charlesbourg;

The following documents were tabled:

By Mr Burns, on behalf of Mr Morin (Louis-Hébert):

Two documents on education, the first entitled: Reciprocity in educational matters, and the second: The cooperation of the province of Québec with the other provinces in educational matters.

(Sessional Papers, No. 362.)

By Mr Tardif:

Copy of the correspondence concerning the Blue Bonnets file (Namur metro station).

(Sessional Papers, No. 363.)

Mr Burns gave the following notice:

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit in Room 81 "A" tomorrow, from three o'clock P.M. until five o'clock P.M. and next Monday, 22 August 1977, from ten o'clock A.M. until eleven o'clock P.M., for the section by section examination of bill No. 101, "Charter of the French language".

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs and the Environment for public hearings and section by section examination of the following private bills:

Bill No. 225.—An Act respecting the parish municipality of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard;

Bill No. 230.—An Act to amend the charter of the city of Charlesbourg;

Projet de loi n° 236.—Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications pour étudier, article par article, le projet de loi n° 101, «Charte de la langue française».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Bill No. 236.—An Act to amend the charter of the city of Longueuil.

In Room 81 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications for the section by section examination of bill No. 101, "Charter of the French language".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blank, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Chevette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Paquette, Payette, Picotte, Proulx, Raynald, Roy, Russell, Saindon, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—84.

CONTRE—NAYS:—0.

À l'appel de l'article 1 du feuilleton d'aujourd'hui, savoir la motion suivante au nom de M. Burns:

«Qu'en vue d'assurer l'adoption du projet de loi n° 101, «Charte de la langue française», avant le début de la prochaine année scolaire, l'Assemblée nationale puisse, jusqu'à ce que ledit projet de loi ait été adopté en troisième lecture, tenir une séance tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de dix heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures, et de dix-huit heures à vingt heures, et qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi par les articles 35 et 36 du règlement; que l'article 174 soit suspendu; que le débat prévu aux articles 24, 68, 78, 79, 80 et 81 du

When Item 1 of today's Agenda Paper was called, to wit, the following motion put down in the name of Mr Burns: "That in order to ensure the adoption of bill No. 101, "Charter of the French language", before the opening of the next school year and until such time as the said bill is adopted in third reading, the National Assembly may hold a sitting every day of the week, except on Sundays, from ten o'clock in the forenoon until such time as it decides to adjourn, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon, and from six o'clock until eight o'clock in the evening, and that at all such sittings, the Order of Business be determined by Standing Orders 35 and 36 respecting Tuesday's sittings; that Standing Order 174 be suspended; that the debate pro-

règlement se termine trois heures après l'heure indiquée pour le début de la séance; *que* nonobstant les dispositions de l'article 47, paragraphe 1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques. » M. Lavoie soulève un point de règlement sur la recevabilité de cette motion et allègue que le Leader parlementaire du gouvernement ne peut procéder en vertu du paragraphe 1 de l'article 84 du règlement, parce qu'il y a vraiment urgence d'adopter le projet de loi n° 101 avant le début de la prochaine année scolaire, qu'il ne peut non plus utiliser le paragraphe 2 dudit article, parce qu'alors, il devrait déposer un nouveau projet de loi, mais qu'il doit plutôt se prévaloir des dispositions de l'article 156 pour atteindre vraiment le but qu'il vise.

Le Leader parlementaire du gouvernement soutient que sa motion faite en vertu du paragraphe 1 de l'article 84 est parfaitement régulière, parce qu'il s'est conformé aux prescriptions de cet article en donnant avis de sa motion et en indiquant l'objet pour lequel les règles de procédure sont suspendues.

M. le Président, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que la motion du Leader parlementaire du gouvernement n'a pas été présentée en vertu du paragraphe 2 de l'article 84, où l'avis n'est pas nécessaire, et en raison du fait que cet article n'est utilisé que dans des cas rarissimes, c'est le *strictissimi juris*, ou par analogie, l'injonction sans avis. Cette motion est présentée en vertu du paragraphe 1 de l'article 84. Cette dernière disposition, qui est limpide et claire, permet un débat ouvert sur le fond et respecte ainsi plus largement les droits de l'opposition qui peut intervenir sous les seules restrictions du paragraphe 1 de l'article 94 du règlement.

vided under Standing Orders 24, 68, 78, 79, 80 and 81 be concluded three hours after the time appointed for the opening of the sitting; *that* notwithstanding the provisions of paragraph 1 of Standing Order 47, all the sittings of the Assembly be public." Mr Lavoie raised a point of Order on the admissibility of the motion, and alleged that the Government House Leader could not proceed in accordance with paragraph 1 of Standing Order 84, because it was really urgent to adopt bill No. 101 before the opening of the school year, neither could he use paragraph 2 of the said Standing Order because he would then have had to introduce a new bill, but that he should have availed himself of the provisions of Standing Order 156 instead, to genuinely reach the goal at which he was aiming.

The Government House Leader maintained that his motion, which was made under paragraph 1 of Standing Order 84, was perfectly regular, because he had complied with the provisions of such Standing Order, namely, by giving notice of his motion and by indicating the object for which the rules of procedure were suspended.

After hearing the arguments pro and con, Mr President declared that the motion by the Government House Leader had not been made under paragraph 2 of Standing Order 84 where no notice is required, and by reason of the fact that this Standing Order was only used in very rare cases, it was the *strictissimi juris*, or analagous to, the injunction without notice. The motion had been made under paragraph 1 of Standing Order 84. This latter provision was limpid and clear, allowed open debate, on the substance, and thus gave broader respect to the rights of the Opposition which could intervene under the sole restrictions of paragraph 1 of Standing Order 94.

Le Président n'a pas à juger du fond de la question. En conséquence, il reconnaît que c'est le paragraphe 1 de l'article 84 qui s'applique et il déclare la motion recevable.

En conséquence, M. Burns propose:

Qu'en vue d'assurer l'adoption du projet de loi n° 101, «Charte de la langue française», avant le début de la prochaine année scolaire, l'Assemblée nationale puisse, jusqu'à ce que ledit projet de loi ait été adopté en troisième lecture, tenir une séance tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de dix heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures, et de dix-huit heures à vingt heures, et qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi par les articles 35 et 36 du règlement; que l'article 174 soit suspendu; que le débat prévu aux articles 24, 68, 78, 79, 80 et 81 du règlement se termine trois heures après l'heure indiquée pour le début de la séance; que nonobstant les dispositions de l'article 47, paragraphe 1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Au cours de son exposé, M. Burns cite deux documents contenant des propositions quant au cheminement des travaux de l'Assemblée et de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications pour l'adoption du projet de loi n° 101, faites aux Leaders parlementaires des partis reconnus à des réunions tenues les 3 et 16 août 1977. À la demande de M. Bisailon, M. Burns dépose ces deux documents.

(Document de la session n° 364.)

It was not up to the President to judge the substance of the matter. He accordingly acknowledged that it was paragraph 1 of Standing Order 84 that applied and he declared the motion admissible.

Mr Burns accordingly moved:

That in order to ensure the adoption of bill No. 101, "Charter of the French language", before the opening of the next school year and until such time as the said bill is adopted in third reading, the National Assembly may hold a sitting every day of the week, except on Sundays, from ten o'clock in the forenoon until such time as it decides to adjourn, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon, and from six o'clock until eight o'clock in the evening, and that at all such sittings, the Order of Business be determined by Standing Orders 35 and 36 respecting Tuesday's sittings; that Standing Order 174 be suspended; that the debate provided under Standing Orders 24, 68, 78, 79, 80 and 81 be concluded three hours after the time appointed for the opening of the sitting; that notwithstanding the provisions of paragraph 1 of Standing Order 47, all the sittings of the Assembly be public.

And a debate arising on this motion.

During his speech, Mr Burns quoted two documents containing proposals regarding the channeling of the work of the Assembly and of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications for the adoption of bill No. 101, which were made to the Parliamentary Leaders of the recognized parties at meetings held on August 3rd and 16th 1977. At the request of Mr Bisailon, Mr Burns tabled the two documents.

(Sessional Papers, No. 364.)

Et le débat continue.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Levesque (Bonaventure).

À la demande du Leader parlementaire du gouvernement, M. le Président convoque une conférence des Leaders parlementaires des partis reconnus à vingt-trois heures et une minute ce soir, le tout conformément à l'article 156 du règlement.

À vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

And the debate continuing thereon.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Levesque (Bonaventure).

At the request of the Government House Leader, Mr President convened a conference of the Parliamentary Leaders of the recognized parties, at one minute past eleven o'clock this evening, all in accordance with Standing Order 156.

At eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le vendredi 19 août 1977

Dix heures

Friday, 19 August 1977

Ten o'clock A.M.

Le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile», est présenté par Mme Payette.

Mme Payette propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Bill No. 67, "Automobile Insurance Act", was introduced by Mrs Payette.

Mrs Payette moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Laberge, Lacoste, Laurin, Lavigne, Lefebvre, Léger, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—52.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Brochu, Caron, Ciacia, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynault, Roy, Saindon, Samson, Shaw, Springate, Vaillancourt (Orford), Verreault.—31.

En conséquence, le projet de loi est lu la première fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 67 est déferé à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières pour étude après la première lecture.

M. Laurin dépose le document suivant:

Règlement relatif à la connaissance de la langue officielle nécessaire pour l'obtention d'un permis d'un ordre professionnel, concernant les articles 32 à 36 du projet de loi n° 101, «Charte de la langue française».

(Document de la session n° 365.)

Conformément à l'article 156 du règlement, M. Burns déclare qu'à la conférence des Leaders parlementaires des partis reconnus, convoquée par le Président hier soir, aucune entente n'a été conclue quant à la durée de l'étude, après la deuxième lecture, par la Commission parlementaire de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, du projet de loi n° 101, «Charte de la langue française».

Sur la motion de M. Caron, le projet de loi privé n° 213, «Loi modifiant la charte de la cité de Verdun», est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Grégoire, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi n° 221.—Loi modifiant la charte de la cité de Thetford Mines;

Projet de loi n° 243.—Loi concernant la ville de Bromont.

The bill was accordingly read the first time.

On motion of Mr Burns, bill No. 67 was referred to the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for consideration, following first reading.

Mr Laurin tabled the following document:

Regulation respecting the knowledge of the official language necessary to obtain a permit from a professional corporation, concerning sections 32 to 36 of bill No. 101, "Charter of the French language".

(Sessional Papers, No. 365.)

In accordance with Standing Order 156, Mr Burns announced that no agreement had been reached at the conference of the Parliamentary Leaders of the recognized parties, called by the President yesterday evening, concerning the length of time being taken by the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications for the examination of bill No. 101, "Charter of the French language", following second reading.

On motion of Mr Caron, private bill No. 213, "An Act to amend the charter of the city of Verdun", was read the third time.

On motion of Mr Grégoire, the following private bills were severally read the third time:

Bill No. 221.—An Act to amend the charter of the city of Thetford Mines;

Bill No. 243.—An Act respecting the town of Bromont.

Sur la motion de M. Godin, au nom de M. Laplante, le projet de loi privé n° 226, «Loi concernant Ville d'Anjou», est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Paquette, le projet de loi privé n° 233, «Loi concernant Rodican Investments Ltd», est lu la troisième fois.

M. Burns donne l'avis suivant:

Aujourd'hui, à compter de quinze heures jusqu'à dix-sept heures et lundi prochain le 22 août 1977, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera à la Salle 81 «A» pour étudier, article par article, le projet de loi n° 101, «Charte de la langue française».

Sur la motion de M. Burns, la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège à la Salle 81 «A», immédiatement jusqu'à treize heures pour étudier, article par article, le projet de loi n° 101, «Charte de la langue française».

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Burns proposant:

«*Qu'en vue d'assurer l'adoption du projet de loi n° 101, «Charte de la langue française», avant le début de la prochaine année scolaire, l'Assemblée nationale puisse, jusqu'à ce que ledit projet de loi ait été adopté en troisième lecture, tenir une séance tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de dix heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures, et de dix-huit heures à vingt heures, et qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi par les articles 35 et 36 du règlement; que l'article 174 soit suspendu; que le débat prévu*

On motion of Mr Godin, on behalf of Mr Laplante, private bill No. 226, "An Act respecting the town of Anjou", was read the third time.

On motion of Mr Paquette, private bill No. 233, "An Act respecting Rodican Investments Ltd", was read the third time.

Mr Burns gave the following notice:

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit in Room 81 "A" today, from three o'clock P.M. until five o'clock P.M. and next Monday, 22 August 1977, from ten o'clock A.M. until eleven o'clock P.M., for the section by section examination of bill No. 101, "Charter of the French language".

On motion of Mr Burns, the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit immediately in Room 81 "A", until one o'clock P.M., for the section by section examination of bill No. 101, "Charter of the French language".

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Burns proposing:

"That in order to ensure the adoption of bill No. 101, "Charter of the French language", before the opening of the next school year and until such time as the said bill is adopted in third reading, the National Assembly may hold a sitting every day of the week, except on Sundays, from ten o'clock in the forenoon until such time as it decides to adjourn, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon, and from six o'clock until eight o'clock in the evening, and that at all such sittings, the Order of Business be determined by Standing Orders 35 and 36 respecting Tuesday's sittings;

aux articles 24, 68, 78, 79, 80 et 81 du règlement se termine trois heures après l'heure indiquée pour le début de la séance; *que* nonobstant les dispositions de l'article 47, paragraphe 1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques. »

Le débat est ajourné sur la motion de M. Le Moignan.

À treize heures, l'Assemblée s'ajourne à lundi prochain quinze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

that Standing Order 174 be suspended; *that* the debate provided under Standing Orders 24, 68, 78, 79, 80 and 81 be concluded three hours after the time appointed for the opening of the sitting; *that* notwithstanding the provisions of paragraph 1 of Standing Order 47, all the sittings of the Assembly be public."

The debate was adjourned on motion of Mr Le Moignan.

At one o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Monday, at three o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le lundi 22 août 1977

Quinze heures

Monday, 22 August 1977

Three o'clock P.M.

M. Michaud, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 230.—Loi modifiant la charte de la Ville de Charlesbourg;

Projet de loi n° 236.—Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil.

Les projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session n° 366.)

Sur la motion de M. Michaud, le rapport est adopté.

Les projets de loi privés nos 230 et 236 sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Mr Michaud, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment which examined the following private bills, after first reading:

Bill No. 230.—An Act to amend the charter of the city of Charlesbourg;

Bill No. 236.—An Act to amend the charter of the city of Longueuil.

The bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 366.)

On motion of Mr Michaud, the report was adopted.

Private bills Nos. 230 and 236 were ordered for second reading at the next sitting.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, des félicitations sont adressées à l'équipe du Québec pour ses succès aux Jeux tenus à Terre-Neuve.

M. Burns propose que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège à la Salle 81 «A», immédiatement jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures pour étudier, article par article, le projet de loi n° 101, «Charte de la langue française».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie-Roux, Lefebvre, Le Moignan, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mackasey, Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Russell, Saindon, Shaw, Springate, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois, Verreault.—78.

CONTRE—NAYS:—0.

Mme Payette propose que le projet de loi n° 44, «Loi constituant la Société de développement coopératif», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, le projet de loi n° 44 est lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Burns proposant:

«Qu'en vue d'assurer l'adoption du projet de loi n° 101, «Charte de la lan-

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, congratulations were expressed to the members of the team from the province of Québec for their successful showing at the Games held in Newfoundland.

Mr Burns moved that the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit immediately in Room 81 "A" until eleven o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for the session by session examination of bill No. 101, "Charter of the French language".

The motion was adopted on the following vote:

Mrs Payette moved that bill No. 44, "An Act to incorporate the Société de développement coopératif", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, bill No. 44 was accordingly read the third time.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Burns proposing:

"That in order to ensure the adoption of bill No. 101, "Charter of the French

gue française», avant le début de la prochaine année scolaire, l'Assemblée nationale puisse, jusqu'à ce que ledit projet de loi ait été adopté en troisième lecture, tenir une séance tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de dix heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures, et de dix-huit heures à vingt heures, et *qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi par les articles 35 et 36 du règlement; que l'article 174 soit suspendu; que le débat prévu aux articles 24, 68, 78, 79, 80 et 81 du règlement se termine trois heures après l'heure indiquée pour le début de la séance; que nonobstant les dispositions de l'article 47, paragraphe 1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques.*»

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Couture, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Grégoire, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lavigne, Lefebvre, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—47.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Blank, Brochu, Ciacia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Marchand, Picotte, Roy, Russell, Saindon, Shaw, Springate, Verreault.—27.

language”, before the opening of the next school year and until such time as the said bill is adopted in third reading, the National Assembly may hold a sitting every day of the week, except on Sundays, from ten o'clock in the forenoon until such time as it decides to adjourn, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon, and from six o'clock until eight o'clock in the evening, and *that at all such sittings, the Order of Business be determined by Standing Orders 35 and 36 respecting Tuesday's sittings; that Standing Order 174 be suspended; that the debate provided under Standing Orders 24, 68, 78, 79, 80 and 81 be concluded three hours after the time appointed for the opening of the sitting; that notwithstanding the provisions of paragraph 1 of Standing Order 47, all the sittings of the Assembly be public.*”

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted on the following division:

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Burns proposant que le projet de loi n° 2, «Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale» (*Réimpression*), soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 2 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales.

À vingt-trois heures trente minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Burns proposing that bill No. 2, "An Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act" (*Reprint*), be now read the second time.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, bill No. 2 was referred to the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, for section by section examination.

At eleven-thirty o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 23 août 1977

Dix heures

Tuesday, 23 August 1977

Ten o'clock A.M.

M. Burns dépose le document suivant:

Copie d'une résolution adoptée à l'assemblée tenue le 7 février 1977, par le Conseil municipal de la Ville de Gatineau, au sujet d'une recommandation du comité administratif de retirer temporairement le projet de loi privé concernant la charte de la Ville de Gatineau, déposé au secrétariat des commissions de l'Assemblée nationale.

(Document de la session n° 367.)

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'agriculture qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 13.—Loi modifiant la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture;

Projet de loi n° 14.—Loi modifiant la Loi des produits laitiers et leurs succédanés.

Mr Burns tabled the following document:

Copy of a resolution adopted at the meeting held on 7 February 1977, by the town council of the Town of Gatineau, concerning a recommendation by the administrative committee to withdraw, temporarily the private bill respecting the Charter of the Town of Gatineau, filed with the Secretariat of the Committees of the National Assembly.

(Sessional Papers, No. 367.)

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Agriculture which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 13.—An Act to amend the Agricultural Abuses Act;

Bill No. 14.—An Act to amend the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act.

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Marquis, le rapport est adopté.

Les projets de loi n^{os} 13 et 14 sont remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Bertrand propose que le projet de loi privé n^o 230, « Loi modifiant la charte de la Ville de Charlesbourg », soit lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Michaud, le projet de loi privé n^o 236, « Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil », est lu la deuxième fois et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Burns propose que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement à la Salle 81 « A » pour étudier, article par article, le projet de loi n^o 101, « Charte de la langue française ».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Gratton, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lefebvre, Le Moignan, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marcoux, Marquis, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Saindon, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Verreault.—78.

CONTRE—NAYS:—0.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Marquis, the report was adopted.

Bills Nos. 13 and 14 were ordered for third reading at the next sitting.

Mr Bertrand moved that private bill No. 230, "An Act to amend the charter of the city of Charlesbourg", be read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the second time and ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Michaud, private bill No. 236, "An Act to amend the charter of the city of Longueuil", was read the second time and ordered for third reading at the next sitting.

Mr Burns moved that the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit immediately in Room 81 "A", for the section by section examination of bill No. 101, "Charter of the French language".

The motion was adopted on the following vote:

M. Burns propose:

Que conformément à l'article 156 du règlement, le rapport de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications sur l'étude du projet de loi n° 101, « Charte de la langue française », après la deuxième lecture, soit déposé à l'Assemblée nationale avant les affaires du jour le 24 août 1977, la commission devant mettre fin à ses travaux à vingt-trois heures le mardi 23 août 1977.

À treize heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—48.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Brochu, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Picotte, Roy, Saindon, Shaw, Springate, St-Germain, Verreault.—30.

Mr Burns moved:

That in accordance with Standing Order 156, the report of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications on the examination of bill No. 101, "Charter of the French language", following second reading, be tabled in the National Assembly before the calling of Business of the Day on August 24th 1977, the Committee being required to complete its work by eleven o'clock P.M. on Tuesday, August 23rd 1977.

At one o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted on the following division:

M. Johnson propose que le projet de loi n° 45, « Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Mackasey.

À vingt-trois heures trente-cinq minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Mr Johnson moved that bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Mackasey.

At thirty-five minutes past eleven o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 24 août 1977

Dix heures

M. de Bellefeuille, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 101, «Charte de la langue française».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 368.)

M. Burns propose que l'avis apparaissant au feuillet d'aujourd'hui, que la Commission permanente de la justice se réunira au Salon Rouge, le jeudi 25 août, à dix heures, afin d'étudier le projet de loi privé n° 240, «Loi annulant une servitude grevant certains lots du cadastre de la paroisse de Cap-de-la-Madeleine», soit rayé du feuillet.

La motion est adoptée.

Wednesday, 24 August 1977

Ten o'clock A.M.

Mr de Bellefeuille, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications which examined bill No. 101, "Charter of the French language", after second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 368.)

Mr Burns moved that the notice appearing on today's Agenda Paper that the Standing Committee on Justice will meet in the Red Room on Thursday, 25 August, at ten o'clock A.M., for the purpose of examining the following private bill No. 240, "An Act to extinguish a servitude encumbering certain lots of the cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine", be struck off the Agenda Paper.

The motion was adopted.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Burns:

Un livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

(Document de la session n° 369).

Par M. Garon:

Règlement modifiant le présent règlement sur les aliments, en vertu de la Loi sur les produits agricoles et les aliments (1974, c. 35, a. 36).

(Document de la session n° 370.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Verreault:

1. Le gouvernement a-t-il pris une décision, à la suite des suggestions qui lui ont été faites par divers organismes intéressés à la sécurité routière, de rendre obligatoire l'examen périodique des véhicules-automobiles ayant un certain nombre d'années d'usure?

2. Quel est le nombre de véhicules-automobiles, immatriculés au Québec, dont l'année de fabrication est antérieure à 1972?

Réponse de M. Lessard:

1. Le Bureau des véhicules-automobiles est à préparer un règlement sur l'inspection mécanique sélective des véhicules-automobiles. Cette inspection touchera tous les véhicules-automobiles au moment de leur achat, tel que le prévoit l'article 7 du projet de loi n° 13 (L.Q. 1976, c. 35), sanctionné le 30 juin 1976.

L'étude de ce règlement se poursuit, parallèlement à une étude des procédures d'implantation d'un tel système.

2. Le nombre de véhicules, dont l'année est plus ancienne que 1972 sur la filière d'immatriculation est:

The following documents were tabled:

By Mr Burns:

A white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

(Sessional Papers, No. 369.)

By Mr Garon:

Regulations amending the present regulations on food, under the Agricultural Products and Food Act (1974, c. 35, s. 36).

(Sessional Papers, No. 370.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Verreault:

1. Following suggestions made by various organizations concerned with highway security, has the government decided to make it compulsory for cars showing a certain amount of wear to undergo periodic inspections?

2. How many motor vehicles, registered in the province of Québec, were manufactured prior to 1972?

Answer by Mr Lessard:

1. A regulation on the selective mechanical inspection of motor vehicles is being drawn up by the Motor Vehicle Bureau. This inspection will cover all motor vehicles at the time of purchase, as provided under section 7 of bill No. 13 (S.Q. 1976, c. 35), sanctioned June 30th 1976.

The examination of this regulation is continuing, together with a study of the procedure required for the setting up of such a system.

2. The number of vehicles manufactured before 1972 and still registered is as follows:

Catégorie «promenade»:
 — renouvelés: 510,528 véhicules
 — non renouvelés: 361,745 véhicules
 Total: 872,273 véhicules

Catégorie «autres»:
 — renouvelés: 314,919 véhicules
 — non renouvelés: 167,854 véhicules
 Total: 482,773 véhicules

Pleasure vehicles:
 — renewed: 510,528 vehicles
 — not renewed: 361,745
 Total: 872,273 vehicles

Other types:
 — renewed: 314,919 vehicles
 — not renewed: 167,854 vehicles
 Total: 482,773 vehicles

Question de M. Gratton:

1. Le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement a-t-il élaboré une politique globale d'organisation d'espaces administratifs?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les grandes lignes de cette politique?

3. Le ministère a-t-il entrepris une étude pour déterminer l'opportunité d'établir une société de gestion des immeubles gouvernementaux?

4. Si oui, quand cette étude doit-elle être complétée?

Question by Mr Gratton:

1. Has the Department of Public Works and Supply drawn up an overall policy on the organizing of administrative spaces?

2. If so, what is the general outline of this policy?

3. Has the Department undertaken a survey on the advisability of establishing a management corporation for government immoveables?

4. If so, when will this study be completed?

Réponse de Mme Ouellette:

1. Le MTPA a élaboré une politique de répartition et d'utilisation des espaces administratifs devant permettre aux organismes et ministères de prendre une expansion normale sans réaménagement majeur.

2. Une prévision d'augmentation d'espaces de 3% par année, pour une période de trois (3) ans, a été établie. Cependant, une dérogation est possible jusqu'à 3% par année, pour une période de cinq (5) ans pour les ministères et organismes dont le fonctionnement est, soit hautement spécialisé ou dont le fonctionnement séquentiel peut difficilement être interrompu.

3. Non.

4. Non applicable.

Answer by Mrs Ouellette:

1. The Department of Public Works and Supply has drawn up an overall policy on the allotment and use of administrative spaces to allow the bodies and Departments to undergo normal expansion without any major redevelopment.

2. A forecast of an increase in space of 3% per annum has been established for a period of three (3) years. However, provision has also been made for changes of up to 3% per annum for a period of five (5) years for the Departments and bodies whose operations are either highly specialized or whose resulting operations can hardly be interrupted.

3. No.

4. Not applicable.

Question de M. Gratton:

1. Quels sont les nom, prénoms et adresse des administrateurs de la Cor-

Question by Mr Gratton:

1. What are the names, given names and addresses of the directors of the

poration Sanibec (Québec), 3700 boulevard de la Chaudière, Sainte-Foy?

2. À quelle date cette entreprise a-t-elle produit le dernier rapport requis en vertu de la Loi des renseignements sur les compagnies (S.R. 1964, c. 273, a. 4 et amend.)?

3. Relativement à l'entretien ménager des locaux de la Sûreté du Québec, 54 Dorchester, Québec (projet n° 303-4H-01), quels sont:

a) les noms et adresses des personnes ou entreprises qui ont soumis des appels d'offre (n° 1300-1);

b) le montant de chaque soumission?

Réponse de Mme Payette:

1. Les administrateurs sont: MM. Benoît Goudreau, président; Raymond Drouin, vice-président; Roger Bergeron, secrétaire-trésorier.

2. Le dernier rapport a été produit en 1976.

Réponse de Mme Ouellette:

3. a) Corporation Sanibec (Québec)
3700, boul. de la Chaudière,
Ste-Foy.

Entretien Laflamme

15 rue Montreuil,

Villeneuve, Qué.

Sani Service Enr.

695 rue Strasbourg,

Ste-Foy.

b) \$5,808, \$6,864 et \$8,840.

Question de M. Larivière:

Suivant le document n° 270 déposé à l'Assemblée nationale le 6 juillet 1977, il est indiqué, à la page 2, que le coût total de participation au *Festival du Livre de Nice* s'est élevé à \$19,531.80 pour tous les ministères concernés.

1. À quoi a donc servi les \$6,600 pour lesquels aucune explication n'a été fournie?

Corporation Sanibec (Québec), 3700 de la Chaudière boulevard, Sainte-Foy?

2. On what date did this firm submit its last report required under the Companies Information Act (R.S. 1964, c. 273, s. 4 and amendments)?

3. Concerning the maintenance of the offices of the Québec Police Force, 54 Dorchester Street, Québec (project No. 303-4H-01), what are:

(a) the names and addresses of the persons or firms which submitted calls for tenders (No. 1300-1);

(b) the amount of each bid?

Answer by Mrs Payette:

1. The administrators are: Messrs Benoît Goudreau, President; Raymond Drouin, Vice-president; Roger Bergeron, Secretary-Treasurer.

2. The last report was produced in 1976.

Answer by Mrs Ouellette:

3. (a) Corporation Sanibec (Québec)
3700 de la Chaudière Blvd.,
Ste-Foy.

Entretien Laflamme

15 Montreuil Street,

Villeneuve, Qué.

Sani Service Enr.,

695 Strasbourg Street,

Ste-Foy.

(b) \$5,808, \$6,864 and \$8,840.

Question by Mr Larivière:

According to Sessional Papers No. 270 tabled in the National Assembly on 6 July 1977, it is mentioned on page 2, that the total cost of participation in the *Festival du Livre at Nice* amounted to \$19,531.80 for all the Departments involved.

1. Therefore, for what purpose was the amount of \$6,600 used, which is not accounted for?

2. Faut-il comprendre que les \$19,531.80 mentionnés à la page 2 doivent s'ajouter aux \$20,766.25 inscrits à la page 3 du document pour établir globalement à \$40,298.05 la somme que le gouvernement du Québec a dépensée à Nice, du 6 au 11 mai 1977?

Réponse de M. O'Neill:

1. Les \$6,600 auxquels M. Larivière fait allusion ont servi à la construction du stand par le ministère de l'Industrie et du Commerce au coût de \$5,000 et à l'envoi de ce stand en Europe par bateau qui a nécessité des déboursés de \$1,600.

2. Les frais occasionnés par le *Festival international du Livre de Nice* et par *La Semaine du Québec* qui s'est tenue aux mêmes dates totalisent, en effet, \$40,298.05.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Samson:

1. Quels sont les nom, prénoms et fonctions des employés du ministère de la Justice qui, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 31 mars 1977:

- a) ont été congédiés;
- b) ont subi une rétrogradation;
- c) ont subi une coupure de salaire;
- d) ont dû quitter leur emploi parce que leur engagement n'a pas été renouvelé;

e) ont démissionné?

2. Quels sont les nom et prénoms des personnes qui ont été engagées à ce ministère, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 31 mars 1977?

3. Quels sont, dans chaque cas:

- a) la date d'engagement;
- b) le titre de la fonction;
- c) le traitement annuel;
- d) le numéro du concours de la Commission de la fonction publique;
- e) la date à laquelle chacun a passé le concours écrit pour l'emploi postulé?

2. Does this mean that the \$19,531.80 mentioned on page 2 must be added to the \$20,766.25 indicated on page 3 of the document to establish the lump sum of \$40,298.05 which was spent by the government of the province of Québec at Nice from 6 to 11 May 1977?

Answer by Mr O'Neill:

1. The \$6,600 referred to by Mr Larivière was used by the Department of Industry and Commerce to construct the stand at a cost of \$5,000 and to transport the stand to Europe by boat, which required an expenditure of \$1,600.

2. The total costs incurred for the *Festival international du Livre de Nice* and by *La Semaine du Québec*, which were held on the same dates, amount to \$40,298.05.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Samson:

1. What are the names, given names and positions of the employees of the Department of Justice who, from 26 November 1976 to 31 March 1977:

- (a) were dismissed;
- (b) were demoted;
- (c) suffered a salary cut;
- (d) were forced to leave because their engagement was not renewed;

(e) resigned?

2. What are the names and given names of the persons who were employed by this Department, from 26 November 1976 to 31 March 1977?

3. In each case, what is:

- (a) the date of engagement;
- (b) the position;
- (c) the annual salary;
- (d) the number of the competition of the Civil Service Commission;
- (e) the date on which each applicant passed the written examination for the position applied for?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Burns, au nom de M. Bédard, dépose ledit document.

(Document de la session n° 371.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Gratton:

1. Depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 30 juin 1977, le gouvernement, ses offices, régies, commissions ou sociétés ont-ils retenu les services d'agences privées de surveillance et de sécurité?

2. Dans l'affirmative, quel a été le montant total payé?

3. Quel sont, pour chaque agence:

a) le nom;

b) la date d'incorporation;

c) l'adresse du bureau principal;

d) les nom, prénoms et adresse des administrateurs;

e) le montant total payé;

f) la nature et l'endroit où les services ont été rendus;

g) le nom des ministères, offices, régies, commissions ou sociétés qui ont fait appel à de tels services?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

Mme Ouellette dépose ledit document.

(Document de la session n° 372.)

Sur la motion de M. Gratton, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

La liste de tous les immeubles achetés par le gouvernement ou par l'un de ses organismes, offices, régies, commissions ou sociétés, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 18 mai 1977, cette liste devant indiquer dans chaque cas:

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Bédard.

(Sessional Papers, No. 371.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Gratton:

1. From 26 November 1976 to 30 June 1977, did the government or any of its bureaux, boards, commissions or corporations retain the services of private security and surveillance agencies?

2. If so, what was the total amount paid?

3. What are, for each agency:

(a) the name;

(b) the date of incorporation;

(c) the main office address;

(d) the names, given names and addresses of its directors;

(e) the total amount paid;

(f) the nature and the location where such services were given;

(g) the names of the departments, bureaux, boards, commissions or corporations which hired such agencies?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mrs Ouellette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 372.)

On motion of Mr Gratton,—

Ordered, that there be tabled:

A list of all the buildings purchased by the government or any of its organizations, bureaux, boards, commissions or corporations, from 26 November 1976 to 18 May 1977, indicating in each case:

a) les nom, prénoms et adresse du vendeur;

b) l'endroit où l'immeuble est situé;

c) la date du contrat;

d) le montant de la transaction;

e) les nom et adresse du notaire qui a rédigé l'acte d'achat.

Mme Ouellette dépose ledit document.

(Document de la session n° 373.)

Sur la motion de M. Springate, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie du document intitulé: *Les stratégies triennales d'allocation de ressources pour le réseau universitaire*, lequel émane de la Direction générale de l'enseignement supérieur du ministère de l'Éducation.

M. Burns, au nom de M. Morin (Sauvé), dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 374.)

Sur la motion de M. Gratton, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents échangés entre le Premier ministre, le ministre d'État au développement culturel ou leurs fonctionnaires et M. Roger Philips, président de SECAL, depuis le 1^{er} juin jusqu'au 15 août 1977, relativement à l'intention de la compagnie ALCAN d'attendre que la Charte de la langue française soit sanctionnée, afin d'en connaître les implications avant de décider s'il y aura lieu d'établir un Centre de développement à Montréal.

M. Laurin dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 375.)

M. Burns propose que la Commission permanente de la présidence du

(a) the name, given names and address of the seller;

(b) the location of the building;

(c) the date of the contract;

(d) the amount of the transaction;

(e) the name and address of the notary who drew up the deed.

Mrs Ouellette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 373.)

On motion of Mr Springate,—

Ordered, that there be tabled:

Copie du document intitulé: *Les stratégies triennales d'allocation de ressources pour le réseau universitaire* which was prepared by the Higher Education Branch of the Department of Education.

Mr Burns tabled a document concerning the said motion, on behalf of Mr Morin (Sauvé).

(Sessional Papers, No. 374.)

On motion of Mr Gratton,—

Ordered, that there be tabled:

A copy of any correspondence, briefs, reports, telegrams and other documents exchanged, from June 1st to August 15th 1977, between the Prime Minister, the Minister of State for cultural affairs or any of their employees, and Mr Roger Philips, the President of SECAL, concerning the intention of the firm of ALCAN to wait until the Charter of the French Language has been sanctioned in order to know its implications before deciding if it would be worthwhile to establish a Development Centre in Montreal.

Mr Laurin tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 375.)

Mr Burns moved that the Standing Committee on the Presidency of the

conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège aujourd'hui à quinze heures, à la Salle 81 «A» pour étudier, article par article, le projet de loi n° 2, «Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale» (*Réimpression*).

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs do sit today at three o'clock P.M., in Room 81 "A", for the section by section examination of bill No. 2, "An Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act" (*Reprint*).

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Saindon, Samson, Shaw, Springate, Tardif, Vaugeois, Verreault.—86.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Garon propose que le projet de loi n° 13, «Loi modifiant la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 13 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Garon, le projet de loi n° 14, «Loi modifiant la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés», est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Chevrette, au nom de M. Bertrand, le projet de loi n° 230, «Loi modifiant la charte de la Ville de Charlesbourg», est lu la troisième fois après division des voix.

Sur la motion de M. Michaud, le projet de loi n° 236, «Loi modifiant la charte

Mr Garon moved that bill No. 13, "An Act to amend the Agricultural Abuses Act", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

Bill No. 13 was accordingly read the third time.

On motion of Mr Garon, bill No. 14, "An Act to amend the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act", was read the third time.

On motion of Mr Chevrette, on behalf of Mr Bertrand, bill No. 230, "An Act to amend the charter of the city of Charlesbourg", was read the third time on division.

On motion of Mr Michaud, bill No. 236, "An Act to amend the charter of

de la ville de Longueuil», est lu la troisième fois.

M. Garon propose que le projet de loi n° 43, «Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Du consentement unanime de l'Assemblée, à douze heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit;

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Charbonneau, Chevette, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, Dubois, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Goulet, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Russell, Samson, Shaw, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—52.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Caron, Ciaccia, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Roy, Saindon, Springate, St-Germain, Verreault.—24.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 43 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente de l'agriculture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 49, «Loi constituant la Régie de l'assurance automobile du Québec».

the city of Longueuil", was read the third time.

Mr Garon moved that bill No. 43, "An Act to amend the Agricultural Products and Food Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

With the unanimous consent of the Assembly, at twelve o'clock noon, Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted on the following division:

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, bill No. 43 was referred to the Standing Committee on Agriculture for section by section examination.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 49, "An Act to establish the Régie de l'assurance automobile du Québec".

Mme Payette informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Mrs Payette informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mme Payette propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Mrs Payette moved that the said bill be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Gosselin, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Marcoux, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—48.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Marchand, O'Gallagher, Picotte, Roy, Russell, Saindon, Samson, Shaw, Springate, St-Germain.—31.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 49 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières.

On motion of Mr Burns, bill No. 49 was referred to the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for section and section examination.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson proposant que le projet de loi n° 45, « Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre », soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Mackasey propose:

« Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot « maintenant » et en ajoutant à la fin les mots « dans deux mois ». »

Et un débat s'élève sur cet amendement.

0 heure, le jeudi 25 août 1977

L'amendement est alors rejeté après division des voix.

Le débat sur la motion de M. Johnson proposant que le projet de loi n° 45, « Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre », soit maintenant lu la deuxième fois, est ajourné sur la motion de M. Garneau.

À 0 heure vingt minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Johnson proposing that bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act", be now read the second time.

Mr Mackasey moved:

"That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day two months"."

And a debate arising on this amendment.

Midnight, Thursday, 25 August 1977

The amendment was then rejected on division.

The debate on the motion by Mr Johnson proposing that bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act", be now read the second time, was adjourned on motion of Mr Garneau.

At twenty minutes past midnight, on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 25 août 1977

Dix heures

M. Laurin dépose les documents suivants:

Règlement relatif à la langue d'enseignement des personnes séjournant de façon temporaire au Québec, se rapportant à l'article 81 du projet de loi n° 101, «Charte de la langue française».

(Document de la session n° 376.)

Règlement relatif à la langue des entreprises, se rapportant aux articles 132 à 142 du projet de loi n° 101, «Charte de la langue française», et remplaçant le règlement déposé le mercredi 17 août 1977.

(Document de la session n° 377.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose que la Commission permanente des engagements financiers siège immédiatement à la Salle 91 «A»; que la Commission permanente de la justice siège immédiatement à la Salle 81 «A» pour audition

Thursday, 25 August 1977

Ten o'clock A.M.

Mr Laurin tabled the following documents:

Regulation respecting the language of instruction of persons staying in the province of Québec temporarily, relating to section 81 of bill 101, "Charter of the French language".

(Sessional Papers, No. 376.)

Regulation respecting the language of business firms, relating to sections 132 to 142 of bill 101, "Charter of the French language", and replacing the regulation tabled on Wednesday, 17 August 1977.

(Sessional Papers, No. 377.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved that the Standing Committee on Financial Commitments do sit immediately in Room 91 "A"; that the Standing Committee on Justice do sit immediately in Room 81 "A", for public hearings and section

publique et étude, article par article du projet de loi privé n° 240, «Loi annulant une servitude grevant certains lots du cadastre de la paroisse de Cap-de-la-Madeleine», et dès que cette dernière commission aura terminé ses travaux, la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siègera à la même Salle pour étudier, article par article, le projet de loi n° 2, «Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale» (*Réimpression*).

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Russell, Saindon, Samson, Springate, St-Germain, Tardif, Vaugeois, Verreault.—82.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson proposant que le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Saindon.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose que la Commission permanente de l'agriculture siège à compter de quinze heures à la Salle 91«A» pour étudier, article par article, le projet de loi n° 43, «Loi

by section examination of private bill No. 240, "An Act to extinguish a servitude encumbering certain lots of the cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine", and as soon as this latter Committee has completed its work, the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit in the same Room, for the section by section examination of bill No. 2, "An Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act" (*Reprint*).

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Russell, Saindon, Samson, Springate, St-Germain, Tardif, Vaugeois, Verreault.—82.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson proposant que le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Saindon.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose que la Commission permanente de l'agriculture siège à compter de quinze heures à la Salle 91«A» pour étudier, article par article, le projet de loi n° 43, «Loi

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr. Johnson proposing that bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Saindon.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved that the Standing Committee on Agriculture do sit in Room 91«A», at three o'clock P.M., for the section by section examination of bill No. 43, "An Act to amend

modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments».

La motion est adoptée.

À treize heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 101, «Charte de la langue française».

M. Laurin propose que le rapport et les amendements proposés soient pris en considération.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose que dès la fin des travaux de la Commission permanente de l'agriculture qui étudie présentement le projet de loi n° 43 à la Salle 91«A», la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières siège à la même Salle pour étudier, article par article, le projet de loi n° 49, «Loi constituant la Régie de l'assurance automobile du Québec».

La motion est adoptée.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Laurin proposant que le

the Agricultural Products and Food Act».

The motion was adopted.

At one o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications which examined bill No. 101, "Charter of the French language", following second reading.

Mr Laurin moved that the report and the proposed amendments be taken into consideration.

And a debate arising on this motion.

The debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved that as soon as the Standing Committee on Agriculture has completed its present examination of bill No. 43 in Room 91«A», the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions do sit in the same Room for the section by section examination of bill No. 49, "An Act to establish the Régie de l'assurance automobile du Québec".

The motion was adopted.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Laurin proposing that

rapport de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 101, «Charte de la langue française», ainsi que les amendements proposés soient pris en considération.

Le débat est terminé.

Les amendements proposés par M. Roy sont rejetés, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Biron, Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Goulet, Grenier, Le Moignan, Roy, Russell, Shaw.—11.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charon, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Godin, Gosselin, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lefebvre, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—49.

ABSTENTIONS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Caron, Ciaccia, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Grégoire, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Saindon, Samson, Springate, St-Germain, Verreault.—24.

Les amendements proposés par M. Grenier sont rejetés, les voix se divisant comme suit:

the report of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications which examined bill No. 101, "Charter of the French language", following second reading, together with the amendments proposed thereto be taken into consideration.

The debate was concluded.

The amendments proposed by Mr Roy were rejected on the following division:

The amendments proposed by Mr Grenier were rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Biron, Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Goulet, Grenier, Le Moignan, Russell, Shaw.—10.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charon, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Godin, Gosselin, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lefebvre, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—50.

ABSTENTIONS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Caron, Ciaccia, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Roy, Saindon, Samson, Springate, St-Germain, Verreault.—24.

M. Lalonde propose que l'amendement apporté à l'article 49 et l'amendement suivant apporté à l'article 213 soient adoptés:

Que l'article 213 soit modifié en remplaçant dans la deuxième ligne le chiffre «208» par le chiffre «207», lequel article se lirait comme suit:

«Malgré toute autre disposition législative, les articles 68 à 83, 207 et 209 de la présente loi s'appliquent aux inscriptions faites pour l'année scolaire 1977/1978.»

De sorte que l'amendement proposé par le ministre audit article se lit maintenant comme suit:

«*Que* l'article 213 du projet de loi devienne l'article 225 et que le texte en soit amendé en remplaçant les mots et chiffres «68 à 83, 207 et 209» par «72 à 88, 218 et 220.»

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Lalonde moved that the amendment made to section 49 and the following amendment made to section 213 be adopted:

That section 213 be amended by replacing the figure "208" in the second line by the figure "207", which section would read as follows:

"Notwithstanding any other legislative provision, sections 68 to 83, 207 and 209 of this act apply to registrations made for the school year 1977/1978."

So that the amendment proposed to the said section by the Minister will now read as follows:

"That section 213 of the bill do become section 225 and that the text be amended by replacing the words and figures "68 to 83, 207 and 209" by "72 to 88, 218 and 220."

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Biron, Bisailon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lefebvre, Le Moignan, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Russell, Saindon, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois, Verreault.—83.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTION:—M./Mr Samson.—1.

Les autres amendements proposés par M. Lalonde sont rejetés, les voix se divisant comme suit:

The other amendments proposed by Mr Lalonde were rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Caron, Ciaccia, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Saindon, Springate, St-Germain, Verreault.—22.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Godin, Gosselin, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lefebvre, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—50.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Biron, Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Goulet, Grenier, Le Moignan, Roy, Russell, Samson, Shaw.—12.

M. Laurin propose que les articles 28, 29, 41, 42, 47, 48, 55, 56, 72, 84, 90, 91, 101, 108, 109, 126, 129, 130, 137, 141, 145, 199 et 207, soient biffés.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Mr Laurin moved that sections 28, 29, 41, 42, 47, 48, 55, 56, 72, 84, 90, 91, 101, 108, 109, 126, 129, 130, 137, 141, 145, 199 et 207, be struck out.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Biron, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garon, Godin, Gosselin, Goulet, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lefebvre, Le Moignan, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Roy, Russell, Shaw, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—61.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Caron, Ciaccia, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Saindon, Springate, St-Germain, Verreault.—22.

ABSTENTION:—M./Mr Samson.—1.

M. Laurin propose que les amendements proposés aux articles 22A, 23 à 25, 25A, 26, 27, 30 à 38, 38A, 39, 40, 43 à 46, 49 à 54, 57 à 71, 73 à 77, 77A, 78 à 81, 81A, 82, 83, 85 à 89, 92 à 100, 102 à 107, 110 à 125, 127, 128, 131 à 136, 138 à 140, 142 à 144, 146 à 198, 200 à 206, 208 à 219, ainsi qu'au préambule, à l'annexe et aux titres et sous-titres, soient adoptés.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charon, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Godin, Gosselin, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lefebvre, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Roy, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—51.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Caron, Ciaccia, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Saindon, Springate, St-Germain, Verreault.—22.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Biron, Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Goulet, Grenier, Le Moignan, Russell, Samson, Shaw.—11.

M. Laurin propose que les articles nouveaux 30, 31, 32, 45, 47, 51, 52, 59, 60, 89, 95, 96, 106, 113, 114, 130, 132, 135, 136, 137, 143, 144, 145, 147, 151, 155, 209, 216, 218, 222 et 229, soient adoptés.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Mr Laurin moved that the amendments proposed to sections 22A, 23 à 25, 25A, 26, 27, 30 à 38, 38A, 39, 40, 43 à 46, 49 à 54, 57 à 71, 73 à 77, 77A, 78 à 81, 81A, 82, 83, 85 à 89, 92 à 100, 102 à 107, 110 à 125, 127, 128, 131 à 136, 138 à 140, 142 à 144, 146 à 198, 200 à 206, 208 à 219, together with the preamble, the appendix, the titles, and the subtitles, be adopted.

The motion was adopted on the following division:

Mr Laurin moved that the new sections 30, 31, 32, 45, 47, 51, 52, 59, 60, 89, 95, 96, 106, 113, 114, 130, 132, 135, 136, 137, 143, 144, 145, 147, 151, 155, 209, 216, 218, 222 et 229, be adopted.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Biron, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garon, Godin, Gosselin, Goulet, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lefebvre, Le Moignan, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Roy, Russell, Shaw, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—61.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Caron, Ciaccia, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Saindon, St-Germain, Verreault.—22.

ABSTENTION:—M./Mr Samson.—1.

M. Laurin propose que tous les articles du projet de loi n° 101, « Charte de la langue française », de 1 à 232, ainsi que le préambule, l'annexe, le titre et les sous-titres, tels qu'ils apparaissent au projet de loi et au rapport de la commission et tels qu'ils ont été amendés par les votes précédents, soient adoptés.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Mr Laurin moved that all the sections of bill No. 101, "Charter of the French language", from 1 to 232, together with the preamble, the appendix, the title, and the subtitles as they appear in the bill and in the report by the Committee and as amended by the preceding votes, be adopted.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charon, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Godin, Gosselin, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lefebvre, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Roy, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—51.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Russell, Saindon, Shaw, Springate, St-Germain, Verreault.—32.

ABSTENTION:—M./Mr Samson.—1.

M. Laurin propose que le rapport déposé par M. de Bellefeuille, rapporteur désigné de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 101, « Charte de la langue française », soit adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Mr Laurin moved that the report tabled by Mr de Bellefeuille, the appointed reporter of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications which examined bill No. 101, "Charter of the French language", following second reading, be adopted.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Godin, Gosselin, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lefebvre, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Roy, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—51.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Russell, Saindon, Shaw, Springate, St-Germain, Verreault.—32.

ABSTENTION:—M./Mr Samson.—1.

Le projet de loi n° 101 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Bill No. 101 was ordered for third reading at the next sitting.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson proposant que le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre», soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Johnson proposing that bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act", be now read the second time.

0 heure, le vendredi 26 août 1977

Midnight, Friday, 26 August 1977

Le débat est terminé.

The debate was concluded.

Du consentement unanime de l'Assemblée, la mise aux voix de la motion de deuxième lecture de ce projet de loi est reportée à la prochaine séance avant les affaires du jour.

With the unanimous consent of the Assembly, the putting to the vote of the motion for second reading of this bill was postponed to the next sitting before Business of the Day.

À 0 heure quarante-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

At forty-five minutes past midnight, on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until ten o'clock A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le vendredi 26 août 1977

Dix heures

M. Laberge, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 49, «Loi constituant la Régie de l'assurance automobile du Québec».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 378.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Laberge, le rapport est pris en considération et adopté.

M. Gagnon, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi privé n° 240, «Loi annulant une servitude grevant certains lots du cadastre de la paroisse de Cap-de-la-Madeleine».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 379.)

Friday, 26 August 1977

Ten o'clock A.M.

Mr Laberge, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which examined bill No. 49, "An Act to establish the Régie de l'assurance automobile du Québec", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 378.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Laberge, the report was taken into consideration and adopted.

Mr Gagnon, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which examined private bill No. 240, "An Act to extinguish a servitude encumbering certain lots of the cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine", following first reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 379.)

Sur la motion de M. Gagnon, le rapport est adopté.

M. Brassard, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'agriculture qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 43, «Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 380.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Brassard, le rapport est pris en considération et adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, les règles de procédure sont suspendues pour le dépôt et la prise en considération du rapport de la commission qui a étudié le projet de loi n° 2 et pour l'étude en troisième lecture des projets de loi nos 2, 43 et 49, ainsi que pour l'étude en deuxième et troisième lecture du projet de loi privé n° 240 qui pourront avoir lieu au cours de la présente séance.

Sur la motion de M. Burns, l'avis que la Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration se réunira en la Salle 81-A, les 13, 14 et 15 septembre, à 10 heures, afin d'étudier le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre», article par article, est rayé du feuillet.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Bédard, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Projet de loi n° 64.—Loi concernant la poursuite d'infractions par le procu-

On motion of Mr Gagnon, the report was adopted.

Mr Brassard, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Agriculture which examined bill No. 43, "An Act to amend the Agricultural Products and Food Act", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 380.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Brassard, the report was taken into consideration and adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, the Rules of Procedure were suspended for the tabling and the taking into consideration of the report of the Committee which examined bill No. 2 and for the examination in third reading of bills Nos. 2, 43 and 49, together with the examination in second and third reading of private bill No. 240 which will take place during the present sitting.

On motion of Mr Burns, the notice that the Standing Committee on labour, manpower and immigration will meet in Room 81-A on September 13th, 14th and 15th, at 10:00 o'clock A.M., for the purpose of the section by section examination of bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act", was struck off the Agenda Paper.

The following bills were severally introduced by Mr Bédard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Bill No. 64.—An Act to make provisions respecting the prosecution of

reur général et l'application de règlements relatifs au stationnement et à la circulation et modifiant la Loi du ministère de la justice;

Projet de loi n° 65.—Loi modifiant le Code civil et concernant certains recours en matière de responsabilité médicale.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Burns:

Rapport sur la radiodiffusion des délibérations parlementaires.

(*Document de la session n° 381.*)

Par M. Burns, au nom de M. Morin (Sauvé):

Plan de développement relatif à l'éducation chrétienne dans les écoles confessionnelles du Québec reconnues comme catholiques, pour les années 1977 à 1980.

(*Document de la session n° 382.*)

Par M. Charron:

Rapport sur la distribution du matériel du Village olympique.

(*Document de la session n° 383.*)

L'Assemblée procède à la mise aux voix de la motion de M. Johnson proposant que le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

offences by the Attorney-General and the enforcement of parking and traffic by-laws, and to amend the Justice Department Act;

Bill No. 65.—An Act to amend the Civil Code, and to make provisions respecting certain recourses in the matter of medical liability.

The following documents were tabled:

By Mr Burns:

A report on the broadcasting of parliamentary deliberations.

(*Sessional Papers, No. 381.*)

By Mr Burns, on behalf of Mr Morin (Sauvé):

A development plan concerning christian education in the confessional schools of the province of Québec which are recognized as being catholic, for the period from 1977 to 1980.

(*Sessional Papers, No. 382.*)

By Mr Charron:

A report on the distribution of the material from the Olympic Village.

(*Sessional Papers, No. 383.*)

The Assembly proceeded with the putting to the vote of the motion by Mr Johnson proposing that bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act", be now read the second time.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Biron, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garon, Godin, Gosselin, Goulet, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Lessard, Lévesque (Kamou-raska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Russell, Shaw, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vau-geois.—63.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Caron, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Roy, Saindon, Samson, Springate, St-Germain, Verreault.—21.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 45 est déposé pour étude, article par article, à la Commission permanente du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

M. Burns propose que la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège à compter de quatorze heures trente minutes, à la Salle 81-A pour étudier, article par article, le projet de loi n° 2, «Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale» (*Réimpression*).

M. Laurin propose que le projet de loi n° 101, «Charte de la langue française», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, le projet de loi apparaissant en avis à l'article e) du feuillet d'aujourd'hui,

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, bill No. 45 was referred to the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration for section by section examination.

Mr Burns moved that the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs do sit at two-thirty o'clock P.M., in Room 81-A, for the section by section examination of bill No. 2, "An Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act" (*Reprint*).

Mr Laurin moved that bill No. 101, "Charter of the French language", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, the bill, notice of which was given at Item (e) on today's Agenda Paper, on

au nom de M. Alfred, intitulé: «Loi modifiant la Charte de la Ville de Gatineau», est rayé du feuillet.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Laurin proposant que le projet de loi n° 101, «Charte de la langue française», soit lu la troisième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bisaillon, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Godin, Gosselin, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Leblanc, Lefebvre, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Roy, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—54.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Russell, Saindon, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Verreault.—32.

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mme Payette dépose le document suivant:

Une brochure intitulée: *La réforme de l'assurance automobile*.

(Document de la session n° 384.)

M. Garon propose que le projet de loi n° 43, «Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

behalf of Mr Alfred, entitled: "An Act to amend the Charter of the City of Gatineau", was struck off the Agenda Paper.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Laurin proposing that bill No. 101, "Charter of the French language", be read the third time.

The motion was then adopted on the following division:

With the unanimous consent of the Assembly, Mrs Payette tabled the following document:

A booklet entitled: *La réforme de l'assurance automobile*.

(Sessional Papers, No. 384.)

Mr Garon moved that bill No. 43, "An Act to amend the Agricultural Products and Food Act", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 43 est lu la troisième fois.

Mme Payette propose que le projet de loi n° 49, «Loi constituant la Régie de l'assurance automobile du Québec», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi n° 49 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Gagnon, le projet de loi privé n° 240, «Loi annulant une servitude grevant certains lots du cadastre de la paroisse de Cap-de-la-Madeleine», est lu la deuxième et la troisième fois.

M. Mercier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 2, «Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale» (*Réimpression*).

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session n° 385.*)

L'Assemblée prend en considération ledit rapport.

M. Burns propose des amendements au rapport aux pages 5 et 9, et un amendement à l'article 134 du projet de loi.

Sur la motion de M. Burns, les amendements proposés au rapport et au projet de loi sont adoptés.

M. Burns propose que le rapport amendé soit adopté.

La motion est adoptée.

The motion was then adopted.

Bill No. 43 was accordingly read the third time.

Mrs Payette moved that bill No. 49, "An Act to establish the Régie de l'assurance automobile du Québec", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

Bill No. 49 was accordingly read the third time.

On motion of Mr Gagnon, private bill No. 240, "An Act to extinguish a servitude encumbering certain lots of the cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine", was read the second and third time.

Mr Mercier, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs which examined bill No. 2, "An Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act" (*Reprint*), following second reading.

The bill was reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 385.*)

The Assembly proceeded to take the said report into consideration.

Mr Burns proposed amendments to pages 5 and 9 of the report, and an amendment to section 134 of the bill.

On motion of Mr Burns, the proposed amendments to the report and to the bill were adopted.

Mr Burns moved that the report as amended be adopted.

The motion was adopted.

M. Burns propose que le projet de loi n° 2, «Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale» (*Réimpression*), soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, les règles de pratique sont suspendues pour l'étude après la première lecture du projet de loi n° 67, «Loi de l'assurance automobile», et les auditions en commission pourront commencer le 27 septembre prochain.

À dix-neuf heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne au mardi 18 octobre 1977, à quinze heures.

Aujourd'hui, vendredi 26 août 1977, à vingt heures quinze minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Burns, le représentant du Premier ministre, de M. Lavoie, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Grenier, le représentant du chef de l'Union Nationale, de Mme Payette, de M. Pagé, de M. St-Germain et de M. Duchesne, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

2 Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale;

Mr Burns moved that bill No. 2, "An Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act" (*Reprint*), be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, the Rules of Procedure were suspended for the examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act", following first reading, and the hearings in Committee will begin on this coming September 27th.

At fifty-five minutes past seven o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until 18 October 1977, at three o'clock P.M.

Today, Friday, 26 August 1977, at eight-fifteen o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Burns, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Lavoie, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Grenier, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, of Mrs Payette, of Mr Pagé, of Mr St-Germain and of Mr Duchesne, Assistant Secretary of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

2 An Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act;

13	Loi modifiant la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture;	13	An Act to amend the Agricultural Abuses Act;
14	Loi modifiant la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés;	14	An Act to amend the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act;
43	Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments;	43	An Act to amend the Agricultural Products and Food Act;
44	Loi constituant la Société de développement coopératif;	44	An Act to incorporate the Société de développement coopératif;
49	Loi constituant la Régie de l'assurance automobile du Québec;	49	An Act to establish the Régie de l'assurance automobile du Québec;
101	Charte de la langue française;	101	Charter of the French language;
213	Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;	213	An Act to amend the charter of the city of Verdun;
221	Loi modifiant la charte de la cité de Thetford Mines;	221	An Act to amend the charter of the city of Thetford Mines;
226	Loi concernant Ville d'Anjou;	226	An Act respecting the town of Anjou;
230	Loi modifiant la charte de la Ville de Charlesbourg;	230	An Act to amend the charter of the city of Charlesbourg;
233	Loi concernant Rodican Investments Ltd;	233	An Act respecting Rodican Investments Ltd;
236	Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil;	236	An Act to amend the charter of the city of Longueuil;
240	Loi annulant une servitude grevant certains lots du cadastre de la paroisse de Cap-de-la-Madeleine;	240	An Act to extinguish a servitude encumbering certain lots of the cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine;
243	Loi concernant la ville de Bromont.	243	An Act respecting the town of Bromont.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 18 octobre 1977

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Morin (Sauvé):

Livre vert sur l'enseignement primaire et secondaire au Québec.

(Document de la session n° 386.)

Par M. Landry:

Quatrième rapport sur le sommet économique tenu à Pointe-au-Pic en mai 1977.

(Document de la session n° 387.)

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera à compter de dix heures jusqu'à douze heures à la Salle 81 «A», pour étudier le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

Tuesday, 18 October 1977

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Morin (Sauvé):

A green paper on primary and secondary education in the province of Québec.

(Sessional Papers, No. 386.)

By Mr Landry:

Fourth report on the economic summit held at Pointe-au-Pic in May 1977.

(Sessional Papers, No. 387.)

Mr Burns gave the following notice:

The Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit tomorrow in Room 81 "A", from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon, for the examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

M. Burns propose que la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour l'étude des problèmes de rentabilité de l'industrie des pâtes et papiers au Québec.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brasard, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Russell, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—94.

CONTRE—NAYS:—0.

Mme Ouellette propose que le projet de loi n° 22, « Loi modifiant la Loi des travaux publics », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

Mr Burns moved that the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests do sit immediately in Room 81 "A", for the purpose of examining the profitability problems of the pulp and paper industry in the province of Québec.

The motion was adopted on the following vote:

Mrs Ouellette moved that bill No. 22, "An Act to amend the Public Works Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Chevette, Clair, Couture, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Garon, Gendron, Gravel, Jolivet, La-berge, Lacoste, Laurin, Lavigne, Lazure, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Mercier, Michaud, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Vaillancourt (Jonquière).—37.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Brochu, Caron, Cordeau, Fontaine, Giasson, Goldbloom, Goulet, Lamontagne, Lavoie-Roux, Le Moignan, Mailloux, Marchand, Pagé, Picotte, Russell, Saindon, Vaillancourt (Orford), Verreault.—19.

En conséquence, le projet de loi n° 22 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, ledit projet de loi est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement.

M. Duhaime propose que le projet de loi n° 19, « Loi sur les parcs », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 19 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche.

À vingt-deux heures quarante-cinq minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Bill No. 22 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, the said bill was referred to the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply for section by section examination.

Mr Duhaime moved that bill No. 19, "Parks Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, bill No. 19 was referred to the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game for section by section examination.

At ten forty-five o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 19 octobre 1977

Quinze heures

Wednesday, 19 October 1977

Three o'clock P.M.

M. Baril, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts qui a entendu, les 13 et 14 septembre 1977, les représentants d'Hydro-Québec, quant aux rapports des activités d'Hydro-Québec et de la Société de la Baie James, et au nouveau règlement tarifaire.

(Document de la session n° 388.)

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la fonction publique siégera pour étudier le projet de loi n° 53, «Loi sur la fonction publique».

Mr Baril, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests which sat, on 13 and 14 September 1977, for the purpose of hearing the representatives of Hydro-Québec concerning the reports of activities of Hydro-Québec and the James Bay Corporation, and the new regulation on rates.

(Sessional Papers, No. 388.)

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on the Civil Service will sit for the examination of bill No. 53, "Civil Service Act".

À la Salle 81 «A»:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siégera pour l'étude des problèmes de rentabilité de l'industrie des pâtes et papiers au Québec.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

M. Burns propose que la Commission permanente de la fonction publique siège immédiatement au Salon Rouge pour étudier le projet de loi n° 53, «Loi sur la fonction publique».

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Caron, Charbonneau, Chevrete, Ciaccia, Clair, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Gratton, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Taillon), Mailoux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Raynald, Roy, Saindon, Springate, St-Germain, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugois, Verreault.—88.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Cordeau, Fontaine, Goulet, Grenier, Le Moignan, Shaw.—9.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lévesque (Taillon) dépose le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 6 septembre 1977, adressée à M. René Lévesque, Premier ministre du Québec, par Louise Lanctôt et Jacques Cossette-Trudel, concernant leur situation d'exilés.

(Document de la session n° 389.)

In Room 81 «A»:

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit for the purpose of examining the profitability problems of the pulp and paper industry in the province of Québec.

In Room 91 «A»:

The Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

Mr Burns moved that the Standing Committee on the Civil Service do sit immediately in the Red Room for the examination of bill No. 53, "Civil Service Act".

The motion was adopted on the following division:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lévesque (Taillon) tabled the following document:

Copy of a letter dated 6 September 1977 forwarded to Mr René Lévesque, Prime Minister of Québec, by Louise Lanctôt and Jacques Cossette-Trudel, concerning their situation as exiled persons.

(Sessional Papers, No. 389.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Saindon:

1. Le ministère des Affaires sociales a-t-il avisé par écrit la Corporation municipale de Cowansville, depuis le 26 novembre 1976, à l'effet que la construction du centre d'accueil pour personnes âgées allait commencer en mai 1977?

2. Les travaux ont-ils effectivement été entrepris?

3. Si non, pourquoi?

4. Le ministère est-il en mesure d'indiquer les montants d'argent qui ont été engagés dans ce projet jusqu'à présent, soit pour l'acquisition du terrain, les honoraires des professionnels, etc.?

Réponse de M. Lazure:

1. Non.

2. Non.

3. Les travaux ont été arrêtés, à ma demande, le 14 avril 1977 afin qu'on recherche d'abord un bâtiment existant qui pourrait être réaménagé et ce, dans le but de réaliser des économies. Comme aucun bâtiment convenable n'était disponible, nous avons relancé le projet de construction le 22 juin dernier.

Dès que certaines corrections auront été apportées aux plans et devis, le ministère autorisera la Corporation municipale à publier ses appels d'offres. On prévoit aller en soumission d'ici la fin de novembre.

4. Le ministère a déboursé jusqu'à maintenant \$172,692 dont \$40,000 ont été récupérés de la Corporation municipale de Cowansville par le biais d'une subvention pour l'achat du terrain.

Les déboursés du ministère se répartissent comme suit:

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Saindon:

1. Since 26 November 1976, has the Department of Social Affairs officially informed the Cowansville Municipal Corporation that the construction of the reception centre for senior citizens would begin in May 1977?

2. Has the work actually begun?

3. If not, why?

4. Can the Department indicate the amounts of money which have been earmarked so far in this project for the purchase of land, professional fees, etc.?

Answer by Mr Lazure:

1. No.

2. No.

3. The work was interrupted at my request on 14 April 1977 to look for an existing building which could be remodelled in view of saving money. As no adequate building was available, the construction project was resumed on 22 June 1977.

As soon as corrections are made to the plans and specifications, the Department will authorize the Municipal Corporation to publish calls for tenders. Tenders are expected to be called for by the end of November.

4. So far, the Department has already paid out \$172,692 of which \$40,000 was recovered from the Cowansville Municipal Corporation through a grant for the purchase of land.

The expenses incurred by the Department are as follows:

Achat du terrain	\$85,000
(moins \$40,000 provenant de la ville)	
Honoraires professionnels	82,846
Dépenses d'organisation	1,955
Intérêts de l'emprunt bancaire	2,891
TOTAL:	\$172,692

Question de M. Saindon:

1. Quels ont été les surplus nets réalisés par la Régie de l'assurance-maladie du Québec en:

- a) 1972/73;
- b) 1973/74;
- c) 1974/75;
- d) 1975/76;
- e) 1976/77?

2. Quel était le montant total des surplus accumulés au 31 mars 1977?

Réponse de M. Lazure:

1. a) 1972/73 \$27,985,310
- b) 1973/74 25,621,722
- c) 1974/75 42,698,016
- d) 1975/76 6,204,796
- e) 1976/77 2,247,054

2. Le montant total des surplus accumulés au 31 mars 1977 était de \$130,555,817.

Question de M. Saindon:

1. Le ministère des Affaires sociales a-t-il mis un veto pour empêcher le gouvernement du Canada, par le biais d'un projet Canada au travail, de subventionner pour un montant de \$60,000, l'initiative d'un foyer de groupe pour adolescents, dans la région de Drummondville?

2. Si tel est le cas, quelles en sont les raisons?

3. Le ministère est-il au courant des recherches qui ont été effectuées par les praticiens du C.S.S. de Drummondville à ce sujet?

4. Quel est, dans la région de Drummondville, le nombre de jeunes, âgés de

Purchase of land	\$ 85,000
(less \$40,000 from the municipality)	
Professional fees	82,846
Organizing expenses	1,955
Interest on bank loan	2,891
TOTAL:	\$172,692

Question by Mr Saindon:

1. What were the net surpluses realized by the Québec Health Insurance Board in:

- (a) 1972/73;
- (b) 1973/74;
- (c) 1974/75;
- (d) 1975/76;
- (e) 1976/77?

2. What was the total amount of accumulated surpluses as at 31 March 1977?

Answer by Mr Lazure:

1. (a) 1972/73 \$27,985,310
- (b) 1973/74 25,621,722
- (c) 1974/75 42,698,016
- (d) 1975/76 6,204,796
- (e) 1976/77 2,247,054

2. The total amount of surpluses accumulated as at 31 March 1977 was \$130,555,817.

Question by Mr Saindon:

1. Did the Department of Social Affairs place a veto to prevent the government of Canada from granting, through a Canada at Work project, a \$60,000 subsidy for the establishment of a group home for teenagers in the Drummondville region?

2. If such is the case, what were the reasons put forward?

3. Was the Department informed of the inquiries which were carried out by practitioners of the Drummondville social service centre to this effect?

4. How many young men and women, between the ages of 13 and 18, are there

13 à 18 ans et suivis par des spécialistes en services sociaux, qui nécessitent ou auraient avantage à séjourner dans un tel milieu de vie?

Réponse de M. Lazure:

1. Absolument pas.

2. Le projet, tel que proposé, ne pouvait être accepté par le ministère parce qu'il ne cadrerait pas avec la politique de développement des foyers de groupe pour adolescents lesquels relèvent des centres d'accueil.

3. Le ministère est au fait des recherches effectuées par les praticiens du C.S.S. de Drummondville. La situation de Drummondville est la même que dans tous les autres secteurs des C.S.S. et le ministère doit voir à développer équitablement des ressources en respectant un ordre de priorités qui tient compte des besoins et de ses disponibilités budgétaires.

Depuis, les promoteurs ont révisé leur projet pour le rendre conforme à la politique du ministère en matière de développement des foyers de groupe. Le projet révisé a été accepté par notre ministère et il reste maintenant au fédéral à se prononcer.

4. L'étude réalisée par les praticiens du C.S.S. de Drummondville portait sur 110 jeunes parmi lesquels 10 à 20 jeunes, âgés de 13 à 18 ans, sont actuellement suivis par des spécialistes en services sociaux et auraient avantage à séjourner dans un foyer de groupe.

Question de M. Vaillancourt (Orford):

Quelles sont les raisons qui peuvent justifier le ministère des Transports d'avoir accordé un contrat de \$423,635 aux Entreprises Paysagistes du Québec Inc. pour l'aménagement des abords de

in the Drummondville region who are followed by social service specialists and who need or would benefit by a stay in such a home?

Answer by Mr Lazure:

1. Absolutely not.

2. The project as proposed could not be accepted by the Department because it was not within the framework of the policy concerning the establishment of group homes for teenagers which come under the responsibility of reception centres.

3. The Department is aware of the research carried out by practitioners of the Drummondville social service centre. The situation in Drummondville is similar to that in all the other sectors of social service centres and the Department must see that resources are developed equally by respecting an order of priorities which takes into account needs and available budgetary funds.

Since then, the promoters have revised their project to comply with the Department's policy concerning the establishment of group homes. The revised project was then accepted by our Department and it is now up to the federal government to come to a decision.

4. The survey carried out by practitioners of the Drummondville social service centre involved 110 young men and women among which 10 to 20 teenagers, aged 13 to 18, are followed at the present time by social service specialists and would benefit by a stay in a group home.

Question by Mr Vaillancourt (Orford):

What are the reasons that could justify the awarding by the Department of Transport of a \$423,635 contract to Les Entreprises Paysagistes du Québec Inc. for developing the surroundings of

route sur l'autoroute 73, à Saint-Romuald-d'Etchemin et Charny, comté de Lévis (projet 315-2833-6), de préférence aux Embellissements Richelieu (1976) Inc. qui avait présenté une soumission pour un montant inférieur de \$25,418?

Réponse de M. Lessard:

Le plus bas soumissionnaire était Les Embellissements Richelieu (1976) Inc. qui ne possédait pas, au moment de la présentation de sa soumission, de licence d'entrepreneur émise par la Régie des entreprises de construction du Québec.

En effet, la loi 33 qui instituait la Régie des entreprises de construction du Québec, dans sa teneur et dans les réglementations qui ont été approuvées par la suite, dit que pour poser un acte d'entrepreneur dans les cas qui y sont définis, on doit posséder une licence émise par la Régie et ceci, même pour présenter une soumission, car cet acte est défini comme un acte d'entrepreneur.

L'entrepreneur qui était le plus bas offrant ne détenant pas de licence au moment de la présentation de la soumission posait un acte à l'encontre de la loi et il est bien évident que le ministère devait considérer sa soumission comme irrégulière et non recevable.

Question de M. Vaillancourt (Orford):

Pourquoi le ministère des Transports n'a-t-il pas accordé au plus bas soumissionnaire le contrat pour le terrassement et le gravelage sur le chemin Rang-Sud (Montagne), dans la municipalité du Grand-Calumet, district électoral de Pontiac-Témiscamingue (projet 778-2109-6)?

Réponse de M. Lessard:

Le plus bas soumissionnaire était la compagnie Location Équipement R.H.

Highway 73, at Saint-Romuald-d'Etchemin and Charny, in the electoral district of Lévis (project 315-2833-6), in preference to Les Embellissements Richelieu (1976) Inc. which had submitted a bid for \$25,418 less?

Answer by Mr Lessard:

The lowest bidder was the firm of Les Embellissements Richelieu (1976) Inc. which did not hold a contractor's licence issued by the Régie des entreprises de construction du Québec when it put in its tender.

In fact, in bill 33, which established the Régie des entreprises de construction du Québec, as well as in the regulations approved subsequently, it is mentioned that a person must hold a licence issued by the board to act as a contractor in cases defined therein, and even to tender for a contract, as this is considered a contractor's act.

The contractor which was the lowest bidder did not hold a licence when he tendered for the contract and was therefore acting against the law. It stands to reason that the Department of Transport had to regard his bid as irregular and inadmissible.

Question by Mr Vaillancourt (Orford):

1. Why was the contract for the grading and gravelling of Rang-Sud road (Montagne), in the municipality of Grand-Calumet, electoral district of Pontiac-Témiscamingue (project 778-2109-6) not awarded to the lowest bidder by the Department of Transport?

Answer by Mr Lessard:

The lowest bidder was the firm of Location Équipement R.H. Nugent

Nugent Ltée qui ne possédait pas, au moment de la présentation de sa soumission, de licence d'entrepreneur émise par la Régie des entreprises de construction du Québec.

En effet, la loi 33, qui instituait la Régie des entreprises de construction du Québec, dans sa teneur et dans les réglementations qui ont été approuvées par la suite, dit que pour poser un acte d'entrepreneur dans les cas qui y sont définis, on doit posséder une licence émise par la Régie et ceci, même pour présenter une soumission, car cet acte est défini comme un acte d'entrepreneur.

L'entrepreneur qui était le plus bas offrant, ne détenant pas de licence au moment de la présentation de la soumission, posait un acte à l'encontre de la loi et il est bien évident que le ministère des Transports devait considérer sa soumission comme irrégulière et non recevable.

Question de M. Vaillancourt (Orford):

Concernant le projet 888-2105-6 pour des travaux de déboisement sur la route Authier-Joutel dans la municipalité de la Baie James (cantons Bacon, Rainboth et Poirier), district électoral d'Abitibi-Est:

1. Pourquoi le ministère des Transports a-t-il accordé le contrat à la firme Transport M.J.R. Ltée, de Landrienne, pour la somme de \$127,925, alors que deux autres entrepreneurs avaient présenté des soumissions sensiblement moindres, soit:

a) Dorgard Construction Inc.:

\$109,725;

b) Les Ent. Excavation P.L. Inc.:

\$69,650?

Réponse de M. Lessard:

Le contrat n'a pas été accordé aux compagnies Dorgard Construction Inc.

Ltée which did not hold a contractor's licence issued by the Régie des entreprises de construction du Québec when it put in its tender.

In fact, in bill 33, which established the Régie des entreprises de construction du Québec, as well as in the regulations approved subsequently, it is mentioned that a person must hold a licence issued by the board to act as a contractor in cases defined therein, and even to tender for a contract, as this is considered a contractor's act.

The contractor which was the lowest bidder did not hold a licence when he tendered for the contract and was therefore acting against the law. It stands to reason that the Department of Transport had to regard his bid as irregular and inadmissible.

Question by Mr Vaillancourt (Orford):

Concerning project 888-2105-6 for deforestation work along the Authier-Joutel road, in the municipality of James Bay (Bacon, Rainboth and Poirier townships), electoral district of Abitibi-East:

1. Why did the Department of Transport award a contract to the firm Transport M.J.R. Ltd., of Landrienne, in the amount of \$127,925 when two other contractors had submitted considerably lower tenders, namely:

(a) Dorgard Construction Inc.:

\$109,725;

(b) Les Ent. Excavation P.L. Inc.:

\$ 69,650?

Answer by Mr Lessard:

The contract was not awarded to the firms of Dorgard Construction Inc. or

ou Les Entreprises Excavation P.L. Inc. parce qu'elles ne possédaient pas de licence de la Régie des entreprises de construction du Québec.

En effet, l'an passé, nous avons reçu une interprétation de la Régie que de tels travaux de déboisement devaient s'assimiler à la préparation du sol en vue de la construction d'une route et qu'une licence était nécessaire.

Dernièrement, soit depuis environ deux mois, la Régie a statué le contraire pour de tels travaux, c'est-à-dire qu'une licence de leur organisme n'est pas requise.

Evidemment, depuis cette deuxième version, nous n'exigeons plus une telle licence pour ce genre de travail, mais l'exigence antérieure avait été faite de bonne foi et sur plusieurs projets.

Pour ce qui est de l'attribution du contrat à la firme Transport M.J.R. Ltée, elle a été faite parce qu'au moment de la présentation de la soumission, elle détenait une telle licence et que le prix estimé des travaux par le ministère était de \$131,250.

Question de M. Vaillancourt (Orford):

1. Comment se fait-il que le ministère des Transports a, en date du 1^{er} décembre 1976, accordé un contrat de \$28,657 à la firme Lionel Nourry (1976) Ltée, 6308 de Lanaudière, Montréal, pour peindre la structure métallique du pont sur la rivière Matapédia, dans le rang I de la municipalité de Saint-Alexis-de-Matapédia, district électoral de Bonaventure (projet 104-1501-6), alors que le nom de cette entreprise n'apparaît pas sur la liste des huit soumissions reçues?

2. Y a-t-il des raisons particulières pour que la soumission de \$23,850.90 présentée par M. Paul Valois, de Causapsal, n'ait pas été considérée?

3. Dans l'affirmative, quelles sont-elles?

Les Entreprises Excavation P.L. Inc. because they did not hold a licence issued by the Régie des entreprises de construction du Québec.

In fact, we received an interpretation from the board, last year, stating that such deforestation work should be put in the same category as soil preparation in view of highway construction and that a licence was necessary.

Lately, approximately two months ago, the board decided otherwise in such cases and a licence is no longer necessary.

Naturally, following this second version, we no longer require a licence for this type of work. However, the former requirement had been applied in good faith to several projects.

As for the contract, it was awarded to the firm Transport M.J.R. Ltd., because this firm held a licence when tenders were called for and because the cost of the work estimated by the Department was \$131,250.

Question by Mr Vaillancourt (Orford):

1. Under what circumstances did the Department of Transport award a \$28,657 contract, on 1 December 1976, to the firm Lionel Nourry (1976) Ltd., 6308 de Lanaudière, Montreal, for the painting of the metallic structure of the bridge over the Matapédia River, in Range I of the municipality of Saint-Alexis-de-Matapédia, in the electoral district of Bonaventure (project 104-1501-6), when actually the name of this firm does not appear on the list of the eight submitted tenders?

2. Are there any particular reasons why the \$23,850.90 tender submitted by Mr Paul Valois of Causapsal was not taken into consideration?

3. If so, what are they?

Réponse de M. Lessard:

Le projet concerné par cette question a fait l'objet de deux demandes d'appels d'offres.

La première ouverture a eu lieu le 22 juin 1976 avec le résultat suivant:

Paul Valois	\$23,850.90
Lagendyk & Company Ltd.	34,903.00
R. Perreault & Fils Ltée	38,853.00
Construction J.R.L. Ltée	41,516.20
Jett-R Sandblasting Inc.	45,631.08
Yvon Couture Inc.	51,436.00
Li-Val Enr.	54,742.60
La Construction du Golfe Ltée	60,621.00

La soumission du plus bas offrant ne pouvait être retenue parce qu'il ne possédait pas de licence de la Régie des entreprises de construction du Québec et le ministère a décidé de faire un nouvel appel d'offres.

Les soumissions ont été ouvertes le 14 octobre 1976 avec le résultat suivant:

Lionel Nourry (1976) Ltée	\$28,657.00
Paul Valois	32,331.20
Lagendyk & Company Ltd.	32,882.30
Jett-R Sandblasting Inc.	33,433.40
Dhaunier Cie Ltée	36,372.60
Boucher & Poirier Enr.	82,665.00

Nous faisons remarquer que Paul Valois avait une soumission plus élevée mais il était encore le seul parmi les soumissionnaires qui ne possédait pas de licence de la Régie des entreprises de construction du Québec et même s'il avait été le plus bas soumissionnaire, nous n'aurions pu lui accorder le contrat.

Question de M. St-Germain:

1. Le gouvernement a-t-il été informé que la firme d'assurance-automobile Lumbermens Mutual Casualty Co. a décidé de se retirer de la province de Québec?

Answer by Mr Lessard:

The project mentioned in this question was the subject of two calls for tenders.

The first opening of bids was held on 22 June 1976 with the following result:

Paul Valois	\$23,850.90
Lagendyk & Company Ltd.	34,903.00
R. Perreault & Fils Ltée	38,853.00
Construction J.R.L. Ltée	41,516.20
Jett-R Sandblasting Inc.	45,631.08
Yvon Couture Inc.	51,436.00
Li-Val Enr.	54,742.60
La Construction du Golfe Ltée	60,621.00

The tender of the lowest bidder could not be accepted because the contractor did not hold a licence of the Régie des entreprises de construction du Québec and the Department decided to put out a second call for tenders.

The bids were opened on 14 October 1976 with the following result:

Lionel Nourry (1976) Ltée	\$28,657.00
Paul Valois	32,331.20
Lagendyk & Company Ltd.	32,882.30
Jett-R Sandblasting Inc.	33,433.40
Dhaunier Cie Ltée	36,372.60
Boucher & Poirier Enr.	82,665.00

We would like to point out that Paul Valois' bid was higher but he was the only contractor without a licence of the Régie des entreprises de construction du Québec and even if he had been the lowest bidder, we still could not have awarded him the contract.

Question by Mr St-Germain:

1. Has the government been informed that the automobile insurance firm called Lumbermens Mutual Casualty Co. has decided to move out of the province of Québec?

2. Cette compagnie est-elle en droit de résilier, à compter du 31 août 1977, comme elle l'aurait annoncé, toutes les polices d'assurance en vigueur au 31 juillet 1977 ou est-elle tenue de les maintenir en force jusqu'à la date d'expiration totale?

3. Quelles dispositions le gouvernement entend-il prendre dans l'immédiat pour protéger les automobilistes québécois qui sont assurés auprès de cette compagnie?

Réponse de Mme Payette:

1. Oui, le gouvernement en a été informé.

2. La compagnie était théoriquement en droit d'agir ainsi.

3. Les représentants du service des assurances du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières ont participé aux décisions qui ont fait en sorte que la compagnie d'assurances générales Les Prévoyants du Canada a convenu de réassurer la quasi-totalité du portefeuille québécois et d'embaucher la totalité du personnel mis à pied à cette occasion. Quant à la partie des affaires non réassurées, il s'agit de quelques risques hautement protégés que la compagnie continuera d'assurer.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Caron:

1. Depuis le 1^{er} décembre 1976 jusqu'au 30 juin 1977, quelles sont, dans chaque région administrative:

a) les nouvelles industries employant au moins 100 personnes qui se sont installées;

b) les industries employant au moins 100 personnes qui ont fermé leurs portes?

2. Can this company legally cancel, effective 31 August 1977, as it has stated, all the insurance policies in force as at 31 July 1977, or is it required to keep them in force until they have fully expired?

3. What immediate measures does the government intend to take to protect the Québec motorists who are insured with this company?

Answer by Mrs Payette:

1. Yes, the government was informed thereof.

2. Theoretically, the company was justified to act in this manner.

3. The representatives of the insurance branch of the Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions took part in the decisions which led to the agreement that the general insurance firm of Les Prévoyants du Canada would reinsure most of the Québec portfolio and employ all the personnel which was dismissed on this occasion. As for the question of business not being reinsured, this includes highly protected risks which the company will continue to insure.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Caron:

1. For each administrative region, from 1 December 1976 to 30 June 1977:

(a) what new industries employing at least 100 persons were established:

(b) what industries employing at least 100 persons were closed down?

2. Dans le cas des nouvelles industries, quelles sont celles à qui le gouvernement a accordé:

- a) une aide technique;
- b) une aide financière?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(*Document de la session n° 390.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Giasson:

1. Au Québec, combien y a-t-il d'acres:

- a) de terre arable;
- b) de terre boisée?

2. Quel est le pourcentage de ces étendues en rapport avec le territoire québécois?

3. Quels sont le pourcentage et la répartition de ces étendues par rapport à chacune des 12 régions agricoles du Québec?

4. Dans l'ensemble du territoire québécois et pour chacune des régions agricoles, combien d'acres de terre arable sont:

- a) cultivées;
- b) à l'abandon;
- c) pas encore mises en valeur?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.

(*Document de la session n° 391.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Samson:

2. In the case of new industries, which ones received from the government:

- (a) technical assistance;
- (b) financial assistance?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 390.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Giasson:

1. How many acres are there in the province of Québec which are considered as:

- (a) arable land;
- (b) wooded land?

2. What is the percentage of these areas as regards the Québec territory?

3. What are the percentage and distribution of these areas as regards each of the 12 agricultural regions of the province of Québec?

4. In the whole of the Québec territory and for each of the 12 agricultural regions, how many acres of arable land are:

- (a) cultivated;
- (b) abandoned;
- (c) not yet developed?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 391.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Samson:

1. Quels sont, en indiquant leurs adresses, les entreprises et/ou individus bénéficiant actuellement d'une garantie d'approvisionnement en bois?

2. Quelles sont, dans chaque cas, l'importance et la durée de telle garantie?

3. Quels sont, dans chaque cas, les facteurs particuliers ayant justifié cette garantie d'approvisionnement et à quelles conditions a-t-elle été consentie?

4. Cas par cas ou en bloc, cette garantie fait-elle l'objet d'une remise en question au niveau du ministère des Terres et Forêts et, dans l'affirmative, quelle période de transition a-t-on prévue et quelles formules sont déjà identifiées pour indemniser les intéressés ou leur éviter des préjudices?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Bérubé dépose ledit document.
(*Document de la session n° 392.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Raynault:

1. Concernant le voyage que le ministre d'État au développement économique a effectué en Europe en juin 1977, quels sont:

a) la date de départ;

b) les villes et pays visités;

c) la date de retour au Québec;

d) les nom, prénoms et fonctions de toutes les personnes qui faisaient partie du voyage;

e) le coût total du voyage, incluant les frais de transport, de séjour, de représentation et autres?

2. Quels sont les noms et titres des personnalités officielles avec qui le Ministre a eu des entretiens?

3. Si les sujets suivants ont été abordés, quelle est, dans chaque cas, la syn-

1. What firms and/or individuals, indicating their addresses, hold a wood supply guarantee at present?

2. What are, in each case, the extent and the length of such guarantees?

3. What are, in each case, the particular reasons justifying the granting of this guarantee of supply and under what terms was it given?

4. One by one or as a whole, are these guarantees reconsidered at the level of the Department of Lands and Forests and, if so, what period of transition is provided and what means of compensation are contemplated to avoid any losses to the persons concerned?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Bérubé tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 392.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Raynault:

1. Concerning the trip to Europe made by the Minister of State for Economic Development in June 1977, what are:

(a) the date of departure;

(b) the cities and countries visited;

(c) the date of return to Québec;

(d) the names, given names and positions of all the persons who took part in the trip;

(e) the total cost of the trip including transportation, living, entertainment and other expenses?

2. What are the names and positions of the officials with whom the Minister had talks?

3. If the following subjects were discussed, what is, in each case, the sum-

thèse des discussions et des décisions qui ont été prises:

a) stratégie de développement économique;

b) politique d'achat des secteurs public et parapublic;

c) exploration et mise en valeur des richesses naturelles québécoises, particulièrement l'amiante;

d) exploitation forestière;

e) soutien des petites et moyennes entreprises?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Landry dépose ledit document.

(*Document de la session n° 393.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Raynauld:

1. Le gouvernement du Québec est-il disposé à accorder son appui, comme le gouvernement fédéral l'a offert le 9 juin dernier, par l'intermédiaire du ministre de la Consommation et des Corporations, au Centre international de recherches et d'études en management, ou à tout autre organisme jugé compétent, pour que soit entreprise une vaste enquête en vue de trouver les causes de la sous-représentation des francophones dans les cadres supérieurs de direction des entreprises?

2. Dans l'affirmative, l'aide du gouvernement québécois serait-elle financière ou tout simplement technique?

3. Le gouvernement possède-t-il déjà des suggestions de fond ou de détail en vue de protéger et de promouvoir l'avancement tant des francophones que des anglophones dans le monde des affaires?

many of the discussions and of the decisions reached:

(a) strategy on economic development;

(b) purchasing policy in the public and parapublic sectors;

(c) exploration and development of Québec natural resources, particularly asbestos;

(d) forest development;

(e) assistance to small and medium-sized firms?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Landry tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 393.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Raynauld:

1. Is the government of the province of Québec prepared to give its support, as the federal government offered to do on 9 June through the Department of Consumer and Corporate Affairs, to the International Centre for Research and Studies on Management or to any other competent organization, to carry out an extensive inquiry for the purpose of finding the causes of the under-representation of francophones at the level of top management executives?

2. If so, would the assistance of the Québec government be financial or simply technical?

3. Does the government have any suggestions in substance or in detail in view of protecting and promoting the advancement of francophones as well as anglophones in the world of business?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 394.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Vaillancourt (Orford):

Le 17 mai 1977, lors de l'ouverture des soumissions pour le projet 294-0102-7 concernant le terrassement, la structure et le renforcement de la chaussée sur le chemin Saint-André, dans la municipalité de Jonquière, comté de Jonquière, la compagnie La Construction Beaumont Ltée a soumissionné \$216,536.22 et, subséquemment le contrat a été signé pour la somme de \$230,272.22.

1. Quelles sont les explications justifiant cette majoration de \$13,741?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lessard dépose ledit document.

(Document de la session n° 395.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Vaillancourt (Orford):

1. Au sujet du projet 665-0901-7 pour la reconstruction de la bande médiane, des parapets, l'éclairage, la signalisation, le revêtement en béton bitumineux du boulevard Métropolitain (A-40) entre l'autoroute des Laurentides (A-15) et la fin ouest des voies élevées au carrefour de l'autoroute 520, Côte de Liesse, dans la municipalité de Ville Saint-Laurent, la firme Simard & Beaudry Inc. a soumissionné \$4,884,736.50 alors que le

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 394.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Vaillancourt (Orford):

On 17 May 1977, at the opening of bids for project 294-0102-7 concerning the grading, structure and reinforcement of the pavement of Saint-André Road, in the municipality of Jonquière, electoral district of Jonquière, the firm La Construction Beaumont Ltd put in a tender for \$216,536.22 and, subsequently, the contract was signed for \$230,272.22.

1. What explanations can justify this increase of \$13,741?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lessard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 395.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Vaillancourt (Orford):

1. Concerning project 665-0901-7 for the reconstruction of the median strip, parapets, lighting, road signs and the bituminous concrete of the Metropolitan boulevard (A-40) between the Laurentian autoroute (A-15) and the western end of the elevated highways at the intersection of Autoroute 520, Côte de Liesse, in the municipality of the City of Saint-Laurent, the firm Simard & Beaudry Inc. put in a tender for \$4,884,736.50

contrat a été signé pour \$5,014,736.50, le 7 juin 1977:

D'où provient cette majoration de \$130,000?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lessard dépose ledit document.
(*Document de la session n° 396.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Saindon:

Concernant le projet de réaménagement du Centre d'accueil La Petite Nation, à Saint-André-Avellin, district électoral d'Argenteuil:

1. À quelle date le ministère des Affaires sociales a-t-il fait adopter un arrêté en conseil relativement à ce projet de réaménagement et pour quel montant?

2. Quels montants ont été versés en honoraires pour la préparation des plans et devis à:

a) la Société Langlois et Bélair, architectes;

b) M. Raymond Desmarais, ingénieur?

3. À quelle date les plans et devis originaux ont-ils été soumis au ministère?

4. Ces plans et devis ont-ils subseqüemment été revus et corrigés à la demande des fonctionnaires du ministère?

5. Dans l'affirmative, est-il exact que le ministère a, par la suite, de nouveau exigé que lesdits plans et devis soient repris sous prétexte que les normes qui avaient été établies comme critères de construction, ont été changées une autre fois?

6. En date du 13 juillet 1977, le Ministre des Affaires sociales ou ses fonctionnaires avaient-ils répondu aux communications suivantes:

when actually the contract was signed for \$5,014,736.50 on 7 June 1977:

What are the reasons for this increase of \$130,000?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lessard tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 396.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Saindon:

Concerning the refurbishing project of the reception centre of La Petite Nation, at Saint-André-Avellin, in the electoral district of Argenteuil:

1. On what date did the Department of Social Affairs have an Order in Council adopted concerning this refurbishing project and for what amount?

2. What amounts were paid in fees for the preparation of plans and specifications to:

(a) the firm Langlois and Bélair, Architects;

(b) Mr Raymond Desmarais, Engineer?

3. On what date were the original plans and specifications submitted to the Department?

4. Were these plans and specifications subsequently re-examined and corrected at the request of the employees of the Department?

5. If so, is it true that these plans and specifications were done over again at the request of the Department because the standards which had been established as construction criteria were changed once more?

6. As at 13 July 1977, had the Minister of Social Affairs or any of its employees acknowledged the following correspondence:

a) télégramme de la Direction du Centre d'accueil au Ministre, daté du 21 avril 1977;

b) lettre de la Direction du Centre d'accueil au Ministre, datée du 28 avril 1977;

c) lettre de la Direction du Centre d'accueil à M. Richard Dufour, sous-ministre adjoint à l'équipement, datée du 28 avril 1977;

d) télégramme du président du conseil d'administration et du directeur général du Centre d'accueil au Ministre, daté du 21 juin 1977?

7. Quelle est, en résumé, la situation dans toute cette affaire?

Sur la motion de M. Burns, il est —

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lazure dépose ledit document.

(Document de la session n° 397.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Gratton:

1. Le gouvernement a-t-il acheté du nouvel ameublement pour les bureaux des ministres, tant à Québec qu'ailleurs, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 26 juillet 1977?

2. Si oui, quels sont les ministres concernés et le coût total du nouvel ameublement acheté pour chacun?

3. Quels sont les noms et adresses des fournisseurs et le montant versé ou dû à chacun?

4. De la somme totale de ces achats, quelle est la partie se rapportant à des meubles fabriqués à l'extérieur du Québec?

Sur la motion de M. Burns, il est —

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

(a) a telegram from the Board of Directors of the Reception Centre to the Minister, dated 21 April 1977;

(b) a letter from the Board of Directors of the Reception Centre to the Minister, dated 28 April 1977;

(c) a letter from the Board of Directors of the Reception Centre to Mr Richard Dufour, Assistant Deputy-Minister of Equipment, dated 28 April 1977;

(d) a telegram from the Chairman of the Board of Directors and the Director-General of the Reception Centre to the Minister, dated 21 June 1977?

7. What is, in summary, the present situation in this whole matter?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lazure tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 397.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Gratton:

1. Did the government purchase any new furniture between 26 November 1976 and 26 July 1977 for the Ministers' offices, both in the City of Québec and elsewhere?

2. If so, what Ministers are involved, and what was the total cost of the new furniture purchased for each one?

3. What are the names and addresses of the suppliers and the amount paid or owing to each one?

4. What portion of the total amount of these purchases was paid for furniture manufactured outside the province of Québec?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mme Ouellette dépose ledit document.

(*Document de la session n° 398.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Gratton:

1. Des travaux de rénovation et de décoration ont-ils été effectués dans certains bureaux de ministres, tant à Québec qu'ailleurs, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 26 juillet 1977?

2. Dans l'affirmative, quels sont, pour chaque ministre concerné:

a) la nature des travaux;

b) les noms et adresses des exécutants?

c) le montant payé ou dû à chaque exécutant?

3. Dans quels cas des appels d'offres ont-ils été faits?

4. Quels sont les noms et adresses des soumissionnaires ainsi que le montant de chaque soumission?

5. Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'appel d'offres dans les autres cas?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

Mme Ouellette dépose ledit document.

(*Document de la session n° 399.*)

Sur la motion de M. Vaillancourt (Oxford), il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, notes, rapports, télégrammes et autres documents échangés depuis le 1^{er} janvier 1977, entre le gouvernement, aucun de ses membres ou fonctionnaires et les autorités de la firme d'édition Mercor Canada Ltd. concernant son intention de déménager ses bureaux de Montréal à Toronto.

Mrs Ouellette tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 398.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Gratton:

1. Was any renovation and decoration work carried out between 26 November 1976 and 26 July 1977 in certain offices provided for Ministers, either in the City of Québec or elsewhere?

2. If so, in the case of each Minister concerned:

(a) what was the nature of the work;

(b) what are the names and addresses of the persons who did the work;

(c) what amount was paid or is still owed to each person who did the work;

3. In what cases were tenders called for?

4. What are the names and addresses of the bidders as well as the amount of each tender?

5. Why were tenders not called for in the other cases?

On motion of Mr Burns, —

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mrs Ouellette tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 399.*)

On motion of Mr Vaillancourt (Oxford),—

Ordered, that there be tabled:

Copie of any correspondence, briefs, memorandums, reports, telegrams and other documents exchanged since 1 January 1977 between the government, any of its members or employees, and the authorized spokesmen of the publishing firm Mercor Canada Ltd. concerning its intention of moving its Montreal offices to Toronto.

M. Tremblay dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 400.)

Sur la motion de M. Pagé, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents échangés, depuis le 1^{er} juin jusqu'au 4 juillet 1977, entre le gouvernement, aucun de ses membres ou fonctionnaires et M. Gilles Massé, président de la Fraternité des policiers de la CUM, concernant sa déclaration à l'effet qu'il faudrait que le gouvernement se hâte de procéder à l'adoption d'une loi anti-scab.

M. Johnson dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 401.)

Sur la motion de M. Roy, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, rapports, mémoires et autres documents échangés depuis le 1^{er} janvier 1976 entre le ministère de l'Industrie et du Commerce et la Société d'Habitation du Québec, la Société centrale d'Hypothèques et de Logement et le ministère d'État chargé des Affaires urbaines du Canada ou son responsable, relativement à l'industrie des maisons mobiles au Québec.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 402.)

Sur la motion de M. Pagé, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents échangés, depuis le 15 janvier jusqu'au 8 juillet 1977, entre la firme Chaussures Duchesse qui a récemment fermé ses portes à Richmond, et:

(a) le ministère de l'Industrie et du Commerce;

Mr Tremblay tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 400.)

On motion of Mr Pagé,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, telegrams and other documents exchanged, from 1 June to 4 July 1977, between the government, any of its members or employees, and Mr Gilles Massé, president of the MUC Policemen's Brotherhood, concerning the statement he made to the effect that the government should hurry up and adopt anti-scab legislation.

Mr Johnson tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 401.)

On motion of Mr Roy,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, reports, briefs and other documents exchanged since 1 January 1976 between the Department of Industry and Commerce and the Québec Housing Corporation, the Central Mortgage and Housing Corporation and the Ministry of State for Urban Affairs or the person responsible, concerning the mobile house industry in the province of Québec.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 402.)

On motion of Mr Pagé,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, telegrams and other documents exchanged from 15 January to 8 July 1977, between the firm Chaussures Duchesse which has recently closed its doors at Richmond, and:

(a) the Department of Industry and Commerce;

b) le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre, relativement au recyclage des 130 travailleurs mis à pied.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 403.)

Sur la motion de M. Mackasey, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents échangés, depuis le 1^{er} avril jusqu'au 18 août 1977, entre le gouvernement, aucun de ses membres ou fonctionnaires et la société de génie-conseil Monenco Limited, relativement à la déclaration qui a été faite par M. J. Mulherin, président, lors de l'assemblée annuelle des actionnaires qui s'est tenue à Montréal le 28 avril 1977, à l'effet que cette entreprise se prépare à transférer une partie de ses activités en Ontario en raison de la politique gouvernementale sur la langue française.

M. Laurin dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 404.)

M. Caron propose:

Que cette Assemblée est d'avis que la conjoncture économique s'étant considérablement détériorée au Québec depuis le 15 novembre 1976, il est du devoir du gouvernement de rechercher des éléments susceptibles de redresser la situation, notamment dans l'industrie manufacturière.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Landry propose:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les mots «s'étant considérablement détériorée au Québec depuis le 15 novembre 1976», par les mots «est telle qu'».

(b) the Department of Labour and Manpower as regards the retraining of 130 dismissed workers.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 403.)

On motion of Mr Mackasey,—

Ordered, that there be tabled:

A copy of any correspondence, briefs, reports, telegrams and other documents exchanged from 1 April to 18 August 1977, between the government or any of its members or employees and the firm of Monenco Limited, Consulting Engineers, concerning the statement made by the President, Mr J. Mulherin, at the annual shareholders' meeting held in Montreal on 28 April 1977, to the effect that the firm was preparing to transfer part of its activities to Ontario because of the government's French language policy.

Mr Laurin tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 404.)

Mr Caron moved:

That the Assembly is of opinion that the overall economic situation having grown considerably worse in the province of Québec since November 15th 1976, it is the government's duty to look for elements likely to correct this situation, namely in the manufacturing industry.

And a debate arising on this motion.

Mr Landry moved:

That the motion under debate be amended by replacing the words "having grown considerably worse in the province of Québec since November 15th 1976" by the words "is such that".

La motion se lirait comme suit:

«Que cette Assemblée est d'avis que la conjoncture économique est telle qu'il est du devoir du gouvernement de rechercher des éléments susceptibles de redresser la situation, notamment dans l'industrie manufacturière.»

M. le Président prend cet amendement en délibéré.

Le débat sur la motion principale est ajourné sur la motion de M. Landry.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, il est—

Résolu que vendredi, le 21 octobre après les affaires courantes, sur la proposition du Premier ministre un débat d'urgence sera tenu en vertu de l'article 78 du règlement, relativement aux affaires économiques.

Le temps imparti à chaque formation politique sera comme suit: soixante minutes au gouvernement; quarante-cinq minutes à l'Opposition officielle; trente-cinq minutes à l'Union Nationale; dix minutes au Ralliement Créditiste et dix minutes au Parti National Populaire.

Nonobstant les prescriptions des paragraphes 4 et 5 de l'article 78 du règlement, le temps de parole d'un député ne sera limité que par l'enveloppe ci-dessus et la séance pourra se prolonger au-delà de treize heures.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The motion would then read as follows:

"That the Assembly is of opinion that the overall economic situation is such that it is the government's duty to look for elements likely to correct this situation, namely in the manufacturing industry."

Mr President took this amendment under consideration.

The debate on the main motion was adjourned on motion of Mr Landry.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns,—

Resolved, that on Friday, October 21st, after Routine Business, on motion of the Prime Minister, an emergency debate will be held, under Standing Order 78, concerning economic matters.

The time allotted to each political party will be as follows: sixty minutes to the government; forty-five minutes to the Official Opposition; thirty-five minutes to the Union Nationale; ten minutes to the Social Credit Rally and ten minutes to the Popular National Party.

Notwithstanding the provisions of paragraphs 4 and 5 of Standing Order 78, the time for a Member to speak will be limited only by the above time limit and the sitting may be extended beyond one o'clock P.M.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 20 octobre 1977

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Deuxième partie du rapport annuel du Protecteur du citoyen du Québec, pour l'année 1976.

(Document de la session n° 405.)

Par M. de Belleval:

Déclaration du Ministre de la fonction publique à la Commission parlementaire sur le projet de loi n° 53, concernant l'aire de négociation, accompagnée d'un communiqué de presse du ministère de la Fonction publique, en date du 19 octobre 1977, sur le même sujet.

(Document de la session n° 406.)

Par M. Lessard:

Rapport du Comité des transports de la région de Montréal, en date de septembre 1977, intitulé: Le transport des personnes.

(Document de la session n° 407.)

Thursday, 20 October 1977

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr President:

Second part of the annual report of the Public Protector of Québec, for 1976.

(Sessional Papers, No. 405.)

By Mr de Belleval:

Declaration by the Minister of the Civil Service at the parliamentary committee on bill No. 53 concerning the negotiation area, together with a press release from the Department of the Civil Service, dated 19 October 1977, on the same subject.

(Sessional Papers, No. 406.)

By Mr Lessard:

Report of the transport committee of the Montreal region concerning public transportation, dated September 1977 and entitled: *Le transport des personnes*,

(Sessional Papers, No. 407.)

Par Mme Payette:

État des permis accordés aux compagnies étrangères au cours de l'année financière 1976/1977.

(Document de la session n° 408.)

M. Burns propose que la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières siège immédiatement au Salon Rouge pour étudier le projet de loi n° 67, «Loi de l'assurance automobile».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrete, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fontaine, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marois, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Saindon, Shaw, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—90.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Lazure propose que le projet de loi n° 10, «Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Sur la motion de M. Lavoie, le débat est suspendu.

M. Duhaime propose que le projet de loi n° 21, «Loi modifiant la Loi des agents de voyages», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

By Mrs Payette:

A statement showing the licenses issued to extra-provincial companies during the 1976/77 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 408.)

Mr Burns moved that the Standing Committee on Consumer Affairs, Co-operatives and Financial Institutions do sit immediately in the Red Room for the examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

The motion was adopted on the following vote:

Mr Lazure moved that bill No. 10, "An Act to amend the Act respecting health services and social services", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

On motion of Mr Lavoie, the debate was suspended.

Mr Duhaime moved that bill No. 21, "An Act to amend the Travel Agents Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Sur la motion de M. Pagé, le débat est suspendu.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Lazure proposant que le projet de loi n° 10, « Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Burns, le projet de loi n° 10 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires sociales.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Duhaime proposant que le projet de loi n° 21, « Loi modifiant la Loi des agents de voyages », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Burns, le projet de loi n° 21 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

Vingt heures quinze minutes

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des projets de loi suivants:

Projet de loi n° 54.—Loi modifiant la Loi des cités et villes;

On motion of Mr Pagé, the debate was suspended.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Lazure proposing that bill No. 10, "An Act to amend the Act respecting health services and social services", be now read the second time.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Burns, bill No. 10 was referred to the Standing Committee on Social Affairs for section by section examination.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Duhaime proposing that bill No. 21, "An Act to amend the Travel Agents Act", be now read the second time.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Burns, bill No. 21 was referred to the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game for section by section examination.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Eight-fifteen o'clock P.M.

The Order of the Day being read for the second reading of the following bills:

Bill No. 54.—An Act to amend the Cities and Towns Act;

Projet de loi n° 55.—Loi modifiant le Code municipal.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Tardif, ces projets de loi sont groupés pour étude.

M. Tardif propose que ces projets de loi soient maintenant lus la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, les projets de loi sont lus la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Burns, les projets de loi nos 54 et 55 sont déferés pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement.

À vingt-deux heures, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Bill No. 55.—An Act to amend the Municipal Code.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Tardif, these bills were grouped together for consideration.

Mr Tardif moved that these bills be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bills were accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Burns, bills Nos. 54 and 55 were referred to the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment for section by section examination.

At ten o'clock P.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le vendredi 21 octobre 1977

Dix heures

M. Burns donne l'avis suivant:

Mardi prochain, le 25 octobre 1977, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires sociales et la Commission de la justice siégeront pour étudier conjointement le projet de loi n° 24, «Loi sur la protection de la jeunesse».

À la Salle 81 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

Conformément à la résolution adoptée par l'Assemblée le mercredi 19 octobre 1977, en vertu de l'article 78 du règlement, le débat d'urgence est tenu sur les affaires économiques.

Le débat est terminé.

Friday, 21 October 1977

Ten o'clock A.M.

Mr Burns gave the following notice:

Next Tuesday, 25 October 1977, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Social Affairs and the Committee on Justice will sit for the purpose of examining jointly bill No. 24, "Youth Protection Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

In accordance with the resolution adopted by the Assembly on Wednesday, 19 October 1977, the emergency debate was held, under Standing Order 78, concerning economic matters.

The debate was concluded.

À treize heures cinquante minutes,
l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain
quinze heures.

At fifty minutes past one o'clock
P.M., the Assembly adjourned until
next Tuesday, at three o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 25 octobre 1977

Quinze heures

Tuesday, 25 October 1977

Three o'clock P.M.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lavoie, il est—

Résolu que l'Assemblée offre ses condoléances à la famille et aux amis de M. Émilien Lafrance, ancien député de Richmond à cette Assemblée, décédé la semaine dernière.

M. Charron dépose le document suivant:

Rapport du Comité consultatif chargé d'étudier l'avenir des installations olympiques, concernant le Parc olympique, accompagné des annexes relatives audit rapport.

(Document de la session n° 409.)

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires sociales et la Commission de la justice siégeront

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Lavoie,—

Resolved, that the Assembly do offer its condolences to the family and friends of Mr Émilien Lafrance, former member of the Assembly for Richmond, who died last week.

Mr Charron tabled the following document:

Report of the advisory committee in charge of looking into the future of the olympic installations, concerning the Olympic Park, together with the appendices relating to the said report.

(Sessional Papers, No. 409.)

The following Standing Committees will sit tomorrow, from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Social Affairs and the Committee on Justice will sit

pour étudier conjointement le projet de loi n° 24, «Loi sur la protection de la jeunesse».

À la Salle 81 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siègera pour étudier le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

M. Burns propose que la Commission permanente des affaires sociales et la Commission permanente de la justice siègent immédiatement au Salon Rouge pour étudier conjointement le projet de loi n° 24, «Loi sur la protection de la jeunesse».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Gendron, Godin, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Lavigne, Lavoie, Lazure, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Raynald, Roy, Saindon, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière).—83.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Bérubé propose que le projet de loi n° 62, «Loi modifiant la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

for the purpose of examining jointly bill No. 24, "Youth Protection Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

Mr Burns moved that the Standing Committee on Social Affairs and the Standing Committee on Justice do sit immediately in the Red Room for the purpose of examining jointly bill No. 24, "Youth Protection Act".

The motion was adopted on the following vote:

Mr Bérubé moved that bill No. 62, "An Act to amend the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 62 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Mme Payette propose que le projet de loi n° 58, «Loi concernant la Bourse de Montréal», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 58 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Parizeau propose que le projet de loi n° 52, «Loi modifiant la Loi sur les impôts et la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 52 est déposé pour étude, article par article, à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

On motion of Mr Burns, bill No. 62 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

Mrs Payette moved that bill No. 58, "An Act respecting the Montreal Stock Exchange", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, bill No. 58 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

Mr Parizeau moved that bill No. 52, "An Act to amend the Taxation Act and the Act respecting the application of the Taxation Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, bill No. 52 was referred to the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue for section by section examination.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

M. Bédard propose que le projet de loi n° 32, «Loi modifiant le Code de procédure civile», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 32 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

M. Bédard propose que le projet de loi n° 65, «Loi modifiant le Code civil et concernant certains recours en matière de responsabilité médicale», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Burns, le projet de loi n° 65 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 64, «Loi concernant la poursuite d'infractions par le procureur général et l'application de règlements relatifs au stationnement et à la circulation et modifiant la Loi du ministère de la justice».

Mr Bédard moved that bill No. 32, "An Act to amend the Code of Civil Procedure", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, bill No. 32 was referred to the Standing Committee on Justice for section by section examination.

Mr Bédard moved that bill No. 65, "An Act to amend the Civil Code, and to make provisions respecting certain recourses in the matter of medical liability", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Burns, bill No. 65 was referred to the Standing Committee on Justice for section by section examination.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 64, "An Act to make provisions respecting the prosecution of offences by the Attorney-General and the enforcement of parking and traffic by-laws, and to amend the Justice Department Act".

M. Bédard informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Bédard propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Burns, le projet de loi n° 64 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

À vingt-deux heures trente-cinq minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Mr Bédard informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Bédard moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Burns, bill No. 64 was referred to the Standing Committee on Justice for section by section examination.

At thirty-five minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 26 octobre 1977

Quinze heures

Wednesday, 26 October 1977

Three o'clock P.M.

M. Burns propose que le nom de M. Bisailon soit substitué à celui de M. Clair sur la liste des membres de la Commission de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée.

Mr Burns moved that the name of Mr Clair be replaced by that of Mr Bisailon on the list of members of the Committee on the National Assembly.

The motion was adopted.

Le projet de loi n° 69, «Loi modifiant la Loi sur la mise en tutelle de «International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101» et la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers», est présenté par M. Johnson, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 69, "An Act to amend the Act respecting the placing of the "International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101" under trusteeship and the Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship", was introduced by Mr Johnson, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

M. le Président dépose les documents suivants:

Résolution de la Commission de Régie interne de l'Assemblée nationale, en date du 21 juillet 1977, concernant le plan d'assurance-vie collective des membres de l'Assemblée nationale.

(Document de la session n° 410.)

Mr President tabled the following documents:

Resolution of the Committee on the Internal Economy of the National Assembly, dated 21 July 1977, concerning the group life insurance plan of the Members of the National Assembly.

(Sessional Papers, No. 410.)

Résolution de la Commission de Régie interne de l'Assemblée nationale, en date du 18 août 1977, concernant des modifications apportées au règlement «Allocations des députés» adopté en vertu de l'article 101b de la Loi de la Législature.

(Document de la session n° 411.)

Avis transmis par la Commission permanente de la réforme des districts électoraux, conformément à l'article 7 du chapitre 7 des Lois du Québec 1971.

(Document de la session n° 412.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Pagé:

Concernant l'offre du gouvernement fédéral de verser une subvention de \$100,000 par le biais d'un programme «Canada au travail» pour l'érection d'un Musée de la chasse, à Saint-Pie-de-Guire, district électoral de Nicolet-Yamaska:

1. Le gouvernement québécois a-t-il mis un veto?

2. Si oui:

a) quel ministère;

b) pourquoi?

3. Ce veto a-t-il été enlevé et à quelle date?

Réponse de M. Duhaime:

1. Non.

Question de M. Vaillancourt (Orford):

1. Le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il rencontré les membres du Conseil municipal de Baie-Shawinigan, entre le 23 février et le 8 juillet 1977, comme il s'était engagé à le faire, afin de discuter de la réfection de la route n° 153 reliant le village à l'autoroute n° 55?

Resolution of the Committee on the Internal Economy of the National Assembly, dated 18 August 1977, concerning the amendments made to the regulation "Members' allowances" adopted under section 101b of the Legislature Act.

(Sessional Papers, No. 411.)

Opinion forwarded by the Standing Commission on reform of the electoral districts, in accordance with section 7 of chapter 7 of the 1971 Statutes of Québec.

(Sessional Papers, No. 412.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Pagé:

Concerning the offer by the federal government to award a \$100,000 grant for the setting up of a Musée de la chasse at Saint-Pie-de-Guire, in the electoral district of Nicolet-Yamaska, within the framework of a "Canada at Work" program:

1. Did the Québec government place a veto on this project?

2. If so:

(a) what Department placed this veto;

(b) why?

3. Was this veto removed and on what date?

Answer by Mr Duhaime:

1. No.

Question by Mr Vaillancourt (Orford):

1. Has the Minister of Tourism, Fish and Game met the Baie-Shawinigan Town Council between 23 February and 8 July 1977, as he had undertaken to do, to discuss repairs to be carried out on Highway No. 153 linking the village to Highway No. 55?

2. Les travaux concernés seront-ils effectués au cours de l'année 1977 et quel est le coût prévu?

Réponse de M. Duhaime:

1. Oui, le 4 juillet 1977.
2. Tout ce dont mon ministère peut vous assurer, c'est que des travaux ont été effectués sur cette route durant l'année en cours.

Question de M. Biron:

1. Quelle est la liste des travaux commandés par le gouvernement dans l'optique de la consultation populaire (référendum)?
2. Pour chacun de ces travaux, quels sont:
 - a) le nom de l'exécutant;
 - b) l'adresse;
 - c) le mandat exact;
 - d) les honoraires fixés?

Réponse de M. Burns:

1. Tous les travaux préparatoires à la présentation d'une loi sur la consultation populaire ont été confiés aux services internes du gouvernement.
2. Aucun travail n'a été commandé à l'extérieur.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Caron:

1. Le gouvernement a-t-il entrepris des négociations avec le gouvernement du Canada afin que les ressources maritimes du golfe du Saint-Laurent soient exploitées de façon plus rationnelle, particulièrement au niveau des contingents annuels fédéraux sur les prises de poisson, lesquels favorisent nettement les pêcheurs des provinces maritimes en raison du jeu de la géographie, des saisons et des glaces qui leur permet de commencer leur pêche bien avant ceux du Québec?

2. Will the work involved be carried out during 1977 and what is the estimated cost?

Answer by Mr Duhaime:

1. Yes, on 4 July 1977.
2. All my Department can assert is that work has been carried out on this highway during the current year.

Question by Mr Biron:

1. What is the list of surveys ordered by the government in view of the public consultation (referendum)?
2. For each of these surveys, what are:
 - (a) the name of the person who carried out the survey;
 - (b) the address;
 - (c) the exact mandate;
 - (d) the fees agreed to?

Answer by Mr Burns:

1. All the surveys to be carried out prior to the introducing of legislation respecting the public consultation were entrusted to government services.
2. No surveys were ordered outside the government.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Caron:

1. Has the government undertaken any negotiations with the government of Canada so that the offshore resources of the Gulf of St. Lawrence will be exploited in a more rational manner, particularly as regards the federal annual quotas for fish catches, which clearly favour the fishermen from the maritime provinces because of the quirks of geography, the seasons and ice conditions which allow them to start fishing long before those of the province of Québec?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms et fonctions des personnes qui conduisent ces négociations?

3. En outre, des spécialistes ont-ils été désignés pour préparer le travail de négociation face à la réalité d'une mer intérieure, le golfe du Saint-Laurent, qui arrose, en plus des côtes du Québec, celles de quatre autres provinces et des îles Saint-Pierre-et-Miquelon?

4. Le ministère de l'Industrie et du Commerce possède-t-il des études et des plans se rapportant à l'instauration d'une politique de la pêche agressive et moderne qui permettrait aux Québécois d'avoir accès à la zone canadienne de pêche de 200 milles dans l'Atlantique?

5. Si oui, quelles dispositions le ministère entend-il prendre pour conquérir cette richesse?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 413.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Caron:

1. Quel montant le ministère de l'Industrie et du Commerce a-t-il prévu, à même le budget 1977/78, pour aider les 4000 professionnels de la pêche oeuvrant au Québec à se regrouper, à défendre leurs intérêts et à travailler en groupe?

2. Les fonctionnaires du ministère ont-ils élaboré une politique afin de collaborer avec Pêches et Environnement Canada qui prévoit une assistance financière pour aider les pêcheurs du Québec à se structurer indépendam-

2. If so, what are the names and duties of the persons who are making the negotiations?

3. In addition, have any specialists been appointed to prepare the negotiation work to face the existence of an inland sea, the Gulf of St. Lawrence, which not only washes the coasts of the province of Québec, but also those of the four other provinces and the islands of Saint-Pierre-et-Miquelon?

4. Does the Department of Industry and Commerce have any studies and plans for the setting up of an aggressive and modern fishing policy that would allow the people of Québec to have access to a 200 mile Canadian fishing zone in the Atlantic?

5. If so, what arrangements does the Department intend to make to have access to this resource?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 413.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Caron:

1. What amount was earmarked by the Department of Industry and Commerce in the 1977/78 budget to help the 4000 professional fishermen working in the province of Québec to form a group, to protect their interests and to work as a group?

2. Have the employees of the Department drawn up a policy for the purpose of cooperating with Fisheries and Environment Canada which provides financial assistance to help the fishermen of the province of Québec to organize

ment sous forme d'associations locales, régionales et provinciales?

3. Quelle est cette politique?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 414.)

Sur la motion de M. Mackasey, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents échangés depuis le 1^{er} février 1977 entre le ministre de l'Industrie et du Commerce ou ses fonctionnaires, ainsi que le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre ou ses fonctionnaires et:

a) la compagnie Esty Ltd., de Bedford, district électoral de Brôme-Missisquoi, qui a cessé ses opérations le 29 juillet 1977 pour déménager à Toronto;

b) la compagnie Solo Products, de Montréal, qui a décidé de fermer les trois établissements qu'elle possède au Québec et de transférer son siège social à Toronto.

M. Johnson dépose ledit document.

(Document de la session n° 415.)

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront:

À la Salle 81 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera à compter de dix heures pour étudier le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

themselves independently in the form of local, regional and provincial associations?

3. What is this policy?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 414.)

On motion of Mr Mackasey,—

Ordered, that there be tabled:

A copy of any correspondence, briefs, reports, telegrams and other documents exchanged since 1 February 1977 between the Minister of Industry and Commerce or any of his employees and also the Minister of Labour and Manpower or any of his employees and:

(a) the firm of Esty Ltd., of Bedford, electoral district of Brôme-Missisquoi, which ceased its operations on 29 July 1977 to move to Toronto;

(b) the firm of Solo Products, of Montreal, which decided to close the three plants that it has in the province of Québec and to move its corporate seat to Toronto.

Mr Johnson tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 415.)

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow:

In Room 81 «A»:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit at ten o'clock A.M. for the examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

À la Salle 91 «A»:

La Commission des engagements financiers siégera à compter de neuf heures trente minutes.

M. Burns propose que la Commission permanente des affaires sociales et la Commission permanente de la justice siègent immédiatement au Salon Rouge pour étudier conjointement le projet de loi n° 24, «Loi sur la protection de la jeunesse».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

In Room 91 "A":

The Committee on Financial Commitments will sit at nine-thirty o'clock A.M.

Mr Burns moved that the Standing Committee on Social Affairs and the Standing Committee on Justice do sit immediately in the Red Room for the purpose of examining jointly bill No. 24, "Youth Protection Act".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Saindon, Shaw, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Orford).—90.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Caron proposant:

«Que cette Assemblée est d'avis que la conjoncture économique s'étant considérablement détériorée au Québec depuis le 15 novembre 1976, il est du devoir du gouvernement de rechercher des éléments susceptibles de redresser la situation, notamment dans l'industrie manufacturière.»

M. Burns allègue que la motion d'amendement suivante proposée par M. Landry mercredi dernier, «que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les mots «s'étant considé-

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Caron proposing:

"That the Assembly is of opinion that the overall economic situation having grown considerably worse in the province of Québec since November 15th 1976, it is the government's duty to look for elements likely to correct this situation, namely in the manufacturing industry."

Mr Burns alleged that the following motion of amendment proposed by Mr Landry last Wednesday, "that the motion under debate be amended by replacing the words "having grown con-

ablement détériorée au Québec depuis le 15 novembre 1976», par les mots «est telle qu'», ne fait que préciser le sens de la motion principale afin que la majorité puisse voter en faveur de la motion amendée, que l'objectif principal de la motion proposée par le député de Verdun n'est pas changé.

M. Lavoie soutient que l'amendement supprime un élément fondamental et essentiel de la motion en discussion. La cause ou le motif de la motion en est un élément essentiel, de sorte qu'en le supprimant, on enlève le bien-fondé de la motion. Il cite la note de Geoffrion au bas de l'article 172 de l'ancien règlement qui dit qu'un amendement ne peut être étranger à la motion en discussion ni en changer la nature. De plus, cet amendement va à l'encontre de l'article 70 de notre règlement parce que la motion principale affirme la responsabilité du gouvernement dans la situation économique, tandis que l'amendement fait disparaître cet élément.

M. Bellemare se réfère à l'article 63 du règlement qui stipule qu'une motion ne doit pas soulever une question identique au fond à une question dont l'Assemblée a décidé pendant la session en cours. Que le chef de l'Union Nationale avait proposé le 14 juillet 1977 une motion analogue dont l'Assemblée a disposé. La motion principale devrait donc être déclarée irrecevable. Il cite ensuite la décision rendue par M. le Président le 3 décembre 1975, dans laquelle une motion d'amendement avait été déclarée irrecevable parce qu'elle changeait la nature de la motion principale, et conclut en soutenant que le proposeur ne devrait pas être amené à voter contre sa propre motion, même amendée.

siderably worse in the province of Québec since November 15th 1976" by the words "is such that", merely made the meaning of the main motion more explicit so that the majority could vote in favour of the motion as amended, that the main objective of the motion proposed by the Member for Verdun was not changed.

Mr Lavoie maintained that the amendment eliminated a basic and essential element in the motion under debate. The cause or the reason of the motion is an essential element thereof and by eliminating it, the grounds for the motion were also eliminated. He quoted the foot-note by Geoffrion to article 172 of the former Standing Orders which stated that an amendment should not be irrelevant to the motion under debate nor change its nature. Furthermore, this amendment was contrary to Standing Order 70 because the main motion asserted the government's responsibility in the economic situation while the amendment made away with this element.

Mr Bellemare referred to Standing Order 63 which stated that no motion should raise a question substantially identical with one on which the Assembly had given a decision during the current session. That the Leader of the Union Nationale had already proposed a similar motion on 14 July 1977 which the Assembly disposed of. Therefore, the main motion should be declared inadmissible. He then quoted the decision rendered by Mr President on 3 December 1975 in which a motion of amendment had been declared inadmissible because it changed the nature of the main motion, and concluded by maintaining that the proposer should not have to vote against his own motion even if amended.

Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, M. le Président déclare que pour des raisons qui dépassent le simple texte de l'article 70 du règlement, dans le but de rendre le débat plus large et le plus démocratique possible, l'amendement est recevable et il compte sur l'unanimité de l'Assemblée pour que la discussion porte tant sur la motion principale que sur l'amendement; à la fin du débat deux mises aux voix devront être faites, une sur l'amendement et l'autre sur la motion principale.

Et le débat continue sur la motion principale et sur l'amendement.

Le débat est terminé.

L'amendement de M. Landry est alors adopté, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Chevrette, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay.—59.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Forget, Giasson, Goldbloom, Gratton, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Saindon, Vaillancourt (Orford).—18.

La motion principale amendée de M. Caron se lit maintenant comme suit:

«Que cette Assemblée est d'avis que la conjoncture économique est telle qu'il est du devoir du gouvernement de rechercher des éléments susceptibles de redresser la situation, notamment dans l'industrie manufacturière.»

After having heard the arguments *pro* and *con*, Mr President declared that for reasons which went beyond the mere text of Standing Order 70 and to allow the debate to be more extensive and as democratic as possible, the amendment was admissible and that he counted on the unanimity of the Assembly so that the debate be held on the main motion as well as on the amendment; at the end of the debate, the amendment and the main motion should each be put to the vote.

And the debate continuing on the main motion and on the amendment.

The debate was concluded.

The amendment by Mr Landry was then adopted on the following division:

The main motion by Mr Caron, as amended, now reads as follows:

“That the Assembly is of opinion that the overall economic situation is such that it is the government's duty to look for elements likely to correct this situation, namely in the manufacturing industry.”

Ladite motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The said motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Chevrette, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailoux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Paquette, Parizeau, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Saindon, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Orford).—77.

CONTRE—NAYS:—0.

À dix-huit heures cinq minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

At five minutes past six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 27 octobre 1977

Quinze heures

M. Gravel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi n° 67, «Loi de l'assurance automobile».

(Document de la session n° 416.)

Le projet de loi n° 67 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Bordeleau, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts qui a siégé les 27, 28 et 29 septembre, les 11, 12, 13, 14, 18 et 20 octobre 1977, afin d'étudier les perspectives d'avenir de l'industrie des pâtes et papiers au Québec.

(Document de la session n° 417.)

Thursday, 27 October 1977

Three o'clock P.M.

Mr Gravel, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which examined bill No. 67, "Automobile Insurance Act", following first reading.

(Sessional Papers, No. 416.)

Bill No. 67 was ordered for second reading at the next sitting.

Mr Bordeleau, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests which sat on 27, 28 and 29 September, on 11, 12, 13, 14, 18 and 20 October 1977, for the purpose of looking into the future of the pulp and paper industry in the province of Québec.

(Sessional Papers, No. 417.)

M. Lavoie propose que les noms de MM. Gratton, Lamontagne, Lavoie et Mackasey soient substitués à ceux de MM. Forget, Garneau, Levesque (Bonaventure) et Raynauld sur la liste des membres de la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales.

La motion est adoptée.

M. Bellemare propose que les noms de MM. Brochu et Grenier soient substitués à ceux de MM. Biron et Fontaine sur la liste des membres de la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales.

La motion est adoptée.

M. Tardif dépose le document suivant:

Rapport d'enquête de la Commission municipale du Québec, en date du 3 août 1977, concernant tous les aspects du projet centre-ville faisant partie d'un ensemble de projets désigné sous le nom «Collectivité Nouvelle», mis de l'avant par le conseil de la ville de Longueuil.

(Document de la session n° 418.)

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Burns, la Commission permanente des affaires sociales et la Commission permanente de la justice siègent immédiatement au Salon Rouge pour étudier conjointement le projet de loi n° 24, «Loi sur la protection de la jeunesse».

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion privilégiée (en vertu de l'article 24 du règlement) de M. Levesque (Bonaventure) proposant:

Mr Lavoie moved that the names of Messrs Forget, Garneau, Levesque (Bonaventure) and Raynauld be replaced by those of Messrs Gratton, Lamontagne, Lavoie and Mackasey on the list of members of the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs.

The motion was adopted.

Mr Bellemare moved that the names of Messrs Biron and Fontaine be replaced by those of Messrs Brochu and Grenier on the list of members of the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs.

The motion was adopted.

Mr Tardif tabled the following document:

Report of the inquiry by the Québec Municipal Commission, dated 3 August 1977, on all the aspects of the downtown project forming part of a group of projects known as "Collectivité Nouvelle", put forward by the Longueuil Town Council.

(Sessional Papers, No. 418.)

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Burns, the Standing Committee on Social Affairs and the Standing Committee on Justice will sit immediately in the Red Room for the purpose of examining jointly bill No. 24, "Youth Protection Act".

The Order of the Day being read for the consideration of the motion of privilege (under Standing Order 24) by Mr Levesque (Bonaventure) proposing:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de ne pas avoir eu le courage de s'attaquer, dans son programme de relance économique, à la principale cause de l'augmentation du chômage au Québec, c'est-à-dire celle de l'incertitude engendrée par le retard du gouvernement à tenir le référendum sur l'indépendance du Québec.

Avant d'entreprendre le débat sur cette motion, M. le Président communique à l'Assemblée le partage du temps accepté à la conférence des leaders parlementaires des partis reconnus, savoir: cent cinq minutes au gouvernement; quatre-vingt-quinze minutes à l'Opposition officielle; cinquante-cinq minutes à l'Union Nationale et quinze minutes au Parti National Populaire.

Et un débat s'élève sur la motion de M. Levesque (Bonaventure).

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Mailloux, O'Gallagher, Raynauld.—13.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bisailon, Boucher, Brassard, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Mi-

That the Assembly do censure the government for not having had the courage, in its program of economic recovery, to grapple with the main cause of the unemployment increase in Québec, namely, the uncertainty generated by the government's delay in holding the referendum on the independence of the province of Québec.

Before undertaking the debate on this motion, Mr President informed the Assembly of the distribution of the time agreed to at the conference of the House Leaders of the recognized parties, namely: one hundred and five minutes for the government; ninety-five minutes for the Official Opposition; fifty-five minutes for the Union Nationale and fifteen minutes for the Popular National Party.

And a debate arising on the motion by Mr Levesque (Bonaventure).

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion was then rejected on the following division:

chaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tremblay, Vailancourt (Jonquière), Vaugeois.—55.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Biron, Brochu, Cordeau, Dubois, Goulet, Grenier, Le Moignan, Roy.—8.

À vingt-trois heures, l'Assemblée
s'ajourne à demain dix heures.

At eleven o'clock P.M., the Assembly
adjourned until tomorrow, at ten o'clock
A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le vendredi 28 octobre 1977

Dix heures

M. Johnson dépose les documents suivants:

Rapport des quatre conseils d'administration des syndicats placés sous tutelle par le gouvernement du Québec en mai 1975, pour l'année 1975/76.

(Document de la session n° 419.)

Rapport des quatre conseils d'administration de certains syndicats de la construction mis en tutelle en mai 1975, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 420.)

M. Burns donne l'avis suivant:

Mardi prochain, le 1^{er} novembre 1977, les commissions permanentes suivantes siégeront:

Au Salon Rouge:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera à comp-

Friday, 28 October 1977

Ten o'clock A.M.

Mr Johnson tabled the following documents:

Report of the four boards of directors of the unions placed under trusteeship by the government of the province of Québec in May 1975, for 1975/76.

(Sessional Papers, No. 419.)

Report of the four boards of directors of certain construction unions placed under trusteeship in May 1975, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 420.)

Mr Burns gave the following notice:

Next Tuesday, 1 November 1977, the following Standing Committees will sit:

In the Red Room:

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit from

ter de onze heures jusqu'à treize heures, pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales et la Commission de la justice siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures, pour étudier conjointement le projet de loi n° 24, «Loi sur la protection de la jeunesse».

À la Salle 91 «A»:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera à compter de dix heures jusqu'à treize heures, pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 19.—Loi sur les parcs;

Projet de loi n° 21.—Loi modifiant la Loi des agents de voyage.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose que la motion en son nom, adoptée mercredi dernier, substituant le nom de M. Bisailon à celui de M. Clair sur la liste des membres de la Commission de l'Assemblée nationale, soit corrigée en substituant le nom de M. Bisailon à celui de M. Marcoux au lieu de celui de M. Clair.

La motion est adoptée.

M. Burns propose que la Commission de l'Assemblée nationale siège immédiatement à la Salle 81 «A» pour l'étude de certains amendements au règlement.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Charbonneau, Charron, Chevette, Clair, Cordeau, Couture,

eleven o'clock A.M. until one o'clock P.M., for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

In Room 81 «A»:

The Committee on Social Affairs and the Committee on Justice will sit from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., for the purpose of examining jointly bill No. 24, "Youth Protection Act".

In Room 91 «A»:

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 19.—Parks Act;

Bill No. 21.—An Act to amend the Travel Agents Act.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved that the motion in his name, adopted last Wednesday, replacing the name of Mr Clair by that of Mr Bisailon on the list of members of the Committee on the National Assembly, be corrected by replacing the name of Mr Marcoux instead of Mr Clair by the name of Mr Bisailon.

The motion was adopted.

Mr Burns moved that the Committee on the National Assembly do sit immediately in Room 81 «A» for the purpose of examining certain amendments to the Standing Orders.

The motion was adopted on the following vote:

Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, St-Germain, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugois.
—80.

CONTRE—NAYS:—0.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

Mme Payette informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Mme Payette propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Fontaine.

À douze heures cinquante minutes, sur la motion de M. Duhaime, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

Mrs Payette informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mrs Payette moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Fontaine.

At fifty minutes past twelve o'clock noon, on motion of Mr Duhaime, the Assembly adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 1^{er} novembre 1977

Quinze heures

Tuesday, 1 November 1977

Three o'clock P.M.

M. Burns dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé n° 200, «Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal».

(Document de la session n° 421.)

Mr Burns tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on private bill No. 200, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal".

(Sessional Papers, No. 421.)

Sur la motion de M. Burns, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas du projet de loi n° 200.

On motion of Mr Burns, the Rules of Procedure concerning private bills were suspended respecting bill No. 200.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Par M. Bédard:

Projet de loi n° 72.—Loi concernant la nomination des juges municipaux suppléants et modifiant la Loi des poursuites sommaires.

By Mr Bédard:

Bill No. 72.—An Act to make provisions respecting the appointment of deputy municipal judges and to amend the Summary Convictions Act.

Par M. O'Neill:

Projet de loi n° 68.—Loi modifiant la Loi du ministère des affaires culturelles.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi privé n° 200, «Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal», est présenté par M. Lefebvre et lu la première fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 200 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement.

M. Burns donne avis que cette commission siégera mardi le 8 novembre prochain au Salon Rouge, à compter de dix heures pour l'étude de ce projet de loi.

M. Burns, au nom de M. Garon, dépose le document suivant:

Rapport annuel de la Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles, pour l'année 1976.

(Document de la session n° 422.)

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, les Commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la justice siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

By Mr O'Neill:

Bill No. 68.—An Act to amend the Cultural Affairs Department Act.

With the unanimous consent of the Assembly, private bill No. 200, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal", was introduced by Mr Lefebvre and read the first time.

On motion of Mr Burns, bill No. 200 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment for section by section examination.

Mr Burns gave notice that this Committee will sit next Tuesday, 8 November, in the Red Room, at ten o'clock A.M., for the purpose of examining this bill.

Mr Burns tabled the following document, on behalf of Mr Garon:

Annual report of the Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles, for 1976.

(Sessional Papers, No. 422.)

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow, from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

In Room 81 "A":

The Committee on Justice will sit for the section by section examination of the following bills:

Projet de loi n° 32.—Loi modifiant le Code de procédure civile;

Bill No. 32.—An Act to amend the Code of Civil Procedure;

Projet de loi n° 64.—Loi concernant la poursuite d'infractions par le procureur général et l'application de règlements relatifs au stationnement et à la circulation et modifiant la Loi du ministère de la justice;

Bill No. 64.—An Act to make provisions respecting the prosecution of offences by the Attorney-General and the enforcement of parking and traffic by-laws, and to amend the Justice Department Act;

Projet de loi n° 65.—Loi modifiant le Code civil et concernant certains recours en matière de responsabilité médicale.

Bill No. 65.—An Act to amend the Civil Code, and to make provisions respecting certain recourses in the matter of medical liability.

M. Burns propose que la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège immédiatement au Salon Rouge, pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Burns moved that the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs do sit immediately in the Red Room, for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Charbonneau, Chevrete, Ciaccia, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamou-raska-Témiscouata), Mackasey, Mailloux, Marchand, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Saindon, Shaw, Springate, St-Germain, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—87.

CONTRE—NAYS:—0.

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Bérubé, le projet de loi n° 62, «Loi modifiant la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec», est lu la troisième fois.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Bérubé, bill No. 62, "An Act to amend the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act", was read the third time.

Sur la motion de Mme Payette, le projet de loi n° 58, «Loi concernant la Bourse de Montréal», est lu la troisième fois.

M. le Président informe l'Assemblée que conformément à l'article 174 du règlement, M. Grenier lui a remis un avis pour le débat de fin de séance relativement à l'affaire Marion.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Payette proposant que le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile», soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

Vingt heures quinze minutes

Et le débat continue.

M. Shaw propose:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans six mois».

Et un débat s'élève sur cet amendement.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Roy.

Le débat de fin de séance est tenu et le Ministre de la justice répond au nom du gouvernement à la question soulevée par M. Grenier.

On motion of Mrs Payette, bill No. 58, "An Act respecting the Montreal Stock Exchange", was read the third time.

Mr President informed the Assembly that in accordance with Standing Order 174, Mr Grenier submitted a notice to him for the end of sitting debate concerning the Marion affair.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mrs Payette proposing that bill No. 67, "Automobile Insurance Act", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Eight-fifteen o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

Mr Shaw moved:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day six months".

And a debate arising on this amendment.

The debate was adjourned on motion of Mr Roy.

The end of sitting debate was held and the Minister of Justice replied in the name of the government to the question raised by Mr Grenier.

À vingt-trois heures douze minutes,
l'Assemblée s'ajourne à demain quinze
heures.

At twelve minutes past eleven
o'clock P.M., the Assembly adjourned
until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 2 novembre 1977

Quinze heures

M. Alfred, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales et de la Commission permanente de la justice qui ont étudié conjointement, après la première lecture, le projet de loi n° 24, «Loi sur la protection de la jeunesse».

(Document de la session n° 423.)

Le projet de loi n° 24 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Parizeau transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires (n° 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, con-

Wednesday, 2 November 1977

Three o'clock P.M.

Mr Alfred, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Social Affairs and the Standing Committee on Justice which examined jointly bill No. 24, "Youth Protection Act", following first reading.

(Sessional Papers, No. 423.)

Bill No. 24 was ordered for second reading at the next sitting.

Mr Parizeau presented to Mr President the following message from the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec, which Mr President read to the Assembly:

The Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec forwards to the National Assembly the Supplementary Estimates of Expenditure (No 1) for the fiscal year ending

formément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

HUGUES LAPOINTE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 2 novembre 1977.
(*Document de la session n° 424.*)

Sur la motion de M. Burns, tous ces crédits supplémentaires sont envoyés pour étude à la commission plénière.

M. Parizeau dépose le document suivant:

Synthèse des opérations financières et budgétaires 1977/78, pour le trimestre qui a pris fin le 30 septembre 1977.
(*Document de la session n° 425.*)

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, les Commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec.*

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 19.—Loi sur les parcs;

Projet de loi n° 21.—Loi modifiant la Loi des agents de voyage.

March 31st 1978, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the Assembly.

HUGUES LAPOINTE.

Government House,
Québec, November 2nd 1977.
(*Sessional Papers, No. 424.*)

On motion of Mr Burns, all the Supplementary Estimates of Expenditure were referred to the Committee of the Whole for consideration.

Mr Parizeau tabled the following document:

A summary of the 1977/78 financial and budgetary operations for the quarter ended 30 September 1977.
(*Sessional Papers, No. 425.*)

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec.*

In Room 81 "A":

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 19.—Parks Act;

Bill No. 21.—An Act to amend the Travel Agents Act.

M. Burns propose que la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège immédiatement au Salon Rouge, pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Burns moved that the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs do sit immediately in the Red Room, for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Charbonneau, Chevette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mackasey, Mailloux, Marchand, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynault, Roy, Saindon, St-Germain, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugois, Verreault.—89.

CONTRE—NAYS:—0.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Garneau:

1. Concernant la Loterie des Québécois «24 juin»:

a) combien de billets ont été imprimés;

b) combien de billets ont été vendus;

c) quel est le montant total des commissions qui ont été payées aux distributeurs;

d) quel a été le coût total de la mise en place de cette loterie, y compris l'impression des billets, les frais de publicité et autres frais d'exploitation?

2. Combien y a-t-il eu de gagnants de prix de:

a) deux dollars;

b) cinq dollars;

c) cinquante dollars;

d) mille dollars;

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Garneau:

1. Concerning the Loterie des Québécois "24 juin":

(a) how many tickets were printed;

(b) how many tickets were sold;

(c) what was the total amount of commissions paid to the agents;

(d) what was the total cost of establishing this lottery, including the printing of tickets, advertising and other operating costs?

2. How many persons won prizes of:

(a) two dollars;

(b) five dollars;

(c) fifty dollars;

(d) one thousand dollars;

- e) dix mille dollars;
- f) vingt-cinq mille dollars;
- g) cinquante mille dollars;
- h) cent mille dollars?

3. Quel est le montant de la recette brute?

4. Quel est le montant de la recette nette?

Réponse de M. Parizeau:

1. a) Nombre de billets imprimés: 10,089,200 billets imprimés;

b) nombre de billets vendus: 4,109,463 billets vendus;

c) commission aux distributeurs: \$410,946.30;

d) coût de la mise en place: \$562,482.42.

2. a) 426,407 lots de \$2 pour un total de \$ 852,814;

b) 86,709 lots de \$5 pour un total de 433,545;

c) 4,138 lots de \$50 pour un total de 206,900;

d) 35 lots de \$1,000 pour un total de 35,000;

e) 8 lots de \$10,000 pour un total de 80,000;

f) 2 lots de \$25,000 pour un total de 50,000;

g) 2 lots de \$50,000 pour un total de 100,000;

h) 1 lot de \$100,000 pour un total de 100,000.

TOTAL \$1,858,259.

3. Recette brute: \$1,840,258.

4. Recette nette: \$1,277,776.

Question de M. Pagé:

1. À quelle agence de publicité le gouvernement a-t-il confié l'organisation de la campagne invitant les Québécois à passer leurs vacances dans leur province au lieu d'aller à Old Orchard, Plattsburgh ou ailleurs aux États-Unis?

- (e) ten thousand dollars;
- (f) twenty-five thousand dollars;
- (g) fifty thousand dollars;
- (h) one hundred thousand dollars?

3. What was the amount of gross proceeds?

4. What was the amount of net proceeds?

Answer by Mr Parizeau:

1. (a) Number of tickets printed: 10,089,200 tickets printed;

(b) number of tickets sold: 4,109,463 tickets sold;

(c) commission to agents: \$410,946.30;

(d) cost of establishing lottery: \$562,482.42.

2. (a) 426,407 prizes of \$2 totalling \$852,814;

(b) 86,709 prizes of \$5 totalling 433,545;

(c) 4,138 prizes of \$50 totalling 206,900;

(d) 35 prizes of \$1,000 totalling 35,000;

(e) 8 prizes of \$10,000 totalling 80,000;

(f) 2 prizes of \$25,000 totalling 50,000;

(g) 2 prizes of \$50,000 totalling 100,000;

(h) 1 prize of \$100,000 totalling 100,000.

TOTAL \$1,858,259.

3. Gross proceeds: \$1,840,258.

4. Net proceeds: \$1,277,776.

Question by Mr Pagé:

1. What advertising agency was entrusted by the government with the task of organizing the campaign inviting the people of the province of Québec to spend their holidays in their own province, instead of going to Old Orchard, Plattsburgh or elsewhere in the United States?

2. Quels sont les noms des personnes qui, à cette agence, ont eu particulièrement mission de s'occuper de cette campagne?

3. Quel a été le coût total de cette campagne?

4. Le gouvernement a-t-il été mis au courant qu'en contrepartie, des organismes du Maine songent à lancer une campagne pour inviter leurs concitoyens à ne pas aller au Carnaval de Québec?

Réponse de M. Duhaime:

1. COMMUNIPLEX LIMITÉE, 1015, côte Beaver Hall, Montréal.

Cette agence, ainsi que le programme publicitaire qu'elle a présenté, a été sélectionnée par un jury formé de cinq personnes dont la compétence est reconnue dans le domaine de la publicité. Trois d'entre elles provenaient de l'extérieur du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

2. M. Bernard Côté, président du groupe COMMUNIPLEX.

M. Jean-Paul Garnier, directeur de la création.

M. Aimé Lacombe, directeur des média.

3. Le coût total de cette campagne au Québec s'est élevé à \$223,953.

REMARQUE IMPORTANTE: Cette campagne comportait deux phases dont seule la première faisait allusion à Old Orchard et Plattsburgh. La phase 1 a débuté le 25 avril et s'est terminée le 30 mai. Quant à la phase 2, elle a débuté le 31 mai pour se terminer le 23 juin. Sur les \$223,953 dépensés, \$140,344 ont été affectés à la phase 1.

4. Nous n'avons entendu que des rumeurs à l'effet que des organismes du Maine songeraient à lancer une campagne pour inviter leurs concitoyens à ne pas aller au Carnaval de Québec. La concurrence est forte dans le domaine

2. What are the names of the persons in the agency who had the particular task of looking after the campaign?

3. What was the total cost of the campaign?

4. Is the government aware that some organizations in Maine are thinking of reciprocating by asking their fellow-citizens not to go to the Québec Winter Carnival?

Answer by Mr Duhaime:

1. COMMUNIPLEX LIMITED, 1015 Beaver Hall Hill, Montreal.

This agency, as well as the advertising program it submitted, was chosen by a jury of five persons whose competence is well known in the field of advertising. Three of them were not from the Department of Tourism, Fish and Game.

2. Mr Bernard Côté, President of COMMUNIPLEX.

Mr Jean-Paul Garnier, Design Director.

Mr Aimé Lacombe, Media Director.

3. The total cost of this campaign in Québec was \$223,953.

IMPORTANT REMARK: This campaign was in two stages and only the first one mentioned Old Orchard and Plattsburgh. Stage 1 began on April 25th and ended on May 30th. As for Stage 2, it began on May 31st and ended on June 23rd. Out of the amount of \$223,953 which was spent, \$140,344 were earmarked for Stage 1.

4. Only rumours were heard to the effect that some organizations in Maine were thinking of reciprocating by asking their fellow-citizens not to go to the Québec Winter Carnival. There is strong competition in the field of tour-

du tourisme et nous n'avons guère de contrôle sur les moyens utilisés par nos concurrents.

Question de M. Saindon:

Quel montant total le gouvernement du Canada a-t-il versé au gouvernement du Québec depuis l'implantation, en 1974, du programme d'aide financière permettant à certaines familles de bénéficier des services offerts dans les garderies?

Réponse de M. Parizeau:

La somme totale actuellement versée est de \$4,217,800.

Ce montant provient des estimations de dépenses soumises au gouvernement du Canada pour les années 1976/1977 et 1977/1978.

Quant aux années 1974/1975 et 1975/1976, la contribution définitive réclamée par le gouvernement du Québec est de \$2,007,005; ce montant n'a pas encore été payé.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Pagé:

1. Le gouvernement possède-t-il des statistiques sur le nombre de citoyens du Québec qui se sont rendus en Floride en 1975, 1976 et 1977?

2. Si oui, quel est le nombre pour chaque année?

3. Quelle a été, annuellement, pour l'ensemble des voyageurs:

- a) la durée moyenne du séjour;
- b) la somme d'argent moyenne dépensée aux États-Unis;
- c) la répartition des différents moyens de transport utilisés?

ism and we have very little control over means used by our competitors.

Question by Mr Saindon:

What has been the total amount paid to the Québec government by the government of Canada since the establishment, in 1974, of the financial assistance program allowing certain families to take advantage of facilities offered in day-care centres?

Answer by Mr Parizeau:

The total amount already paid is \$4,217,800.

This amount represents the estimates of expenditure submitted to the government of Canada for 1976/1977 and 1977/1978.

As for 1974/1975 and 1975/1976, the final contribution claimed by the government of Québec is \$2,007,005; this amount remains unpaid.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Pagé:

1. Has the government any statistics concerning the number of citizens from the province of Québec who went to Florida in 1975, 1976 and 1977?

2. If, so, how many travellers were there for each year?

3. For travellers as a whole, what was, for each year:

- (a) the average length of the stay;
- (b) the average amount of money spent in the United States;
- (c) the various means of transportation used?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Duhaime dépose ledit document.

(Document de la session n° 426.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Samson:

1. En vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur l'accès aux ressources forestières:

a) quels projets ont été retenus à ce jour pour l'année 1977 et, s'il y a lieu, pour les années subséquentes, pour chacune des régions du Québec;

b) quel est le coût estimé de chacun;

c) quelle est la durée prévue pour chaque projet;

d) quels sont, dans chaque cas:

i) le nombre d'employés requis;

ii) le salaire hebdomadaire moyen?

2. À quels exécutants, cas par cas:

a) des mandats ont-ils été confiés;

b) à quelles conditions;

c) suite à quelle procédure, incluant s'il y a lieu, le nom de tout soumissionnaire et le «montant» de chaque soumission, y compris les précisions utiles indiquant quels contrats ont été accordés aux différents soumissionnaires?

3. Quels contrôles incombent au ministère des Terres et Forêts quant à ces travaux?

4. Quels services et/ou personnes sont mandatés pour effectuer de tels contrôles et à qui doivent-ils faire rapport?

5. Quant aux projets modifiés, différés ou abandonnés, quels fonds, s'il y a lieu, sont ainsi impliqués et quel usage en a été fait ou doit-on en faire?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Duhaime tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 426.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Samson:

1. Under the Canada-Québec auxiliary agreement on access to forest resources:

(a) what projects were considered for 1977 and for the following years, if need be, in each region of the province of Québec;

(b) what is the estimated cost of each project;

(c) what is the estimated length of each project;

(d) what is, in each case:

(i) the required number of employees;

(ii) the average weekly salary?

2. In each case, to what contractors:

(a) were mandates given;

(b) under what terms;

(c) following what procedure, including, if necessary, the names of all the bidders and the "amount" of each bid, and stating useful details concerning the type of contracts awarded to the various bidders?

3. What supervision is the responsibility of the Department of Lands and Forests as regards these projects?

4. What services and/or persons are authorized to carry out inspections and to whom must they submit a report?

5. As for the projects which were changed, postponed or given up, what amounts of money were thus involved and for what purpose was this money used or will be used?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Bérubé dépose ledit document.
(*Document de la session n° 427.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Samson:

1. En vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur l'accès aux ressources forestières, quels projets ont été réalisés en 1976, dans chacune des régions du Québec?

2. Quels sont parmi ces projets, ceux qui ont été complétés en tout ou en partie, sous l'autorité du gouvernement actuel?

3. Dans chaque cas:

a) quel a été le coût des travaux exécutés;

b) quelle a été la durée de ceux-ci;

c) combien de travailleurs ont participé auxdits travaux;

d) quels ont été leurs gains hebdomadaires moyens?

4. À qui l'exécution des travaux concernés a-t-elle été confiée;

a) comment le choix des exécutants a-t-il été fait;

b) à quelles conditions;

c) dans chaque cas où il y a eu compétition, quels ont été les compétiteurs en cause, incluant s'il y a lieu, les soumissions faites par les différents soumissionnaires intéressés?

5. Dans le cadre des conditions d'exécution de ces travaux, quels contrôles incombaient au ministère des Terres et Forêts ou à ses représentants?

6. Quelles personnes ont été mises à contribution pour ce faire?

7. Quels étaient leurs supérieurs immédiats?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Bérubé tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 427.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Samson:

1. Under the Canada-Québec auxiliary agreement on access to forest resources, what projects were carried out in 1976 in each of the Québec regions?

2. Among these projects, which ones were completed wholly or partly under the present government?

3. In each case:

(a) what was the cost of the work carried out;

(b) how long did it last;

(c) how many workers took part in these projects?

(d) what were their average weekly earnings?

4. Who was entrusted with the carrying out of this work;

(a) how was the selection of contractors made;

(b) under what terms;

(c) in each case where there was competition, who were the competitors, including the tenders sent in by the various contractors concerned?

5. Under the conditions concerning the execution of the work, what supervision was under the responsibility of the Department of Lands and Forests or its representatives?

6. Who were the persons asked to do such supervision?

7. Who were their immediate superiors?

8. Quel est dans chaque cas, l'essentiel des constatations ainsi faites?

9. Est-ce que des projets prévus pour l'année 1976 ont été modifiés, différés ou abandonnés?

10. Dans l'affirmative:

- a) de quels projets s'agit-il;
- b) quels crédits ou quelles sommes ont ainsi été libérés;
- c) quel usage en a-t-on fait?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Bérubé dépose ledit document.
(*Document de la session n° 428.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Picotte:

1. Combien d'employés occasionnels (journaliers, gardiens de territoire, employés de bureau, soit à la roulotte ou au bureau principal, et travailleurs spécialisés détenteurs de cartes de compétence) le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il embauchés dans la Réserve Mastigouche, à Saint-Alexis-des-Monts, en:

- a) 1976;
- b) 1977?

2. Quels sont, pour chaque année:

- a) les noms, prénoms et adresses de ces personnes;
- b) la fonction occupée;
- c) la durée de l'engagement?

3. Quels sont les noms des personnes qui avaient été engagées en 1976 et qui ont manifesté le désir de travailler au même endroit en 1977, mais dont les services n'ont pas été retenus?

4. Quelles sont les raisons précises dans chaque cas?

8. What was, in each case, the substance of their findings?

9. Were any projects for 1976 changed, postponed or given up?

10. If so:

- (a) which ones;
- (b) what estimates or what amounts were thus released;
- (c) for what purpose was this money used?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Bérubé tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 428.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Picotte:

1. How many casual employees (labourers, area guards, office employees, either in trailers or at the head office, and specialized workers holding a qualification card) were hired by the Department of Tourism, Fish and Game in the Réserve Mastigouche, at Saint-Alexis-des-Monts:

- (a) in 1976;
- (b) in 1977?

2. Respecting each year:

- (a) what are the names, given names and addresses of such persons;
- (b) what positions did they hold;
- (c) what was the length of the engagement?

3. What are the names of the persons who were hired in 1976 and who expressed the wish to work at the same place in 1977, but whose services were not retained?

4. What are the exact reasons in each case?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Duhaime dépose ledit document.

(*Document de la session n° 429.*)

M. Dubois propose:

Que cette Assemblée est d'avis, en vue d'améliorer la situation de l'agriculture au Québec, que le gouvernement concentre immédiatement ses efforts sur une meilleure coordination de nos politiques agro-alimentaires afin d'assurer à nos agriculteurs une mise en marché plus rationnelle, une transformation plus énergique et une conservation plus moderne de leurs produits agricoles.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Chevette propose:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant dans la quatrième ligne les mots «concentre immédiatement» par le mot «poursuive» et en ajoutant après le mot «efforts» le mot «soutenus».

Après la présentation de l'amendement, le consentement unanime de l'Assemblée est accordé afin que le débat se déroule tant sur la motion principale que sur l'amendement; à la fin du débat, deux mises aux voix devront avoir lieu, soit une sur l'amendement et l'autre sur la motion principale.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevette.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Duhaime tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 429.*)

Mr Dubois moved:

That the Assembly is of opinion that in view of improving the situation of farming in the province of Québec, the government should immediately concentrate its efforts on a better coordination of our agro-food policies for the purpose of providing our farmers with a more rational marketing system, more efficient processing and more modern preserving techniques of their farm products.

And a debate arising on this motion.

Mr Chevette moved:

That the motion under debate be amended by replacing the words "immediately concentrate" in the fourth and fifth lines by the words "carry on" and by adding in the fifth line the word "constant" before the word "efforts".

After the amendment was proposed, the unanimous consent of the Assembly was granted so that the debate could take place on the main motion as well as on the amendment; at the end of the debate, two votes should be taken, namely, one on the amendment and the other on the main motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Chevette.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 3 novembre 1977

Quinze heures

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Guay propose que cette Assemblée adresse au Premier ministre du Québec, qui vient d'être décoré Grand Officier de la Légion d'honneur, ses meilleures félicitations à l'occasion de cet insigne honneur que lui confère la République française.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Déclaration ministérielle de M. Bédard, ministre de la Justice, relativement au mandat de la Commission Keable.

M. Tremblay dépose les documents suivants:

Rapport annuel de la Société du parc industriel du centre du Québec, pour l'année 1975/76.

(Document de la session n° 430.)

Thursday, 3 November 1977

Three o'clock P.M.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Guay moved that the Assembly do forward to the Prime Minister of Québec, who had just received the decoration of Grand Officier de la Légion d'honneur, its most sincere congratulations for the distinguished honour which was bestowed on him by the French Republic.

The motion was unanimously adopted.

Ministerial declaration by the Minister of Justice, Mr Bédard, concerning the mandate of the Keable inquiry.

Mr Tremblay tabled the following documents:

Annual report of the Central Québec Industrial Park Corporation, for 1975/76.

(Sessional Papers, No. 430.)

Rapport annuel de la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (SPICAM), pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 431.)

Avant l'appel des affaires du jour et conformément à l'article 78 du règlement, M. Ciaccia propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, soit les conflits de travail qui affectent trois quotidiens importants du Québec: *La Presse*, *Le Soleil* et *Montréal-Matin*.

Après avoir entendu les brèves explications du député de Mont-Royal, M. le Président déclare qu'il ne s'agit pas d'une crise soudaine, le conflit dure depuis déjà deux mois environ, que ce n'est pas un cas rarissime, des grèves comme celles-là, on en voit souvent dans l'entreprise privée, que des négociations sont en cours dans le cas d'au moins un de ces quotidiens, qu'il ne juge pas que la situation actuelle justifie la mise de côté des travaux réguliers de l'Assemblée et c'est pourquoi il ne reçoit pas cette motion.

M. Burns propose que la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège immédiatement au Salon Rouge, pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Annual report of the Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (SPICAM), for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 431.)

Before Business of the Day was called, and in accordance with Standing Order 78, Mr Ciaccia proposed that a debate be held immediately to discuss a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely the labour disputes involving three major Québec dailies: *La Presse*, *Le Soleil* and *Montréal-Matin*.

After having heard the brief explanations by the Member for Mount-Royal, Mr President declared that it was not a matter of a sudden crisis, the dispute had been lasting approximately two months, that it was not an extremely rare case, strikes similar to these often occurred in private enterprises, that negotiations were still under way, at least in the case of one of these daily papers, that he did not consider that the present situation justified the putting aside of the regular business of the Assembly and this is why he did not receive the motion.

Mr Burns moved that the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs do sit immediately in the Red Room, for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Burns, Charbonneau, Chevette, Ciaccia, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mackasey, Mailloux, Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Gallagher, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Parizeau, Payette, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Saindon, Shaw, St-Germain, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—77.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Shaw à la motion de Mme Payette proposant que le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile», soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit:

«Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans six mois».

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

Vingt heures quinze minutes

Et le débat continue.

L'amendement est alors rejeté, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Biron, Blank, Brochu, Cordeau, Dubois, Giasson, Goulet, Grenier, Lamontagne, Lavoie, Le Moignan, Mackasey, Mailloux, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Saindon, Shaw, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—23.

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr Shaw to the motion by Mrs Payette proposing that bill No. 67, "Automobile Insurance Act", be now read the second time, which amendment reads as follows:

"That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day six months".

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Eight-fifteen o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The amendment was then rejected on the following division:

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Bertrand, Bérubé, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Chevrette, de Bellefeuille, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Godin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Landry, Laplante, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Vaillancourt (Jonquière), Veaugeois.—40.

Et le débat continue sur la motion principale.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Vaillancourt (Orford).

À vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

And the debate continuing on the main motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Vaillancourt (Orford).

At eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le vendredi 4 novembre 1977

Dix heures

M. Burns dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé n° 259, «Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière».

(Document de la session n° 432.)

Sur la motion de M. Burns, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas du projet de loi n° 259.

Le projet de loi n° 66, «Loi concernant l'acquisition de certains immeubles par la Société d'habitation du Québec», est présenté par M. Burns, au nom de M. Tardif, lu la première fois après division des voix et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi privé n° 259, «Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-

Friday, 4 November 1977

Ten o'clock A.M.

Mr Burns tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on private bill No. 259, "An Act respecting the parish municipality of Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière".

(Sessional Papers, No. 432.)

On motion of Mr Burns, the Rules of Procedure concerning private bills were suspended respecting bill No. 259.

Bill No. 66, "An Act respecting the acquisition of certain immovables by the Société d'habitation du Québec", was introduced by Mr Burns, on behalf of Mr Tardif, read the first time on division and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, private bill No. 259, "An Act respecting the parish municipality of Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Ri-

la-Petite-Rivière», est présenté par M. Bertrand et lu la première fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 259 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement.

M. Burns donne l'avis suivant:

Mardi prochain, le 8 novembre 1977, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures trente minutes jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siégera pour étudier, article par article, le projet de loi privé n° 200, «Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal».

À la Salle 81 «A»:

La Commission du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'œuvre».

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

M. Burns propose que la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège immédiatement au Salon Rouge, pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

vière», was introduced by Mr Bertrand and read the first time.

On motion of Mr Burns, bill No. 259 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment for section by section examination.

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit next Tuesday, 8 November 1977, from ten-thirty o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit for the section by section examination of private bill No. 200, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal".

In Room 81 "A":

The Committee on Labour, Manpower and Immigration will sit for the section by section examination of bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act".

In Room 91 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

Mr Burns moved that the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs do sit immediately in the Red Room, for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brochu, Burns, Charbonneau, Chevrette, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Dussault, Fallu, Gagnon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Joron, Laberge, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavoie, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamou-raska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Payette, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Saindon, Shaw, St-Germain, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Vaugois, Verreault.—67.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Payette proposant que le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Le Moignan.

À treize heures, l'Assemblée s'ajour-ne à mardi prochain quinze heures.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mrs Payette proposing that bill No. 67, "Automobile Insurance Act", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Le Moignan.

At one o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday; at three o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 8 novembre 1977

Quinze heures

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose que des félicitations soient adressées à tous les maires et échevins élus le 6 novembre dernier dans les municipalités du Québec et, en particulier, au nouveau maire de Verdun, M. Lucien Caron, membre de cette Assemblée.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Le projet de loi n° 75, «Loi modifiant le Code de la route», est présenté par M. Lessard, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Morin (Louis-Hébert) dépose le document suivant:

Rapport annuel du ministère des Affaires intergouvernementales du Québec, pour l'année 1975/76.

(Document de la session n° 433.)

Tuesday, 8 November 1977

Three o'clock P.M.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved that congratulations be forwarded to all the mayors and aldermen elected on November 6th, in the municipalities of Québec and, in particular, to the new Mayor of Verdun, Mr Lucien Caron, Member of this Assembly.

The motion was unanimously adopted.

Bill No. 75, "An Act to amend the Highway Code", was introduced by Mr Lessard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Morin (Louis-Hébert) tabled the following document:

Annual report of the Department of Intergovernmental Affairs of Québec, for 1975/76.

(Sessional Papers, No. 433.)

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siégera à compter de dix heures jusqu'à douze heures pour étudier, article par article, le projet de loi privé n° 200, «Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la justice siégera à compter de dix heures jusqu'à douze heures pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 32.—Loi modifiant le Code de procédure civile;

Projet de loi n° 64.—Loi concernant la poursuite d'infractions par le procureur général et l'application de règlements relatifs au stationnement et à la circulation et modifiant la Loi du ministère de la justice;

Projet de loi n° 65.—Loi modifiant le Code civil et concernant certains recours en matière de responsabilité médicale.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de l'Assemblée nationale siégera à compter de dix heures trente minutes jusqu'à douze heures pour l'étude de certains amendements au règlement.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement:

Mr Burns gave the following notice:
The following Standing Committees will sit tomorrow:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon, for the section by section examination of private bill No. 200, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal".

In Room 81 "A":

The Committee on Justice will sit from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon, for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 32.—An Act to amend the Code of Civil Procedure;

Bill No. 64.—An Act to make provisions respecting the prosecution of offences by the Attorney-General and the enforcement of parking and traffic by-laws, and to amend the Justice Department Act;

Bill No. 65.—An Act to amend the Civil Code, and to make provisions respecting certain recourses in the matter of medical liability.

In Room 91 "A":

The Committee on the National Assembly will sit from ten-thirty o'clock A.M. until twelve o'clock noon, for the purpose of examining certain amendments to the Standing Orders.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement pour étudier, article par article, le projet de loi privé n° 200, «Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal».

À la Salle 81 «A»:

La Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration pour étudier, article par article, le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs and the Environment for the section by section examination of private bill No. 200, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal".

In Room 81 "A":

The Committee on Labour, Manpower and Immigration for the section by section examination of bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bisailon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugois, Verreault.—91.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTION:—M./Mr Bellemare.—1.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Payette proposant que le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile», soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mrs Payette proposing that bill No. 67, "Automobile Insurance Act", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Vingt heures

Eight o'clock P.M.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton.

The debate was adjourned on motion of Mr Gratton.

À vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

At eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 9 novembre 1977

Quinze heures

M. Tardif dépose le document suivant:

Copies des ententes signées entre la Société d'habitation du Québec, d'une part, et la Société centrale d'hypothèques et de logement, d'autre part, le 12 septembre 1974 et le 12 août 1976, ainsi que la liste des montants disponibles découlant de ces ententes.

(Document de la session n° 434.)

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siégera pour étudier, article par article, le projet de loi privé n° 200, «Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal».

Wednesday, 9 November 1977

Three o'clock P.M.

Mr Tardif tabled the following document:

Copies of the agreements between the Québec Housing Corporation, on the one hand, and the Central Mortgage and Housing Corporation, on the other hand, signed on 12 September 1974 and 12 August 1976, together with a list of the amounts available resulting from these agreements.

(Sessional Papers, No. 434.)

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit for the section by section examination of private bill No. 200, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal".

À la Salle 81 «A»:

La Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre».

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement pour étudier, article par article, le projet de loi privé n° 200, «Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 19.—Loi sur les parcs;

Projet de loi n° 21.—Loi modifiant la Loi des agents de voyage.

À la Salle 91 «A»:

Le comité directeur formé ce matin par la Commission de l'Assemblée nationale pour continuer les travaux relativement à certains amendements au règlement.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

In Room 81 «A»:

The Committee on Labour, Manpower and Immigration will sit for the section by section examination of bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act".

In Room 91 «A»:

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs and the Environment for the section by section examination of private bill No. 200, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal".

In Room 81 «A»:

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 19.—Parks Act;

Bill No. 21.—An Act to amend the Travel Agents Act.

In Room 91 «A»:

The steering committee which was appointed this morning by the Committee on the National Assembly to carry on its work respecting certain amendments to the Standing Orders.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Larivière, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mackasey, Mailloux, Marchand, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—98.

CONTRE—NAYS:—0.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Biron:

1. Quelles sont les mesures prises par le gouvernement en vue de sauvegarder les emplois de l'usine Val-Bar de Saint-Louis-de-Blandford?

2. Le gouvernement a-t-il fait parvenir des recommandations au propriétaire de l'usine et au syndicat de ces employés?

Réponse de M. Johnson:

Il s'agit d'un cas où les actifs de la compagnie ont été saisis par la Banque Canadienne Nationale et par Roynat. Un comité s'occupe, jusqu'au 12 octobre 1978, du reclassement des cent quatre (104) salariés affectés et le ministère est appelé à lui verser une somme de \$1,750 pour ce faire.

Question de M. Le Moignan:

1. Le gouvernement continue-t-il toujours ses négociations avec des organisations maritimes de l'étranger dans le but de les associer avec des pêcheurs du Québec, en vue de l'exploitation des ressources de pêche dans la zone de 200 milles qui borde les côtes du Canada?

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Biron:

1. What are the measures taken by the government to protect jobs at the Val-Bar plant, at Saint-Louis-de-Blandford?

2. Did the government make any recommendations to the owner of the plant and to the union of these employees?

Answer by Mr Johnson:

In this case, the company's assets were seized by the Banque Canadienne Nationale and by Roynat. Until 12 October 1978, a committee will see to the reclassification of the one hundred and four (104) workers involved and the Department is expected to pay an amount of \$1,750 for this purpose.

Question by Mr Le Moignan:

1. Is the government still carrying on negotiations with foreign maritime organizations for the purpose of associating them to Québec fishermen in view of developing fish resources within the 200 mile zone, off the Canadian coast?

2. Dans l'affirmative, quels sont les fonctionnaires chargés de ces négociations?

3. Quelle est la liste des organisations avec qui le gouvernement a entrepris des négociations?

Réponse de M. Tremblay:

Pour répondre à la question du député de Gaspé, M. Le Moignan, je le renvoie à une réponse que j'ai déjà fournie à cette Assemblée à la suite d'une question qui m'avait été posée par le député de Verdun, M. Caron. La réponse faite à M. Caron le 26 octobre 1977 (*Document de la session n° 413.*) contient les informations les plus à jour demandées par le député de Gaspé.

Question de M. Russell:

1. Du 1^{er} juin au 1^{er} octobre 1977, le gouvernement a-t-il acheté des parapluies?

2. Dans l'affirmative:

a) quel est le nom du vendeur;

b) quelle est son adresse;

c) quel est le nombre de parapluies;

d) quel est le prix total de l'achat?

3. Quels sont les noms des soumissionnaires et le prix de chaque soumission?

4. Quels sont les critères de distribution de ces parapluies?

5. Quel est le nom du service chargé de la garde et de la distribution de ces parapluies?

Réponse de Mme Ouellette:

À la demande du ministère des Affaires intergouvernementales, le Service général des achats a acheté d'urgence le 15 septembre 1977 de la maison Telesco Brophey Ltd., 5625 est, boulevard Métropolitain, Montréal, cinquante (50) parapluies pour hommes, en tissu 100%

2. If so, who are the government employees in charge of these negotiations?

3. What is the list of the organizations with which the government has begun negotiations?

Answer by Mr Tremblay:

To answer his question, I would like to refer the Member for Gaspé, Mr Le Moignan, to an answer already given in the Assembly following a question by the Member for Verdun, Mr Caron. The answer given to Mr Caron on 26 October 1977 (*Sessional Papers, No. 413.*) the most up-to-date information requested by the Member for Gaspé.

Question by Mr Russell:

1. Did the government purchase umbrellas from 1 June to 1 October 1977?

2. If so:

(a) what is the name of the vendor;

(b) what is his address;

(c) how many umbrellas were purchased;

(d) what was the total amount of the purchase?

3. What are the names of the bidders and the amount of each bid?

4. What criteria are used to distribute these umbrellas?

5. What is the name of the service in charge of keeping and distributing these umbrellas?

Answer by Mrs Ouellette:

On 15 September 1977, following an urgent request from the Department of Intergovernmental Affairs, the General Purchasing Service bought from the firm of Telesco Brophey Ltd., 5625 East, Metropolitan Boulevard, Montreal, fifty (50) standard men's umbrel-

nylon noir, modèle régulier, au prix de \$5.50 l'unité, moins la taxe fédérale de vente, pour un montant total net de \$245.52.

Un seul soumissionnaire a été sollicité, en l'occurrence la maison Telesco Brophey Ltd. qui est le seul manufacturier québécois connu.

Vu que les dépenses annuelles dans ce domaine sont très négligeables considérant le budget total de la province et que mon ministère n'a pas de problème spécifique en matière d'approvisionnement de parapluies, nous n'avons pas jugé nécessaire d'émettre des directives de distribution.

Dans le présent cas, les parapluies ont été livrés au Service de l'approvisionnement du ministère demandeur.

Question de M. Ciaccia:

1. Le groupe de travail mis sur pied en mars 1977 pour enquêter sur les structures, l'organisation et le rôle des corps policiers au Québec a-t-il maintenant remis son rapport au Ministre de la Justice?

2. Dans l'affirmative, quand entend-il le rendre public?

3. Si l'enquête n'est pas terminée, est-il possible de prévoir à quelle date elle le sera?

Réponse de M. Bédard:

1. Non.

2. Néant.

3. Le mandat du groupe se termine le 15 novembre 1977.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Caron:

1. Combien y a-t-il de comités ministériels qui étudient actuellement les implications des aménagements de l'île Sainte-Thérèse proposés par les protecteurs de l'environnement?

las, 100% black nylon, at \$5.50 each, less federal sales tax, for a net total amount of \$242.52.

There was only one bidder, namely the firm of Telesco Brophey Ltd. which is the only known manufacturer in the province of Québec.

As the annual expenses in this sector are negligible considering the total budget of the province, and in view of the fact that my department has no specific problems as regards the supplying of umbrellas, it was not deemed necessary to issue directives as to their distribution.

In the present case, the umbrellas were delivered to the supply service of the Department which had placed the order.

Question by Mr Ciaccia:

1. Has the task force, established in March 1977 to inquire into the structures, organization and rôle of the Québec police forces, now submitted its report to the Minister of Justice?

2. If so, when will it be made public?

3. If the inquiry is still being held, is it possible to know on what date it will be concluded?

Answer by Mr Bédard:

1. No.

2. Nil.

3. The mandate of the task force ends on 15 November 1977.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Caron:

1. How many ministerial committees are examining, at the present time, the implications of the development of Sainte-Thérèse island as proposed by the protectors of the environment?

2. Quels sont ces comités ainsi que les noms et fonctions des personnes qui en font partie?

3. Les études faites jusqu'à présent permettent-elles de savoir si l'île Sainte-Thérèse pourra intégrer, dans les aménagements prévus pour l'agrément et le repos des citoyens, un port pour navires porte-containers?

4. Qui, en définitive, a la responsabilité de définir les objectifs et la stratégie de l'aménagement du bassin fluvial?

5. Quel est le nombre d'îles dans le fleuve Saint-Laurent (partie est de Montréal) qui appartiennent encore à des particuliers?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Léonard dépose ledit document.

(Document de la session n° 435.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Le Moignan:

1. Quelle est la somme totale des emprunts sur obligations de chaque commission scolaire au Québec, au 1^{er} juillet 1977?

2. Quelle est la proportion de ces emprunts sur obligations qui sont garantis par le gouvernement?

3. Pour chaque commission scolaire, quelle est la proportion de ces emprunts qui sont garantis par le gouvernement?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Morin (Sauvé) dépose ledit document.

(Document de la session n° 436.)

2. What are these committees and what are the names and positions of the persons who form part thereof?

3. Have the surveys carried out so far made it possible to determine if Sainte-Thérèse island can integrate, in the development provided for the enjoyment and leisure of its citizens, a port for container-ships?

4. Who exactly has the responsibility of outlining the objectives and the strategy in the development of the river basin?

5. How many islands in the St. Lawrence river (eastern part of Montreal) are still owned by private individuals?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Léonard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 435.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Le Moignan:

1. What is the total sum of borrowings against bonds for each Québec school board as at 1 July 1977?

2. In what proportion are these borrowings against bonds guaranteed by the government?

3. For each school board, in what proportion are these borrowings guaranteed by the government?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Morin (Sauvé) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 436.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Caron:

1. Quelle somme totale le gouvernement et/ou ses organismes ont-ils dépensée pour la tenue de la conférence sur le sommet économique, au mois de mai 1977?

2. Quels sont, pour chaque déboursé:

a) les noms des bénéficiaires;

b) le montant;

c) la nature des services?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Landry dépose ledit document.

(*Document de la session n° 437.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Caron:

1. Quels moyens le gouvernement possède-t-il pour contrôler la solvabilité et la rentabilité des nouvelles entreprises?

2. Chaque nouvel entrepreneur, dans quelque branche que ce soit, est-il obligé d'établir en tout temps sa solvabilité et de détenir une licence pour exploiter une entreprise?

3. Quelle planification économique et sociale le gouvernement a-t-il élaborée, depuis le 26 novembre 1976, en vue d'assurer un développement économique régional?

4. Cette planification vise-t-elle à:

a) décentraliser la production hors des grands centres urbains;

b) reconnaître la viabilité de la petite et moyenne entreprise;

c) donner aux régions une orientation économique basée sur leurs avantages propres;

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Caron:

1. What was the total amount spent by the government and/or any of its bodies to hold the economic summit conference in May 1977?

2. Respecting each disbursement:

(a) what are the names of the recipients;

(b) what was the amount;

(c) what was the nature of the services rendered?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Landry tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 437.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Caron:

1. What means does the government have at its disposal to control the solvency and profitability of new business firms?

2. Is each new business operator required to prove his solvency at all times and to hold a licence to operate, regardless of what type of business he is in?

3. What economic and social planning has the government carried out since 26 November 1976 for the purpose of ensuring regional economic development?

4. Is such planning designed:

(a) to decentralize production outside the big urban centres;

(b) to recognize the viability of small and medium-sized business firms;

(c) to give the regions an economic orientation based on their own particular advantages;

d) appliquer régionalement la politique d'achat gouvernementale?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(*Document de la session n° 438.*)

Sur la motion de M. Verreault, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

1. Un tableau indiquant les noms et adresses des étudiants du district électoral de Shefford qui ont obtenu des emplois, à l'été 1977, grâce au Service de placement étudiant, ce tableau devant indiquer dans chaque cas:

a) le ministère, l'organisme gouvernemental, paragouvernemental ou l'employeur privé;

b) la période d'engagement;

c) l'échelle de traitement.

2. Les noms et adresses des autres étudiants de ce district électoral qui se sont inscrits au Service de placement étudiant en 1977 mais qui n'ont pas été sélectionnés.

M. Johnson dépose ledit document.
(*Document de la session n° 439.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné que la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement soit autorisée à siéger ce soir à compter de vingt heures jusqu'à vingt-trois heures.

L'ordre du jour appelle la reprise du débat sur la motion de M. Dubois proposant:

(d) to apply the government's purchasing policy regionally?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 438.*)

On motion of Mr Verreault,—
Ordered, that there be tabled:

1. A list showing the names and addresses of the students from the electoral district of Shefford who were employed during the summer of 1977 owing to the Student Employment Service, this list indicating in each case:

(a) the department, the government or paragovernmental body or the private employer;

(b) the period of employment;

(c) the salary scale.

2. The names and addresses of other students from this electoral district who applied for a job at the Student Employment Service, in 1977, but who were not chosen.

Mr Johnson tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 439.*)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns,—

Ordered, that the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment be authorized to sit this evening from eight o'clock until eleven o'clock.

The Order of the Day being read for the resuming of the debate on the motion by Mr Dubois proposing:

«*Que cette Assemblée est d'avis, en vue d'améliorer la situation de l'agriculture au Québec, que le gouvernement concentre immédiatement ses efforts sur une meilleure coordination de nos politiques agro-alimentaires afin d'assurer à nos agriculteurs une mise en marché plus rationnelle, une transformation plus énergique et une conservation plus moderne de leurs produits agricoles.*»,

et sur l'amendement de M. Chevette proposant:

«*Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant dans la quatrième ligne les mots «concentre immédiatement» par le mot «poursuive» et en ajoutant après le mot «efforts» le mot «soutenus».*».

M. Bellemare soulève un point de règlement et allègue que l'amendement proposé est irrecevable, parce qu'en changeant les mots «concentre immédiatement» par le mot «poursuive» et en ajoutant après le mot «efforts» le mot «soutenus», on écarte la question principale sur laquelle il a été proposé. L'amendement tel que proposé implique une action politique que ne contient pas la motion principale, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 70 du règlement.

Madame le Président, après avoir entendu l'argumentation du député de Johnson, déclare que l'amendement ne change pas la nature et n'écarte pas la question principale sur laquelle il a été proposé. Il n'est qu'une autre façon de qualifier les efforts que le gouvernement doit faire pour une meilleure coordination de nos politiques agro-alimentaires. C'est pourquoi il est recevable.

Cette décision rendue, il n'y a pas reprise du débat et à seize heures cin-

«*That the Assembly is of opinion that in view of improving the situation of farming in the province of Québec, the government should immediately concentrate its efforts on a better co-ordination of our agro-food policies for the purpose of providing our farmers with a more rational marketing system, more efficient processing and more modern preserving techniques of their farm products.*»,

and on the amendment by Mr Chevette proposing:

«*That the motion under debate be amended by replacing the words "immediately concentrate" in the fourth and fifth lines by the words "carry on" and by adding in the fifth line the word "constant" before the word "efforts".*».

Mr Bellemare raised a point of Order and alleged that the proposed amendment was inadmissible because by changing the words "immediately concentrate" by the words "carry on" and by adding the word "constant" before the word "efforts", the main question to which it was proposed was set aside. The amendment as proposed implied a political action which the main motion did not contain, and this was contrary to the provisions of Standing Order 70.

After having heard the argumentation by the Member for Johnson, Madam President declared that the amendment did not change the nature of the main motion to which it was proposed. It was merely another way of qualifying the efforts that must be made by the government to achieve a better co-ordination of our agro-food policies. This is why it was admissible.

This decision rendered, the debate was not resumed and at fifty-five mi-

quante-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain, quinze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

notes past four o'clock P.M., on motion of Mr. Charron, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 10 novembre 1977

Quinze heures

Thursday, 10 November 1977

Three o'clock P.M.

Le projet de loi n° 74, «Loi modifiant la Loi de la division territoriale», est présenté par M. Burns, au nom de M. Bédard.

M. Burns, au nom de M. Bédard, propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Bill No. 74, "An Act to amend the Territorial Division Act", was introduced by Mr Burns, on behalf of Mr Bédard.

Mr Burns, on behalf of Mr Bédard, moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Larivière, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mackasey, Mailloux, Marchand, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Russell, Shaw, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—0.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 74 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 74 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Morin (Sauvé):

By Mr Morin (Sauvé):

Rapport annuel de l'Ordre des notaires du Québec, pour l'année 1976/77.
(Document de la session n° 440.)

Annual report of the Order of Notaries of Québec, for 1976/77.
(Sessional Papers, No. 440.)

Rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs du Québec, pour l'année 1976/77.
(Document de la session n° 441.)

Annual report of the Order of Engineers of Québec, for 1976/77.
(Sessional Papers, No. 441.)

Rapport annuel de l'Ordre des dentistes du Québec, pour l'année 1976/77.
(Document de la session n° 442.)

Annual report of the Order of Dentists of Québec, for 1976/77.
(Sessional Papers, No. 442.)

Rapport annuel de l'Ordre des audioprothésistes du Québec, pour l'année 1976/77.
(Document de la session n° 443.)

Annual report of the Order of Hearing-aid Acousticians of Québec, for 1976/77.
(Sessional Papers, No. 443.)

Par M. Burns, au nom de M. Léonard:
Rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'année 1975/76.
(Document de la session n° 444.)

By Mr Burns, on behalf of Mr Léonard:
Annual report of the Québec Planning and Development Bureau, for 1975/76.
(Sessional Papers, No. 444.)

Par M. Lazure:

By Mr Lazure:

Rapport annuel du Conseil de la recherche en santé du Québec, pour l'année 1975/76.
(Document de la session n° 445.)

Annual report of the Conseil de la recherche en santé du Québec, for 1975/76.
(Sessional Papers, No. 445.)

Rapport annuel du Conseil de la recherche en santé du Québec, pour l'année 1976/77.
(Document de la session n° 446.)

Annual report of the Conseil de la recherche en santé du Québec, for 1976/77.
(Sessional Papers, No. 446.)

Par M. Tardif:

Mémoire d'entente intervenue entre la Société d'habitation du Québec, d'une part, et La Compagnie Nationale d'Immeubles et de Placements Netherwood Ltée et Les Immeubles Val-Martin Ltée, d'autre part.

(Document de la session n° 447.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement pour étudier, article par article, le projet de loi privé n° 200, «Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal».

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Payette proposant que le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile», soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

Vingt heures quinze minutes

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

By Mr Tardif:

Memorandum of agreement made between the Québec Housing Corporation, on the one hand, and La Compagnie Nationale d'Immeubles et de Placements Netherwood Ltée and Les Immeubles Val-Martin Ltée, on the other hand.

(Sessional Papers, No. 447.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, the following Standing Committees will sit immediately:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs and the Environment for the section by section examination of private bill No. 200, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal".

In Room 91 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mrs Payette proposing that bill No. 67, "Automobile Insurance Act", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Eight-fifteen o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Cuerrier, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Landry, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—51.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciacchia, Cordeau, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Mailloux, Marchand, Picotte, Roy, Russell, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—26.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Burns, le projet de loi n° 67 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Burns, bill No. 67 was referred to the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for section by section examination.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Parizeau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (n° 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Parizeau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1) for the fiscal year ending March 31st 1978.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

À vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le vendredi 11 novembre 1977

Dix heures

Friday, 11 November 1977

Ten o'clock A.M.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lavoie propose que soit rappelé le souvenir des cent mille Canadiens morts pour la patrie et la sauvegarde de la liberté des peuples au cours des différentes guerres que nous avons connues au XX^e siècle.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lavoie moved that the Assembly do commemorate the death of the one hundred thousand Canadians who lost their lives for their country and for the safekeeping of the freedom of nations during the various wars of the 20th century.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciacchia, Cordeau, Cuerrier, de Bellefeuille, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Gendron, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Landry, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Léger, Le Moignan, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mackasey, Marchand, Marquis, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Roy, Shaw, Springate, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford).—69.

CONTRE—NAYS:—0.

Le projet de loi n° 77, «Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et la Loi sur les jurés», est présenté par M. Burns, au nom de M. Bédard, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Charron dépose le document suivant:

Livre vert sur le loisir au Québec, en date d'octobre 1977, intitulé: *Prendre notre temps*.

(Document de la session n° 448.)

M. Burns donne l'avis suivant:

Mardi prochain, le 15 novembre 1977, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures trente minutes jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la justice siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 32, «Loi modifiant le Code de procédure civile».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 22, «Loi modifiant la Loi des travaux publics».

Aujourd'hui, dès l'ajournement de l'Assemblée, les commissions permanentes suivantes siégeront jusqu'à treize heures:

Bill No. 77, "An Act to amend the Courts of Justice Act and the Jurors Act", was introduced by Mr Burns, on behalf of Mr Bédard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Charron tabled the following document:

A green paper on leisure in the province of Québec, dated October 1977, entitled: *Prendre notre temps*.

(Sessional Papers, No. 448.)

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit next Tuesday, 15 November 1977, from ten-thirty o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Justice will sit for the section by section examination of bill No. 32, "An Act to amend the Code of Civil Procedure".

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

In Room 91 "A":

The Committee on Transport, Public Works and Supply will sit for the section by section examination of bill No. 22, "An Act to amend the Public Works Act".

As soon as the Assembly adjourns today, the following Standing Committees will sit until one o'clock P.M.:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siégera pour étudier, article par article, le projet de loi privé n° 200, «Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des affaires sociales siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 10, «Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux».

À onze heures trente minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit for the section by section examination of private bill No. 200, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal".

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

In Room 91 "A":

The Committee on Social Affairs will sit for the section by section examination of bill No. 10, "An Act to amend the Act respecting health services and social services".

At eleven-thirty o'clock A.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 15 novembre 1977

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Burns, au nom de M. Bérubé:
Rapport final du Comité d'étude sur
la salubrité dans l'industrie de l'amian-
te, en date d'octobre 1976.

(Document de la session n° 449.)

Par M. de Belleval:

Rapport annuel de la Commission
administrative du régime de retraite,
pour l'année 1976.

(Document de la session n° 450.)

M. Burns propose que la Commission
permanente de la présidence du conseil,
de la constitution et des affaires inter-
gouvernementales siège immédiate-
ment à la Salle 81 «A», pour étudier le
livre blanc intitulé: *La consultation
populaire au Québec.*

La motion est adoptée, les voix don-
nées étant enregistrées comme suit:

Tuesday, 15 November 1977

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Burns, on behalf of Mr Bérubé:
Final report by the Study Committee
on health in the asbestos industry,
dated October 1976.

(Sessional Papers, No. 449.)

By Mr de Belleval:

Annual report of the Pension Com-
mission, for 1976.

(Sessional Papers, No. 450.)

Mr Burns moved that the Standing
Committee on the Presidency of the
Council, the Constitution and Inter-
governmental Affairs do sit immediate-
ly in Room 81 "A", for the purpose of
examining the white paper entitled:
La consultation populaire au Québec.

The motion was adopted on the fol-
lowing vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Caron, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Tailleur), Mackasey, Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Saindon, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Verreault.—90.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 21, «Loi modifiant la Loi des agents de voyage».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

Ce soir, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de vingt heures jusqu'à vingt-trois heures:

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit for the section by section examination of bill No. 21, "An Act to amend the Travel Agents Act".

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

The following Standing Committees will sit this evening from eight o'clock until eleven o'clock:

Au Salon Rouge:

La Commission de la fonction publique siégera pour étudier le projet de loi n° 53, «Loi sur la fonction publique».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 22, «Loi modifiant la Loi des travaux publics».

M. Johnson propose que le projet de loi n° 69, «Loi modifiant la Loi sur la mise en tutelle de «International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101» et la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Burns, le projet de loi n° 69 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration.

M. Tardif propose que le projet de loi n° 66, «Loi concernant l'acquisition de certains immeubles par la Société d'habitation du Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

In the Red Room:

The Committee on the Civil Service will sit for the purpose of examining bill No. 53, "Civil Service Act".

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

In Room 91 "A":

The Committee on Transport, Public Works and Supply will sit for the section by section examination of bill No. 22, "An Act to amend the Public Works Act".

Mr Johnson moved that bill No. 69, "An Act to amend the Act respecting the placing of the "International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101" under trusteeship and the Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Burns, bill No. 69 was referred to the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration for section by section examination.

Mr Tardif moved that bill No. 66, "An Act respecting the acquisition of certain immoveables by the Société d'habitation du Québec", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Le débat est ajourné sur la motion de
M. Goldbloom.

À dix-huit heures, sur la motion de
M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à
demain quinze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The debate was adjourned on motion
of Mr Goldbloom.

At six o'clock P.M., on motion of Mr
Charron, the Assembly adjourned until
tomorrow, at three o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 16 novembre 1977

Quinze heures

Wednesday, 16 November 1977

Three o'clock P.M.

M. Alfred, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 32.—Loi modifiant le Code de procédure civile;

Projet de loi n° 64.—Loi concernant la poursuite d'infractions par le procureur général et l'application de règlements relatifs au stationnement et à la circulation et modifiant la Loi du ministère de la justice;

Projet de loi n° 65.—Loi modifiant le Code civil et concernant certains recours en matière de responsabilité médicale.

Les projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session n° 451.)

Mr Alfred, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 32.—An Act to amend the Code of Civil Procedure;

Bill No. 64.—An Act to make provisions respecting the prosecution of offences by the Attorney-General and the enforcement of parking and traffic by-laws, and to amend the Justice Department Act;

Bill No. 65.—An Act to amend the Civil Code, and to make provisions respecting certain recourses in the matter of medical liability.

The bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 451.)

M. Gravel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 10, «Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 452.)

Le projet de loi n° 76, «Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement», est présenté par M. Burns, au nom de M. Léger.

M. Burns, au nom de M. Léger, propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Gravel, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Social Affairs which examined bill No. 10, "An Act to amend the Act respecting health services and social services", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 452.)

Bill No. 76, "An Act to amend the Environment Quality Act", was introduced by Mr Burns, on behalf of Mr Léger.

Mr Burns moved, on behalf of Mr Léger, that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Larivière, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Parizeau, Picotte, Proulx, Russell, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugois, Verreault.—89.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 76 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Bédard dépose le document suivant:

Rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 453.)

Bill No. 76 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Bédard tabled the following document:

Annual report of the Société québécoise d'information juridique, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 453.)

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la fonction publique siégera pour étudier le projet de loi n° 53, «Loi sur la fonction publique».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

Sur la motion de M. Burns, la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières siège immédiatement à la Salle 81 «A» pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

QUESTIONS ET RÉPONSES

Correction à la réponse de M. Bédard à la question de M. Ciaccia apparaissant à la page 721 du procès-verbal n° 115: remplacer à l'article 3 le chiffre «15» par le chiffre «30».

Question de M. O'Gallagher:

1. Le gouvernement ou ses offices, régies, commissions et sociétés ont-ils accordé des contrats à la société Photo-Air Laurentides Inc., 1650 rue Louis Jetté, Québec, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 15 juin 1977?

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on the Civil Service will sit for the purpose of examining bill No. 53, "Civil Service Act".

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

On motion of Mr Burns, the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit immediately in Room 81 "A", for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

QUESTIONS AND ANSWERS

A correction to the answer by Mr Bédard to the question by Mr Ciaccia appearing on page 721 of Votes and Proceedings No. 115: replace at Item 3 the figure "15" by the figure "30".

Question by Mr O'Gallagher:

1. Did the government or any of its bureaux, boards, commissions or corporations grant contracts to the firm Photo-Air Laurentides Inc., 1650 Louis Jetté Street, Québec, from 26 November 1976 to 15 June 1977?

2. Si oui, quel est le montant total de ces contrats?

3. Quels sont:

a) les contrats qui ont été accordés à la suite d'appels d'offres;

b) la nature du travail;

c) les noms et adresses des soumissionnaires;

d) le montant de chaque soumission;

e) le montant du contrat?

4. Quels sont:

a) les contrats qui ont été accordés sans appel d'offres;

b) la nature et l'endroit du travail;

c) le montant du contrat?

5. Quel a été le montant total versé à cette société depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 15 juin 1977, tant par le gouvernement que par ses offices, régies, commissions et sociétés?

6. Quels sont les noms, prénoms et adresses des administrateurs de ladite société?

7. Cette société a-t-elle produit, en 1976, le rapport requis en vertu de la Loi des renseignements sur les compagnies (S.R.Q., 1964, c. 273, a. 4 et amendements)?

8. S'il y a eu omission, les pénalités prévues dans la loi ont-elles été appliquées?

9. Si non, pourquoi?

Réponse de M. O'Neill:

1. Néant.

2. Néant.

3. a) néant;

b) néant;

c) néant;

d) néant;

e) néant.

4. a) néant;

b) néant;

c) néant.

5. Néant.

2. If so, what is the total amount of such contracts?

3. What are:

(a) the contracts awarded following calls for tenders;

(b) the nature of the work to be carried out;

(c) the names and addresses of the bidders;

(d) the amount of each bid;

(e) the amount of the contract?

4. What are:

(a) the contracts awarded without calls for tenders;

(b) the nature and the location of the work to be carried out;

(c) the amount of the contract?

5. What was the total amount paid to this firm from 26 November 1976 to 15 June 1977 by the government as well as any of its bureaux, boards, commissions or corporations?

6. What are the names, given names and addresses of the directors of this firm?

7. Did this firm produce a report in 1976 in accordance with the Companies Information Act (R.S.Q., 1964, c. 273, s. 4 and amendments)?

8. If not, were the penalties provided in this act applied?

9. If not, why?

Answer by Mr O'Neill:

1. Nil

2. Nil.

3. (a) nil;

(b) nil;

(c) nil;

(d) nil;

(e) nil.

4. (a) nil;

(b) nil;

(c) nil.

5. Nil.

6. Néant.
7. Néant.
8. Néant.
9. Néant.

6. Nil.
7. Nil.
8. Nil.
9. Nil.

Question de M. Lavoie:

1. À combien d'expositions tenues à l'étranger, le gouvernement du Québec a-t-il participé, depuis le 1^{er} décembre 1976 jusqu'au 27 juin 1977?

2. Dans quels pays et en quelles villes?

3. Quels thèmes particuliers ont été développés?

4. Quels ont été les coûts de conception, de réalisation et de location de superficie?

5. Combien de fonctionnaires du Québec les ont suivies?

6. Quelles ont été les dépenses encourues pour frais de transport, frais de séjour, dépenses de voyage, frais de représentation et autres?

Question by Mr Lavoie:

1. In how many exhibitions held abroad did the government of Québec take part from 1 December 1976 to 27 June 1977?

2. In what countries and in what cities?

3. What particular themes were developed?

4. What were the costs of the planning, installation and leasing of space?

5. How many Québec government employees attended such exhibitions?

6. What were the expenses incurred for transportation, living, travelling, entertainment and other expenses?

Réponse de M. Morin (Louis-Hébert):

1. Une, sous la coordination du ministère des Affaires intergouvernementales.

2. Sénégal, Dakar, Deuxième Foire internationale tenue du 3 au 12 décembre 1976.

3. Promotion globale du Québec et de ses activités en Afrique, doublée d'une exposition commerciale.

4. Espace de location obtenu gratuitement. Coût partagé par le ministère des Affaires intergouvernementales et le ministère de l'Industrie et du Commerce.

a) Transport, préparation et réalisation du kiosque — Coût: \$5,879.46;

b) fonctionnement du kiosque — Coût: \$426.40.

5. Un fonctionnaire, M. François Provencher, qui a d'ailleurs profité d'un séjour à Paris pour se rendre à Dakar.

Answer by Mr Morin (Louis-Hébert):

1. One exhibition which was organized by the Department of Intergovernmental Affairs.

2. Sénégal, Dakar, Deuxième Foire internationale, which was held from 3 to 12 December 1976.

3. Promotion of Québec as a whole and of its activities in Africa, together with a trade exhibition.

4. The leasing of space was free of charge. The cost was shared by the Department of Intergovernmental Affairs and the Department of Industry and Commerce.

(a) Transportation, preparation and installation of the stand — Cost: \$5,879.46;

(b) the operating of the stand — Cost: \$426.40.

5. One civil servant, Mr François Provencher, who took advantage of a trip to Paris to go to Dakar.

6. Coût:	
Frais d'avion - Dakar - Paris - Dakar	
Paris - Dakar	\$704.26
Frais de séjour	\$400.00
Autres dépenses de voyage	\$ 34.26
	<u>\$1,138.52</u>

Question de M. Gravel:

1. Le contrat de fabrication des plaques d'immatriculation de 1978 a-t-il été accordé? Si oui, à quelle compagnie et à quel coût?

2. De quel type sera ce contrat? Sera-t-il du type «A» ou du type «B»?

3. Le prochain contrat de fabrication de plaques d'immatriculation, par soumission publique, sera-t-il d'une durée de trois ans?

Réponse de M. Lessard:

1. Le contrat de fabrication, emballage, entreposage et distribution des plaques d'immatriculation de 1978 a été accordé le 17 décembre 1974 (A.C. 4274-74 du 20 novembre 1974 prévoyant la fabrication des plaques 1976, 1977 et 1978) à la compagnie A.C.M.E. Signalisation Inc. Le 22 février 1977, l'avenant n° 3 fixe le coût de fabrication des plaques 1978 à \$1,559,000.

La décision de n'avoir qu'une seule plaque en 1978 réduit ce contrat à environ \$1,200,000.

2. Les types «A» et «B» ne sont pas des types de contrats mais des types de plaques:

type «A»: 6" par 12"

type «B»: 4" par 8"

Le contrat de fabrication des plaques 1978 comporte donc des plaques des deux types.

3. Le contrat de fabrication, emballage, entreposage et distribution des plaques d'immatriculation d'une durée de trois ans a été accordé à la com-

6. Cost:	
Air transportation - Dakar - Paris -	
Dakar - Paris - Dakar	\$704.26
Living expenses	\$400.00
Other travelling expenses	\$ 34.26
	<u>\$1,138.52</u>

Question by Mr Gravel:

1. Has the contract for the manufacturing of the 1978 registration plates been granted? If so, to what company and at what cost?

2. What type of contract will be granted? Will it be a contract of type "A" or "B"?

3. Will the next contract for the manufacturing of registration plates through public tenders be for a three year term?

Answer by Mr Lessard:

1. The contract for the manufacturing, packing, storing and distributing of the 1978 registration plates was awarded on 17 December 1974 (Order in Council 4274-74, dated 20 November 1974, provided for the manufacturing of the 1976, 1977 and 1978 plates) to the firm of A.C.M.E. Signalisation Inc. On 22 February 1977, in Annex No. 3, the cost for the manufacturing of the 1978 plates was set at \$1,559,000.

The decision of having only one plate in 1978 will reduce the cost of the contract to approximately \$1,200,000.

2. Types "A" and "B" are not types of contracts but types of plates:

type "A": 6" by 12"

type "B": 4" by 8"

Therefore, the contract for the manufacturing of 1978 plates involves two types of plates.

3. The three year contract for the manufacturing, packing, storing and distributing of registration plates was awarded to the firm of A.C.M.E.

pagnie A.C.M.E. Signalisation Inc., suite à des soumissions publiques. Le montant du contrat se chiffre à \$2,605,000.

Question de M. Forget:

1. Pour chacune des résidences privées occupées successivement par MM. François Cloutier et Jean Deschamps, à titre de Délégué général du Québec à Paris, quels sont:

- a) l'adresse;
- b) la superficie occupée (en mètres carrés);
- c) le coût du loyer mensuel;
- d) les dates d'entrée en vigueur et d'expiration du bail?

2. Le gouvernement devra-t-il continuer à payer le loyer, jusqu'à l'expiration du bail, pour la résidence qu'occupait M. François Cloutier?

3. Dans la négative, quel montant le gouvernement devra-t-il verser à titre de dédommagement?

4. Le bail contracté pour la résidence de M. François Cloutier était-il renouvelable?

5. Dans l'affirmative, à quelles conditions?

6. Des démarches ont-elles été faites par le gouvernement du Québec, en vue de l'acquisition d'un édifice, à Paris, afin d'en faire, de façon permanente, la résidence officielle du Délégué général en poste?

7. Si tel est le cas, le Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement peut-il donner l'assurance qu'aucune réclamation ne sera adressée au gouvernement du Québec pour défaut d'exécution d'un engagement qui aurait été pris, même verbalement, à ce sujet?

8. Quels sont les noms, prénoms et titres des fonctionnaires qui ont été chargés de négocier la location d'une résidence privée pour M. Jean Deschamps, Délégué général du Québec, à Paris?

Signalisation Inc., following calls for tenders. The amount of the contract is \$2,605,000.

Question by Mr Forget:

1. For each of the private residences occupied successively by Messrs François Cloutier and Jean Deschamps as Agent General of Québec in Paris, what are:

- (a) the address;
- (b) the area occupied (in square metres);
- (c) the monthly rent;
- (d) the effective date and the date of expiry of the lease?

2. Will the government have to pay the rent of the residence, which was previously occupied by Mr François Cloutier, until the lease expires?

3. If not, what amount will the government have to pay in compensation?

4. Was the lease of Mr François Cloutier's residence renewable?

5. If so, under what terms?

6. Were steps taken by the government in view of purchasing an immovable in Paris which would become the permanent official residence of the Agent General?

7. If so, can the Minister of Public Works and Supply guarantee that no claim will be forwarded to the government of the province of Québec for not having fulfilled the engagement which was entered into, even verbally, to this effect?

8. What are the names, given names and positions of the civil servants who were entrusted with the task of negotiating the leasing of a private residence for Mr Jean Deschamps, Agent General of Québec, in Paris?

9. Quels sont:

a) la date et la durée de leur séjour en France;

b) le montant total des dépenses occasionnées par ce voyage, y compris les frais de transport, de séjour, de représentation et autres?

Réponse de M. Morin (Louis-Hébert):

1. M. François Cloutier

a) 5, rue de Beaujolais

b) 410 mètres carrés

c) réponse déjà donnée

d) entrée en vigueur: 1^{er} juin 1976; date d'expiration: 31 mai 1982.

M. Jean Deschamps

a) 58, avenue Foch

b) 475 mètres carrés

c) réponse déjà donnée

d) entrée en vigueur: 1^{er} juillet 1977; date d'expiration: 31 juin 1983.

2. 3. Le gouvernement s'est prévalu d'une clause du bail qui lui a permis de le résilier le 31 août sans avoir à payer quelque dédommagement que ce soit.

4. 5. Le bail de la résidence de M. François Cloutier était d'une durée de six (6) ans. Le bailleur avait manifesté l'intention de reprendre l'appartement à la date de son expiration.

6. Plus de vingt-cinq (25) appartements ou hôtels particuliers ont été inventoriés et visités à Paris dans le cadre des démarches entreprises pour une acquisition par le gouvernement du Québec d'une résidence permanente.

7. Il n'y a eu aucun engagement permettant d'adresser une réclamation fondée au gouvernement du Québec à ce sujet.

8. M. Marc E. Caron, fonctionnaire du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, représentant du gouvernement pour la négociation des baux.

9. What are:

(a) the date and length of their stay in France;

(b) the total amount of the expenses incurred by this trip, including transportation, living, entertainment and other expenses?

Answer by Mr Morin (Louis-Hébert):

1. Mr François Cloutier

(a) 5, rue Beaujolais

(b) 410 square metres

(c) answer already given

(d) effective date: 1 June 1976; date of expiry: 31 May 1982.

Mr Jean Deschamps

(a) 58, avenue Foch

(b) 475 square metres

(c) answer already given

(d) effective date: 1 July 1977; date of expiry: 31 June 1983.

2. 3. The government availed itself of a clause in the lease which allowed it to terminate the lease on 31 August without having to pay any compensation whatsoever.

4. 5. The lease for Mr François Cloutier's residence was for a six year term. The lessor had expressed his intention of taking back his apartment at the date of expiry.

6. More than twenty-five (25) apartments or private residences were listed and visited in Paris within the framework of steps taken by the government of Québec to acquire a permanent residence.

7. There was no commitment which could justify the forwarding of a claim to the government of Québec to this effect.

8. Mr Marc E. Caron, civil servant at the Department of Public Works and Supply represented the government to negotiate these leases.

9. a) M. Caron n'a effectué qu'un seul voyage pour ces fins d'une durée de vingt-quatre (24) jours, soit du 27 mai au 19 juin 1977;

b) montant total des dépenses occasionnées pour ce voyage: environ \$2,300.

Question de M. Garneau:

1. Quel est le montant total des crédits qui ont été votés par l'Assemblée nationale, pour l'exercice financier 1977/78, en vue du versement de subventions d'équilibre budgétaire aux commissions scolaires?

2. À même cette somme, quel montant a été effectivement versé, en date du 31 juillet 1977?

Réponse de M. Morin (Sauvé):

1. Les crédits totaux prévus pour l'année 1977/78 sont de \$2 022,3 millions. Ils doivent servir à payer les subventions d'équilibre budgétaire, les subventions statutaires et une partie des arrérages de l'année 1975/76.

2. Au 31 juillet 1977, \$448,3 millions avaient été versés.

Question de M. Pagé:

1. Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il, depuis le 26 novembre 1976, accordé un permis de pourvoyeur à M. William H. Claffin, de Boston, pour la pêche au saumon à Grande-Rivière?

2. Dans l'affirmative, ce permis autorise-t-il le pourvoyeur à:

a) réserver exclusivement aux membres de l'Association de chasse et de pêche de Grande-Rivière le droit de pêcher le saumon à l'embouchure et dans les quatre premiers milles de la rivière (environ dix fosses);

b) réserver les dix meilleures fosses pour lui seul et ses invités, jusqu'au 23 juillet (secteurs 1, 2 et 3);

9. (a) Mr Caron made only one twenty-four (24) day trip for this purpose, that is from 27 May to 19 June 1977;

(b) total amount of expenses for this trip: approximately \$2,300.

Question by Mr Garneau:

1. What was the total amount of the appropriations voted by the National Assembly for fiscal 1977/78, in view of budget-balancing grants to school boards?

2. Out of this sum, what amount was actually paid as at 31 July 1977?

Answer by Mr Morin (Sauvé):

1. The total amount of appropriations estimated for 1977/78 are \$2 022,3 million. They will be used to pay budget-balancing grants, statutory grants and part of the 1975/76 back payments.

2. As at 31 July 1977, \$448,3 million had been paid.

Question by Mr Pagé:

1. Since 26 November 1976, has the Department of Tourism, Fish and Game granted an outfitter's permit to Mr William H. Claffin, of Boston, for salmon fishing in Grande-Rivière?

2. If so, does the permit authorize the outfitter:

(a) to reserve exclusively for the members of the Grande-Rivière Hunting and Fishing Association the right to fish for salmon at the mouth and along the first ten miles of the river (about ten pools);

(b) to reserve the ten best pools for himself and his guests until 23 July (sectors 1, 2 and 3);

c) confier à l'Association de chasse et de pêche de Grande-Rivière le soin de vendre les permis quotidiens de pêche pour toutes les fosses accessibles au grand public (4 personnes par jour jusqu'au 23 juillet);

d) refuser toute réservation téléphonique de sorte que seuls les citoyens de la région peuvent espérer arriver les premiers pour pratiquer leur sport favori à cet endroit?

Réponse de M. Duhaime:

1. Oui, il a obtenu un bail de pourvoyeur pour remplacer son bail de club privé.

2. a) non, cette section est réservée au public pêcheur de la ville de Grande-Rivière (Sainte-Adélaïde à Sainte-Thérèse);

b) M. Claffin possède tous les titres de propriété (terre et droits seigneuriaux de pêche) sur cette partie de la rivière, mais il exploite ces droits de pêche uniquement du 1^{er} juin au 23 juillet;

c) l'émission des permis et les réservations sont confiées complètement à l'Association de chasse et de pêche de Gaspé, sous-local de Grande-Rivière, pour toute la rivière, et non pour 4 personnes par jour;

d) non, l'Association doit accepter les réservations selon la méthode du «premier venu, premier servi».

Question de M. Dubois:

1. Le gouvernement possède-t-il des statistiques sur le nombre de citoyens du Québec qui se sont rendus dans les endroits de villégiature de la Nouvelle-Angleterre, au cours de l'été 1977?

2. Dans l'affirmative, quel est le nombre de citoyens qui ont traversé la frontière à destination de la Nouvelle-Angleterre, pour chacun des mois de mai, juin, juillet, août et septembre 1977?

(c) to entrust the Grande-Rivière Hunting and Fishing Association with the task of selling the daily fishing permits for all the pools available to the general public (four persons per day until 23 July);

(d) to refuse any reservation made by telephone so that only the citizens of the region can hope to be the first arrivals to practise their favourite sport at this place?

Answer by Mr Duhaime:

1. Yes, an outfitter's permit was granted to replace his private club lease.

2. (a) no, this sector is reserved to the fishing population of the town of Grande-Rivière (Sainte-Adélaïde to Sainte-Thérèse);

(b) Mr Claffin owns all the property deeds (land and fishing seigniority rights) of this part of the river but he only takes advantage of the fishing rights from 1 June to 23 July;

(c) the issuing of permits and reservations are entirely entrusted to the Gaspé Hunting and Fishing Association, the Grande-Rivière subdivision, for the whole river and not for 4 persons per day;

(d) no, the Association must accept the reservations according to the method of "first come first served".

Question by Mr Dubois:

1. Has the government any statistics on the number of Québec citizens who travelled to New-England resorts during the 1977 summer season?

2. If so, how many citizens crossed the border bound for New-England in the months of May, June, July, August and September 1977?

Réponse de M. Duhaime:

1. Les «statistiques officielles» seront disponibles en avril 1978. Nous ne disposons actuellement que des tendances des touristes canadiens vers les États-Unis.

Question de M. Russell:

1. Pour chacune des années 1974/75, 1975/76, 1976/77 et 1977/78, quel a été le montant des subventions directes et indirectes payées à la société chargée de l'exploitation de la rivière Trinité?

2. Par quels ministères, ces subventions ont-elles été accordées?

3. Le ministère des Transports a-t-il effectué des déboursés pour le bénéfice de cette société?

Réponse de M. Lessard:

Le ministère des Transports n'a effectué aucun déboursé au bénéfice de cette société.

Question de M. Goulet:

1. Le gouvernement est-il au courant que le Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain se trouve pour la première fois dans l'obligation de faire appel aux municipalités de la Communauté urbaine de Québec pour le paiement de ses frais d'exploitation?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement envisage-t-il une évolution rapide de nature à éviter aux contribuables de ces municipalités une forte augmentation de taxes pour l'année d'imposition qui débute le 1^{er} janvier 1978?

Réponse de M. Tardif:

1. Oui.

2. Aucune évolution rapide n'est envisagée dans ce cas, car l'article 31 de la loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain (1968, c. 56), modifié par l'article 3 (1972, c. 72) et par l'article 161 (1972, c. 49) prévoit *depuis*

Answer by Mr Duhaime:

1. "Official statistics" will be available in April 1978. Only statistics on the trend of Canadian tourists travelling to the United States are available at the present time.

Question by Mr Russell:

1. For each of the years 1974/75, 1975/76, 1976/77 and 1977/78, what was the amount of direct and indirect subsidies granted to the firm in charge of developing the Trinité River?

2. Which departments awarded these subsidies?

3. Did the department of Transport incur any expenses for the benefit of this firm?

Answer by Mr Lessard:

The Department of Transport did not award any subsidies to this firm.

Question by Mr Goulet:

1. Was the government informed that, for the first time, the Greater Québec Water Purification Board was under the necessity of calling upon the municipalities of the Québec Urban Community to cover its operating costs?

2. If so, is the government contemplating rapid changes to spare the taxpayers of these municipalities a sharp tax increase for the fiscal year beginning 1 January 1978?

Answer by Mr Tardif:

1. Yes.

2. No rapid changes are contemplated in this case as section 31 of the Greater Québec Water Purification Board Act (1968, c. 56) amended by section 3 (1972, c. 72) and by section 161 (1972, c. 49) has provided for a long time

longtemps la répartition de ces dépenses entre les municipalités constituant.

Cette loi prévoit en effet que les dépenses dudit Bureau, y compris la rémunération de ses membres, mais après déduction de toutes les subventions octroyées au Bureau, sont à la charge desdites municipalités. Elles sont réparties entre ces municipalités en proportion soit de l'évaluation totale des immeubles situés dans leur territoire telle que portée à leur rôle d'évaluation, soit de leur population, soit du nombre d'unités de logement situées dans leur territoire, soit du volume des eaux déversées par chacune de ces municipalités dans les ouvrages administrés par le Bureau, ou en proportion à la fois de plus d'un de ces critères ou de tout autre critère approuvé par la Commission municipale du Québec et le ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement.

Question de M. Pagé:

1. Quels sont les noms et adresses des personnes qui, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 20 octobre 1977, ont soumis une demande au gouvernement pour l'obtention d'un permis en vue d'opérer une agence de sécurité ou d'investigation au Québec?

2. Quelles sont, parmi ces personnes, celles à qui un permis a effectivement été délivré et à quelle date dans chaque cas?

Réponse de M. Bédard:

1. La publication des noms des personnes qui ont demandé un permis en vue d'opérer une agence de sécurité ou d'investigation pourrait être préjudiciable à ceux dont la demande a été refusée.

the sharing out of these expenses with the constituent municipalities.

In fact, this act provides that the expenses of the said Board, including the remuneration of its members, but after deducting all subsidies granted to the Board, shall be charged to the said municipalities. They will be apportioned among these municipalities in proportion either to the total valuation of the immovables situated within their territories as entered on their valuation rolls, or to their population, or to the number of dwelling units located within their territories, or to the volume of water fed by each of these municipalities into the works administered by the Board, or in proportion to more than one of such criteria taken together or to any criterium approved by the Québec Municipal Commission and the Minister responsible for the application of the Environment Quality Act.

Question by Mr. Pagé:

1. What are the names and addresses of the persons who applied to the government, from 26 November to 20 October 1977, for a permit to operate a security or investigation agency in the province of Québec?

2. Among these persons, which ones were actually issued a permit and on what date, in each case?

Answer by Mr Bédard:

1. Publication of the names of the persons who applied for a permit to operate a security or investigation agency could be prejudicial to the persons whose application was turned down.

Nom/Name	Adresse/Address		Émission du permis Permit delivered
Breton, Alayn	989, rue Aragon	Ancienne-Lorette, P.Q.	18 octobre/October 1977
Whissel, Jean-Paul	9795, rue Lille	Montréal, P.Q.	6 avril/April 1977
Thibault, Roger	40, 3 ^e Rue ouest	Rimouski, P.Q.	19 avril/April 1977
Morin, Maurice	703, rue Taché	Chicoutimi, P.Q.	6 juin/June 1977
Hudon, J. Alfred	2690, rue Barclay	Montréal, P.Q.	8 août/August 1977
La Penna, Ronald	504, rue Dandurand	Longueuil, P.Q.	17 octobre/October 1977
Côté, Gilles	4562, rue de Laroche	Montréal, P.Q.	13 mai/May 1977
Lafortune, Édouard	7275, rue Drolet	Montréal, P.Q.	21 mars/March 1977
Leclerc, Michel	48, 6 ^e Avenue	Laval-des-Rapides, P.Q.	26 mai/May 1977
Cloutier, J. Michel	279, rue Frénette	Rosemère, P.Q.	10 juin/June 1977
Poudrette, Hervé T.	115, rue Deguire, app. 320	St-Laurent, P.Q.	31 mai/May 1977

Question de M. St-Germain:

1. Mme Léa Cousineau, ex-présidente du Rassemblement des citoyens de Montréal, est-elle à l'emploi du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières?

2. Dans l'affirmative:

a) depuis quelle date;

b) dans quel service administratif ou technique;

c) quels sont le titre de sa fonction et son traitement annuel;

d) sa nomination a-t-elle été faite à la suite d'un concours de la Commission de la fonction publique annoncé par la voie des journaux et, le cas échéant, à quelle date et à quel endroit ce concours a-t-il eu lieu;

e) quelle est la nature de sa fonction et à quelle adresse son bureau est-il situé?

Réponse de Mme Payette:

1. Mme Léa Cousineau est à l'emploi du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières:

a) depuis le 10 août 1977;

b) à titre de secrétaire particulier adjoint au:

Question by Mr St-Germain:

1. Is Mrs Léa Cousineau, former president of the Montreal Citizen Movement, at the employ of the Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions?

2. If so:

(a) since when;

(b) in what technical or administrative service?

(c) what is her position and what is her annual salary;

(d) was she appointed following a competition of the Civil Service Commission published in the newspapers and, if so, on what date and where was the examination held;

(e) what is the nature of her work and where is her office located?

Answer by Mrs Payette:

1. Mrs Léa Cousineau is at the employ of the Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:

(a) since 10 August 1977;

(b) as executive assistant at the:

bureau de Montréal:
800 Place Victoria
Montréal; et

bureau de Québec:
800 Place d'Youville
Québec;

c) au traitement annuel de \$24,350;
d) les postes de membres de cabinets
ne sont pas soumis à la procédure de
concours à la Commission de la Fonction
publique.

L'ordre du jour appelle la prise en
considération de la question suivante de
M. Garneau:

1. Pour l'exercice financier 1976/77,
quel a été le montant total des crédits
votés par l'Assemblée nationale, pour
fins de subventions d'équilibre budgé-
taire aux commissions scolaires?

2. Quel montant total, à même ces
crédits votés, a été effectivement versé
aux commissions scolaires?

3. Quel était, en date du 30 juin 1976,
le montant des arrérages dus aux com-
missions scolaires?

4. Quelle était l'estimation des arré-
rages dus, au 30 juin 1977?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un docu-
ment contenant les informations deman-
dées.

M. Morin (Sauvé) dépose ledit docu-
ment.

(*Document de la session n° 454.*)

L'ordre du jour appelle la prise en
considération de la question suivante de
M. St-Germain:

1. Quel est le montant total des cré-
dits qui ont été votés par l'Assemblée
nationale, pour l'exercice financier
1977/78, dans le cadre de l'organisa-
tion volontaire d'éducation populaire
(OVEP)?

Montreal office:
800 Place Victoria
Montreal;
and
Québec office:
800 Place d'Youville
Québec;

(c) at the annual salary of \$24,350;
(d) the positions of the members of
a minister's office are not subject to
the procedure of competitions of the
Civil Service Commission.

The Order of the Day being read for
the consideration of the following
question put down by Mr Garneau:

1. For fiscal 1976/77, what was the
total amount of appropriations voted by
the National Assembly for budget-ba-
lancing grants to school boards?

2. Out of these voted appropriations,
what total amount was actually paid
to school boards?

3. What was the amount of back pay-
ments due to school boards as at 30
June 1976?

4. What were the estimated back
payments due as at 30 June 1977?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a docu-
ment containing the information re-
quested.

Mr Morin (Sauvé) tabled the said docu-
ment.

(*Sessional Papers, No. 454.*)

The Order of the Day being read for
the consideration of the following
question put down by Mr St-Germain:

1. What was the total amount of the
estimates voted by the National As-
sembly for the 1977/78 fiscal year for
the *organisation volontaire d'éducation
populaire* (OVEP)?

2. Depuis le 26 novembre jusqu'au 31 juillet 1977, quels sont:

a) les noms des personnes et/ou organismes qui en ont bénéficié;

b) les montants versés dans chaque cas?

3. L'éducation populaire syndicale est-elle financée à même ce programme?

4. Quelle est la politique générale du ministère concernant le programme OVEP?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Morin (Sauvé) dépose ledit document.

(Document de la session n° 455.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. St-Germain:

1. Le ministère de l'Éducation a-t-il décidé de couper ses subventions permettant d'ordinaire d'offrir à la population adulte la formation en techniques administratives, option finances, au CEGEP de Drummondville?

2. Dans l'affirmative, pourquoi?

3. Quels sont les autres endroits où cette politique restrictive sera appliquée en 1977/78?

4. Quel est le nombre total de personnes qui ont suivi de tels cours dans les différentes institutions lors de la dernière année scolaire?

5. Quel a été le montant total des subventions qui ont été versées dans ce secteur, lors de l'année scolaire 1976/77?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

2. From 26 November 1976 to 31 July 1977:

(a) what are the names of the persons and/or bodies which obtained any benefit from them;

(b) what amounts were paid in each case?

3. Is people's education in the unions financed out of this program?

4. What is the Department's general policy concerning the OVEP program?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Morin (Sauvé) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 455.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr St-Germain:

1. Has the Department of Education decided to stop its grants that make it normal to provide the adult population with training in Administrative Techniques, Finance Option, at the Drummondville CEGEP?

2. If so, why?

3. At what other places will this restrictive policy be applied in 1977/1978?

4. What is the total number of persons who took such courses in the various institutions during the last school year?

5. What was the total amount of the grants paid in this sector for the 1976/77 school year?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

M. Morin (Sauvé) dépose ledit document.

(Document de la session n° 456.)

Sur la motion de M. Roy, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance ou autres documents échangés entre le ministère de l'Industrie et du Commerce et la compagnie Victoriaville Furniture ou l'une de ses filiales ou quelque membre que ce soit de son organisation ou de son personnel depuis le 1^{er} novembre 1976.

M. Burns, au nom de M. Tremblay, dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 457.)

Sur la motion de Mme Lavoie-Roux, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de l'arrêté en conseil n° 2374, adopté le 20 juillet 1977, concernant la nomination des membres du Comité de coordination et des trois groupes de travail chargés de l'étude sur l'avenir de l'enseignement supérieur et des universités.

M. Morin (Sauvé) dépose ledit document.

(Document de la session n° 458.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné que le débat reprenne sur la motion de M. Dubois proposant:

«Que cette Assemblée est d'avis, en vue d'améliorer la situation de l'agriculture au Québec, que le gouvernement concentre immédiatement ses efforts sur une meilleure coordination de nos politiques agro-alimentaires afin d'assurer à nos agriculteurs une mise en marché plus rationnelle, une transformation plus énergique et une conserva-

Mr Morin (Sauvé) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 456.)

On motion of Mr Roy,—
Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence or documents exchanged between the Department of Industry and Commerce and the firm Victoriaville Furniture or one of its subsidiaries or any member of its organization or of its personnel since 1 November 1976.

Mr Burns tabled a document concerning the said motion, on behalf of Mr Tremblay.

(Sessional Papers, No. 457.)

On motion of Mrs Lavoie-Roux,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of Order in Council No. 2374, adopted 20 July 1977, concerning the appointing of the members of the co-ordinating committee and of the three task forces in charge of looking into the future of higher education and universities.

Mr Morin (Sauvé) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 458.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns,—

Ordered, that the debate do resume on the motion by Mr Dubois proposing:

“That the Assembly is of opinion that in view of improving the situation of farming in the province of Québec, the government should immediately concentrate its efforts on a better co-ordination of our agro-food policies for the purpose of providing our farmers with a more rational marketing system, more efficient processing and more

tion plus moderne de leurs produits agricoles.»,
et sur l'amendement de M. Chevrette proposant:

«*Que* la motion en discussion soit amendée en remplaçant dans la quatrième ligne les mots «concentre immédiatement» par le mot «poursuive» et en ajoutant après le mot «efforts» le mot «soutenus», et qu'à la fin du débat, deux mises aux voix aient lieu, soit une sur l'amendement et l'autre sur la motion principale.

L'Assemblée reprend alors le débat sur la motion principale de M. Dubois et sur l'amendement de Chevrette.

L'amendement est adopté, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dus-sault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Proulx, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—50.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Caron, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goulet, Gratton, Grenier, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Roy, Russell, Saindon, Shaw, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—31.

La motion principale amendée se lit maintenant comme suit:

«*Que* cette Assemblée est d'avis, en vue d'améliorer la situation de l'agriculture au Québec, que le gouvernement poursuive ses efforts soutenus sur une meilleure coordination de nos politiques agro-alimentaires afin d'assurer à nos agriculteurs une mise en marché plus rationnelle, une transformation

modern preserving techniques of their farm products.»,
and on the amendment by Mr Chevrette proposing:

“*That* the motion under debate be amended by replacing the words “immediately concentrate” in the fourth and fifth lines by the words “carry on” and by adding in the fifth line the word “constant” before the word “efforts”, and that, at the end of the debate, two votes be taken, namely, one on the amendment and the other on the main motion.

The Assembly then resumed the debate on the main motion by Mr Dubois and on the amendment by Mr Chevrette.

The amendment was adopted on the following division:

The main motion as amended now reads as follows:

“*That* the Assembly is of opinion that in view of improving the situation of farming in the province of Québec, the government should carry on its constant efforts on a better co-ordination of our agro-food policies for the purpose of providing our farmers with a more rational marketing system, more

plus énergique et une conservation plus moderne de leurs produits agricoles.»

Ladite motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

efficient processing and more modern preserving techniques of their farm products.”

The said motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Brasard, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Proulx, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—50.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTIONS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Caron, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goulet, Gratton, Grenier, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Roy, Russell, Saindon, Shaw, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—31.

À dix-huit heures quinze minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

At six-fifteen o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 17 novembre 1977

Quinze heures

M. Bordeleau, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 19.—Loi sur les parcs;

Projet de loi n° 21.—Loi modifiant la Loi des agents de voyage.

Les projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session n° 459.)

M. Ouellette (Beauce-Nord), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 22, «Loi modifiant la Loi des travaux publics».

Thursday, 17 November 1977

Three o'clock P.M.

Mr Bordeleau, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 19.—Parks Act;

Bill No. 21.—An Act to amend the Travel Agents Act.

The bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 459.)

Mr Ouellette (Beauce-Nord), the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply which examined bill No. 22, "An Act to amend the Public Works Act", after second reading.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 460.)

M. Dussault, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi privé n° 259, «Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière».

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 461.)

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Dussault, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, au nom de M. Bertrand, le projet de loi privé n° 259 est lu la deuxième et la troisième fois.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Burns:

Projet de loi n° 78.—Loi modifiant la Loi de la Législature.

Par M. Lavoie:

Projet de loi n° 190.—Loi modifiant la Loi électorale.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Burns, au nom de M. Bédard:

Rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 462.)

The bill was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 460.)

Mr Dussault, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment which examined private bill No. 259, "An Act respecting the parish municipality of Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière", following first reading.

The bill was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 461.)

On the motion of Mr Burns, on behalf of Mr Dussault, the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, on behalf of Mr Bertrand, private bill No. 259 was read the second and third time.

The following private bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Burns:

Bill No. 78.—An Act to amend the Legislature Act.

By Mr Lavoie:

Bill No. 190.—An Act to amend the Election Act.

The following documents were tabled:

By Mr Burns, on behalf of Mr Bédard:

Annual report of the Legal Services Commission, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 462.)

Par M. de Belleval:

Rapport annuel de la Commission de la fonction publique du Québec, pour l'année 1976.

(Document de la session n° 463.)

Par M. Charron:

Rapport sur la distribution du matériel sportif olympique.

(Document de la session n° 464.)

M. Burns donne l'avis suivant:

Mardi prochain, le 22 novembre 1977, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures trente minutes jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 45.—Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre;

Projet de loi n° 69.—Loi modifiant la Loi sur la mise en tutelle de «International Union of Elevator Constructors, locals 89 et 101» et la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

By Mr de Belleval:

Annual report of the Québec Civil Service Commission, for 1976.

(Sessional Papers, No. 463.)

By Mr Charron:

Report on the distribution of the olympic sports equipment.

(Sessional Papers, No. 464.)

Mr Burns gave the following notice:

Next Tuesday, 22 November 1977, the following Standing Committees will sit from ten-thirty o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Labour, Manpower and Immigration will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 45.—An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act;

Bill No. 69.—An Act to amend the Act respecting the placing of the «International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101» under trusteeship and the Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship.

In Room 81 «A»:

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

In Room 91 «A»:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the section by section examination of bill No. 67, «Automobile Insurance Act».

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose que la Commission permanente de la fonction publique siège au Salon Rouge immédiatement jusqu'à dix-huit heures, pour étudier le projet de loi n° 53, «Loi sur la fonction publique», qu'à compter de vingt heures cette commission continue ses travaux s'ils ne sont pas terminés et que la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège à la Salle 81 «A», pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Charron, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Larivière, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Picotte, Proulx, Roy, Russell, Samson, Shaw, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—82.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 10, «Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux».

Sur la motion de M. Gravel, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, au nom de M. Lazure, le projet de loi n° 10 est lu la troisième fois.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved that the Standing Committee on the Civil Service do sit immediately in the Red Room until six o'clock P.M., for the purpose of examining bill No. 53, "Civil Service Act", that, at eight o'clock P.M., such Committee do resume its proceedings if they are not yet completed and that the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs do sit in Room 81 "A", for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

The motion was adopted on the following vote:

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Social Affairs which examined bill No. 10, "An Act to amend the Act respecting health services and social services", after second reading.

On motion of Mr Gravel, the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, on behalf of Mr Lazure, bill No. 10 was read the third time.

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. O'Neill, le projet de loi n° 68, «Loi modifiant la Loi du ministère des affaires culturelles», est lu la deuxième fois, envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 32.—Loi modifiant le Code de procédure civile;

Projet de loi n° 64.—Loi concernant la poursuite d'infractions par le procureur général et l'application de règlements relatifs au stationnement et à la circulation et modifiant la Loi du ministère de la justice;

Projet de loi n° 65.—Loi modifiant le Code civil et concernant certains recours en matière de responsabilité médicale.

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Alfred, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, au nom de M. Bédard, les projets de loi n°s 32, 64 et 65 sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Tardif proposant que le projet de loi n° 66, «Loi concernant l'acquisition de certains immeubles par la Société d'habitation du Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr O'Neill, bill No. 68, "An Act to amend the Cultural Affairs Department Act", was read the second time, committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Justice which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 32.—An Act to amend the Code of Civil Procedure;

Bill No. 64.—An Act to make provisions respecting the prosecution of offences by the Attorney-General and the enforcement of parking and traffic by-laws, and to amend the Justice Department Act;

Bill No. 65.—An Act to amend the Civil Code, and to make provisions respecting certain recourses in the matter of medical liability.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Alfred, the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, on behalf of Mr Bédard, bills Nos. 32, 64 and 65 were severally read the third time.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Tardif proposing that bill No. 66, "An Act respecting the acquisition of certain immoveables by the Société d'habitation du Québec", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lalonde.

The debate was adjourned on motion of Mr Lalonde.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante de M. Burns:

The Order of the Day being read for the consideration of the following motion by Mr Burns:

Que les amendements ci-après soient apportés au règlement de l'Assemblée nationale à titre de règlement sessionnel, pour valoir jusqu'à la fin de la présente session:

That the following amendments be made to the Standing Orders of the National Assembly as Sessional Standing Orders to be in force until the end of this session:

1. *Que* l'article 30 soit amendé en remplaçant, dans le paragraphe 1, les mots «à 15 heures, le mardi, le mercredi et le jeudi, et à 10 heures le vendredi», par les mots: «à 14 heures le mardi et le jeudi et à 10 heures le mercredi.»

1. *That* Standing Order 30 be amended by replacing, in paragraph 1, the words "at three o'clock in the afternoon on Tuesdays, Wednesdays and Thursdays, and at ten o'clock in the morning on Fridays", by the words: "at two o'clock in the afternoon on Tuesdays and Thursdays, and at ten o'clock in the morning on Wednesdays."

2. *Que* l'article 31 soit amendé

2. *That* Standing Order 31 be amended

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 1, le chiffre «23» par «22»;

(a) by replacing, in the second line of paragraph 1, the word "eleven" by the word "ten";

b) en retranchant, dans le paragraphe 1, les mots «et à 13 heures le vendredi»;

(b) by striking out, in paragraph 1, the words "and at one o'clock in the afternoon on Fridays";

c) en ajoutant le paragraphe suivant:

(c) by adding the following paragraph:

«4. Le mercredi, la séance est suspendue de 13 heures à 15 heures. Cette suspension a, sur l'affaire en cours, l'effet d'un ajournement et l'article 38 s'y applique.»

"4. On Wednesdays, the sitting shall be suspended from one o'clock until three o'clock in the afternoon. This suspension has the effect of an adjournment on the business under discussion, and Standing Order 38 shall apply."

3. *Que* l'article 33 soit remplacé par le suivant:

3. *That* Standing Order 33 be replaced by the following:

«À chaque séance, l'Assemblée, avant d'entamer les affaires du jour, procède aux affaires courantes dans l'ordre suivant:

"At each sitting, the Assembly, before entering on the orders of the day, shall take up routine business in the following order:

1. Déclarations ministérielles
2. Dépôt de documents
3. Dépôt de rapports de commissions élues

1. Ministerial declarations
2. Tabling documents
3. Tabling reports by standing committees

4. Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés

5. Présentation de projets de loi au nom du gouvernement

6. Présentation de projets de loi au nom des députés

7. Questions orales des députés

8. Motions non annoncées

9. Enregistrement des noms sur les votes en suspens.

Toutefois, le mercredi, l'Assemblée ne procède aux affaires courantes que lors de la reprise des travaux à 15 heures et les questions de privilège en vertu du paragraphe 1 de l'article 49 de même que les motions d'urgence en vertu de l'article 78 ne peuvent se faire avant l'expédition des affaires courantes, les avis prévus à ces articles étant donnés avant 14 heures.»

4. *Que l'article 35 soit amendé en ajoutant, à la fin du paragraphe 2, le sous-paragraphe suivant:*

«f) les questions avec débat.»

5. *Que l'article 36 soit amendé en remplaçant la deuxième phrase par la suivante:*

«Toutefois, après l'expédition des affaires courantes de la séance du mercredi, les affaires du jour sont appelées dans l'ordre prévu au paragraphe 2 de l'article 35, mais quant aux items mentionnés aux sous-paragraphe *c*, *d* et *e*, ils sont appelés suivant l'ordre indiqué par le leader du gouvernement.»

6. *Que l'article 78 soit amendé en retranchant, dans le paragraphe 5, les mots: «, sauf le vendredi alors qu'il prend fin à 13 heures».*

7. *Que soit insérée, après l'article 91, la section suivante.*

4. Tabling reports by the Law Clerk respecting private bills

5. Introducing Government bills

6. Introducing Members' bills

7. Oral questions by Members

8. Making motions without notice

9. Entry of names on suspended votes.

However, on Wednesdays, the Assembly shall take up routine business only when proceedings are resumed at three o'clock in the afternoon, and questions of privilege under paragraph 1 of Standing Order 49 as well as motions relating to urgent matters under Standing Order 78 may not be made before the dispatch of routine business, notices provided for in these Standing Orders having been given before two o'clock in the afternoon."

4. *That Standing Order 35 be amended by adding, at the end of paragraph 2, the following subparagraph:*

"f) questions for debate."

5. *That Standing Order 36 be amended by replacing the second sentence by the following:*

"However, after the dispatch of routine business at Wednesday's sitting, business of the day shall be taken up in the order provided in paragraph 2 of Standing Order 35, although items mentioned in subparagraphs *c*, *d* and *e* shall be taken up in the order indicated by the Government House Leader."

6. *That Standing Order 78 be amended by striking out, in paragraph 5, the words "except Fridays, when it shall end at one o'clock in the afternoon".*

7. *That the following section be added after Standing Order 91.*

«SECTION XIV A

«LES QUESTIONS AVEC DÉBAT

«91-A. 1. Un député peut inscrire au feuillet un avis de question avec débat signifiant qu'il désire interroger un ministre qu'il désigne sur une affaire d'intérêt général qui relève de sa compétence administrative.

2. Le paragraphe 2 de l'article 63 s'applique à cet avis, comme si c'était une motion.

3. La question avec débat se discute au cours d'une seule séance de la commission élue permanente de qui relève l'affaire soulevée; cette séance se tient le vendredi, de 10 heures à 13 heures.

4. Il ne peut y avoir plus d'une question avec débat par semaine. S'il y a plusieurs avis de question avec débat, le président peut déterminer l'ordre dans lequel ils seront appelés en tenant compte de l'ordre dans lequel les avis ont été donnés, de leur répartition entre les divers partis reconnus et de la présence à l'Assemblée de députés n'appartenant pas à un parti reconnu.

5. Il ne peut y avoir de question avec débat entre les sessions, ni lorsque l'Assemblée a ajourné ses travaux pour plus de cinq jours.

6. Avant l'appel des affaires du jour de la séance du mercredi, le président annonce la question avec débat qui sera appelée le vendredi de la semaine suivante et la commission qui en sera saisie; cette annonce équivaut à une convocation de cette commission. L'endroit où se réunit la commission est fixé par le leader du gouvernement suivant la procédure ordinaire.»

«SECTION XIV A

«QUESTIONS FOR DEBATE

“91-A. 1. A Member may have notice of a question for debate placed on the Agenda Paper, signifying his intention to question a Minister whom he shall designate on a matter of general interest within the latter's administrative competence.

2. Paragraph 2 of Standing Order 63 applies to this notice as if it were a motion.

3. The question for debate shall be discussed at only one sitting of the standing committee having jurisdiction over the matter put forward; this sitting shall be held on Fridays, from ten o'clock in the morning until one o'clock in the afternoon.

4. Not more than one question for debate may be considered in the same week. If there are several notices of questions for debate, the President may decide the order in which they will be called, taking into consideration the order in which the notices were given, their distribution among the various recognized parties and the presence in the Assembly of Members belonging to no recognized party.

5. No question for debate may be considered between sessions or when the Assembly has adjourned its work for more than five days.

6. Before the orders of the day are called at Wednesday's sitting, the President shall announce the question for debate that will be called on Friday of the following week and the committee to which it will be referred; this announcement is equivalent to the convening of this committee. The place where the committee will meet is determined by the Government House Leader according to the ordinary procedure.”

8. *Que* l'article 106 soit remplacé par le suivant:

«**106.** Quand l'enregistrement des noms est demandé, le président peut, à la demande du leader du gouvernement, décider qu'il aura lieu plus tard au cours de la même séance, à l'heure qu'il indique, ou avant l'appel des affaires du jour de la séance suivante. À l'heure indiquée, toute autre affaire cessant, l'enregistrement a lieu sans autre avis.»

9. *Que* soit inséré, immédiatement après l'article 119, l'article suivant:

«**119-A.** À moins que cinq députés ne s'y opposent, le leader du gouvernement peut, par une motion non annoncée qui n'est pas susceptible de débat ni d'amendement, proposer que la motion de deuxième lecture d'un projet de loi soit mise aux voix sans débat.»

10. *Que* l'article 151 soit amendé en insérant, avant le paragraphe c (lequel est redesigné comme étant le paragraphe d), le paragraphe suivant:

«c) les questions avec débat;».

11. *Que* l'article 154 soit amendé en ajoutant le paragraphe suivant:

«3. Avant que la commission n'entreprenne l'étude article par article d'un projet de loi dont la deuxième lecture a été adoptée en vertu de l'article 119-A, chacun de ses membres peut s'exprimer sur le principe et la teneur générale du projet de loi.»

12. *Que* soit inséré, après l'article 162, l'article suivant:

«**162-A.** Lorsqu'une commission élue est saisie d'une question avec débat, elle est soumise aux règles spéciales suivantes:

8. *That* Standing Order 106 be replaced by the following:

“**106.** When the entry of names is demanded, the President, at the request of the Government House Leader, may decide if it will be held later during the same sitting, at the time he shall set, or before the orders of the day are called at the next sitting. At the appointed time, proceedings on any other business shall be interrupted and the entry made without further notice.”

9. *That* the following Standing Order be added immediately after Standing Order 119:

“**119-A.** Unless at least five Members object, the Government House Leader, by a notice without motion not subject to debate or amendment, may move that second reading of a bill be put to the vote without debate.”

10. *That* Standing Order 151 be amended by adding, before paragraph c (redesignated paragraph d), the following paragraph:

“(c) questions for debate;”.

11. *That* Standing Order 154 be amended by adding the following paragraph:

“3. Before the committee undertakes the section by section examination of a bill, the second reading of which was adopted under Standing Order 119-A, each Member may express himself on the principle and the general content of the bill.”

12. *That* the following Standing Order be added after Standing Order 162:

“**162-A.** When a question for debate is referred to a standing committee, it is subject to the following special rules:

a) le député qui a donné l'avis de question avec débat a droit d'être entendu le premier et le ministre questionné peut lui répondre immédiatement après; chacune de ces interventions doit être limitée à vingt minutes;

b) un député peut prendre la parole aussi souvent qu'il lui plaît, à condition de ne parler plus de vingt minutes en tout; cette restriction ne s'applique pas au député qui a donné l'avis de question avec débat ni au ministre questionné;

c) le ministre peut se faire accompagner des fonctionnaires de son choix et les autoriser à prendre la parole;

d) la commission ne désigne pas de rapporteur et il n'y a pas de rapport à l'Assemblée;

e) le quorum est présumé exister et l'absence de quorum ne peut être invoquée;

f) il ne peut y avoir ni motion, ni vote;

g) à treize heures, ou lorsqu'il n'y a plus d'intervenants, le président met fin aux travaux de la commission.»

13. Que l'article 174 soit amendé en remplaçant, dans le paragraphe 4, le chiffre «23» par «22».

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose les amendements suivants:

1. Remplacer dans la version française partout où se trouvent les mots «leader du gouvernement» par les mots «leader parlementaire du gouvernement».

L'amendement est adopté.

2. À l'article 162-A ajouter à la fin du paragraphe b les mots «lesquels ont un droit de parole privilégié» et à la fin du paragraphe c les mots «et ils parlent alors en leur nom».

(a) the Member who has given notice of the question for debate has a right to be heard first, and the Minister being questioned may answer immediately afterwards; each such speech must be limited to twenty minutes;

(b) a Member may speak as often as he wishes provided he does not speak more than twenty minutes in all; this restriction does not apply to the Member who has given notice of the question for debate or to the Minister being questioned;

(c) the Minister may be accompanied by civil servants of his choice and may authorize them to speak;

(d) the committee shall not appoint a reporter and no report shall be made to the Assembly;

(e) a quorum is presumed to be present and the lack of a quorum cannot be invoked;

(f) there cannot be any motion or vote;

(g) at one o'clock in the afternoon, or when no one wishes to speak further, the President shall adjourn the proceedings of the committee."

13. That Standing Order 174 be amended by replacing, in paragraph 4, the word "eleven" by the word "ten".

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns proposed the following amendments:

1. In the French version, replace the words "leader du gouvernement" by the words "leader parlementaire du gouvernement".

The amendment was adopted.

2. At Standing Order 162-A add at the end of paragraph b the words "who have a privileged right to speak" and at the end of paragraph c the words "and they therefore speak on their behalf".

L'amendement est adopté après division des voix.

M. Burns propose que la motion principale amendée soit adoptée.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Lavoie propose que la motion en discussion soit amendée comme suit:

1. Que le paragraphe 7 de la motion soit amendé en remplaçant dans la première ligne après le mot «soit» les mots et chiffres suivants: «insérée, après l'article 91, la section suivante: «SECTION XIV A, «Les questions avec débat, 91-A», par les mots et chiffres suivants: «inséré, après l'article 174, l'article 174-A.».

2. En remplaçant dans la deuxième ligne du paragraphe 6 de l'article 91-A, le mot «mercredi» par le mot «jeudi».

Les amendements sont adoptés.

Et le débat continue.

La motion principale amendée est alors adoptée et se lit maintenant comme suit:

Que les amendements ci-après soient apportés au règlement de l'Assemblée nationale à titre de règlement sessionnel, pour valoir jusqu'à la fin de la présente session:

1. Que l'article 30 soit amendé en remplaçant, dans le paragraphe 1, les mots «à 15 heures, le mardi, le mercredi et le jeudi, et à 10 heures le vendredi», par les mots: «à 14 heures le mardi et le jeudi et à 10 heures le mercredi.»

2. Que l'article 31 soit amendé

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 1, le chiffre «23» par «22»;

The amendment was adopted on division.

Mr Burns moved that the main motion as amended be adopted.

And a debate arising on this motion.

Mr Lavoie moved that the motion under debate be amended as follows:

1. That paragraph 7 of the motion be amended by replacing in the first line after the word "*That*" the following words and figures: "the following section be added after Standing Order 91, "SECTION XIV A, "Questions for debate, 91-A, by the following words and figures: "Standing Order 174-A be added after Standing Order 174."

2. By replacing in the second line of paragraph 6 of Standing Order 91-A, the word "Wednesday" by the word "Thursday".

The amendments were adopted.

And the debate continuing thereon.

The main motion as amended was then adopted and now reads as follows:

That the following amendments be made to the Standing Orders of the National Assembly as Sessional Standing Orders to be in force until the end of this session:

1. *That* Standing Order 30 be amended by replacing, in paragraph 1, the words "at the three o'clock in the afternoon on Tuesdays, Wednesdays and Thursdays, and at ten o'clock in the morning on Fridays", by the words: "at two o'clock in the afternoon on Tuesdays and Thursdays, and at ten o'clock in the morning on Wednesdays."

2. *That* Standing Order 31 be amended

(a) by replacing, in the second line of paragraph 1, the word "eleven" by the word "ten";

b) en retranchant, dans le paragraphe 1, les mots «et à 13 heures le vendredi»;

c) en ajoutant le paragraphe suivant:

«4. Le mercredi, la séance est suspendue de 13 heures à 15 heures. Cette suspension a, sur l'affaire en cours, l'effet d'un ajournement et l'article 38 s'y applique.»

3. *Que l'article 33 soit remplacé par le suivant:*

«À chaque séance, l'Assemblée, avant d'entamer les affaires du jour, procède aux affaires courantes dans l'ordre suivant:

1. Déclarations ministérielles
2. Dépôt de documents
3. Dépôt de rapports de commissions élues
4. Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés
5. Présentation de projets de loi au nom du gouvernement
6. Présentation de projets de loi au nom des députés
7. Questions orales des députés
8. Motions non annoncées
9. Enregistrement des noms sur les votes en suspens.

Toutefois, le mercredi, l'Assemblée ne procède aux affaires courantes que lors de la reprise des travaux à 15 heures et les questions de privilège en vertu du paragraphe 1 de l'article 49 de même que les motions d'urgence en vertu de l'article 78 ne peuvent se faire avant l'expédition des affaires courantes, les avis prévus à ces articles étant donnés avant 14 heures.»

4. *Que l'article 35 soit amendé en ajoutant, à la fin du paragraphe 2, le sous-paragraphe suivant:*

«f) les questions avec débat.»

(b) by striking out, in paragraph 1, the words "and at one o'clock in the afternoon on Fridays";

(c) by adding the following paragraph:

"4. On Wednesdays, the sitting shall be suspended from one o'clock until three o'clock in the afternoon. This suspension has the effect of an adjournment on the business under discussion, and Standing Order 38 shall apply."

3. *That Standing Order 33 be replaced by the following:*

"At each sitting, the Assembly, before entering on the orders of the day, shall take up routine business in the following order:

1. Ministerial declarations
2. Tabling documents
3. Tabling reports by standing committees
4. Tabling reports by the Law Clerk respecting private bills
5. Introducing Government bills
6. Introducing Members' bills
7. Oral questions by Members
8. Making motions without notice
9. Entry of names on suspended votes.

However, on Wednesdays, the Assembly shall take up routine business only when proceedings are resumed at three o'clock in the afternoon, and questions of privilege under paragraph 1 of Standing Order 49 as well as motions relating to urgent matters under Standing Order 78 may not be made before the dispatch of routine business, notices provided for in these Standing Orders having been given before two o'clock in the afternoon."

4. *That Standing Order 35 be amended by adding, at the end of paragraph 2, the following subparagraph:*

"f) questions for debate."

5. *Que* l'article 36 soit amendé en remplaçant la deuxième phrase par la suivante:

«Toutefois, après l'expédition des affaires courantes de la séance du mercredi, les affaires du jour sont appelées dans l'ordre prévu au paragraphe 2 de l'article 35, mais quant aux items mentionnés aux sous-paragraphes *c*, *d* et *e*, ils sont appelés suivant l'ordre indiqué par le leader parlementaire du gouvernement.»

6. *Que* l'article 78 soit amendé en retranchant, dans le paragraphe 5, les mots: «, sauf le vendredi alors qu'il prend fin à 13 heures».

7. *Que* soit inséré, après l'article 174, l'article 174-A:

174-A. 1. Un député peut inscrire au feuillet un avis de question avec débat signifiant qu'il désire interroger un ministre qu'il désigne sur une affaire d'intérêt général qui relève de sa compétence administrative.

2. Le paragraphe 2 de l'article 63 s'applique à cet avis, comme si c'était une motion.

3. La question avec débat se discute au cours d'une seule séance de la commission élue permanente de qui relève l'affaire soulevée; cette séance se tient le vendredi, de 10 heures à 13 heures.

4. Il ne peut y avoir plus d'une question avec débat par semaine. S'il y a plusieurs avis de question avec débat, le président peut déterminer l'ordre dans lequel ils seront appelés en tenant compte de l'ordre dans lequel les avis ont été donnés, de leur répartition entre les divers partis reconnus et de la présence à l'Assemblée de députés n'appartenant pas à un parti reconnu.

5. *That* Standing Order 36 be amended by replacing the second sentence by the following:

"However, after the dispatch of routine business at Wednesday's sitting, business of the day shall be taken up in the order provided in paragraph 2 of Standing Order 35, although items mentioned in subparagraphs *c*, *d* and *e* shall be taken up in the order indicated by the Government House Leader."

6. *That* Standing Order 78 be amended by striking out, in paragraph 5, the words "except Fridays, when it shall end at one o'clock in the afternoon".

7. *That* Standing Order 174-A be added after Standing Order 174:

174-A. 1. A Member may have notice of a question for debate placed on the Agenda Paper, signifying his intention to question a Minister whom he shall designate on a matter of general interest within the latter's administrative competence.

2. Paragraph 2 of Standing Order 63 applies to this notice as if it were a motion.

3. The question for debate shall be discussed at only one sitting of the standing committee having jurisdiction over the matter put forward; this sitting shall be held on Fridays, from ten o'clock in the morning until one o'clock in the afternoon.

4. Not more than one question for debate may be considered in the same week. If there are several notices of questions for debate, the President may decide the order in which they will be called, taking into consideration the order in which the notices were given, their distribution among the various recognized parties and the presence in the Assembly of Members belonging to no recognized party.

5. Il ne peut y avoir de question avec débat entre les sessions, ni lorsque l'Assemblée a ajourné ses travaux pour plus de cinq jours.

6. Avant l'appel des affaires du jour de la séance du jeudi, le président annonce la question avec débat qui sera appelée le vendredi de la semaine suivante et la commission qui en sera saisie; cette annonce équivaut à une convocation de cette commission. L'endroit où se réunit la commission est fixé par le leader parlementaire du gouvernement suivant la procédure ordinaire.»

8. *Que* l'article 106 soit remplacé par le suivant:

«**106.** Quand l'enregistrement des noms est demandé, le président peut, à la demande du leader parlementaire du gouvernement, décider qu'il aura lieu plus tard au cours de la même séance, à l'heure qu'il indique, ou avant l'appel des affaires du jour de la séance suivante. À l'heure indiquée, toute autre affaire cessant, l'enregistrement a lieu sans autre avis.»

9. *Que* soit inséré, immédiatement après l'article 119, l'article suivant:

«**119-A.** À moins que cinq députés ne s'y opposent, le leader parlementaire du gouvernement peut, par une motion non annoncée qui n'est pas susceptible de débat ni d'amendement, proposer que la motion de deuxième lecture d'un projet de loi soit mise aux voix sans débat.»

10. *Que* l'article 151 soit amendé en insérant, avant le paragraphe *c* (lequel est redésigné comme étant le paragraphe *d*), le paragraphe suivant:

«*c*) les questions avec débat;».

5. No question for debate may be considered between sessions or when the Assembly has adjourned its work for more than five days.

6. Before the orders of the day are called at Thursday's sitting, the President shall announce the question for debate that will be called on Friday of the following week and the committee to which it will be referred; this announcement is equivalent to the convening of this committee. The place where the committee will meet is determined by the Government House Leader according to the ordinary procedure."

8. *That* Standing Order 106 be replaced by the following:

“**106.** When the entry of names is demanded, the President, at the request of the Government House Leader, may decide if it will be held later during the same sitting, at the time he shall set, or before the orders of the day are called at the next sitting. At the appointed time, proceedings on any other business shall be interrupted and the entry made without further notice.”

9. *That* the following Standing Order be added immediately after Standing Order 119:

“**119-A.** Unless at least five Members object, the Government House Leader, by a notice without motion not subject to debate or amendment, may move that second reading of a bill be put to the vote without debate.”

10. *That* Standing Order 151 be amended by adding, before paragraph *c* (redesignated paragraph *d*), the following paragraph:

“(c) questions for debate;”.

11. *Que l'article 154 soit amendé en ajoutant le paragraphe suivant:*

«3. Avant que la commission n'entreprenne l'étude article par article d'un projet de loi dont la deuxième lecture a été adoptée en vertu de l'article 119-A, chacun de ses membres peut s'exprimer sur le principe et la teneur générale du projet de loi.»

12. *Que soit inséré, après l'article 162, l'article suivant:*

«**162-A.** Lorsqu'une commission élue est saisie d'une question avec débat, elle est soumise aux règles spéciales suivantes:

a) le député qui a donné l'avis de question avec débat a droit d'être entendu le premier et le ministre questionné peut lui répondre immédiatement après; chacune de ces interventions doit être limitée à vingt minutes;

b) un député peut prendre la parole aussi souvent qu'il lui plaît, à condition de ne parler plus de vingt minutes en tout; cette restriction ne s'applique pas au député qui a donné l'avis de question avec débat ni au ministre questionné lesquels ont un droit de parole privilégié;

c) le ministre peut se faire accompagner des fonctionnaires de son choix et les autoriser à prendre la parole et ils parlent alors en leur nom;

d) la commission ne désigne pas de rapporteur et il n'y a pas de rapport à l'Assemblée;

e) le quorum est présumé exister et l'absence de quorum ne peut être invoquée;

f) il ne peut y avoir ni motion, ni vote;

g) à treize heures, ou lorsqu'il n'y a plus d'intervenants, le président met fin aux travaux de la commission.»

11. *That Standing Order 154 be amended by adding the following paragraph:*

“3. Before the committee undertakes the section by section examination of a bill, the second reading of which was adopted under Standing Order 119-A, each Member may express himself on the principle and the general content of the bill.”

12. *That the following Standing Order be added after Standing Order 162:*

“**162-A.** When a question for debate is referred to a standing committee, it is subject to the following special rules:

(a) the Member who has given notice of the question for debate has a right to be heard first, and the Minister being questioned may answer immediately afterwards; each such speech must be limited to twenty minutes;

(b) a Member may speak as often as he wishes provided he does not speak more than twenty minutes in all; this restriction does not apply to the Member who has given notice of the question for debate or to the Minister being questioned who have a privileged right to speak;

(c) the Minister may be accompanied by civil servants of his choice and may authorize them to speak and they therefore speak on their behalf;

(d) the committee shall not appoint a reporter and no report shall be made to the Assembly;

(e) a quorum is presumed to be present and the lack of a quorum cannot be invoked;

(f) there cannot be any motion or vote;

(g) at one o'clock in the afternoon, or when no one wishes to speak further, the President shall adjourn the proceedings of the committee.”

13. *Que* l'article 174 soit amendé en remplaçant, dans le paragraphe 4, le chiffre «23» par «22».

M. Burns propose:

Que le règlement de l'Assemblée nationale soit amendé en ajoutant après l'article 179, l'article suivant:

«**180.** 1. Au moment du dépôt de documents, une personne ou une association de personnes peut, par l'intermédiaire d'un député, déposer une pétition à l'Assemblée dans le but d'obtenir le redressement d'un grief public.

2. La pétition doit d'abord contenir une désignation des pétitionnaires, puis un exposé clair, succinct, précis et en termes modérés des faits pour lesquels ils demandent l'intervention de l'Assemblée et être signée par tous les pétitionnaires.

3. Dès qu'une pétition est déposée, elle est reçue et des copies en sont distribuées aux membres de l'Assemblée. Mention est faite de ce dépôt au procès-verbal.»

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée et conformément à l'article 174-A du règlement, M. le Président annonce la convocation de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications pour le vendredi 25 novembre 1977, pour la question avec débat de Mme Lavoie-Roux sur le sujet suivant: La politique de subvention à la recherche du gouvernement du Québec et son application.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Tardif proposant que le projet de loi n° 66, «Loi concernant l'ac-

13. *That* Standing Order 174 be amended by replacing, in paragraph 4, the word "eleven" by the word "ten".

Mr Burns moved:

That The Standing Orders of the National Assembly be amended by adding, after Standing Order 179, the following Standing Order:

“**180.** 1. When documents are being tabled, a person or an association of persons may, through a Member, table a petition in the House for the redress of a public grievance.

2. The petition must contain, firstly, a designation of the petitioners, then a clear, concise, accurate and moderately worded statement of the facts for which the intervention of the Assembly is requested, and finally, the signature of all the petitioners.

3. A petition, on being tabled, is received and copies thereof are distributed to the Members of the Assembly. The tabling of the petition is entered in the Votes and Proceedings.”

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and in accordance with Standing Order 174-A, Mr President announced the convening of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, Friday, 25 November 1977, concerning the question for debate by Mrs Lavoie-Roux on the following subject: The research grants policy of the government of Québec and its application.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Tardif proposing that bill No. 66, “An Act respecting the ac-

quisition de certains immeubles par la Société d'habitation du Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Burns, le projet de loi n° 66 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement.

Aujourd'hui, jeudi 17 novembre 1977, à dix-huit heures, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Cardinal, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Landry, le représentant du Premier ministre, de M. Forget, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Cordeau, le représentant du chef de l'Union Nationale, de M. Duhaime et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 10 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
- 32 Loi modifiant le Code de procédure civile;
- 58 Loi concernant la Bourse de Montréal;
- 62 Loi modifiant la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec;
- 64 Loi concernant la poursuite d'infractions par le procureur général et l'application de règlements relatifs au stationnement et à la circula-

quisition of certain immoveables by the Société d'habitation du Québec", be now read the second time.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Burns, bill No. 66 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment for section by section examination.

Today, Thursday, 17 November 1977, at six o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr Cardinal, Vice-president of the National Assembly, of Mr Landry, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Forget, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Cordeau, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, of Mr Duhaime and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 10 An act to amend the Act respecting health services and social services;
- 32 An Act to amend the Code of Civil Procedure;
- 58 An Act respecting the Montreal Stock Exchange;
- 62 An Act to amend the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act;
- 64 An Act to make provisions respecting the prosecution of offences by the Attorney-General and the enforcement of parking and traffic

tion et modifiant la Loi du ministère de la justice;

65 Loi modifiant le Code civil;

68 Loi modifiant la Loi du ministère des affaires culturelles;

259 Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

by-laws, and to amend the Justice Department Act;

65 An Act to amend the Civil Code;

68 An Act to amend the Cultural Affairs Department Act;

259 An Act respecting the parish municipality of Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière.

At ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 22 novembre 1977

Quatorze heures

Tuesday, 22 November 1977

Two o'clock P.M.

M. Morin (Sauvé) dépose les documents suivants:

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 465.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 466.)

Rapport annuel de l'Ordre des chimistes du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 467.)

Rapport annuel de l'Ordre des agronomes du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 468.)

Le projet de loi n° 79, «Loi facilitant la conversion au système international d'unités (SI) et à d'autres unités cou-

Mr Morin (Sauvé) tabled the following documents:

Annual report of the Professional Corporation of Industrial Administration Accountants of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 465.)

Annual report of the Professional Corporation of Dieticians of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 466.)

Annual report of the Order of Chemists of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 467.)

Annual report of the Order of Agronomists of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 468.)

Bill No. 79, "An Act to facilitate conversion to the international system of units (SI) and to other customary

ramment utilisées», est présenté par M. Tremblay, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, la question suivante apparaissant au nom de M. O'Gallagher, à l'article 17 du feuillet du 16 novembre 1977, est réinscrite au feuilleton:

1. Le gouvernement ou ses offices, régies, commissions et sociétés ont-ils accordé des contrats à la société Photo-Air Laurentides Inc., 1650 rue Louis Jetté, Québec, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 15 juin 1977?

2. Si oui, quel est le montant total de ces contrats?

3. Quels sont:

a) les contrats qui ont été accordés à la suite d'appels d'offres;

b) la nature du travail;

c) les noms et adresses des soumissionnaires;

d) le montant de chaque soumission;

e) le montant du contrat?

4. Quels sont:

a) les contrats qui ont été accordés sans appel d'offres;

b) la nature et l'endroit du travail;

c) le montant du contrat?

5. Quel a été le montant total versé à cette société depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 15 juin 1977, tant par le gouvernement que par ses offices, régies, commissions et sociétés?

6. Quels sont les noms, prénoms et adresses des administrateurs de ladite société?

7. Cette société a-t-elle produit en 1976 le rapport requis en vertu de la Loi des renseignements sur les compagnies (S.R.Q., 1964, c. 273, a. 4 et amendements)?

units", was introduced by Mr Tremblay, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, the following question appearing under the name of Mr O'Gallagher, at Item 17 on the Agenda Paper for 16 November 1977, was re-entered in the Agenda Paper:

1. Did the government or any of its bureaux, boards, commissions or corporations grant contracts to the firm Photo-Air Laurentides Inc., 1650 Louis Jetté Street, Québec, from 26 November 1976 to 15 June 1977?

2. If so, what is the total amount of such contracts?

3. What are:

(a) the contracts awarded following calls for tenders;

(b) the nature of the work to be carried out;

(c) the names and addresses of the bidders;

(d) the amount of each bid;

(e) the amount of the contract?

4. What are:

(a) the contracts awarded without calls for tenders;

(b) the nature and the location of the work to be carried out;

(c) the amount of the contract?

5. What was the total amount paid to this firm from 26 November 1976 to 15 June 1977 by the government as well as any of its bureaux, boards, commissions and corporations?

6. What are the names, given names and addresses of the directors of this firm?

7. Did this firm produce a report in 1976 in accordance with the Companies Information Act (R.S.Q., 1964, c. 273, s. 4 and amendments)?

8. S'il y a eu omission, les pénalités prévues dans la loi ont-elles été appliquées?

9. Si non, pourquoi?

M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 45.—Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre;

Projet de loi n° 69.—Loi modifiant la Loi sur la mise en tutelle de «International Union of Elevator Constructors, locals 89 et 101» et la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement pour étudier, article par article, le projet de loi n° 66, «Loi concernant l'acquisition de certains immeubles par la Société d'habitation du Québec».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Biron, Bisailon, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Charbonneau, Chevette, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Bellevall, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-

8. If not, were the penalties provided in this act applied?

9. If not, why?

Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Labour, Manpower and Immigration for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 45.—An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act;

Bill No. 69.—An Act to amend the Act respecting the placing of the "International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101" under trusteeship and the Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship.

In Room 81 "A":

The Committee on Municipal Affairs and the Environment for the section by section examination of bill No. 66, "An Act respecting the acquisition of certain immovables by the Société d'habitation du Québec".

The motion was adopted on the following vote:

Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Raynauld, Roy, Saindon, Samson, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugois, Verreault.—86.

CONTRE—NAYS:—0.

Sur la motion de M. Burns, la Commission permanente de la fonction publique siégera aujourd'hui au Salon Rouge, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures, pour étudier le projet de loi n° 53, «Loi sur la fonction publique».

Sur la motion M. Burns, la Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera demain au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à douze heures quinze minutes pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 45.—Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre;

Projet de loi n° 69.—Loi modifiant la Loi sur la mise en tutelle de «International Union of Elevator Constructors, locals 89 et 101» et la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers.

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mme Leblanc dépose les documents suivants:

Copie d'une lettre, en date du 9 mai 1972, de M. Rhéal Chatelain, c.a., du Bureau du contrôleur des finances, adressée à M. Robert De Coster, sous-ministre, ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, au sujet de l'assistance financière à la Société Pêcheprod Limitée.

(Document de la session n° 469.)

On motion of Mr Burns, the Standing Committee on the Civil Service will sit this evening in the Red Room from eight o'clock until ten o'clock, for the purpose of examining bill No. 53, "Civil Service Act".

On motion of Mr Burns, the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration will sit tomorrow in the Red Room, from ten o'clock A.M. until twelve-fifteen o'clock noon, for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 45.—An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act;

Bill No. 69.—An Act to amend the Act respecting the placing of the "International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101" under trusteeship and the Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship.

With the unanimous consent of the Assembly, Mrs Leblanc tabled the following documents:

Copy of a letter, dated 9 May 1972, forwarded to Mr Robert De Coster, deputy-minister of the Québec Department of Industry and Commerce, by Mr Rhéal Chatelain, c.a., of the office of the Comptroller of Finance, concerning financial assistance to Pêcheprod Limitée.

(Sessional Papers, No. 469.)

Copie d'une lettre, en date du 5 juillet 1972, adressée au ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, par les procureurs de la Société Pêcheprod Limitée, concernant une transaction avec cette société.

(Document de la session n° 470.)

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 19.—Loi sur les parcs;

Projet de loi n° 21.—Loi modifiant la Loi des agents de voyage.

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Bordeleau, le rapport est adopté.

Les projets de loi n°s 19 et 21 sont remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Parizeau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (n° 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978.

À dix-huit heures, Madame le Président de la commission plénière quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'étude des crédits supplémentaires continue en commission plénière.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Copy of a letter, dated 5 July 1972, forwarded to the Québec Department of Industry and Commerce, by the attorneys of Pêcheprod Limitée, concerning a transaction with this corporation.

(Sessional Papers, No. 470.)

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Industry and Commerce and Tourism, Fish and Game which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 19.—Parks Act;

Bill No. 21.—An Act to amend the Travel Agents Act.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Bordeleau, the report was adopted.

Bills Nos. 19 and 21 were ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Parizeau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1) for the fiscal year ending March 31st 1978.

At six o'clock P.M., Madam Chairman of the Committee of the Whole left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

The consideration of the Supplementary Estimates of Expenditure continued in Committee of the Whole.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

À vingt-deux heures dix minutes,
l'Assemblée s'ajourne à demain dix
heures.

At ten minutes past ten o'clock P.M.,
the Assembly adjourned until tomor-
row, at ten o'clock A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 23 novembre 1977

Dix heures

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Parizeau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (n° 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978.

Madame le Président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires (n° 1), soit une somme n'excédant pas, en tout, \$290,467,000 qui sera et pourra être prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province, pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit le montant de chacun des différents programmes énu-

Wednesday, 23 November 1977

Ten o'clock A.M.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Parizeau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1) for the fiscal year ending March 31st 1978.

Madam Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole has adopted all the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1), namely a sum not exceeding, in all, \$290,467,000 which shall and may be taken out of the consolidated revenue fund of this province, to defray, for the fiscal year ending on the 31st of March 1978, the charges and expenses of the government and public service of the province not otherwise provided for, namely the amount of the various programmes set forth in the

merés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

M. Parizeau présente, en conséquence, un projet de loi basé sur ledit rapport: projet de loi n° 71, «Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, et pour d'autres fins du service public», lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

À douze heures trente minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

M. Landry dépose le document suivant:

Réponse à une question orale posée le 2 novembre dernier par M. Goulet, sur le nombre de travailleurs de Questeel qui ont été embauchés par Sidbec.
(*Document de la session n° 471.*)

M. Lavigne, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 66, «Loi concernant l'acquisition de certains immeubles par la Société d'habitation du Québec».

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(*Document de la session n° 472.*)

Le projet de loi n° 73, «Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport», est présenté par M. Lessard, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

schedule of the bill which will be introduced.

Mr Parizeau accordingly introduced a bill based on the said report, namely: Bill No. 71, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1978, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time.

At twelve-thirty o'clock noon, Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

Mr Landry tabled the following document:

Answer to an oral question by Mr Goulet on 2 November 1977, concerning the number of Questeel workers who were employed by Sidbec.
(*Sessional Papers, No. 471.*)

Mr Lavigne, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment which examined bill No. 66, "An Act respecting the acquisition of certain immoveables by the Société d'habitation du Québec", following second reading.

The bill was reported without amendment.

(*Sessional Papers, No. 472.*)

Bill No. 73, "An Act respecting municipal and intermunicipal transit corporations", was introduced by Mr Lessard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration siégera à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes pour étudier, article par article, le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'œuvre».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, pour étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des engagements financiers siégera à compter de neuf heures trente minutes jusqu'à douze heures trente minutes.

M. Burns propose que la Commission permanente du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration siège au Salon Rouge immédiatement jusqu'à dix-huit heures pour étudier, article par article, le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'œuvre».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Burns gave the following notice:
The following Standing Committees will sit tomorrow:

In the Red Room:

The Committee on Labour, Manpower and Immigration will sit from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, for the section by section examination of bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act".

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, for the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

In Room 91 "A":

The Committee on Financial Commitments will sit from nine-thirty o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon.

Mr Burns moved that the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration do sit immediately in the Red Room until six o'clock P.M. for the section by section examination of bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Bisailon, Blank, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Chevette, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Garneau, Gendron, Giasson, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Raynault, Roy, Saindon, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—83.

CONTRE—NAYS:—0.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Pagé:

1. Suite au jugement qui a été rendu par la Cour Supérieure, il y a quelques semaines, statuant sur l'illégalité des opérations des agences de danseuses et d'effeuilleuses, quels gestes le gouvernement a-t-il posés pour mettre un terme aux activités de ces agences ou encore pour les régir afin de permettre à la police d'avoir un contrôle sur l'embauche de mineures?

2. Le gouvernement a-t-il procédé à une évaluation quant aux sommes d'argent qu'il perd annuellement aux chapitres:

a) des déductions d'impôt non effectuées par certains employeurs sur les cachets versés à certaines de ces personnes;

b) des prestations d'aide sociale obtenues frauduleusement par un certain nombre de gens qui oeuvrent dans ce milieu?

Réponse de M. Bédard:

1. Quarante-six plaintes ont été portées et sont actuellement pendantes relativement aux activités de ces agences de danseuses.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Pagé:

1. Following the judgment handed down a few weeks ago by the Superior Court giving a decision on the unlawfulness of the operating of dancers' and strippers' agencies, what measures have been taken by the government to put an end to such agencies or at least to govern them to allow the police to control the hiring of minors?

2. Has the government made any evaluation of the amounts of money that it loses each year under the following items:

(a) income tax deductions that are not made by certain employers from the wages paid to some of these persons;

(b) social aid benefits obtained fraudulently by a certain number of people working in this field of endeavour?

Answer by Mr Bédard:

1. Forty-six complaints were lodged and are still pending as regards the activities of these agencies.

2. La réponse devrait être donnée par le ministère du Revenu et le ministère des Affaires sociales. Je crois qu'il s'agit d'informations confidentielles dans le premier cas et qu'il est impossible de faire une évaluation dans le deuxième cas.

Question de M. Goulet:

1. Quelle est la somme totale des coûts de l'incinérateur de la Rive sud à Lévis?

2. Quel est, en particulier, le coût:

- a) des services professionnels;
- b) des travaux de construction;
- c) des imprévus et frais divers;

d) des frais bancaires occasionnés jusqu'au 1^{er} octobre 1977?

3. Quel est le montant de la subvention du gouvernement provincial?

4. Si les municipalités de la Rive sud empruntent à court ou à long terme pour rembourser cette dette, quel est le montant en capital et intérêts qui devra en définitive être à la charge des contribuables de ces municipalités?

Réponse de M. Tardif:

1. Total des coûts au 30 septembre 1977 \$4,800,151

2. a) honoraires professionnels \$ 319,137

b) travaux de construction \$3,525,044

c) imprévus et frais \$ 56,802

d) intérêts au 1^{er} octobre 1977 \$ 675,844

3. Subvention du gouvernement provincial \$2,327,500

4. Si les municipalités de la Rive sud empruntent à long terme pour payer la partie non subventionnée des coûts

2. This answer should be given by the Department of Revenue and by the Department of Social Affairs. I believe this information is confidential in the first case and that, in the second case, it would be impossible to make such an evaluation.

Question by Mr Goulet:

1. What was the total cost of building the South Shore incinerator, at Lévis?

2. What was the cost, in particular, of:

- (a) professional services;
- (b) the construction work;
- (c) unforeseen and miscellaneous expenses;

(d) banking expenses as at 1 October 1977?

3. What was the amount of the grant awarded by the provincial government?

4. If a short-term or long-term loan is incurred by the municipalities of the South Shore to pay off this debt, what amount in capital and interests will finally have to be paid by the taxpayers of these municipalities?

Answer by Mr Tardif:

1. Total cost as at 30 September 1977 \$4,800,151

2. (a) professional fees \$ 319,137

(b) construction work \$3,525,044

(c) unforeseen and miscellaneous expenses \$ 56,802

(d) interest as at 1 October 1977 \$ 675,844

3. Grant awarded by the provincial government \$2,327,500

4. If a long-term loan is incurred by the South Shore municipalities to pay the non-subsidized portion of the total

totaux, le montant en capital et intérêts qui devra en définitive être à la charge des contribuables de ces municipalités sera d'environ \$333,000 par année. Ceci suppose un financement à 10½%, remboursable sur une période de 30 ans.

Question de M. Goulet:

1. Est-il exact que les propriétaires de la Seigneurie Ross, au nord de Valcartier, ont offert leur domaine au gouvernement à condition que ce domaine soit mis à la disposition de la population comme centre écologique?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il l'intention de prendre une décision en rapport avec cette offre dans un avenir rapproché?

Réponse de M. O'Neill:

1. Oui.

2. Le gouvernement a accepté l'offre, et la création de la réserve écologique se fera dans les prochains mois.

Question de M. Shaw:

1. Le Ministre des Affaires sociales a-t-il déjà communiqué avec certains établissements sous le contrôle de son ministère pour leur demander de changer de courtiers d'assurances?

2. Dans l'affirmative:

a) quels sont ces établissements;

b) quels sont les motifs de pareilles initiatives;

c) quels sont les noms des courtiers d'assurances qui ont été recommandés par le Ministre?

Réponse de M. Lazure:

1. Non.

Question de M. Picotte:

1. Quels sont les noms, prénoms et adresses des personnes qui ont présenté des soumissions au ministère des Affaires municipales pour les études concer-

cost, the amount in capital and interest which will have to be paid finally by these municipalities will be approximately \$333,000 per year. This would involve financing at 10½%, repayable over a period of thirty years.

Question by Mr Goulet:

1. Is it true that the owners of the Ross Seignior, north of Valcartier, offered their estate to the government provided that this estate be placed at the disposal of the population as an ecological centre?

2. If so, does the government intend taking a decision in the near future concerning this offer?

Answer by Mr O'Neill:

1. Yes.

2. The government did accept this offer and an ecological reserve will be established within the next few months.

Question by Mr Shaw:

1. Has the Minister of Social Affairs already contacted certain establishments under the control of his Department to request that the insurance brokers be changed?

2. If so:

(a) what are these establishments;

(b) what are the reasons for such action;

(c) what are the names of the insurance brokers who were recommended by the Minister?

Answer by Mr Lazure:

1. No.

Question by Mr Picotte:

1. What are the names, given names and addresses of the persons who put in a bid at the Department of Municipal Affairs to carry out studies concerning

nant le débit d'eau des puits artésiens situés près du lac à la Truite, entre Black Lake et Saint-Ferdinand?

2. Quel est le montant de chaque soumission?

3. À qui le contrat a-t-il été accordé et pour quel montant?

Réponse de M. Tardif:

Aucune firme ne présente de telles soumissions au ministère car seules les municipalités accordent les contrats à de telles fins. C'est pourquoi les informations demandées seraient disponibles auprès de l'Hôtel de Ville de la municipalité impliquée.

Question de M. Verreault:

1. Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il accordé une subvention pour épauler l'entreprise commune à l'ensemble des municipalités de la région de Drummondville qui oeuvrent en vue de reconstituer un village québécois à l'image de l'histoire de leur région?

2. Le cas échéant, quand cette subvention a-t-elle été versée et quel en est le montant?

Réponse de M. Duhaime:

1. Oui.

2. Une première tranche de \$100,000 a été versée en juillet 1977.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Raynauld:

1. Le gouvernement du Québec a-t-il été informé qu'un groupe de compagnies canadiennes spécialisées dans l'acier aurait reçu la suggestion de la firme d'ingénieurs Arthur G. McKee, de Toronto, de différer à une date indéterminée une étude en profondeur sur le projet de construire une usine de briquettes de fer, dans la région de Sept-Îles?

the water flow from artesian wells located in the vicinity of à la Truite lake, between Black Lake and Saint-Ferdinand?

2. What was the amount of each bid?

3. To whom was the contract awarded and for what amount?

Answer by Mr Tardif:

No firms put in such bids at the Department as municipalities alone award contracts for such purposes. This is why the required information can only be obtained at the City Hall of the municipality in question.

Question by Mr Verreault:

1. Has the Department of Tourism, Fish and Game awarded any grants to encourage the project undertaken and shared by the municipalities of the Drummondville region as a whole in view of recreating a Québec village in the image of the history of their region?

2. If so, when was this grant awarded and what was the amount?

Answer by Mr Duhaime:

1. Yes.

2. A first instalment of \$100,000 was paid in July 1977.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Raynauld:

1. Was the government of Québec informed that the firm of engineers Arthur G. McKee, of Toronto, had suggested to a group of Canadian specialists in the steel industry to put off, for an indefinite time, an extensive study concerning the project of building an iron pellet plant in the Sept-Îles region?

2. Le gouvernement se propose-t-il d'adopter des mesures particulières en vue de relancer l'économie dans cette région?

3. Si oui:

- a) quels sont les projets envisagés;
- b) quand peut-on espérer la concrétisation desdits projets?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 473.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Mackasey:

1. À quel stade le gouvernement en est-il rendu dans la préparation d'un programme d'orientation économique devant favoriser l'innovation, la création de nouveaux produits et la pénétration de nouveaux marchés, programme qui a été annoncé le 11 février 1977 par le Ministre de l'Industrie et du Commerce, lors d'une conférence devant les membres de la Chambre de commerce de la Rive sud?

2. L'intention du MIC d'encourager le réinvestissement des profits par des congés fiscaux visant à favoriser le développement régional du Québec est-elle associée à ce programme?

3. En outre, ce programme tiendra-t-il compte de la promesse faite de verser une aide financière aux entreprises exportatrices, pouvant aller jusqu'à 50% du coût des frais de promotion de leurs produits à l'étranger et une aide financière pour couvrir les coûts de préparation de soumissions en rapport avec les grands projets à l'étranger?

2. Is the government considering the possibility of adopting special measures to encourage the economic recovery of this region?

3. If so:

- (a) what are the foreseen projects;
- (b) when can the concretization of the said projects be expected?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 473.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Mackasey:

1. What stage has the government reached in the preparation of an economic orientation programme to promote innovation, the invention of new products and the penetration of new markets, as announced on 11 February 1977 by the Minister of Industry and Commerce in a talk before the members of the Chambre de commerce de la Rive sud?

2. Is the intention of the Department of Industry and Commerce which is to encourage the reinvestment of profits through fiscal exemption in view of promoting the regional development of the province of Québec related to this program?

3. Furthermore, will this programme take into account the promise to provide financial assistance to exporting firms which could represent as much as 50% of the cost of promoting their products abroad, as well as financial aid to cover the costs of preparing tenders for extensive projects outside the province?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 474.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Russell:

1. Depuis le début des travaux de construction de l'aéroport de Mirabel, combien y a-t-il eu d'études subventionnées en marge de l'établissement d'un système de transport rapide (Barem) entre Mirabel et Montréal?

2. Quel est l'objet de chacune de ces études et à qui ont-elles été confiées?

3. À quelle date le rapport de chacune de ces études a-t-il été remis ou doit-il être remis à ceux qui les ont commandées?

4. Quel montant d'argent chaque exécutant a-t-il reçu ou doit-il encore recevoir pour ses travaux?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Burns, au nom de M. Lessard, dépose ledit document.

(Document de la session n° 475.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Pagé:

1. Le gouvernement du Québec a-t-il, à l'instar du gouvernement du Canada, préparé un programme visant, entre autres, à:

a) offrir aux entreprises québécoises les services de spécialistes en matière d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail;

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 474.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Russell:

1. Since the beginning of the construction work at Mirabel Airport, how many subsidized studies have been carried out in connection with the establishment of an express transportation system (Barem) between Mirabel and Montreal?

2. What is the purpose of each of such studies and to whom were they entrusted?

3. On what date was the report on each study handed in or will be handed in to the persons who ordered these studies?

4. What amount was paid or will be paid to each consultant?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Lessard.

(Sessional Papers, No. 475.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Pagé:

1. Has the government of Québec copied the government of Canada by drawing up a program for the purpose, amongst other things, of:

(a) providing Québec business firms with the services of specialists in matters of hygiene and safety on work sites;

b) élaborer un code d'hygiène et de sécurité au travail;

c) mettre sur pied des comités de sécurité et d'hygiène dans les entreprises;

d) constituer un centre de la qualité de la vie au travail;

e) impliquer les syndicats dans la réalisation de ces différents objectifs;

f) rencontrer les chefs d'entreprises pour leur vendre l'idée d'un milieu de travail plus sain pour leurs employés?

2. Si oui, est-il prévu que des représentants du gouvernement québécois effectueront une tournée des centres régionaux du Québec, comme l'a fait le secrétaire parlementaire du ministre fédéral du travail, pour sensibiliser les propriétaires d'entreprises québécoises?

3. Y a-t-il eu des rencontres à ce sujet entre des représentants des deux gouvernements?

4. Dans l'affirmative:

a) à quelles dates;

b) quels sont les noms et fonctions des interlocuteurs?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Burns, au nom de M. Marois, dépose ledit document.

(Document de la session n° 476.)

Sur la motion de M. Forget, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute étude faite par la Régie de l'assurance-maladie, ou pour elle, relativement à la fréquence, aux coûts, à la durée, à la catégorie de professionnels et aux lieux d'exercice des traitements de psychothérapie.

M. Burns, au nom de M. Lazure, dépose ledit document.

(Document de la session n° 477.)

(b) drawing up of hygiene and safety work code;

(c) setting up hygiene and safety committees in business firms;

(d) setting up a quality of life centre at work sites;

(e) involving the labour unions in reaching these various objectives;

(f) meeting business heads to sell them the idea of a healthier working environment for their employees?

2. If so, have any arrangements been made for representatives of the Québec government to tour the regional centres of Québec, as was done by the Parliamentary Secretary of the federal Minister of Labour, to inform the proprietors of Québec business firms?

3. Have any meetings been held on this subject by representatives of the two governments?

4. If so:

(a) on what dates;

(b) what are the names and duties of the persons who attended such meetings?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Marois.

(Sessional Papers, No. 476.)

On motion of Mr Forget,—

Ordered, that there be tabled:

Copie of any study carried out by the Health Insurance Board, or on its behalf, concerning the frequency, costs, length of time, category of professionals and places where treatments of psychotherapy are being given.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Lazure.

(Sessional Papers, No. 477.)

M. Lavoie propose que le projet de loi n° 190, «Loi modifiant la Loi électorale», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 190 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante de Mme Lavoie-Roux:

Que cette Assemblée est d'avis que le gouvernement prenne immédiatement toutes les mesures législatives, administratives et budgétaires nécessaires pour accroître et améliorer la qualité de l'enseignement de la langue seconde, de manière à répondre au désir maintes fois exprimé par les parents à l'effet que leurs enfants puissent, au sortir de l'école, avoir une connaissance d'usage de la langue seconde.

Avant d'entreprendre le débat sur cette motion, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lavoie, il est—

Résolu que cette motion pourra être débattue aujourd'hui et mercredi prochain.

Et un débat s'élève alors sur la motion de Mme Lavoie-Roux.

M. Morin (Sauvé) propose:

Que la motion en discussion soit amendée en ajoutant dans la deuxième ligne,

Mr Lavoie moved that bill No. 190, "An Act to amend the Election Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, bill No. 190 was referred to the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs for section by section examination.

The Order of the Day being read for the consideration of the following motion by Mrs Lavoie-Roux:

That the Assembly is of opinion that the government should adopt immediately all the necessary legislative, administrative and budgetary measures to upgrade and improve the quality of the teaching of the second language in order to meet the wishes often expressed by parents that their children may have a practical knowledge of the second language on leaving school.

Before undertaking the debate on this motion, with the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Lavoie,—

Resolved, that this motion may be debated today and next Wednesday.

And a debate then arising on the motion by Mrs Lavoie-Roux.

Mr Morin (Sauvé) moved:

That the motion under debate be amended by adding in the second line,

après le mot «gouvernement» les mots «à la suite de la discussion publique qui doit avoir lieu autour du livre vert sur l'enseignement primaire et secondaire, compte tenu de la priorité déjà annoncée concernant l'enseignement de la langue seconde,», et en retranchant dans la deuxième ligne le mot «immédiatement».

M. le Président prend cet amendement en délibéré.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Morin (Sauvé).

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

after the word "government", the words " , following the public debate which will take place around the green paper on primary and secondary education, taking into account the priority given to the teaching of the second language which was already announced," and by striking out, in the second line, the word "immediately".

Mr President took this amendment under consideration.

The debate was adjourned on motion of Mr Morin (Sauvé).

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 24 novembre 1977

Quatorze heures

Thursday, 24 November 1977

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 478.)

Rapport annuel de l'Ordre des optométristes du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 479.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 480.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 481.)

The following documents were tabled:

By Mr Morin (Sauvé):

Annual report of the Professional Corporation of Speech Therapists and Audiologists of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 478.)

Annual report of the Order of Optometrists of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 479.)

Annual report of the Professional Corporation of Dental Hygienists of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 480.)

Annual report of the Professional Corporation of Physicians of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 481.)

Par Mme Payette:

Estimé des coûts du régime d'indemnisation des dommages corporels, pour la première année d'application (1^{er} mars 1978 — 28 février 1979) de la Loi sur l'assurance automobile.

(Document de la session n° 482.)

Structure de tarification de la Régie de l'assurance automobile du Québec, pour la première année d'application (1^{er} mars 1978 — 28 février 1979) de la Loi de l'assurance automobile.

(Document de la session n° 483.)

M. Gendron, au nom de M. Mercier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 69, «Loi modifiant la Loi sur la mise en tutelle de «International Union of Elevator Constructors, locals 89 et 101» et la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 484.)

M. Burns dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 252.—Loi concernant la ville de Greenfield Park;

Projet de loi n° 257.—Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne.

(Document de la session n° 485.)

Sur la motion de M. Burns, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas de ces projets de loi.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

By Mrs Payette:

An estimate of the cost of the compensation scheme for bodily injuries, for the first year of application (1 March 1978 — 28 February 1979) of the Automobile Insurance Act.

(Sessional Papers, No. 482.)

Rate structure of the Régie de l'assurance automobile de Québec, for the first year of application (1 March 1978 — 28 February 1979) of the Automobile Insurance Act.

(Sessional Papers, No. 483.)

Mr Gendron tabled, on behalf of Mr Mercier, the report of the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration which examined bill No. 69, "An Act to amend the Act respecting the placing of the "International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101" under trusteeship and the Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 484.)

Mr Burns tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following private bills:

Bill No. 252.—An Act respecting the town of Greenfield Park;

Bill No. 257.—An Act respecting the parish municipality of Saint-Louis-de-Terrebonne.

(Sessional Papers, No. 485.)

On motion of Mr Burns, the Rules of Procedure concerning private bills were suspended respecting these bills.

The following private bills were severally introduced and read the first time:

Par M. Michaud:

Projet de loi n° 252.—Loi concernant la ville de Greenfield Park.

Par M. Fallu:

Projet de loi n° 257.—Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne.

Sur la motion de M. Burns, les projets de loi privés n°s 252 et 257 sont, l'un après l'autre, déferés pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, à la Salle 81 «A», à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siègera pour étudier la question avec débat de Mme Lavoie-Roux sur le sujet suivant: La politique de subvention à la recherche du gouvernement du Québec et son application.

Le Ministre de l'Éducation répondra à cette question.

M. Burns propose que la Commission permanente du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration siège au Salon Rouge immédiatement pour étudier, article par article, le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'œuvre».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Boucher, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Chevette, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Les-

By Mr Michaud:

Bill No. 252.—An Act respecting the town of Greenfield Park.

By Mr Fallu:

Bill No. 257.—An Act respecting the parish municipality of Saint-Louis-de-Terrebonne.

On motion of Mr Burns, private bills Nos. 252 and 257 were severally referred to the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment for public hearings and section by section examination.

Mr Burns gave the following notice:

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs, and Communications will sit tomorrow in Room 81 "A", from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to examine the question for debate by Mrs Lavoie-Roux on the following subject: The research grants policy of the government of Québec and its application.

The Minister of Education will reply to this question.

Mr Burns moved that the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration do sit immediately in the Red Room for the section by section examination of bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act".

The motion was adopted on the following vote:

sard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Picotte, Proulx, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault. —85.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 66, «Loi concernant l'acquisition de certains immeubles par la Société d'habitation du Québec».

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Lavigne, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Tardif, le projet de loi n° 66 est lu la troisième fois après division des voix.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 24, «Loi sur la protection de la jeunesse».

M. Marois informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Marois propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Lessard, au nom de M. Burns, le projet de loi n° 24 est déferé pour être étudié conjointement, article par article, par les commissions permanentes des affaires sociales et de la justice.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment which examined bill No. 66, "An Act respecting the acquisition of certain immoveables by the Société d'habitation du Québec", following second reading.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Lavigne, the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Tardif, bill No. 66 was read the third time on division.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 24, "Youth Protection Act".

Mr Marois informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Marois moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Lessard, on behalf of Mr Burns, bill No. 24 was referred for section by section examination to the Standing Committees on Social Affairs and Justice which will sit jointly.

M. Lessard propose que le projet de loi n° 75, «Loi modifiant le Code de la route», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Lessard, au nom de M. Burns, le projet de loi n° 75 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement.

M. Bédard propose que le projet de loi n° 72, «Loi concernant la nomination des juges municipaux suppléants et modifiant la Loi des poursuites sommaires», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Lessard, au nom de M. Burns, le projet de loi n° 72 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 77, «Loi mo-

Mr Lessard moved that bill No. 75, "An Act to amend the Highway Code", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Lessard, on behalf of Mr Burns, bill No. 75 was referred to the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply for section by section examination.

Mr Bédard moved that bill No. 72, "An Act to make provisions respecting the appointment of deputy municipal judges and to amend the Summary Convictions Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Lessard, on behalf of Mr Burns, bill No. 72 was referred to the Standing Committee on Justice for section by section examination.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 77, "An

difiant la Loi des tribunaux judiciaires et la Loi sur les jurés».

M. Bédard informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Bédard propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Lessard, au nom de M. Burns, le projet de loi n° 77 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

M. Lessard, au nom de M. Burns, donne l'avis suivant:

Mardi prochain, le 29 novembre 1977, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures trente minutes jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de la fonction publique siégera pour étudier le projet de loi n° 53, «Loi sur la fonction publique».

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales siégera pour étudier le projet de loi n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

Act to amend the Courts of Justice Act and the Jurors Act".

Mr Bédard informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Bédard moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Lessard, on behalf of Mr Burns, bill No. 77 was referred to the Standing Committee on Justice for section by section examination.

Mr Lessard, on behalf of Mr Burns, gave the following notice:

Next Tuesday, 29 November 1977, the following Standing Committees will sit from ten-thirty o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on the Civil Service will sit for the purpose of examining bill No. 53, "Civil Service Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs will sit for the purpose of examining bill No. 9, "An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights".

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

Aujourd'hui, jeudi 24 novembre 1977, à dix-huit heures, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Cuerrier, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Burns, le représentant du Premier ministre, de M. Mailloux, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Fontaine, le représentant du chef de l'Union Nationale, de M. Bordeleau et de M. Lessard, secrétaire-adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

66 Loi concernant l'acquisition de certains immeubles par la Société d'habitation du Québec;

71 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, et pour d'autres fins du service public.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Today, Thursday, 24 November 1977, at six o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mrs Cuerrier, Vice-president of the National Assembly, of Mr Burns, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Mailloux, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Fontaine, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, of Mr Bordeleau and of Mr Lessard, Assistant Secretary of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

66 An Act respecting the acquisition of certain immoveables by the Société d'habitation du Québec;

71 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1978, and for other purposes connected with the public service.

At ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 29 novembre 1977

Quatorze heures

Tuesday, 29 November 1977

Two o'clock P.M.

M. Garon dépose le document suivant:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-récolte du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 486.)

Le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», est présenté par M. Bérubé, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi n° 84, «Loi modifiant la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois», est présenté par M. Bérubé.

M. Bérubé propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Garon tabled the following document:

Annual report of the Québec Crop Insurance Board, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 486.)

Bill No. 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", was introduced by Mr Bérubé, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Bill No. 84, "An Act to amend the Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec", was introduced by Mr Bérubé.

Mr Bérubé moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Boucher, Brassard, Burns, Caron, Charron, Chevrette, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belval, Desbiens, Dubois, Du-

haime, Dussault, Fallu, Fontaine, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Lazure, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Rancourt, Springate, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois, Verreault.—73.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 84 est lu la première fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, ce projet de loi est remis au cours de la présente séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président donne avis que vendredi prochain le 2 décembre, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour la question avec débat du Député de Lotbinière au Ministre des Affaires intergouvernementales sur le sujet suivant:

La thèse d'une association économique entre le Québec et le Canada et les études en cours sur ce sujet au sein du gouvernement.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Marchand propose que des félicitations soient adressées à l'équipe des Alouettes de Montréal pour la brillante victoire remportée dimanche dernier à l'occasion de la rencontre de la Coupe Grey et qu'une demande soit faite au gouvernement fédéral de contribuer davantage au financement de ce magnifique stade qui fait l'orgueil de tous les Canadiens.

La motion est adoptée.

Bill No. 84 was accordingly read the first time.

With the unanimous consent of the Assembly, this bill was ordered for second reading during the present sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr President gave notice that next Friday, 2 December, the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., concerning the question with debate by the Member for Lotbinière to the Minister of Intergovernmental Affairs on the following matter:

The thesis of an economic association between Québec and Canada and the studies carried on at present on this subject within the government.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Marchand moved that congratulations be forwarded to the Montreal Alouettes for their splendid victory, last Sunday, at the Grey Cup Game, and that a request be made to the federal government to contribute more to the financing of this magnificent stadium which is the pride of all Canadians.

The motion was adopted.

M. Burns donne l'avis suivant:

Ce soir, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre».

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales siégera pour étudier le projet de loi n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 54.—Loi modifiant la Loi des cités et villes;

Projet de loi n° 55.—Loi modifiant le Code municipal.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales siégera pour étudier le projet de loi

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit this evening from eight o'clock until ten o'clock:

In the Red Room:

The Committee on Labour, Manpower and Immigration will sit for the section by section examination of bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs will sit for the purpose of examining bill No. 9, "An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights".

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 54.—An Act to amend the Cities and Towns Act;

Bill No. 55.—An Act to amend the Municipal Code.

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs will sit for the purpose of examining bill No.

n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siègera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

Sur la motion de M. Burns, la Commission permanente des affaires sociales siège immédiatement à la Salle 81 «A», pour étudier le projet de loi n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées».

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 69, «Loi modifiant la Loi sur la mise en tutelle de «International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101» et la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers».

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Mercier, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n° 69 est remis au cours de la présente séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi n° 19, «Loi sur les parcs».

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Duhaime, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé.

9, "An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights".

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

On motion of Mr Burns, the Standing Committee on Social Affairs will sit immediately in Room 81 "A" for the purpose of examining bill No. 9, "An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights".

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration which examined bill No. 69, "An Act to amend the Act respecting the placing of the "International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101" under trusteeship and the Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship", following second reading.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Mercier, the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 69 was ordered for third reading during the present sitting.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 19, "Parks Act".

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Duhaime, the Order which had just been read was rescinded; the bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to.

M. Duhaime propose que le projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi n° 19 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Johnson, le projet de loi n° 69, «Loi modifiant la Loi sur la mise en tutelle de «International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101» et la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers», est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 84, «Loi modifiant la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois».

M. Bérubé informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Bérubé propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Duhaime, le projet de loi n° 84 est lu la troisième fois après division des voix.

Mr Duhaime moved that the bill be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

Bill No. 19 was accordingly read the third time.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Johnson, bill No. 69, "An Act to amend the Act respecting the placing of the "International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101" under trusteeship and the Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship", was read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 84, "An Act to amend the Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec".

Mr Bérubé informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Bérubé moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, the bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Duhaime, bill No. 84 was read the third time on division.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 63, «Loi de la taxe sur la publicité électronique».

M. Parizeau informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Parizeau propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Marois.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement, siégeant au Salon Rouge à compter de dix heures jusqu'à treize heures, étudiera le projet de loi privé n° 257, «Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne», qui a été déféré à cette commission pour audition publique et étude article par article.

À dix-huit heures, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Aujourd'hui, mardi 29 novembre 1977, à dix-huit heures cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Cardinal, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Burns, le représentant du Premier ministre, de M. Caron, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Ouellette et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

19 Loi sur les parcs;

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 63, "Broadcast Advertising Tax Act".

Mr Parizeau informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Parizeau moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Marois.

Mr Burns gave the following notice:

The Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment, sitting in the Red Room tomorrow from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., will examine private bill No. 257, "An Act respecting the parish municipality of Saint - Louis - de - Terrebonne", which was referred to such Committee for public hearings and section by section examination.

At six o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Today, Tuesday, 29 November 1977, at five minutes past six o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr Cardinal, Vice-president of the National Assembly, of Mr Burns, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Caron, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Ouellette and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

19 Parks Act;

69 Loi modifiant la Loi sur la mise en tutelle de «International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101» et la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers;

84 Loi modifiant la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

69 An Act to amend the Act respecting the placing of the "International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101" under trusteeship and the Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship;

84 An Act to amend the Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 30 novembre 1977

Quinze heures

Wednesday, 30 November 1977

Three o'clock P.M.

M. Tardif dépose le document suivant:

Rapport annuel du ministère des affaires municipales du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 487.)

M. Dussault, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi privé n° 257, «Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne».

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session n° 488.)

Sur la motion de M. Dussault, le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 257 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Mr Tardif tabled the following document:

Annual report of the Department of Municipal Affairs of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 487.)

Mr Dussault, the appointed reporter tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment which examined private bill No. 257, "An Act respecting the parish municipality of Saint-Louis-de-Terrebonne", following first reading.

The bill was reported with an amendment.

(Sessional Papers, No. 488.)

On motion of Mr Dussault, the report was adopted.

Bill No. 257 was ordered for second reading at the next sitting.

Le projet de loi n° 81, «Loi modifiant la Loi des droits sur les mines», est présenté par M. Bérubé, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Au cours de la période des questions orales des députés, M. Morin (Sauvé) dépose le document suivant:

Copie de la directive du Comité de sécurité de la Faculté des sciences et de génie de l'Université Laval, en date du 17 novembre 1977.

(Document de la session n° 489.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné que vendredi prochain le 2 décembre à compter de onze heures jusqu'à quatorze heures, la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour la question avec débat du Député de Lotbinière au Ministre des Affaires intergouvernementales sur le sujet suivant: La thèse d'une association économique entre le Québec et le Canada et les études en cours sur ce sujet au sein du gouvernement.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 54.—Loi modifiant la Loi des cités et villes;

Projet de loi n° 55.—Loi modifiant le Code municipal.

Bill No. 81, "An Act to amend the Mining Duties Act", was introduced by Mr Bérubé, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

During the period of oral questions by Members, Mr Morin (Sauvé) tabled the following document:

Copy of the directive of the Comité de sécurité de la Faculté des sciences et de génie de l'Université Laval, dated 17 November 1977.

(Sessional Papers, No. 489.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns,—

Ordered, that next Friday, 2 December, the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs do sit from eleven o'clock A.M. until two o'clock P.M., concerning the question with debate by the Member for Lotbinière to the Minister of Intergovernmental Affairs on the following matter: The thesis of an economic association between Québec and Canada and the studies carried on at present on this subject within the government.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs and the Environment for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 54.—An Act to amend the Cities and Towns Act;

Bill No. 55.—An Act to amend the Municipal Code.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales pour étudier le projet de loi n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Chevrette, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Dussault, Fallu, Forget, Gagnon, Garneau, Gendron, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Johnson, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mackasey, Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Rancourt, Raynald, Roy, Samson, Shaw, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Verreault.—83.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales siégera pour étudier le projet de loi n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées».

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour

In Room 81 «A»:

The Committee on Social Affairs for the purpose of examining bill No. 9, «An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights».

The motion was adopted on the following vote:

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the section by section examination of bill No. 67, «Automobile Insurance Act».

In Room 81 «A»:

The Committee on Social Affairs will sit for the purpose of examining bill No. 9, «An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights».

In Room 91 «A»:

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for

étudier le livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*.

the purpose of examining the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*.

QUESTIONS ET RÉPONSES

QUESTIONS AND ANSWERS

Question de M. Roy:

1. Le gouvernement du Québec a-t-il effectué des emprunts pour lui-même ou pour ses entreprises de l'Hydro-Québec au cours des cinq (5) dernières années?

2. Si oui:

- a) la date des emprunts;
- b) le montant des emprunts;
- c) la durée des emprunts;
- d) le coût en intérêts (taux et montant déboursés)?

Réponse de M. Parizeau:

1. Non.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Gratton:

Concernant le schéma d'aménagement de l'Outaouais, lequel a été adopté le 23 juin 1977 par le Conseil de la Communauté régionale de l'Outaouais:

1. Quelles sont les municipalités qui ont soumis au Ministre des Affaires municipales les modifications qu'elles souhaitent voir incorporer?

2. Quelles ont été les modifications proposées dans chaque cas?

3. Les fonctionnaires du ministère ont-ils terminé l'examen du schéma?

4. À quelle date le Ministre prévoit-il être en mesure de l'entériner pour que les municipalités intéressées puissent procéder à la confection d'un plan directeur de zonage, de construction et de lotissement, selon le cas?

Question by Mr Roy:

1. Were any loans made by the government of Québec for itself or for its Hydro-Québec enterprises during the last five (5) years?

2. If so:

- (a) the date of the loans;
- (b) the amount of the loans;
- (c) the length of the loans;
- (d) the cost in interest (rate and amount spent)?

Answer by Mr Parizeau:

1. No.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Gratton:

Concerning the Outaouais development plan which was adopted on 23 June 1977 by the Council of the Outaouais Regional Community:

1. What are the municipalities which submitted to the Minister of Municipal Affairs the modifications they would like to see incorporated?

2. What were the modifications proposed in each case?

3. Have the employees of the Department concluded the examination of the plan?

4. On what date does the Minister expect to approve this plan so that the municipalities concerned may proceed with the preparation of a zoning, construction and subdivision master plan, as the case may be?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tardif dépose ledit document.
(*Document de la session n° 490.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Vaillancourt (Orford):

1. Quels sont les noms et fonctions des personnes qui ont reçu le mandat d'effectuer une étude sur un projet de regrouper dans une entité tout le transport aérien sur le territoire québécois?

2. Quel montant total cette étude a-t-elle coûté au gouvernement depuis le 1^{er} janvier 1977?

3. À quelle date doit-elle être terminée et peut-on encore tenir pour acquis que la réforme québécoise sera inspirée de l'expérience de l'Alberta, comme l'a déclaré, à Paris, le Ministre d'État au développement économique, au mois de juin 1977?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Landry dépose ledit document.
(*Document de la session n° 491.*)

Sur la motion de M. Roy, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

1. La liste des câblodiffuseurs acceptés à ce jour et qui recevront, au cours de l'année financière 1977/78, une subvention du ministère des Affaires culturelles pour la télévision communautaire.

2. La liste des câblodiffuseurs qui ont reçu une subvention pour les mêmes fins et ce, pour chacune des trois (3) dernières années.

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tardif tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 490.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Vaillancourt (Orford):

1. What are the names and positions of the persons who were entrusted with the task of carrying out a study on a project to amalgamate all air transportation services within Québec territory?

2. What is the total amount spent by the government for this study since 1 January 1977?

3. On what date will it be concluded and can it be taken for granted that the Québec reform will be based on the Alberta experience, as declared in Paris by the Minister of State for Economic Development, in June 1977?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Landry tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 491.*)

On motion of Mr Roy,—
Ordered, that there be tabled:

1. A list of the cabledistribution companies which have been recognized up to the present time and which will receive a grant from the Department of Cultural Affairs during the 1977/78 fiscal year.

2. A list of the cabledistribution companies which have received a grant for the same purpose during the last three (3) years.

M. O'Neill dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 492.)

Sur la motion de M. Gratton, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents échangés, depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 15 novembre 1977, entre le Ministre des Affaires municipales ou ses fonctionnaires et le député de Papineau, concernant la ville de Buckingham.

M. Tardif dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 493.)

L'ordre du jour appelle la reprise du débat sur la motion de Mme Lavoie-Roux proposant:

«Que cette Assemblée est d'avis que le gouvernement prenne immédiatement toutes les mesures législatives, administratives et budgétaires nécessaires pour accroître et améliorer la qualité de l'enseignement de la langue seconde, de manière à répondre au désir maintes fois exprimé par les parents à l'effet que leurs enfants puissent, au sortir de l'école, avoir une connaissance d'usage de la langue seconde.»

Madame le Président déclare que l'amendement suivant, proposé mercredi dernier par M. Morin (Sauvé), est reçu:

Que la motion en discussion soit amendée en ajoutant dans la deuxième ligne, après le mot «gouvernement» les mots «à la suite de la discussion publique qui doit avoir lieu autour du livre vert sur l'enseignement primaire et secondaire, compte tenu de la priorité déjà annoncée concernant l'enseignement de la langue seconde,», et en retranchant dans la deuxième ligne le mot «immédiatement».

Mr O'Neill tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 492.)

On motion of Mr Gratton,—
Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, telegrams and other documents exchanged, from 1 January to 15 November 1977, between the Minister of Municipal Affairs, or any civil servants in his Department, and the Member for Papineau concerning the town of Buckingham.

Mr Tardif tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 493.)

The Order of the Day being read for the resuming of the debate on the motion by Mrs Lavoie-Roux proposing:

“That the Assembly is of opinion that the government should adopt immediately all the necessary legislative, administrative and budgetary measures to upgrade and improve the quality of the teaching of the second language in order to meet the wishes often expressed by parents that their children may have a practical knowledge of the second language on leaving school.”

Madam President declared that the following amendment, proposed last Wednesday by Mr Morin (Sauvé), was received:

That the motion under debate be amended by adding in the second line, after the word “government”, the words “, following the public debate which will take place around the green paper on primary and secondary education, taking into account the priority given to the teaching of the second language which was already announced,”, and by striking out, in the second line, the word “immediately”.

Après la réception de l'amendement, le consentement unanime de l'Assemblée est accordé afin que le débat se déroule à la fois sur la motion principale et sur l'amendement; à la fin du débat, deux mises au voix devront avoir lieu, soit une sur l'amendement et l'autre sur la motion principale.

L'Assemblée reprend alors le débat.

Le débat est terminé.

À la demande de M. Lessard, au nom de M. Burns, Madame le Président remet à demain jeudi, avant les affaires du jour, la mise aux voix de l'amendement et de la motion principale.

À dix-huit heures quinze minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

After the amendment was received, the unanimous consent of the Assembly was granted so that the debate could take place on the main motion as well as on the amendment; at the end of the debate, two votes should be taken, namely, one on the amendment and the other on the main motion.

The Assembly then resumed the debate.

The debate was concluded.

At the request of Mr Lessard, on behalf of Mr Burns, Madam President postponed the putting to the vote of the amendment and of the main motion until tomorrow, Thursday, before Business of the Day.

At six-fifteen o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 1^{er} décembre 1977

Quatorze heures

Thursday, 1 December 1977

Two o'clock P.M.

Déclaration ministérielle de M. Lévesque (Taillon) concernant le jugement récent de la Cour Suprême sur la câblo-distribution.

Ministerial declaration by Mr Lévesque (Taillon) concerning the recent judgment by the Supreme Court on cable-distribution.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Burns:

Rapport du comité d'étude sur la diffusion des délibérations parlementaires (télévision).

(Document de la session n° 494.)

By Mr Burns:

Report of the study committee on the broadcasting of the parliamentary debates (television).

(Sessional Papers, No. 494.)

Par M. Léonard:

Aide-mémoire sur l'étude des sites pour le centre des congrès à Montréal, en date du 27 octobre 1977.

(Document de la session n° 495.)

By Mr Léonard:

A memorandum on the study of sites for the Montreal convention centre, dated 27 October 1977.

(Sessional Papers, No. 495.)

Conjointement par Mme Lavoie-Roux et MM. Le Moignan, Roy et Samson:

Copie d'une pétition de l'Association des parents catholiques du Québec au Ministre de l'Éducation, en date du 1^{er}

Jointly by Mrs Lavoie-Roux and Messrs Le Moignan, Roy and Samson:

Copie of a petition by the Association des parents catholiques du Québec to the Minister of Education, dated 1 De-

décembre 1977, signée par 546,097 citoyens du Québec, concernant l'enseignement privé.

(*Document de la session n° 496.*)

M. Laberge, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales qui a siégé pour entendre des mémoires relativement au livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec.*

(*Document de la session n° 497.*)

M. Burns dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 237.—Loi concernant la ville de Malartic;

Projet de loi n° 260.—Loi relative à l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal.

(*Document de la session n° 498.*)

Sur la motion de M. Burns, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas des projets de loi n°s 237 et 260.

Le projet de loi n° 39, «Loi sur le recours collectif», est présenté par M. Marois, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi privé n° 237, «Loi concernant la ville de Malartic», est présenté par M. Samson et lu la première fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi est déféré pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement.

cember and signed by 546,097 citizens of Québec, concerning private education.

(*Sessional Papers, No. 496.*)

Mr Laberge, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs which sat for the hearing of briefs relating to the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec.*

(*Sessional Papers, No. 497.*)

Mr Burns tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following private bills:

Bill No. 237.—An Act respecting the town of Malartic;

Bill No. 260.—An Act respecting the Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal.

(*Sessional Papers, No. 498.*)

On motion of Mr Burns, the Rules of Procedure concerning private bills were suspended respecting bills Nos. 237 and 260.

Bill No. 39, "An Act respecting the class action", was introduced by Mr Marois, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Private bill No. 237, "An Act respecting the town of Malartic", was introduced by Mr Samson and read the first time.

On motion of Mr Burns, the bill was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment for public hearings and section by section examination.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi privé n° 260, «Loi relative à l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal», est présenté par M. Charbonneau et lu la première fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

Après avoir pris en délibéré hier la demande de dépôt de document faite au Ministre de l'Éducation, M. le Président rend la décision suivante:

D'abord, l'article 177 de notre règlement est très précis sur cette question. Un ministre peut être requis de déposer un document qu'il cite. L'article 696 de l'ancien règlement est encore plus explicite puisqu'il ajoute aux documents dont on peut demander le dépôt les documents publics.

Les faits sont que le Ministre de l'Éducation a cité un document. D'après le journal des Débats, le ministre a parlé d'un document d'une page ou deux, constituant le rapport du comité de sécurité de l'Université Laval. Le ministre a déposé le document qu'il dit avoir cité.

Nous devons prendre la parole du ministre que le document cité a été déposé, d'autant plus qu'il a déclaré que les autres documents qui étaient en sa possession au moment du dépôt n'étaient pas d'intérêt public.

En conséquence, il ne peut être requis de déposer d'autre document que celui déposé hier.

L'Assemblée procède à la mise aux voix de l'amendement de M. Morin (Sauvé) à la motion principale de Mme Lavoie-Roux proposant:

With the unanimous consent of the Assembly, private bill No. 260, "An Act respecting the Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal", was introduced by Mr Charbonneau and read the first time.

On motion of Mr Burns, the bill was referred to the Standing Committee on Justice for section by section examination.

After having given private consideration to the request that a document be tabled by the Minister of Education, Mr President rendered the following decision:

First of all, Standing Order 177 was very precise on this question. A Minister could be called to table a document which he had quoted. Standing Order 696 of the former Standing Orders was even more explicit as it is mentioned that the tabling of public documents could also be required.

The fact is that the Minister of Education had quoted a document. According to the Journal of Debates, the Minister spoke of a document of one or two pages which constituted the report of the security committee of the Université Laval. The Minister tabled the document which he said to have quoted.

The word of the Minister must be taken that the quoted document had been tabled, particularly when he did declare that the other documents in his possession at the time of the tabling of this document were of no public interest.

Consequently, he was not required to table any other document than the one tabled yesterday.

The Assembly proceeded with the putting to the vote of the amendment by Mr Morin (Sauvé) to the main motion by Mrs Lavoie-Roux proposing:

«*Que cette Assemblée est d'avis que le gouvernement prenne immédiatement toutes les mesures législatives, administratives et budgétaires nécessaires pour accroître et améliorer la qualité de l'enseignement de la langue seconde, de manière à répondre au désir maintes fois exprimé par les parents à l'effet que leurs enfants puissent, au sortir de l'école, avoir une connaissance d'usage de la langue seconde.*», lequel amendement se lit comme suit:

«*Que la motion en discussion soit amendée en ajoutant dans la deuxième ligne, après le mot «gouvernement», les mots «, à la suite de la discussion publique qui doit avoir lieu autour du livre vert sur l'enseignement primaire et secondaire, compte tenu de la priorité déjà annoncée concernant l'enseignement de la langue seconde», et en retranchant dans la deuxième ligne le mot «immédiatement».*».

L'amendement est alors adopté, les voix se divisant comme suit:

“*That the Assembly is of opinion that the government should adopt immediately all the necessary legislative, administrative and budgetary measures to upgrade and improve the quality of the teaching of the second language in order to meet the wishes often expressed by parents that their children may have a practical knowledge of the second language on leaving school.*”, which amendment reads as follows:

“*That the motion under debate be amended by adding in the second line, after the word “government”, the words “, following the public debate which will take place around the green paper on primary and secondary education, taking into account the priority given to the teaching of the second language which was already announced,” and by striking out, in the second line, the word “immediately”.*”.

The amendment was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bédard, Bertrand, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata) Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—60.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciacchia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Picotte, Raynauld, Roy, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—34.

En conséquence, la motion principale amendée de Mme Lavoie-Roux se lit maintenant comme suit:

The main motion as amended by Mrs Lavoie-Roux accordingly now reads as follows:

«*Que cette Assemblée est d'avis que le gouvernement, à la suite de la discussion publique qui doit avoir lieu autour du livre vert sur l'enseignement primaire et secondaire, compte tenu de la priorité déjà annoncée concernant l'enseignement de la langue seconde, prenne toutes les mesures législatives, administratives et budgétaires nécessaires pour accroître et améliorer la qualité de l'enseignement de la langue seconde, de manière à répondre au désir maintes fois exprimé par les parents à l'effet que leurs enfants puissent, au sortir de l'école, avoir une connaissance d'usage de la langue seconde.*»

Ladite motion est alors mise aux voix et adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bédard, Bellemare, Bertrand, Biron, Bisailon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Charron, Chevette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Giasson, Godin, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mackasey, Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—94.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, à la Salle 81 «A», à compter de onze heures jusqu'à quatorze heures, la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour étudier la question avec débat du Député de Lotbinière sur le sujet suivant: La thèse d'une association économique entre le Québec et le Cana-

«*That the Assembly is of opinion that following the public debate which will take place around the green paper on primary and secondary education, taking into account the priority given to the teaching of the second language which was already announced, the government should adopt all the necessary legislative, administrative and budgetary measures to upgrade and improve the quality of the teaching of the second language in order to meet the wishes often expressed by parents that their children may have a practical knowledge of the second language on leaving school.*»

The said motion was then put to the vote and adopted on the following vote:

Mr Burns gave the following notice:

The Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit tomorrow in Room 81 "A" from eleven o'clock A.M. until two o'clock P.M., for the purpose of examining the question with debate by the Member for Lotbinière to the Minister of Intergovernmental Affairs on the following

da et les études en cours sur ce sujet au sein du gouvernement.

Le Ministre des Affaires intergouvernementales répondra à cette question.

Ce soir, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures et mardi prochain, le 6 décembre 1977, à compter de dix heures trente minutes jusqu'à douze heures trente minutes, les commissions permanentes suivantes siègeront:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siègera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre».

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales siègera pour étudier le projet de loi n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siègera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

Sur la motion de M. Burns, la Commission permanente des affaires sociales siège immédiatement à la Salle 81 «A», pour étudier le projet de loi n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées».

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Fallu, le projet de loi privé n° 257, «Loi concernant la municipalité de la

matter: The thesis of an economic association between Québec and Canada and the studies carried on at present on this subject within the government.

The Minister of Intergovernmental Affairs will reply to this question.

The following Standing Committees will sit this evening from eight o'clock until ten o'clock and next Tuesday, 6 December 1977, from ten-thirty o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Labour, Manpower and Immigration will sit for the section by section examination of bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs will sit for the purpose of examining bill No. 9, "An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights".

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

On motion of Mr Burns, the Standing Committee on Social Affairs will sit immediately in Room 81 "A" for the purpose of examining bill No. 9, "An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights".

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Fallu, private bill No. 257, "An Act respecting the parish municipality of

paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne», est lu la deuxième et la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la motion suivante de M. Burns:

Que les amendements ci-après soient apportés au règlement de l'Assemblée nationale:

1. *Que* l'article 16 soit amendé en remplaçant le paragraphe 6 par le suivant:

«6. Il veille à la publication du journal des Débats et à l'enregistrement des travaux pour diffusion électronique.».

2. *Que* l'article 23 soit amendé en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

«1. Le débat sur le message inaugural ne doit pas durer plus de quinze heures, mais on ne tient pas compte dans ces quinze heures du temps consacré aux votes.».

3. *Que* soit inséré, après l'article 31, l'article suivant:

«**31-A.** 1. Sauf en cas d'urgence, l'Assemblée ne peut siéger du 1^{er} juillet au 15 septembre, ni du 21 décembre au 31 janvier.

2. Lorsque l'Assemblée est appelée à siéger durant la période prévue au paragraphe 1, elle doit d'abord être saisie d'une motion faite en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'article 84.

3. Nonobstant toute autre disposition, l'Assemblée peut, du 1^{er} au 30 juin et du 1^{er} au 20 décembre, siéger tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de 10 heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, avec suspension des travaux de treize à quinze heures et de dix-huit à vingt heures, et à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour est celui prévu pour le mardi; pendant cette période, les articles 174 et 174-A sont suspendus et le débat prévu aux articles

Saint-Louis-de-Terrebonne», was read the second and the third time.

The Order of the Day being read for the following motion by Mr Burns:

That the following amendments be made to the Standing Orders of the National Assembly:

1. *That* Standing Order 16 be amended by replacing paragraph 6 by the following:

«6. He shall see to the publication of the Journal of Debates and to the recording of the debates for broadcast.».

2. *That* Standing Order 23 be amended by replacing paragraph 1 by the following:

«1. The debate on the inaugural message shall not last more than fifteen hours but time used in voting shall not be counted in such fifteen hours.».

3. *That* the following Standing Order be added after Standing Order 31:

«**31-A.** 1. Except in cases of urgency, the Assembly shall not sit from July 1 to September 15, or from December 21 to January 31.

2. When the Assembly is called upon to sit during the period mentioned in paragraph 1, it must first be put in possession of a motion under paragraphs 2 and 3 of Standing Order 84.

3. Notwithstanding any other provision, the Assembly may, from June 1 to June 30 and from December 1 to December 20, sit every day of the week except Sunday, from ten o'clock in the morning until such time as it decides to adjourn, with suspension of work from one o'clock till three o'clock in the afternoon and from six o'clock till eight o'clock in the evening, and at all such sittings, the order of business is that provided for Tuesday's sittings;

24, 68, 78, 79, 80 et 81 se termine trois heures après l'heure indiquée pour le début de la séance.».

4. *Que* soit inséré, après l'article 53, l'article suivant:

«**53-A.** Le secrétaire de l'Assemblée voit également à ce que soient enregistrés pour diffusion électronique les travaux de l'Assemblée nationale ainsi que ceux des commissions que détermine l'Assemblée sur motion annoncée du leader parlementaire du gouvernement.».

5. *Que* l'article 127 soit amendé en remplaçant le paragraphe 2 par les suivants:

«1-A. Immédiatement après le discours du budget, chacun des critiques financiers des partis d'opposition peut le commenter pendant dix minutes. Le temps de ces commentaires initiaux n'est pas compté dans le temps alloué en vertu du paragraphe 3.

2. Le débat sur le discours du budget ne doit pas durer plus de quinze heures, y compris le temps alloué au ministre des finances et aux commentaires initiaux des critiques financiers des partis d'opposition. On ne tient pas compte, dans ces quinze heures, du temps consacré aux votes.».

6. *Que* l'article 137 soit amendé en ajoutant le paragraphe suivant:

«3. Elle conseille le président quant à l'enregistrement pour diffusion électronique des travaux de l'Assemblée et de ses commissions.»

7. *Que* l'article 150 soit remplacé par le suivant:

«**150.** 1. Les commissions élues peuvent siéger en tout temps lorsque

during this period, Standing Orders 174 and 174-A are suspended and the debate provided under Standing Orders 24, 68, 78, 79, 80 and 81 is concluded three hours after the time appointed for the opening of the sitting.”.

4. *That* the following Standing Order be added after Standing Order 53:

“**53-A.** The Secretary of the Assembly shall also see that the debates of the National Assembly are recorded for broadcast, together with such committee debates as may be determined by the Assembly on a motion with notice by the Government House Leader.”.

5. *That* Standing Order 127 be amended by replacing paragraph 2 by the following paragraphs:

“1-A. Immediately after the budget speech, the financial critic of each Opposition party may comment on it for ten minutes. The time for these initial comments shall not count in the time allotted under paragraph 3.

2. The debate on the budget speech must not last more than fifteen hours, including the time allotted to the Minister of Finance and for the initial comments of the financial critic of each Opposition party. No account shall be taken in such fifteen hours of time devoted to voting.”.

6. *That* Standing Order 137 be amended by adding the following paragraph:

“3. It shall advise the President with regard to the recording of the debates of the Assembly and of its committees for broadcast.”

7. *That* Standing Order 150 be replaced by the following:

“**150.** 1. Standing committees may sit at any time when the Assembly is not

l'Assemblée n'est pas en session ou lorsqu'elle a ajourné ses travaux pour plus de cinq jours.

2. Dans le cas contraire, les commissions peuvent siéger aux mêmes heures que celles prévues pour l'Assemblée, de même que le lundi, à compter de 15 heures, et le vendredi, de 10 heures à 13 heures. Toutefois, seulement deux commissions peuvent siéger durant les séances de l'Assemblée et aucune ne peut siéger durant la période des affaires courantes.

3. Toute commission peut, du consentement unanime de ses membres, poursuivre ses travaux après l'heure normalement prévue pour sa suspension ou son ajournement.».

Avant d'entreprendre le débat sur cette motion, le consentement unanime est accordé afin que plus d'un droit de parole soit accordé à chacun des députés sur la même motion et que plusieurs amendements puissent être proposés.

Et un débat s'élève alors sur la motion de M. Burns.

M. Lavoie propose que les amendements suivants soient apportés:

À l'article 31-A, dans les 2^e et 3^e lignes du paragraphe 1: remplacer les chiffre et mot «1^{er} juillet» par les chiffre et mot «24 juin», le chiffre «15» par le chiffre «7» et le chiffre «21» par le chiffre «22»; dans le paragraphe 3 de l'article 31-A, dans les 2^e et 3^e lignes, remplacer le chiffre «30» par le chiffre «23» et le chiffre «20» par le chiffre «21».

M. Bellemare propose que les amendements suivants soient apportés:

Dans le paragraphe 1 de l'article 23, remplacer dans les 2^e et 4^e lignes le mot «quinze» par le mot «vingt»; dans le paragraphe 3 de l'article 31-A, rempla-

sitting or when it has adjourned for more than five days.

2. On the other hand, the committees may sit at the same hours as those provided for the Assembly, as well as on Mondays, from three o'clock in the afternoon, and on Fridays, from ten o'clock in the morning to one o'clock in the afternoon. However, only two committees may sit while the Assembly is sitting and none may sit during the period for routine business.

3. Any committee may, with the unanimous consent of its members, proceed with its business after the hour normally provided for its suspension or its adjournment.”.

Before undertaking the debate on this motion, the unanimous consent was granted so that the right to speak be granted more than once to each member on the same motion and that several amendments could be proposed.

And a debate then arising on the motion by Mr Burns.

Mr Lavoie moved that the following amendments be made:

In Standing Order 31-A, in the second, third and fourth lines of paragraph 1: replace the word and figure “July 1” by the word and figure “June 24”, the figure “15” by the figure “7” and the figure “21” by the figure “22”; in paragraph 3 of Standing Order 31-A, in the third and fourth lines, replace the figure “30” by the figure “23” and the figure “20” by the figure “21”.

Mr Bellemare moved that the following amendments be made:

In paragraph 1 of Standing Order 23, replace, in the second and fourth lines, the word “fifteen” by the word “twenty”; in paragraph 3 of Standing

cer dans les 5^e et 6^e lignes les mots «ce qu'elle décide de s'ajourner» par le mot «minuit»; dans le paragraphe 2 de l'article 127 dans les 2^e et 7^e lignes, remplacer le mot «quinze» par le mot «vingt».

M. Burns propose que l'amendement suivant soit apporté:

Dans le paragraphe 2 de l'article 31-A, dans la 2^e ligne, remplacer les mots «la période prévue» par les mots «les périodes prévues».

Le débat est ajourné sur la motion de M. Burns.

À dix-huit heures, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Order 31-A, replace, in the sixth and seventh lines, the words "such time as it decides to adjourn" by the word "midnight"; in paragraph 2 of Standing Order 127, in the second and seventh lines, replace the word "fifteen" by the word "twenty".

Mr Burns proposed that the following amendment be made:

In paragraph 2 of Standing Order 31-A, in the second line, replace the word "period" by the word "periods".

The debate was adjourned on motion of Mr Burns.

At six o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 6 décembre 1977

Quatorze heures

Les documents suivants sont déposés:
Par M. Marois:

Réponse à une question orale de M. Lavoie, posée le 24 novembre 1977, au sujet de l'Activité 1, du Volet IV, du Programme de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi.

(Document de la session n° 499.)

Par M. Levesque (Bonaventure):

Réfutation point par point des allégations de Mme Denise Leblanc, député des Îles-de-la-Madeleine, en date du 6 décembre 1977.

(Document de la session n° 500.)

Le projet de loi n° 80, «Loi constituant l'Institut national de productivité», est présenté par M. Tremblay, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Marois, l'ordre de deuxième lecture du projet de loi n° 39, «Loi sur le recours collectif», apparaissant à l'article 15 du feuilleton est révoqué.

Tuesday, 6 December 1977

Two o'clock P.M.

The following documents were tabled:
By Mr Marois:

Answer to an oral question asked by Mr Lavoie on 24 November 1977, concerning Activity 1 of Part IV of the Program to stimulate the economy and to uphold employment.

(Sessional Papers, No. 499.)

By Mr Levesque (Bonaventure):

A point by point refutation of the allegations made by Mrs Denise Leblanc, Member for the Magdalen Islands, dated 6 December 1977.

(Sessional Papers, No. 500.)

Bill No. 80, "An Act to incorporate the Institut national de productivité", was introduced by Mr Tremblay, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron on behalf of Mr Marois, the Order for second reading of bill No. 39, "An Act respecting the class action", appearing at Item 15 of the Agenda Paper was rescinded.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Burns, le projet de loi n° 39 est déferé pour étude, après la première lecture, à la Commission permanente de la justice.

M. Charron, au nom de M. Burns, donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 55, «Loi modifiant le Code municipal».

À la Salle 81 «A»:

Les Commissions des affaires sociales et de la justice siégeront conjointement pour étudier, article par article, le projet de loi n° 24, «Loi sur la protection de la jeunesse».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron, au nom de M. Burns, propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales pour étudier le projet de loi n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées».

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Burns, bill No. 39 was referred to the Standing Committee on Justice for consideration, following first reading.

Mr Charron gave the following notice, on behalf of Mr Burns:

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit for the section by section examination of bill No. 55, "An Act to amend the Municipal Code".

In Room 81 "A":

The Committees on Social Affairs and Justice will sit jointly for the section by section examination of bill No. 24, "Youth Protection Act".

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved, on behalf of Mr Burns, that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M.:

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs for the purpose of examining bill No. 9, "An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights".

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Biron, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Cordeau, Cuerrier, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laurin, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mackasey, Mailoux, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Saindon, Samson, Shaw, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugois, Verreault.—86.

CONTRE—NAYS:—0

M. Charron, au nom de M. Burns, donne l'avis suivant:

Ce soir, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la fonction publique siégera pour étudier le projet de loi n° 53, «Loi sur la fonction publique».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

M. Léger propose que le projet de loi n° 76, «Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

The motion was adopted on the following vote:

Mr Charron gave the following notice, on behalf of Mr Burns:

The following Standing Committees will sit this evening from eight o'clock until ten o'clock:

In the Red Room:

The Committee on the Civil Service will sit for the purpose of examining bill No. 53, "Civil Service Act".

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

Mr Léger moved that bill No. 76, "An Act to amend the Environment Quality Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Burns, le projet de loi n° 76 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi n° 21, «Loi modifiant la Loi des agents de voyage».

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Duhaime, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 79, «Loi facilitant la conversion au système international d'unités (SI) et à d'autres unités couramment utilisées».

M. Tremblay informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Tremblay propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Raynauld.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Burns, bill No. 76 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 21, "An Act to amend the Travel Agents Act".

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Duhaime, the Order which had just been read was rescinded; the bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 79, "An Act to facilitate conversion to the international system of units (SI) and to other customary units".

Mr Tremblay informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Tremblay moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Raynauld.

À dix-huit heures dix minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At ten minutes past six o'clock P.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 7 décembre 1977

Quinze heures

Wednesday, 7 December 1977

Three o'clock P.M.

M. de Belleval dépose le document suivant:

Rapport annuel du ministère de la Fonction publique, pour l'année 1976/1977.

(Document de la session n° 501.)

Mr de Belleval tabled the following document:

Annual report of the Department of the Civil Service, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 501.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Bédard, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Projet de loi n° 83.—Loi visant à favoriser le civisme;

Projet de loi n° 87.—Loi modifiant la Loi du changement de nom.

Le projet de loi n° 88, «Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne», est présenté par M. Bédard.

M. Bédard propose que le projet de loi soit lu la première fois.

The following bills were severally introduced by Mr Bédard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Bill No. 83.—An Act to promote citizenship;

Bill No. 87.—An Act to amend the Change of Name Act.

Bill No. 88, "An Act to amend the Charter of human rights and freedoms", was introduced by Mr Bédard.

Mr Bédard moved that the bill be read the first time.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bordeleau, Boucher, Brassard, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gratton, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Landry, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mackasey, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Rancourt, Raynald, Springate, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—76.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare, Goulet, Le Moignan, Mailloux, Saindon, Samson.—6.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Biron, Brochu, Cordeau, Dubois, Garneau, Giasson, Goldbloom, Grenier, Lamontagne, Larivière, Levesque (Bonaventure), Roy, Russell, Shaw, St-Germain.—15.

En conséquence, le projet de loi n° 88 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 88 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Marchand:

1. Quelles mesures générales le Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports a-t-il prises concernant l'utilisation rationnelle des équipements mobiles olympiques, depuis l'avis fourni par le Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air le 21 février 1977?

2. Une banque provinciale d'équipements a-t-elle été constituée pour répondre aux besoins de la haute compétition?

3. Dans l'affirmative:

a) qui est responsable de cette banque;

b) un inventaire à jour est-il tenu;

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Marchand:

1. What general measures have been taken by the Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports concerning the rational use of the mobile olympic equipment, since the notice issued on 21 February 1977 by the Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air?

2. Has a provincial equipment bank been established to meet the needs of top competition?

3. If so:

(a) who is in charge of the bank;

(b) is an up to date inventory being kept;

c) quelle est la politique d'entreposage, de prêts et de distribution?

3. Outre les équipements faisant partie de la banque provinciale pour la haute compétition, les équipements sportifs encore disponibles ont-ils été distribués dans les divers centres d'entraînement du Québec?

4. Dans l'affirmative, quels sont:

a) les critères de base;

b) les centres qui ont reçu des équipements?

5. Quelle décision a-t-on prise en ce qui concerne l'utilisation future du matériel de soutien aux activités sportives?

6. Quels sont les personnes et organismes à qui de tels équipements ont été distribués à ce jour?

Réponse de M. Charron:

En ce qui a trait à cette question au sujet des équipements mobiles olympiques, tous les éléments de la réponse se trouvent dans le document déposé le 17 novembre dernier, intitulé: Rapport sur la distribution du matériel sportif olympique.

Question de M. Brochu:

1. Le gouvernement a-t-il donné à l'Hydro-Québec la permission de s'installer dans le Parc des Laurentides, plus précisément dans la région du lac Malbaie?

2. Dans l'affirmative, quels sont les ministères qui ont donné leur accord à cette installation?

3. À quelle date cette permission a-t-elle été accordée?

4. Quel est le motif de cette installation et quelle en est la durée prévue?

5. Combien d'employés travaillent à cet endroit?

(c) what is the policy as regards the storage, lending and distribution of the equipment?

3. Besides the equipment forming part of the provincial bank for top competition, has the still available sports equipment been distributed in the various training centres in the province of Québec?

4. If so:

(a) what are the basic criteria;

(b) what centres received equipment?

5. What decision has been made regarding the future use of the material for the maintaining of sports activities?

6. To what persons and organizations has such equipment been distributed to date?

Answer by Mr Charron:

All the elements of the answer to this question on mobile olympic equipment are contained in a document tabled on 17 November 1977, entitled: Report on the distribution of the olympic sports equipment.

Question by Mr Brochu:

1. Did the government grant permission to Hydro-Québec to establish itself in the Laurentide Park, more precisely in the Malbaie Lake region?

2. If so, what departments gave their consent to this installation?

3. On what date was this permission granted?

4. What is the reason for this installation and how long will it take?

5. How many employees are working in this area?

Réponse de M. Joron:

1. Oui.
2. Les Services de protection de l'environnement.
3. Le 19 juillet 1977.
4. Pour fournir le gîte adéquat aux employés affectés au projet d'étude d'une centrale à réserve pompée du lac Louis pour la période du ou vers le 1^{er} août 1977 au 31 décembre 1977.
5. 75 au maximum.

Question de M. Brochu:

1. Du 1^{er} janvier au 1^{er} octobre 1977, quel est le nombre de clients à qui l'Hydro-Québec a coupé la distribution de l'électricité?
2. Quelle est la longueur moyenne de la suspension de service pour ces abonnés?
3. Parmi ces clients, combien sont encore privés d'électricité?

Réponse de M. Joron:

1. Hydro-Québec a coupé l'alimentation en électricité à 10,974 abonnés pour non-paiement.
2. La longueur moyenne de la suspension varie selon les régions. Elle est de 1 jour dans la région Saint-Laurent et de 3½ jours dans la région Montmorency.
3. 770.

Question de M. Brochu:

1. Depuis le 15 novembre 1976, quelles sont les mesures concrètes mises en place par le gouvernement pour surveiller et vérifier le coût des travaux de la Baie James?
2. Combien de fonctionnaires ont été affectés à l'application de ces mesures?
3. De quel ministère ces fonctionnaires relèvent-ils?

Answer by Mr Joron:

1. Yes.
2. The Environment Protection Services.
3. On 19 July 1977.
4. To provide the employees entrusted with the study project of a pumped reserve station at Lake Louis with adequate lodging from or about 1 August 1977 to 31 December 1977.
5. 75 at the most.

Question by Mr Brochu:

1. How many customers had their electricity supply cut off by Hydro-Québec from 1 January to 1 October 1977?
2. For what average length of time were these customers without electricity?
3. Out of this number of customers, how many are still without electricity?

Answer by Mr Joron:

1. 10,974 subscribers had their electricity supply cut off by Hydro-Québec for non-payment.
2. The average length of time of the suspension varies according to regions. In the Saint-Laurent region, it lasts 1 day and in the Montmorency region, 3½ days.
3. 770.

Question by Mr Brochu:

1. Since 15 November 1976, what concrete measures were taken by the government to supervise and control the cost of the work carried out at James Bay?
2. How many government employees were assigned to apply these measures?
3. To which departments do these employees belong?

Réponse de M. Joron:

La surveillance et la vérification des coûts des travaux de la Baie James sont la responsabilité propre de la Société d'Énergie de la Baie James qui est une société de gérance; c'est à cette Société et à ses administrateurs que le gouvernement, conformément aux lois adoptées par l'Assemblée nationale, confie le contrôle des coûts. La loi qui régit la Société d'Énergie de la Baie James ne prévoit pas que le budget d'immobilisation, et encore moins le budget de fonctionnement de la Société, soit soumis au gouvernement, bien que cette pratique soit habituelle. Il a déjà été annoncé que cet état de faits serait corrigé et que le mandat de la Société d'Énergie de la Baie James serait précisé de façon à donner au gouvernement un meilleur instrument, si possible, de contrôle. Dans l'immédiat, il a été demandé à la Société d'Énergie de la Baie James d'élaborer une présentation budgétaire de concert avec les représentants du gouvernement, de déposer une version préliminaire de son budget 1978 le 15 septembre 1977 et une version définitive le 15 novembre 1977. Il a été demandé aussi à la Société de remettre au gouvernement son plan de développement pour les cinq prochaines années.

Question de M. Goulet:

1. L'Hydro-Québec a-t-elle entrepris des pourparlers avec les autorités des chantiers de la Davie Shipbuilding Ltd., à Lauzon, pour la fabrication d'équipements destinés au chantier de la Baie James?

2. Dans l'affirmative, quelle est la liste des équipements que l'Hydro-Québec pourrait faire construire à Lauzon?

Réponse de M. Joron:

1. Hydro-Québec a un contrat de \$1,900,773 avec la Davie Shipbuilding

Answer by Mr Joron:

The supervision and examination of the costs of work carried out at James Bay are the sole responsibility of the James Bay Energy Corporation which is a managing corporation; this corporation and its administrators were given the task by the government of controlling costs in accordance with legislation adopted by the National Assembly. The act that governs the James Bay Energy Corporation does not provide that its capital budget, and even less its working budget, be submitted to the government although this is current practice. It was already announced that this situation would be rectified and that the mandate of the James Bay Energy Corporation would be defined more precisely in order to provide the government, if possible, with a better instrument of control. For the time being, the James Bay Energy Corporation was requested to prepare a budgetary presentation in cooperation with the government representatives, to table a preliminary version of its 1978 budget on 15 September 1977 and a final version on 15 November 1977. It was also asked to submit to the government a development plan for the next five years.

Question by Mr Goulet:

1. Did Hydro-Québec begin any negotiations with the management of the Davie Shipbuilding Ltd., at Lauzon, to manufacture equipment to be used on work sites in James Bay?

2. If so, what is the list of equipment that Hydro-Québec could have made at Lauzon?

Answer by Mr Joron:

1. Hydro-Québec has a \$1,900,773 contract with the Davie Shipbuilding for

pour le chantier Outardes 2 et la SEBJ, un contrat de \$1,136,000 pour le chantier de Caniapiscou.

2. Une liste très variée difficile à préciser.

Question de M. Russell:

1. L'Hydro-Québec possède-t-elle des hélicoptères?

2. Dans l'affirmative, quel en est le nombre?

3. Ces appareils sont-ils assurés?

4. Dans l'affirmative, a-t-on demandé des soumissions publiques pour ces assurances?

5. Quels sont les noms de chacun des soumissionnaires et le prix de leur soumission?

6. À qui les assurances ont-elles été confiées et à quel prix?

Réponse de M. Joron:

1. Oui.

2. 12.

3. Oui.

4. Non.

5. Un consortium de courtiers d'assurances dont l'expertise en assurance-aviation est reconnue, a été formé. Le mandat de ce consortium a été de rechercher la meilleure protection au meilleur coût, en sollicitant des propositions d'assureurs différents, sur plusieurs marchés.

Question de M. Fontaine:

Quels ont été les bénéficiaires des subventions accordées dans le district électoral de Nicolet-Yamaska pour les Fêtes du Patrimoine de 1977, ainsi que le montant que chaque bénéficiaire a reçu?

Réponse de M. O'Neill:

Le ministère des Affaires culturelles n'a versé aucune subvention.

the Outardes 2 work site and the JBEC has a contract of \$1,336,000 for the Caniapiscou site.

2. A list of miscellaneous equipment which would be difficult to specify.

Question by Mr Russell:

1. Does Hydro-Québec own helicopters?

2. If so, how many?

3. Are these helicopters insured?

4. If so, were public tenders called for?

5. What are the names of each bidder and the amount of their bids?

6. To whom was the insurance given and at what price?

Answer by Mr Joron:

1. Yes.

2. 12.

3. Yes.

4. No.

5. A consortium of insurance brokers whose expertise on air insurance is well known was established. The mandate of this consortium was to find the best protection at the lowest cost by requesting proposals from various insurers on several markets.

Question by Mr Fontaine:

Who were the persons who were awarded grants in the electoral district of Nicolet-Yamaska, in 1977, for the Fêtes du Patrimoine and what amount did each person receive?

Answer by Mr O'Neill:

No grants were awarded by the Department of Cultural Affairs.

Question de M. Giasson:

1. Le gouvernement du Québec était-il représenté à la Conférence sur l'énergie qui s'est déroulée à la fin de juin 1977, à Digby, Nouvelle-Écosse, où il y a eu un nouvel échange de points de vue entre les dirigeants des territoires impliqués par le projet de barrages de Dickey-Lincoln (Maine) et de Passamaquoddy?

2. Si oui, les représentants québécois ont-ils fait état des dangers que la réalisation d'un tel projet pourrait susciter pour le territoire québécois, des études ayant démontré que le refoulement des eaux de ces barrages pourrait s'étendre notamment dans le sud du district électoral de Kamouraska-Témiscouata et celui de Montmagny-L'Islet, soit jusqu'à un maximum de cinq milles en certaines zones québécoises?

3. Le cas échéant, quelles ont été les conclusions des discussions?

Réponse de M. Joron:

1. Oui.

2. Non. L'article était à l'ordre du jour mais n'a pas été abordé.

3. Néant.

Question de M. Dubois:

1. Quel était le nombre d'employés de la sidérurgie Questeel, à Longueuil, en juin 1977?

2. Depuis l'achat des installations de Questeel par Sidbec, quel est le nombre d'anciens employés qui ont pu récupérer leur emploi?

Réponse de M. Landry:

1. L'aciérie Questeel a fermé ses portes le 3 juin 1977. Au 1^{er} juin 1977, l'entreprise avait des effectifs totaux (incluant le personnel de cadre et l'administration) de 433 employés.

Question by Mr Giasson:

1. Was the government of Québec represented at the Conference on Energy which was held at the end of June 1977 in Digby, Nova Scotia, and where new views were exchanged between the heads of regions involved in the Dickey-Lincoln (Maine) and Passamaquoddy dam projects?

2. If so, did the Québec representatives point out the dangers that the carrying out of such a project would entail for Québec, studies having shown that the back flow of the waters from these dams could extend up to a maximum of five miles within certain areas in Québec, namely in the south of the electoral district of Kamouraska-Témiscouata and that of Montmagny-L'Islet?

3. If so, what were the conclusions of these discussions?

Answer by Mr Joron:

1. Yes.

2. No. This item was on the order of the day but was not discussed.

3. Nil.

Question by Mr Dubois:

1. How many persons were in the employ of Questeel, at Longueuil, in June 1977?

2. Since the purchase of the Questeel plant by Sidbec, how many former employees were able to get their jobs back?

Answer by Mr Landry:

1. The Questeel plant closed its doors on 3 June 1977. As at 1 June 1977, the firm had a total staff (including senior officers and management) of 433 employees.

2. Au 30 novembre 1977, 257 ex-employés de Questeel avaient trouvé un nouvel emploi. La répartition s'établissait comme suit:

— Sidbec-Longueuil (Questeel):	59
— autres installations de Sidbec:	51
S-Total Sidbec:	110
— ailleurs qu'à Sidbec:	147
Total:	257

Question de M. Raynauld:

1. Le Québec et la France ont-ils mis sur pied une mission d'étude sur le matériel minier en vue de relancer une véritable coopération économique, comme le soulignait, à Paris, le Ministre d'État au développement économique, au mois de juin 1977?

2. Si tel est le cas, quels sont les noms et fonctions des personnes qui font partie de cette mission?

Réponse de M. Landry:

1. Le Québec a effectivement mis sur pied une mission d'étude sur le matériel minier.

2. M. Gonzague Langlois, directeur de l'Association des mines de métaux du Québec;

M. Réinaldo Somenzi, de la Direction générale de l'industrie auprès du ministère de l'Industrie et du Commerce;

M. Yvon Laliberté, de la Direction de l'économie minérale et du développement auprès du ministère des Richesses naturelles.

Question de M. Raynauld:

1. Dans quelle mesure le gouvernement du Québec peut-il exercer un contrôle sur l'épargne détenue par des institutions financières à charte fédérale?

2. À qui le gouvernement a-t-il confié le mandat de faire une étude sur l'épargne québécoise?

2. As at 30 November 1977, 257 former Questeel employees had found new jobs. The distribution is as follows:

— Sidbec-Longueuil (Questeel):	59
— other Sidbec installations:	51
Sub-total:	110
— outside Sidbec:	147
Total:	257

Question by Mr Raynauld:

1. Has Québec and France established a study group on mining material in view of promoting a genuine economic cooperation, as pointed out in Paris by the Minister of State for Economic Development in June 1977?

2. If so, what are the names and duties of the persons forming part of this task force?

Answer by Mr Landry:

1. Québec has actually established a study group on mining material.

2. Mr Gonzague Langlois, Director of the Québec Metal Mining Association;

Mr Réinaldo Somenzi, Industry Branch, Department of Industry and Commerce;

Mr Yvon Laliberté, Mining Economy and Development Branch, Department of Natural Resources.

Question by Mr Raynauld:

1. To what extent can the Québec government have control over savings held by federal charter financial institutions?

2. Who was entrusted by the government to carry out a study on Québec savings in Québec?

3. À quelle date cette étude doit-elle être complétée et le gouvernement a-t-il l'intention d'en publier les résultats?

Réponse de M. Landry:

1. Cette question fait partie de l'étude en réalisation.

2. Le mandat a été confié au Ministre d'État au développement économique qui a formé un groupe de travail qui regroupe le secrétariat du Comité ministériel permanent du développement économique et des représentants du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, du ministère de l'Industrie et du Commerce, du ministère des Finances et de la Régie des rentes du Québec.

3. L'étude devrait être complétée au début de l'année et sera rendue publique.

Question de M. Raynald:

1. Y a-t-il eu des développements depuis que le Ministre d'État au développement économique a déclaré à Paris, au mois de juin 1977, que la Régie automobile Renault envisageait éventuellement d'établir au Québec une chaîne de montage de ses tracteurs?

2. Si oui, le Ministre est-il en mesure de faire rapport?

Réponse de M. Landry:

1. Oui.

2. Non, car les négociations se poursuivent et conséquemment aucune décision n'a été arrêtée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Marchand:

1. Les représentants des districts électoraux suivants ont-ils voyagé à l'extérieur du Québec, aux frais du gouvernement de la province, entre le 26 novembre 1976 et le 15 juin 1977: Abi-

3. On what date will this study be completed and does the government intend making the results public?

Answer by Mr Landry:

1. This question is part of the study being carried out.

2. The mandate was given to the Minister of State for Economic Development who appointed a study group made up of the secretariat of the standing ministerial committee on economic development and representatives from the Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, the Department of Industry and Commerce, the Department of Finance and the Québec Pension Board.

3. The study should be completed early next year and will be made public.

Question by Mr Raynald:

1. Has there been any developments since the Minister of State for Economic Development declared in Paris, last June, that the Régie automobile Renault was contemplating the possibility of establishing in Québec an assembly line for its tractors?

2. If so, can the Minister report on this matter?

Answer by Mr Landry:

1. Yes.

2. No as negotiations are still under way and, therefore, no decision has been reached.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Marchand:

1. Did the Members for the following electoral districts travel outside the province of Québec, at the expense of the government of the province, between 26 November 1976 and 15 June

tibi-Est, Abitibi-Ouest, Anjou, Arthabaska, Beauce-Nord, Beauharnois, Berthier, Bourassa, Champlain, Châteauguay, Deux-Montagnes, Drummond, Dubuc, Duplessis, Frontenac, Hull, Iberville, Îles-de-la-Madeleine, Jeanne-Mance, Joliette-Montcalm, Jonquière, Kamouraska-Témiscouata, Lac Saint-Jean, Laprairie, Laviolette, Limoilou, Matapédia, Mercier, Montmorency, Papineau, Prévost, Richelieu, Rimouski, Rivière-du-Loup, Rosemont, Sainte-Anne, Saint-François, Saint-Jean, Sainte-Marie, Sherbrooke, Taschereau, Terrebonne, Trois-Rivières, Vanier, Vaudreuil-Soulanges, Verchères et Viau?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, pour chaque voyage:

- a) les dates de départ et de retour au Québec;
- b) les endroits visités;
- c) le but;
- d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses;
- e) le ministère ou l'organisme qui a acquitté ces frais?

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Burns dépose ledit document.

(*Document de la session n° 502.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Gratton:

1. Combien de contrats le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement et tous les organismes relevant du gouvernement ont-ils accordés, depuis le 1^{er} décembre 1976 jusqu'au 30 juin 1977, pour l'entretien ménager des

1977: Abitibi-East, Abitibi-West, Anjou, Arthabaska, Beauce-North, Beauharnois, Berthier, Bourassa, Champlain, Châteauguay, Two-Mountains, Drummond, Dubuc, Duplessis, Frontenac, Hull, Iberville, Magdalen Islands, Jeanne-Mance, Joliette-Montcalm, Jonquière, Kamouraska-Témiscouata, Lac Saint-Jean, Laprairie, Laviolette, Limoilou, Matapédia, Mercier, Montmorency, Papineau, Prévost, Richelieu, Rimouski, Rivière-du-Loup, Rosemont, Sainte-Anne, Saint-François, Saint-Jean, Sainte-Marie, Sherbrooke, Taschereau, Terrebonne, Trois-Rivières, Vanier, Vaudreuil-Soulanges, Verchères and Viau?

2. If so, what were, for each trip:

- (a) the date of departure and the date of return;
- (b) the places visited;
- (c) the purpose;
- (d) the cost of travelling, living, entertainment and other expenses;
- (e) the Department or the organization which paid such expenses?

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mr Burns.

(*Sessional Papers, No. 502.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Gratton:

1. How many contracts were awarded by the Department of Public Works and Supply or any organizations under government responsibility, from 1 December 1976 to 30 June 1977, for maintenance work in public buildings or

édifices publics et des locaux abritant les bureaux gouvernementaux?

2. Quel est, dans chaque cas:

a) la date du contrat;

b) Les nom et adresse de l'entrepreneur;

c) la durée du contrat;

d) le montant;

e) les locaux concernés?

3. Quels sont les contrats qui ont été adjugés à la suite d'appels d'offres?

4. Pour ceux-là, quels furent:

a) les soumissionnaires;

b) le montant de chaque soumission?

5. Pour les autres, sur quels critères s'est-on basé pour attribuer les contrats?

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

Mme Ouellette dépose ledit document.

(Document de la session n° 503.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Marchand:

1. Quels montants la ville de Sherbrooke a-t-elle reçus en subventions pour l'aider à se doter d'équipements sportifs devant lui permettre d'accueillir les Jeux du Québec, à l'été 1977:

a) du Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports;

b) par le biais de projets Initiatives locales, Canada au travail et Jeunesse-Canada au travail?

2. Quels sont les critères qui ont servi de base pour déterminer le montant de la subvention du gouvernement québécois?

3. Dans le passé, quels furent, pour chaque année, les montants des subventions consenties par le gouverne-

premises occupied by government offices?

2. What was, in each case:

(a) the date of the contract;

(b) the name and address of the contractor;

(c) the length of the contract;

(d) the amount;

(e) the offices concerned?

3. What contracts were awarded following calls for tenders?

4. For the latter:

(a) who were the bidders;

(b) what was the amount of each bid?

5. For the other contracts, what were the criteria used to award the contracts?

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mrs Ouellette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 503.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Marchand:

1. What amounts were received by the city of Sherbrooke in the form of grants to help it to obtain sports equipment to allow it to hold the Québec Games in the summer of 1977:

(a) from the Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports;

(b) through Local Initiatives, Canada at Work and Canada Youth at Work projects?

2. What criteria were used as a basis to determine the amount of the grant from the Québec government?

3. For each of the past years, what were the amounts of the grants given by the Québec government to the mu-

ment du Québec aux municipalités qui avaient été choisies pour accueillir les Jeux d'été du Québec?

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

Mme Ouellette dépose ledit document.

(Document de la session n° 504.)

Sur la motion de M. Marchand, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, ententes et autres documents échangés entre le gouvernement du Québec, aucun de ses membres ou fonctionnaires ainsi que la Régie des installations olympiques d'une part et les administrateurs du club de baseball «Les Expos», d'autre part, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 21 mars 1977.

M. Charron dépose ledit document.

(Document de la session n° 505.)

M. Charron, au nom de M. Burns, donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siégera pour audition publique et étude, article par article, du projet de loi privé n° 200, «Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal».

municipalities which were chosen to host the Québec Summer Games?

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mrs Ouellette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 504.)

On motion of Mr Marchand,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, agreements and other documents exchanged from 26 November 1976 to 21 March 1977 between the government of Québec, any of its members or employees, and the Régie des installations olympiques on the one hand and the administrators of the baseball team "Les Expos" on the other hand.

Mr Charron tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 505.)

Mr Charron gave the following notice, on behalf of Mr Burns:

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit for public hearings and section by section examination of private bill No. 200, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal".

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales siégera pour étudier le projet de loi n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Burns, les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle 81 «A»:

Les Commissions des affaires sociales et de la justice siègent conjointement pour étudier, article par article, le projet de loi n° 24, «Loi sur la protection de la jeunesse».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siège pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Burns, l'ordre d'envoi pour étude à la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement du projet de loi n° 75, «Loi modifiant le Code de la route», adopté le 24 novembre 1977, est révoqué; le projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

In Room 81 «A»:

The Committee on Social Affairs will sit for the purpose of examining bill No. 9, "An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights".

In Room 91 «A»:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Burns, the following Standing Committees will sit immediately until six o'clock P.M.:

In Room 81 «A»:

The Committees on Social Affairs and Justice will sit jointly for the section by section examination of bill No. 24, "Youth Protection Act".

In Room 91 «A»:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Burns, the Order for referral of bill No. 75, "An Act to amend the Highway Code", to the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply, for consideration, adopted 24 November 1977, was rescinded; the bill was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lessard dépose le document suivant:

Protocole d'entente entre les représentants du gouvernement du Québec, d'une part, et le représentant de la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins et le représentant de la Fédération de Montréal des Caisses Desjardins, d'autre part, concernant l'émission des plaques d'immatriculation des véhicules automobiles, les parties ayant signé à Québec le 1^{er} septembre 1977.

(Document de la session n° 506.)

À dix-huit heures quinze minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lessard tabled the following document:

Protocol of agreement made between the representatives of the government of Québec, on the one hand, and the representative of the Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins and the representative of the Fédération de Montréal des Caisses Desjardins, on the other hand, concerning the issuing of registration plates for motor vehicles, the parties having signed at Québec on 1 September 1977.

(Sessional Papers, No. 506.)

At six-fifteen o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 8 décembre 1977

Quatorze heures

M. Jolivet, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la fonction publique qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi n° 53, «Loi sur la fonction publique».

(Document de la session n° 507.)

Le projet de loi n° 53 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Dussault, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 54.—Loi modifiant la Loi des cités et villes;

Projet de loi n° 55.—Loi modifiant le Code municipal.

Thursday, 8 December 1977

Two o'clock P.M.

Mr Jolivet, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the Civil Service which examined bill No. 53, "Civil Service Act", following first reading.

(Sessional Papers, No. 507.)

Bill No. 53 was ordered for second reading at the next sitting.

Mr Dussault, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 54.—An Act to amend the Cities and Towns Act;

Bill No. 55.—An Act to amend the Municipal Code.

Les projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(*Document de la session n° 508.*)

The bills were reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 508.*)

Le projet de loi n° 85, «Loi modifiant la Loi de la probation et des établissements de détention», est présenté par M. Bédard.

M. Bédard propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Bill No. 85, "An Act to amend the Probation and Houses of Detention Act", was introduced by Mr Bédard.

Mr Bédard moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Landry, Larivière, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mackasey, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—89.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 85 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 85 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Conformément à l'article 30, paragraphe 2 du règlement, M. Burns propose que l'Assemblée se réunisse le lundi 12 décembre, à quinze heures.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

In accordance with paragraph 2 of Standing Order 30, Mr Burns moved that the Assembly do sit on Monday, 12 December, at three o'clock P.M.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bisaillon, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gratton, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Landry, Larivière, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure,

Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mackasey, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Picotte, Raynauld, Saindon, Springate, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugois, Verreault.—76.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare, Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Goulet, Grenier, Roy, Russell, Samson, Shaw.—11.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siège pour audition publique et étude, article par article, du projet de loi privé n° 200, «Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal».

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales siège pour étudier le projet de loi n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées».

M. Burns donne l'avis suivant:

Ce soir, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siègera pour audition publique et étude, article par article, du projet de loi privé n° 200, «Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal».

À la Salle 81 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, the following Standing Committees will sit immediately until six o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit for public hearings and section by section examination of private bill No. 200, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal".

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs will sit for the purpose of examining bill No. 9, "An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights".

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit this evening from eight o'clock until ten o'clock:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit for public hearings and section by section examination of private bill No. 200, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal".

In Room 81 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions

siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

Si nécessaire, la Commission des affaires municipales et de l'environnement siégera pour audition publique et étude, article par article, du projet de loi privé n° 200, «Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal».

À la Salle 81 «A»:

Les Commissions des affaires sociales et de la justice siégeront conjointement pour étudier, article par article, le projet de loi n° 24, «Loi sur la protection de la jeunesse».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

Conformément à l'article 156 du règlement, M. Burns déclare qu'à la conférence des Leaders parlementaires des partis reconnus, convoquée par le Président aujourd'hui, aucune entente n'a été conclue quant à la durée de l'étude, après la deuxième lecture, du projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile», par la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Burns proposant:

«*Que les amendements ci-après soient apportés au règlement de l'Assemblée nationale:*

will sit for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

If necessary, the Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit for public hearings and section by section examination of private bill No. 200, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal".

In Room 81 "A":

The Committees on Social Affairs and Justice will sit jointly for the section by section examination of bill No. 24, "Youth Protection Act".

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

In accordance with Standing Order 156, Mr Burns announced that no agreement had been reached at the conference of the Parliamentary Leaders of the recognized parties, called by the President today, concerning the length of time being taken by the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for the examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act", following second reading.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Burns proposing:

"*That the following amendments be made to the Standing Orders of the National Assembly:*

1. *Que* l'article 16 soit amendé en remplaçant le paragraphe 6 par le suivant:

«6. Il veille à la publication du journal des Débats et à l'enregistrement des travaux pour diffusion électronique.».

2. *Que* l'article 23 soit amendé en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

«1. Le débat sur le message inaugural ne doit pas durer plus de quinze heures, mais on ne tient pas compte dans ces quinze heures du temps consacré aux votes.».

3. *Que* soit inséré, après l'article 31, l'article suivant:

«**31-A.** 1. Sauf en cas d'urgence, l'Assemblée ne peut siéger du 1^{er} juillet au 15 septembre, ni du 21 décembre au 31 janvier.

2. Lorsque l'Assemblée est appelée à siéger durant la période prévue au paragraphe 1, elle doit d'abord être saisie d'une motion faite en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'article 84.

3. Nonobstant toute autre disposition, l'Assemblée peut, du 1^{er} au 30 juin et du 1^{er} au 20 décembre, siéger tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de 10 heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, avec suspension des travaux de treize à quinze heures et de dix-huit à vingt heures, et à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour est celui prévu pour le mardi; pendant cette période, les articles 174 et 174-A sont suspendus et le débat prévu aux articles 24, 68, 78, 79, 80 et 81 se termine trois heures après l'heure indiquée pour le début de la séance.».

1. *That* Standing Order 16 be amended by replacing paragraph 6 by the following:

“6. He shall see to the publication of the Journal of Debates and to the recording of the debates for broadcast.”.

2. *That* Standing Order 23 be amended by replacing paragraph 1 by the following:

“1. The debate on the inaugural message shall not last more than fifteen hours but time used in voting shall not be counted in such fifteen hours.”.

3. *That* the following Standing Order be added after Standing Order 31:

“**31-A.** 1. Except in cases of urgency, the Assembly shall not sit from July 1 to September 15, or from December 21 to January 31.

2. When the Assembly is called upon to sit during the period mentioned in paragraph 1, it must first be put in possession of a motion under paragraphs 2 and 3 of Standing Order 84.

3. Notwithstanding any other provision, the Assembly may, from June 1 to June 30 and from December 1 to December 20, sit every day of the week except Sunday, from ten o'clock in the morning until such time as it decides to adjourn, with suspension of work from one o'clock till three o'clock in the afternoon and from six o'clock till eight o'clock in the evening, and at all such sittings, the order of business is that provided for Tuesday's sittings; during this period, Standing Orders 174 and 174-A are suspended and the debate provided under Standing Orders 24, 68, 78, 79, 80 and 81 is concluded three hours after the time appointed for the opening of the sitting.”.

4. *Que* soit inséré, après l'article 53, l'article suivant:

«**53-A.** Le secrétaire de l'Assemblée voit également à ce que soient enregistrés pour diffusion électronique les travaux de l'Assemblée nationale ainsi que ceux des commissions que détermine l'Assemblée sur motion annoncée du leader parlementaire du gouvernement.».

5. *Que* l'article 127 soit amendé en remplaçant le paragraphe 2 par les suivants:

«1-A. Immédiatement après le discours du budget, chacun des critiques financiers des partis d'opposition peuvent le commenter pendant dix minutes. Le temps de ces commentaires initiaux n'est pas compté dans le temps alloué en vertu du paragraphe 3.

2. Le débat sur le discours du budget ne doit pas durer plus de quinze heures, y compris le temps alloué au ministre des finances et aux commentaires initiaux des critiques financiers des partis d'opposition. On ne tient pas compte, dans ces quinze heures, du temps consacré aux votes.».

6. *Que* l'article 137 soit amendé en ajoutant le paragraphe suivant:

«3. Elle conseille le président quant à l'enregistrement pour diffusion électronique des travaux de l'Assemblée et de ses commissions.».

7. *Que* l'article 150 soit remplacé par le suivant:

«**150.** 1. Les commissions élues peuvent siéger en tout temps lorsque l'Assemblée n'est pas en session ou lorsqu'elle a ajourné ses travaux pour plus de cinq jours.

2. Dans le cas contraire, les commissions peuvent siéger aux mêmes heures

4. *That* the following Standing Order be added after Standing Order 53:

“**53-A.** The Secretary of the Assembly shall also see that the debates of the National Assembly are recorded for broadcast, together with such committee debates as may be determined by the Assembly on a motion with notice by the Government House Leader.”.

5. *That* Standing Order 127 be amended by replacing paragraph 2 by the following paragraphs:

“1-A. Immediately after the budget speech, the financial critic of each Opposition party may comment on it for ten minutes. The time for these initial comments shall not count in the time allotted under paragraph 3.

2. The debate on the budget speech must not last more than fifteen hours, including the time allotted to the Minister of Finance and for the initial comments of the financial critic of each Opposition party. No account shall be taken in such fifteen hours of time devoted to voting.”.

6. *That* Standing Order 137 be amended by adding the following paragraph:

“3. It shall advise the President with regard to the recording of the debates of the Assembly and of its committees for broadcast.”.

7. *That* Standing Order 150 be replaced by the following:

“**150.** 1. Standing committees may sit at any time when the Assembly is not sitting or when it has adjourned for more than five days.

2. On the other hand, the committees may sit at the same hours as those pro-

que celles prévues pour l'Assemblée, de même que le lundi, à compter de 15 heures, et le vendredi, de 10 heures à 13 heures. Toutefois, seulement deux commissions peuvent siéger durant les séances de l'Assemblée et aucune ne peut siéger durant la période des affaires courantes.

3. Toute commission peut, du consentement unanime de ses membres, poursuivre ses travaux après l'heure normalement prévue pour sa suspension ou son ajournement.»

et sur les motions d'amendement suivantes:

De M. Lavoie proposant que:

«À l'article 31-A, dans les 2^e et 3^e lignes du paragraphe 1: remplacer les chiffre et mot «1^{er} juillet» par les chiffre et mot «24 juin», le chiffre «15» par le chiffre «7» et le chiffre «21» par le chiffre «22»; dans le paragraphe 3 de l'article 31-A, dans les 2^e et 3^e lignes, remplacer le chiffre «30» par le chiffre «23» et le chiffre «20» par le chiffre «21».».

De M. Bellemare proposant que:

«Dans le paragraphe 1 de l'article 23, remplacer dans les 2^e et 4^e lignes le mot «quinze» par le mot «vingt»; dans le paragraphe 3 de l'article 31-A, remplacer dans les 5^e et 6^e lignes les mots «ce qu'elle décide de s'ajourner» par le mot «minuit»; dans le paragraphe 2 de l'article 127 dans les 2^e et 7^e lignes, remplacer le mot «quinze» par le mot «vingt».».

De M. Burns proposant que:

«Dans le paragraphe 2 de l'article 31-A, dans la 2^e ligne, remplacer les mots «la période prévue» par les mots «les périodes prévues».».

vided for the Assembly, as well as on Mondays, from three o'clock in the afternoon, and on Fridays, from ten o'clock in the morning to one o'clock in the afternoon. However, only two committees may sit while the Assembly is sitting and none may sit during the period for routine business.

3. Any committee may, with the unanimous consent of its members, proceed with its business after the hour normally provided for its suspension or its adjournment.”

and on the following motions of amendment:

By Mr Lavoie proposing that:

“In Standing Order 31-A, in the second, third and fourth lines of paragraph 1: replace the word and figure “July 1” by the word and figure “June 24”, the figure “15” by the figure “7” and the figure “21” by the figure “22”; in paragraph 3 of Standing Order 31-A, in the third and fourth lines, replace the figure “30” by the figure “23” and the figure “20” by the figure “21”.”.

By Mr Bellemare proposing that:

“In paragraph 1 of Standing Order 23, replace, in the second and fourth lines, the word “fifteen” by the word “twenty”; in paragraph 3 of Standing Order 31-A, replace, in the sixth and seventh lines, the words “such time as it decides to adjourn” by the word “midnight”; in paragraph 2 of Standing Order 127, in the second and seventh lines, replace the word “fifteen” by the word “twenty”.”.

By Mr Burns proposing that:

“In paragraph 2 of Standing Order 31-A, in the second line, replace the word “period by the word “periods”.”.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Burns.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 78, «Loi modifiant la Loi de la Législature».

M. Burns informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Burns propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 78 est envoyé pour étude, article par article, à la commission plénière.

Du consentement unanime, l'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Burns proposant:

«Que les amendements ci-après soient apportés au règlement de l'Assemblée nationale:

1. *Que* l'article 16 soit amendé en remplaçant le paragraphe 6 par le suivant:

«6. Il veille à la publication du journal des Débats et à l'enregistrement des travaux pour diffusion électronique.».

2. *Que* l'article 23 soit amendé en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

«1. Le débat sur le message inaugural ne doit pas durer plus de quinze heures, mais on ne tient pas compte dans ces quinze heures du temps consacré aux votes.».

3. *Que* soit inséré, après l'article 31, l'article suivant:

The debate was adjourned on motion of Mr Burns.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 78, "An Act to amend the Legislature Act".

Mr Burns informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Burns moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, bill No. 78 was referred to the Committee of the Whole for section by section examination.

With the unanimous consent, the Assembly resumed the debate on the motion by Mr Burns proposing:

"That the following amendments be made to the Standing Orders of the National Assembly:

1. *That* Standing Order 16 be amended by replacing paragraph 6 by the following:

"6. He shall see to the publication of the Journal of Debates and to the recording of the debates for broadcast.".

2. *That* Standing Order 23 be amended by replacing paragraph 1 by the following:

"1. The debate on the inaugural message shall not last more than fifteen hours but time used in voting shall not be counted in such fifteen hours.".

3. *That* the following Standing Order be added after Standing Order 31:

«**31-A.** 1. Sauf en cas d'urgence, l'Assemblée ne peut siéger du 1^{er} juillet au 15 septembre, ni du 21 décembre au 31 janvier.

2. Lorsque l'Assemblée est appelée à siéger durant la période prévue au paragraphe 1, elle doit d'abord être saisie d'une motion faite en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'article 84.

3. Nonobstant toute autre disposition, l'Assemblée peut, du 1^{er} au 30 juin et du 1^{er} au 20 décembre, siéger tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de 10 heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, avec suspension des travaux de treize à quinze heures et de dix-huit à vingt heures, et à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour est celui prévu pour le mardi; pendant cette période, les articles 174 et 174-A sont suspendus et le débat prévu aux articles 24, 68, 78, 79, 80 et 81 se termine trois heures après l'heure indiquée pour le début de la séance.».

4. *Que* soit inséré, après l'article 53, l'article suivant:

«**53-A.** Le secrétaire de l'Assemblée voit également à ce que soient enregistrés pour diffusion électronique les travaux de l'Assemblée nationale ainsi que ceux des commissions que détermine l'Assemblée sur motion annoncée du leader parlementaire du gouvernement.».

5. *Que* l'article 127 soit amendé en remplaçant le paragraphe 2 par les suivants:

«1-A. Immédiatement après le discours du budget, chacun des critiques financiers des partis d'opposition peuvent le commenter pendant dix minutes. Le temps de ces commentaires initiaux n'est pas compté dans le temps alloué en vertu du paragraphe 3.

«**31-A.** 1. Except in cases of urgency, the Assembly shall not sit from July 1 to September 15, or from December 21 to January 31.

2. When the Assembly is called upon to sit during the period mentioned in paragraph 1, it must first be put in possession of a motion under paragraphs 2 and 3 of Standing Order 84.

3. Notwithstanding any other provision, the Assembly may, from June 1 to June 30 and from December 1 to December 20, sit every day of the week except Sunday, from ten o'clock in the morning until such time as it decides to adjourn, with suspension of work from one o'clock till three o'clock in the afternoon and from six o'clock till eight o'clock in the evening, and at all such sittings, the order of business is that provided for Tuesday's sittings; during this period, Standing Orders 174 and 174-A are suspended and the debate provided under Standing Orders 24, 68, 78, 79, 80 and 81 is concluded three hours after the time appointed for the opening of the sitting.».

4. *That* the following Standing Order be added after Standing Order 53:

«**53-A.** The Secretary of the Assembly shall also see that the debates of the National Assembly are recorded for broadcast, together with such committee debates as may be determined by the Assembly on a motion with notice by the Government House Leader.».

5. *That* Standing Order 127 be amended by replacing paragraph 2 by the following paragraphs:

«1-A. Immediately after the budget speech, the financial critic of each Opposition party may comment on it for ten minutes. The time for these initial comments shall not count in the time allotted under paragraph 3.

2. Le débat sur le discours du budget ne doit pas durer plus de quinze heures, y compris le temps alloué au ministre des finances et aux commentaires initiaux des critiques financiers des partis d'opposition. On ne tient pas compte, dans ces quinze heures, du temps consacré aux votes.».

6. *Que* l'article 137 soit amendé en ajoutant le paragraphe suivant:

«3. Elle conseille le président quant à l'enregistrement pour diffusion électronique des travaux de l'Assemblée et de ses commissions.».

7. *Que* l'article 150 soit remplacé par le suivant:

«**150.** 1. Les commissions élues peuvent siéger en tout temps lorsque l'Assemblée n'est pas en session ou lorsqu'elle a ajourné ses travaux pour plus de cinq jours.

2. Dans le cas contraire, les commissions peuvent siéger aux mêmes heures que celles prévues pour l'Assemblée, de même que le lundi, à compter de 15 heures, et le vendredi, de 10 heures à 13 heures. Toutefois, seulement deux commissions peuvent siéger durant les séances de l'Assemblée et aucune ne peut siéger durant la période des affaires courantes.

3. Toute commission peut, du consentement unanime de ses membres, poursuivre ses travaux après l'heure normalement prévue pour sa suspension ou son ajournement.».

et sur les motions d'amendement suivantes:

De M. Lavoie proposant que:

«À l'article 31-A, dans les 2^e et 3^e lignes du paragraphe 1: remplacer les chiffre et mot «1^{er} juillet» par les chiffre et mot «24 juin», le chiffre «15» par le

2. The debate on the budget speech must not last more than fifteen hours, including the time allotted to the Minister of Finance and for the initial comments of the financial critic of each Opposition party. No account shall be taken in such fifteen hours of time devoted to voting.».

6. *That* Standing Order 137 be amended by adding the following paragraph:

“3. It shall advise the President with regard to the recording of the debates of the Assembly and of its committees for broadcast.”.

7. *That* Standing Order 150 be replaced by the following:

“**150.** 1. Standing committees may sit at any time when the Assembly is not sitting or when it has adjourned for more than five days.

2. On the other hand, the committees may sit at the same hours as those provided for the Assembly, as well as on Mondays, from three o'clock in the afternoon, and on Fridays, from ten o'clock in the morning to one o'clock in the afternoon. However, only two committees may sit while the Assembly is sitting and none may sit during the period for routine business.

3. Any committee may, with the unanimous consent of its members, proceed with its business after the hour normally provided for its suspension or its adjournment.”.

and on the following motions of amendment:

By Mr Lavoie proposing that:

“In Standing Order 31-A, in the second, third and fourth lines of paragraph 1: replace the word and figure “July 1” by the word and figure “June

chiffre «7» et le chiffre «21» par le chiffre «22»; dans le paragraphe 3 de l'article 31-A, dans les 2^e et 3^e lignes, remplacer le chiffre «30» par le chiffre «23» et le chiffre «20» par le chiffre «21».»,.

De M. Bellemare proposant que:

«Dans le paragraphe 1 de l'article 23, remplacer dans les 2^e et 4^e lignes le mot «quinze» par le mot «vingt»; dans le paragraphe 3 de l'article 31-A, remplacer dans les 5^e et 6^e lignes les mots «ce qu'elle décide de s'ajourner» par le mot «minuit»; dans le paragraphe 2 de l'article 127 dans les 2^e et 7^e lignes, remplacer le mot «quinze» par le mot «vingt».»,.

De M. Burns proposant que:

«Dans le paragraphe 2 de l'article 31-A, dans la 2^e ligne, remplacer les mots «la période prévue» par les mots «les périodes prévues».»,.

M. Burns propose que l'amendement suivant soit apporté:

Dans le paragraphe 2 de l'article 150, enlever le point à la fin du paragraphe et ajouter les mots «ni après minuit.»,.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lamontagne.

À dix-huit heures vingt-cinq minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à lundi prochain quinze heures.

24", the figure "15" by the figure "7" and the figure "21" by the figure "22"; in paragraph 3 of Standing Order 31-A, in the third and fourth lines, replace the figure "30" by the figure "23" and the figure "20" by the figure "21".",.

By Mr Bellemare proposing that:

"In paragraph 1 of Standing Order 23, replace, in the second and fourth lines, the word "fifteen" by the word "twenty"; in paragraph 3 of Standing Order 31-A, replace, in the sixth and seventh lines, the words "such time as it decides to adjourn" by the word "midnight"; in paragraph 2 of Standing Order 127, in the second and seventh lines, replace the word "fifteen" by the word "twenty".",.

By Mr Burns proposing that:

"In paragraph 2 of Standing Order 31-A, in the second line, replace the word "period" by the word "periods".",.

Mr Burns proposed that the following amendment be made:

In paragraph 2 of Standing Order 150, remove the period at the end of the paragraph and add the words "or after midnight.".

The debate was adjourned on motion of Mr Lamontagne.

At twenty-five minutes past six o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until next Monday, at three o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le lundi 12 décembre 1977*Quinze heures***Monday, 12 December 1977***Three o'clock P.M.*

M. Burns propose que la motion suivante mise en délibération le 1^{er} décembre 1977, apparaissant à son nom à l'article 1 du feuillet, soit retirée:

«*Que les amendements ci-après soient apportés au règlement de l'Assemblée nationale:*

1. *Que l'article 16 soit amendé en remplaçant le paragraphe 6 par le suivant:*

«6. Il veille à la publication du journal des Débats et à l'enregistrement des travaux pour diffusion électronique.».

2. *Que l'article 23 soit amendé en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:*

«1. Le débat sur le message inaugural ne doit pas durer plus de quinze heures, mais on ne tient pas compte dans ces quinze heures du temps consacré aux votes.».

Mr Burns moved that the following motion submitted for debate on 1 December 1977, appearing under his name at Item 1 of the Agenda Paper, be withdrawn:

“*That the following amendments be made to the Standing Orders of the National Assembly:*

1. *That Standing Order 16 be amended by replacing paragraph 6 by the following:*

“6. He shall see to the publication of the Journal of Debates and to the recording of the debates for broadcast.”.

2. *That Standing Order 23 be amended by replacing paragraph 1 by the following:*

“1. The debate on the inaugural message shall not last more than fifteen hours but time used in voting shall not be counted in such fifteen hours.”.

3. *Que* soit inséré, après l'article 31, l'article suivant:

«**31-A.** 1. Sauf en cas d'urgence, l'Assemblée ne peut siéger du 1^{er} juillet au 15 septembre, ni du 21 décembre au 31 janvier.

2. Lorsque l'Assemblée est appelée à siéger durant la période prévue au paragraphe 1, elle doit d'abord être saisie d'une motion faite en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'article 84.

3. Nonobstant toute autre disposition, l'Assemblée peut, du 1^{er} au 30 juin et du 1^{er} au 20 décembre, siéger tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de 10 heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, avec suspension des travaux de treize à quinze heures et de dix-huit à vingt heures, et à toutes ces séances l'ordre des affaires du jour est celui prévu pour le mardi; pendant cette période, les articles 174 et 174-A sont suspendus et le débat prévu aux articles 24, 68, 78, 79, 80 et 81 se termine trois heures après l'heure indiquée pour le début de la séance.».

4. *Que* soit inséré, après l'article 53, l'article suivant:

«**53-A.** Le secrétaire de l'Assemblée voit également à ce que soient enregistrés pour diffusion électronique les travaux de l'Assemblée nationale ainsi que ceux des commissions que détermine l'Assemblée sur motion annoncée du leader parlementaire du gouvernement.».

5. *Que* l'article 127 soit amendé en remplaçant le paragraphe 2 par les suivants:

«1-A. Immédiatement après le discours du budget, chacun des critiques financiers des partis d'opposition peu-

3. *That* the following Standing Order be added after Standing Order 31:

“**31-A.** 1. Except in cases of urgency, the Assembly shall not sit from July 1 to September 15, or from December 21 to January 31.

2. When the Assembly is called upon to sit during the period mentioned in paragraph 1, it must first be put in possession of a motion under paragraphs 2 and 3 of Standing Order 84.

3. Notwithstanding any other provision, the Assembly may, from June 1 to June 30 and from December 1 to December 20, sit every day of the week except Sunday, from ten o'clock in the morning until such time as it decides to adjourn, with suspension of work from one o'clock till three o'clock in the afternoon and from six o'clock till eight o'clock in the evening, and at all such sittings, the order of business is that provided for Tuesday's sittings; during this period, Standing Orders 174 and 174-A are suspended and the debate provided under Standing Orders 24, 68, 78, 79, 80 and 81 is concluded three hours after the time appointed for the opening of the sitting.”.

4. *That* the following Standing Order be added after Standing Order 53:

“**53-A.** The Secretary of the Assembly shall also see that the debates of the National Assembly are recorded for broadcast, together with such committee debates as may be determined by the Assembly on a motion with notice by the Government House Leader.”.

5. *That* Standing Order 127 be amended by replacing paragraph 2 by the following paragraphs:

“1-A. Immediately after the budget speech, the financial critic of each Opposition party may comment on it for

vent le commenter pendant dix minutes. Le temps de ces commentaires initiaux n'est pas compté dans le temps alloué en vertu du paragraphe 3.

2. Le débat sur le discours du budget ne doit pas durer plus de quinze heures, y compris le temps alloué au ministre des finances et aux commentaires initiaux des critiques financiers des partis d'opposition. On ne tient pas compte, dans ces quinze heures, du temps consacré aux votes.».

6. *Que* l'article 137 soit amendé en ajoutant le paragraphe suivant:

«3. Elle conseille le président quant à l'enregistrement pour diffusion électronique des travaux de l'Assemblée et de ses commissions.».

7. *Que* l'article 150 soit remplacé par le suivant:

«**150. 1.** Les commissions élues peuvent siéger en tout temps lorsque l'Assemblée n'est pas en session ou lorsqu'elle a ajourné ses travaux pour plus de cinq jours.

2. Dans le cas contraire, les commissions peuvent siéger aux mêmes heures que celles prévues pour l'Assemblée, de même que le lundi, à compter de 15 heures, et le vendredi, de 10 heures à 13 heures. Toutefois, seulement deux commissions peuvent siéger durant les séances de l'Assemblée et aucune ne peut siéger durant la période des affaires courantes.

3. Toute commission peut, du consentement unanime de ses membres, poursuivre ses travaux après l'heure normalement prévue pour sa suspension ou son ajournement.».

et sur les motions d'amendement suivantes:

De M. Lavoie proposant que:

«À l'article 31-A, dans les 2^e et 3^e lignes du paragraphe 1: remplacer les

ten minutes. The time for these initial comments shall not count in the time allotted under paragraph 3.

2. The debate on the budget speech must not last more than fifteen hours, including the time allotted to the Minister of Finance and for the initial comments of the financial critic of each Opposition party. No account shall be taken in such fifteen hours of time devoted to voting.”.

6. *That* Standing Order 137 be amended by adding the following paragraph:

“3. It shall advise the President with regard to the recording of the debates of the Assembly and of its committees for broadcast.”.

7. *That* Standing Order 150 be replaced by the following:

“**150. 1.** Standing committees may sit at any time when the Assembly is not sitting or when it has adjourned for more than five days.

2. On the other hand, the committees may sit at the same hours as those provided for the Assembly, as well as on Mondays, from three o'clock in the afternoon, and on Fridays, from ten o'clock in the morning to one o'clock in the afternoon. However, only two committees may sit while the Assembly is sitting and none may sit during the period for routine business.

3. Any committee may, with the unanimous consent of its members, proceed with its business after the hour normally provided for its suspension or its adjournment.”.

and on the following motions of amendment:

By Mr Lavoie proposing that:

“In Standing Order 31-A, in the second, third and fourth lines of para-

chiffre et mot «1^{er} juillet» par les chiffre et mot «24 juin», le chiffre «15» par le chiffre «7» et le chiffre «21» par le chiffre «22»; dans le paragraphe 3 de l'article 31-A, dans les 2^e et 3^e lignes, remplacer le chiffre «30» par le chiffre «23» et le chiffre «20» par le chiffre «21»..».

De M. Bellemare proposant que:

«Dans le paragraphe 1 de l'article 23, remplacer dans les 2^e et 4^e lignes le mot «quinze» par le mot «vingt»; dans le paragraphe 3 de l'article 31-A, remplacer dans les 5^e et 6^e lignes les mots «ce qu'elle décide de s'ajourner» par le mot «minuit»; dans le paragraphe 2 de l'article 127 dans les 2^e et 7^e lignes, remplacer le mot «quinze» par le mot «vingt»..».

De M. Burns proposant que:

«Dans le paragraphe 2 de l'article 31-A, dans la 2^e ligne, remplacer les mots «la période prévue» par les mots «les périodes prévues»; dans le paragraphe 2 de l'article 150, enlever le point à la fin du paragraphe et ajouter les mots «ni après minuit»..».

Et un débat s'élève sur cette motion de retrait.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Clair, Couture, de Belleval, Duhaime, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laurin, Léonard, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—45.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare, Bisailon, Blank, Brochu, Ciaccia, Dubois, Forget, Giasson, Goulet, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Picotte, Raynald, Roy, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—24.

graph 1: replace the word and figure "July 1" by the word and figure "June 24", the figure "15" by the figure "7" and the figure "21" by the figure "22"; in paragraph 3 of Standing Order 31-A, in the third and fourth lines, replace the figure "30" by the figure "23" and the figure "20" by the figure "21"..".

By Mr Bellemare proposing that:

"In paragraph 1 of Standing Order 23, replace, in the second and fourth lines, the word "fifteen" by the word "twenty"; in paragraph 3 of Standing Order 31-A, replace, in the sixth and seventh lines, the words "such time as it decides to adjourn" by the word "midnight"; in paragraph 2 of Standing Order 127, in the second and seventh lines, replace the word "fifteen" by the word "twenty"..".

By Mr Burns proposing that:

"In paragraph 2 of Standing Order 31-A, in the second line, replace the word "period" by the word "periods"; in paragraph 2 of Standing Order 150, remove the period at the end of the paragraph and add the words "or after midnight"..".

And a debate arising on this motion of withdrawal.

The motion was then adopted on the following division:

Sur la motion de M. Burns, la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières siège au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

M. Burns propose:

Qu'en vue d'utiliser encore plus efficacement le temps disponible d'ici la fin de la présente session, l'Assemblée nationale puisse tenir une séance tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de dix heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, et qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi aux articles 35 et 36 du règlement; que les articles 174 et 174-A soient suspendus, que le débat prévu aux articles 24, 68, 78, 79, 80 et 81 du règlement se termine trois heures après l'heure indiquée pour le début de la séance; que nonobstant les dispositions de l'article 47, paragraphe 1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, la motion en discussion est amendée en remplaçant dans les sixième et septième lignes les mots «ce qu'elle décide de s'ajourner» par le mot «minuit».

Et le débat continue sur la motion amendée qui se lit maintenant comme suit:

On motion of Mr Burns, the Standing Committee on Consumer Affairs, Co-operatives and Financial Institutions will sit immediately in the Red Room until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

Mr Burns moved:

That in order to make even more efficient use of the time available between now and the end of the present session, the National Assembly may hold a sitting every day of the week except on Sunday, from ten o'clock in the morning until such time as it decides to adjourn, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, and that at all such sittings, the Order of Business be that determined by Standing Orders 35 and 36 respecting Tuesday's sittings; that Standing Orders 174 and 174-A be suspended, that the debate provided under Standing Orders 24, 68, 78, 79, 80 et 81 be concluded three hours after the time appointed for the opening of the sitting; that notwithstanding the provisions of paragraph 1 of Standing Order 47, all the sittings of the Assembly be public.

And the debate arising on this motion.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, the motion under debate was amended by replacing in the seventh and eighth lines the words "such time as it decides to adjourn" by the word "midnight".

And the debate continuing on the motion as amended which now reads as follows:

Qu'en vue d'utiliser encore plus efficacement le temps disponible d'ici la fin de la présente session, l'Assemblée nationale puisse tenir une séance tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de dix heures jusqu'à minuit, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, et qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi aux articles 35 et 36 du règlement; que les articles 174 et 174-A soient suspendus, que le débat prévu aux articles 24, 68, 78, 79, 80 et 81 du règlement se termine trois heures après l'heure indiquée pour le début de la séance; que nonobstant les dispositions de l'article 47, paragraphe 1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques.

La motion est alors adoptée après division des voix.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que le projet de loi n° 63, «Loi de la taxe sur la publicité électronique», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 63 est envoyé pour étude, article par article, à la commission plénière.

That in order to make even more efficient use of the time available between now and the end of the present session, the National Assembly may hold a sitting every day of the week except on Sunday, from ten o'clock in the morning until midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, and that at all such sittings, the Order of Business be that determined by Standing Orders 35 and 36 respecting Tuesday's sittings; that Standing Orders 174 and 174-A be suspended, that the debate provided under Standing Orders 24, 68, 78, 79, 80 and 81 be concluded three hours after the time appointed for the opening of the sitting; that notwithstanding the provisions of paragraph 1 of Standing Order 47, all the sittings of the Assembly be public.

The motion was then adopted on division.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Parizeau proposing that bill No. 63, "Broadcast Advertising Tax Act", be now read the second time.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, bill No. 63 was referred to the Committee of the Whole for section by section examination.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 60, «Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie».

M. Parizeau informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Parizeau propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est terminé.

À la demande de M. Burns, M. le Président remet à demain mardi, avant les affaires du jour, la mise aux voix de la motion de M. Parizeau proposant que le projet de loi n° 60 soit lu la deuxième fois.

À vingt-trois heures trente minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 60, "An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act".

Mr Parizeau informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Parizeau moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was concluded.

At the request of Mr Burns, Mr President postponed until tomorrow, Tuesday, before Business of the Day, the putting to the vote of the motion by Mr Parizeau proposing that bill No. 60 be read the second time.

At eleven-thirty o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 13 décembre 1977

Dix heures

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, la déclaration ministérielle de M. Garon, ministre de l'Agriculture, est remise à la reprise de la séance cet après-midi.

M. O'Neill dépose le document suivant:

Copie d'une lettre en date du 12 décembre 1977, adressée à Mme Jeanne Sauvé, ministre des Communications du gouvernement du Canada, par M. Louis O'Neill, ministre des Communications du Québec, concernant la câblodistribution et accompagnée d'un projet de protocole d'entente entre les gouvernements du Québec et d'Ottawa sur les communications.

(Document de la session n° 509.)

M. Burns dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé n° 216, «Loi concernant la Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec».

(Document de la session n° 510.)

Tuesday, 13 December 1977

Ten o'clock A.M.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, the ministerial declaration by the minister of Agriculture, Mr Garon, was postponed until this afternoon at the resuming of the sitting.

Mr O'Neill tabled the following document:

Copy of a letter dated 12 December 1977, forwarded to Mrs Jeanne Sauvé, minister of Communications of the government of Canada, by Mr Louis O'Neill, minister of Communications of Québec, concerning cabledistribution together with a draft of a protocol of agreement on communications between the governments of Québec and Ottawa.

(Sessional Papers, No. 509.)

Mr Burns tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on private bill No. 216, "An Act respecting the Mutual Fire Reinsurance Association of Québec".

(Sessional Papers, No. 510.)

Sur la motion de M. Burns, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas de ce projet de loi.

Le projet de loi n° 89, «Loi concernant La Compagnie de téléphone Continental ltée, Téléphone Dorchester Inc. et Le Téléphone Rural de Beauceville Limitée», est présenté par M. O'Neill, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi privé n° 216, «Loi concernant la Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec», est présenté par M. Michaud, au nom de M. Chevette, et lu la première fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 216 est déféré pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières.

L'Assemblée procède à la mise aux voix de la motion de M. Parizeau proposant que le projet de loi n° 60, «Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Charron, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laurin, Lavigne, Lazure, Leblanc, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vailancourt (Jonquière), Vaugeois.—59.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet,

On motion of Mr Burns, the Rules of Procedure concerning private bills were suspended respecting this bill.

Bill No. 89, "An Act respecting Continental Telephone Company Ltd., Téléphone Dorchester Inc. and Le Téléphone Rural de Beauceville Limitée", was introduced by Mr O'Neill, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, private bill No. 216, "An Act respecting the Mutual Fire Reinsurance Association of Québec", was introduced by Mr Michaud, on behalf of Mr Chevette, and read the first time.

On motion of Mr Burns, bill No. 216 was referred to the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for public hearings and section by section examination.

The Assembly proceeded with the putting to the vote of the motion by Mr Parizeau proposing that bill No. 60, "An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following division:

Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, Samson, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.
—34.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 60 est envoyé pour étude, article par article, à la commission plénière.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières siège au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à minuit, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile»; la Commission permanente de la justice siège à la Salle 81 «A», immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures pour étudier, article par article, le projet de loi n° 77, «Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et la Loi sur les jurés», et le projet de loi n° 72, «Loi concernant la nomination des juges municipaux suppléants et modifiant la Loi des poursuites sommaires», et aussi pour audition publique et étude, article par article, du projet de loi privé n° 260, «Loi relative à l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal»; à la même Salle à compter de vingt heures jusqu'à minuit, la Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siègera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre».

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, bill No. 60 was referred to the Committee of the Whole for section by section examination.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit immediately in the Red Room until midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act"; the Standing Committee on Justice will sit immediately in Room 81 "A" until six o'clock P.M., with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon for the section by section examination of bill No. 77, "An Act to amend the Courts of Justice Act and the Jurors Act", and bill No. 72, "An Act to make provisions respecting the appointment of deputy municipal judges and to amend the Summary Convictions Act", and also for public hearings and section by section examination of private bill No. 260, "An Act respecting the Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal"; the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration will sit in the same Room from eight o'clock P.M. until midnight for the section by section examination of bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act".

Sur la motion de M. Lessard, le projet de loi n° 75, «Loi modifiant le Code de la route», est lu la troisième fois après division des voix.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 61, «Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail».

M. Parizeau informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Parizeau propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Au cours du débat, M. Parizeau dépose les documents suivants:

Copie de la correspondance échangée au cours de l'année 1976, entre Mme Lise Bacon, alors ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières et M. Robert Quenneville, alors ministre du Revenu, au sujet des recommandations contenues dans le mémoire de l'Association des consommateurs du Canada, concernant la Loi de l'impôt sur la vente en détail.

(Document de la session n° 511.)

Copie de la procédure suivie par le ministère du Revenu du Québec concernant les entrées supplémentaires de revenus découlant de l'application de la taxe de vente sur les vêtements et chaussures d'enfants, accompagnée d'un tableau comparatif du montant versé en allocations familiales et du montant d'achat de vêtements d'enfants taxable à 8%, suivant le nombre d'enfants.

(Document de la session n° 512.)

On motion of Mr Lessard, bill No. 75, "An Act to amend the Highway Code", was read the third time on division.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 61, "An Act to amend the Retail Sales Tax Act".

Mr Parizeau informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Parizeau moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

During the debate, Mr Parizeau tabled the following documents:

Copy of the correspondence exchanged during 1976, between Mrs Lise Bacon, former minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions and Mr Robert Quenneville, former minister of Revenue, respecting the recommendations contained in the brief of the Consumers' Association of Canada, as regards the Retail Sales Tax Act.

(Sessional Papers, No. 511.)

Copy of the procedure followed by the Department of Revenue of Québec concerning additional revenues resulting from the application of the sales tax on children's clothing and shoes together with a table comparing the amount paid in family allowances and the amount spent for children's clothing taxable at 8%, according to the number of children.

(Sessional Papers, No. 512.)

Et le débat continue.

M. Gratton propose:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans vingt ans».

Madame le Président prend cette motion d'amendement en délibéré.

M. Burns propose que le débat sur la motion principale soit ajourné.

À la demande de M. Burns, Madame le Président remet à demain mercredi, avant les affaires du jour, la mise aux voix de cette motion d'ajournement.

À treize heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Déclaration ministérielle de M. Garon, ministre de l'Agriculture, relativement à l'offre d'acquisition d'une partie du capital-actions de Culinar par SOQUIA.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose que sa demande de reporter à demain la mise aux voix de la motion d'ajournement du débat sur la motion de M. Parizeau proposant que le projet de loi n° 61 soit maintenant lu la deuxième fois, soit retirée et que cette mise aux voix ait lieu immédiatement.

La motion est adoptée.

La motion d'ajournement du débat est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, Desbiens, Dussault, Fallu, Gendron,

And the debate continuing.

Mr Gratton moved:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day twenty years".

Madam President took this motion of amendment under consideration.

Mr Burns moved that the debate on the main motion be adjourned.

At the request of Mr Burns, Madam President postponed the putting to the vote of this motion of adjournment until tomorrow, Wednesday, before Business of the Day.

At one o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

Ministerial declaration by the minister of Agriculture, Mr Garon, concerning an offer made by SOQUIA to purchase part of the capital stock of Culinar.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved that his request for the postponing until tomorrow of the motion of adjournment of the debate on the motion by Mr Parizeau proposing that bill No. 61 be now read the second time, be withdrawn and that the putting to the vote do take place immediately.

The motion was adopted.

The motion of adjournment of the debate was then adopted on the following division:

Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laurin, Lavigne, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—43.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Roy, Russell, Saindon, Samson, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—32.

M. Burns propose:

Que conformément à l'article 156 du règlement, le rapport de la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières sur l'étude après la deuxième lecture du projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile», soit déposé à l'Assemblée avant les affaires du jour, le 16 décembre 1977.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

À la demande de M. Burns, Madame le Président remet à demain mercredi, avant les affaires du jour, la mise aux voix de cette motion.

À 0 heure, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Mr Burns moved:

That in accordance with Standing Order 156, the report of the Standing Committee on Consumer Affairs, Co-operatives and Financial Institutions on the examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act", following second reading, be tabled in the Assembly before the calling of Business of the Day on 16 December 1977.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was concluded.

At the request of Mr Burns, Madam President postponed the putting to the vote of this motion until tomorrow, Wednesday, before Business of the Day.

At midnight, the Assembly adjourned until ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 14 décembre 1977

Dix heures

Wednesday, 14 December 1977

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Burns, au nom de M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 513.)

Rapport annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 514.)

Rapport annuel de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 515.)

Par M. O'Neill:

Rapport annuel de l'Éditeur officiel du Québec, pour l'année 1976 (L.Q. 1968, c. 8, aa. 25 et 26, édictés par a. 8).

(Document de la session n° 516.)

The following documents were tabled:

By Mr Burns, on behalf of Mr Morin (Sauvé):

Annual report of the Professional Corporation of Social Workers of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 513.)

Annual report of the Order of Nurses of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 514.)

Annual report of the Order of Land-Surveyors of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 515.)

By Mr O'Neill:

Annual report by the Québec Official Publisher, for 1976 (S.Q. 1968, c. 8, ss. 25 and 26, enacted by s. 8).

(Sessional Papers, No. 516.)

Par M. Tardif:

Copie d'une lettre, en date du 8 décembre 1977, adressée à M. André Ouellet, ministre d'État aux Affaires urbaines du gouvernement du Canada, par M. Guy Tardif, ministre des Affaires municipales du Québec, relative-ment au Village Olympique et à la participation du gouvernement fédéral à cette entreprise.

(Document de la session n° 517.)

M. Marquis, au nom de M. Lacoste, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 72.—Loi concernant la nomination des juges municipaux suppléants et modifiant la Loi des poursuites sommaires;

Projet de loi n° 77.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et la Loi sur les jurés.

Le projet de loi n° 72 est rapporté sans amendement et le projet de loi n° 77 est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 518.)

M. Gravel, rapporteur désigné, dépose le rapport des Commissions permanentes des affaires sociales et de la justice qui ont étudié conjointement, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 24, «Loi sur la protection de la jeunesse».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 519.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

By Mr Tardif:

Copy of a letter dated 8 December 1977, forwarded to Mr André Ouellet, minister of State for Urban Affairs of the government of Canada, by Mr Tardif, minister of Municipal Affairs of Québec, relating to the Olympic Village and to the participation of the federal government in this undertaking.

(Sessional Papers, No. 517.)

Mr Marquis tabled, on behalf of Mr Lacoste, the appointed reporter, the report of the Standing Committee on Justice which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 72.—An Act to make provisions respecting the appointment of deputy municipal judges and to amend the Summary Convictions Act;

Bill No. 77.—An Act to amend the Courts of Justice Act and the Jurors Act.

Bill No. 72 was reported without amendment and bill No. 77 was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 518.)

Mr Gravel, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committees on Social Affairs and Justice which examined jointly bill No. 24, "Youth Protection Act", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 519.)

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Par M. Lazure:

Projet de loi n° 93.—Loi modifiant de nouveau le Régime des allocations familiales du Québec.

Par M. Bérubé:

Projet de loi n° 94.—Loi modifiant la Loi sur le crédit forestier.

L'Assemblée procède à la mise aux voix de la motion de M. Burns proposant:

Que conformément à l'article 156 du règlement, le rapport de la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières sur l'étude après la deuxième lecture du projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile», soit déposé à l'Assemblée avant les affaires du jour, le 16 décembre 1977.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laurin, Lavigne, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vailancourt (Jonquière), Vaugois.—65.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, O'Gallagher, Pagé, Raynald, Roy, Saindon, Samson, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—30.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose que la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières siège au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à minuit, avec suspen-

By Mr Lazure:

Bill No. 93.—An Act to again amend the Québec Family Allowances Plan.

By Mr Bérubé:

Bill No. 94.—An Act to amend the Forestry Credit Act.

The Assembly proceeded with the putting to the vote of the motion by Mr Burns proposing:

That in accordance with Standing Order 156, the report of the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions on the examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act", following second reading, be tabled in the Assembly before the calling of Business of the Day on 16 December 1977.

The motion was then adopted on the following division:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved that the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions do sit immediately in the Red Room until midnight, with suspension

sion des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile»; que la Commission permanente des corporations professionnelles siège à la Salle 81 «A», immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures pour étudier le projet de loi n° 25, «Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives»; qu'à la même Salle à compter de vingt heures jusqu'à minuit, la Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siège pour étudier, article par article, le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et de la main-d'oeuvre».

La motion est adoptée après division des voix.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Verreault:

1. Est-il exact que le gouvernement envisage la possibilité d'établir un réservoir de véhicules pour l'utilisation des fonctionnaires itinérants?

2. Quel serait, approximativement, le nombre de véhicules requis et leur coût d'achat total?

Réponse de Mme Ouellette:

1. Non.

Question de M. Shaw:

1. Combien y avait-il de bénéficiaires de programmes d'aide sociale au Québec
a) au 1^{er} juin 1976;
b) au 1^{er} juin 1977?
2. Combien de bénéficiaires de programmes d'aide sociale au Québec ont

of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act"; that the Standing Committee on Professional Corporations do sit immediately in Room 81 "A" until six o'clock P.M., with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon for the examination of bill No. 25, "An Act to amend the Professional Code and other legislation"; that the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration do sit in the same Room from eight o'clock P.M. until midnight for the section by section examination of bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act".

The motion was adopted on division.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Verreault:

1. Is it true that the government is contemplating the possibility of establishing a pool of motor vehicles for the use of travelling government employees?

2. What would be the approximate number of cars required and the total purchase cost?

Answer by Mrs Ouellette:

1. No.

Question by Mr Shaw:

1. How many persons had taken advantage of Québec social aid programs
(a) as at 1 June 1976;
(b) as at 1 June 1977?
2. How many recipients of Québec social aid succeeded in finding a job

réussi à se trouver un emploi au cours des 10 premiers mois de 1977, grâce aux bureaux de la main-d'oeuvre du Québec?

Réponse de M. Lazure:

1. a) 218,956 bénéficiaires;
b) 236,285 bénéficiaires.
2. 3,735 bénéficiaires.

Question de M. Ciaccia:

Concernant la nouvelle politique d'achat du gouvernement québécois annoncée au début de l'année 1977 par le Ministre d'État au développement économique:

1. Est-il exact que les municipalités et corps publics situés dans les régions frontalières du Québec, particulièrement dans l'Abitibi et l'Outaouais, peuvent faire affaire avec des firmes ontariennes dans certains domaines?

2. Dans l'affirmative, quels sont:

- a) les domaines;
- b) les critères?

Réponse de M. Landry:

1. Les municipalités situées dans les régions frontalières du Québec peuvent effectivement faire affaire avec ces firmes ontariennes.

2. Toutefois, l'obtention de subventions accordées par le ministère des Affaires municipales dans le cadre des différents programmes d'aide aux municipalités est conditionnelle au respect de la politique d'achat annoncée par le gouvernement du Québec.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Samson:

1. Quels sont les nom, prénoms et fonctions des employés du Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports qui, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 31 mars 1977:

during the first 10 months of 1977, through Québec unemployment offices?

Answer by Mr Lazure:

1. (a) 218,956 recipients;
(b) 236,285 recipients.
2. 3,735 recipients.

Question by Mr Ciaccia:

Concerning the new purchasing policy of the government of Québec which was announced early in 1977 by the Minister of State for Economic Development:

1. Is it true that municipalities and public bodies located in border regions of the province of Québec, particularly in the Abitibi and Outaouais regions, may do business in certain cases with Ontario firms?

2. If so:

- (a) in which cases;
- (b) what are the criteria used?

Answer by Mr Landry:

1. Municipalities located in border regions of the province of Québec may actually do business with Ontario firms.

2. However, subsidies are granted by the Department of Municipal Affairs within the framework of various programs of assistance to municipalities provided that the purchasing policy announced by the government of Québec is respected.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Samson:

1. What are the names, given names and positions of the employees of the Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports who, from 26 November 1976 to 31 March 1977:

a) ont été congédiés;
 b) ont subi une rétrogradation;
 c) ont subi une coupure de salaire;
 d) ont dû quitter leur emploi parce que leur engagement n'a pas été renouvelé;

e) ont démissionné?

2. Quels sont les nom et prénoms des personnes qui ont été engagées par cet organisme, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 31 mars 1977?

3. Quels sont, dans chaque cas:

a) la date d'engagement;
 b) le titre de la fonction;
 c) le traitement annuel;
 d) le numéro du concours de la Commission de la fonction publique;
 e) la date à laquelle chacun a passé le concours écrit pour l'emploi postulé?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron dépose ledit document.

(*Document de la session n° 520.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Cordeau:

1. Combien d'expositions agricoles le ministère de l'Agriculture a-t-il reconnues et subventionnées au cours des années financières 1975/76 et 1976/77?

2. Dans chaque cas et pour chacune des années financières mentionnées ci-haut:

a) à quel endroit a eu lieu l'exposition;
 b) quel est le montant de la subvention autorisée et payée par le ministère;

c) quels sont les montants qui ont été payés aux exposants agricoles à même le budget de l'exposition et à quelles fins ces montants ont-ils été versés?

(a) were dismissed;
 (b) were demoted;
 (c) suffered a salary cut;
 (d) were forced to leave because their engagement was not renewed;

(e) resigned?

2. What are the names and given names of the persons who were employed by this body, from 26 November 1976 to 31 March 1977?

3. In each case, what is:

(a) the date of engagement;
 (b) the position,
 (c) the annual salary;
 (d) the number of the competition of the Civil Service Commission;
 (e) the date on which each applicant passed the written examination for the position applied for?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 520.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Cordeau:

1. How many agricultural exhibitions did the Department of Agriculture approve and subsidize during the 1975/76 and 1976/77 fiscal years?

2. In each case and for each financial year mentioned above:

(a) where was the exhibition held;
 (b) what was the amount of the subsidy authorized and granted by the Department;

(c) what were the amounts paid to agricultural exhibitors out of the budget of the exhibition and for what purposes were these amounts paid?

3. Au cours de la présente année financière, combien d'expositions agricoles ont été reconnues par le ministère de l'Agriculture?

4. Parmi celles-ci, combien d'expositions seront subventionnées par le ministère et quel est le montant de la subvention qui a été ou qui sera accordée dans chaque cas?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.

(*Document de la session n° 521.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. O'Gallagher:

1. La Société des alcools du Québec a-t-elle loué un local, à Shawinigan-Sud, depuis le 1^{er} juillet 1977?

2. Dans l'affirmative, quels sont:

a) les nom et prénoms du locateur;

b) l'adresse du local;

c) la superficie;

d) la date de la signature et la durée du bail;

e) le coût total du loyer pour la durée du bail?

3. L'édifice devant abriter ce local est-il construit?

4. Les frais d'aménagement du local sont-ils à la charge de la SAQ et, le cas échéant, quelle est la dépense prévue?

5. La SAQ avait-elle préalablement lancé des appels d'offres?

6. Si oui, quels sont, pour chaque soumission reçue:

a) le nom du soumissionnaire;

b) l'adresse des locaux offerts;

c) la superficie;

d) le loyer mensuel exigé?

3. During the current financial year, how many agricultural exhibitions have been approved by the Department?

4. Among these exhibitions, how many will be subsidized by the Department and what is the amount of the subsidy which was or will be granted in each case?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 521.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr O'Gallagher:

1. Did the Québec Liquor Corporation lease premises since 1 July 1977, at Shawinigan-Sud?

2. If so,

(a) what are the name and given names of the lessor;

(b) what is the address of the premises;

(c) what is the area leased;

(d) on what date was the lease signed and for what length of time;

(e) what is the total cost of the rent for the term of the lease?

3. Is the building, which is to provide for these premises, already built?

4. Are installation expenses to be paid by the QLC and, if so, what is the foreseen amount?

5. Had tenders been previously called for by the QLC?

6. If so, what are, for each tender:

(a) the name of the bidder;

(b) the address of the premises offered;

(c) the area;

(d) the monthly rent?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(*Document de la session n° 522.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Picotte:

1. Depuis le 20 mai 1977, y a-t-il eu signature d'ententes entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral concernant le transport des grains de provende?

2. Si oui, quelle est la teneur de ces ententes?

3. De plus, le ministère de l'Agriculture a-t-il maintenant formé un comité en vue de la création d'une régie pour s'assurer de l'approvisionnement en grains de provende au Québec?

4. Si tel est le cas:

a) à quelle date;

b) quels sont les noms et fonctions des personnes qui font partie de ce comité?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.

(*Document de la session n° 523.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Le Moignan:

1. Le Premier ministre a-t-il, à l'occasion de sa visite en France, offert en cadeau des oeuvres des auteurs du Québec?

2. Dans l'affirmative, quels sont ces oeuvres et ces auteurs et à qui ont-elles été offertes?

3. Quel a été le coût total de ces oeuvres, y compris la reliure et l'emballage?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 522.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Picotte:

1. Were any agreements between the government of Québec and the federal government signed since 20 May 1977, concerning the transport of feed grain?

2. If so, what is the content of these agreements?

3. Moreover, did the Department of Agriculture appoint a committee in view of establishing a board to ensure the supply of feed grain in the province of Québec?

4. If so:

(a) on what date;

(b) what are the names and positions of the persons on this committee?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 523.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Le Moignan:

1. Did the Prime Minister give as presents any works by Québec writers on the occasion of his visit to France?

2. If so, what are these works and who are the authors, and to whom were they given?

3. What was the total cost of these works, including the binding and wrapping?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Burns, au nom de M. Lévesque (Taillon), dépose ledit document.

(*Document de la session n° 524.*)

Sur la motion de M. Gratton, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Un état complet et détaillé de toutes les ventes de matériaux, machinerie, matériel, meubles ou tout autre effet de surplus, effectuées par le gouvernement, ses offices, régies, commissions ou sociétés, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 30 juin 1977, y compris:

a) les nom, prénoms et adresse de chaque acheteur;

b) le montant de chaque vente;

c) le prix payé à l'achat par le gouvernement ou l'organisme concerné et l'année d'acquisition;

d) les noms et adresses des soumissionnaires;

e) le montant de chaque soumission;

f) les dates et les noms des journaux dans lesquels des appels d'offres ont été publiés.

Mme Ouellette dépose ledit document.

(*Document de la session n° 525.*)

Sur la motion de M. Giasson, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance et autre documentation échangées, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 30 juin 1977, entre le gouvernement du Québec, ses ministères ou organismes, et le gouvernement du Canada, ses ministères ou organismes, ainsi que les gouvernements des neuf autres provinces, leurs ministères ou organismes, sur les sujets suivants:

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Lévesque (Taillon).

(*Sessional Papers, No. 524.*)

On motion of Mr Gratton,—

Ordered, that there be tabled:

A complete and detailed statement of all the sales of materials, machinery, equipment, furniture or any other surplus effect, carried out by the government or any of its bureaux, boards, commissions or corporations from 26 November 1976 to 30 June 1977, including:

(a) the name, given names, and address of each purchaser;

(b) the amount of each sale;

(c) the price paid by the government or the organization involved and the year of the purchase;

(d) the names and addresses of the bidders;

(e) the amount of each bid;

(f) the dates and the names of the newspapers in which calls for tenders were published.

Mrs Ouellette tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 525.*)

On motion of Mr Giasson,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence or other documents exchanged, from 26 November 1976 to 30 June 1977, between the government of the province of Québec, its departments or organizations, and the government of Canada, its departments or organizations, as well as the governments of the nine other provinces, their departments or organizations, on the following subjects:

a) lait;
 b) porc;
 c) boeuf;
 d) chair de volaille (poulet, dinde, etc.);
 e) oeufs;
 f) grains de provende;
 g) crédit agricole;
 h) aménagement des fermes;
 i) assurance-récolte;
 j) recherche et enseignement agricole;
 k) Office national de mise en marché;
 l) commerce interprovincial des produits agricoles;
 m) zonage agricole;
 n) transformation des produits agricoles.

M. Garon dépose un document concernant ladite motion.

(*Document de la session n° 526.*)

Sur la motion de M. Giasson, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie du rapport de l'enquête qui a été effectuée relativement à l'administration et au fonctionnement de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska, conformément aux dispositions prévues à l'article 128 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.Q. 1971, c. 48).

M. Lazure dépose ledit document.

(*Document de la session n° 527.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 54.—Loi modifiant la Loi des cités et villes;

Projet de loi n° 55.—Loi modifiant le Code municipal.

(a) milk;
 (b) swine;
 (c) cattle;
 (d) poultry meat (chicken, turkey, etc.);
 (e) eggs;
 (f) feed grain;
 (g) farm credit;
 (h) farm development;
 (i) crop insurance;
 (j) farm research and training;
 (k) the National Marketing Office;
 (l) interprovincial trade of farm products;
 (m) farm zoning;
 (n) processing of farm products.

Mr Garon tabled a document concerning the said motion.

(*Sessional Papers, No. 526.*)

On motion of Mr Giasson,—

Ordered, that there be tabled:

A copy of the report of the inquiry which was carried out respecting the administration and operation of the Hôtel-Dieu d'Arthabaska, in accordance with the provisions of section 128 of the Act respecting health services and social services (S.Q. 1971, c. 48).

Mr Lazure tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 527.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 54.—An Act to amend the Cities and Towns Act;

Bill No. 55.—An Act to amend the Municipal Code.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Tardif propose qu'un amendement soit apporté à l'article 28 du projet de loi n° 55 ainsi qu'au rapport.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Dussault, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Tardif, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi n° 54.—Loi modifiant la Loi des cités et villes;

Projet de loi n° 55.—Loi modifiant le Code municipal.

M. Léger propose que le projet de loi n° 76, «Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 76 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la reprise du débat sur la motion de M. Parizeau proposant que le projet de loi n° 61, «Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail», soit maintenant lu la deuxième fois.

Après avoir pris en délibéré hier la recevabilité de la motion d'amendement proposée par M. Gratton, visant à reporter à vingt ans la deuxième lecture du projet de loi n° 61, Madame le Président rend la décision suivante:

Techniquement, cette motion d'amendement est une motion dilatoire définie au paragraphe 5 de l'article 56

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Tardif moved that an amendment be made to section 28 of bill No. 55 and to the report.

The motion was adopted.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Dussault, the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Tardif, the following bills were severally read the third time:

Bill No. 54.—An Act to amend the Cities and Towns Act;

Bill No. 55.—An Act to amend the Municipal Code.

Mr Léger moved that bill No. 76, "An Act to amend the Environment Quality Act", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

Bill No. 76 was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the resuming of the debate on the motion by Mr Parizeau proposing that bill No. 61, "An Act to amend the Retail Sales Tax Act", be now read the second time.

After having taken under consideration, yesterday, the admissibility of the motion of amendment proposed by Mr Gratton to postpone the second reading of bill No. 61 for a period of twenty years, Madam President rendered the following decision:

Technically speaking, this motion of amendment was a dilatory motion within the meaning of paragraph 5 of Stand-

du règlement. D'après les auteurs parlementaires Beauchesne et May, et l'article 151 de l'ancien règlement, une motion de ce genre pouvait être faite mais en fixant un délai maximum de douze mois. Ce délai limité est conforme à l'article 86 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qui prévoit qu'il ne s'écoule pas douze mois entre la dernière séance d'une session et la première séance de la session suivante.

Comme il n'est pas conforme à l'usage d'engager les travaux d'une autre session, à plus forte raison ceux d'une autre Législature, suivant notre droit parlementaire et nos traditions, il n'est pas permis de soumettre un amendement proposant de reporter l'étude d'un projet de loi à une autre session. Et comme ce genre d'amendement vise à retarder l'étude après la fin de la présente session, il ne peut être fait pour un terme de plus de douze mois.

C'est pourquoi cet amendement est déclaré irrecevable.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que le projet de loi n° 61, «Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail», soit maintenant lu la deuxième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton propose:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans douze mois».

Et un débat s'élève sur cet amendement.

À treize heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

ing Order 56. According to Beauchesne and May, and article 151 of the former Standing Orders, such a motion could be submitted if a period of time not exceeding twelve months was fixed. This limited period of time was in conformity with section 86 of the British North America Act which provided that twelve months should not intervene between the last sitting in a session and the first sitting in the next session.

As it was not customary to undertake the business of another session, more particularly that of another Legislature, according to our parliamentary laws and traditions, it was not permitted to submit an amendment proposing to postpone the examination of a bill until another session. As the purpose of such an amendment was to postpone the consideration of this bill until after the present session, it could not be made for a period exceeding twelve months.

This was why this amendment was declared inadmissible.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Parizeau proposing that bill No. 61, "An Act to amend the Retail Sales Tax Act", be now read the second time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Gratton moved:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day twelve months".

And a debate arising on this amendment.

At one o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Quinze heures

Three o'clock P.M.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Vingt heures

Eight o'clock P.M.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

L'amendement est alors rejeté, les voix se divisant comme suit:

The amendment was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Raynauld, Roy, Saindon, Shaw, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—34.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bisaillon, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lavigne, Lazure, Lefebvre, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—46.

Et le débat continue sur la motion principale de M. Parizeau proposant que le projet de loi n° 61, «Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail», soit maintenant lu la deuxième fois.

And the debate continuing on the main motion by Mr Parizeau proposing that bill No. 61, "An Act to amend the Retail Sales Tax Act", be now read the second time.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Burns.

The debate was adjourned on motion of Mr Burns.

À 0 heure, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

At midnight, the Assembly adjourned until ten o'clock A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

N° 133

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 15 décembre 1977

Dix heures

Thursday, 15 December 1977

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de l'Université du Québec, pour l'année 1976/77, accompagné d'un recueil de statistiques.

(Document de la session n° 528.)

The following documents were tabled:

By Mr Morin (Sauvé):

Annual report of the Université du Québec, together with statistics, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 528.)

Par Mme Ouellette:

Copies des arrêtés en conseil établis sous le régime de la section 2 de la Loi du ministère des Travaux publics (S.R.Q. 1964, c. 138, a. 55).

(Document de la session n° 529.)

By Mrs Ouellette:

Copies of the Orders in Council passed under Division II of the Public Works Act (R.S.Q. 1964, c. 138, s. 55).

(Sessional Papers, No. 529.)

Par Mme Payette:

Rapport annuel du Conseil de la protection du consommateur, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 530.)

By Mrs Payette:

Annual report of the Consumer Protection Council, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 530.)

M. Lacoste, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi privé n° 260, «Loi relative à l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 531.)

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Lacoste, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n° 191, «Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais», est présenté par M. Gratton, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lévesque (Taillon) propose que des condoléances soient offertes à la famille de M. Guy Frégault, à l'occasion du décès soudain de celui-ci.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gagnon propose que le mémoire de l'Association québécoise d'aide aux sourds, soit consigné au journal des Débats comme s'il avait été présenté devant la Commission permanente des affaires sociales lors de l'étude du projet de loi n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées».

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à minuit,

Mr Lacoste, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which examined private bill No. 260, "An Act respecting the Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal", following first reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 531.)

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Lacoste, the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 191, "An Act to amend the Outaouais Regional Community Act", was introduced by Mr Gratton, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lévesque (Taillon), moved that condolences be offered to the family of Mr Guy Frégault, on the occasion of his sudden death.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Gagnon moved that the brief of the Association québécoise d'aide aux sourds be entered in the Journal of Debates as though it had been presented before the Standing Committee on Social Affairs at the time of the examining of bill No. 9, "An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights".

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately until midnight, with sus-

avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

À la Salle 81 «A»:

La Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration pour étudier, article par article, le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynault, Saindon, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—91.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charbonneau, le projet de loi n° 260, «Loi relative à l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal», est lu la deuxième et la troisième fois.

pension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for the section by section examination of bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Labour, Manpower and Immigration for the section by section examination of bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act".

The motion was adopted on the following vote:

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charbonneau, bill No. 260, "An Act respecting the Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal", was read the second and the third time.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 72.—Loi concernant la nomination des juges municipaux suppléants et modifiant la Loi des poursuites sommaires;

Projet de loi n° 77.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et la Loi sur les jurés.

Sur la motion de M. Dussault, au nom de M. Lacoste, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi n° 72.—Loi concernant la nomination des juges municipaux suppléants et modifiant la Loi des poursuites sommaires;

Projet de loi n° 77.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et la Loi sur les jurés.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que le projet de loi n° 61, «Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail», soit maintenant lu la deuxième fois.

À treize heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Justice which examined the following bills:

Bill No. 72.—An Act to make provisions respecting the appointment of deputy municipal judges and to amend the Summary Convictions Act;

Bill No. 77.—An Act to amend the Courts of Justice Act and the Jurors Act.

On motion of Mr Dussault, on behalf of Mr Lacoste, the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bédard, the following bills were severally read the third time:

Bill No. 72.—An Act to make provisions respecting the appointment of deputy municipal judges and to amend the Summary Convictions Act;

Bill No. 77.—An Act to amend the Courts of Justice Act and the Jurors Act.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Parizeau proposing that bill No. 61, "An Act to amend the Retail Sales Tax Act", be now read the second time.

At one o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

Le débat est terminé.

The debate was concluded.

À la demande de M. Duhaime, au nom de M. Burns, Madame le Président remet à demain vendredi, avant les affaires du jour, la mise aux voix de la motion de M. Parizeau proposant que le projet de loi n° 61, «Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail», soit maintenant lu la deuxième fois.

At the request of Mr Duhaime, on behalf of Mr Burns, Madam President postponed the putting to the vote of the motion by Mr Parizeau proposing that bill No. 61, "An Act to amend the Retail Sales Tax Act", be now read the second time, until tomorrow, Friday, before Business of the Day.

M. Bédard propose que le projet de loi n° 88, «Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne», soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Bédard moved that bill No. 88, "An Act to amend the Charter of human rights and freedoms", be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, après division des voix, avec la dissidence de MM. Marchand et Samson.

The motion was then adopted on division, with Messrs Marchand and Samson dissenting.

En conséquence, le projet est lu la deuxième fois.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 88 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté.

On motion of Mr Burns, bill No. 88 was committed, considered in Committee of the Whole and reported.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, au nom de M. Bédard, le projet de loi n° 88 est lu la troisième fois après division des voix, avec la dissidence de MM. Marchand et Samson.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, on behalf Mr Bédard, bill No. 88 was read the third time on division, with Messrs Marchand and Samson dissenting.

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Bédard, le projet de loi n° 87, «Loi modifiant la Loi du changement de nom», est lu la deuxième fois et envoyé pour étude, article par article, à la commission plénière.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Bédard, bill No. 87, "An Act to amend the Change of Name Act", was read the second time, committed and referred to the Committee of the Whole for section by section examination.

Aujourd'hui, jeudi 15 décembre 1977, à vingt heures vingt minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Brassard, le représentant du Président de l'Assemblée nationale, de M. Burns, le représentant du Premier ministre, de M. Lavoie, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Dubois, le représentant du chef de l'Union Nationale, et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

Today, Thursday, 15 December 1977, at twenty minutes past eight o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr Brassard, the Delegate of the President of the National Assembly, of Mr Burns, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Lavoie, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Dubois, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Administrator of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- | | | | |
|-----|---|-----|---|
| 54 | Loi modifiant la Loi des cités et villes; | 54 | An Act to amend the Cities and Towns Act; |
| 55 | Loi modifiant le Code municipal; | 55 | An Act to amend the Municipal Code; |
| 72 | Loi concernant la nomination des juges municipaux suppléants et modifiant la Loi des poursuites sommaires; | 72 | An Act to make provisions respecting the appointment of deputy municipal judges and to amend the Summary Convictions Act; |
| 75 | Loi modifiant le Code de la route; | 75 | An Act to amend the Highway Code; |
| 76 | Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement; | 76 | An Act to amend the Environment Quality Act; |
| 77 | Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et la Loi sur les jurés; | 77 | An Act to amend the Courts of Justice Act and the Jurors Act; |
| 257 | Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne; | 257 | An Act respecting the parish municipality of Saint-Louis-de-Terrebonne; |
| 260 | Loi relative à l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal. | 260 | An Act respecting the Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal. |

À vingt-trois heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At fifty-five minutes past eleven o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le vendredi 16 décembre 1977

Dix heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Parizeau:

États financiers du Québec, pour l'année terminée le 31 mars 1977.

(Document de la session n° 532.)

Par M. Burns, au nom de M. Landry:
Rapport mensuel du 1^{er} décembre 1977, concernant le programme de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi (P.S.E.S.E.).

(Document de la session n° 533.)

Par M. Bérubé:

Rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 534.)

Par M. Tardif:

Rapport annuel de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 535.)

Friday, 16 December 1977

Ten o'clock A.M.

The following documents were tabled:

By Mr Parizeau:

Financial statements of Québec, for the year ended 31 March 1977.

(Sessional Papers, No. 532.)

By Mr Burns, on behalf of Mr Landry:
Monthly report dated 1 December 1977, concerning the program to stimulate the economy and to uphold employment.

(Sessional Papers, No. 533.)

By Mr Bérubé:

Annual report of the Québec Mining Exploration Company (SOQUEM), for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 534.)

By Mr Tardif:

Annual report of the Outaouais Development Corporation, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 535.)

M. Gosselin, au nom de M. Lefebvre, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 536.)

L'Assemblée procède à la mise aux voix de la motion de M. Parizeau proposant que le projet de loi n° 61, «Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Chevrete, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lazure, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—58.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Caron, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Mailoux, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Roy, Russell, Saindon, Vaillancourt (Orford).—27.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 61 est envoyé pour étude, article par article, à la commission plénière.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à minuit, avec suspension des travaux de treize

Mr Gosselin tabled, on behalf of Mr Lefebvre, the appointed reporter, the report of the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which examined bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 536.)

The Assembly proceeded with the putting to the vote of the motion by Mr Parizeau proposing that bill No. 61, "An Act to amend the Retail Sales Tax Act", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following division:

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, bill No. 61 was referred to the Committee of the Whole for section by section examination.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately until midnight, with suspension of work from one o'clock until

heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration pour étudier, article par article, le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre».

À la Salle 81 «A»:

La Commission des corporations professionnelles pour étudier le projet de loi n° 25, «Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives».

La motion est adoptée.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, à compter de dix heures jusqu'à minuit, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, à moins qu'elle décide de s'ajourner, la Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre».

Déclaration ministérielle de M. Garon, ministre de l'Agriculture, relativement au règlement sur les produits agricoles et les aliments.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission conjointe des affaires sociales et de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 24, «Loi sur la protection de la jeunesse».

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Gravel, le rapport est adopté.

three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Labour, Manpower and Immigration for the section by section examination of bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Professional Corporations for the examination of bill No. 25, "An Act to amend the Professional Code and other legislation".

The motion was adopted.

Mr Burns gave the following notice:

The Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration will sit tomorrow at ten o'clock A.M. until midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, unless it should decide to adjourn, for the section by section examination of bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act".

Ministerial declaration by Mr Garon, minister of Agriculture, relating to the regulations on agricultural products and food.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Joint Committee on Social Affairs and Justice which examined bill No. 24, "Youth Protection Act", following second reading.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Gravel, the report was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Marois propose que le projet de loi n° 24 soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 78, «Loi modifiant la Loi de la Législature», est étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 78 est lu la troisième fois.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Tremblay proposant que le projet de loi n° 79, «Loi facilitant la conversion au système international d'unités (SI) et à d'autres unités couramment utilisées», soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Samson propose:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans six mois».

M. le Président déclare l'amendement recevable.

M. Samson propose que le débat qui s'élève sur cette motion d'amendement soit ajourné.

Et un débat s'élève sur cette motion.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Marois moved that bill No. 24 be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the third time.

On motion of Mr Burns, bill No. 78, "An Act to amend the Legislature Act", was considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, bill No. 78 was read the third time.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Tremblay proposing that bill No. 79, "An Act to facilitate conversion to the international system of units (SI) and to other customary units", be now read the second time.

Mr Samson moved:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day six months".

Mr President declared the amendment admissible.

Mr Samson moved that the debate arising on this motion of amendment be adjourned.

And a debate arising on this motion.

La motion d'ajournement du débat est alors rejetée après division des voix.

Et le débat continue sur la motion d'amendement de M. Samson à la motion de M. Tremblay proposant que le projet de loi n° 79, «Loi facilitant la conversion au système international d'unités (SI) et à d'autres unités couramment utilisées», soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans six mois».

L'amendement est rejeté après division des voix.

La motion principale est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 79 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, ce projet de loi est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

M. Bérubé informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Bérubé propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Burns.

The motion to adjourn the debate was then rejected on division.

And the debate continuing on the motion of amendment by Mr Samson to the motion by Mr Tremblay proposing that bill No. 79, "An Act to facilitate conversion to the international system of units (SI) and to other customary units", be now read the second time, which amendment reads as follows:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day six months".

The amendment was rejected on division.

The main motion was then adopted.

Bill No. 79 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, this bill was referred to the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game for section by section examination.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

Mr Bérubé informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Bérubé moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Burns.

À dix-huit heures dix minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à lundi prochain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At ten minutes past six o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until next Monday, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le lundi 19 décembre 1977

Dix heures

Monday, 19 December 1977

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Lévesque (Taillon):

Rapport annuel du Comité national
des Fêtes du Québec 1977.

(Document de la session n° 537.)

Par M. Burns, au nom de M. Garon:

Rapport annuel de la Régie des mar-
chés agricoles, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 538.)

Les projets de loi suivants sont, l'un
après l'autre, présentés, lus la première
fois et remis à la prochaine séance pour
la deuxième lecture:

Par M. Burns, au nom de M. Parizeau:

Projet de loi n° 97.—Loi modifiant
la Charte de la Caisse de dépôt et pla-
cement du Québec.

The following documents were tabled:

By Mr Lévesque (Taillon):

Annual report of the Comité national
des Fêtes du Québec 1977.

(Sessional Papers, No. 537.)

By Mr Burns, on behalf of Mr Garon:

Annual report of the Québec Agricul-
tural Marketing Board, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 538.)

The following bills were severally in-
troduced, read the first time and
ordered for second reading at the next
sitting:

By Mr Burns, on behalf of Mr Pari-
zeau:

Bill No. 97.—An Act to amend the
Charter of the Québec Deposit and
Investment Fund.

Par M. Burns:

Projet de loi n° 102.—Loi modifiant la Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale.

M. Burns propose que la Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siège au Salon Rouge immédiatement jusqu'à minuit, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures pour étudier, article par article, le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Bordeleau, Brassard, Brochu, Burns, Caron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Marcoux, Marquis, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Proulx, Rancourt, Raynauld, Samson, St-Germain, Tremblay, Verreault.—65.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 102, «Loi modifiant la Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale».

M. Burns informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Burns propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

By Mr Burns:

Bill No. 102.—An Act to amend the Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act.

Mr Burns moved that the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration do sit immediately in the Red Room until midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, for the section by section examination of bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act".

The motion was adopted on the following vote:

With the unanimous consent of the Assembly, the Order of the Day being read for the second reading of bill No. 102, "An Act to amend the Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act".

Mr Burns informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Burns moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 102 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

M. Bérubé propose que le projet de loi n° 81, «Loi modifiant la Loi des droits sur les mines», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bédard, au nom de M. Burns, le projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bérubé, le projet de loi n° 81 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 83, «Loi visant à favoriser le civisme».

M. Bédard informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Bédard propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, bill No. 102 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

Mr Bérubé moved that bill No. 81, "An Act to amend the Mining Duties Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bédard, on behalf of Mr Burns, the bill was committed, considered in Committee of the Whole and reported.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bérubé, bill No. 81 was read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 83, "An Act to promote citizenship".

Mr Bédard informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Bédard moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, the bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, le projet de loi n° 83 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 93, «Loi modifiant de nouveau le Régime des allocations familiales du Québec».

M. Lazure informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Lazure propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lazure, le projet de loi n° 93 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 94, «Loi modifiant la Loi sur le crédit forestier».

M. Burns, au nom de M. Bérubé, informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Bérubé, le projet de loi est lu la deuxième fois, envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, au nom de M. Bérubé, le projet de loi n° 94 est lu la troisième fois.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bédard, bill No. 83 was read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 93, "An Act to again amend the Québec Family Allowances Plan".

Mr Lazure informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Lazure moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, the bill was committed, considered in Committee of the Whole and reported.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Lazure, bill No. 93 was read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 94, "An Act to amend the Forestry Credit Act".

Mr Burns, on behalf of Mr Bérubé, informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Bérubé, the bill was read the second time, committed, considered in Committee of the Whole and reported.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, on behalf of Mr Bérubé, bill No. 94 was read the third time.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 87, «Loi modifiant la Loi du changement de nom», est étudié en commission plénière et rapporté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, le projet de loi n° 87 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

Mme Payette propose que le rapport et les amendements proposés soient pris en considération.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

À la demande de M. Burns, M. le Président remet à demain mardi, avant les affaires du jour, la mise aux voix des amendements et du rapport de la Commission permanente des consomma-

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

On motion of Mr Burns, bill No. 87, "An Act to amend the Change of Name Act", was considered in Committee of the Whole and reported.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bédard, bill No. 87 was read the third time.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which examined bill No. 67, "Automobile Insurance Act", following second reading.

Mrs Payette moved that the report and the proposed amendments be taken into consideration.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was concluded.

At the request of Mr Burns, Mr President postponed until tomorrow, Tuesday, before Business of the Day, the putting to the vote of the amendments and of the report of the Standing Com-

teurs, coopératives et institutions financières qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi n° 21, «Loi modifiant la Loi des agents de voyage».

Sur la motion de M. Duhaime, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 73, «Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport».

M. Lessard informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Lessard propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Verreault propose:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans trois mois».

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

L'amendement est alors rejeté après division des voix.

Le débat sur la motion principale est ajourné sur la motion de M. Lessard.

mittee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which examined bill No. 67, "Automobile Insurance Act", following second reading.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 21, "An Act to amend the Travel Agents Act".

On motion of Mr Duhaime, the Order which had just been read was rescinded; the bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 73, "An Act respecting municipal and intermunicipal transit corporations".

Mr Lessard informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Lessard moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Mr Verreault moved:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day three months".

And a debate arising on this motion of amendment.

The amendment was then rejected on division.

The debate on the main motion was ajourned on motion of Mr Lessard.

Aujourd'hui, lundi 19 décembre 1977, à dix-huit heures dix minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Burns, le représentant du Premier ministre, de M. Lalonde, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Grenier, le représentant du chef de l'Union Nationale, de M. Bertrand, de M. Roy et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

Today, Monday, 19 December 1977, at ten minutes past six o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Burns, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Lalonde, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Grenier, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, of Mr Bertrand, of Mr Roy and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

24 Loi sur la protection de la jeunesse;	24 Youth Protection Act;
78 Loi modifiant la Loi de la Législature;	78 An Act to amend the Legislature Act;
81 Loi modifiant la Loi des droits sur les mines;	81 An Act to amend the Mining Duties Act;
83 Loi visant à favoriser le civisme;	83 An Act to promote good citizenship;
87 Loi modifiant la Loi du changement de nom;	87 An Act to amend the Change of Name Act;
88 Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne;	88 An Act to amend the Charter of human rights and freedoms;
93 Loi modifiant de nouveau le Régime des allocations familiales du Québec;	93 An Act to again amend the Québec Family Allowances Plan;
94 Loi modifiant la Loi sur le crédit forestier;	94 An Act to amend the Forestry Credit Act;
102 Loi modifiant la Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale.	102 An Act to amend the Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act.

À vingt-trois heures cinquante-huit minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At fifty-eight minutes past eleven o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 20 décembre 1977

Dix heures

Tuesday, 20 December 1977

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés: The following documents were tabled:

Par M. Joron:

Livre blanc sur la politique énergétique du Québec, en date de décembre 1977, déposé en 3 volumes et intitulé: *L'énergie au Québec*.

(Document de la session n° 539.)

By Mr Joron:

A white paper on the energy policy of Québec, dated December 1977, tabled in three volumes and entitled: *L'énergie au Québec*.

(Sessional Papers, No. 539.)

Par M. Charron:

Rapport annuel du Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 540.)

By Mr Charron:

Annual report of the Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 540.)

Par M. Lazure:

Copie d'une plainte, en date du 6 octobre 1977, signée par deux employés de l'Ambulance Para-Médic, dénonçant l'état d'une pensionnaire du Foyer Grant, à Chambly.

(Document de la session n° 541.)

By Mr Lazure:

Copy of a complaint dated 6 October 1977, signed by two employees of Ambulance Para-Médic, denouncing the condition in which a patient was found at the Foyer Grant, at Chambly.

(Sessional Papers, No. 541.)

M. Mercier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 542.)

M. Bordeleau, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des corporations professionnelles qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi n° 25, «Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives».

(Document de la session n° 543.)

Le projet de loi n° 25 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Lévesque (Taillon):

Projet de loi n° 100.—Loi modifiant de nouveau la Loi de la Législature.

Par M. Bérubé:

Projet de loi n° 82.—Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'exploration minière.

Par M. Tardif:

Projet de loi n° 96.—Loi modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, le Code civil et d'autres dispositions législatives;

Projet de loi n° 99.—Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal.

Mr Mercier, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration which examined bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 542.)

Mr Bordeleau, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Professional Corporations which examined bill No. 25, "An Act to amend the Professional Code and other legislation", following first reading.

(Sessional Papers, No. 543.)

Bill No. 25 was ordered for second reading at the next sitting.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Lévesque (Taillon):

Bill No. 100.—An Act to again amend the Legislature Act.

By Mr Bérubé:

Bill No. 82.—An Act to amend the Charter of the Québec Mining Exploration Company.

By Mr Tardif:

Bill No. 96.—An Act to amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, the Civil Code and other legislation;

Bill No. 99.—An Act respecting the Montreal Urban Community Act.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de Mme Lavoie-Roux, un message de félicitations est adressé aux récipiendaires des cinq grands prix de la province de Québec, décernés hier soir, soit: MM. Léon Bellefleur, Léon Dion, Jacques Ferron, Jacques Genest et Félix Leclerc.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, un message de condoléances est adressé à M. Denis Perron, député de Duplessis, à l'occasion du décès de sa mère.

M. Burns propose que les ordres d'envoi à la commission plénière des projets de loi nos 60, 61 et 63 adoptés les 12, 13 et 16 décembre 1977, apparaissant aux articles 2, 3 et 4 du feuillet, soient révoqués; que ces projets de loi soient déferés pour étude, article par article, à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu et que le rapport de cette commission soit fait à l'Assemblée, le mercredi 21 décembre 1977, comme si ces projets de loi avaient été étudiés par la commission plénière.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lévesque (Taillon) propose:

Que conformément à l'article 4 de la Loi régissant le financement des partis politiques, Me Pierre-Olivier Boucher soit nommé à la fonction de directeur général du financement des partis politiques; *que* son traitement annuel soit fixé à \$45,000; *qu'il* bénéficie des mêmes allocations que les sous-ministres à titre de frais de représentation et de frais d'automobile et *qu'il* soit indemnisé de ses dépenses de voyage sur la même base que les sous-ministres et *que* Me

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mrs Lavoie-Roux, congratulations were forwarded to the recipients of the five Awards of the Government of Québec given yesterday evening to Messrs Léon Bellefleur, Léon Dion, Jacques Ferron, Jacques Genest and Félix Leclerc.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, a message of condolence was forwarded to Mr Denis Perron, Member for Duplessis, on the occasion of the death of his mother.

Mr Burns moved that the Orders for referral to the Committee of the Whole of bills Nos. 60, 61 and 63 adopted on 12, 13 and 16 December 1977, appearing at Items 2, 3 and 4 of the Agenda Paper, be rescinded; that these bills be referred to the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue for section by section examination and that the report of such Committee be made to the Assembly, on Wednesday 21 December 1977, as if these bills had been considered in Committee of the Whole.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lévesque (Taillon) moved:

That in accordance with section 4 of the Act to govern the financing of political parties, Mr Pierre-Olivier Boucher, Advocate, be appointed director general of financing of political parties; *that* his annual salary be fixed at \$45,000; *that* he be granted the same allowances as the deputy-ministers for representation and automobile expenses and *that* his travelling expenses be reimbursed on the same basis as the deputy-ministers and *that* Mr Michael

Michael Sheehan et Me Jean Blanchard soient nommés à la fonction de directeurs adjoints du financement des partis politiques; *que* leur traitement annuel soit fixé à \$42,000, *qu'ils* bénéficient des mêmes allocations que les sous-ministres adjoints à titre de frais de représentation et *qu'ils* soient indemnisés de leurs dépenses de voyage sur la même base que les sous-ministres adjoints.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Sheehan, Advocate, and Mr Jean Blanchard, Advocate, be appointed assistant directors of financing of political parties; *that* their annual salary be fixed at \$42,000, *that* they be granted the same allowances as the assistant deputy-ministers for representation expenses and *that* their travelling expenses be reimbursed on the same basis as the assistant deputy-ministers.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mackasey, Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Russell, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Vaugeois.—93.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTION:—M./Mr Saindon.—1.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lévesque (Taillon) propose:

Que le traitement du Protecteur du citoyen, Me Luce Patenaude, soit porté à \$45,000 annuellement à compter du 1^{er} janvier 1978.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lévesque (Taillon) moved:

That the salary of the Public Protector, Mrs Luce Patenaude, Advocate, be increased to \$45,000 per annum, effective 1 January 1978.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom,

Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mackasey, Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynald, Roy, Russell, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Vaugois.—93.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTION:—M./Mr Saindon.—1.

L'Assemblée procède à la mise aux voix des amendements et du rapport de la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile».

Mme Payette propose que les articles 37, 38, 43, 53, 56, 66, 73, 103, 128, 129, 130, 136, 157, 176, 181, 187, 190, 191 et 192, soient biffés.

La motion est adoptée après division des voix.

Mme Payette propose que les amendements proposés aux articles 1, 23 (anglais), 25, 26, 27, 29, 30, 35, 40, 41, 42, 44, 47, 50, 54, 57, 58, 59, 61, 64, 67, 68, 69, 70, 72, 78, 81, 82 (anglais), 83, 86, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 106, 110, 123, 124, 131, 132, 133, 137, 138, 140, 142, 143, 144, 149, 150, 152, 153, 155, 156, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 167, 170, 171, 172, 177, 178, 180, 183, 184 et 185, soient adoptés.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The Assembly proceeded with the putting to the vote of the amendments and of the report of the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which examined bill No. 67, "Automobile Insurance Act", following second reading.

Mrs Payette moved that sections 37, 38, 43, 53, 56, 66, 73, 103, 128, 129, 130, 136, 157, 176, 181, 187, 190, 191 and 192, be struck out.

The motion was adopted on division.

Mrs Payette moved that the amendments proposed to sections 1, 23 (English), 25, 26, 27, 29, 30, 35, 40, 41, 42, 44, 47, 50, 54, 57, 58, 59, 61, 64, 67, 68, 69, 70, 72, 78, 81, 82 (English), 83, 86, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 106, 110, 123, 124, 131, 132, 133, 137, 138, 140, 142, 143, 144, 149, 150, 152, 153, 155, 156, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 167, 170, 171, 172, 177, 178, 180, 183, 184 and 185, be adopted.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Mi-

chaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaugeois.—60.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Caron, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynald, Roy, Russell, Saindon, Shaw, Springate, St-Germain.—31.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Clair et Samson.—2.

M. le Président remet la mise aux voix des autres amendements et du rapport sur le projet de loi n° 67 à quinze heures.

M. Burns propose qu'à compter de quinze heures, après l'enregistrement des noms sur les votes en suspens, jusqu'à minuit, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu siège au Salon Rouge pour étudier, article par article, les projets de loi n° 52, 60, 61, 63 et 97; que dès l'adoption de la deuxième lecture du projet de loi n° 73 ce projet de loi soit déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement qui siègera à la Salle 81 «A» et que le rapport soit fait comme si ce projet de loi avait été étudié par la commission plénière.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, au nom de M. Morin (Sauvé), le projet de loi n° 25, «Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives», est lu la deuxième fois et déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des corporations professionnelles; cette commission siègera à la Salle 81 «A» dès que l'étude du projet de loi n° 73 sera terminée

Mr President postponed the putting to the vote of the other amendments and of the report on bill No. 67 until three o'clock P.M.

Mr Burns moved that at three o'clock P.M., after the entry of names on suspended votes, until midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue do sit in the Red Room for the section by section examination of bills Nos. 52, 60, 61, 63 and 97; that as soon as the second reading of bill No. 73 is adopted, such bill be referred for section by section examination to the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply which will sit in Room 81 "A" and that the report be made as if this bill had been considered in Committee of the Whole.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, on behalf of Mr Morin (Sauvé), bill No. 25, "An Act to amend the Professional Code and other legislation", was read the second time and referred for section by section examination to the Standing Committee on Professional Corporations; this Committee will sit in Room 81 "A" as soon as the examination of bill No. 73 is completed and the report

et le rapport sera fait comme si le projet de loi n° 25 avait été étudié en commission plénière.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'Assemblée procède à la mise aux voix des amendements et du rapport sur le projet de loi n° 67 «Loi sur l'assurance automobile».

M. Payette propose que les articles nouveaux 37, 43, 53, 72A, 72B, 72C, 72D, 73, 73A, 73B, 73C, 73D, 73E, 73F, 73G, 73H, 73I, 89A, 100A, 103, 103A, 115A, 128, 129, 130, 130A, 130B, 130C, 130D, 130E, 157, 174A, 176, 176A, 179A, 179B, 181, 181A, 181B, 181C, 181D, 181E, 181F, 181G, 181H, 181I, 181J, 187, 189A, 190, 190A, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 201, 206, 207, 208, 209 et 210, soient adoptés.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Charron, Chevette, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Duhaime, Dusault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—57.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Caron, Cordeau, Dubois, Fontaine, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynald, Roy, Russell, Saindon, Shaw, Springate, St-Germain, Verreault.—31.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Clair, Grégoire, Samson.—3.

will be made as if bill No. 25 had been considered in Committee of the Whole.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The Assembly proceeded with the putting to the vote of the amendments and of the report on bill No. 67, "Automobile Insurance Act".

Mrs Payette moved that the new sections 37, 43, 53, 72A, 72B, 72C, 72D, 73, 73A, 73B, 73C, 73D, 73E, 73F, 73G, 73H, 73I, 89A, 100A, 103, 103A, 115A, 128, 129, 130, 130A, 130B, 130C, 130D, 130E, 157, 174A, 176, 176A, 179A, 179B, 181, 181A, 181B, 181C, 181D, 181E, 181F, 181G, 181H, 181I, 181J, 187, 189A, 190, 190A, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 201, 206, 207, 208, 209 and 210, be adopted.

The motion was adopted on the following division:

Les amendements proposés par M. Lalonde sont rejetés, les voix se divisant comme suit:

The amendments proposed by Mr Lalonde were rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Garon, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Verreault.—32.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—58.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Clair, Grégoire.—2.

Les amendements proposés par M. Fontaine sont rejetés, les voix se divisant comme suit:

The amendments proposed by Mr Fontaine were rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Garon, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Verreault.—32.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—58.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Clair, Grégoire.—2.

Les amendements proposés par M. Roy sont rejetés, les voix se divisant comme suit:

The amendments proposed by Mr Roy were rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Garon, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Verreault.—32.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—58.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Clair, Grégoire.—2.

Mme Payette propose que tous les articles du projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile», de 1 à 210, ainsi que le préambule, l'annexe, le titre et les sous-titres, tels qu'ils apparaissent au projet de loi et au rapport de la commission et tels qu'ils ont été amendés par les votes précédents, soient adoptés.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Mrs Payette moved that all the sections of bill No. 67, "Automobile Insurance Act", from 1 to 210, together with the preamble, the appendix, the title, and the subtitles as they appear in the bill and in the report by the Committee and as amended by the preceding votes, be adopted.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—58.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Caron, Cordeau, Dubois, Fontaine, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Verreault.—32.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Clair, Grégoire.—2.

Mme Payette propose que le rapport déposé par M. Lefebvre, rapporteur désigné de la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile», soit adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Mrs Payette moved that the report tabled by Mr Lefebvre, the appointed reporter of the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which examined bill No. 67, "Automobile Insurance Act", following second reading, be adopted.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Charron, Chevette, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—58.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Caron, Cordeau, Dubois, Fontaine, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynault, Roy, Russell, Saindon, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Verreault.—32.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Clair, Grégoire.—2.

Après la prise en considération du rapport de la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui avait étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile», la mise aux voix sur les amendements et le rapport avait été reportée au lendemain par M. le Président, à la demande du Leader parlementaire du gouvernement, conformément à l'article 106 du règlement sessionnel. M. le Président, après le vote, devait fixer l'ordre de troisième lecture à la présente séance ou à la séance subséquente.

M. Burns soutient alors que l'on peut appeler la troisième lecture à la présente séance en dépit du fait que le

After the consideration of the report of the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which examined bill No. 67 "Automobile Insurance Act", the putting to the vote of the amendments and of the report had been postponed until the following day by Mr President at the request of the Parliamentary House Leader, in accordance with sessional Standing Order 106. After the vote, Mr President had to fix the order for third reading for the present sitting or for the following sitting.

Then, Mr Burns maintained that the third reading could be called during the present sitting despite the fact that the

vote sur le rapport ait eu lieu aujourd'hui, l'étape de la prise en considération s'étant effectivement déroulée à la séance d'hier.

M. Lavoie objecte que la discussion sur le rapport et les amendements s'est terminée avec le vote d'aujourd'hui et, en conséquence, la troisième lecture ne peut être appelée qu'à une prochaine séance, le tout conformément aux articles 114 et 115 du règlement.

M. le Président prend la question en délibéré.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Tardif dépose le document suivant:

Livre blanc sur les relations entre locateurs et locataires.

(Document de la session n° 544.)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Lessard proposant que le projet de loi n° 73, «Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 73 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement qui peut siéger immédiatement.

M. le Président rend la décision suivante:

Dans l'interprétation du règlement, on se doit de rechercher l'intention du législateur. Au moment de la proposition du nouvel article 106, deux objectifs étaient poursuivis, soit celui de ne pas déranger les députés qui siègent en commission élue et celui d'accélérer les

vote on the report had been taken today, the consideration of the report having taken place during yesterday's sitting.

Mr Lavoie alleged that the debate on the report and on the amendments was concluded after today's vote and consequently, that the third reading could not be called before the next sitting, in accordance with Standing Orders 114 and 115.

Mr President gave the matter private consideration.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Tardif tabled the following document:

A white paper on the relations between lessors and lessees

(Sessional Papers, No. 544.)

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Lessard proposing that bill No. 73, "An Act respecting municipal and intermunicipal transit corporations", be now read the second time.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, bill No. 73 was referred for section by section examination to the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply which may sit immediately.

Mr President rendered the following decision:

In the interpretation of the Standing Orders, the intentions of the legislator must be taken into consideration. When Standing Order 106 was proposed, two objectives were sought, namely that of not disturbing the Members sitting in standing committee and that of speed-

travaux parlementaires. Si on interprétait l'application de l'article 106 comme créant une nouvelle étape dans la discussion des projets de loi, on irait à l'encontre de l'intention du législateur.

M. le Président est donc d'avis que la troisième lecture du projet de loi n° 67 peut être appelée aujourd'hui même.

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 99, «Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal.»

M. Tardif informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Tardif propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté.

Sur la motion de M. Tardif, le projet de loi n° 99 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Burns, l'ordre d'envoi à la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche du projet de loi n° 79, «Loi facilitant la conversion au système international d'unités (SI) et à d'autres unités couramment utilisées», adopté le 16 décembre 1977, est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé.

ing up parliamentary procedure. If the application of Standing Order 106 was interpreted as being another step in the debate on bills, this would be contrary to the intentions of the legislator.

Mr President was therefore of opinion that the third reading of bill No. 67 could be called this very day.

With the unanimous consent of the Assembly, the Order of the Day being read for the second reading of bill No. 99, "An Act respecting the Montreal Urban Community Act".

Mr Tardif informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Tardif moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, the bill was committed, considered in Committee of the Whole and reported.

On motion of Mr Tardif, bill No. 99 was read the third time.

On motion of Mr Burns, the Order for referral to the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game of bill No. 79, "An Act to facilitate conversion to the international system of units (SI) and to other customary units", adopted 16 December 1977, was rescinded; the bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, au nom de M. Tremblay, le projet de loi n° 79 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Tardif propose que le projet de loi n° 96, «Loi modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, le Code civil et d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Fontaine.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

Vingt heures quinze minutes

Mme Payette propose que le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lavoie.

À vingt-trois heures quarante-cinq minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, on behalf of Mr Tremblay, bill No. 79 was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Tardif moved that bill No. 96, "An Act to amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, the Civil Code and other legislation", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Fontaine.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mrs Payette moved that bill No. 67, "Automobile Insurance Act", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Lavoie.

At eleven forty-five o'clock, on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 21 décembre 1977

Dix heures

Déclaration ministérielle de M. Parizeau, ministre des Finances, concernant l'harmonisation des régimes d'imposition fédéral et québécois. M. Parizeau dépose cette déclaration ministérielle.

(Document de la session n° 545.)

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Parizeau:

Volume I des comptes publics du gouvernement du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 546.)

Par M. Tremblay:

Rapport sur l'étude des soumissions pour l'achat de 1,200 autobus urbains, accompagné d'annexes et de notes explicatives de M. Tremblay, ministre de l'Industrie et du Commerce, concernant la commande de ces 1,200 autobus pour les Commissions de transport des agglomérations urbaines du Québec.

(Document de la session n° 547.)

Wednesday, 21 December 1977

Ten o'clock A.M.

Ministerial declaration by Mr Parizeau, minister of Finance, concerning the harmonizing of the federal and Québec taxation systems. Mr Parizeau tabled this ministerial declaration.

(Sessional Papers, No. 545.)

The following documents were tabled:

By Mr Parizeau:

Volume I of the Public Accounts of the government of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 546.)

By Mr Tremblay:

Report on the study of the bids for the purchase of 1,200 municipal buses together with appendices and explanatory notes by Mr Tremblay, minister of Industry and Commerce, concerning this order of 1,200 buses for the transport commissions of Québec urban centres.

(Sessional Papers, No. 547.)

Par M. Couture:

Rapport annuel du ministère de l'immigration du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 548.)

Par M. le Président:

Rapport annuel de la Commission des droits de la personne du Québec, pour l'année 1976.

(Document de la session n° 549.)

Par Mme Payette:

Avant-projet de la Loi sur la protection du consommateur.

(Document de la session n° 550.)

Par M. Lazure:

Dossier adressé le 14 juillet 1977, au Dr Jeanne-D'Arc Thibault, direction de l'agrément des établissements, par le Dr Normand Lussier, du C.L.S.C. Richelieu, dénonçant les soins donnés aux personnes âgées à Cambridge House, Chambly.

(Document de la session n° 551.)

Par M. Lessard:

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 14 décembre 1977, concernant une aide gouvernementale pour l'achat d'un nombre minimal de 1,200 autobus de type urbain destinés aux organismes publics de transport en commun du Québec.

(Document de la session n° 552.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, par M. Bellemare:

Copie d'une lettre, en date du 16 décembre 1977, adressée à M. Jean Pelletier, président de la Communauté urbaine de Québec, par M. Réjean Séguin, chef de cabinet du Ministre des Transports du Québec, concernant l'emprunt dont la Commission de transport

By Mr Couture:

Annual report of the Department of Immigration of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 548.)

By Mr President:

Annual report of the Commission des droits de la personne du Québec, for 1976.

(Sessional Papers, No. 549.)

By Mrs Payette:

A draft bill of the Consumer Protection Act.

(Sessional Papers, No. 550.)

By Mr Lazure:

A file forwarded on 14 July 1977, to Dr Jeanne-D'Arc Thibault, Establishments Accreditation Branch, by Dr Normand Lussier of the Richelieu local community service centre, denouncing the way aged persons are being treated at Cambridge House, Chambly.

(Sessional Papers, No. 551.)

By Mr Lessard:

Copie of an Order in Council dated 14 December 1977, concerning government assistance for the purchase of a minimum number of 1,200 municipal buses for public transportation organizations in Québec.

(Sessional Papers, No. 552.)

With the unanimous consent of the Assembly, by Mr Bellemare:

Copie of a letter dated 16 December 1977, forwarded to Mr Jean Pelletier, chairman of the Québec Urban Community, by Mr Réjean Séguin, private secretary of the Minister of Transport of Québec, concerning a loan for which the transport commission is requesting

demande l'autorisation pour l'achat d'autobus de transport en commun.

(Document de la session n° 553.)

M. Gagnon, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées».

(Document de la session n° 554.)

Le projet de loi n° 9 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Dussault, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi privé n° 200, «Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 555.)

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Dussault, le rapport est adopté.

Le projet de loi privé n° 200 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Conformément à un ordre adopté hier, M. Marcoux fait rapport que la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, a adopté sans amendement les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 60.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Projet de loi n° 61.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Projet de loi n° 63.—Loi de la taxe sur la publicité électronique;

an authorization for the purchase of public transportation buses.

(Sessional Papers, No. 553.)

Mr Gagnon, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Social Affairs which examined bill No. 9, "An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights", following first reading.

(Sessional Papers, No. 554.)

Bill No. 9 was ordered for second reading at the next sitting.

Mr Dussault, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment which examined private bill No. 200, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal", following first reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 555.)

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Dussault, the report was adopted.

Private bill No. 200 was ordered for second reading at the next sitting.

In accordance with an Order adopted yesterday, Mr Marcoux reported that the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue had adopted the following bills without amendment:

Bill No. 60.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act;

Bill No. 61.—An Act to amend the Retail Sales Tax Act;

Bill No. 63.—Broadcast Advertising Tax Act;

Projet de loi n° 97.—Loi modifiant la Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec, et avec un amendement le projet de loi n° 52. «Loi modifiant la Loi sur les impôts et la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts».

Le rapport est adopté.

Les projets de loi nos 52, 60, 61 et 63 sont remis à la prochaine séance pour la troisième lecture et le projet de loi n° 97 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture ayant été étudié après la première lecture.

Conformément à un ordre adopté hier, M. Laplante fait rapport que la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement a adopté avec des amendements le projet de loi n° 73, «Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport».

Le rapport est adopté après division des voix.

Le projet de loi n° 73 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Conformément à un ordre adopté hier, M. Boucher fait rapport que la Commission permanente des corporations professionnelles a adopté avec des amendements le projet de loi n° 25, «Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 25 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, il est—

Bill No. 97.—An Act to amend the Charter of the Québec Deposit and Investment Fund, and bill No. 52, "An Act to amend the Taxation Act and the Act respecting the application of the Taxation Act", with an amendment.

The report was adopted.

Bills Nos. 52, 60, 61 and 63 were ordered for third reading at the next sitting and bill No. 97 was ordered for second reading at the next sitting having been examined following first reading.

In accordance with an Order adopted yesterday, Mr Laplante reported that the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply had adopted bill No. 73, "An Act respecting municipal and intermunicipal transit corporations", with amendments.

The report was adopted on division.

Bill No. 73 was ordered for third reading at the next sitting.

In accordance with an Order adopted yesterday, Mr Boucher reported that the Standing Committee on Professional Corporations had adopted bill No. 25, "An Act to amend the Professional Code and other legislation", with amendments.

The report was adopted.

Bill No. 25 was ordered for third reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns,—

Ordonné que le Ministre puisse déposer le projet de loi n° 92 au cours de la présente séance.

Ordered, that the Minister may table bill No. 92 during the present sitting.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Grenier:

1. Quelles sont les mesures concrètes prises par le gouvernement dans le but de sauvegarder les emplois dans l'industrie du meuble à Victoriaville?

2. Ces mesures ont-elles fait l'objet de consultations avec les dirigeants de l'entreprise et les dirigeants du syndicat des employés?

Réponse de M. Johnson:

Dans ce cas particulier, le processus nécessaire à la constitution d'un comité de reclassement des salariés est déjà en marche et le ministère sera éventuellement appelé à contribuer à son fonctionnement.

D'autre part, un comité provincial de reclassement préventif, où toutes les parties intéressées sont représentées, a été constitué le mois dernier. Ce comité vise, dans un premier temps, à identifier la nature et les causes exactes des nombreux licenciements dans cette industrie en vue d'apporter les correctifs appropriés. Le ministère est appelé à lui verser une somme de \$7,500 pour ce faire.

Question de M. Shaw:

1. À quelle date, l'hôpital de Baie-Comeau a-t-il été mis en tutelle?

2. Cette tutelle est-elle terminée?

3. Dans l'affirmative, quelles réformes ont été mises en place?

4. Dans la négative, le gouvernement prévoit-il que la tutelle est à la veille de prendre fin?

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Grenier:

1. What concrete measures were taken by the government to protect jobs in the furniture industry at Victoriaville?

2. Were these measures the subject of consultations with business heads and officers of the employees' union?

Answer by Mr Johnson:

In this particular case, the necessary procedure to establish a reclassification committee for salaried employees is already under way and the Department will eventually be called upon to take part in its work.

On the other hand, a provincial preventive reclassification committee, where all the parties concerned are represented, was appointed last month. First of all, the objective of this committee is to pinpoint the nature and exact causes of the numerous layoffs in this industry in order to bring about corrective measures. A sum of \$7,500 will be paid by the Department to this effect.

Question by Mr Shaw:

1. On what date was the Baie-Comeau hospital placed under trusteeship?

2. Is this trusteeship ended?

3. If so, what changes were brought about?

4. If not, does the government expect this trusteeship to end soon?

Réponse de M. Lazure:

1. Il n'y a pas de tutelle à Baie-Comeau.

Question de M. Shaw:

1. Le gouvernement a-t-il conclu une entente avec la Société d'assurance des Caisses populaires et la firme Gérard Parizeau et Associés de Montréal relativement à l'assurance (feu, vol et responsabilité) des établissements du secteur parapublic et des établissements du secteur privé qui reçoivent des subventions gouvernementales?

2. Dans l'affirmative, quels sont les critères qui ont présidé au choix de la compagnie d'assurance et du courtier?

3. D'autres compagnies d'assurance et d'autres courtiers ont-ils eu la possibilité de participer à cette entente?

Réponse de Mme Ouellette:

1. En autant que le Contrôleur des assurances de mon ministère est concerné, la réponse est non.

Ce contrôleur des assurances conclut les contrats des assurances de tous les ministères du gouvernement et ceux de certains organismes publics soit environ 50% de ceux-ci.

Les organismes publics visés dans la présente réponse sont les suivants:

Régie des rentes du Québec;
Régie de l'assurance-maladie du Québec;

Caisse de dépôt et de placement du Québec;

Société des Alcools du Québec;

Commission des accidents du travail;

Office du crédit agricole;

Commission du salaire minimum;

Office des Autoroutes du Québec;

Office de radio-télédiffusion du Québec (Radio-Québec);

Raffinerie de sucre du Québec (Saint-Hilaire);

Answer by Mr Lazure:

1. The Baie-Comeau hospital is not under trusteeship.

Question by Mr Shaw:

1. Did the government conclude any agreement with the Société d'assurance des Caisses populaires and the Montreal firm of Gérard Parizeau and Associates concerning the insuring (fire, theft and responsibility) of establishments in the parapublic sector and of those in the private sector which receive government grants?

2. If so, what criteria are used in the selection of insurance companies and brokers?

3. Did other insurance companies and other brokers have the opportunity of taking part in this agreement?

Answer by Mrs Ouellette:

1. As far as the comptroller of insurance of my Department is concerned, the answer is no.

The comptroller of insurance signs all the insurance contracts of the government Departments and those of approximately 50% of public bodies.

The public bodies contemplated in this answer are the following:

Québec Pension Board;
Québec Health Insurance Board;

Québec Deposit and Investment Fund;

Québec Liquor Corporation;

Workmen's Compensation Commission;

Québec Farm Credit Bureau;

Minimum Wage Commission;

Québec Autoroutes Authority;

Québec Broadcasting Bureau (Radio-Québec);

Saint-Hilaire Sugar Refinery;

Régie des installations olympiques;
REXFOR;
Société des traversiers du Québec.

Question de M. Giasson:

1. Antérieurement au 26 novembre 1976, la Commission des accidents du travail de Québec remboursait-elle les honoraires versés pour des traitements de chiropractie?

2. En est-il toujours ainsi?

3. Dans la négative, faut-il comprendre qu'il n'est plus question d'intégrer les soins de chiropractie au Régime d'assurance-maladie comme le programme électoral du Parti Québécois le mentionnait en 1976?

Réponse de M. Lazure:

1. Jusqu'en octobre 1977, la Commission des accidents du travail versait des honoraires pour les traitements de chiropractie et ceci, en vertu d'une autorisation *ad hoc* de la Commission des accidents du travail.

2. Depuis octobre 1977, la Commission des accidents du travail ne verse des honoraires que pour les traitements de chiropractie préalablement prescrits par un médecin.

3. La couverture des soins de chiropractie par le Régime de l'assurance-maladie du Québec est toujours inscrite au programme du Parti Québécois et des études se poursuivent présentement au ministère sur l'intégration éventuelle de ces soins au Régime de l'assurance-maladie du Québec.

Question de M. Springate:

Le Ministre d'État au développement culturel ou ses fonctionnaires ont-ils fait des représentations auprès de la compagnie Canadian Industries Limited, lorsque cette dernière a annoncé, le 1^{er} septembre 1977, qu'elle allait déménager?

Régie des installations olympiques;
REXFOR;
Québec Ferry Company.

Question by Mr Giasson:

1. Prior to 26 November 1976, were fees for chiropractic treatments reimbursed by the Québec Workmen's Compensation Commission?

2. Is this still being done?

3. If not, does this mean that there is no more question of including chiropractic treatments in the Health Insurance Plan as outlined in the 1976 Parti Québécois election program?

Answer by Mr Lazure:

1. Up to October 1977, the Workmen's Compensation Commission paid fees for chiropractic treatments in accordance with an *ad hoc* authorization of the Workmen's Compensation Commission.

2. Since October 1977, the Workmen's Compensation Commission has been paying fees for chiropractic treatments only if these treatments were recommended beforehand by a physician.

3. The coverage of chiropractic treatments in the Québec Health Insurance Plan is still included in the Parti Québécois program and studies are presently being carried out at the Department to eventually integrate these treatments into the Québec Health Insurance Plan.

Question by Mr Springate:

Did the Minister of State for Cultural Development, or any civil servants, make any representations to the firm Canadian Industries Limited when the latter announced, on 1 September 1977, that it was to move its engineering operations to Québec?

ger son service d'ingénierie de Montréal à Toronto, en raison de la politique linguistique québécoise, forçant ainsi 135 spécialistes à quitter le Québec avec leur famille?

Réponse de M. Laurin:

Un représentant de l'Office de la langue française a rencontré à ce sujet un représentant du siège social de la C.I.L. et d'autres rencontres doivent avoir lieu.

Question de M. Verreault:

1. Le Ministre des Affaires municipales a-t-il donné suite à la demande qui lui a été formulée à maintes reprises par le Front commun des associations de locataires de Montréal visant à ce que le rapport du groupe de travail formé en vue d'étudier la possibilité d'apporter des amendements au système de contrôle des loyers lui soit soumis?

2. Par ailleurs, le Ministre a-t-il pris une décision concernant la suggestion de cet organisme de convoquer la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement afin d'étudier ce problème?

Réponse de M. Tardif:

1. Ce rapport est un document interne pour les fins du ministère. Il a servi à élaborer un livre blanc sur la refonte de la loi de conciliation propriétaires-locataires, livre blanc qui est maintenant rendu public. Il est soumis à tous les groupes désireux de l'obtenir.

2. Le livre blanc du gouvernement à ce sujet fera l'objet d'une consultation auprès de tous les groupes intéressés. Par ailleurs, dépendant de la forme de la consultation sur le livre blanc, le projet de loi qui en découlera pourra faire l'objet d'auditions de témoins ou de groupes par la Commission parlementaire des affaires municipales.

branch from Montreal to Toronto due to the Québec language policy, thus forcing 135 specialists to leave Québec with their families?

Answer by Mr Laurin:

A representative of the Office de la langue française met with a representative of the C.I.L. head office concerning this matter and other meetings are to be held.

Question by Mr Verreault:

1. Has the Minister of Municipal Affairs given any consideration to a request made on several occasions by the Front commun des associations de locataires de Montréal that the report of the working group appointed to examine the possibility of amending the rent control system be submitted to them?

2. Furthermore, has the Minister taken a decision concerning a suggestion made by this organization to convene the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment to look into this matter?

Answer by Mr Tardif:

1. This report is a document for the internal administration of the Department. It was used to prepare a white paper on the revision of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners. This white paper is now public and at the disposal of any groups wishing to obtain it.

2. The government's white paper on this question will be the subject of a consultation with all the parties concerned. Furthermore, depending on the type of consultation to be carried out, the bill resulting from it could be the object of public hearings in the Standing Committee on Municipal Affairs.

Question de M. St-Germain:

1. Le Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières a-t-il déclaré, peu après son entrée en fonction, que les principales demandes formulées par le Conseil du Statut de la Femme devaient être considérées comme réglées?

2. Si tel est le cas, cette affirmation s'applique-t-elle à la question des congés de maternité garantissant l'emploi des travailleuses, sans perte de revenu ni d'avantages sociaux, conformément aux engagements apparaissant à la page 21 du programme officiel du Parti Québécois, édition 1975?

3. Le Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre entend-il présenter un projet de loi à cet effet au cours de la présente session?

Réponse de Mme Payette:

1. Le Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières n'a pas déclaré, peu après son entrée en fonction, que les principales demandes formulées par le Conseil du Statut de la Femme devaient être considérées comme réglées.

2. Néant.

Réponse de M. Johnson:

3. Non.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Gratton:

1. Depuis le 26 novembre 1976, le gouvernement et ses organismes, offices, régies, sociétés ou commissions ont-ils négocié des conventions, ententes ou contrats de publicité avec quelques personnes, sociétés ou agences?

2. Dans l'affirmative:

a) quels sont les noms et adresses de telles personnes, sociétés ou agences;

Question by Mr St-Germain:

1. Did the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions declare, soon after having taken office, that the principal demands made by the Conseil du Statut de la Femme should be considered as settled?

2. If so, does this statement apply to the question of maternity leaves which guarantee the employing of workers without any loss of income or social benefits, in accordance with the commitments appearing on page 21 of the 1975 edition of the Parti Québécois official program?

3. Does the Minister of Labour and Manpower intend introducing legislation to this effect during the present session?

Answer by Mrs Payette:

1. The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions did not declare, soon after having taken office, that the principal demands made by the Conseil du Statut de la Femme should be considered as settled.

2. Nil.

Answer by Mr Johnson:

3. No.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Gratton:

1. Has the government and its organizations, bureaux, boards, corporations or commissions negotiated any agreements or contracts of advertising with some persons, firms or agencies since 26 November 1976?

2. If so:

(a) what are the names and addresses of such persons, firms or agencies;

b) quels sont les noms, prénoms et adresses des administrateurs et des propriétaires de ces sociétés ou agences;

c) quelle est la date d'incorporation de chaque société ou agence;

d) quels sont, dans chaque cas, la date de l'entente de la convention ou du contrat ainsi que le montant annuel?

3. Dans la négative, quel est le montant que le gouvernement a autorisé et payé aux mêmes fins?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. O'Neill dépose ledit document.

(Document de la session n° 556.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Lavoie:

1. Quel montant total le gouvernement, ses offices, régies, commissions et sociétés ont-ils payé en honoraires à des architectes, ingénieurs, avocats, notaires, arpenteurs, consultants et autres personnes, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 15 juin 1977?

2. Quels sont les noms, prénoms et adresses de ces personnes ou sociétés ainsi que le montant payé à chacune?

3. À quel projet chaque dépense s'applique-t-elle?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Parizeau dépose un document concernant une partie de la motion.

(Document de la session n° 557.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de Mme Lavoie-Roux:

1. À part le ministère de l'Éducation, quels sont les ministères, offices, régies, commissions ou sociétés qui

(b) what are the names, given names and addresses of the directors and owners of such firms or agencies;

(c) on what date was each firm or agency incorporated;

(d) on what date was the agreement or contract signed and for what annual amount?

3. If not, what amount has the government authorized and spent for the same purposes?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr O'Neill tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 556.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Lavoie:

1. What was the total amount of fees paid by the government, its bureaus, boards, commissions and corporations to architects, engineers, lawyers, notaries, land-surveyors, consultants and other persons from 26 November 1976 to 15 June 1977?

2. What are the names, given names and addresses of such persons or firms as well as the amount paid to each one?

3. To what project does each expenditure apply?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Parizeau tabled a document concerning part of the motion.

(Sessional Papers, No. 557.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mrs Lavoie-Roux:

1. Besides the Department of Education, what departments, bureaus, boards, commissions or corporations

accordent des bourses pour études universitaires au Québec et à l'étranger?

2. Combien de bourses ont ainsi été accordées depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 27 juin 1977?

3. Comparativement à celles consenties par le ministère de l'Éducation, quels en sont les montants, la durée et les conditions d'éligibilité?

4. Quels sont les critères qui président au choix des candidats et par qui sont-ils appliqués?

5. À quels engagements les bénéficiaires sont-ils liés?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Morin (Louis-Hébert) dépose ledit document.

(Document de la session n° 558.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Vaillancourt (Orford):

1. Combien d'automobiles le gouvernement a-t-il louées, au cours du mois de juin 1977, pour chaque ministère?

2. Quels sont:

a) les noms et adresses des locataires;

b) le nombre d'automobiles louées de chacun;

c) le tarif quotidien pour chaque location?

3. Quel montant total le gouvernement a-t-il dû déboursier pour lesdites locations?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

Mme Ouellette dépose ledit document.

(Document de la session n° 559.)

grant scholarships for university studies in or outside the province of Québec?

2. How many scholarships were thus granted from 26 November 1976 to 27 June 1977?

3. What are the amounts, the duration and the conditions of eligibility of these scholarships as opposed to those granted by the Department of Education?

4. What are the criteria used to select candidates and by whom are they applied?

5. To what agreements are the recipients committed?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Morin (Louis-Hébert) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 558.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Vaillancourt (Orford):

1. How many motor vehicles did the government rent for each Department during the month of June 1977?

2. What are:

(a) the names and addresses of the lessors;

(b) the number of motor vehicles rented from each one;

(c) the daily rate for the rental of each motor vehicle?

3. What total amount did the government have to pay for such rentals?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mrs Ouellette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 559.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Larivière:

1. Quels sont les noms, prénoms et adresses des personnes résidant dans le district électoral de Pontiac-Témiscamingue qui ont fait une demande, depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 31 juillet 1977, pour obtenir un emploi pour les travaux de voirie, dans le secteur relevant de la division d'Aylmer?

2. Parmi ces candidats, quels sont:

a) ceux qui avaient déjà travaillé pour le ministère des Transports et au cours de quelles années, dans chaque cas;

b) ceux dont les services ont été retenus en 1977?

3. Quels étaient les critères requis pour être reconnu apte à remplir les emplois offerts et combien y avait-il de points attachés à chaque critère?

4. Y a-t-il des candidats qui, après avoir été convoqués à Aylmer pour une entrevue, s'y sont rendus bien qu'il leur fallait parcourir une grande distance, pour ensuite tout simplement se faire répondre par les membres du comité de sélection que leurs connaissances de la langue française étaient insuffisantes pour passer l'entrevue?

5. Si oui, quels sont les noms de ces candidats?

6. Quels sont les noms et fonctions des personnes qui faisaient partie des comités de sélection du personnel?

7. Le Ministre des Transports a-t-il reçu un avis de la Commission des droits et libertés de la personne concernant des plaintes qui ont été formulées en vertu de l'article 69 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.Q. 1975, c. 6), par certains candidats ayant été évincés de la sorte?

8. Dans l'affirmative, quelle est la teneur de cet avis et de la réponse du Ministre?

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Larivière:

1. What are the names, given names and addresses of the persons residing in the electoral district of Pontiac-Témiscamingue who submitted applications, between 1 January and 31 July 1977, to obtain employment on road work in Aylmer Division area?

2. Respecting the applicants:

(a) which ones had already worked for the Department of Transport and in what years, in each case;

(b) which ones were engaged in 1977?

3. What qualifications were required to be considered suitable to get the jobs that were open, and how many points did each qualification have?

4. Were there any applicants who, after having been told to go to Aylmer for an interview and who went there even though they had to travel a considerable distance to get there, were then merely told by the members of the selection committee that their knowledge of the French language was insufficient for them to be granted an interview?

5. If so, what are the names of such candidates?

6. What are the names and duties of the persons who formed the personnel selection committee?

7. Did the Minister of Transport receive any notice from the Commission des droits et libertés de la personne concerning any complaints that had been made under section 69 of the Charter of human rights and freedoms (S.Q. 1975, c. 6), by certain applicants who had been turned away in this manner?

8. If so, what was the tenor of the notice and the Minister's reply?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lessard dépose ledit document.
(*Document de la session n° 560.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Picotte:

1. Combien de demandes d'aide le ministère de l'Agriculture a-t-il reçues, depuis le 1^{er} janvier 1977, de la part d'agriculteurs désireux d'aménager des lacs à truite sur leur ferme?

2. Par district électoral, combien de ces demandes:

- a) ont été refusées;
- b) ont été acceptées;
- c) sont en suspens?

3. Quel est le montant total des engagements financiers qui ont été pris par le ministère pour les projets acceptés, en date du 26 octobre 1977?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.
(*Document de la session n° 561.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Lavoie:

1. Quels sont les noms, prénoms et fonctions de toutes les personnes, employées du gouvernement du Québec, de l'un de ses ministères ou organismes qui se sont rendues en France à l'occasion de la visite officielle du Premier ministre, soit pour préparer le voyage du Premier ministre, soit pour l'accompagner au cours de ce voyage?

2. Quels ont été, dans chaque cas, à cette occasion, et pour chaque personne:

- a) la durée du séjour en France?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lessard tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 560.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Picotte:

1. Since 1 January 1977, how many requests for financial assistance did the Department of Agriculture receive from farmers wishing to set up trout lakes on their farms?

2. In each electoral district, how many applications:

- (a) were turned down;
- (b) were accepted;
- (c) are still pending?

3. As at 26 October 1977, what was the total amount of financial commitments taken by the Department for approved projects?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 561.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Lavoie:

1. What are the names, given names and positions of all the persons employed by the government of Québec, or by any of its departments or organizations, who went to France on the occasion of the Prime Minister's official visit either to prepare the Prime Minister's trip or to accompany him?

2. Respecting each case, on this occasion, and for each person:

- (a) what was the length of his stay in France?

b) le montant total des frais déboursés par le gouvernement, l'un de ses ministères ou organismes pour ces personnes?

3. Combien y a-t-il eu de réceptions, de déjeuners ou de dîners offerts aux frais du gouvernement du Québec dans le cadre de cette visite?

a) À quels dates et endroits ont eu lieu ces événements;

b) quel est le montant total déboursé par le gouvernement du Québec, l'un de ses ministères ou organismes, pour chacun de ces événements?

4. Le gouvernement, l'un de ses ministères ou organismes a-t-il effectué des travaux de réparation, de rénovation ou de décoration aux locaux de la Délégation générale du Québec, rue Pergolèse, à Paris, en vue de la visite du Premier ministre? Dans l'affirmative, à quel coût?

5. Le gouvernement du Québec, l'un de ses ministères ou organismes a-t-il payé le coût du voyage de journalistes, cameramen, photographes ou techniciens québécois à l'occasion de la visite du Premier ministre en France? Dans l'affirmative, quels sont dans chaque cas:

a) les noms et prénoms de ces personnes, leurs fonctions et l'employeur de ces personnes;

b) les frais encourus par le gouvernement, l'un de ses ministères ou organismes?

6. Le gouvernement québécois a-t-il accepté de payer en tout ou en partie, les dépenses de toute autre personne qui se serait rendue en France à l'occasion de la visite du Premier ministre? Dans l'affirmative, quels sont:

a) les noms et prénoms de ces personnes, leurs fonctions et leur employeur;

b) les frais encourus par le gouvernement, l'un de ses ministères ou organismes?

(b) what was the total amount spent by the government, or by any of its departments or organizations, for these persons?

3. How many receptions, luncheons or dinners were given at the expense of the government of Québec within the framework of this visit?

(a) When and where did these events take place;

(b) what was the total amount spent by the government of Québec, or by any of its departments or organizations, for each of these events?

4. Were any repairs, renovation or decoration work made to the offices of the Délégation générale du Québec, rue Pergolèse, in Paris, by the government, or by any of its departments or organizations, in view of the Prime Minister's visit? If so, at what cost?

5. Did the government of Québec, or any of its departments or organizations, pay the travelling expenses of Québec newspapermen, cameramen, photographers or technicians on the occasion of the Prime Minister's visit to France? If so, respecting each case:

(a) what are the names and given names of these persons, their positions and their employers;

(b) the expenses incurred by the government, or by any of its departments or organizations?

6. Did the Québec government accept to pay all or part of the expenses of any other persons who went to France on the occasion of the Prime Minister's visit? If so, what are:

(a) the names and given names of these persons, their positions and their employers;

(b) the expenses incurred by the government, or by any of its departments or organizations?

7. Des journalistes, cameramen, photographes et techniciens français ont-ils été appelés à séjourner au Québec préalablement au voyage en France du Premier ministre? Dans l'affirmative:

a) quel est le nombre de ces personnes, leurs noms, leurs prénoms et leur employeur;

b) quels ont été les frais encourus par le gouvernement du Québec, l'un de ses ministères ou organismes pour payer les dépenses de ces personnes au Québec?

8. Pour toutes les personnes qui ont accompagné le Premier ministre au cours de son séjour en France, en particulier à Metz, à Colombey-les-deux-Églises et à Paris, le gouvernement du Québec, l'un de ses ministères ou organismes a-t-il payé les frais de transport et de séjour dans ces villes pour ces personnes? Dans l'affirmative, quel en a été le coût pour le gouvernement, l'un de ses ministères ou organismes?

9. Quel a été le coût des frais payés par le gouvernement du Québec, l'un de ses ministères ou organismes pour des fins de publicité à la radio ou à la télévision, dans les journaux et magazines de France, publicité effectuée à l'occasion de la visite du Premier ministre en France?

10. En ce qui concerne la participation de Radio-Québec à la visite du Premier ministre en France:

a) est-ce que l'on a requis la participation de Radio-Québec? Si oui, est-ce le bureau du Premier ministre qui a pris une telle initiative?

b) quel a été le montant total des dépenses encourues par Radio-Québec à l'occasion de la visite du Premier ministre en France?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

7. Were any newspapermen, cameramen, photographers and technicians from France invited to come to Québec before the Prime Minister's trip to France? If so:

(a) How many were they and what are their names, given names and employers;

(b) what were the expenses incurred by the government of Québec, or by any of its departments or organizations, to pay the expenses of these persons in Québec?

8. For all the persons accompanying the Prime Minister while he was in France, particularly at Metz, at Colombey-les-deux-Églises and in Paris, did the government of Québec, or any of its departments or organizations pay the travelling and living expenses of these persons in these places? If so, how much did it cost the government, or any of its departments or organizations?

9. What was the amount paid by the government of Québec, or by any of its departments or organizations, for advertising purposes on French radio or television, in newspapers and magazines, on the occasion of the Prime Minister's visit to France?

10. Concerning the participation of Radio-Québec in the Prime Minister's visit to France:

(a) was Radio-Québec's participation requested? If so, was this initiative taken by the Prime Minister's office?

(b) what was the total amount of expenses incurred by Radio-Québec on the occasion of the Prime Minister's visit to France?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

M. Lévesque (Taillon) dépose ledit document.

(Document de la session n° 562.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Saindon:

1. Quel a été le montant total des dépenses de toutes espèces effectuées par le groupe de travail qui avait reçu mandat d'effectuer une tournée dans les différentes régions du Québec dans le but d'expliquer le contenu de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et du livre blanc sur les handicapés?

2. Quels sont les noms et fonctions de toutes les personnes qui ont participé à cette tournée?

3. Quels ont été les endroits visités et les dates, dans chaque cas?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lazure dépose ledit document.

(Document de la session n° 563.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. St-Germain:

Quelles dispositions le ministère de l'Industrie et du Commerce ainsi que celui du Travail et de la Main-d'œuvre ont-ils adoptées depuis que la compagnie Eberhard Faber, d'Acton Vale, a annoncé qu'elle s'apprêtait à fermer ses portes elle aussi?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 564.)

Mr Lévesque (Taillon) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 562.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Saindon:

1. What was the total amount of expenses of all kinds incurred by the task force in charge of visiting the various regions of Québec for the purpose of explaining the content of the Act to secure the handicapped in the exercise of their rights and the white paper concerning the handicapped?

2. What are the names and positions of all the persons who took part in this tour?

3. What were the places visited and the dates in each case?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lazure tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 563.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr St-Germain:

What steps were taken by the Department of Industry and Commerce and the Department of Labour and Manpower since the firm Eberhard Faber of Acton Vale announced that it was also about to close its door?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 564.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Verreault:

1. Y a-t-il une relation entre M. Jean Taillon qui occupe, depuis quelque temps, le poste de sous-ministre adjoint au ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement et celui qui fut candidat pour le Parti Québécois, dans le district électoral de Limoilou, lors de l'élection générale du 29 octobre 1973?

2. Quel est le traitement annuel de M. Taillon?

3. Qui occupait ce poste avant lui?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

Mme Ouellette dépose ledit document.

(Document de la session n° 565.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Picotte:

Quelles sont, par district électoral, les écoles élémentaires dont les élèves ne bénéficiaient pas du programme de distribution gratuite du lait, en date du 15 novembre 1977?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.

(Document de la session n° 566.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Russell:

1. Du 1^{er} janvier 1976 au 31 décembre 1976, combien y a-t-il eu de faillites dans la province?

2. Du 1^{er} janvier 1977 au 1^{er} septembre 1977, quel a été le nombre des faillites sur le même territoire?

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Verreault:

1. Is there any relation between Mr Jean Taillon who was recently appointed assistant deputy-minister at the Department of Public Works and Supply, and the Parti Québécois candidate for the electoral district of Limoilou at the general election held on 29 October 1973?

2. What is Mr Taillon's annual salary?

3. Who held this position before him?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mrs Ouellette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 565.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Picotte:

In each electoral district, as at 15 November 1977, what elementary schools were not distributing free milk to their pupils?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 566.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Russell:

1. How many bankruptcies were filed in the province, from 1 January 1976 to 31 December 1976?

2. From 1 January 1977 to 1 September 1977, how many bankruptcies were filed within the same territory?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Johnson dépose ledit document.
(*Document de la session n° 567.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. St-Germain:

Relativement au déménagement de la compagnie TEXON, de Drummondville à Cornwall, Ontario:

1. Le ministère du Travail et de la Main-d'œuvre a-t-il formé un comité de reclassement pour les employés qui n'ont pas été invités à continuer à travailler à l'usine de Cornwall?

2. Si oui, quel est le nombre d'employés en cause?

3. Parmi ceux-là, combien avaient été reclassés le 15 novembre 1977?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Johnson dépose ledit document.
(*Document de la session n° 568.*)

Sur la motion de M. Pagé, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de tous mémoires, rapports et autres documents sur lesquels s'est basé le Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche pour décréter la politique d'accessibilité des personnes âgées de 65 ans et plus dans les parcs et terrains de camping du Québec.

M. Duhaime dépose ledit document.

(*Document de la session n° 569.*)

Sur la motion de M. Larivière, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie des contrats intervenus entre le gouvernement et ses organismes,

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Johnson tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 567.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr St-Germain:

Concerning the moving of the firm TEXON from Drummondville to Cornwall, Ontario:

1. Did the Department of Labour and Manpower establish a committee to reclassify the employees who were not given the choice of working at the Cornwall plant?

2. If so, how many employees are involved?

3. Out of this number, how many had been reclassified as at 15 November 1977?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Johnson tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 568.*)

On motion of Mr Pagé,—
Ordered, that there be tabled:

Copy of any briefs, reports and other documents on which the Minister of Tourism, Fish and Game based his policy on the accessibility to Québec parks and camping grounds for persons aged 65 and over.

Mr Duhaime tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 569.*)

On motion of Mr Larivière,—
Ordered, that there be tabled:

Copy of the contracts made between the government and any of its organiza-

d'une part, et des cinéastes ou des sociétés cinématographiques, d'autre part, et se rapportant à la réalisation de films pour l'administration provinciale, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 28 juin 1977.

M. O'Neill dépose ledit document.
(*Document de la session n° 570.*)

Sur la motion de M. Samson, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, ententes et autres documents échangés entre le gouvernement du Québec, ses membres ou fonctionnaires, et le gouvernement fédéral depuis le 1^{er} janvier 1976, quant à l'entente auxiliaire Canada-Québec sur l'accès aux ressources forestières.

M. Léonard dépose ledit document.

(*Document de la session n° 571.*)

Sur la motion de M. Raynauld, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de l'étude qui a été préparée par le professeur Pierre Fournier, de l'Université du Québec, à la demande de l'Office de planification et de développement du Québec, relativement à l'évaluation de l'action des sept sociétés d'État québécoises suivantes:

a) Caisse de dépôt et placement du Québec;

b) Société générale de financement;

c) Société de développement industriel du Québec;

d) Sidbec;

e) Hydro-Québec;

f) Société québécoise d'exploration minière;

g) Société québécoise d'initiatives pétrolières.

M. Léonard dépose un document concernant ladite motion.

(*Document de la session n° 572.*)

tions, on the one hand, and film makers or film producing companies, on the other hand, concerning the producing of films for the provincial administration from 26 November 1976 to 28 June 1977.

Mr O'Neill tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 570.*)

On motion of Mr Samson,—
Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, agreements and other documents exchanged between the government of the province of Québec, its members or employees, and the federal government since 1 January 1976, concerning the Canada-Québec auxiliary agreement on access to forest resources.

Mr Léonard tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 571.*)

On motion of Mr Raynauld,—
Ordered, that there be tabled:

Copy of the study carried out by Professor Pierre Fournier of the University of Québec at the request of the Québec Planning and Development Bureau for the purpose of evaluating the performance of the seven following Crown corporations in the province of Québec:

(a) Québec Deposit and Investment Fund;

(b) General Investment Corporation of Québec;

(c) Québec Industrial Development Corporation;

(d) Sidbec;

(e) Hydro-Québec;

(f) Québec Mining Exploration Company;

(g) Québec Petroleum Operations Company.

Mr Léonard tabled a document concerning the said motion.

(*Sessional Papers, No. 572.*)

Sur la motion de M. Verreault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents échangés, depuis le 1^{er} janvier 1975 jusqu'au 25 août 1977, entre le Ministre des Affaires municipales, le Ministre délégué à l'Environnement ou leurs fonctionnaires, d'une part, et toute personne, organisme, société, entreprise ou municipalité, d'autre part, relativement à l'implantation d'un site d'enfouissement sanitaire à Cowansville.

Mr. Léger dépose ledit document.

(*Document de la session n° 573.*)

Sur la motion de M. Lamontagne, il est,

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents échangés, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 20 octobre 1977, au sujet du réaménagement de la zone portuaire de Chicoutimi, entre le gouvernement du Québec ou ses fonctionnaires et:

a) le gouvernement du Canada ou ses fonctionnaires;

b) le Canadien national.

M. Léonard dépose un document concernant ladite motion.

(*Document de la session n° 574.*)

Sur la motion de M. O'Gallagher, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents, échangés, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 20 octobre 1977, entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada ou leurs fonctionnaires, concernant le programme d'étude et d'assainissement des eaux du lac Saint-Jean.

On motion of Mr Verreault,—

Ordered, that there be tabled:

A copy of any correspondence, briefs, reports, telegrams and other documents exchanged, from 1 January 1975 to 25 August 1977, between the Minister of Municipal Affairs, the Minister-Delegate, Environment, or any of their employees, and any person, body, corporation, business firm or municipality, concerning the establishment of a sanitary garbage burying site in Cowansville.

Mr Léger tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 573.*)

On motion of Mr Lamontagne,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, telegrams and other documents exchanged, from 26 November 1976 to 20 October 1977, concerning the development of the Chicoutimi harbour area, between the government of Québec or any of its employees and:

(a) the government of Canada or any of its employees;

(b) Canadian National.

Mr Léonard tabled a document concerning the said motion.

(*Sessional Papers, No. 574.*)

On motion of Mr O'Gallagher,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, telegrams and other documents exchanged from 26 November 1976 to 20 October 1977, between the government of Québec and the government of Canada or any of their employees, concerning the program of analysis and purification of the waters of lake Saint-Jean.

M. Léonard dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 575.)

Sur la motion de M. Verreault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, ententes, télégrammes et autres documents échangés entre le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche et la ville de Montréal, depuis le 1^{er} juin jusqu'au 7 novembre 1977, concernant le projet de réorganisation permanente de «Terre des Hommes».

M. Duhaime dépose ledit document.

(Document de la session n° 576.)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Payette proposant que le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile», soit lu la troisième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Giasson.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire», est présenté par M. Burns.

M. Burns propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Léonard tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 575.)

On motion of Mr Verreault,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, agreements, telegrams and other documents exchanged between the Department of Tourism, Fish and Game and the City of Montreal, from 1 June to 7 November 1977, concerning the permanent reorganization project of "Man and His World".

Mr Duhaime tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 576.)

The Assembly resumed the debate on the motion by Mrs Payette proposing that bill No. 67, "Automobile Insurance Act", be now the third time.

The debate was adjourned on motion of Mr Giasson.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

Bill No. 92, "Referendum Act", was introduced by Mr Burns.

Mr Burns moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bédard, Bellemare, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mackasey, Mailloux, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Russell, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Verreault.—92.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 92 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Lévesque (Taillon) propose que le projet de loi n° 100, «Loi modifiant de nouveau la Loi de la Législature», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Charron.

Du consentement unanime, l'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Payette proposant que le projet de loi n° 67, «Loi sur l'assurance automobile», soit lu la troisième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

Bill No. 92 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Lévesque (Taillon) moved that bill No. 100, "An Act to again amend the Legislature Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Charron.

With the unanimous consent, the Assembly resumed the debate on the motion by Mrs Payette proposing that bill No. 67, "Automobile Insurance Act", be read the third time.

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bédard, Bérubé, Bisailon, Boucher, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Proulx, Rancourt, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—56.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Roy, Russell, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Verreault.—33.

ABSTENTION:—M./Mr Clair.—1.

En conséquence, le projet de loi n° 67 est lu la troisième fois.

Bill No. 67 was accordingly read the third time.

À dix-huit heures trente minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures trente minutes.

At six-thirty o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight-thirty o'clock P.M.

Vingt heures trente minutes

Eight-thirty o'clock P.M.

Du consentement unanime, l'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Lévesque (Taillon), proposant que le projet de loi n° 100, «Loi modifiant de nouveau la Loi de la Législature», soit maintenant lu la deuxième fois.

With the unanimous consent, the Assembly resumed the debate on the motion by Mr Lévesque (Taillon) proposing that bill No. 100, "An Act to again amend the Legislature Act", be now read the second time.

À minuit, Mme le Président prononce l'ajournement du débat, au nom de M. Springate, et l'ajournement de l'Assemblée à dix heures.

At midnight, Madam President declared the adjournment of the debate, on behalf of Mr Springate, and the adjournment of the Assembly until ten o'clock A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 22 décembre 1977

Dix heures

Thursday, 22 December 1977

Ten o'clock A.M.

Déclaration ministérielle de M. Duhaime, ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche concernant les baux de droits exclusifs de chasse et de pêche sur le territoire du Québec.

Mme Payette dépose le document suivant:

Rapport annuel du Service des assurances du Québec, pour l'année 1976.

(Document de la session n° 577.)

M. Burns dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé n° 241, «Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec».

(Document de la session n° 578.)

Sur la motion de M. Burns, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas du projet de loi n° 241.

Ministerial declaration by Mr Duhaime, minister of Tourism, Fish and Game concerning the leasing of exclusive hunting and fishing rights within Québec territory.

Mrs Payette tabled the following document:

Annual report of the Service des assurances du Québec, for 1976.

(Sessional Papers, No. 577.)

Mr Burns tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on private bill No. 241, "An Act to amend the Act to revise the charter of the Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec".

(Sessional Papers, No. 578.)

On motion of Mr Burns, the Rules of Procedure concerning private bills were suspended respecting bill No. 241.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Bédard:

Projet de loi n° 95.—Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus.

Par M. Joron:

Projet de loi n° 98.—Loi modifiant la Loi du régime des eaux.

Par Mme Payette:

Projet de loi n° 86.—Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles.

Le projet de loi privé n° 241, «Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec», est présenté par M. Rancourt et lu la première fois.

Sur la motion de M. Burns, ce projet de loi est déferé pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de Mme Payette, le projet de loi n° 86, «Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles», est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, ce projet de loi est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui siégera à la Salle 81 «A»; à compter de quinze heures aujourd'hui, cette commission étudiera aussi les projets de loi privés nos 216 et 241 et le rapport sera fait comme si ces projets de loi avaient été étudiés en commission plénière.

The following private bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Bédard:

Bill No. 95.—An Act to promote the parole of inmates.

By Mr Joron:

Bill No. 98.—An Act to amend the Watercourses Act.

By Mrs Payette:

Bill No. 86.—An Act to amend the Cooperative Agricultural Associations Act.

Private bill No. 241, "An Act to amend the Act to revise the charter of the Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec", was introduced by Mr Rancourt and read the first time.

On motion of Mr Burns, this bill was referred to the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for public hearings and section by section examination.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mrs Payette, bill No. 86, "An Act to amend the Cooperative Agricultural Associations Act", was read the second time.

On motion of Mr Burns, this bill was referred for section by section examination to the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which will sit today in Room 81 "A"; at three o'clock P.M., this Committee will also examine private bills Nos. 216 and 241 and the report will be made as if such bills had been considered in Committee of the Whole.

Sur la motion de M. Lessard, le projet de loi n° 73, «Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport», est lu la troisième fois après division des voix.

Sur la motion de M. Parizeau, le projet de loi n° 52, «Loi modifiant la Loi sur les impôts et la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts», est lu la troisième fois.

M. Parizeau propose que le projet de loi n° 60, «Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie», soit lu la troisième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

On motion of Mr Lessard, bill No. 73, "An Act respecting municipal and inter-municipal transit corporations", was read the third time on division.

On motion of Mr Parizeau, bill No. 52, "An Act to amend the Taxation Act and the Act respecting the application of the Taxation Act", was read the third time.

Mr Parizeau moved that bill No. 60, "An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act", be read the third time.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, Duhaime, Dus-sault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—60.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Gold-bloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moi-gnan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Roy, Russell, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Verreault.—32.

En conséquence, le projet de loi n° 60 est lu la troisième fois.

Bill No. 60 was accordingly read the third time.

M. Parizeau propose que le projet de loi n° 61, «Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail», soit lu la troisième fois.

Mr Parizeau moved that bill No. 61, "An Act to amend the Retail Sales Tax Act", be read the third time.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, Duhaime, Dus-sault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—59.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Gold-bloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moi-gnan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Roy, Russell, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Verreault.—32.

En conséquence, le projet de loi n° 61
est lu la troisième fois.

Bill No. 61 was accordingly read the
third time.

M. Parizeau propose que le projet de
loi n° 63, «Loi de la taxe sur la publi-
cité électronique», soit lu la troisième
fois.

Mr Parizeau moved that bill No. 63,
“Broadcast Advertising Tax Act”, be
read the third time.

La motion est adoptée, les voix se di-
visant comme suit:

The motion was adopted on the fol-
lowing division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, Duhaime, Dus-sault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—59.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Gold-bloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moi-gnan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Roy, Russell, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Verreault.—32.

En conséquence, le projet de loi n° 63
est lu la troisième fois.

Bill No. 63 was accordingly read the
third time.

L'Assemblée reprend le débat sur la
motion de M. Lévesque (Taillon) propo-

The Assembly resumed the debate on
the motion by Mr Lévesque (Taillon)

sant que le projet de loi n° 100, «Loi modifiant de nouveau la Loi de la Législature», soit maintenant lu la deuxième fois.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Biron, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Chevrete, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mackasey, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Paquette, Payette, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Russell, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois, Verreault.—73.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Samson, Shaw.—2.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 100 est envoyé pour étude, article par article, à la commission plénière.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre».

proposing that bill No. 100, "An Act to again amend the Legislature Act", be now read the second time.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted on the following division:

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, bill No. 100 was referred to the Committee of the Whole for section by section examination.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration which examined bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act", following second reading.

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Mercier, le rapport est adopté après division des voix.

Le projet de loi n° 45 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Tardif proposant que le projet de loi n° 96, «Loi modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, le Code civil et d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 96 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement qui siégera immédiatement à la Salle 81 «A»; cette commission étudiera aussi le projet de loi privé n° 237, «Loi concernant la ville de Malartic», et le rapport sera fait comme si ces projets de loi avaient été étudiés en commission plénière.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Johnson propose que le projet de loi n° 45, «Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi n° 45 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 82, «Loi mo-

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Mercier, the report was adopted on division.

Bill No. 45 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Tardif proposing that bill No. 96, "An Act to amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, the Civil Code and other legislation", be now read the second time.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, bill No. 96 was referred for section by section examination to the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment which will sit immediately in Room 81 "A"; this Committee will also examine private bill No. 237, "An Act respecting the town of Malartic", and the report will be made as if these bills had been considered in Committee of the Whole.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Johnson moved that bill No. 45, "An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

Bill No. 45 was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 82, "An

difiant la Charte de la Société québécoise d'exploration minière».

M. Bérubé informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Bérubé propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bérubé propose que le projet de loi n° 82 soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

Conformément à un ordre adopté aujourd'hui, M. Marcoux fait rapport que la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement a adopté sans amendement le projet de loi privé n° 237 et avec des amendements le projet de loi n° 96.

Le rapport est adopté.

Conformément à un ordre adopté aujourd'hui, M. Laplante fait rapport que la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières a adopté sans amendement le projet de loi privé n° 216 et avec des amendements le projet de loi n° 86 et le projet de loi privé n° 241.

Le rapport est adopté.

Act to amend the Charter of the Québec Mining Exploration Company".

Mr Bérubé informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Bérubé moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

On motion of Mr Burns, the bill was committed, considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted on division.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bérubé moved that bill No. 82 be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the third time.

In accordance with an Order adopted today, Mr Marcoux reported that the Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment had adopted private bill No. 237 without amendment and bill No. 96 with amendments.

The report was adopted.

In accordance with an Order adopted today, Mr Laplante reported that the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions had adopted private bill No. 216 without amendment, and bill No. 86 and private bill No. 241 with amendments.

The report was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, au nom de M. Chevrette, le projet de loi privé n° 216, «Loi concernant la Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, au nom de M. Samson, le projet de loi privé n° 237, «Loi concernant la ville de Malartic», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, au nom de M. Rancourt, le projet de loi privé n° 241, «Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec», est lu la deuxième et la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 97, «Loi modifiant la Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec».

M. Parizeau informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Parizeau propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, on behalf of Mr Chevrette, private bill No. 216, "An Act respecting the Mutual Fire Insurance Association of Québec", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, on behalf of Mr Samson, private bill No. 237, "An Act respecting the town of Malartic", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, on behalf of Mr Rancourt, private bill No. 241, "An Act to amend the Act to revise the charter of the Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec", was read the second and the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 97, "An Act to amend the Charter of the Québec Deposit and Investment Fund".

Mr Parizeau informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Parizeau moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, the bill was committed, considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Parizeau, le projet de loi n° 97 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 100, «Loi modifiant de nouveau la Loi de la Législature», est étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté et le projet de loi est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de Mme Payette, le projet de loi n° 86, «Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles», est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Lefebvre, le projet de loi privé n° 200, «Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal», est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Morin (Sauvé), le projet de loi n° 25, «Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives», est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Tardif, le projet de loi n° 96, «Loi modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, le Code civil et d'autres dispositions législatives», est lu la troisième fois après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, l'ordre d'envoi à la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales du projet de loi n° 190, «Loi modifiant la Loi électorale», adopté le 23 novembre 1977, est révoqué; le pro-

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Parizeau, bill No. 97 was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, bill No. 100, "An Act to again amend the Legislature Act", was considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted and the bill was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mrs Payette, bill No. 86, "An Act to amend the Cooperative Agricultural Associations Act", was read the third time.

On motion of Mr Lefebvre, private bill No. 200, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal", was read the second and the third time.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Morin (Sauvé), bill No. 25, "An Act to amend the Professional Code and other legislation", was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Tardif, bill No. 96, "An Act to amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, the Civil Code and other legislation", was read the third time on division.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, the Order for referral to the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs of bill No. 190, "An Act to amend the Election Act", adopted 23 November 1977, was re-

jet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lavoie, le projet de loi n° 190 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose:

Que les commissions parlementaires de l'Assemblée nationale soient autorisées à siéger après la prorogation de la présente session et les projets de loi, ordres ou affaires qu'elles auront étudiés pourront être inscrits au feuillet ou rapportés à l'Assemblée au début de la prochaine session, au stade où ils se trouveront, sur motion du leader parlementaire du gouvernement, dans le délai prévu à l'article 6 du règlement.

Que les sous-commissions soient également autorisées à siéger avec tous les droits et privilèges accordés aux membres des commissions.

La motion est adoptée.

Aujourd'hui, jeudi 22 décembre 1977, à vingt et une heures vingt-cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, du Premier ministre, du chef parlementaire de l'Opposition officielle, du chef de l'Union Nationale, de M. Burns, de M. Charron, de M. de Bellefeuille, de M. Grégoire, de M. Johnson, de M. Roy et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

21 Loi modifiant la Loi des agents de voyages;

scinded; the bill was committed, considered in Committee of the Whole, and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Lavoie, bill No. 190 was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved:

That the Parliamentary Committees of the National Assembly be authorized to sit after the prorogation of the present session, and that the bills, orders or business that they have examined may be put down upon the Agenda Paper or referred back to the Assembly at the beginning of the next session, at the same stage as they were at the present time, on motion of the Government House Leader, within the delay provided under Standing Order 6.

That the subcommittees also be authorized to sit, with all the rights and privileges granted to the members of the Committees.

The motion was adopted.

Today, Thursday, 22 December 1977, at twenty-five minutes past nine o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of the Prime Minister, of the Leader of the Official Opposition, of the Leader of the Union Nationale, of Mr Burns, of Mr Charron, of Mr de Bellefeuille, of Mr Grégoire, of Mr Johnson, of Mr Roy and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

21 An Act to amend the Travel Agents Act;

25 Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives;	25 An Act to amend the Professional Code and other legislation;
45 Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre;	45 An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act;
52 Loi modifiant la Loi sur les impôts et la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts;	52 An Act to amend the Taxation Act and the Act respecting the application of the Taxation Act;
60 Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;	60 An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act;
61 Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail;	61 An Act to amend the Retail Sales Tax Act;
63 Loi de la taxe sur la publicité électronique;	63 Broadcast Advertising Tax Act;
67 Loi sur l'assurance automobile;	67 Automobile Insurance Act;
73 Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport;	73 An Act respecting municipal and intermunicipal transit corporations;
79 Loi facilitant la conversion au système international d'unités (SI) et à d'autres unités couramment utilisées;	79 An Act to facilitate conversion to the international system of units (SI) and to other customary units;
82 Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'exploration minière;	82 An Act to amend the Charter of the Québec Mining Exploration Company;
86 Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles;	86 An Act to amend the Cooperative Agricultural Associations Act;
96 Loi modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, le Code civil et d'autres dispositions législatives;	96 An Act to amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, the Civil Code and other legislation;
97 Loi modifiant la Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec;	97 An Act to amend the Charter of the Québec Deposit and Investment Fund;

99	Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal;	99	An Act respecting the Commu- nauté urbaine de Montréal;
100	Loi modifiant de nouveau la Loi de la Législature;	100	An Act to again amend the Leg- islature Act;
190	Loi modifiant la Loi électorale;	190	An Act to amend the Election Act;
200	Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal;	200	An Act to amend the Charter of the City of Montreal;
216	Loi concernant la Société de réas- surance des mutuelles-incendie du Québec;	216	An Act respecting the Mutual Fire Reinsurance Association of Qué- bec;
237	Loi concernant la ville de Malartic;	237	An Act respecting the town of Ma- lartic;
241	Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fé- dérée des agriculteurs de la pro- vince de Québec.	241	An Act to amend the Act to revise the charter of the Société Coopé- rative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec.

L'honorable lieutenant-gouverneur fait son entrée dans l'Assemblée nationale, accompagné de son aide de camp et occupe le fauteuil du Président.

Après quoi il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de clore la deuxième session de la trente et unième Législature de la province de Québec, par le discours suivant:

Mesdames, Messieurs
de l'Assemblée nationale,

La première session régulière de la 31^e Législature qui se termine aujourd'hui a été la plus longue de l'histoire du parlementarisme québécois, et sans aucun doute aussi l'une des plus productives.

Le programme législatif que vous vous étiez donné dans le discours inaugural était des plus ambitieux. On doit

The Honourable the Lieutenant-Governor made his entrance to the National Assembly accompanied by his Aide-de-Camp, and occupied the President's Chair.

After which the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to close the second session of the Thirty-first Legislature of the province of Québec, with the following speech:

Ladies and Gentlemen
of the National Assembly,

The first regular session of the 31st Legislature which ends today has been the longest and, no doubt, also one of the most productive sessions in the history of Québec parliamentarism.

The program of legislation outlined in the inaugural message was most ambitious. You must be congratulated for

vous féliciter de l'avoir presque intégralement réalisé, y ajoutant même plusieurs lois importantes dont la nécessité ne pouvait pas alors être prévue. Plusieurs des lois que vous avez adoptées touchaient des sujets fondamentaux de notre vie en société. Il était donc normal qu'elles soulèvent des controverses et rencontrent des résistances. D'autant plus que notre procédure parlementaire invite la participation des citoyens et favorise l'expression, à l'intérieur même du processus législatif, de toutes les tendances. Ceci impose aux parlementaires de longues heures de session, mais c'est là une des meilleures garanties de la santé démocratique de nos institutions.

Vous avez entrepris, sur une base expérimentale, d'améliorer le fonctionnement de votre Assemblée et de revaloriser le travail du simple député. Vous avez également envisagé d'adopter un calendrier parlementaire fixe et de permettre la télédiffusion de vos débats. Il est à espérer que ces efforts porteront fruit dans un avenir rapproché. Car l'Assemblée nationale est la première de nos institutions, et tous les Québécois doivent y trouver un motif de fierté.

Mesdames et Messieurs de l'Assemblée nationale, en prorogeant aujourd'hui cette deuxième session de la trente et unième Législature, je voudrais vous offrir, à vous et à vos familles, et par votre entremise à tous les Québécois et Québécoises, mes meilleurs vœux pour la paix et la prospérité de notre nation.

L'honorable lieutenant-gouverneur se retire, accompagné de son aide de camp.

Puis, M. le Président s'exprime comme suit:

having achieved almost entirely this program, adding at times several important legislative bills the necessity of which could not be foreseen. Some of the legislation which was adopted is closely related to our life in society. Therefore, it was only normal that it should raise controversy and meet with strong opposition, even more so that our parliamentary procedure encourages the participation of citizens and the expressing, within the legislative system itself, of various trends of opinions. However, all this requires the parliamentarians to go through lengthy sessions but it provides one of the best guarantees for the democratic well-being of our institutions.

You have undertaken, on an experimental basis, to improve the functioning of the Assembly and to revalorize the rôle of the Member. You have also considered the possibility of adopting a fixed parliamentary calendar and allowing the broadcast of your debates. It is to be hoped that these efforts will bear fruit in the near future. The National Assembly is our leading institution and it must remain a source of pride for all Quebecers.

Ladies and Gentlemen of the National Assembly, in proroguing this second session of the Thirty-first Legislature, I would like to offer to you and your families, and through you, to all the men and women of Québec, my best wishes for the peace and prosperity of our nation.

The Honourable the Lieutenant-Governor withdrew, accompanied by his Aide-de-Camp.

Following which, Mr President spoke as follows:

C'est la volonté et le désir de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec que cette Législature soit prorogée *sine die*, et cette Législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

It is the Honourable the Lieutenant-Governor's will and pleasure that the Legislature be prorogued *sine die* and this Legislature is accordingly prorogued *sine die*.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR LE PRÉSIDENT SUR DES QUESTIONS DE RÈGLEMENT

Séance du 8 mars 1977.

Une session n'est ouverte que par l'allocution d'ouverture du Lieutenant-gouverneur. Donc, aucune question de privilège ne peut être reçue auparavant puisque les affaires du jour commencent avec l'allocution du Lieutenant-gouverneur (art. 22 et 49). (*Pages 2 et 3*)

Séance du 29 avril 1977.

Une question peut être posée même si elle porte sur un projet de loi déferé pour étude en commission. Il appartient au ministre d'accepter ou de refuser d'y répondre (art. 171.1c). (*Pages 185 et 186*)

Séance du 9 juin 1977.

Les débats d'urgence ne doivent être tenus que dans des cas rarissimes et il appartient au Président de juger si l'importance de la question soulevée justifie l'interruption des travaux de l'Assemblée (art. 78). (*Pages 307 et 308*)

Séance du 16 juin 1977.

Même si une motion apparaît au feuillet au nom d'un député, le leader parlementaire du gouvernement ne peut, au moment des motions non annoncées, proposer une motion de fond identique à celle paraissant au feuillet sous prétexte que l'avis requis ne serait plus nécessaire. Il lui est loisible cependant d'appeler cette motion du député au moment de l'étude des affaires du jour (art. 57). (*Pages 331 et 332*)

Séance du 21 juin 1977.

Étant donné que la période des questions a porté presque entièrement sur le sujet du camionnage en vrac, que le ministre des Transports a manifesté son intention de rencontrer les camionneurs, qu'il a de plus indiqué qu'il convoquerait une commission parlementaire sur le sujet, une demande de débat d'urgence sur le camionnage en vrac est jugée irrecevable (art. 78). (*Page 344*)

SUMMARY OF THE DECISIONS RENDERED BY THE PRESIDENT ON QUESTIONS OF ORDER OR OF PROCEDURE

Sitting of 8 March 1977.

A session is opened after the Lieutenant-Governor has read the opening speech. Therefore, no questions of privilege can be received prior to the Lieutenant-Governor's speech as Business of the Day begins with this speech (Standing Orders 22 and 49). (Pages 2 and 3)

Sitting of 29 April 1977.

A question may be put forward even if it deals with a bill which was referred to a committee for examination. It is up to the Minister to accept or to refuse to answer this question (Standing Order 171.1c). (Pages 185 and 186)

Sitting of 9 June 1977.

Emergency debates must only be held in very rare cases and it is up to the President to judge if the importance of the question raised justifies the interruption of the work of the Assembly (Pages 307 and 308)

Sitting of 16 June 1977.

Even if a motion appears on the Agenda Paper under the name of a Member, the Government House Leader cannot propose, when motions without notice are called, a substantive motion identical to the one already on the Agenda Paper on the assumption that the required notice is no longer necessary. He may, however, call the Member's motion when Business of the Day is called (Standing Order 57). (Pages 331 and 332)

Sitting of 21 June 1977.

In view of the fact that the question period was mostly devoted to bulk trucking, that the Minister of Transport expressed his intention of meeting the truckers and that, furthermore, he had indicated that a parliamentary committee would be convened to examine this matter, the request for an emergency debate was declared inadmissible (Standing Order 78). (Page 344)

Séance du 21 juin 1977.

Conformément à la lettre des articles 140, paragraphe 2, et 150 du règlement, le leader parlementaire du gouvernement peut, par un avis donné en Chambre, convoquer une commission pour une séance du mercredi soir, même si l'horaire de l'Assemblée ne permettrait pas la tenue de séances le mercredi soir. (Page 336)

Séance du 22 juin 1977.

Le nouvel article 172 du règlement appelle les précisions suivantes: La période des questions est principalement dévolue à l'Opposition. Les questions et les réponses ne doivent contenir que les mots nécessaires, de façon à ce qu'un plus grand nombre de questions soient posées et ainsi, que le contrôle du pouvoir législatif puisse s'exercer sur tout l'éventail du pouvoir exécutif.

Étant donné que l'Assemblée a des responsabilités législatives et le gouvernement des responsabilités administratives, la période des questions ne doit pas outrepasser la durée de 45 minutes permise; de plus, une limite doit être imposée aux questions accessoires, selon l'importance du sujet. (Page 351)

Séance du 12 juillet 1977.

Le paragraphe 2 de l'article 63 permet, comme l'article 151 de l'ancien règlement permettait, de présenter un projet de loi nouveau semblable à un projet de loi déjà inscrit au feuillet. (Pages 428 et 429)

Séance du 15 juillet 1977.

Une motion non annoncée présentée par le leader parlementaire du gouvernement en vertu de l'article 90 du règlement visant à révoquer un ordre du jour qui, au feuillet, apparaît sous le chapitre des «Projets de loi inscrits au nom du gouvernement et transmis pour étude à des commissions après la première lecture», ne peut être reçue parce qu'il ne s'agit pas d'un ordre du jour qui peut être appelé aux affaires du jour, mais plutôt d'un ordre de l'Assemblée, tel que le définissent les articles 1 et 55 du règlement. (Pages 446 et 447)

Séance du 19 juillet 1977.

On ne peut, au moyen de l'article 24 du règlement, réprover la conduite d'un ou de plusieurs membres de l'Assemblée exerçant des fonctions parlementaires;

Sitting of 21 June 1977.

In accordance with the letter of Standing Order 140, paragraph 2, and Standing Order 150, a committee may be convened on a Wednesday evening by the Government House Leader, following a notice given in the House, even if the schedule of the Assembly does not permit the holding of sittings on Wednesday evenings. (*Page 346*)

Sitting of 22 June 1977.

The new Standing Order 172 requires the following explanations: The question period is reserved mainly for the Opposition. Questions and answers must only contain the necessary words as to allow a greater number of questions so that the control of the Legislative Power may be exercised over the whole range of activities of the Executive Power.

In view of the fact that the Assembly has legislative responsibilities and the government administrative responsibilities, the question period must not go beyond the forty-five minutes allowed; furthermore, secondary questions must be limited according to the importance of the matter. (*Page 351*)

Sitting of 12 July 1977.

Under paragraph 2 of Standing Order 63 as well as under article 151 of the former Standing Orders, a new bill similar to a bill already on the Agenda Paper may be introduced. (*Pages 428 and 429*)

Sitting of 15 July 1977.

A motion without notice proposed by the Government House Leader under Standing Order 90 for the purpose of rescinding an order of the day which appears on the Agenda Paper in the section entitled "Government bills referred to committees after 1st reading" is not admissible because it is not an order of the day that can be called when Business of the Day is called but rather an order of the Assembly, as defined in Standing Orders 1 and 55. (*Pages 446 and 447*)

Sitting of 19 July 1977.

Under Standing Order 24, the conduct of one or more Members of the Assembly carrying on parliamentary duties cannot be questioned; according

par cet article, il serait permis tout au plus de censurer l'action du gouvernement ou d'un ou de plusieurs membres de l'Exécutif dans l'exercice de leurs fonctions administratives. L'article 68 du règlement est tout indiqué pour réprouber la conduite des membres de l'Assemblée, mais pas en leur qualité de leader parlementaire ou de ministre. Le leader parlementaire du gouvernement a pour fonction d'organiser les travaux de l'Assemblée et de prévoir la stratégie permise par le règlement. Il n'appartient pas au Président de qualifier cette stratégie quel que soit son dénouement. Le Président est le gardien des droits et privilèges de l'Assemblée et de ses membres et doit se montrer très prudent dans la recevabilité des motions visant à censurer leur conduite. Ainsi, la motion présentée en vertu de l'article 68 du règlement visant à censurer la conduite du leader parlementaire du gouvernement et celle du Ministre d'État au développement culturel pour leur participation au scénario qui a provoqué la fin des auditions sur le projet de loi n° 1 et entouré le dépôt du projet de loi n° 101, ne donne pas l'apparence de droit au proposeur et est jugée irrecevable. (*Pages 458-461*)

Séance du 11 août 1977.

Même si les débats d'urgence sur le chômage étaient très rares sous l'ancien règlement à cause des sessions plus courtes et des occasions plus nombreuses de discuter de ces questions, le nouveau règlement restreignant à l'article 78 la durée du débat, le Président doit se montrer plus généreux dans la recevabilité de motions portant sur le chômage. C'est pourquoi une aggravation subite du chômage au Québec à un moment où des occasions prochaines d'en discuter n'existent pas, constitue un élément important que le Président retiendra pour permettre un débat sur cette question. (*Pages 562 et 563*)

Séance du 18 août 1977.

Lorsque le leader parlementaire du gouvernement présente une motion de suspension de l'application d'une règle de procédure, le Président n'a pas à juger du fond de la question. Cette disposition du règlement respecte très largement les droits de tous les membres de l'Assemblée et le Président n'a qu'à s'assurer que le leader parlementaire du gouvernement a suivi les prescriptions du premier paragraphe de l'article 84 pour déclarer la motion recevable. (*Pages 590 et 591*)

Séance du 26 octobre 1977.

Un amendement proposant de remplacer les mots «s'étant considérablement détériorée au Québec depuis le 15 novembre 1976» par les mots «est telle qu'»,

to this article, it would be possible at the very most to question the action of the government or of one or several Members of the Executive Council carrying on administrative duties. However, Standing Order 68 would be the appropriate article to question the conduct of Members of the Assembly but not as House Leader or as a Minister. It is not up to the President to judge this strategy whatever the outcome is. The President is the guardian of the rights and privileges of the Assembly and of its Members and he must be very cautious when deciding upon the admissibility of motions questioning their conduct. Therefore, the motion proposed under Standing Order 68 for the purpose of questioning the conduct of the Government House Leader and that of the Minister of State for Cultural Development for their participation in the scenario which brought about the end of the hearings on bill No. 1 and which surrounded the introducing of bill No. 101, does not appear to give the right to the proposer and is declared inadmissible. (*Pages 458-461*)

Sitting of 11 August 1977.

Even if emergency debates were very rare under the previous Standing Orders because of shorter sessions and more numerous occasions to debate such motions, article 78 of the new Standing Orders does restrict the time of the debate and, therefore, the President must be more generous in the admissibility of motions dealing with unemployment. This is why a sudden increase in unemployment in the province of Québec at a time when there are no occasions in the immediate future to debate this question constitutes an important element that the President will keep in mind to allow a debate on this matter. (*Pages 562 and 563*)

Sitting of 18 August 1977.

When the Government House Leader presents a motion to suspend the application of a Rule of Procedure, it is not up to the President to judge the substance of the matter. This provision of the Standing Orders gives broader respect to the rights of all the Members of the Assembly, and the President has only to make sure that the Government House Leader has followed the provision of the first paragraph of Standing Order 84 to declare the motion admissible. (*Pages 590 and 591*)

Sitting of 26 October 1977.

An amendment proposing to replace the words "having grown considerably worse in the province of Québec since November 15th 1976" by the words

permet un débat plus large et plus démocratique sur la question principale plutôt que de l'écarter et est jugé recevable (article 70 du règlement). (Page 678)

Séance du 3 novembre 1977.

Une demande de débat d'urgence pour discuter des conflits de travail qui affectent les quotidiens *La Presse*, *Le Soleil* et *Montréal-Matin*, ne peut être reçue parce qu'il ne s'agit pas d'une crise soudaine (les conflits durent depuis 2 mois), que ce genre de grève est fréquent dans l'entreprise privée et, des négociations étant actuellement en cours, la situation actuelle, en somme, ne justifie pas qu'on mette de côté les travaux réguliers de l'Assemblée nationale (article 78 du règlement). (Page 706)

Séance du 9 novembre 1977.

Un amendement remplaçant les mots «concentre immédiatement ses efforts» par les mots «poursuive ses efforts continus» ne change pas la nature et n'écarter pas la question principale sur laquelle il a été proposé. Il n'est qu'une autre façon de qualifier les efforts, et c'est pourquoi il est déclaré recevable (article 70 du règlement). (Page 725)

Séance du 1^{er} décembre 1977.

Lorsqu'un ministre dépose un document qu'il cite, après en avoir été requis, on ne peut contester ce dépôt parce qu'on doit prendre la parole du ministre que le document cité a bel et bien été déposé. De plus, le ministre qui déclare que des documents qu'il aurait cités ne sont pas d'intérêt public, ne peut être forcé de les déposer (articles 99.9 et 177 du règlement). (Page 819)

Séance du 14 décembre 1977.

Même si les conditions de forme prévues au paragraphe 5 de l'article 56 du règlement pour une motion dilatoire sont remplies, étant donné que l'article 86 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique énonce qu'il ne doit pas s'écouler douze mois entre la dernière séance d'une session et la première séance de la session suivante, qu'il n'est pas conforme à l'usage d'engager les travaux d'une autre session ou d'une autre Législature, une motion d'amendement présentée en vertu de l'article 121 du règlement dans le but de retarder l'étude d'un projet de loi ne peut être faite pour un terme de plus de douze mois. (Pages 883 et 884)

"is such that" allows the debate on the main question to be more extensive and more democratic rather than dismissing it and is declared admissible (Standing Order 70). (Page 678)

Sitting of 3 November 1977.

A request for an emergency debate to discuss the labour disputes affecting the daily newspapers *La Presse*, *Le Soleil* and *Montréal-Matin* cannot be accepted because there is no sudden crisis as the disputes have been lasting for two months, because this type of strike is frequent in private enterprises and negotiations are still under way. All in all, the present situation does not justify the putting aside of the normal business of the National Assembly (Standing Order 78). (Page 706)

Sitting of 9 November 1977.

An amendment replacing the words "immediately concentrate its efforts" by the words "carry on its constant efforts" does not change the nature nor does it dismiss the main question on which it was proposed. It is merely another way of qualifying these efforts and this is why the amendment is declared admissible (Standing Order 70). (Page 725)

Sitting of 1 December 1977.

When a minister tables a document that he has cited after having been asked to do so, the tabling of this document cannot be questioned because the minister's word must be taken that the document tabled is indeed the one that was cited. Furthermore, a minister cannot be compelled to table documents that he has declared of no public interest (Standing Orders 99.9 and 177). (Page 819)

Sitting of 14 December 1977.

Although the conditions as to the form of dilatory motions provided in paragraph 5 of Standing Order 56 are fulfilled, in view of the fact that section 86 of the British North America Act states that twelve months should not intervene between the last sitting in a session and the first sitting in a next session, that it is not customary to undertake the business of another session or that of another Legislature, a motion of amendment presented under Standing Order 121 for the purpose of postponing the consideration of a bill cannot be made for a period exceeding twelve months. (Pages 883 and 884)

Séance du 20 décembre 1977.

Même si les votes sur la prise en considération d'un rapport sont reportés au lendemain, en vertu de l'article 106, l'étape de la troisième lecture peut avoir lieu au cours de la même séance où ces votes sont enregistrés. Les objectifs du nouvel article 106 étant de ne pas déranger les députés qui siègent en commission élue et d'accélérer les travaux parlementaires, le législateur n'a certes pas voulu créer une étape supplémentaire dans la discussion des projets de loi.
(Page 919)

Sitting of 20 December 1977.

Even if the votes on the consideration of a report are postponed until the following day in accordance with Standing Order 106, the third reading of a bill may take place during the same sitting when the entry of names on votes is done. The purpose of this new article (Standing Order 106) was not to disturb the Members sitting in Standing Committees and to speed up parliamentary procedure. The intention of the legislator was certainly not to add another stage in the debate on bills. (*Page 919*)

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF (par ordre de préséance)

et leurs

ADJOINTS PARLEMENTAIRES

DEPARTMENT OF THE EXECUTIVE COUNCIL

MEMBERS OF THE EXECUTIVE COUNCIL (according to precedence)

and their

PARLIAMENTARY ASSISTANTS

L'honorable

*Adjoints
parlementaires*

The Honourable

*Parliamentary
Assistants*

RENÉ LÉVESQUE	Premier ministre Président du Conseil exécutif Prime Minister President of the Executive Council	
JACQUES-YVAN MORIN	Vice-premier ministre Ministre de l'Éducation Deputy Prime Minister Minister of Education	
ROBERT BURNS	Ministre d'État à la réforme parlementaire Minister of State for Parliamentary Reform	
CLAUDE MORIN	Ministre des Affaires intergouvernementales Minister of Intergovernmental Affairs	M. Denis Vaugeois Mr Denis Vaugeois
JACQUES PARIZEAU	Ministre des Finances Ministre du Revenu Minister of Finance Minister of Revenue	
CAMILLE LAURIN	Ministre d'État au développement culturel Minister of State for Cultural Development	
PIERRE MAROIS	Ministre d'État au développement social Minister of State for Social Development	

L'honorable

The Honourable

*Adjoints
parlementaires*

*Parliamentary
Assistants*

BERNARD LANDRY	Ministre d'État au développement économique Minister of State for Economic Development	
JACQUES LÉONARD	Ministre d'État à l'aménagement Minister of State for Planning	
MARC-ANDRÉ BÉDARD	Ministre de la Justice Minister of Justice	
LUCIEN LESSARD	Ministre des Transports Minister of Transport	
MARCEL LÉGER	Ministre délégué à l'environnement Minister-Delegate, Environment	
CLAUDE CHARRON	Ministre délégué au Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports Minister-Delegate, Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports	
GUY JORON	Ministre délégué à l'énergie Minister-Delegate, Energy	
LISE PAYETTE	Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions	
JEAN GARON	Ministre de l'Agriculture Minister of Agriculture	M. Réal Rancourt Mr Réal Rancourt
DENIS LAZURE	Ministre des Affaires sociales Minister of Social Affairs	M. Maurice Martel Mr Maurice Martel
GUY TARDIF	Ministre des Affaires municipales Minister of Municipal Affairs	
JACQUES COUTURE	Ministre de l'Immigration Minister of Immigration	
LOUIS O'NEILL	Ministre des Affaires culturelles Ministre des Communications Minister of Cultural Affairs Minister of Communications	M. Pierre de Bellefeuille M. Richard Guay Mr Pierre de Bellefeuille Mr Richard Guay

L'honorable

The Honourable

*Adjoints
parlementaires*

*Parliamentary
Assistants*

YVES BÉRUBÉ	Ministre des Richesses naturelles Ministre des Terres et Forêts Minister of Natural Resources Minister of Lands and Forests	M. Gilles Grégoire Mr Gilles Grégoire
RODRIGUE TREMBLAY	Ministre de l'Industrie et du Commerce Minister of Industry and Commerce	
YVES DUHAIME	Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche Minister of Tourism, Fish and Game	Mme Denise Leblanc Mrs Denise Leblanc
DENIS de BELLEVAL	Ministre de la Fonction publique Vice-président du Conseil du trésor Minister of the Civil Service Vice-Chairman of the Treasury Board	
PIERRE-MARC JOHNSON	Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre Minister of Labour and Manpower	M. Guy Chevette Mr Guy Chevette
JOCELYNE OUELLETTE	Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement Minister of Public Works and Supply	

LES OFFICIELS
de
L'ASSEMBLÉE NATIONALE

THE OFFICIALS
of the
NATIONAL ASSEMBLY

Président President	L'honorable The Honourable	CLÉMENT RICHARD
Vice-président Vice-president		JEAN-GUY CARDINAL
Vice-président Vice-president		LOUISE CUERRIER
Premier ministre Prime Minister	L'honorable The Honourable	RENÉ LÉVESQUE
Leader parlementaire du gouvernement Government House Leader	L'honorable The Honourable	ROBERT BURNS
Chef parlementaire de l'Opposition officielle Leader of the Official Opposition	L'honorable The Honourable	GÉRARD D. LEVESQUE
Leader parlementaire de l'Opposition officielle Parliamentary Leader of the Official Opposition		JEAN-NOËL LAVOIE
Chef de l'Union Nationale Leader of the Union Nationale		RODRIGUE BIRON

CADRES SUPÉRIEURS
SENIOR STAFF

Secrétaire de l'Assemblée et Secrétaire de la Chancellerie Secretary of the Assembly and Clerk of the Crown in Chancery	RENÉ BLONDIN
Secrétaire associé de l'Assemblée Associate Secretary of the Assembly	RAYMOND DESMEULES

Secrétaire adjoint de l'Assemblée et Secrétaire adjoint de la Chancellerie Secretary Assistant of the Assembly and Assistant Clerk of the Crown in Chancery	JACQUES LESSARD
Secrétaire adjoint de l'Assemblée Secretary Assistant of the Assembly	PIERRE DUCHESNE
Sergent d'armes Sergeant-at-Arms	RENÉ JALBERT
Directeur de la bibliothèque de la Législature Director of the Library of the Legislature	JACQUES PRÉMONT
Greffier en Loi de la Législature Law Clerk of the Legislature	BENOÎT DUFOUR
Secrétaire du comité de législation de la Législature Secretary of the Committee on Legislation of the Legislature	GILLES PARADIS
Secrétaire des Commissions Secretary of Committees	JACQUES POULIOT
Greffier du feuillet et archiviste a.i. Clerk of the Order Paper and Archives a.i.	CONSTANCE PINAULT
Greffier des procès-verbaux Clerk of the Votes and Proceedings	GUSTAVE GERVAIS
Éditeur du journal des Débats Editor of the Journal of Debates	BENOÎT MASSICOTTE
Directeur des services administratifs Director of Administrative Services	RICHARD BRETON
Directeur du personnel Director of Personnel	YVON DESBIENS
Directeur du Bureau d'accueil et d'information Director of the Reception and Information Bureau	ANDRÉ BEAULIEU
Directeur des relations interparlementaires Director of Interparliamentary Relations	JEAN-CLAUDE SIMARD

LISTE ALPHABÉTIQUE
des
DISTRICTS ÉLECTORAUX
de
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Deuxième session, Trente et unième Législature

ALPHABETICAL LIST
of the
ELECTORAL DISTRICTS
of the
NATIONAL ASSEMBLY
Second Session, Thirty-first Legislature

A

ABITIBI-EST (EAST)	Bordeleau, Jean-Paul
ABITIBI-OUEST (WEST)	Gendron, François
ANJOU	Johnson, Hon. Pierre-Marc
ARGENTEUIL	Saindon, Zoël
ARTHABASKA	Baril, Jacques

B

BEAUCE-NORD (NORTH)	Ouellette, Adrien
BEAUCE-SUD (SOUTH)	Roy, Fabien
BEAUHARNOIS	Lavigne, Laurent
BELLECHASSE	Goulet, Bertrand
BERTHIER	Mercier, Jean-Guy
BONAVENTURE	Levesque, Hon. Gérard-D.
BOURASSA	Laplante, Patrice
BOURGET	Laurin, Hon. Camille
BRÔME-MISSISQUOI	Russell, Armand

C

CHAMBLY	Lazure, Hon. Denis
CHAMPLAIN	Gagnon, Marcel
CHARLESBOURG	de Belleval, Hon. Denis
CHARLEVOIX	Mailloux, Raymond

C

CHÂTEAUGUAY
 CHAUEAU
 CHICOUTIMI
 CRÉMAZIE

Dussault, Roland
 O'Neill, Hon. Louis
 Bédard, Hon. Marc-André
 Tardif, Hon. Guy

D

D'ARCY McGEE
 DEUX-MONTAGNES (TWO MOUNTAINS)
 DORION
 DRUMMOND
 DUBUC
 DUPLESSIS

Goldbloom, Victor-C.
 de Bellefeuille, Pierre
 Payette, Hon. Lise
 Clair, Michel
 Desbiens, Hubert
 Perron, Denis

F

FABRE
 FRONTENAC

Landry, Hon. Bernard
 Grégoire, Gilles

G

GASPÉ
 GATINEAU
 GOUIN

Le Moignan, Michel
 Gratton, Michel
 Tremblay, Hon. Rodrigue

H

HULL
 HUNTINGDON

Ouellette, Hon. Jocelyne
 Dubois, Claude

I

IBERVILLE
 ÎLES-DE-LA-MADELEINE (MAGDALEN ISLANDS)

Beauséjour, Jacques
 Leblanc, Denise

J

JACQUES-CARTIER
 JEANNE-MANCE
 JEAN-TALON
 JOHNSON
 JOLIETTE-MONTCALM
 JONQUIÈRE

St-Germain, Noël
 Laberge, Henri-F.
 Garneau, Raymond
 Bellemare, Maurice
 Chevette, Guy
 Vaillancourt, Claude

KAMOURASKA-TÉMISCOUATA

K

Lévesque, Léonard

L

**L'ACADIE
LAC-SAINT-JEAN
LAFONTAINE
LAPORTE
LAPRAIRIE
L'ASSOMPTION
LAURENTIDES-LABELLE
LAURIER
LAVAL
LAVIOLETTE
LÉVIS
LIMOILOU
LOTBINIÈRE
LOUIS-HÉBERT**

Lavoie-Roux, Thérèse
Brassard, Jacques
Léger, Hon. Marcel
Marois, Hon. Pierre
Michaud, Gilles
Parizeau, Hon. Jacques
Léonard, Hon. Jacques
Marchand, André
Lavoie, Jean-Noël
Jolivet, Jean-Pierre
Garon, Hon. Jean
Gravel, Raymond
Biron, Rodrigue-M.
Morin, Hon. Claude

M

**MAISONNEUVE
MARGUERITE-BOURGEOYS
MASKINONGÉ
MATANE
MATAPÉDIA
MÉGANTIC-COMPTON
MERCIER
MILLE-ÎLES
MONTMAGNY-L'ISLET
MONTMORENCY
MONT-ROYAL (MOUNT-ROYAL)**

Burns, Hon. Robert
Lalonde, Fernand
Picotte, Yvon
Bérubé, Hon. Yves
Marquis, Léopold
Grenier, Fernand
Godin, Gérald
Joron, Hon. Guy
Giasson, Julien
Richard, Hon. Clément
Ciaccia, John

N

**NICOLET-YAMASKA
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**

Fontaine, Serge
Mackasey, Bryce

O

**ORFORD
OUTREMONT**

Vaillancourt, Georges
Raynauld, André

P

**PAPINEAU
POINTE-CLAIRE**

Alfred, Jean
Shaw, William

P

**PONTIAC-TÉMISCAMINGUE
PORTNEUF
PRÉVOST**

Larivière, Jean-Guy
Pagé, Michel
Cardinal, Jean-Guy

R

**RICHELIEU
RICHMOND
RIMOUSKI
RIVIÈRE-DU-LOUP
ROBERT-BALDWIN
ROBERVAL
ROSEMONT
ROUYN-NORANDA**

Martel, Maurice
Brochu, Yvon
Marcoux, Alain
Boucher, Jules
O'Gallagher, John
Lamontagne, Robert
Paquette, Gilbert
Samson, Camil

S

**SAGUENAY
SAINTE-ANNE
SAINT-FRANÇOIS
SAINT-HENRI
SAINT-HYACINTHE
SAINT-JACQUES
SAINT-JEAN
SAINT-LAURENT
SAINT-LOUIS
SAINTE-MARIE
SAINT-MAURICE
SAUVÉ
SHEFFORD
SHERBROOKE**

Lessard, Hon. Lucien
Lacoste, Jean-Marc
Rancourt, Réal
Couture, Hon. Jacques
Cordeau, Fabien
Charron, Hon. Claude
Proulx, Jérôme
Forget, Claude-E.
Blank, Harry
Bisaillon, Guy
Duhaime, Hon. Yves
Morin, Hon. Jacques-Yvan
Verreault, Richard
Gosselin, Gérard

T

**TAILLON
TASCHEREAU
TERREBONNE
TROIS-RIVIÈRES**

Lévesque, Hon. René
Guay, Richard
Fallu, Élie
Vaugeois, Denis

V

**VANIER
VAUDREUIL-SOULANGES
VERCHÈRES
VERDUN
VIAU**

Bertrand, Jean-François
Cuerrier, Louise
Charbonneau, Jean-Pierre
Caron, Lucien
Lefebvre, Charles-A.

W

WESTMOUNT

Springate, George

LISTE ALPHABÉTIQUE
DES
MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Deuxième Session, Trente et unième Législature

ALPHABETICAL LIST
OF THE
MEMBERS OF THE NATIONAL ASSEMBLY
Second Session, Thirty-first Legislature

A

ALFRED, Jean

Papineau

B

BARIL, Jacques
BEAUSÉJOUR, Jacques
BÉDARD, Hon. Marc-André
BELLEMARE, Maurice
BERTRAND, Jean-François
BÉRUBÉ, Hon. Yves
BIRON, Rodrigue-M.
BISAILLON, Guy
BLANK, Harry
BORDELEAU, Jean-Paul
BOUCHER, Jules
BRASSARD, Jacques
BROCHU, Yvon
BURNS, Hon. Robert

Arthabaska
Iberville
Chicoutimi
Johnson
Vanier
Matane
Lotbinière
Sainte-Marie
Saint-Louis
Abitibi-Est (East)
Rivière-du-Loup
Lac-Saint-Jean
Richmond
Maisonneuve

C

CARDINAL, Jean-Guy
CARON, Lucien
CHARBONNEAU, Jean-Pierre
CHARRON, Hon. Claude
CHEVRETTE, Guy
CIACCIA, John
CLAIR, Michel
CORDEAU, Fabien
COUTURE, Hon. Jacques
CUERRIER, Louise

Prévost
Verdun
Verchères
Saint-Jacques
Joliette-Montclam
Mont-Royal (Mount-Royal)
Drummond
Saint-Hyacinthe
Saint-Henri
Vaudreuil-Soulanges

D

de BELLEFEUILLE, Pierre
 de BELLEVAL, Hon. Denis
 DESBIENS, Hubert
 DUBOIS, Claude
 DUHAIME, Hon. Yves
 DUSSAULT, Roland

Deux-Montagnes (Two Mountains)
 Charlesbourg
 Dubuc
 Huntingdon
 Saint-Maurice
 Châteauguay

F

FALLU, Élie
 FONTAINE, Serge
 FORGET, Claude-E.

Terrebonne
 Nicolet-Yamaska
 Saint-Laurent

G

GAGNON, Marcel
 GARNEAU, Raymond
 GARON, Hon. Jean
 GENDRON, François
 GIASSON, Julien
 GODIN, Gérald
 GOLDBLOOM, Victor-C.
 GOSSELIN, Gérard
 GOULET, Bertrand
 GRATTON, Michel
 GRAVEL, Raymond
 GRÉGOIRE, Gilles
 GRENIER, Fernand
 GUAY, Richard

Champlain
 Jean-Talon
 Lévis
 Abitibi-Ouest (West)
 Montmagny-L'Islet
 Mercier
 D'Arcy-McGee
 Sherbrooke
 Bellechasse
 Gatineau
 Limoilou
 Frontenac
 Mégantie-Compton
 Taschereau

J

JOHNSON, Hon. Pierre-Marc
 JOLIVET, Jean-Pierre
 JORON, Hon. Guy

Anjou
 Lavolette
 Mille-Îles

L

LABERGE, Henri-E.
 LACOSTE, Jean-Marc
 LALONDE, Fernand
 LAMONTAGNE, Robert
 LANDRY, Hon. Bernard
 LAPLANTE, Patrice
 LARIVIÈRE, Jean-Guy
 LAURIN, Hon. Camille
 LAVIGNE, Laurent
 LAVOIE, Jean-Noël
 LAVOIE-ROUX, Thérèse
 LAZURE, Hon. Denis
 LEBLANC, Denise
 LEFEBVRE, Charles-A.
 LÉGER, Hon. Marcel

Jeanne-Mance
 Sainte-Anne
 Marguerite-Bourgeoys
 Roberval
 Fabre
 Bourassa
 Pontiac-Témiscamingue
 Bourget
 Beauharnois
 Laval
 L'Acadie
 Chambly
 Îles-de-la-Madeleine (Magdalen Islands)
 Viau
 Lafontaine

L

LE MOIGNAN, Michel
LÉONARD, Hon. Jacques
LESSARD, Hon. Lucien
LEVESQUE, Hon. Gérard-D.
LÉVESQUE, Léonard
LÉVESQUE, Hon. René

Gaspé
 Laurentides-Labelle
 Saguenay
 Bonaventure
 Kamouraska-Témiscouata
 Taillon

M

MACKASEY, Bryce
MAILLOUX, Raymond
MARCHAND, André
MARCOUX, Alain
MAROIS, Hon. Pierre
MARQUIS, Léopold
MARTEL, Maurice
MERCIER, Jean-Guy
MICHAUD, Gilles
MORIN, Hon. Claude
MORIN, Hon. Jacques-Yvan

Notre-Dame-de-Grâce
 Charlevoix
 Laurier
 Rimouski
 Laporte
 Matapédia
 Richelieu
 Berthier
 Laprairie
 Louis-Hébert
 Sauvé

O

O'GALLAGHER, John
O'NEILL, Hon. Louis
OUELLETTE, Adrien
OUELLETTE, Hon. Jocelyne

Robert-Baldwin
 Chauveau
 Beauce-Nord (North)
 Hull

P

PAGÉ, Michel
PAQUETTE, Gilbert
PARIZEAU, Hon. Jacques
PAYETTE, Hon. Lise
PERRON, Denis
PICOTTE, Yvon
PROULX, Jérôme

Portneuf
 Rosemont
 L'Assomption
 Dorion
 Duplessis
 Maskinongé
 Saint-Jean

R

RANCOURT, Réal
RAYNAULD, André
RICHARD, Hon. Clément
ROY, Fabien
RUSSELL, Armand

Saint-François
 Outremont
 Montmorency
 Beauce-Sud (South)
 Brôme-Missisquoi

S

SAINDON, Zoël
SAMSON, Camil
SHAW, William
SPRINGATE, George
ST-GERMAIN, Noël

Argenteuil
 Rouyn-Noranda
 Pointe-Claire
 Westmount
 Jacques-Cartier

T

TARDIF, Hon. Guy
TREMBLAY, Hon. Rodrigue

Crémazie
Gouin

V

VAILLANCOURT, Claude
VAILLANCOURT, Georges
VAUGEOIS, Denis
VERREAULT, Richard

Jonquière
Orford
Trois-Rivières
Shefford

INDEX DES PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

26 ELISABETH II, 1977

A

ABUS PRÉJUDICIALES À L'AGRICULTURE:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 13.

AFFAIRES CULTURELLES:—Loi modifiant la Loi du ministère des—. Projet de loi n° 68.

AGENTS DE VOYAGES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 21.

ALLIANCE SÉCURITÉ BLINDÉ (DIVISION QUÉBEC) LTÉE:—Loi concernant—. Projet de loi n° 214.

AMIANTOSE:—Loi modifiant la Loi des accidents du travail et la Loi sur l'indemnisation des victimes d'—, ou de silicose dans les mines et les carrières et modifiant de nouveau la Loi de la Commission des affaires sociales. Projet de loi n° 5.

ANJOU:—Loi concernant la Ville d'—. Projet de loi n° 226.

Assemblée nationale:

Ajournement du 26 août 1977 au 18 octobre 1977, à quinze heures, 633.

Alouettes de Montréal:—Félicitations adressées à l'équipe des—, 802.

Aquin, M. Hubert:—Condoléances à l'occasion du décès de—, 79.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir «Documents de la Session» et «Questions et Réponses».

Association internationale des parlementaires de langue française:—
Félicitations à la délégation québécoise et remerciements à la délégation française, 451.

*Bégin, M. Joseph-Damase:—*Condoléances à l'occasion du décès de l'ancien député de Dorchester, 392.

*Bellemare, M. Maurice:—*Voeux de prompt rétablissement adressés à—, 285.

Camionnage en vrac:—Résolu qu'une période de questions orales soit permise en fin d'après-midi, 364. M. le Ministre fait le point sur l'état des négociations et dépose le document n° 235, 366. M. le Ministre annonce qu'une entente est intervenue avec l'ANCAI et dépose le document n° 236, 366.

*Canadiens de Montréal et Nordiques de Québec:—*Félicitations pour avoir remporté la victoire dans les séries éliminatoires de leur ligue respective, 263.

*Caron, M. Lucien:—*Félicitations au nouveau maire de Verdun, membre de cette Assemblée, 713.

*Charte de la langue française:—*Présentation du projet de loi n° 101, 427-428. Décision de M. le Président, 446. Motion privilégiée déclarée irrecevable; décision de M. le Président, 458-461.

Conférence des leaders parlementaires des partis reconnus convoquée, 97; 98; 592; 594; 850.

*Conflit à la Sûreté du Québec:—*M. Bédard, ministre de la Justice, fait rapport sur le règlement du—, 133.

Décisions du Président, 2; 185; 307; 331; 344; 346; 351; 428; 446; 458; 562; 590; 678; 706; 725; 819; 883; 919.

*Drapeau, M. Jean:—*Félicitations à—, à l'occasion de l'attribution du prix Lester B. Pearson, 457.

*Fête de la Saint-Jean:—*Motion qu'une résolution soit envoyée au ministre fédéral, M. Warren Allmand, concernant une décision prise au sujet de la—. Débat; amend. proposé; débat suspendu; reprise du débat; sous-amend. proposé; amend. et sous-amend. rejetés après div.; amend. proposé par M. Roy adopté après div. (diss. de MM. Saindon et Samson); motion adoptée (vote), 338-340.

semblée nationale:—Suite

Feuilleton du 12 avril 1977:—Motion apparaissant au nom de M. Burns à l'article 1 retirée (vote), 131.

Fortin, M. André:—Voeux de condoléances transmis à la famille de—, chef national du Crédit social, 370.

Frégault, M. Guy:—Condoléances à la famille de—, 888.

Giroux, M. André:—Profond regret exprimé à l'occasion du décès de—, 500.

Jeux du Canada:—Félicitations à l'équipe du Québec pour ses succès à Terre-Neuve, 598.

Jour du souvenir:—Motion que soit rappelé le souvenir des cent mille Canadiens morts pour la patrie, 731.

Lafrance, M. Émilien:—Condoléances adressées à la famille et aux amis de—, 665.

L'Assemblée nationale siège le lundi à quinze heures, 363; 412; 439; 474; 499; 531; 587; 848.

L'Assemblée nationale siège tous les jours de la semaine sauf le dimanche:—Motion concernant le projet de loi n° 101; décision du Président; débat; deux documents déposés (*document n° 364*); débat ajourné, 589-592. Reprise du débat; débat ajourné, 595. Reprise du débat; motion adoptée après div. (vote), 599.

L'Assemblée nationale siège tous les jours de la semaine sauf le dimanche:—Motion; débat; motion amendée du cons. unan.; motion adoptée après div., 863.

Loi de la Législature, article 101b:—Les modifications au règlement concernant les allocations des députés. Déposé, 82. (*Document n° 28.*)

Perron, M. Denis:—Condoléances à l'occasion du décès de son épouse, 171.

Perron, M. Denis:—Condoléances adressées à—, à l'occasion du décès de sa mère, 911.

Premier ministre du Québec:—Félicitations au—, qui a été décoré Grand Officier de la Légion d'honneur, 705.

Prix de la province:—Félicitations adressées aux récipiendaires des cinq grands—, 911.

Assemblée nationale:—Suite

Règlement de l'Assemblée nationale:—Motion visant à modifier l'article 144. Motion retirée, 163.

Règlement de l'Assemblée nationale:—Motion concernant l'article 172 du—. Décision du Président, 331, 332. Prise en considération de la motion; débat; mise aux voix reportée au 21 juin 1977, 334, 335. Mise aux voix; motion adoptée après div. (vote), 343.

Règlement de l'Assemblée nationale:—Motion que le—, soit amendé, 762.

Règlement de l'Assemblée nationale:—Motion que le—, soit amendé. Débat; amend. proposés; débat ajourné, 823. Reprise du débat; débat ajourné, 850; 854. Motion retirée, 859.

Semaine de l'Âge d'or:—Motion: *Que* l'Assemblée nationale souscrive à la proclamation de la—. Motion adoptée, 245.

Spicer, M. Keith:—Motion concernant le départ de—, Commissaire aux langues officielles. Motion adoptée (vote), 119.

ASSOCIATION DE BIENFAISANCE ET DE RETRAITE DES POLICIERS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—Loi relative à l'—. Projet de loi n° 260.

ASSURANCE AUTOMOBILE:—Loi sur l'—. Projet de loi n° 67.

ASSURANCE-MALADIE:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi n° 37.

ASSURANCE-RÉCOLTE:—Loi modifiant la Loi sur l'—. Projet de loi n° 4.

B

BOURSE DE MONTRÉAL—Loi concernant la—. Projet de loi n° 58.

BROMONT—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 243.

Budgets et crédits:

Projets de loi nos 6, 38, 40.

Budget déposé:—

Document n° 49, 109.

Document n° 424, 695.

CRÉDITS:

Commission plénière pour l'étude des crédits, 109; 187; 205; 248; 271; 730; 779; 781.

Rapport, 110; 248; 271; 781.

Motion:—«*Que l'étude des crédits de chacun des ministères soit déferée aux commissions élues appropriées, sauf l'étude des crédits de l'Assemblée nationale et toute autre qu'il sera jugé opportun de déferer à la commission plénière*». Motion adoptée, 109.

Motion:—«*Que deux commissions puissent siéger pendant la séance de l'Assemblée*». Motion adoptée, 251.

Séances des commissions permanentes de l'Assemblée nationale pour l'étude des crédits des ministères:

Commission des affaires municipales et de l'environnement, 138-139; 173; 190; 191; 195; 205; 588.

Commission des affaires sociales, 224; 233; 243; 246; 265; 269; 270; 274; 286; 299; 308.

Commission de l'agriculture, 205; 208; 215; 221; 224; 228; 246; 264; 269; 270; 274; 287.

Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 149; 150; 154; 308.

Commission des corporations professionnelles, 308.

Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, 149; 150; 173; 190; 201; 205; 208; 220; 229; 247; 249; 252; 261; 262; 264; 265; 269; 274.

Commission des finances, des comptes publics et du revenu, 168; 201; 204; 224; 228.

Commission de la fonction publique, 142.

Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 208; 214; 220; 224; 229; 233; 234; 243; 247; 249; 252; 261.

Commission de la justice, 233; 243; 286; 287; 290; 291; 294; 295.

Budget et crédits:—Suite

Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, 290; 291; 294; 309; 313.

Commission des richesses naturelles et des terres et forêts, 164; 173; 182; 186; 196; 215; 220; 287.

Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, 150; 151; 154; 178.

Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 190; 191; 196; 208; 214; 225; 229; 246.

Rapport groupant les rapports des commissions permanentes qui ont procédé à l'étude des crédits du budget de 1977/78. Déposé, 315. (*Document n° 202.*) Prise en considération du rapport: rapport adopté, 373.

DISCOURS DU BUDGET:

Débat sur le discours du budget, 134. Débat ajourné, 134. Reprise du débat; 1^{re} et 2^e motions de censure proposées; débat ajourné, 143. Reprise du débat; débat ajourné, 145, 146; 173, 174; 182. Reprise du débat; 3^e motion de censure proposée; débat ajourné, 317. Reprise du débat; débat ajourné, 335; 346. Reprise du débat; 4^e motion de censure proposée; débat ajourné, 365. Reprise du débat; débat terminé; motions de censure rejetées après div.; motion princ. adoptée après div., 372, 373.

C

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC:—Loi concernant le titre de—, sur certains immeubles. Projet de loi n° 208.

CAM MINES LIMITED (NO PERSONAL LIABILITY):—Loi concernant—. Projet de loi n° 232.

CAP-DE-LA-MADELEINE:—Loi annulant une servitude grevant certains lots du cadastre de la paroisse de—. Projet de loi n° 240.

CASAVANT:—Loi concernant le testament de Aristide Georges Alphonse—. Projet de loi n° 229.

CENTRAP (MITIS) INC.:—Loi concernant—. Projet de loi n° 212.

CHANGEMENT DE NOM:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi n° 87.

CHARLESBOURG:—Loi modifiant la charte de la Ville de—. Projet de loi n° 230.

CHARTRE DE LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC:—Loi modifiant la—. Projet de loi n° 97.

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE:—Projet de loi n° 101.

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE AU QUÉBEC:—Projet de loi n° 1.

CHARTRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL:—Loi modifiant la—. Projet de loi n° 200.

CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE:—Loi modifiant la—. Projet de loi n° 88.

CITÉS ET VILLES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 54.

CIVISME:—Loi visant à favoriser le—. Projet de loi n° 83.

CODE CIVIL:—Loi modifiant le—. Projet de loi n° 65.

CODE DE LA ROUTE:—Loi modifiant le—. Projet de loi n° 75.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—Loi modifiant le—. Projet de loi n° 32.

CODE DES PROFESSIONS:—Loi modifiant le—, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 25.

CODE DU TRAVAIL:—Loi modifiant le—, et la Loi du ministère du travail et de la main-d'œuvre. Projet de loi n° 45.

CODE MUNICIPAL:—Loi modifiant le—. Projet de loi n° 55.

Commissions de l'Assemblée nationale:

Commission des affaires municipales et de l'environnement:—Membres nommés, 56. Membres retirés, 268. Séances, 123; 379; 383; 424; 463; 467; 482; 540; 547; 777; 803; 806; 810; 828. Rapports, 389; 433; 473; 485; 561; 597; 758; 782; 809; 847; 925.

La Commission siège pour étudier le projet de loi n° 200, 690; 710; 714; 715; 717; 718; 729; 733; 844; 849; 850.

Commission des affaires sociales:—Membres nommés, 56. Membres remplacés, 95. Séances, 397; 401; 423; 733; 798; 803; 804; 811; 822; 828; 845; 849; 850. Rapports, 434; 474; 740; 925.

Commissions de l'Assemblée nationale:—Suite

La Commission siège pour étudier le projet de loi n° 24, Loi sur la protection de la jeunesse, 663; 665; 666; 676; 682; 686; 845. Rapports, 695; 874.

Motion concernant le mémoire de l'Association québécoise d'aide aux sourds, 888.

Commission de l'agriculture:—Membres nommés, 56. Membres remplacés, 95. Séances, 569; 618. Rapports, 573; 628.

Commission de l'Assemblée nationale:—Instituée, 3. Membres nommés, 3. Membres remplacés, 57; 671; 686. Rapport, 55.

La Commission siège pour étudier l'opportunité d'amender le règlement, 108; 112; 686; 714; 718.

Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Membres nommés, 56. Membres remplacés, 145. Séances, 361; 536; 546. Rapports, 369; 567; 568; 627.

La Commission siège pour examiner le projet de loi n° 67, Loi sur l'assurance automobile, 635; 640; 660; 663; 666; 675; 736; 741; 759; 798; 803; 804; 811; 822; 828; 829; 845; 849; 862; 869; 875; 889. Rapports, 681; 896. Conférence des leaders parlementaires, 850. Motion que le rapport soit déposé le 16 décembre 1977, 872. Mise aux voix de cette motion, 875.

Commission des corporations professionnelles:—Membres nommés, 56. Séances, 876; 897. Rapport, 910.

Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications:—Membres nommés, 56. Membres remplacés, 95; 267; 289; 290; 411. Membres ajoutés, 267.

La Commission siège pour étudier la Charte de la langue française, 291; 294; 298; 308; 313; 316; 317; 330; 332; 334; 340; 345; 360; 361; 364; 365; 371; 372; 376; 382; 383; 390; 392; 395; 400; 401; 413; 417; 516; 519; 520; 526; 532; 536; 537; 540; 541; 546; 547; 563; 566; 568; 569; 573; 574; 578; 588; 589; 595; 598; 602; 603. Rapport, 605.

Commission des engagements financiers:—Membres nommés, 56. Membres remplacés, 485. Séances, 178; 196; 274; 384; 490; 676; 783.

Commission des finances, des comptes publics et du revenu:—Membres nommés, 56. Membres remplacés, 227; Séances, 914.

Commission de la fonction publique:—Membres nommés, 57. Membres remplacés, 95. Séances, 461. Rapport, 473.

La Commission siège pour étudier le projet de loi n° 53, Loi sur la fonction publique, 639; 640; 737; 741; 760; 778; 798; 829. Rapport, 847.

Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche:—Membres nommés, 57. Membres remplacés, 95; 219; 231. Séances, 418; 423; 516; 520; 521; 686; 696; 718; 736. Rapports, 434; 525; 539; 757.

Commission de la justice:—Membres nommés, 57. Membres remplacés, 231; 297. Séances, 347; 540; 546; 564; 690; 714; 724; 732; 869. Rapports, 369; 567; 627; 739; 874; 888.

La Commission siège pour étudier certaines questions relatives à la sécurité au travail des policiers, 151; 153; 164; 167; 172; 173; 178; 187; 189; 200. Rapport, 223.

La Commission siège pour étudier le projet de loi n° 24, Loi sur la protection de la jeunesse, 663; 665; 666; 676; 682; 686; 845. Rapports, 695; 874.

Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales:—Membres nommés, 57. Membres remplacés, 267; 313; 682. Séances, 513; 732. Rapport, 517.

La Commission siège pour étudier le projet de loi n° 2, Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale, 264; 269; 313. Rapport, 331.

La Commission siège pour étudier le projet de loi n° 2 (*Réimpression*), 611; 618; 630. Rapport, 632.

La Commission siège pour étudier le livre blanc, intitulé: *La consultation populaire*, 686; 690; 691; 696; 697; 706; 710; 718; 729; 732; 733; 735; 736; 737; 741; 759; 760; 783; 811. Rapport, 818.

Commission des richesses naturelles et des terres et forêts:—Membres nommés, 57. Rapports, 417; 639 (Hydro-Québec).

La Commission siège pour étudier les perspectives d'avenir de l'industrie des pâtes et papiers, 636; 640. Rapport, 681.

Commissions de l'Assemblée nationale:—Suite

Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—
Membres nommés, 57. Membres remplacés, 95; 458; 486; 509. Séances, 536; 710; 715; 718; 759; 777; 778; 783; 795; 803; 869; 876; 889; 897; 902. Rapports, 545; 794; 910.

La Commission siège pour étudier les amendements à apporter au décret de la construction, 345; 360; 365; 372; 384. Rapport, 411.

Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement:—
Membres nommés, 57. Membres remplacés, 67; 95; 101; 141; 457. Séances, 191; 732; 737; 914. Rapport, 757.

La Commission siège concernant l'aménagement de la Colline parlementaire, 82; 86; 92; 97; 108; 117; 121. Rapport, 171.

Commissions élues permanentes:—Présidents des différentes—, nommés, 55.

Motion:—«Que les commissions parlementaires de l'Assemblée nationale soient autorisées à siéger après la prorogation de la présente session et les projets de loi, ordres ou affaires qu'elles auront étudiés pourront être inscrits au feuillet ou rapportés à l'Assemblée au début de la prochaine session, au stade où ils se trouveront, sur motion du leader parlementaire du gouvernement, dans le délai prévu à l'article 6 du règlement.

Que les sous-commissions soient également autorisées à siéger, avec tous les droits et privilèges accordés aux membres des commissions.»
Motion adoptée, 956.

*Sous-commission de l'Assemblée nationale:—*La sous-commission siège concernant la diffusion des délibérations parlementaires, 221; 224; 229; 262.

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 11.

COMMISSION MUNICIPALE:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 34.

COMMUNAUTÉ RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 191.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. Projet de loi n° 99.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi de la—, la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais. Projet de loi n° 36.

COMPLEXE SIDÉRURGIQUE INTÉGRÉ:—Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un—. Projet de loi n° 41.

CONCILIATION ENTRE LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES, LE CODE CIVIL ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES:—Loi modifiant la Loi pour favoriser la—. Projet de loi n° 96.

CONSEIL DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET LE SERVICE DE POLICE DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—Loi sur le—. Projet de loi n° 57.

CONSEIL EXÉCUTIF:—Loi modifiant la Loi du ministère du—, et la Loi de l'exécutif. Projet de loi n° 51.

CONSULTATION POPULAIRE:—Loi sur la—. Projet de loi n° 92.

CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS:—Loi modifiant la Loi approuvant la—. Projet de loi n° 84.

CONVERSION AU SYSTÈME INTERNATIONAL D'UNITÉS (SI) ET À D'AUTRES UNITÉS COURAMMENT UTILISÉES:—Loi facilitant la—. Projet de loi n° 79.

CORPORATIONS MUNICIPALES ET INTERMUNICIPALES DE TRANSPORT:—Loi sur les—. Projet de loi n° 73.

CRÉDIT FORESTIER:—Loi modifiant la Loi sur le—. Projet de loi n° 94.

D

Débats de fin de séances:

M. Brochu:—Question concernant le parachèvement de l'autoroute 55, 462.

M. Giasson:—Question concernant le lait industriel, la production porcine et la production avicole à inclure dans le programme de stabilisation des revenus, 64.

M. Goulet:—Question concernant le problème des fonctionnaires itinérants, 397.

M. Grenier:—Question concernant l'application de règlements anticipés du projet de loi n° 1, Charte de la langue française au Québec, 415.

M. Grenier:—Question concernant l'affaire Marion, 692.

Mme Lavoie-Roux:—Question concernant l'avenir de la bibliothèque de la CECM, 431.

M. Mackasey:—Question concernant le respect des droits de la langue anglaise à l'Assemblée nationale, 100.

M. Mackasey:—Question concernant les règlements émis aux commissaires d'écoles, 442.

M. Pagé:—Question concernant l'approbation par le gouvernement de l'agrandissement de l'hôpital de Saint-Raymond de Portneuf, 64.

M. Roy:—Question concernant le prix d'achat du Centre de réadaptation de la CAT, 514.

M. Roy:—Question concernant le retrait du Québec du programme canadien de contingentement du lait, 125.

M. Samson:—Question concernant le Service de placement étudiant, 415.

Déclarations ministérielles:

M. Bédard:—Déclaration concernant le nouveau mode de sélection des juges, 113.

M. Bédard:—Déclaration concernant le mandat de la Commission Keable, 705.

M. Bérubé:—Déclaration annonçant que la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts se réunira pour étudier les perspectives d'avenir de l'industrie des pâtes et papiers, 375.

M. Charron:—Déclaration concernant la formulation d'une politique globale du loisir québécois, 66.

M. Charron:—Déclaration concernant le support matériel aux petits organismes oeuvrant dans le domaine du loisir, 211.

M. Couture:—Déclaration concernant la participation des immigrants au sein d'un organisme consultatif, 71.

M. Couture:—Déclaration concernant les entretiens qu'il a eus avec le Ministre fédéral de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, 268.

M. Duhaime:—Déclaration concernant l'application de la Loi des agents de voyage, 220.

M. Duhaime:—Déclaration concernant les baux de droits exclusifs de chasse et de pêche, 947.

Déclarations ministérielles:—Suite

M. Garon:—Déclaration concernant l'offre d'acquisition d'une partie du capital-actions de Culinar par SOQUIA. Motion, 867. Déclaration, 871.

M. Garon:—Déclaration concernant le règlement sur les produits agricoles et les aliments, 897.

M. Léonard:—Déclaration concernant les amendements aux ententes auxiliaires Québec-Canada, 350.

M. Lessard:—Déclaration annonçant la reprise des activités de la Cast North America Limited dans le port de Montréal, 381.

M. Lévesque (Taillon):—Déclaration concernant la Fête nationale du Québec, 232.

M. Lévesque (Taillon):—Déclaration concernant le jugement récent de la Cour Suprême sur la câblodistribution, 817.

M. Morin (Sauvé):—Déclaration concernant le maintien d'une école élémentaire dans chaque village, 199.

M. Morin (Sauvé):—Déclaration concernant les revendications des étudiants de l'Université Laval, 204.

M. Morin (Sauvé):—Déclaration concernant l'enseignement professionnel des techniques maritimes à Rimouski, 263.

M. O'Neill:—Déclaration concernant le projet d'un conseil national de la culture, 71.

M. Parizeau:—Déclaration au sujet de la Régie des mesures anti-inflationnistes, 63.

M. Parizeau:—Déclaration concernant les cotes de crédit du gouvernement et de l'Hydro-Québec, 286.

M. Parizeau:—Déclaration concernant l'harmonisation des régimes d'imposition fédéral et provincial (*Document n° 545*), 923.

DIVISION TERRITORIALE:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 74.

Documents de la session:

Accord cadre Canada-CEE:—Dossier des démarches du Québec concernant l'—. Déposé, 486. (*Document n° 319.*)

Documents de la session:—Suite

Administrateurs agréés du Québec:—Rapport annuel de la corporation professionnelle des—, pour l'année 1975/76. Déposé, 96. (*Document n° 37.*)

Administrateurs agréés du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1976/77. Déposé, 364. (*Document n° 232.*)

Affaires culturelles:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1975/76. Déposé, 85. (*Document n° 30.*)

Affaires intergouvernementales:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1975/76. Déposé, 713. (*Document n° 433.*)

Affaires municipales:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1976/77. Déposé, 809. (*Document n° 487.*)

Agences privées de sécurité et de surveillance:—Le gouvernement a-t-il retenu les services d'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 610. (*Document n° 372.*)

Agricole:—Copie du rapport sur l'utilisation du territoire—. Déposé, 116. (*Document n° 62.*)

Agriculture:—Rapport annuel du ministère de l'—, pour 1975/76. Déposé, 68. (*Document n° 14.*)

Agriculture:—Détails concernant les employés du ministère de l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 115. (*Document n° 61.*)

Agriculture:—Copie de toute correspondance entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada concernant le lait, porc, boeuf, grains de provende, etc. Déposé, 882. (*Document n° 526.*)

Agronomes du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1975/76. Déposé, 114. (*Document n° 57.*)

Agronomes du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1976/77. Déposé, 775. (*Document n° 468.*)

Alcan Ltée:—Copie de la correspondance concernant le déménagement du centre de recherche de l'—, d'Arvida à Kingston ou Toronto. Déposé, 437. (*Document n° 293.*)

Aliments:—Règlement modifiant le présent règlement sur les—. Déposé, 606. (*Document n° 370.*)

Documents de la session:—Suite

Alouettes de Montréal:—Copie du bail intervenu entre la Régie des installations olympiques et les—. Déposé, 490. (*Document n° 321.*)

Amiante:—Copie de toute correspondance ou autres documents concernant la nationalisation de la Canadian Johns-Manville et la création d'une régie de l'—. Déposé, 388. (*Document n° 254.*)

Amiante:—Rapport final du Comité d'étude sur la salubrité dans l'industrie de l'amiante. Déposé, 735. (*Document n° 449.*)

Aqueduc:—Combien de municipalités avaient soumis un projet dans le cadre de l'implantation de réseaux d'—, (PAIRA). (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 556. (*Document n° 347.*)

Architectes du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1976/77. Déposé, 261. (*Document n° 166.*)

Arpenteurs-géomètres du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1975. Déposé, 268. (*Document n° 167.*)

Arpenteurs-géomètres du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1976/77. Déposé, 873. (*Document n° 515.*)

Arrêtés en conseil:—Copie de tous les—, adoptés depuis le 27 novembre 1976 jusqu'au 8 mars 1977. Déposé, 92. (*Document n° 36.*)

Assurance-automobile:—Un document de travail intitulé: *Pour une réforme de l'—*. Déposé, 145. (*Document n° 101.*)

Assurance-automobile:—Combien de fonctionnaires ont accompagné le Ministre au cours de la tournée de consultation sur l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 555. (*Document n° 345.*)

Assurance-automobile:—Une brochure intitulée: *La réforme de l'—*. Déposé, 631. (*Document n° 384.*)

Assurance-automobile:—Estimé des coûts et structure de tarification. Déposés, 794. (*Documents n°s 482 et 483.*)

Atco Industries Ltd.:—Le gouvernement a-t-il eu des entretiens avec les autorités de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 241. (*Document n° 155.*)

Audioprothésistes du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1975/76. Déposé, 114. (*Document n° 56.*)

Documents de la session:—Suite

Audioprothésistes du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1976/77. Déposé, 728. (*Document n° 443.*)

Autobus urbains:—Rapport sur l'étude des soumissions pour l'achat de 1200—. Déposé, 923. (*Document n° 547.*)

Autobus urbains:—Copie d'un arrêté en conseil concernant une aide gouvernementale pour l'achat de 1200—. Déposé, 924. (*Document n° 552.*)

Autobus urbains:—Lettre au Président de la CUQ concernant un emprunt pour l'achat d'—. Déposé, 924. (*Document n° 553.*)

Automobiles:—Combien d'—, le gouvernement a-t-il louées en juin 1977. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 933. (*Document n° 559.*)

Aylmer:—Quels sont les noms des personnes qui ont fait une demande pour les travaux de voirie dans le secteur relevant de la division d'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 934. (*Document n° 560.*)

Barreau du Québec:—Rapport annuel au 31 mars 1976. Déposé, 132. (*Document n° 90.*)

Barreau du Québec:—États financiers au 31 mars 1977. Déposé, 286. (*Document n° 180.*)

Bateaux de pêche:—Quel est le nombre de nouveaux—, mis en service grâce à l'aide du MIC. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 496. (*Document n° 325.*)

Bâtonnier du Québec:—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 132. (*Document n° 89.*)

Bâtonnier du Québec:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 286. (*Document n° 179.*)

Bell Canada:—Le gouvernement a-t-il fait des représentations auprès du CRTC au sujet de la demande de majoration des tarifs. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 238. (*Document n° 150.*)

Berthierville:—Le Ministre des Affaires sociales est-il au courant de la déclaration du député de Berthier au sujet de l'implantation d'un CLSC à—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 555. (*Document n° 346.*)

Blue Bonnets:—Copie de la correspondance relative au dossier—, et à la station de métro Namur. Déposé, 588. (*Document n° 363.*)

Bibliothèque de la Législature:—Rapport annuel du bibliothécaire pour 1976. Déposé, 121. (*Document n° 72.*)

Bois:—Quelles sont les entreprises bénéficiant d'une garantie d'approvisionnement en—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), Déposé, 649. (*Document n° 392.*)

Bonin, M. Bernard:—À quelle date le gouvernement a-t-il confié à—, le mandat de diriger un comité sur le modèle économique et la forme d'association advenant l'indépendance du Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document), Déposé, 440. (*Document n° 297.*)

Boulevard Métropolitain:—D'où provient la majoration de \$130,000 concernant le projet 665-0901-7. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 652. (*Document n° 396.*)

Bourses pour études universitaires:—Quels sont les ministères ou organismes, à part le ministère de l'Éducation, qui accordent des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 932. (*Document n° 558.*)

Briquettes de fer:—Le gouvernement a-t-il été informé que l'on voulait différer à une date indéterminée une étude sur le projet de construire une usine de—, dans la région de Sept-Îles. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 787. (*Document n° 473.*)

Buckingham:—Copie de toute correspondance concernant la ville de—. Déposé, 814. (*Document n° 493.*)

Budget:—Dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978. Déposé, 109. (*Document n° 49.*)

Budget supplémentaire (n° 1), 1977/78:—Déposé, 695. (*Document n° 424.*)

Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain:—Rapport semi-annuel au 30 septembre 1976. Déposé, 68. (*Document n° 15.*)

Câblodiffuseurs:—La liste des—, qui ont reçu une subvention du ministère des Affaires culturelles. Déposé, 813. (*Document n° 492.*)

Câblodistribution:—Documents échangés entre le Ministre des Communications du gouvernement du Canada et le Ministre des Communications du Québec concernant la—. Déposé, 867. (*Document n° 509.*)

Documents de la session:—Suite

Caisse de dépôt et placement du Québec:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 167. (*Document n° 112.*)

Cambridge House, Chambly:—Dossier dénonçant les soins donnés aux personnes âgées à—. Déposé, 924. (*Document n° 551.*)

Camionnage en vrac:—Copie de télégrammes concernant le—. Déposé, 366. (*Document n° 235.*)

Camionnage en vrac:—Copie du protocole d'entente entre l'ANCAI et le gouvernement. Déposé, 366. (*Document n° 236.*)

Carnaval de Québec Inc.:—Copie de tous mémoires ou autres documents présentés au Conseil du trésor ou au Conseil des ministres concernant le—. Déposé, 280. (*Document n° 176.*)

Cast North America Limited:—Correspondance concernant la—. Déposé, 97. (*Document n° 42.*)

Cast North America Limited:—Le gouvernement a-t-il fait une étude sur l'impact du départ de la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 239. (*Document n° 153.*)

Causapscal:—Copie du rapport de l'enquête concernant la déflagration qui a secoué le village de—. Déposé, 583. (*Document n° 361.*)

Cégep de Drummondville:—Le ministère de l'Éducation a-t-il décidé de couper certaines subventions au—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 753. (*Document n° 456.*)

Cégep de Limoilou:—Directive du comité de sécurité de la Faculté des sciences et de génie de l'Université Laval concernant les expériences chimiques dans les écoles. Déposé, 810. (*Document n° 489.*)

Centre d'accueil La Petite Nation:—Détails concernant le projet de réaménagement du—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 653. (*Document n° 397.*)

Centre de recherche industrielle du Québec:—Rapport annuel au 31 mars 1977. Déposé, 334. (*Document n° 218.*)

Centre des congrès de Montréal:—Copie d'une lettre du Ministre de l'Expansion économique régionale au Ministre d'État à l'aménagement concernant le—. Déposé, 577. (*Document n° 358.*)

Documents de la session:—Suite

Centre des congrès de Montréal:—Aide-mémoire sur l'étude des sites du—. Déposé, 817. (*Document n° 495.*)

Centre hospitalier régional de la Mauricie:—Copie du rapport de M. Harvey Barkun concernant le—. Déposé, 557. (*Document n° 349.*)

Centres administratifs «H» et «J»:—Copie des arrêtés en conseil concernant des travaux de réaménagement. Déposé, 358. (*Document n° 227.*)

Centres hospitaliers de Baie-Comeau et de Hauterive:—Copies des articles de journaux concernant la vocation des—. Déposé, 578. (*Document n° 359.*)

Challenger:—Copie d'une lettre de M. Jean Labonté adressée à M. Léo Lavoie au sujet du dossier—, de Canadair. Déposé, 423. (*Document n° 282.*)

Chambly:—Documents dénonçant les soins donnés à des patients au Foyer Grant et à Cambridge House. Déposés, 909 et 924. (*Documents n°s 541 et 551.*)

Charte de la langue française:—Livre blanc intitulé: *La politique québécoise de la langue française*. Déposé, 127. (*Document n° 75.*)

Charte de la langue française:—Copie de toute correspondance ou documents échangés entre le gouvernement du Québec, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux au sujet de la—. Déposé, 258. (*Document n° 165.*)

Charte de la langue française:—Deux règlements concernant le projet de loi n° 1. Déposé, 312. (*Document n° 200.*)

Charte de la langue française:—Projet de règlement concernant la demande de recevoir l'enseignement en anglais (projet de loi n° 1, a. 55). Déposé, 364. (*Document n° 230.*)

Charte de la langue française:—Rapport de la mission d'étude sur le fonctionnement linguistique des sièges sociaux d'entreprises multinationales. Déposé, 382. (*Document n° 245.*)

Charte de la langue française:—Lettre du Ministre de l'Éducation au PSBGM concernant l'admission des élèves à l'école anglaise. Déposé, 392. (*Document n° 260.*)

Charte de la langue française:—Deux rapports démographiques selon cinq scénarios d'accès à l'école anglaise. Déposé, 400. (*Document n° 265.*)

Charte de la langue française:—Copie d'une lettre du Ministre de l'Éducation au directeur général de la Commission scolaire régionale North Island concernant l'inscription des élèves. Déposé, 446. (*Document n° 301.*)

Charte de la langue française:—Copie de la correspondance entre le gouvernement et la Provincial Association of Catholic Teachers (PACT) concernant la politique linguistique préconisée dans le livre blanc. Déposé, 470. (*Document n° 308.*)

Charte de la langue française:—Copie d'une lettre adressée à tous les premiers ministres des provinces concernant des accords de réciprocité dans le domaine scolaire. Déposé, 477. (*Document n° 313.*)

Charte de la langue française:—Quelques données démographiques sur un Québec aussi français que l'Ontario est anglais. Déposé, 481. (*Document n° 316.*)

Charte de la langue française:—Quelques scénarios concernant l'avenir linguistique de la région métropolitaine de Montréal. Déposé, 481. (*Document n° 317.*)

Charte de la langue française:—Copie de deux télex en réponse aux propositions d'accords de réciprocité dans le domaine scolaire. Déposé, 500. (*Document n° 329.*)

Charte de la langue française:—Le bilan migratoire du Québec, 1951-1977. Déposé, 501. (*Document n° 331.*)

Charte de la langue française:—Projet de règlement concernant la demande de recevoir l'enseignement en anglais relativement à l'article 77 du projet de loi n° 101. Déposé, 532. (*Document n° 337.*)

Charte de la langue française:—Quatre documents statistiques. Déposé, 535. (*Document n° 339.*)

Charte de la langue française:—Essai de synthèse sur la situation démographique linguistique du Québec. Déposé, 568. (*Document n° 354.*)

Charte de la langue française:—Règlements relatifs à la langue des entreprises et à la langue du commerce et des affaires se rapportant au projet de loi n° 101. Déposé, 577. (*Document n° 356.*)

Charte de la langue française:—Deux documents sur l'éducation. Déposé, 588. (*Document n° 362.*)

Documents de la session:—Suite

Charte de la langue française:—Deux documents contenant des propositions quant au cheminement des travaux de l'Assemblée. Déposé, 591. (Document n° 364.)

Charte de la langue française:—Règlement relatif à la connaissance de la langue officielle nécessaire pour l'obtention d'un permis d'un ordre professionnel. Déposé, 594. (Document n° 365.)

Charte de la langue française:—Rapport de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications concernant le projet de loi n° 101. Déposé, 605. (Document n° 368.)

Charte de la langue française:—Correspondance échangée avec le président de SECAL concernant l'ALCAN. Déposé, 611. (Document n° 375.)

Charte de la langue française:—Règlement relatif à la langue d'enseignement des personnes séjournant de façon temporaire au Québec. Déposé, 617. (Document n° 376.)

Charte de la langue française:—Règlement relatif à la langue des entreprises. Déposé, 617. (Document n° 377.)

Charte de la langue française:—Copie de toute correspondance concernant la déclaration faite par le président de Monenco Limited relativement à la politique gouvernementale sur la langue française. Déposé, 657. (Document n° 404.)

Chaussure:—Lettre du Ministre de l'Industrie et du Commerce adressée à son homologue fédéral concernant l'industrie de la—, au Québec. Déposé, 371. (Document n° 240.)

Chaussures Duchesse:—Copie de toute correspondance concernant la firme—, qui a fermé ses portes récemment. Déposé, 656. (Document n° 403.)

Chicoutimi:—Copie de toute correspondance concernant le réaménagement de la zone portuaire de—. Déposé, 942. (Document n° 574.)

Chimistes du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1975/76. Déposé, 120. (Document n° 67.)

Chimistes du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1976/77. Déposé, 775. (Document n° 467.)

Chiropraticiens du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, au 31 mars 1976. Déposé, 132. (Document n° 87.)

Documents de la session:—Suite

*Cinéma:—*Copie des contrats intervenus entre le gouvernement et des cinéastes concernant la réalisation de films pour l'administration provinciale. Déposé, 941. (*Document n° 570.*)

*Classes d'accueil:—*Réponse aux questions de Mme Lavoie-Roux concernant les—. Déposé, 486. (*Document n° 320.*)

*Clubs privés de chasse et de pêche:—*Liste des—. Déposé, 195. (*Document n° 126.*)

*Combustion Engineering Superheater Ltd.:—*Copie de toute correspondance ou autres documents concernant le départ de la firme—. Déposé, 359. (*Document n° 228.*)

*Comité consultatif de l'immigration du Québec:—*La liste des membres du—. Déposé, 81. (*Document n° 27.*)

*Comité des transports de la région de Montréal:—*Rapport intitulé: *Le transport des personnes*. Déposé, 659. (*Document n° 407.*)

*Comité d'étude sur la salubrité dans l'industrie de l'amiante:—*Rapport final (rapport Beaudry). Déposé, 735. (*Document n° 449.*)

*Comité d'étude sur l'avenir des installations olympiques:—*Rapport du—, concernant le Village olympique. Déposé, 58. (*Document n° 4.*)

*Comité interministériel sur la téléinformatique:—*Volumes 1 et 2 du rapport du—. Déposé, 247. (*Document n° 158.*)

*Comités ministériels et comités de fonctionnaires:—*Un tableau énumérant tous les—, établis depuis le 26 novembre 1976. Déposé, 303. (*Document n° 195.*)

*Comité national des Fêtes du Québec:—*Rapport annuel pour 1977. Déposé, 901. (*Document n° 537.*)

*Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles:—*Rapport pour 1976. Déposé, 690. (*Document n° 422.*)

*Commission administrative du régime de retraite:—*Rapport annuel pour 1976. Déposé, 735. (*Document n° 450.*)

*Commission des accidents du travail de Québec:—*Rapport annuel pour 1976. Déposé, 193. (*Document n° 123.*)

Documents de la session:—Suite

Commission des affaires sociales:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 392. (Document n° 262.)

Commission des biens culturels du Québec:—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 63. (Document n° 12.)

Commission des droits de la personne du Québec:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 924. (Document n° 549.)

Commission d'étude sur l'intégrité du territoire:—Rapports n^{os} 5, 6 et 7. Déposé, 159. (Document n° 107.)

Commission d'étude sur la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec:—Rapport final. Déposé, 389. (Document n° 256.)

Commission de la fonction publique du Québec:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 759. (Document n° 463.)

Commission de police du Québec:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 233. (Document n° 145.)

Commission de régie interne de l'Assemblée nationale:—Copie de deux arrêtés en conseil concernant la nomination de trois commissaires et de trois commissaires suppléants. Déposé, 164. (Document n° 111.)

Commission des services juridiques:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 758. (Document n° 462.)

Commission des transports du Québec:—Rapport annuel au 31 mars 1977. Déposé, 382. (Document n° 249.)

Commission municipale du Québec:—Rapport concernant le projet «Collectivité Nouvelle», à Longueuil. Déposé, 682. (Document n° 418.)

Commission permanente de l'Assemblée nationale:—Rapport de la—, qui a siégé afin de désigner les membres qui feront partie des commissions permanentes. Déposé, 55. (Document n° 1.)

Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement:—Rapport concernant le projet de loi n° 7. Déposé, 389. (Document n° 255.)

Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement:—Rapport concernant les projets de loi n^{os} 8, 34, 35 et 36. Déposé, 433. (Document n° 287.)

Documents de la session:—Suite

Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement:—
Rapport concernant le projet de loi n° 59. Déposé, 485. (Document n° 318.)

Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement:—
Rapport concernant les projets de loi n°s 213, 221, 226 et 243. Déposé, 561. (Document n° 350.)

Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement:—
Rapport concernant les projets de loi n°s 230 et 236. Déposé, 597. (Document n° 366.)

Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement:—
Rapport de la—, qui a examiné le projet de loi privé n° 259. Déposé, 758. (Document n° 461.)

Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement:—
Rapport de la—, qui a examiné le projet de loi n° 66. Déposé, 782. (Document n° 472.)

Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement:—
Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 257. Déposé, 809. (Document n° 488.)

Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement:—
Rapport de la—, qui a examiné les projets de loi n°s 54 et 55. Déposé, 847. (Document n° 508.)

Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement:—
Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 200. Déposé, 925. (Document n° 555.)

Commission permanente des affaires sociales:—Rapport concernant les
projets de loi n°s 11, 23, 37 et 42. Déposé, 434. (Document n° 288.)

Commission permanente des affaires sociales:—Rapport concernant les
projets de loi n°s 205, 223, 225, 227, 234 et 242. Déposé, 474. (Document n° 310.)

Commission permanente des affaires sociales:—Rapport de la—, qui a étudié
conjointement avec la Commission permanente de la justice le projet
de loi n° 24, Loi sur la protection de la jeunesse. Déposé, 695. (Document
n° 423.)

Commission permanente des affaires sociales:—Rapport de la—, qui a
examiné le projet de loi n° 10. Déposé, 740. (Document n° 452.)

Documents de la session:—Suite

Commission permanente des affaires sociales:—Rapport de la—, qui a étudié conjointement avec la Commission permanente de la justice le projet de loi n° 24, Loi sur la protection de la jeunesse. Déposé, 874. (Document n° 519.)

Commission permanente des affaires sociales:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 9. Déposé, 925. (Document n° 554.)

Commission permanente de l'agriculture:—Rapport concernant les projets de loi nos 13 et 14. Déposé, 573. (Document n° 355.)

Commission permanente de l'agriculture:—Rapport de la—, qui a examiné le projet de loi n° 43. Déposé, 628. (Document n° 380.)

Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Rapport de la—, qui a examiné les projets de loi privés nos 201, 204, 212, 215, 217, 218, 219 et 232. Déposé, 369. (Document n° 238.)

Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Rapport concernant le projet de loi n° 44. Déposé, 567. (Document n° 352.)

Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Rapport concernant le projet de loi privé n° 233. Déposé, 568. (Document n° 353.)

Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Rapport de la—, qui a examiné le projet de loi n° 49. Déposé, 627. (Document n° 378.)

Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Rapport de la—, qui a examiné le projet de loi n° 67, Loi de l'assurance automobile. Déposé, 681. (Document n° 416.)

Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 67. Déposé, 896. (Document n° 536.)

Commission permanente des corporations professionnelles:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 25. Déposé, 910. (Document n° 543.)

Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications:—Rapport concernant le projet de loi n° 101, Charte de la langue française. Déposé, 605. (Document n° 368.)

Documents de la session:—Suite

Commission permanente de la fonction publique:—Rapport concernant les projets de loi n^{os} 28, 29 et 30. Déposé, 473. (Document n^o 309.)

Commission permanente de la fonction publique:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n^o 53, Loi sur la fonction publique. Déposé, 847. (Document n^o 507.)

Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche:—Rapport concernant le projet de loi n^o 44. Déposé, 434. (Document n^o 289.)

Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche:—Rapport concernant le projet de loi n^o 48. Déposé, 525. (Document n^o 336.)

Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche:—Rapport concernant le projet de loi n^o 48. Déposé, 539. (Document n^o 341.)

Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi n^{os} 19 et 21. Déposé, 757. (Document n^o 459.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a siégé pour étudier certaines questions relatives à la sécurité au travail des policiers de la Sûreté du Québec. Déposé, 223. (Document n^o 137.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de lois privés n^{os} 207, 208, 222 et 229. Déposé, 369. (Document n^o 237.)

Commission permanente de la justice:—Rapport concernant le projet de loi n^o 57. Déposé, 567. (Document n^o 351.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a examiné le projet de loi n^o 240. Déposé, 627. (Document n^o 379.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi n^{os} 32, 64 et 65. Déposé, 739. (Document n^o 451.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi n^{os} 72 et 77. Déposé, 874. (Document n^o 518.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n^o 260. Déposé, 888. (Document n^o 531.)

Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales:—Rapport concernant le projet de loi n° 2. Déposé, 331. (Document n° 216.)

Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales:—Rapport concernant les projets de loi nos 50 et 51. Déposé, 517. (Document n° 333.)

Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales:—Rapport de la—, qui a examiné le projet de loi n° 2. Déposé, 632. (Document n° 385.)

Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales:—Rapport de la—, qui a siégé pour entendre des mémoires relativement au livre blanc intitulé: La consultation populaire. Déposé, 818. (Document n° 497.)

Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts:—Rapport de la—, qui a siégé aux fins d'étudier les politiques énergétiques du Québec. Déposé, 417. (Document n° 279.)

Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts:—Rapport de la—, qui a entendu les représentants d'Hydro-Québec. Déposé, 639. (Document n° 388.)

Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts:—Rapport de la—, qui a étudié les perspectives d'avenir de l'industrie des pâtes et papiers. Déposé, 681. (Document n° 417.)

Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement:—Rapport de la—, qui a siégé concernant l'aménagement de la colline parlementaire. Déposé, 171. (Document n° 113.)

Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 22. Déposé, 757. (Document n° 460.)

Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—Rapport de la—, qui a siégé pour étudier les amendements à apporter au décret de la construction. Déposé, 411. (Document n° 273.)

Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—Rapport concernant le projet de loi n° 5. Déposé, 545. (Document n° 342.)

Documents de la session:—Suite

Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 69. Déposé, 794. (*Document n° 484.*)

Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 45. Déposé, 910. (*Document n° 542.*)

Commissions:—Liste des—, délivrées aux employés publics en 1976. Déposé, 86. (*Document n° 33.*)

Commissions d'enquêtes, commissions d'étude, etc.:—Un tableau énumérant les—, depuis le 26 novembre 1976. Déposé, 213. (*Document n° 135.*)

Commissions permanentes:—Rapport groupant les rapports des—, qui ont procédé à l'étude des crédits du budget pour 1977/78. Déposé, 315. (*Document n° 202.*)

Communauté urbaine de Montréal:—Rapport du Groupe d'étude sur le rôle d'évaluation de la—. Déposé, 72. (*Document n° 17.*)

Communications:—Copie de la correspondance au sujet de la conférence fédérale-provinciale d'Edmonton. Déposé, 76. (*Document n° 23.*)

Communications:—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 193. (*Document n° 125.*)

Comptables agréés du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, au 31 mars 1977. Déposé, 375. (*Document n° 241.*)

Comptables en administration industrielle du Québec:—Rapport annuel pour 1976/77 de la Corporation professionnelle des—. Déposé, 775. (*Document n° 465.*)

Comptables en administration industrielle du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1975/76. Déposé, 113. (*Document n° 53.*)

Comptables généraux licenciés du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1976/77. Déposé, 350. (*Document n° 219.*)

Comptes économiques du Québec:—Revenus et dépenses et estimations annuelles 1961-1975. Déposé, 102. (*Document n° 43.*)

Documents de la session:—Suite

Comptes publics de la province de Québec:—Volumes 1 et 2 des—, pour l'année se terminant le 31 mars 1976. Déposé, 90. (Document n° 34.)

Comptes publics du gouvernement du Québec:—Volume 1 des—, pour 1976/77. Déposé, 923. (Document n° 546.)

Conciliation entre locataires et propriétaires:—Copie d'un arrêté en conseil concernant la création d'un groupe de travail sur la révision de la Loi de—. Déposé, 111. (Document n° 50.)

Conférence annuelle des premiers ministres:—Copie de la correspondance au sujet de l'ordre du jour de la—, tenue à St. Andrews. Déposé, 477. (Document n° 314.)

Conflits d'intérêts:—Directives du Premier ministre concernant les—, accompagnées de déclarations conformément à ces directives. Déposé, 72. (Document n° 18.)

Conseil consultatif de l'environnement:—Rapport pour 1975/76. Déposé, 108. (Document n° 48.)

Conseil de la protection du consommateur:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 887. (Document n° 530.)

Conseil de la recherche en santé du Québec:—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 728. (Document n° 445.)

Conseil de la recherche en santé du Québec:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 728. (Document n° 446.)

Conseil des affaires sociales et de la famille:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 413. (Document n° 276.)

Conseil du statut de la femme:—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 193. (Document n° 122.)

Conseil du trésor:—Copie de l'étude du—, concernant les pratiques administratives du gouvernement. Déposé, 160. (Document n° 109.)

Conseil interprofessionnel du Québec:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 400. (Document n° 266.)

Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air:—Rapport sur l'utilisation rationnelle des équipements mobiles olympiques. Déposé, 114. (Document n° 59.)

Documents de la session:—Suite

- Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air:—*
Rapport concernant l'utilisation des installations olympiques. Déposé,
207. (*Document n° 131.*)
- Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air:—*
Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 224. (*Document n° 139.*)
- Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air:—*
Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 909. (*Document n° 540.*)
- Conseils régionaux de la santé et des services sociaux:—*Rapports annuels
pour 1976. Déposé, 390. (*Document n° 258.*)
- Conseil supérieur de l'éducation:—*Rapport annuel des activités du—, pour
1975/76. Déposé, 63. (*Document n° 8.*)
- Conseil supérieur de l'éducation:—*Rapport annuel sur l'état et les besoins
de l'éducation. Déposé, 63. (*Document n° 9.*)
- Conseillers d'orientation du Québec:—*Rapport annuel de la Corporation
professionnelle des—, pour 1975/76. Déposé, 96. (*Document n° 39.*)
- Conseillers d'orientation du Québec:—*Rapport annuel de la Corporation
professionnelle des—, pour 1976/77. Déposé, 430. (*Document n° 283.*)
- Conseillers en relations industrielles du Québec:—*Rapport annuel pour
1975/76. Déposé, 132. (*Document n° 91.*)
- Conseillers en relations industrielles du Québec:—*Rapport annuel de la
Corporation professionnelle des—, pour 1976/77. Déposé, 364 (*Docu-
ment n° 234.*)
- Consommateurs, Coopératives et Institutions financières:—*Rapport annuel
du ministère des—, pour 1975/76. Déposé, 208. (*Document n° 133.*)
- Consultation populaire:—*Rapport de la Commission permanente de la
présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouverne-
mentales qui a siégé pour entendre des mémoires relatifs au livre blanc
intitulé: *La—*. Déposé, 818. (*Document n° 497.*)
- Consultation populaire au Québec:—*Un livre blanc intitulé: *La—*. Déposé,
606. (*Document n° 369.*)
- Contrats:—*Copie de—, concernant l'entretien d'immeubles gouvernemen-
taux. Déposé, 387. (*Document n° 253.*)

Contrats:—Combien de—, le ministère des Transports a-t-il accordés. (Question transformée en motion pour dépôt de document), Déposé, 441. (Document n° 298.)

Contrats afférents au Parc olympique de Montréal:—Rapport du Vérificateur général concernant l'examen de—. Déposé, 441. (Document n° 299.)

Contrats pour l'entretien ménager:—Combien de—, ont été accordés par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 842. (Document n° 503.)

Cossette-Trudel, Jacques:—Copie d'une lettre adressée au Premier ministre par Louise Lanctôt et—, concernant leur situation d'exilés. Déposé, 640. (Document n° 389.)

Cowansville:—Copie de toute correspondance relativement à l'implantation d'un site d'enfouissement sanitaire à—. Déposé, 942. (Document n° 573.)

Crime organisé:—Rapport d'enquête de la Commission de Police sur le—. Déposé, 514. (Document n° 332.)

Déclaration ministérielle de M. Parizeau:—Harmonisation des régimes d'imposition fédéral et québécois. Déposé, 923. (Document n° 545.)

Délibérations parlementaires:—Rapport sur la radiodiffusion des—. Déposé, 629. (Document n° 381.)

Délibérations parlementaires:—Rapport du comité d'étude sur la diffusion des—, (télévision). Déposé, 817. (Document n° 494.)

Dentistes du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1975/76. Déposé, 114. (Document n° 54.)

Dentistes du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1976/77. Déposé, 728. (Document n° 442.)

Denturologistes du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1975/76. Déposé, 133. (Document n° 92.)

Dépoussiérage:—Le gouvernement a-t-il réussi à convaincre les autorités de la mine Carey et de l'usine QIT de fermer leurs portes pour fins de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 238. (Document n° 151.)

Députés:—Les modifications au règlement concernant les allocations des—, en vertu de l'article 101*b* de la Loi de la Législature. Déposé, 82. (*Document n° 28.*)

Députés:—Y a-t-il des ex—, qui reçoivent à la fois un salaire et une pension venant des fonds publics. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 177. (*Document n° 115.*)

Députés:—Résolution de la Commission de régie interne concernant le plan d'assurance-vie collective des—. Déposé, 671. (*Document n° 410.*)

Députés:—Résolution de la Commission de régie interne concernant des modifications apportées aux allocations des—. Déposé, 672. (*Document n° 411.*)

Députés et ministres:—Documents concernant la rémunération des—. Déposés, 128-129. (*Document nos 79, 80, 81, 82 et 83.*)

Dettes des municipalités:—Quel est le montant total des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 494. (*Document n° 322.*)

Diététistes du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1975/76. Déposé, 114. (*Document n° 55.*)

Diététistes du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1976/77. Déposé, 775. (*Document n° 466.*)

Directive concernant les frais de voyage:—Déposé, 413. (*Document n° 275.*)

Directives du Premier ministre:—Copie des—, accompagnées de déclarations faites conformément à ces directives. Déposé, 72. (*Document n° 18.*)

Distribution du matériel sportif olympique:—Rapport sur la—. Déposé, 759. (*Document n° 464.*)

Domaine cultivable de la province:—Déclaration relative aux arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi pour augmenter le—, (1946, c. 31). Déposé, 58. (*Document n° 5.*)

Eberhard Faber:—Quelles dispositions le gouvernement a-t-il adoptées depuis que la compagnie—, d'Acton Vale, a annoncé qu'elle fermait ses portes. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 938. (*Document n° 177.*)

Documents de la session:—Suite

Échange culturel et éducatif:—Copie de l'accord intervenu entre le Québec et le Manitoba concernant un programme expérimental d'—. Déposé, 281. (*Document n° 177.*)

École Polytechnique de Montréal:—Rapport des activités du 1^{er} juin 1974 au 31 mai 1976. Déposé, 228. (*Document n° 140.*)

Écoles:—Rapport concernant la fermeture des—. Déposé, 199. (*Document n° 128.*)

Écoles:—Copie de la liste des projets de nouvelles—, préparée par le Conseil scolaire de l'île de Montréal. Déposé, 328. (*Document n° 211.*)

Éditeur officiel du Québec:—Copie des arrêtés en conseil en rapport avec le Bureau de l'—. Déposé, 68. (*Document n° 13.*)

Éditeur officiel du Québec:—Rapport annuel indiquant le nombre d'exemplaires de recueil des lois imprimés, etc. Déposé, 108. (*Document n° 46.*)

Éditeur officiel du Québec:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 873. (*Document n° 516.*)

Éducation chrétienne dans les écoles confessionnelles:—Plan de développement relatif à l'—, pour les années 1977 à 1980. Déposé, 629. (*Document n° 382.*)

Élections générales de 1976:—Rapport du président général des élections. Déposé, 577. (*Document n° 357.*)

Emprunts:—Le gouvernement a-t-il emprunté de l'Hydro-Québec et de la Caisse de dépôt et placement de Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 327. (*Document n° 209.*)

Emprunts sur obligations:—Quelle est la somme totale des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 722. (*Document n° 436.*)

Énergie au Québec:—Livre blanc sur la politique énergétique du Québec intitulé: L'—. Déposé, 909. (*Document n° 539.*)

Enfants:—Tableau indiquant les montants versés en allocations familiales et le montant d'achat de vêtements d'—, taxable à 8%. Déposé, 870. (*Document n° 512.*)

Enseignants religieux et laïcisés:—Rapport du comité *ad hoc* constitué pour étudier la situation des—, en regard de leur protection à la retraite. Déposé, 478. (*Document n° 315.*)

Enseignement supérieur et universités:—Copie de l'arrêté en conseil concernant la nomination des membres du Comité de coordination et des trois groupes de travail chargés de l'étude sur l'avenir de l—. Déposé, 754. (*Document n° 458.*)

Entente auxiliaire Canada-Québec:—Détails concernant l—, sur l'accès aux ressources forestières. (Questions transformées en motions pour dépôt de documents). Déposés, 701 et 702. (*Document n°s 427 et 428.*)

Entente auxiliaire Canada-Québec:—Copie de toute correspondance concernant l—, sur l'accès aux ressources forestières. Déposé, 941. (*Document n° 571.*)

Ententes auxiliaires Canada-Québec:—Amendements aux—. Déposé, 390. (*Document n° 259.*)

Entraide Immobilière Laurentienne:—Dossier concernant la liquidation de L—. Déposé, 532. (*Document n° 338.*)

Entrepôt Mailloux:—Le gouvernement peut-il fournir la liste complète des oeuvres d'art dans l—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), Déposé, 158. (*Document n° 106.*)

Entreprises du gouvernement du Québec:—États financiers pour 1975/76. Déposé, 435. (*Document n° 291.*)

Ergothérapeutes du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1975/76. Déposé, 113. (*Document n° 51.*)

Ergothérapeutes du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1976/77. Déposé, 475. (*Document n° 312.*)

Esty Ltd. et Solo Products:—Copie de toute correspondance concernant les compagnies—, qui ont transféré leur siège social à Toronto. Déposé, 675. (*Document n° 415.*)

États financiers du Québec:—Pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976. Déposé, 90. (*Document n° 35.*)

États financiers du Québec:—Pour l'année terminée le 31 mars 1977. Déposé, 895. (*Document n° 532.*)

Documents de la session:—Suite

Étudiants:—Programmes d'emplois d'—, pour l'été 1977, préparés par le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre. Déposé, 97. (*Document n° 41.*)

Évaluateurs agréés du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1975/76. Déposé, 132. (*Document n° 88.*)

Évaluateurs agréés du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1976/77. Déposé, 546. (*Document n° 344.*)

Expositions agricoles:—Combien d'—, le ministère de l'Agriculture a-t-il subventionnées. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 878. (*Document n° 521.*)

Faillites:—Détails concernant les—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 939. (*Document n° 567.*)

FEDCO (Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec):—Détails concernant les prêts et subventions accordés à la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 137. (*Document n° 97.*)

Fête de la Saint-Jean:—Liste des subventions par région pour 1977. Déposé, 298. (*Document n° 188.*)

Fête nationale du Québec:—Copie de l'arrêté en conseil concernant la—. Déposé, 232. (*Document n° 143.*)

Fêtes du Québec:—Rapport annuel du Comité national des—, pour 1977. Déposé, 901. (*Document n° 537.*)

Fêtes nationales de la Saint-Jean:—Rapports financiers annuels du Comité des—, au 31 août 1975 et au 31 août 1976. Déposé, 228. (*Document n° 142.*)

Financement des programmes de santé et de l'enseignement post-secondaire:—Copie de tous les documents concernant les nouvelles modalités de—. Déposé, 258. (*Document n° 163.*)

Finances:—Synthèse des opérations financières et budgétaires 1977/78. Déposés, 500 et 696. (*Documents nos 330 et 425.*)

Floride:—Statistiques sur le nombre de citoyens qui se sont rendus en—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 700. (*Document n° 426.*)

Documents de la session:—Suite

Foire de Nice:—Quels ministères ont participé à la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 405. (*Document n° 270.*) Voir aussi p. 608.

Fonction publique:—Déclaration du Ministre de la—, concernant l'aire de négociation. Déposé, 659. (*Document n° 406.*)

Fonction publique:—Rapport annuel du ministère de la—, pour 1976/77. Déposé, 833. (*Document n° 501.*)

Fournier, M. Pierre:—Copie de l'étude préparée par—, sur l'évaluation de l'action de certaines sociétés d'État québécoises. Déposé, 941. (*Document n° 572.*)

Foyer Grant, à Chambly:—Copie d'une plainte dénonçant l'état d'une pensionnaire au—. Déposé, 909. (*Document n° 541.*)

Frais de voyage:—Directive n° 5-74 concernant les—. Déposé, 413. (*Document n° 275.*)

Francophones dans les cadres supérieurs de direction d'entreprises:—Le gouvernement appuiera-t-il une vaste enquête en vue de trouver les causes de la sous-représentation des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 651. (*Document n° 394.*)

Fraternité des policiers de la CUM:—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et la—, concernant l'adoption d'une loi anti-scab. Déposé, 656. (*Document n° 401.*)

Gagnon et Frères, Roberval:—État de la situation d'approvisionnement de la scierie—. Déposé, 211. (*Document n° 134.*)

Garderies:—Le ministère des Affaires sociales a-t-il conclu une entente avec la CECM concernant la mise sur pied de—, dans les écoles désaffectées. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 385. (*Document n° 250.*)

Gatineau:—Copie d'une résolution concernant le retrait temporaire du projet de loi privé. Déposé, 601. (*Document n° 367.*)

Gorton Pew Limited:—Le gouvernement a-t-il fait une offre pour l'achat des propriétés de la—, aux Îles-de-la-Madeleine. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 75. (*Document n° 21.*)

Grains de provende:—Y a-t-il eu signature d'ententes entre le Québec et le gouvernement fédéral concernant le transport de—. (Question transfor-

mée en motion pour dépôt de document). Déposé, 880. (*Document n° 523.*)

Granby:—Copie de toute correspondance ou autres documents échangés entre le ministère des Affaires municipales et la ville de—, concernant des demandes de subventions. Déposé, 304. (*Document n° 196.*)

Grand-Portage:—Procès-verbal de la séance tenue le 28 février 1977 à la Commission scolaire régionale du—, au sujet de l'enseignement de la langue anglaise. Déposé, 121. (*Document n° 74.*)

Grand-Portage, Rivière-du-Loup:—Correspondance concernant la cessation de l'enseignement en langue anglaise. Déposé, 142. (*Document n° 100.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports sur les projets de loi privés n°s 214 et 219. Déposé, 105. (*Document n° 44.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports sur les projets de loi privés n°s 201, 212, 217, 218 et 222. Déposé, 106. (*Document n° 45.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports sur les projets de loi privés n°s 204 et 229. Déposé, 203. (*Document n° 129.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports sur les projets de loi privés n°s 208 et 215. Déposé, 311. (*Document n° 199.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé no 207. Déposé, 319. (*Document n° 205.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 232. Déposé, 331. (*Document n° 217.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports sur les projets de loi privés n°s 205, 223, 225, 227, 233, 234 et 242. Déposé, 421. (*Document n° 281.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport concernant les projets de loi privés n°s 213, 221, 226, 230, 236, 240 et 243. Déposé, 517. (*Document n° 334.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 200, Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal. Déposé, 689. (*Document n° 421.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport concernant le projet de loi privé n° 259. Déposé, 709. (*Document n° 432.*)

Documents de la session:—Suite

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur les projets de loi n^{os} 252 et 257. Déposé, 794. (Document n^o 485.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur les projets de loi privés n^{os} 237 et 260. Déposé, 818. (Document n^o 498.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n^o 216. Déposé, 867. (Document n^o 510.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n^o 241. Déposé, 947. (Document n^o 578.)

Grèves ou lock-out:—Quelles sont les entreprises qui ont fait le sujet d'une grève ou d'un lock-out. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 237. (Document n^o 148.)

Groupe d'étude sur le rôle d'évaluation de la Communauté urbaine de Montréal:—Rapport du—. Déposé, 72. (Document n^o 17.)

Habitation:—Copie du mémoire concernant une politique québécoise d'—. Déposé, 281. (Document n^o 178.)

Handicapés:—Un livre blanc concernant les—. Déposé, 290. (Document n^o 183.)

Handicapés:—Quel a été le montant des dépenses pour la tournée effectuée dans les différentes régions pour expliquer le livre blanc ainsi que le contenu de la loi. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 938. (Document n^o 563.)

Harmonisation des régimes d'imposition fédéral et québécois:—Déclaration ministérielle de M. Parizeau concernant l'—. Déposé, 923. (Document n^o 545.)

Hilton Mines Limited:—Copie de toute correspondance ou autres documents concernant la fermeture de la mine de fer dans le canton Bristol (Pontiac-Témiscamingue). Déposé, 329. (Document n^o 214.)

Histoire et géographie:—Copie du programme préparé par le ministère de l'Éducation. Déposé, 328. (Document n^o 212.)

Honoraires professionnels:—Rapport de l'Office des professions sur la réglementation des—. Déposé, 382. (Document n^o 246.)

Honoraires professionnels:—Quel montant le gouvernement a-t-il versé en—, à des architectes, ingénieurs, etc. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 932. (Document n^o 557.)

Hôtel-Dieu d'Arthabaska:—Rapport de l'enquête effectuée à l'—. Déposé, 882. (*Document n° 527.*)

Hull:—Copie de toute correspondance entre le gouvernement et les autorités de la CTCRO et celles de la ville de—, concernant la construction de logements pour personnes âgées. Déposé, 407. (*Document n° 272.*)

Hydro-Québec:—États financiers et statistiques de l'—, et ses filiales pour 1976. Déposé, 181. (*Document n° 118.*)

Hydro-Québec:—Rapport annuel d'activité pour 1976. Déposé, 400. (*Document n° 264.*)

Hygiène et sécurité au travail:—Le gouvernement du Québec a-t-il, à l'instar du gouvernement du Canada, préparé un programme visant à élaborer un code d'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 789. (*Document n° 476.*)

Hygiénistes dentaires du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1975/76. Déposé, 132. (*Document n° 86.*)

Hygiénistes dentaires du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1976/77. Déposé, 793. (*Document n° 480.*)

Île Sainte-Thérèse:—Combien de comités ministériels étudient actuellement les implications des aménagements de l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 721. (*Document n° 435.*)

Immatriculation des véhicules automobiles:—Protocole d'entente concernant l'émission des plaques d'—. Déposé, 846. (*Document n° 506.*)

Immeubles:—Liste de tous les—, loués par le gouvernement. Déposé, 358. (*Document n° 226.*)

Immeubles achetés par le gouvernement:—Détails concernant les—. Déposé, 610. (*Document n° 373.*)

Immigration:—La liste des membres du Comité consultatif de l'—, du Québec. Déposé, 81. (*Document n° 27.*)

Immigration du Québec:—Rapport annuel du ministère de l'—, pour 1976/77. Déposé, 924. (*Document n° 548.*)

Impôt sur la vente en détail:—Copie de la correspondance échangée en 1976 entre le Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières et le Ministre du Revenu concernant les recommandations

de l'Association des Consommateurs du Canada. Déposé, 870. (*Document n° 511.*)

Impôt sur la vente en détail:—Tableau indiquant les montants versés en allocations familiales et le montant d'achat de vêtements d'enfants taxable à 8%. Déposé, 870. (*Document n° 512.*)

Industrie de l'acier:—Copie des arrêtés en conseil créant le comité d'étude de l'—, et sur les entreprises qui y sont engagées telles Sidbec-Dosco et Québec Steel Products. Déposé, 76. (*Document n° 22.*)

Industrie de l'acier:—Deux articles de journaux concernant la situation financière de l'—, dans le monde. Déposé, 414. (*Document n° 277.*)

Industrie de l'acier au Québec:—Dossier concernant le QSP préparé par le groupe de travail sur l'—. Déposé, 293. (*Document n° 184.*)

Industrie et du Commerce:—Rapport annuel du ministère de l'—, pour 1975/76. Déposé, 375. (*Document n° 242.*)

Industries employant au moins 100 personnes:—Détails concernant les—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 648. (*Document n° 390.*)

Infirmières et infirmiers du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1975/76. Déposé, 132. (*Document n° 85.*)

Infirmières et infirmiers du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1976/77. Déposé, 873. (*Document n° 514.*)

Infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1975/76. Déposé, 96. (*Document n° 38.*)

Infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1976/77. Déposé, 350. (*Document n° 220.*)

Ingénieurs du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1975/76. Déposé, 113. (*Document n° 52.*)

Ingénieurs du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1976/77. Déposé, 728. (*Document n° 441.*)

Ingénieurs forestiers du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1976/77. Déposé, 364. (*Document n° 233.*)

Documents de la session:—Suite

Installations portuaires du Saint-Laurent:—Combien le gouvernement a-t-il commandé d'études concernant les—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 257. (*Document n° 162.*)

Institut d'histoire et de civilisation du Québec:—Rapport du Groupe de travail sur l'—. Déposé, 85. (*Document n° 31.*)

Institutions financières:—Réponses à des questions orales de M. Raynauld. Déposé, 350. (*Document n° 223.*)

Investissements:—Liste des—, par comté, sous la direction des bureaux régionaux du ministère de l'Industrie et du Commerce. Déposé, 185. (*Document n° 121.*)

Investissements au Québec:—Documents concernant les projets d'—. Déposé, 121. (*Document n° 73.*)

James Richardson Company Ltd.:—Copie de l'étude concernant la rentabilité de l'entreprise—. Déposé, 437. (*Document n° 295.*)

Jeux du Québec:—Quels montants la ville de Sherbrooke a-t-elle reçus pour la tenue des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 843. (*Document n° 504.*)

Jeux olympiques 1976:—Copie du rapport de l'enquête concernant le coût des—. Déposé, 159. (*Document n° 108.*)

Jonquière:—Quelles sont les explications justifiant une majoration du contrat de terrassement accordé dans la municipalité de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 652. (*Document n° 395.*)

Lac-Mégantic:—Copie de toute correspondance ou autres documents concernant la fermeture de l'usine de bois ouvré et de la scierie à—. Déposé, 329. (*Document n° 213.*)

Lac Saint-Jean:—Copie de toute correspondance concernant le programme d'étude et d'assainissement des eaux du—. Déposé, 942. (*Document n° 575.*)

Lacs à truite:—Combien de demandes le ministère de l'Agriculture a-t-il reçues concernant des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 935. (*Document n° 561.*)

Lait:—Quelles sont les écoles qui ne bénéficiaient pas du programme de distribution gratuite de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 939. (*Document n° 566.*)

Lañctôt, Louise:—Copie d'une lettre adressée au Premier ministre par—, et Jacques Cossette-Trudel concernant leur situation d'exilés. Déposé 640. (*Document n° 389.*)

Les Expos:—Copie de toute correspondance concernant le club de baseball—. Déposé, 844. (*Document n° 505.*)

Lettres patentes:—Copie des arrêtés en conseil autorisant le ministère de l'Agriculture à émettre des—, sans que les conditions du billet de location aient été remplies. Déposé, 497. (*Document n° 328.*)

Levesque, M. Gérard D.:—Réfutation des allégations de Mme Denise Leblanc. Déposé, 827. (*Document n° 500.*)

Ligue des droits de l'Homme:—Copie du rapport de l'enquête instituée à la suite de pressions de la—, relativement au comportement des forces policières lors de manifestations de solidarité des travailleurs aux prises avec des conflits de travail. Déposé, 524. (*Document n° 335.*)

Livre:—Mémoire sur une politique du—, préparé par le Comité consultatif du livre. Déposé, 252. (*Document n° 160.*)

Livre blanc:—Intitulé: *La politique québécoise de la langue française*. Déposé, 127. (*Document n° 75.*)

Livre blanc concernant les personnes handicapées:—Déposé, 290. (*Document n° 183.*)

Livre blanc sur la consultation populaire:—Déposé, 606. (*Document n° 369.*)

Livre blanc sur la politique énergétique:—Intitulé: *L'énergie au Québec*. Déposé, 909. (*Document n° 539.*)

Livre blanc sur les relations entre locateurs et locataires:—Déposé, 919. (*Document n° 544.*)

Livre vert sur le loisir au Québec:—Intitulé: *Prendre notre temps*. Déposé, 732. (*Document n° 448.*)

Livre vert sur l'enseignement primaire et secondaire au Québec:—Déposé, 635. (*Document n° 386.*)

Locataires et propriétaires:—Copie d'un arrêté en conseil concernant la création d'un groupe de travail sur la révision de la Loi de la conciliation entre—. Déposé, 111. (*Document n° 50.*)

Locateurs et locataires:—Livre blanc sur les relations entre—. Déposé, 919. (*Document n° 544.*)

Loi de la Législature:—Les modifications au règlement concernant les allocations des députés. Déposé, 82. (*Document n° 28.*)

Loterie Olympique et Loterie Canada:—Combien le gouvernement a-t-il reçu à l'occasion des tirages de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 239. (*Document n° 152.*)

Loto-Québec:—Combien y a-t-il de concessionnaires de—, (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 495. (*Document n° 324.*)

Maisons mobiles:—Copie de toute correspondance concernant l'industrie des—, au Québec. Déposé, 656. (*Document n° 402.*)

Maladie parasitaire chez les animaux (fasciola hepatica):—Le gouvernement fédéral a-t-il autorisé la mise sur le marché de médicaments pour combattre une—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 278. (*Document n° 173.*)

Mandat spécial:—Autorisé depuis l'ajournement de l'Assemblée nationale, pour 1976/77. Déposé, 63. (*Document n° 10.*)

Mar del Plata:—Quelles sont les personnes qui ont accompagné le Ministre délégué à l'environnement à la conférence mondiale sur l'eau. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 158. (*Document n° 105.*)

Marine Industries Limitée:—Copie de toute correspondance ou autres documents concernant—, et le programme d'aide à l'exportation. Déposé, 359. (*Document n° 229.*)

Matériel sportif olympique:—Rapport sur la distribution du—. Déposé, 759. (*Document n° 464.*)

Médecins du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1976/77. Déposé, 793. (*Document n° 481.*)

Médecins du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1975/76. Déposé, 133. (*Document n° 94.*)

Médecins vétérinaires du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1976/77. Déposé, 364. (*Document n° 231.*)

Mercor Canada Ltd.:—Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et la firme—, concernant son intention de déménager ses bureaux à Toronto. Déposé, 655. (*Document n° 400.*)

Mesures anti-inflationnistes:—Copie d'un arrêté en conseil concernant l'application de la Loi concernant les—. Déposé, 71. (*Document n° 16.*)

Mesures anti-inflationnistes:—Copie d'une lettre de M. Jacques Parizeau adressée aux maires et aux conseillers municipaux au sujet de la Loi concernant les—. Déposé, 81. (*Document n° 26.*)

Meubles Saguenay Ltée:—Copie de toute correspondance échangée entre le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre et la firme—, concernant la fermeture de cette usine. Déposé, 304. (*Document n° 197.*)

Ministères:—Quels sont les noms des employés des—, qui ont été congédiés, etc. (Questions transformées en motions pour dépôt de documents). Déposés, 278, 303, 325, 326, 356, 404, 609, 877. (*Documents n°s 174, 194, 206, 208, 224, 268, 371, 520.*)

Ministères:—Réponse additionnelle concernant le classement et l'échelon du personnel engagé dans certains—. Déposé, 470. (*Document n° 306.*)

Ministres:—Le gouvernement a-t-il acheté du nouvel ameublement pour les bureaux des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 654. (*Document n° 398.*)

Ministres:—Des travaux de rénovation ont-ils été effectués dans certains bureaux de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 655. (*Document n° 399.*)

Ministres d'État:—En quoi consistent les mandats généraux et les mandats spécifiques confiés aux—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 302. (*Document n° 193.*)

Ministres d'État et ministres délégués:—Quels sont les noms des personnes qui ont été engagées au service des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 279 et 301. (*Documents n°s 175 et 192.*)

Mirabel:—Depuis la construction de l'aéroport de—, combien y a-t-il eu d'études subventionnées en marge de l'établissement d'un système de transport rapide (Barem) entre Mirabel et Montréal. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 789. (*Document n° 475.*)

Mission d'étude sur le fonctionnement linguistique des sièges sociaux d'entreprises multinationales:—Rapport. Déposé, 382. (*Document n° 245.*)

Montreal Woollens Ltd.:—Copie de toute correspondance concernant le déménagement de la société—, en raison de la politique linguistique du Québec. Déposé, 497. (*Document n° 328*.)
327

Mont Sainte-Anne:—Copie de tous mémoires ou autres documents présentés au Conseil du trésor ou au Conseil des ministres concernant la station de ski du—. Déposé, 280. (*Document n° 176*.)

Municipalités:—Existe-t-il des—, qui doivent encore effectuer des remboursements au gouvernement en vertu de l'ancienne loi de l'assistance publique. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 177. (*Document n° 116*.)

Namur:—Copie de la correspondance relative au dossier Blue Bonnets et à la station de métro—. Déposé, 588. (*Document n° 363*.)

Négociations:—Combien y a-t-il eu de tables sectorielles lors de la dernière ronde de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 276. (*Document n° 171*.)

Négociations:—Quelles ont été les personnes engagées par des organismes gouvernementaux au cours de la dernière ronde de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 277. (*Document n° 172*.)

Négociations dans le secteur public et parapublic:—Combien de contrats ont été accordés par le gouvernement dans le but de le représenter pendant la dernière ronde de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 256. (*Document n° 161*.)

Northern Telecom Ltée:—Correspondance ou autres documents échangés entre le gouvernement et la—, concernant une déclaration faite par M. Walter F. Light au sujet du Livre blanc. Déposés, 258 et 326. (*Documents n°s 164 et 207*.)

Notaires du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1975/76. Déposé, 120. (*Document n° 65*.)

Notaires du Québec:—Rapport annuel pour 1976/77 de l'Ordre des—. Déposé, 728. (*Document n° 440*.)

Obligations de la province:—Détails concernant chaque émission d'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 405. (*Document n° 269*.)

Documents de la session:—Suite

Obligations d'épargne du Québec:—Quel est le montant total d'—, que le gouvernement a été dans l'obligation de racheter. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 75. (*Document n° 20.*)

Occasionnels:—Directives concernant l'emploi des—, au ministère des Transports. Déposé, 233. (*Document n° 147.*)

Office de la construction du Québec:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 392. (*Document n° 263.*)

Office de planification et de développement du Québec:—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 728. (*Document n° 444.*)

Office de radio-télédiffusion du Québec:—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 412. (*Document n° 274.*)

Office des autoroutes du Québec:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 142. (*Document n° 99.*)

Office des professions du Québec:—Une étude de l'—, intitulée: *L'évolution du professionnalisme au Québec*. Déposé, 85. (*Document n° 29.*)

Office des professions du Québec:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 298. (*Document n° 191.*)

Office des professions du Québec:—Rapport sur la réglementation des honoraires professionnels. Déposé, 382. (*Document n° 246.*)

Office du crédit agricole du Québec:—Rapport annuel concernant l'administration de la Loi sur le crédit forestier, pour 1976/77. Déposé, 430. (*Document n° 285.*)

Office franco-québécois pour la jeunesse:—Rapport annuel pour 1975. Déposé, 233. (*Document n° 146.*)

Optométristes du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1976/77. Déposé, 793. (*Document n° 479.*)

Organisation volontaire d'éducation populaire (OVEP):—Quel est le montant total voté par l'Assemblée nationale dans le cadre de l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), Déposé, 752. (*Document n° 455.*)

Orthophonistes et audiologistes du Québec:—Rapport de la Corporation professionnelle des—, pour 1975/76. Déposé, 120. (*Document n° 66.*)

Orthophonistes et audiologistes du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1976/77. Déposé, 793. (*Document n° 478.*)

Palais des congrès de Montréal:—Copie d'une lettre du Ministre fédéral de l'Expansion économique régionale au Ministre d'Etat à l'aménagement concernant le—. Déposé, 577. (*Document n° 358.*)

Papier:—Quel montant le gouvernement prévoit-il dépenser en 1977/78 pour l'achat de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 237. (*Document n° 149.*)

Parc olympique de Montréal:—Rapport du Vérificateur général concernant l'examen de trois contrats afférents au—. Déposé, 441. (*Document n° 299.*)

Parc olympique de Montréal:—Rapport du Comité consultatif chargé d'étudier l'avenir des installations olympiques (Rapport Marsan). Déposé, 665. (*Document n° 409.*)

Parcs et terrains de camping:—Copie de tous mémoires, rapports et autres documents concernant la politique d'accessibilité des personnes âgées de 65 ans et plus dans les—. Déposé, 940. (*Document n° 569.*)

Pêche:—Le gouvernement a-t-il entrepris des négociations avec le gouvernement du Canada concernant une exploitation plus rationnelle des ressources maritimes du golfe du Saint-Laurent. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 673. (*Document n° 413.*)

Pêche:—Quel montant le MIC a-t-il prévu pour aider les 4000 professionnels de la—, oeuvrant au Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 674. (*Document n° 414.*)

Pêcheprod Limitée:—Correspondance concernant la société—. Déposés, 778 et 779. (*Documents nos 469 et 470.*)

Permis accordés aux compagnies étrangères:—État pour 1976/77. Déposé, 660. (*Document n° 408.*)

Petite et moyenne entreprise:—Selon le gouvernement, quelle est la définition d'une—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 357. (*Document n° 225.*)

Petites et moyennes entreprises:—Copie de toute correspondance ou autres documents échangés entre le Ministre de l'Industrie et du Commerce

Documents de la session:—Suite

- et le gouvernement fédéral concernant les—. Déposé, 241. (*Document n° 156.*)
- Pétition de l'APCQ*:—Copie de la—, concernant l'enseignement privé. Déposé, 817. (*Document n° 496.*)
- Pharmaciens du Québec*:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1976/77. Déposé, 435. (*Document n° 290.*)
- Physiothérapeutes du Québec*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1976/77. Déposé, 430. (*Document n° 284.*)
- Placement étudiant*:—Réponse à une question orale de M. Samson au sujet du—, au ministère des Terres et Forêts. Déposé, 415. (*Document n° 278.*)
- Placement étudiant*:—Réponses à des questions orales posées par M. Caron concernant le—. Déposé, 445. (*Document n° 300.*)
- Placement étudiant*:—Tableau comparatif pour 1976 et 1977 des statistiques fournies par le Service de—. Déposé, 578. (*Document n° 360.*)
- Placement étudiant*:—Étudiants du district électoral de Shefford qui ont obtenu un emploi grâce au Service de—. Déposé, 724. (*Document n° 439.*)
- Plan quinquennal des investissements universitaires*:—Arrêté en conseil concernant l'approbation du—, pour 1976-1981. Déposé, 350. (*Document n° 221.*)
- Plantation*:—Réponse à une question orale concernant le programme de—. Déposé, 268. (*Document n° 170.*)
- Podiatres du Québec*:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1975/76. Déposé, 97. (*Document n° 40.*)
- Podiatres du Québec*:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1976/77. Déposé, 452. (*Document n° 303.*)
- Politique d'achat*:—De nouvelles directives ont-elles été données aux établissements de santé et de services sociaux au sujet de leur—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 386. (*Document n° 251.*)
- Politique d'achat dans les secteurs public et parapublic*:—Copie de la réglementation concernant la—. Déposé, 76. (*Document n° 24.*)

Politique laitière fédérale:—Correspondance et autres documents échangés entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral concernant la—. Déposé, 116. (*Document n° 63.*)

Politique québécoise de la langue française:—Un livre blanc intitulé: *La*—. Déposé, 127. (*Document n° 75.*)

Présidents d'offices, de régies, etc.:—Combien de—, ont été démis de leurs fonctions, etc. depuis le 26 novembre 1976. (Question transformée en motion pour dépôt de document), Déposé, 495. (*Document n° 323.*)

Procureur général du Québec:—Rapport annuel relatif aux autorisations obtenues en vertu de la Loi sur la protection de la vie privée. Déposé, 251. (*Document n° 159.*)

Programme de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi:—Réponse à une question orale de M. Lavoie concernant le—, Déposé, 827. (*Document n° 499.*)

Programme de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi:—Rapport mensuel au 1^{er} décembre 1977. Déposé, 895. (*Document n° 533.*)

Programme d'orientation économique:—À quel stade le gouvernement est-il rendu dans la préparation d'un—, visant à créer de nouveaux produits et de nouveaux marchés. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 788. (*Document n° 474.*)

Protecteur du citoyen:—Première partie du rapport pour 1976. Déposé, 286. (*Document n° 182.*)

Protecteur du citoyen:—Deuxième partie du rapport pour 1976. Déposé, 659. (*Document n° 405.*)

Protection de la jeunesse:—Premier rapport d'activité du Comité pour la—. Déposé, 316. (*Document n° 203.*)

Protection de la vie privée:—Rapport annuel relatif aux autorisations obtenues par le procureur général du Québec en vertu de la Loi sur la—. Déposé, 251. (*Document n° 159.*)

Protection du consommateur:—Avant-projet de loi sur la—. Déposé, 924. (*Document n° 550.*)

Provincial Association of Catholic Teachers (PACT):—Copie de la correspondance entre le gouvernement et la—, concernant la politique

- linguistique préconisée dans le livre blanc. Déposé, 470. (*Document n° 308.*)
- Psychothérapie*:—Copie de toute étude faite par la Régie de l'assurance-maladie concernant les traitements de—. Déposé, 790. (*Document n° 477.*)
- Publicité*:—Le gouvernement a-t-il négocié des ententes ou des contrats de publicité. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 931. (*Document n° 556.*)
- Qualité de l'environnement*:—Combien de poursuites le gouvernement a-t-il intentées en vertu de la Loi de la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), Déposé, 470. (*Document n° 307.*)
- Quésteel*:—Réponse à une question orale concernant le nombre de travailleurs de—, qui ont été embauchés par Sidbec. Déposé, 782. (*Document n° 471.*)
- Racicot, M. Normand*:—Correspondance concernant—, directeur général adjoint de la CTCRO. Déposé, 430. (*Document n° 286.*)
- Rapport Beaudry*:—Rapport final du Comité d'étude sur la salubrité dans l'industrie de l'amiante. Déposé, 735. (*Document n° 449.*)
- Rapport Deschênes*:—Rapport du Comité chargé d'étudier l'implantation de la télévision à péage. Déposé, 286. (*Document n° 181.*)
- Rapport Frégault*:—Rapport du Groupe de travail sur l'Institut d'histoire et de civilisation du Québec. Déposé, 85. (*Document n° 31.*)
- Rapports Marsan*:—Rapports du Comité d'étude sur l'avenir des installations olympiques. Déposés, 58 et 665. (*Documents nos 4 et 409.*)
- Référendum*:—Un livre blanc intitulé: *La consultation populaire au Québec*. Déposé, 606. (*Document n° 369.*)
- Refonte des lois municipales*:—Troisième tranche du rapport de la Commission de la—. Déposé, 85. (*Document n° 32.*)
- Refonte des lois municipales*:—Quatrième tranche du rapport de la Commission de la—. Déposé, 171. (*Document n° 114.*)
- Réforme des districts électoraux*:—Avis transmis par la Commission permanente de la—. Déposé, 672. (*Document n° 412.*)

Documents de la session:—Suite

Régie de la langue française:—Rapport annuel pour 1976 ainsi que plusieurs annexes. Déposé, 475. (Document n° 311.)

Régie de l'assurance-dépôts du Québec:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 121. (Document n° 70.)

Régie de l'assurance-maladie du Québec:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 376. (Document n° 243.)

Régie de l'assurance-récolte du Québec:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 801. (Document n° 486.)

Régie de l'électricité et du gaz:—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 293. (Document n° 186.)

Régie des entreprises de construction du Québec:—Rapport des activités du 13 août 1975 au 31 mars 1976. Déposé, 108. (Document n° 47.)

Régie des installations olympiques:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 466. (Document n° 305.)

Régie des installations olympiques:—Copie du bail intervenu entre la—, et les Alouettes de Montréal. Déposé, 490. (Document n° 321.)

Régie des loteries et courses du Québec:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 307. (Document n° 198.)

Régie des marchés agricoles du Québec:—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 121. (Document n° 71.)

Régie des marchés agricoles du Québec:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 901. (Document n° 538.)

Régie des rentes du Québec:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 293. (Document n° 185.)

Régie des services publics du Québec:—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 121. (Document n° 69.)

Régie du Grand Théâtre de Québec:—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 63. (Document n° 11.)

Régime de rentes du Québec:—Analyse actuarielle modifiant celle en date du 31 décembre 1974. Déposé, 316. (Document n° 204.)

Régime des allocations familiales du Québec:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 382. (*Document n° 248.*)

Remises de droits et peines:—État détaillé des—. Déposé, 81. (*Document n° 25.*)

Réserve Mastigouche, à Saint-Alexis-des-Monts:—Combien d'employés occasionnels ont été embauchés à la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 703. (*Document n° 429.*)

REXFOR (Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec):—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 149. (*Document n° 102.*)

Richesses naturelles:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1974/75. Déposé, 312. (*Document n° 201.*)

Richesses naturelles:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1975/76. Déposé, 435. (*Document n° 292.*)

Saint-Philippe-de-Néri (Kamouraska):—Copie de toute correspondance concernant la construction d'un séchoir à grain et d'une meunerie à—. Déposé, 138. (*Document n° 98.*)

Sainte-Martine, Huntingdon:—Quel montant le gouvernement a-t-il versé pour la construction du Centre sportif régional de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 240. (*Document n° 154.*)

Schéma d'aménagement de l'Outaouais:—Détails concernant le—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 812. (*Document n° 490.*)

Scierie de Cap-Chat:—Copie des études effectuées relativement à la—. Déposé, 117. (*Document n° 64.*)

Secrétaires particuliers, secrétaires particuliers adjoints et sous-chefs:—Arrêté en conseil et résolution concernant le traitement des—. Déposé, 381. (*Document n° 244.*)

Senneterre:—Correspondance concernant l'implantation d'une usine de sciage de pin blanc. Déposés, 195 et 214. (*Documents n°s 127 et 136.*)

Service des assurances du Québec:—Rapport pour 1976. Déposé, 947. (*Document n° 577.*)

Documents de la session:—Suite

Services de protection de l'environnement du Québec:—Rapports annuels pour 1974/75 et 1975/76. Déposé, 127. (Documents n^{os} 77 et 78.)

Sidbec:—Copie du rapport final préparé par des fonctionnaires du MIC et de la SDIQ relativement à—. Déposé, 496. (Document n^o 326.)

Sidbec et ses filiales:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 390. (Document n^o 257.)

Sidbec-Dosco:—Quel est le montant du surplus ou du déficit d'opérations de—, depuis sa prise en charge par le gouvernement. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 74. (Document n^o 19.)

Société d'aménagement de l'Outaouais:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 895. (Document n^o 535.)

Société de cartographie du Québec:—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 268. (Document n^o 169.)

Société de développement de la Baie James:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 181. (Document n^o 119.)

Société de développement industriel du Québec:—Rapport au 31 mars 1977. Déposé, 350. (Document n^o 222.)

Société d'exploitation des loteries et courses du Québec:—Rapport final de la Commission d'étude sur la—. Déposé, 389. (Document n^o 256.)

Société d'habitation du Québec:—Rapport annuel pour 1975. Déposé, 207. (Document n^o 132.)

Société d'habitation du Québec:—Copie des ententes signées entre la—, et la Société centrale d'hypothèques et de logement. Déposé, 717. (Document n^o 434.)

Société d'habitation du Québec:—Mémoire d'entente intervenue entre la—, et La Compagnie Nationale d'Immeubles et de Placements Netherwood Ltée et les Immeubles Val-Martin Ltée. Déposé, 729. (Document n^o 447.)

Société des alcools du Québec:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 371. (Document n^o 239.)

Société des alcools du Québec:—La—, a-t-elle loué un local à Shawinigan-Sud. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 879. (Document n^o 522.)

Documents de la session:—Suite

Société du parc industriel du centre du Québec:—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 705. (*Document n° 430.*)

Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (SPICAM):—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 706. (*Document n° 431.*)

Société générale de financement du Québec:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 181. (*Document n° 120.*)

Société Inter-Port de Québec:—Premier rapport annuel au 31 mars 1977. Déposé, 400. (*Document n° 267.*)

Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM):—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 58. (*Document n° 2.*)

Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM):—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 895. (*Document n° 534.*)

Société québécoise d'information juridique:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 740. (*Document n° 453.*)

Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires:—Directives portant sur les objectifs de la—. Déposé, 193. (*Document n° 124.*)

Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP):—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 293. (*Document n° 187.*)

Sociétés de colonisation:—Déclaration relative aux arrêtés en conseil réservant des cantons ou parties de cantons en faveur des—, (S.R.Q. 1964, c. 104). Déposé, 58. (*Document n° 6.*)

Solo Products et Esty Ltd.:—Copie de toute correspondance concernant les compagnies—, qui ont transféré leur siège social à Toronto. Déposé, 675. (*Document n° 415.*)

Solvabilité et rentabilité des nouvelles entreprises:—Quels moyens le gouvernement possède-t-il pour contrôler la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 723. (*Document n° 438.*)

Sommet économique du Québec, La Malbaie:—Premier document d'appui du—. Déposé, 223. (*Document n° 138.*)

Sommet économique du Québec, La Malbaie:—Deuxième document d'appui du—. Déposé, 228. (*Document n° 141.*)

Documents de la session:—Suite

Sommet économique du Québec, La Malbaie:—Quatrième rapport. Déposé, 635. (*Document n° 387.*)

Sommet économique du Québec, La Malbaie:—Quelle somme totale le gouvernement a-t-il dépensée pour la tenue du—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 723. (*Document n° 437.*)

Sous-chefs, secrétaires particuliers et secrétaires particuliers adjoints:—Arrêté en conseil et résolution concernant le traitement des—. Déposé, 381. (*Document n° 244.*)

Sous-ministres, sous-ministres associés:—Combien de nouveaux—, le gouvernement a-t-il nommés. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 328. (*Document n° 210.*)

Substitut du Procureur général:—Quels sont les nom et adresse des avocats qui ont soumis leur candidature au poste de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 157. (*Document n° 104.*)

Subventions:—Quelles sont les entreprises qui ont reçu des— du MIC ou de la SDIQ. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 440. (*Document n° 296.*)

Subventions d'équilibre budgétaire aux commissions scolaires:—Quel est le montant total des crédits votés en vue du versement de—, pour 1976/77. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 752. (*Document n° 454.*)

Sûreté du Québec:—Quatre communiqués de presse concernant le conflit à la—. Déposé, 132. (*Document n° 84.*)

Sûreté du Québec:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 233. (*Document n° 144.*)

Syndicats mis en tutelle:—Rapport des quatre conseils d'administration des—, pour 1975/76. Déposé, 685. (*Document n° 419.*)

Syndicats mis en tutelle:—Rapport des quatre conseils d'administration des—, pour 1976/77. Déposé, 685. (*Document n° 420.*)

Système métrique:—Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour informer les cultivateurs de la conversion au—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 115. (*Document n° 60.*)

Taillon, M. Jean:—Y a-t-il une relation entre—, et le sous-ministre adjoint au ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement. (Question

Documents de la session:—Suite

- transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 939. (*Document n° 565.*)
- Techniciens dentaires du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1976/77. Déposé, 546. (Document n° 343.)*
- Techniciens en radiologie du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1975/76. Déposé, 114. (Document n° 58.)*
- Techniciens en radiologie du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1976/77. Déposé, 417. (Document n° 280.)*
- Technologistes médicaux du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1976/77. Déposé, 392. (Document n° 261.)*
- Tektronix Canada Ltd.:—Copie de toute correspondance ou autres documents échangés entre le gouvernement et—. Déposé, 241. (Document n° 157.)*
- Téléinformatique:—Volumes 1 et 2 du rapport du Comité interministériel sur la—. Déposé, 247. (Document n° 158.)*
- Télévision à péage:—Rapport du Comité chargé d'étudier l'implantation de la—. Déposé, 286. (Document n° 181.)*
- Terre arable et terre boisée:—Combien y a-t-il d'acres de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 649. (Document n° 391.)*
- Terre des Hommes:—Copie de tous mémoires ou autres documents présentés au Conseil du trésor ou au Conseil des ministres concernant—. Déposé, 280. (Document n° 176.)*
- Terre des Hommes:—Copie de toute correspondance concernant le projet de réorganisation permanente de—. Déposé, 943. (Document n° 576.)*
- Terres et Forêts:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1975/76. Déposé, 58. (Document n° 3.)*
- Terres et Forêts:—Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi des—. Déposé, 133. (Document n° 95.)*
- TEXON:—Le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre a-t-il formé un comité de reclassement des employés à la suite du déménagement de la compagnie—, de Drummondville à Cornwall, Ontario. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 940. (Document n° 568.)*

Documents de la session:—Suite

Théâtre du Bois de Coulonges Inc.:—Copie de l'entente intervenue entre le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement et le—. Déposé, 177. (*Document n° 117.*)

Transport aérien au Québec:—Quels sont les noms des personnes qui ont reçu le mandat d'effectuer une étude sur le—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 813. (*Document n° 491.*)

Transports:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1976/77. Déposé, 458. (*Document n° 304.*)

Travail et de la Main-d'oeuvre:—Rapport annuel du ministère du—, pour 1975/76. Déposé, 133. (*Document n° 96.*)

Travailleurs sociaux du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1975/76. Déposé, 133. (*Document n° 93.*)

Travailleurs sociaux du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1976/77. Déposé, 873. (*Document n° 513.*)

Travaux publics:—Arrêtés en conseil sous le régime de la section 2 de la Loi du ministère des—. Déposé, 887. (*Document n° 529.*)

Travaux publics et de l'Approvisionnement:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1976/77. Déposé, 536. (*Document n° 340.*)

Tricofil Inc.:—Deux rapports de P.S. Ross & Associés concernant la Société Populaire—. Déposé, 382. (*Document n° 247.*)

Tricofil Inc.:—Documents se rapportant à une aide financière accordée par la SDIQ à la Société Populaire—. Déposé, 207. (*Document n° 130.*)

Université du Québec:—Rapport annuel et statistiques pour 1976/77. Déposé, 887. (*Document n° 528.*)

Université du Québec, à Montréal:—Copie de la convention collective entre l'—, et le Syndicat des professeurs. Déposé, 160. (*Document n° 110.*)

Universités:—Les stratégies triennales d'allocation de ressources pour le réseau universitaire, un document préparé par le ministère de l'Éducation. Déposé, 611. (*Document n° 374.*)

Urbanisation dans la conurbation montréalaise:—Rapport préparé par le ministère des Affaires municipales. Déposés, 298 et 329. (*Documents nos 189 et 215.*)

Documents de la session:—Suite

Urbanistes du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1975/76. Déposé, 120. (Document n° 68.)

Utilisation du territoire agricole:—Copie du rapport sur l'—. Déposé, 116. (Document n° 62.)

Véhicule automobile personnel:—Normes du gouvernement concernant les indemnités versées pour l'utilisation d'un—. Déposé, 452. (Document n° 302.)

Ventes de matériaux, machinerie, etc.:—Un état détaillé de toutes les—, effectuées par le gouvernement. Déposé, 881. (Document n° 525.)

Vérificateur général du Québec:—Rapport annuel au 31 mars 1976. Déposé, 127. (Document n° 76.)

Vérificateur général du Québec:—Rapport sur la vérification des comptes relatifs au—. Déposé, 268. (Document n° 168.)

Vérificateur général du Québec:—Rapport du—, concernant l'examen de trois contrats afférents au Parc olympique de Montréal. Déposé, 441. (Document n° 299.)

Victoriaville Furniture:—Copie de la correspondance entre le gouvernement et la compagnie—. Déposé, 557. (Document n° 348.)

Victoriaville Furniture:—Copie de toute correspondance entre le MIC et la compagnie—. Déposé, 754. (Document n° 457.)

Vieux Québec:—Copie de toute correspondance ou autres documents concernant l'émission de permis d'alcool ou de construction. Déposé, 407. (Document n° 271.)

Village olympique:—Rapport du Comité d'étude sur l'avenir des installations olympiques concernant le—, (Rapport Marsan). Déposé, 58. (Document n° 4.)

Village olympique:—Rapport sur la distribution du matériel du—. Déposé, 629. (Document n° 383.)

Village olympique:—Copie d'une lettre du Ministre des Affaires municipales du Québec au Ministre d'État aux Affaires urbaines concernant la participation fédérale. Déposé, 874. (Document n° 517.)

Voyage du Ministre d'État au développement économique:—Détails concernant le—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 650. (Document n° 393.)

Voyage du Premier ministre en France.—Le Premier ministre a-t-il offert en cadeau des oeuvres d'auteurs québécois. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 880. (*Document n° 524.*)

Voyage du Premier ministre en France.—Détails concernant le—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 935. (*Document n° 562.*)

Voyages.—Les représentants de certains districts électoraux ont-ils voyagé à l'extérieur du Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 841. (*Document n° 502.*)

Voyages à l'extérieur du Canada.—Quels sont les ministres qui ont voyagé aux frais du gouvernement. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 157. (*Document n° 103.*)

Warnock Hersey International Limited.—Copie de toute correspondance concernant l'intention de—, de déménager son siège social de Montréal à Ottawa. Déposé, 437. (*Document n° 294.*)

DROITS SUR LES MINES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 81.

F

FERMONT:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 234.

FIDES DEVELOPMENT CORPORATION:—Loi concernant—. Projet de loi n° 217.

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES:—Loi régissant le—, et modifiant la Loi électorale. Projet de loi n° 2.

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES:—Loi modifiant la Loi régissant le—, et modifiant la Loi électorale. Projet de loi n° 102.

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES:—Me Pierre-Olivier Boucher nommé directeur général du—, Me Michael Sheehan et Me Jean Blanchard nommés directeurs adjoints, 911.

FONCTION PUBLIQUE:—Loi sur la—. Projet de loi n° 53.

FORWARD DEVELOPMENT CORPORATION:—Loi concernant—. Projet de loi n° 218.

G

GREENFIELD PARK:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 252.

H

HANDICAPÉES:—Loi assurant l'exercice des droits des personnes—. Projet de loi n° 9.

I

IMMATRICULATION DE CERTAINS VÉHICULES AUTOMOBILES:—Loi autorisant les municipalités à imposer un droit sur l'—. Projet de loi n° 31.

IMMEUBLES LOUÉS:—Loi concernant certains—. Projet de loi n° 3.

IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi n° 61.

IMPÔTS:—Loi modifiant la Loi sur les—, et la Loi concernant l'application de la Loi sur les—. Projet de loi n° 52.

INSTITUT NATIONAL DE PRODUCTIVITÉ:—Loi constituant l'—. Projet de loi n° 80.

INSTRUCTION PUBLIQUE:—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'—. Projet de loi n° 47.

J

JONQUIÈRE ET CHICOUTIMI:—Loi concernant les villes de—. Projet de loi n° 7.

JUGES MUNICIPAUX SUPPLÉANTS:—Loi concernant la nomination des—, et modifiant la Loi des poursuites sommaires. Projet de loi n° 72.

JUSTICE:—Loi concernant la poursuite d'infractions par le procureur général et l'application de règlements relatifs au stationnement et à la circulation et modifiant la Loi du ministère de la—. Projet de loi n° 64.

L

LA PRAIRIE:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi n° 205.

LÉGISLATURE:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 78.

LÉGISLATURE:—Loi modifiant de nouveau la Loi de la—. Projet de loi n° 100.

LIBÉRATION CONDITIONNELLE DES DÉTENUS:—Loi favorisant la—. Projet de loi n° 95.

LOI ÉLECTORALE:—Loi modifiant la—. Projet de loi n° 190.

LONGUEUIL:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi n° 236.

M

MAGOG:—Loi concernant certains terrains dans la ville de—. Projet de loi n° 207.

MALARTIC:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 237.

MESSAGE INAUGURAL:—

Message inaugural prononcé par le premier ministre, 3. Prise en considération; débat, 3. Reprise du débat; motion de censure proposée; débat ajourné, 59. Reprise du débat, 63; 66; 68; 76; 79a; 82; 86; 92; 97. 2^e motion de censure proposée, 98. Conférence des leaders parlementaires, 97; 98. Débat terminé, 99. 1^{re} motion de censure rejetée après div. (vote), 99. 2^e motion de censure rejetée après div. (vote), 99.

MINES:—Loi modifiant la Loi des—, Projet de loi n° 27.

MISE EN TUTELLE:—Loi modifiant la Loi sur la—, de «International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101» et la Loi sur la—, de certains syndicats ouvriers. Projet de loi n° 69.

MONT-LAURIER:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 227.

Motions de fond:

M. Biron:—Motion concernant la convocation d'une commission parlementaire pour étudier l'état actuel et l'avenir de l'industrie de l'acier. Débat; amend. proposé; motion princ. et amend. à être débattus conjointement; débat ajourné, 160. Reprise du débat; amend. rejeté après div. (vote); motion princ. rejetée après div. (vote), 178, 179.

M. Biron:—Motion concernant un nouveau lien constitutionnel canadien. Débat; amend. proposé; débat se déroule sur la motion princ. et l'amend.; amend. et motion princ. rejetés après div. (votes), 281-283.

Motions de fond:—Suite

- M. Biron:*—Motion concernant la décision du gouvernement fédéral en matière de coût des services policiers. Motion adoptée, 391.
- M. Biron:*—Motion concernant la réouverture du dossier du financement des Jeux olympiques. Motion adoptée, 445.
- M. Brochu:*—Motion concernant la convocation de la Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration au sujet d'une réforme globale du Code du travail. Motion concernant le débat, 579. Débat; amend. proposé; amend. et motion princ. rejetés après div. (votes), 583.
- M. Caron:*—Motion concernant la conjoncture économique actuelle. Débat; amend. proposé; amend. pris en délibéré; débat ajourné, 657. Reprise du débat; décision du Président; amend. adopté après div. (vote); motion princ. adoptée après div. (vote), 677.
- M. Dubois:*—Motion concernant nos politiques agro-alimentaires. Débat; amend. proposé; débat se déroulera tant sur la motion princ. que sur l'amend.; débat ajourné, 704. Reprise du débat; point de règlement soulevé (décision du Président), 725. Reprise du débat; amend. adopté après div. (vote); motion princ. adoptée après div. (vote), 754.
- M. Giasson:*—Motion concernant les problèmes des agriculteurs québécois. Motion d'ajournement du débat adoptée après div., 330. Reprise du débat; motion rejetée après div. (vote), 388.
- M. Lavoie:*—Motion concernant le comportement et les déclarations des membres du Conseil des Ministres. Débat; débat ajourné, 242. Motion que la mise aux voix soit reportée au 31 mai adoptée, 251. Reprise du débat; débat terminé, 259. Mise aux voix; motion rejetée après div. (vote), 270.
- M. Lavoie:*—Motion concernant le référendum. Débat; débat ajourné, 438. Reprise du débat; motion rejetée après div. (vote), 471.
- M. Lavoie:*—Motion concernant l'article 150 du règlement. Débat; débat ajourné, 524. Reprise du débat; motion rejetée après div. (vote), 557.
- Mme Lavoie-Roux:*—Motion concernant l'enseignement de la langue seconde. Débat; amend. proposé; amend. pris en délibéré; débat ajourné, 791. Reprise du débat; amend. déclaré recevable; débat terminé; mise aux voix retardée, 814. Mise aux voix de l'amend. et de la motion princ.; amend. adopté après div. (vote); motion adoptée (vote), 819.

M. Levesque (Bonaventure):—Motion concernant le sommet économique de La Malbaie. Débat; amend. proposé; débat ajourné, 197. Reprise du débat; amend. et motion princ. rejetés après div. (vote), 215.

M. Raynauld:—Motion concernant la mise à pied d'un nombre sans cesse croissant de travailleurs. Débat; débat ajourné, 117. Reprise du débat; motion rejetée après div. (vote), 139.

M. Roy:—Motion concernant la convocation d'une commission parlementaire spéciale de la constitution dès cette année. Motion rejetée après div. (vote), 408.

M. Samson:—Motion concernant la prière à l'ouverture des séances de l'Assemblée nationale. Débat; motion rejetée après div. (vote), 305.

Motions privilégiées:

Motions de censure:

Motions privilégiées (en vertu de l'article 24 du règlement):—

M. Biron:—Motion concernant la situation désastreuse de l'économie. Conférence des leaders sur le partage du temps; débat; débat suspendu, 442. Reprise du débat; motion rejetée après div. (vote), 443.

M. Levesque (Bonaventure):—Motion concernant la décision prise par le Ministre de la Justice de mettre fin aux poursuites en vertu de la loi sur les services essentiels. Conférence des leaders; débat; motion rejetée après div. (vote), 123, 124.

M. Levesque (Bonaventure):—Motion concernant l'incertitude engendrée par le retard du gouvernement à tenir le référendum. Partage du temps; débat; motion rejetée après div. (vote), 682.

Motions privilégiées (autres que motions de censure):

Motions privilégiées (en vertu de l'article 68 du règlement):

M. Lavoie:—Motion concernant la conduite du Leader parlementaire et du Ministre d'État au développement culturel lors de la présentation du projet de loi n° 101, «Charte de la langue française». Décision du Président; motion déclarée irrecevable, 458-461.

M. Lavoie:—Motion concernant la conduite du député de Bourget et celle du député de Maisonneuve. Motion modifiée et reçue; débat

Motions privilégiées:—Suite

remis au lendemain, 465, 466. Conférence des leaders parlementaires concernant le partage du temps: débat; motion rejetée après div. (vote), 475, 476.

Motions proposant un débat d'urgence (en vertu de l'article 78 du règlement):—

M. Blank:—Motion concernant la démolition de trois immeubles historiques à Montréal. Décision du Président; motion déclarée irrecevable, 307.

M. Burns:—Résolution pour que soit tenu un débat d'urgence sur les affaires économiques, 658. Débat; débat terminé, 663.

M. Ciaccia:—Motion concernant les conflits de travail qui affectent trois quotidiens importants du Québec. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 706.

M. Grenier:—Motion concernant la situation qui prévaut actuellement dans le secteur du camionnage en vrac. Décision du Président; motion déclarée irrecevable, 344. Débat, 361.

M. Levesque (Bonaventure):—Motion concernant l'aggravation alarmante et subite du chômage au Québec. Le Président prend la question en délibéré, 539. Décision du Président; motion déclarée recevable; débat; débat terminé, 562-564.

N

NEWTREND DEVELOPMENT CORPORATION:—Loi concernant—. Projet de loi n° 219.

P

PARCS:—Loi sur les—. Projet de loi n° 19.

PRÊTS À CERTAINS PÊCHEURS COMMERCIAUX:—Loi modifiant la Loi autorisant des—. Projet de loi n° 20.

PROBATION:—Loi modifiant la Loi de la—, et des établissements de détention. Projet de loi n° 85.

PRODUITS AGRICOLES ET LES ALIMENTS:—Loi modifiant la Loi sur les—,
Projet de loi n° 43.

PRODUITS LAITIERS:—Loi modifiant la Loi des—, et de leurs succédanés.
Projet de loi n° 14.

Projets de loi:

Projet de loi 1.—Charte de la langue française au Québec.—M. Laurin.—
1ère lect. (vote); déferé à la Commission de l'éducation, des affaires culturelles
et des communications, 175.

Projet de loi 2.—Loi régissant le financement des partis politiques et modi-
fiant la Loi électorale.—M. Burns.—1ère lect. (vote); déferé à la Commission
de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernemen-
tales, 89. Rapp. (*Document n° 216*), 331. Nouveau projet de loi réimprimé déposé,
371. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 413. Reprise du débat; débat
ajourné, 424; 431; 456. Reprise du débat; amend. proposé; débat ajourné, 565.
Reprise du débat; débat ajourné, 570. Reprise du débat; amend. rejeté après div.
(vote); débat ajourné, 575. Reprise du débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la
Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires inter-
gouvernementales, 600. Règles de procédure suspendues, 628. Rapp. (*Document*
n° 385); amend. et rapport adoptés; 3e lect., 632-633. Sanction, 633. (1977, c. 11.)

Projet de loi 3.—Loi concernant certains immeubles loués.—M. Tardif.—
1ère lect., 102. Motion de 2e lect.; débat; document n° 50 déposé; amend. pro-
posé; débat ajourné, 111. Reprise du débat; motion d'amend. retirée; motion princ.
adoptée après div. (vote); 2e lect.; déferé à la Commission des affaires munici-
pales et de l'environnement, 122. Rapp.; rapport adopté, 124. Motion de 3e lect.
adoptée après div. (vote); 3e lect., 129. Sanction, 130. (1977, c. 74.)

Projet de loi 4.—Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte.—M. Garon.—
1ère lect., 102. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commis-
sion pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 129. Sanction, 130. (1977, c. 40.)

Projet de loi 5.—Loi modifiant la Loi des accidents du travail et la Loi sur
l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les
carrières et modifiant de nouveau la Loi de la Commission des affaires sociales.—
M. Johnson.—1ère lect., 203. Motion de 2e lect. adoptée; déferé à la Commis-
sion du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 528. Rapp. (*Document*
n° 342), 545. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 564. 3e lect., 570.
Sanction, 571. (1977, c. 42.)

Projet de loi 6.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les
dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978,
et pour d'autres fins du service public.—M. Parizeau.—1ère, 2e et 3e lect., 111.
Sanction, 117. (1977, c. 1.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 7.—Loi concernant les villes de Jonquière et de Chicoutimi.—M. Tardif.—1ère lect., 245. 2e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 378. Rapp. (*Document n° 255*), 389. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 394. 3e lect., 418. Sanction, 425. (1977, c. 81.)

Projet de loi 8.—Loi sur les subventions aux municipalités de 10,000 habitants ou plus.—M. Tardif.—1ère lect., 204. 2e lect. (lt-g.); déferé à la commission pl., 418-419. Ordre d'envoi à la commission pl. révoqué, 427. Motion que le projet de loi soit déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement adoptée (vote), 430. Rapp. (*Document n° 287*), 433. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 447. 3e lect., 452. Sanction, 464. (1977, c. 54.)

Projet de loi 9.—Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées.—M. Lazure.—1ère lect., 290. Ordre de 2e lect. révoqué; déferé à la Commission des affaires sociales, 481. Rapp. (*Document n° 554*), 925.

Projet de loi 10.—Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.—M. Lazure.—1ère lect. (vote), 65. Motion de 2e lect.; débat; débat suspendu, 660. Reprise du débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission des affaires sociales, 661. Rapp. (*Document n° 452*), 740. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect., 760. Sanction, 773. (1977, c. 48.)

Projet de loi 11.—Loi modifiant la Loi de la Commission des affaires sociales.—M. Lazure.—1ère lect., 62. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat suspendu, 395. Reprise du débat; 2e lect. après div.; déferé à la Commission des affaires sociales après div., 395-396. Rapp. (*Document n° 288*), 434. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 448. 3e lect., 453. Sanction, 464. (1977, c. 49.)

Projet de loi 13.—Loi modifiant la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture.—M. Garon.—1ère lect. (vote), 61. 2e lect.; en commission pl.; progrès, 479. Ordres de 2e lect. et d'envoi en commission pl. révoqués; projet de loi déferé à la Commission de l'agriculture, 525. Rapp. (*Document n° 355*), 573. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 601. 3e lect., 612. Sanction, 634. (1977, c. 39.)

Projet de loi 14.—Loi modifiant la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés.—M. Garon.—1ère lect., 62. Motion de 2e lect. adoptée; déferé à la Commission de l'agriculture, 527. Rapp. (*Document n° 355*), 573. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 601. 3e lect., 612. Sanction, 634. (1977, c. 36.)

Projet de loi 16.—Loi modifiant la Loi du ministère des richesses naturelles.—M. Bérubé.—1ère lect., 62. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 102. 3e lect., 130. Sanction, 130. (1977, c. 30.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 17.—Loi modifiant le Régime de rentes du Québec.—M. Lazure.—1ère lect., 72. Ordres de 2e lect. et 1ère lect. révoqués; projet de loi retiré; nouveau projet de loi déposé (projet de loi n° 42), 311.

Projet de loi 18.—Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec.—M. Lazure.—1ère lect., 62. Cons. unan. accordé pour que des amend. soient apportés au cours du débat sur la motion de 2e lect., 199. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; amend. apportés qui changent le principe du projet de loi; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 201. Sanction, 206. (1977, c. 45.)

Projet de loi 19.—Loi sur les parcs.—M. Duhaime.—1ère lect., 68. 2e lect.; déferé à la Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 637. Rapp. (*Document n° 459*), 757. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 779. Ordre de 3e lect. révoqué; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect. après div., 804-805. Sanction, 806. (1977, c. 56.)

Projet de loi 20.—Loi modifiant la Loi autorisant des prêts à certains pêcheurs commerciaux.—M. Duhaime.—1ère lect., 62. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 456. Reprise du débat; motion de 2e lect. adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 527. Motion de 3e lect. adoptée, 533. Sanction, 558. (1977, c. 58.)

Projet de loi 21.—Loi modifiant la Loi des agents de voyages.—M. Duhaime.—1ère lect., 451. Motion de 2e lect.; débat; débat suspendu, 660. Reprise du débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 661. Rapp. (*Document n° 459*), 757. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 779. Ordre de 3e lect. révoqué; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 830. Ordre de 3e lect. révoqué; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 906. Sanction, 956. (1977, c. 57.)

Projet de loi 22.—Loi modifiant la Loi des travaux publics.—Mme Ouellette.—1ère lect., 62. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée après div. (vote); 2e lect.; déferé à la Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, 636. Rapp. (*Document n° 460*), 757.

Projet de loi 23.—Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique et d'autres dispositions législatives.—M. Lazure.—1ère lect., 66. 2e lect.; déferé à la Commission des affaires sociales, 396. Rapp. (*Document n° 288*), 434. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 448. 3e lect., 453. Sanction, 464. (1977, c. 47.)

Projet de loi 24.—Loi sur la protection de la jeunesse.—M. Marois.—1ère lect.; déferé aux Commissions de la justice et des affaires sociales, 337. Rapp. (*Document n° 423*), 695. 2e lect. (lt-g.); déferé à la Commission conjointe des

Projets de loi:—Suite

affaires sociales et de la justice, 796. Rapp. (*Document n° 519*), 874. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect., 897. Sanction, 907. (1977, c. 20.)

Projet de loi 25.—Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives.—M. Morin (Sauvé).—1ère lect.; déferé à la Commission des corporations professionnelles, 62. Rapp. (*Document n° 543*), 910. 2e lect.; déferé à la Commission des corporations professionnelles, 914. Rapp.; rapport adopté, 926. 3e lect., 955. Sanction, 957. (1977, c. 66.)

Projet de loi 27.—Loi modifiant la Loi des mines.—M. Bérubé.—1ère lect. (vote), 79. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; envoyé en commission pl., 102. En commission pl.; progrès, 133. De nouveau en commission pl.; progrès, 133; 146; 165. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 169. Ordre de 3e lect. révoqué; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 265. Sanction, 272. (1977, c. 31.)

Projet de loi 28.—Loi modifiant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.—M. de Belleval.—1ère lect., 232. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 449. Reprise du débat; 2e lect.; déferé à la Commission de la fonction publique, 454. Rapp. (*Document n° 309*), 473. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 478. 3e lect., 482. Sanction, 558. (1977, c. 21.)

Projet de loi 29.—Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires et la Loi d'Hydro-Québec.—M. de Belleval.—1ère lect., 232. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 449. Reprise du débat; 2e lect.; déferé à la Commission de la fonction publique, 454. Rapp. (*Document n° 309*), 473. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 478. 3e lect., 482. Sanction, 558. (1977, c. 22.)

Projet de loi 30.—Loi modifiant le Régime de retraite des enseignants.—M. de Belleval.—1ère lect., 232. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 449. Reprise du débat; 2e lect.; déferé à la Commission de la fonction publique, 454. Rapp. (*Document n° 309*), 473. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 478. 3e lect., 482. Sanction, 558. (1977, c. 23.)

Projet de loi 31.—Loi autorisant les municipalités à imposer un droit sur l'immatriculation de certains véhicules automobiles.—M. Tardif.—1ère lect., 245. Motion de 2e lect.; débat; amend. proposé; débat ajourné, 379. Reprise du débat; débat ajourné, 538. Reprise du débat; amend. rejeté après div. (vote); débat ajourné, 542.

Projet de loi 32.—Loi modifiant le Code de procédure civile.—M. Bédard.—1ère lect., 333. 2e lect.; déferé à la Commission de la justice, 668. Rapp. (*Document n° 451*), 739. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect., 761. Sanction, 773. (1977, c. 73.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 34.—Loi modifiant la Loi de la Commission municipale.—M. Tardif.—1ère lect., 285. 2e lect.; déferé à la commission pl., 419. Ordre d'envoi à la commission pl. révoqué, 427. Motion que le projet de loi soit déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement adoptée (vote), 430. Rapp. (*Document n° 287*), 433. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 447. 3e lect., 453. Sanction, 464. (1977, c. 50.)

Projet de loi 35.—Loi modifiant la Loi des travaux municipaux.—M. Tardif.—1ère lect., 343. 2e lect.; déferé à la commission pl., 419. Ordre d'envoi à la commission pl. révoqué, 427. Motion que le projet de loi soit déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement adoptée (vote), 430. Rapp. (*Document n° 287*), 433. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 447. 3e lect., 453. Sanction, 464. (1977, c. 51.)

Projet de loi 36.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec, la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais.—M. Tardif.—1ère lect., 285. 2e lect.; déferé à la commission pl., 420. Ordre d'envoi à la commission pl. révoqué, 427. Motion que le projet de loi soit déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement adoptée (vote), 430. Rapp. (*Document n° 287*), 433. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 447. 3e lect., 453. Sanction, 464. (1977, c. 80.)

Projet de loi 37.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie.—M. Lazure.—1ère lect., 273. 2e lect. (lt-g.); déferé à la Commission des affaires sociales, 394. Rapp. (*Document n° 288*), 434. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 448. 3e lect., 454. Sanction, 464. (1977, c. 44.)

Projet de loi 38.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, et pour d'autres fins du service public.—M. Parizeau.—1ère, 2e et 3e lect., 272. Sanction, 272. (1977, c. 2.)

Projet de loi 39.—Loi sur le recours collectif.—M. Marois.—1ère lect., 818. Ordre de 2e lect. révoqué; déferé à la Commission de la justice, 827.

Projet de loi 40.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, et pour d'autres fins du service public.—M. Parizeau.—1ère, 2e et 3e lect., 374. Sanction, 374. (1977, c. 3.)

Projet de loi 41.—Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré.—M. Tremblay.—1ère lect., 333. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; document n° 277 déposé; motion adoptée (vote); 2e lect.; déferé à la Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 414-415. Rapp. (*Document n° 289*), 434. Prise en considération du

Projets de loi:—Suite

rapport; rapport adopté, 448. Motion de 3e lect.; débat; débat suspendu, 454. Reprise du débat; motion adoptée après div. (dissidence de M. Roy); 3e lect., 455. Sanction, 464. (1977, c. 61.)

Projet de loi 42.—Loi modifiant le Régime de rentes du Québec.—M. Lazure.—1ère lect., 311. 2e lect.; déferé à la Commission des affaires sociales, 396. Rapp. (*Document n° 288*), 434. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 448. 3e lect., 454. Sanction, 464. (1977, c. 24.)

Projet de loi 43.—Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments.—M. Garon.—1ère lect., 315. 2e lect. après div. (vote); déferé à la Commission de l'agriculture, 613. Rapp. (*Document n° 380*); rapport adopté, 628. Règles de procédure suspendues, 628. 3e lect., 631. Sanction, 634. (1977, c. 35.)

Projet de loi 44.—Loi constituant la Société de développement coopératif.—Mme Payette.—1ère lect., 307. Motion de 2e lect. adoptée (lt-g.); déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 528. Rapp. (*Document n° 352*), 567. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 574. 3e lect., 598. Sanction, 634. (1977, c. 69.)

Projet de loi 45.—Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre.—M. Johnson.—1ère lect., 505. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 604. Reprise du débat; amend. proposé; amend. rejeté après div.; débat ajourné, 615. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix reportée à la prochaine séance, 625. Mise aux voix de la motion; 2e lect. après div. (vote); déferé à la Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 630. Rapp. (*Document n° 542*), 910. Prise en considération du rapport; rapport adopté après div., 952. 3e lect. après div., 952. Sanction, 957. (1977, c. 41.)

Projet de loi 47.—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique.—M. Morin (Sauvé).—1ère lect., 349. 2e lect. après div. (vote); en commission pl.; rapp., 565. 3e lect., 568. Sanction, 571. (1977, c. 65.)

Projet de loi 48.—Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel.—M. Tremblay.—1ère lect., 319. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 497. Reprise du débat; débat ajourné après div. (vote), 501. Reprise du débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 515. Rapp. (*Document n° 336*), 525. Prise en considération du rapport; motion que le rapport soit retourné à ladite commission pour corrections adoptée, 533. Ordre de prise en considération du rapport révoqué; rapport retourné à la commission pour corrections, 535. Rapp. (*Document n° 341*), 539. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect., 541. Sanction, 559. (1977, c. 59.)

Projet de loi 49.—Loi constituant la Régie de l'assurance automobile du Québec.—Mme Payette.—1ère lect., 343. 2e lect. (lt-g.) après div. (vote); déferé

Projets de loi:—Suite

à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 613-614. Rapp. (*Document n° 378*); rapport adopté, 627. Règles de procédure suspendues, 628. 3e lect. après div., 632. Sanction, 634. (1977, c. 67.)

Projet de loi 50.—Loi concernant le recensement des électeurs pour l'année 1977.—M. Burns.—1ère lect., 319. 2e lect.; déferé à la Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, 455. Rapp. (*Document n° 333*), 517. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 526. 3e lect., 533. Sanction, 559. (1977, c. 13.)

Projet de loi 51.—Loi modifiant la Loi du ministère du conseil exécutif et la Loi de l'exécutif.—M. Lévesque (Taillon).—1ère lect., 434. 2e lect.; déferé à la Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, 455. Rapp. (*Document n° 333*), 517. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 526. 3e lect., 533. Sanction, 559. (1977, c. 14.)

Projet de loi 52.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts.—M. Parizeau.—1ère lect., 489. 2e lect. après div.; déferé à la Commission des finances, des comptes publics et du revenu, 667. Rapp.; rapport adopté, 926. 3e lect., 949. Sanction, 957. (1977, c. 26.)

Projet de loi 53.—Loi sur la fonction publique.—M. de Belleval.—1ère lect., 486. Ordre de 2e lect. révoqué; projet de loi déferé à la Commission de la fonction publique, 545. Rapp. (*Document n° 507*), 847.

Projet de loi 54.—Loi modifiant la Loi des cités et villes.—M. Tardif.—1ère lect., 518. 2e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 661. Rapp. (*Document n° 508*), 847. Prise en considération; rapport adopté; 3e lect., 882-883. Sanction, 892. (1977, c. 52.)

Projet de loi 55.—Loi modifiant le Code municipal.—M. Tardif.—1ère lect., 518. 2e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 661. Rapp. (*Document n° 508*), 847. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect., 882-883. Sanction, 892. (1977, c. 53.)

Projet de loi 57.—Loi sur le Conseil de sécurité publique et le service de police de la Communauté urbaine de Montréal.—M. Bédard.—1ère lect., 466. Motion de 2e lect.; débat; amend. proposé; amend. rejeté après div.; débat ajourné, 534. Reprise du débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission de la justice, 537. Rapp. (*Document n° 351*), 567. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect., 570. Sanction, 571. (1977, c. 71.)

Projet de loi 58.—Loi concernant la Bourse de Montréal.—Mme Payette.—1ère lect., 452. 2e lect.; en commission pl.; rapp., 667. 3e lect., 692. Sanction, 773. (1977, c. 70.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 59.—Loi concernant le rôle de la valeur locative de la Ville de Montréal.—M. Tardif.—1ère lect., 452. 2e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 478. Rapp. (*Document n° 318*), 485. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 500. 3e lect., 506. Sanction, 507. (1977, c. 78.)

Projet de loi 60.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie.—M. Parizeau.—1ère lect., 489. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat terminé; mise aux voix reportée au lendemain, 865. Mise aux voix; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la commission pl., 868. Ordre d'envoi à la commission pl. révoqué; déferé à la Commission des finances, des comptes publics et du revenu, 911. Rapp.; rapport adopté, 925. 3e lect. après div. (vote), 949. Sanction, 957. (1977, c. 28.)

Projet de loi 61.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail.—M. Parizeau.—1ère lect., 489. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; documents n^{os} 511 et 512 déposés; amend. proposé; débat ajourné (mise aux voix sur l'ajournement remis au lendemain), 870-871. Mise aux voix, 871. Reprise du débat; motion d'amend. déclarée irrecevable (décision du Président); amend. proposé; amend. rejeté après div. (vote); débat ajourné, 883. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix reportée au lendemain, 890. Mise aux voix; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la commission pl., 896. Ordre d'envoi à la commission pl. révoqué; déferé à la Commission des finances, des comptes publics et du revenu, 911. rapp.; rapport adopté, 925. 3e lect. après div. (vote), 949. Sanction, 957. (1977, c. 27.)

Projet de loi 62.—Loi modifiant la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.—M. Bérubé.—1ère lect., 510. 2e lect.; en commission pl.; rapp., 666. 3e lect., 691. Sanction, 773. (1977, c. 34.)

Projet de loi 63.—Loi de la taxe sur la publicité électronique.—M. Parizeau.—1ère lect., 518. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 806. Reprise du débat; motion adoptée après div.; 2e lect.; déferé à la commission pl., 864. Ordre d'envoi à la commission pl. révoqué; déferé à la Commission des finances, des comptes publics et du revenu, 911. Rapp.; rapport adopté, 925. 3e lect. après div. (vote), 950. Sanction, 957. (1977, c. 29.)

Projet de loi 64.—Loi concernant la poursuite d'infractions par le procureur général et l'application de règlements relatifs au stationnement et à la circulation et modifiant la Loi du ministère de la justice.—M. Bédard.—1ère lect., 628. 2e lect.; déferé à la Commission de la justice, 668. Rapp. (*Document n° 451*), 739. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect., 761. Sanction, 773. (1977, c. 18.)

Projet de loi 65.—Loi modifiant le Code civil.—M. Bédard.—1ère lect., 628. 2e lect. après div.; déferé à la Commission de la justice, 668. Rapp. (*Document n° 451*), 739. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect., 761. Sanction, 774. (1977, c. 72.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 66.—Loi concernant l'acquisition de certains immeubles par la Société d'habitation du Québec.—M. Tardif.—1ère lect., 709. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 737. Reprise du débat; débat ajourné, 761-762. Reprise du débat; 2e lect. après div.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 773. Rapp. (*Document n° 472*), 782. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect. après div., 796. Sanction, 799. (1977, c. 75.)

Projet de loi 67.—Loi sur l'assurance automobile.—Mme Payette.—1ère lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 593. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 687. Reprise du débat; amend. proposé; débat ajourné, 692. Reprise du débat; amend. rejeté après div. (vote); débat ajourné, 707. Reprise du débat; débat ajourné, 711; 715. Reprise du débat; motion adoptée après div. (vote); déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 729. Rapp. (*Document n° 536*), 896. Motion que le rapport et les amend. soient pris en considération; débat; débat terminé; mise aux voix retardée, 905. Mise aux voix des amend. et du rapport, 913 et 915 à 917. Rapport adopté, 918. Ordre de 3e lect. à être fixé par M. le Président; question prise en délibéré, 918. Décision du Président, 919. Motion de 3e lect.; débat; débat ajourné, 921. Reprise du débat; motion adoptée après div. (vote); 3e lect., 944. Sanction, 957. (1977, c. 68.)

Projet de loi 68.—Loi modifiant la Loi du ministère des affaires culturelles.—M. O'Neill.—1ère lect., 690. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 761. Sanction, 774. (1977, c. 25.)

Projet de loi 69.—Loi modifiant la Loi sur la mise en tutelle de «International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101» et la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers.—M. Johnson.—1ère lect., 671. 2e lect.; déferé à la Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 737. Rapp. (*Document n° 484*), 794. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 804. 3e lect., 805. Sanction, 807. (1977, c. 43.)

Projet de loi 70.—Loi constituant la Société nationale de l'amiante.—M. Bérubé.—1ère lect., 801. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 899.

Projet de loi 71.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, et pour d'autres fins du service public.—M. Parizeau.—1ère, 2e et 3e lect., 782. Sanction, 799. (1977, c. 4.)

Projet de loi 72.—Loi concernant la nomination des juges municipaux suppléants et modifiant la Loi des poursuites sommaires.—M. Bédard.—1ère lect., 689. 2e lect.; déferé à la Commission de la justice, 797. Rapp. (*Document n° 518*), 874. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect., 890. Sanction, 892. (1977, c. 16.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 73.—Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport.—M. Lessard.—1ère lect., 782. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; amend. proposé; amend. rejeté après div.; débat ajourné, 906. Reprise du débat; motion adoptée après div. des voix; 2e lect.; déferé à la Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, 919. Rapp., 926. 3e lect. après div., 949. Sanction, 957. (1977, c. 64.)

Projet de loi 74.—Loi modifiant la Loi de la division territoriale.—M. Bédard.—1ère lect., 727.

Projet de loi 75.—Loi modifiant le Code de la route.—M. Lessard.—1ère lect., 713. 2e lect.; déferé à la Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, 797. Ordre d'envoi à la commission révoqué; envoyé en commission pl.; rapp., 845. 3e lect., 870. Sanction, 892. (1977, c. 63.)

Projet de loi 76.—Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement.—M. Léger.—1ère lect., 740. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 830. 3e lect., 883. Sanction, 892. (1977, c. 55.)

Projet de loi 77.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et la Loi sur les jurés.—M. Bédard.—1ère lect., 732. 2e lect.; déferé à la Commission de la justice, 797. Rapp. (*Document n° 518*), 874. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect., 890. Sanction, 892. (1977, c. 17.)

Projet de loi 78.—Loi modifiant la Loi de la Législature.—M. Burns.—1ère lect., 758. 2e lect. (lt-g.); déferé à la commission pl., 854. En commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 898. Sanction, 907. (1977, c. 8.)

Projet de loi 79.—Loi facilitant la conversion au système international d'unités (SI) et à d'autres unités couramment utilisées.—M. Tremblay.—1ère lect., 775. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 830. Reprise du débat; amend. proposé; amend. rejeté après div.; 2e lect.; déferé à la Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 899. Ordre d'envoi à cette commission révoqué; déferé à la commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 920. Sanction, 957. (1977, c. 60.)

Projet de loi 80.—Loi constituant l'Institut national de productivité.—M. Tremblay.—1ère lect., 827.

Projet de loi 81.—Loi modifiant la Loi des droits sur les mines.—M. Bérubé.—1ère lect., 810. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 903. Sanction, 907. (1977, c. 32.)

Projet de loi 82.—Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'exploration minière.—M. Bérubé.—1ère lect., 910. Motion de 2e lect. (lt-g.) adoptée

Projets de loi:—Suite

après div.; 2e lect.; déferé à la commission pl.; rapp.; rapport adopté après div.; 3e lect. après div., 952 Sanction, 957 (1977, c. 33.)

Projet de loi 83.—Loi visant à favoriser le civisme.—M. Bédard.—1ère lect., 833. 2e lect. (lt-g.); en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 903. Sanction, 907. (1977, c. 7.)

Projet de loi 84.—Loi modifiant la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois.—M. Bérubé.—1ère lect., 801. 2e lect. (lt-g.); en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect. après div. (cons. unan.), 805. Sanction, 807. (1977, c. 15.)

Projet de loi 85.—Loi modifiant la Loi de la probation et des établissements de détention.—M. Bédard.—1ère lect., 848.

Projet de loi 86.—Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles.—Mme Payette.—1ère lect., 948. 2e lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 948. Rapp.; rapport adopté, 953. 3e lect., 955. Sanction, 957. (1977, c. 37.)

Projet de loi 87.—Loi modifiant la Loi du changement de nom.—M. Bédard.—1ère lect., 833. 2e lect.; déferé à la commission pl., 891. En commission pl.; rapp.; 3e lect., 905. Sanction, 907. (1977, c. 19.)

Projet de loi 88.—Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne.—M. Bédard.—1ère lect., 833. Motion de 2e lect. adoptée (dissidence de MM. Marchand et Samson); en commission pl.; rapp.; 3e lect. après div. (dissidence de MM. Marchand et Samson), 891. Sanction, 907. (1977, c. 6.)

Projet de loi 89.—Loi concernant La Compagnie de téléphone Continental ltée, Téléphone Dorchester Inc. et Le Téléphone Rural de Beauceville Limitée.—M. O'Neill.—1ère lect., 868.

Projet de loi 92.—Loi sur la consultation populaire.—M. Burns.—1ère lect. (vote), 943.

Projet de loi 93.—Loi modifiant de nouveau le Régime des allocations familiales du Québec.—M. Lazure.—1ère lect., 874. 2e lect. (lt-g.); en commission pl.; rapp.; 3e lect., 904. Sanction, 907. (1977, c. 46.)

Projet de loi 94.—Loi modifiant la Loi sur le crédit forestier.—M. Bérubé.—1ère lect., 874. 2e lect. (lt-g.); en commission pl.; rapp.; 3e lect., 904. Sanction, 907. (1977, c. 38.)

Projet de loi 95.—Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus.—M. Bédard.—1ère lect., 948.

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 96.—Loi modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, le Code civil et d'autres dispositions législatives.—M. Tardif.—1ère lect., 910. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 921. Reprise du débat; motion adoptée après div.; 2e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 952. Rapp.; rapport adopté, 953. 3e lect. après div., 955. Sanction, 957. (1977, c. 76.)

Projet de loi 97.—Loi modifiant la Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec.—M. Parizeau.—1ère lect., 901. Déferé à la Commission des finances, des comptes publics et du revenu, 914. Rapp.; rapport adopté, 925. 2e lect. (lt-g.); en commission pl.; rapporté; rapport adopté; 3e lect., 954. Sanction, 957. (1977, c. 62.)

Projet de loi 98.—Loi modifiant la Loi du régime des eaux.—M. Joron.—1ère lect., 948.

Projet de loi 99.—Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal.—M. Tardif.—1ère lect., 910. 2e lect. (lt-g.); en commission pl.; rapp.; 3e lect., 920. Sanction, 958. (1977, c. 79.)

Projet de loi 100.—Loi modifiant de nouveau la Loi de la Législature.—M. Lévesque (Taillon).—1ère lect., 910. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 944. Reprise du débat; débat ajourné, 945. Reprise du débat; motion adoptée après div. (vote); 2e lect.; déferé en commission pl., 950. En commission pl.; rapp.; rapport adopté; 3e lect., 955. Sanction, 958. (1977, c. 9.)

Projet de loi 101.—Charte de la langue française.—M. Laurin.—Motion de 1ère lect.; décision de Madame le Président; motion adoptée après div. (vote); 1ère lect., 427. Motion de 2e lect.; débat; débat suspendu, 462. Reprise du débat; débat ajourné, 463; 482; 486; reprise du débat; débat suspendu; reprise du débat; amend. proposé; débat ajourné, 487. Reprise du débat; motion que le débat soit ajourné rejetée après div. (vote); le débat continue; débat ajourné, 502-503. Reprise du débat; débat ajourné, 506. Reprise du débat; amend. rejeté après div. (vote); débat ajourné, 510. Reprise du débat; motion adoptée après div. (vote); 2e lect.; déferé à la Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, 514. Rapp. (*Document n° 368*), 605. Prise en considération du rapport et des amend.; rapport adopté après div. (vote), 619 à 625. Motion de 3e lect.; débat; débat suspendu, 630. Reprise du débat; motion adoptée après div. (vote); 3e lect., 631. Sanction, 634. (1977, c. 5.)

Projet de loi 102.—Loi modifiant la Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale.—M. Burns.—1ère lect., 902. 2e lect. (lt-g.); en commission pl.; rapp.; 3e lect., 902. Sanction, 907. (1977, c. 12.)

Projet de loi 190.—Loi modifiant la Loi électorale.—M. Lavoie.—1ère lect., 758. 2e lect.; déferé à la Commission de la présidence du conseil, de la constitu-

Projets de loi:—Suite

tion et des affaires intergouvernementales, 791. Ordre d'envoi à cette commission révoqué; envoyé en commission pl.; rapp.; rapport adopté; 3e lect., 955. Sanction, 958. (1977, c. 10.)

Projet de loi 191.—Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais.—M. Gratton.—1ère lect., 888.

Projet de loi 200.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal.—M. Lefebvre.—Rapport du greffier de loi déposé (*Document n° 421*), 689. 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 690. Rapp. (*Document n° 555*), 925. 2e et 3e lect., 955. Sanction, 958. (1977, c. 77.)

Projet de loi 201.—Loi concernant Ultra Development Corporation.—M. Johnson.—Règles de pratique suspendues; rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 45*), 105. 1ère lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 106. Rapp. (*Document n° 238*), 370. 2e lect., 377. 3e lect., 393. Sanction, 425. (1977, c. 99.)

Projet de loi 204.—Loi modifiant la Loi concernant «Les Services de Santé du Québec» — «Québec Health Services».—M. Bertrand.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 129*), 203. 1ère lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 204. Rapp. (*Document n° 238*), 370. 2e lect., 377. 3e lect., 393. Sanction, 425. (1977, c. 100.)

Projet de loi 205.—Loi modifiant la charte de la ville de La Prairie.—M. Michaud.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 281*), 421. 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 422. Rapp. (*Document n° 310*), 474. 2e lect., 500. 3e lect., 506. Sanction, 507. (1977, c. 93.)

Projet de loi 207.—Loi concernant certains terrains dans la ville de Magog.—M. Bertrand.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 205*); 1ère lect.; déferé à la Commission de la justice, 319-320. Rapp. (*Document n° 237*), 369. 2e lect., 377. 3e lect., 393. Sanction, 425. (1977, c. 94.)

Projet de loi 208.—Loi concernant le titre de Caisse de dépôt et placement du Québec sur certains immeubles.—M. Bertrand.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 199*); 1ère lect.; déferé à la Commission de la justice, 311-312. Rapp. (*Document n° 237*), 369. 2e lect., 377. 3e lect., 394. Sanction, 425. (1977, c. 101.)

Projet de loi 212.—Loi concernant Centrap (Mitis) inc.—M. Marquis.—Règles de pratique suspendues; rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 45*), 105. 1ère lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 106. Rapp. (*Document n° 238*), 370. 2e lect., 377. 3e lect., 394. Sanction, 425. (1977, c. 102.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 213.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.—M. Caron.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 334*); règles de pratique suspendues, 518. 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 519. Rapp. (*Document n° 350*); rapport adopté, 561. 2e lect., 575. 3e lect., 594. Sanction, 634. (1977, c. 83.)

Projet de loi 214.—Loi concernant Alliance Sécurité Blindé (Division Québec) Ltée.—M. Bisaillon.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 44*), 105. 1ère lect.; déferé à la Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, 106.

Projet de loi 215.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation Les Soeurs de Sainte-Anne de Lachine.—M. Proulx.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 199*); 1ère lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 311-312. Rapp. (*Document n° 238*), 370. 2e lect. 378. 3e lect., 394. Sanction, 425. (1977, c. 103.)

Projet de loi 216.—Loi concernant la Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec.—M. Chevette.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 510*), 867. 1ère lect. (cons. unan.); déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 868. Rapp.; rapport adopté, 953. 2e et 3e lect., 954. Sanction, 958. (1977, c. 104.)

Projet de loi 217.—Loi concernant Fides Development Corporation.—M. Johnson.—Règles de pratique suspendues; rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 45*), 105. 1ère lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 106. Rapp. (*Document n° 238*), 370. 2e lect. 377. 3e lect., 393. Sanction, 425. (1977, c. 105.)

Projet de loi 218.—Loi concernant Forward Development Corporation.—M. Johnson.—Règles de pratique suspendues; rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 45*), 105. 1ère lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 106. Rapp. (*Document n° 238*), 370. 2e lect., 378. 3e lect., 393. Sanction, 425. (1977, c. 106.)

Projet de loi 219.—Loi concernant Newtrend Development Corporation.—M. Johnson.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 44*), 105. 1ère lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 106. Rapp. (*Document n° 238*), 370. 2e lect., 377. 3e lect., 393. Sanction, 425. (1977, c. 107.)

Projet de loi 221.—Loi modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.—M. Grégoire.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 334*), 518. 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 519. Rapp. (*Document n° 350*); rapport adopté, 561. 2e lect., 575. 3e lect., 594. Sanction, 634. (1977, c. 88.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 222.—Loi concernant la succession de Lucien Baril.—M. Verreault.—Règles de pratique suspendues; rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 45*), 105. 1ère lect.; déferé à la Commission de la justice (vote), 107. Rapp. (*Document n° 237*), 369. 2e lect., 378. 3e lect., 394. Sanction, 425. (1977, c. 111.)

Projet de loi 223.—Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.—M. Vaugeois.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 281*), 421. 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 422. Rapp. (*Document n° 310*), 474. 2e lect., 500. 3e lect., 506. Sanction, 507. (1977, c. 84.)

Projet de loi 225.—Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.—M. de Bellefeuille.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 281*), 421. 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 422. Rapp. (*Document n° 310*); étude ajournée *sine die*, 474.

Projet de loi 226.—Loi concernant Ville d'Anjou.—M. Laplante.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 334*); règles de pratique suspendues, 518. 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 519. Rapp. (*Document n° 350*), 561. 2e lect., 575. 3e lect., 595. Sanction, 634. (1977, c. 85.)

Projet de loi 227.—Loi concernant la ville de Mont-Laurier.—M. Alfred.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 281*), 421. 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 422. Rapp. (*Document n° 310*), 474. 2e lect., 500. 3e lect., 506. Sanction, 507. (1977, c. 86.)

Projet de loi 229.—Loi concernant le testament de Aristide Georges Alphonse Casavant.—M. Johnson.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 129*), 203. 1ère lect.; déferé à la Commission de la justice, 204. Rapp. (*Document n° 237*), 369. 2e lect., 377. 3e lect., 393. Sanction, 425. (1977, c. 112.)

Projet de loi 230.—Loi modifiant la charte de la Ville de Charlesbourg.—M. Bertrand.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 334*); règles de pratique suspendues, 518. 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 519. Rapp. (*Document n° 366*), 597. 2e lect. après div., 602. 3e lect. après div., 612. Sanction, 634. (1977, c. 87)

Projet de loi 232.—Loi concernant Cam Mines Limited (No Personal Liability).—M. Johnson.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 217*); règles de pratique suspendues, 331. 1ère lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 333. Rapp. (*Document n° 238*), 370. 2e lect., 378. 3e lect., 393. Sanction, 426. (1977, c. 108.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 233.—Loi concernant Rodican Investments Ltd.—M. Fallu.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 281*), 421. 1ère lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 422. Rapp. (*Document n° 353*); rapport adopté, 568. 2e lect., 575. 3e lect., 595. Sanction, 634. (1977, c. 98.)

Projet de loi 234.—Loi concernant la ville de Fermont.—M. Perron.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 281*), 421. 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 422. Rapp. (*Document n° 310*), 474. 2e lect., 501. 3e lect., 506. Sanction, 507. (1977, c. 92.)

Projet de loi 236.—Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil.—M. Michaud.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 334*); règles de pratique suspendues, 518. 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 519. Rapp. (*Document n° 366*), 597. 2e lect. après div., 602. 3e lect., 612. Sanction, 634. (1977, c. 82.)

Projet de loi 237.—Loi concernant la ville de Malartic.—M. Samson.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 498*); 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 818. Rapp.; rapport adopté, 953. 2e et 3e lect., 954. Sanction, 958. (1977, c. 89.)

Projet de loi 240.—Loi annulant une servitude grevant certains lots du cadastre de la paroisse de Cap-de-la-Madeleine.—M. Gagnon.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 334*); règles de pratique suspendues, 518. 1ère lect.; déferé à la Commission de la justice, 519. Rapp. (*Document n° 379*); rapport adopté, 627. 2e et 3e lect., 632. Sanction, 634. (1977, c. 95.)

Projet de loi 241.—Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.—M. Rancourt.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 578*), 947. 1ère lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 948. Rapp.; rapport adopté, 953. 2e et 3e lect., 954. Sanction, 958. (1977, c. 109.)

Projet de loi 242.—Loi concernant la ville de Richelieu.—M. Beauséjour.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 281*), 421. 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 422. Rapp. (*Document n° 310*), 474. 2e lect., 501. 3e lect., 506. Sanction, 507. (1977, c. 90.)

Projet de loi 243.—Loi concernant la ville de Bromont.—M. Grégoire.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 334*); règles de pratique suspendues, 518. 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 519. Rapp. (*Document n° 350*), 561. 2e lect., 575. 3e lect., 594. Sanction, 634. (1977, c. 91.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 252.—Loi concernant la ville de Greenfield Park.—M. Michaud.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 485*); 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 794-795.

Projet de loi 257.—Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne.—M. Fallu.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 485*); 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 794-795. Rapp. (*Document n° 488*), 809. 2e et 3e lect., 822. Sanction, 892. (1977, c. 96.)

Projet de loi 259.—Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière.—M. Bertrand.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 432*); 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 709-710. Rapp. (*Document n° 461*); rapport adopté; 2e et 3e lect., 758. Sanction, 774. (1977, c. 97.)

Projet de loi 260.—Loi relative à l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal.—M. Charbonneau.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 498*); 1ère lect.; déferé à la Commission des affaires municipales et de l'environnement, 818-819. Rapp. (*Document n° 531*); rapport adopté, 888. 2e et 3e lect., 889. Sanction, 892. (1977, c. 110.)

PROTECTEUR DU CITOYEN:—Traitement du—, 912.

PROTECTION DE LA JEUNESSE:—Loi sur la—. **Projet de loi n° 24.**

PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE:—Loi modifiant la Loi de la—, et d'autres dispositions législatives. **Projet de loi n° 23.**

Q

QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT:—Loi modifiant la Loi de la—. **Projet de loi n° 76.**

Questions avec débat (en vertu de l'article 174-A du règlement):

M. Biron:—La thèse d'une association économique entre le Québec et le Canada et les études en cours sur ce sujet au sein du gouvernement. Avis, 802; 821. Ordre, 810.

Mme Lavoie-Roux:—La politique de subvention à la recherche du gouvernement du Québec et son application. Avis, 772; 795.

Questions et réponses:

Affaires sociales:—Suite à des directives, combien de syndiqués à l'emploi des établissements d'—, ont été congédiés, 274.

Agence de sécurité ou d'investigation:—Quels sont les noms des personnes qui ont demandé un permis en vue d'opérer une—, 750.

Agences de danseuses et d'effeuilleuses:—Quels gestes le gouvernement a-t-il posés pour mettre un terme aux activités des—, 784.

Agences privées de surveillance et de sécurité:—Le gouvernement a-t-il retenu les services d'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 610. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Agriculture:—Détails concernant les employés du ministère de l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 115. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Agriculture:—Combien de permis le ministère de l'—, a-t-il accordés à des industries pour la fabrication de nouveaux produits, 492.

Aide sociale:—Combien y avait-il de bénéficiaires de programmes d'—, 876.

Amiante:—La ville de Lac-Mégantic a-t-elle soumis une requête réclamant l'implantation d'une usine de transformation de l'—, 354.

Aqueduc:—Combien de municipalités avaient soumis un projet dans le cadre du programme d'aide à l'implantation de réseaux d'—, (PAIRA). (Question transformée en motion pour dépôt de document), 556. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Assurance-automobile:—Est-ce qu'une agence ou des agences ont reçu mandat de préparer la tournée de consultation sur l'—, 550.

Assurance-automobile:—Combien de fonctionnaires ont accompagné le Ministre au cours de la tournée de consultation sur l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 555. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Assurance-maladie:—Quelles sont les projections du coût de l'—, pour 1977, 1978 et 1979, 548.

Assurance-maladie:—Quel fut le nombre de services médicaux rendus et les déboursés effectués par la Régie de l'—, en 1976 et 1977, 548.

Questions et réponses:—Suite

Assurance-maladie:—Quelle est l'économie pour 1977 résultant d'actes n'apparaissant plus aux tarifs prévus, 549.

Assurances:—Le gouvernement a-t-il conclu une entente avec la Société d'assurances des Caisses populaires et la firme Gérard Parizeau et Associés, 928.

Atco Industries Ltd.:—Le gouvernement a-t-il eu des entretiens avec les autorités de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 241. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Automobile:—Le gouvernement a-t-il acquis une nouvelle—, pour l'usage du Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, 156.

Automobile:—Le gouvernement a-t-il acheté une nouvelle—, pour l'usage du Ministre des Affaires municipales, 176.

Automobile:—Le gouvernement a-t-il acheté une nouvelle—, pour l'usage du Ministre des Terres et Forêts, 155.

Automobile:—Le gouvernement a-t-il acheté une nouvelle—, pour l'usage du Ministre délégué à l'environnement, 212.

Automobiles:—Combien d'—, le gouvernement a-t-il louées en juin 1977. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 933. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Aux Lainages Victor:—Le gouvernement a-t-il accordé une subvention à l'entreprise—, 253.

Avions du gouvernement:—Des ministres ont-ils utilisé les—, pour se rendre dans leur district électoral, 194.

Aylmer:—Quels sont les noms des personnes qui ont fait une demande pour les travaux de voirie dans le secteur relevant de la division d'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 934. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Baie-Comeau et Hauteville:—Les établissements de santé de—, ont-ils été mis en tutelle, 402.

Baie James:—Pourquoi le ministère des Transports n'a-t-il pas accordé le contrat pour des travaux de déboisement dans la municipalité de la—, au plus bas soumissionnaire, 645.

Questions et réponses:—Suite

Baie James:—Quelles sont les mesures concrètes mises en place pour surveiller et vérifier le coût des travaux de la—, 836.

Baie James:—L'Hydro-Québec a-t-elle entrepris des pourparlers avec la Davie Shipbuilding concernant la fabrication d'équipements destinés au chantier de la—, 837.

Baie-Shawinigan:—Le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il rencontré les membres du Conseil municipal de—, concernant la réfection de la route n° 153, 672.

Banque du Québec:—À qui le gouvernement a-t-il confié le mandat de faire une étude sur la constitution éventuelle d'une—, 436.

Bateaux de pêche:—Quel est le nombre de nouveaux—, mis en service grâce à l'aide du MIC. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 496. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Bell Canada:—Le gouvernement a-t-il fait des représentations auprès du CRTC au sujet de la demande de majoration des tarifs. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 238. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Bellemare, M. Pierre:—Ce journaliste est-il à l'emploi du gouvernement, 323.

Bercier, M. Réal:—Ce journaliste est-il à l'emploi du gouvernement, 323.

Berthierville:—Le Ministre des Affaires sociales est-il au courant de la déclaration concernant l'implantation d'un CLSC à—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 555. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Biens culturels:—Combien de poursuites le gouvernement a-t-il intentées en vertu de la Loi sur les—, 554.

Bois:—Quelles sont les entreprises bénéficiant d'une garantie d'approvisionnement en—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 649. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Bois de sciage:—Quel est le volume de l'industrie de—, sous le contrôle de Rexfor et celui sous le contrôle de l'entreprise privée, 301.

Bonin, M. Bernard:—À quelle date le gouvernement a-t-il confié à—, le mandat de diriger un comité sur le modèle économique et la forme d'association advenant l'indépendance du Québec. (Question transformée

Questions et réponses:—Suite

en motion pour dépôt de document), 440. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Bons du Trésor:—Quels étaient les montants des—, en cours au 30 novembre 1976, etc., 275.

Boulevard Laurentien:—Le gouvernement a-t-il reçu le rapport concernant l'emplacement de deux voies du—, 211.

Boulevard Métropolitain:—D'où provient la majoration de \$130,000 concernant le projet 665-0901-7. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 652. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Bourses pour études universitaires:—Quels sont les ministères ou organismes, à part le ministère de l'Éducation, qui accordent des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 932. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Briquettes de fer:—Le gouvernement a-t-il été informé que l'on voulait différer à une date indéterminée une étude sur le projet de construire une usine de—, dans la région de Sept-Îles, (Question transformée en motion pour dépôt de document), 787. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Briseurs de grève:—Le gouvernement a-t-il donné suite à une demande de la CSN et de la CEQ concernant les—, 253.

Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain:—Le gouvernement est-il au courant que le—, devra faire appel aux municipalités de la CUQ pour le paiement de ses frais d'exploitation, 749.

Bureau d'enregistrement de Stanstead:—Le gouvernement a-t-il l'intention de déménager le—, 300.

Caisse de dépôt et placement du Québec:—Quel est le montant total des sommes confiées à la—, par certains organismes gouvernementaux, 322.

Canadian Industries Limited:—Des représentations ont-elles été faites auprès de la—, concernant le déménagement de cette compagnie, 929.

Cast North America Limited:—Le gouvernement a-t-il fait une étude sur l'impact du départ de la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 239. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Cèdres Laurentiens:—L'entreprise Les—, a-t-elle soumis une demande de permis d'approvisionnement de bois, 236.

Questions et réponses:—Suite

Cégep de Drummondville:—Le ministère de l'Éducation a-t-il décidé de couper certaines subventions au—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 753. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Centre d'accueil La Petite Nation:—Détails concernant le projet de réaménagement du—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 653. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke:—Quelles sont les démarches entreprises par le ministère des Affaires sociales concernant l'unité d'hémodialyse du—, 384.

Chiropractie:—Le gouvernement remboursait-il les honoraires versés pour des traitements de—, avant le 26 novembre 1976, 929.

Chromalox Ltd.:—Y a-t-il eu des échanges de correspondance entre le gouvernement et la compagnie—, 579.

Communiplex Ltée:—Détails concernant la firme—, 73.

Comptes de banque du gouvernement:—De quels montants ces comptes étaient-ils à découvert le 31 mars et le 30 avril 1977, 276.

Conférence sur l'énergie:—Le gouvernement du Québec était-il représenté à la—, tenue à Digby, Nouvelle-Écosse, 839.

Conférences internationales:—Le gouvernement fédéral a-t-il défrayé le coût des frais des ministres du gouvernement du Québec qui ont participé à des—, 300.

Conseil du Statut de la femme:—Le Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières a-t-il déclaré que les principales demandes formulées par le—, devaient être considérées comme réglées, 931.

Conseil exécutif:—Quel est le montant total payé aux membres du—, 255.

Consommateurs, Coopératives et Institutions financières:—Le ministre des—, a-t-il confié la préparation d'une campagne publicitaire à une entreprise en vue d'inciter les citoyens à acheter des articles manufacturés au Québec, 235.

Consommateurs, Coopératives et Institutions financières:—Le nouveau titulaire du ministère des—, a-t-il fait exécuter des travaux de rénovation dans ses bureaux, 468.

Questions et réponses:—Suite

Contrats:—Combien de—, le ministère des Transports a-t-il accordés. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 441. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Contrats pour l'entretien ménager:—Combien de—, ont été accordés par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 842. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Corporation Sanibec (Québec):—Quels sont les noms des administrateurs de la—, 607.

Courtiers d'assurances:—Le Ministre des Affaires sociales a-t-il déjà communiqué avec certains établissements pour leur demander de changer de—, 786.

Cousineau, Mme Léa:—Est-elle à l'emploi du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, 751.

Cowansville:—Le ministère des Affaires sociales a-t-il avisé la Corporation municipale de—, que la construction du centre d'accueil allait commencer en mai 1977, 641.

Délégué général du Québec à Paris:—Détails concernant les résidences occupées par MM. François Cloutier et Jean Deschamps, 745.

Dentistes:—Est-il exact que la Corporation professionnelle des—, a déclaré que la gratuité annoncée par le Ministre des Affaires sociales ne couvre que les premières dents, 551.

Dépoussiérage:—Le gouvernement a-t-il réussi à convaincre les autorités de la mine Carey et de l'usine QIT de fermer leurs portes pour fins de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 238. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Députés:—Y a-t-il des ex—, qui reçoivent à la fois un salaire et une pension venant des fonds publics. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 177. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Dettes des municipalités:—Quel est le montant total des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 494. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Dette totale de la province de Québec:—Quel était le montant de la—, en 1970, 1973 et 1976, 234.

Questions et réponses:—Suite

Donohue Ltée:—Des pourparlers ont-ils été entrepris entre le gouvernement et la—, concernant un secteur d'approvisionnement qui serait concédé à la scierie Jos Houde de Petit-Saguenay, 254.

Dragage:—Le gouvernement a-t-il complété la révision de sa politique de financement des travaux de—, des chenaux entourant les îles aux Foins, aux Lièvres, Demers et Goyer, 494.

Drummondville:—Le ministère des Affaires sociales a-t-il empêché le gouvernement du Canada de subventionner un foyer de groupe pour adolescents dans la région de—, 642.

Drummondville:—Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il accordé une subvention concernant la reconstitution d'un village québécois dans la région de—, 787.

Dumont, M. Fernand:—Cet écrivain est-il à l'emploi du gouvernement, 324.

Eberhard Faber:—Quelles dispositions le gouvernement a-t-il adoptées depuis que la compagnie—, d'Acton Vale, a annoncé qu'elle allait fermer ses portes. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 938. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Emplois:—Le gouvernement du Québec a-t-il accordé des subventions devant amener la création d'—, 435.

Emprunts:—Le gouvernement a-t-il emprunté de l'Hydro-Québec et de la Caisse de dépôt et placement du Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 327. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Emprunts:—Le gouvernement a-t-il effectué des—, pour lui-même ou pour l'Hydro-Québec, 812.

Emprunts sur obligations:—Quelle est la somme totale des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 722. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Emprunts temporaires:—Le gouvernement a-t-il effectué des—, auprès d'organismes gouvernementaux ou sociétés d'État, 73.

Entente auxiliaire Canada-Québec:—Détails concernant l'—. (Questions transformées en motions pour dépôt de documents), 701 et 702. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Entrepôt Mailloux:—Le gouvernement peut-il fournir la liste complète des oeuvres d'art dans l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 158. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Épargne:—Dans quelle mesure le gouvernement peut-il exercer un contrôle sur l'—, détenue par des institutions financières à charte fédérale, 840.

Équipements olympiques mobiles:—Quelles mesures ont été prises concernant les—, 834.

Expositions agricoles:—Combien d'—, le ministère de l'Agriculture a-t-il subventionnées. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 878. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Expositions à l'étranger:—À combien d'—, le gouvernement a-t-il participé, 743.

Faillites:—Détails concernant les—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 939. (Voir aussi *Documents de la session*.)

FEDCO (Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec):—Détails concernant les prêts et subventions accordés à la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 137. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Fêtes du Patrimoine:—Quels ont été les bénéficiaires de subventions accordées dans le district électoral de Nicolet-Yamaska, 838.

Floride:—Statistiques sur le nombre de citoyens qui se sont rendus en—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 700. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Foire de Nice:—Quels ministères ont participé à la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 405 et 608. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Fonderie Benoît Marcoux:—Le MIC a-t-il versé une subvention à la—, 491.

France:—Le Québec et la—, ont-ils mis sur pied une mission d'étude sur le matériel minier en vue de relancer une coopération économique, 840.

Francophones dans les cadres supérieurs de direction d'entreprises:—Le gouvernement appuiera-t-il une vaste enquête en vue de trouver les causes de la sous-représentation des—. (Question transformée en

Questions et réponses:—Suite

motion pour dépôt de document), 651. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Garderies:—Le ministère des Affaires sociales a-t-il conclu une entente avec la CECM concernant la mise sur pied de—, dans les écoles désaffectées. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 385. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Garderies:—Quel montant le gouvernement du Canada a-t-il versé au gouvernement du Québec, 700.

Gorton Pew Limited:—Le gouvernement a-t-il fait une offre pour l'achat des propriétés de la—, aux Îles-de-la-Madeleine. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 75. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Grains de provende:—Y a-t-il eu signature d'ententes entre le Québec et le gouvernement fédéral concernant le transport des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 880. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Grand-Calumet:—Pourquoi le ministère des Transports n'a-t-il pas accordé le contrat de terrassement au plus bas soumissionnaire, 644.

Grèves ou lock-out:—Quelles sont les entreprises qui ont fait le sujet d'une grève ou d'un lock-out. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 237. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Handicapés:—Quel a été le montant des dépenses pour la tournée effectuée dans les différentes régions pour expliquer le livre blanc ainsi que le contenu de la loi. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 938. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Hauterive et Baie-Comeau:—Les établissements de santé de—, ont-ils été mis en tutelle, 402.

Hélicoptères:—L'Hydro-Québec possède-t-elle des—, 838.

Héroux, M. Michel:—Ce journaliste est-il à l'emploi du gouvernement, 356.

Honoraires professionnels:—Quel montant le gouvernement a-t-il versé en—, à des architectes, ingénieurs, etc. (Question transformée en motion pour dépôt de document). 932. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Questions et réponses:—Suite

Hôpital dans la région de l'Outaouais:—Le gouvernement a-t-il entrepris une étude pour la construction d'un—, 91.

Hôpital dans le district électoral de Chambly:—Le gouvernement a-t-il entrepris une étude pour la construction d'un—, 91.

Hôpital de Baie-Comeau:—À quelle date l'—, a-t-il été mis en tutelle, 927.

Hôpital Saint-Joseph de La Tuque:—Le ministère des Affaires sociales a-t-il pris une décision au sujet de l'—, et du Centre de réadaptation du Lac-Édouard, 403.

Hydro-Québec:—Le ministère des Richesses naturelles et l'—, ont-ils reçu des représentations concernant la lecture de compteurs, 581.

Hydro-Québec:—Le gouvernement a-t-il permis à l'—, de s'installer dans la région du lac Malbaie, 835.

Hydro-Québec:—Quel est le nombre de clients à qui l'—, a coupé la distribution de l'électricité, 836.

Hygiène et sécurité au travail:—Le gouvernement du Québec a-t-il, à l'instar du gouvernement du Canada, préparé un programme visant à élaborer un code d'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 789. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Île Sainte-Thérèse:—Combien de comités ministériels étudient actuellement les implications des aménagements de l'—, (Question transformée en motion pour dépôt de document), 721. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Immeubles gouvernementaux:—Le MTPA a-t-il entrepris une étude pour déterminer l'opportunité d'établir une société de gestion des—, 607.

Incinérateur de la Rive sud:—Quelle est la somme totale des coûts de l'—, 785.

Industries Cascades:—Le MIC a-t-il accordé une subvention aux—, pour la construction d'une usine à Kingsey Falls, 436, 490.

Industries employant au moins 100 personnes:—Détails concernant les—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 648. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Installations portuaires du Saint-Laurent:—Combien le gouvernement a-t-il commandé d'études concernant les—, (Question transformée en

Questions et réponses:—Suite

motion pour dépôt de document), 257. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Jeux du Québec, Sherbrooke:—Quels montants la ville de Sherbrooke a-t-elle reçus pour la tenue des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 843. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Jonquière:—Quelles sont les explications justifiant une majoration du contrat de terrassement accordé dans la municipalité de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 652. (Voir aussi *Document de la session.*)

Lacs à truite:—Combien de demandes le ministère de l'Agriculture a-t-il reçues concernant des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 935. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Lac-Mégantic:—Le ministère des Affaires sociales a-t-il accepté qu'un centre de jour soit implanté au Foyer Jeanne-Mance de—, 231.

Lainages Victor:—Le gouvernement a-t-il accordé une subvention à l'entreprise Aux—, 253.

Lait:—Quelles sont les écoles qui ne bénéficiaient pas du programme de distribution gratuite du—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 939. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Lait industriel:—Le gouvernement a-t-il l'intention de donner suite à la demande de la Fédération des producteurs de—, du Québec de maintenir le subside déjà accordé, 234.

Locataires:—Le Ministre des Affaires municipales a-t-il donné suite à la demande du Front commun des associations de—, de Montréal concernant le système de contrôle des loyers, 930.

Longueuil:—Le CRSSS de—, a-t-il été appelé à donner son opinion sur le projet d'un hôpital à—, 402.

Loterie du 24 juin:—Détails concernant la—, 697.

Loterie Olympique et Loterie Canada:—Combien le gouvernement a-t-il reçu à l'occasion des tirages de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 239. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Loto-Québec:—Combien y a-t-il de concessionnaires de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 495. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Questions et réponses:—Suite

Lumbermens Mutual Casualty Co.:—Le gouvernement a-t-il été informé que la firme d'assurance-automobile—, a décidé de se retirer de la province de Québec, 647.

Maladie parasitaire chez les animaux (fasciola hepatica):—Le gouvernement fédéral a-t-il autorisé la mise sur le marché de médicaments pour combattre une—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 278. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Mar del Plata:—Quelles sont les personnes qui ont accompagné le Ministre délégué à l'environnement à la conférence mondiale sur l'eau. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 158. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Matapédia:—L'aide financière consentie à la Commission scolaire de la Vallée de la—, sera-t-elle insuffisante pour maintenir certaines écoles ouvertes, 235.

McAndrew, M. Michael:—Ce journaliste est-il à l'emploi du gouvernement, 324.

Médecins:—Quelle suite la Corporation professionnelle des—, a-t-elle donnée à chacun des dossiers de—, 550.

Michaud, M. Yves:—A-t-il effectué un voyage en Europe entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} avril 1977, 136.

Michaud, M. Yves:—Combien de voyages a-t-il faits en dehors des limites de la province, 522.

Mines:—Le Québec et la France ont-ils mis sur pied une mission d'étude sur le matériel minier, en vue de relancer une coopération économique, 840.

Ministères:—Quels sont les noms des employés des—, qui ont été congédiés, etc. (Questions transformées en motions pour dépôt de documents), 278; 303; 325; 326; 356; 404; 609; 877. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Ministres:—Le gouvernement a-t-il acheté du nouvel ameublement pour les bureaux des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 654. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Ministres:—Des travaux de rénovation ont-ils été effectués dans certains bureaux de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 655. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Questions et réponses:—Suite

Ministres d'État:—En quoi consistent les mandats généraux et les mandats spécifiques confiés aux—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 302. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Ministres d'État et ministres délégués:—Quels sont les noms des personnes qui ont été engagées au service des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 279 et 301. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Mirabel:—Depuis la construction de l'aéroport de—, combien y a-t-il eu d'études subventionnées concernant l'établissement d'un système de transport rapide (Barex) entre Mirabel et Montréal. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 789. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Mises en tutelle:—Combien d'institutions financières ont été—, 552.

Mobilier fabriqué à l'extérieur du Québec:—Le gouvernement a-t-il acheté du—, entre le 1^{er} décembre 1976 et le 29 juin 1977, 521.

Morin, M. Jacques-Yvan:—Quel montant a-t-il reçu pour la préparation de l'ouvrage intitulé *Le statut des eaux du golfe*, 320.

Mousse de sphaigne:—Le ministère des Richesses naturelles a-t-il reçu une demande concernant l'extraction de la—, dans le canton d'Eaton, 404.

Multinationales de produits pétroliers:—Quel est le montant total versé par les 10 plus importantes compagnies—, 299.

Municipalités:—Existe-t-il encore des—, qui doivent effectuer des remboursements au gouvernement en vertu de l'ancienne loi de l'assistance publique. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 177. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Musée de la chasse à Saint-Pie-de-Guire:—Le gouvernement québécois a-t-il placé un veto concernant une offre de subvention fédérale pour l'érection d'un—, 672.

Négociations:—Combien y a-t-il eu de tables sectorielles lors de la dernière ronde de—, (Question transformée en motion pour dépôt de document), 276. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Négociations:—Quelles ont été les personnes engagées par des organismes gouvernementaux au cours de la dernière ronde de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 277. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Questions et réponses:—Suite

Négociations dans le secteur public et parapublic:—Combien de contrats ont été accordés par le gouvernement dans le but de le représenter pendant la dernière ronde de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 256. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Notaires:—Quels sont les noms et adresses des—, qui ont soumis leur candidature pour un poste permanent au gouvernement, 154.

Nouvelle-Angleterre:—Le gouvernement possède-t-il des statistiques sur le nombre de citoyens qui se sont rendus en—, au cours de l'été 1977, 748.

Obligations:—Pour quels montants la Caisse de dépôt et placement du Québec a-t-elle acheté d'—, 321.

Obligations de la province:—Détails concernant chaque émission d'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 405. (Voir aussi *Document de la session.*)

Obligations d'épargne du Québec:—Quel était le montant des—, en circulation, 74.

Obligations d'épargne du Québec:—Quel est le montant total d'—, que le gouvernement a été dans l'obligation de racheter. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 75. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Office du crédit agricole:—Quel est le nombre de prêts consentis par l'—, 135.

Ontario:—Est-il vrai que les municipalités frontalières peuvent faire affaire avec des firmes ontariennes, 877.

Organisation volontaire d'éducation populaire (OVEP):—Quel est le montant total voté par l'Assemblée nationale dans le cadre de l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 752. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Papier:—Quel montant le gouvernement prévoit-il dépenser pour l'achat de—, en 1977/78. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 237. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Parapluies:—Le gouvernement a-t-il acheté des—, 720.

Parc des Laurentides:—Détails concernant les patrouilles dans le—, entre la barrière de Laterrière et L'Étape, 467.

Questions et réponses:—Suite

Pêche:—Le gouvernement a-t-il entrepris des négociations avec le gouvernement du Canada concernant une exploitation plus rationnelle des ressources maritimes du golfe du Saint-Laurent, (Question transformée en motion pour dépôt de document), 673. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Pêche:—Quel montant le MIC a-t-il prévu pour aider les 4000 professionnels de la—, oeuvrant au Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 674. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Pêche:—Le gouvernement continue-t-il de négocier avec des organisations maritimes étrangères en vue de les associer avec des pêcheurs du Québec, 719.

Petite et moyenne entreprise:—Selon le gouvernement, quelle est la définition d'une—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 357. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Photo-Air Laurentides Inc.:—Le gouvernement a-t-il accordé des contrats à la société—, 741. Question réinscrite au feuillet, 776.

Placements à court terme:—Quels étaient les montants des—, de la province, à certaines dates, 322.

Plaques d'immatriculation:—Le contrat de fabrication des—, de 1978 a-t-il été accordé, 744.

Policiers:—Le rapport du groupe de travail sur les structures et le rôle des—, a-t-il été remis au Ministre de la Justice, 721 et 741.

Politique d'achat:—De nouvelles directives ont-elles été données aux établissements de santé et de services sociaux au sujet de leur—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 386. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Politique d'achat du gouvernement:—Est-il vrai que les municipalités frontalières peuvent faire affaire avec des firmes ontariennes, 877.

Pont sur la rivière Matapédia:—Pourquoi le ministère des Transports a-t-il accordé le contrat pour peindre la structure métallique du—, à la firme Lionel Nourry alors que le nom de cette entreprise n'apparaît pas sur la liste des soumissions reçues, 646.

Présidents d'offices, de régies, etc.:—Combien de—, ont été démis de leurs fonctions, etc. depuis le 26 novembre 1976. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 495. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Questions et réponses:—Suite

Programme d'orientation économique:—À quel stade le gouvernement est-il rendu dans la préparation d'un—, visant à créer de nouveaux produits et de nouveaux marchés. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 788. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Publicité:—À quelle agence de—, le gouvernement a-t-il confié l'organisation de la campagne «J'ai la mémoire en fête», 523.

Publicité:—À quelle agence de—, le gouvernement a-t-il confié la campagne invitant les Québécois à passer leurs vacances dans la province, 698.

Publicité:—Le gouvernement a-t-il négocié des ententes ou contrats de publicité. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 931. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Puits artésiens près du lac à la Truite:—Quels sont les noms des personnes qui ont présenté des soumissions pour des études concernant le débit d'eau des—, 786.

Qualité de l'environnement:—Combien de poursuites le gouvernement a-t-il intentées en vertu de la Loi de la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 470. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Quésteel:—Quel était le nombre d'employés de—, à Longueuil, en juin 1977, 839.

Référendum:—Quelle est la liste des travaux commandés par le gouvernement dans l'optique du—, 673.

Référendums:—Détails concernant les personnes à qui le gouvernement a confié le mandat de faire des études ou de préparer un projet de loi sur la tenue de—, 136.

Régie de l'assurance-maladie:—Quels ont été les surplus nets réalisés par la—, 642.

Règlements:—À quelle date seront publiées en projets dans la *Gazette officielle* certaines réglementations, 352.

Repentigny:—Le gouvernement a-t-il l'intention de permettre la construction d'un nouvel hôpital à—, 115.

Réserve Mastigouche, à Saint-Alexis-des-Monts:—Combien d'employés occasionnels ont été embauchés à la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 703. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Questions et réponses:—Suite

Rivière du Nord, à Val-Morin:—Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour dépolluer la—, 553.

Rivière Trinité:—Quel a été le montant de subventions directes et indirectes accordées à la société chargée de l'exploitation de la—, 749.

Sainte-Martine, Huntingdon:—Quel montant le gouvernement a-t-il versé pour la construction du Centre sportif régional de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 240. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Saint-Romuald-d'Etchemin:—Pourquoi le contrat pour l'aménagement des abords de l'autoroute 73 n'a-t-il pas été accordé au plus bas soumissionnaire, 644.

Sainthill Levine Ltd.:—Des démarches ont-elles été faites pour intéresser des industries à prendre la relève de la—, 355.

Saumon:—Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il accordé un permis de pourvoyeur à M. William H. Claffin de Boston, pour la pêche au—, 747.

Schéma d'aménagement de l'Outaouais:—Détails concernant le—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 812. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Scierie de Saint-Damase, Matapédia:—Le ministère des Terres et Forêts a-t-il accordé un permis d'approvisionnement nécessaire à la réouverture de la—, 236.

Seigneurie Ross, au nord de Valcartier:—Est-il exact que les propriétaires de la—, ont offert leur domaine au gouvernement, 786.

Services aériens:—Le gouvernement envisage-t-il la possibilité d'émettre des permis à des—, opérant entièrement en territoire québécois, 91.

Sidbec-Dosco:—Quel est le montant du surplus ou du déficit d'opérations de—, depuis sa prise en charge par le gouvernement. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 74. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Société des alcools du Québec:—La—, a-t-elle loué un local à Shawinigan-Sud (Question transformée en motion pour dépôt de document), 879. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Questions et réponses:—Suite

Solvabilité et rentabilité des nouvelles entreprises:—Quels moyens le gouvernement possède-t-il pour contrôler la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 723. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Sommet économique, La Malbaie:—Quelle somme totale le gouvernement a-t-il dépensée pour la tenue du—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 723. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Sous-ministres, sous-ministres associés:—Combien de nouveaux—, le gouvernement a-t-il nommés. (Question transformée en motion pour dépôt de document). 328. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Substitut du Procureur général:—Quels sont les noms et adresses des avocats qui ont soumis leur candidature au poste de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 157. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Subvention à la Société Coopérative Agricole de Saint-Arsène:—Détails concernant la—, 114.

Subventions:—Quelles sont les entreprises qui ont reçu des—, du MIC ou de la SDIQ. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 440. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Subventions:—Le MIC a-t-il accordé des—, pour l'établissement de nouvelles industries sur la Côte Nord et en Gaspésie, 580.

Subventions d'équilibre budgétaire aux commissions scolaires:—Quel est le montant total des crédits votés en vue du versement de—, pour 1976/77. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 752. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Subventions d'équilibre budgétaire aux commissions scolaires:—Quel est le montant total des crédits votés en vue du versement de—, pour 1977/78, 747.

Sûreté du Québec:—Le gouvernement songe-t-il à créer un corps auxiliaire de réservistes pour parer à l'éventualité d'un autre arrêt de travail de la—, 255.

Système métrique:—Quelles sont les mesures que le gouvernement a prises concernant la conversion au—, 72.

Système métrique:—Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour informer les cultivateurs de la conversion au—, (Question transformée

Questions et réponses:—Suite

en motion pour dépôt de document), 115. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Taillon, M. Jean:—Y a-t-il une relation entre—, et le sous-ministre adjoint au ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 939. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Tapis:—Quel est le montant total des contrats accordés pour l'achat et le posage de—, dans les édifices gouvernementaux, 493.

Terre arable et terre boisée:—Combien y a-t-il d'acres de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 649. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Terres des Hommes:—Détails concernant la personne désignée pour agir comme porte-parole relativement à—, 554.

TEXON:—Le ministère du Travail et de la Main-d'œuvre a-t-il formé un comité de reclassement des employés à la suite du déménagement de la compagnie—, de Drummondville à Cornwall, Ontario. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 940. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Tracteurs Renault:—Y a-t-il eu des développements au sujet de l'établissement d'une chaîne de montage de—, 841.

Transferts conditionnels et inconditionnels:—Quels montants le gouvernement a-t-il reçus d'Ottawa à titre de—, 469.

Transformation de l'amiante:—La ville de Lac-Mégantic a-t-elle soumis une requête réclamant l'implantation d'une usine de—, 354.

Transport aérien au Québec:—Quels sont les noms des personnes qui ont reçu le mandat d'effectuer une étude sur le—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 813. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Tricofil Inc.:—Quelles sont les mesures prises par le gouvernement concernant les employés mis à pied, 581.

Val-Bar, Saint-Louis-de-Blandford:—Quelles sont les mesures prises par le gouvernement pour sauvegarder les emplois à l'usine—, 719.

Véhicules automobiles:—L'examen périodique des—, sera-t-il rendu obligatoire, 606.

Questions et réponses:—Suite

Véhicules automobiles:—Est-il vrai que le gouvernement envisage la possibilité d'établir un réservoir de—, 876.

Vélodrome:—À quel prix la Régie des installations olympiques a-t-elle fixé la location du—, 90.

Victoriaville:—Quelles sont les mesures concrètes prises par le gouvernement pour sauvegarder les emplois dans l'industrie du meuble à—, 927.

Vieux Québec:—Quels sont les établissements dans le—, à qui des permis d'alcool ont été émis, 253.

Voyage du Ministre d'État au développement économique:—Détails concernant le—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 650. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Voyage du Premier ministre en France:—Le Premier ministre a-t-il offert en cadeau des oeuvres des auteurs québécois. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 880. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Voyage du Premier ministre en France:—Détails concernant le—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 935. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Voyages:—Les représentants de certains districts électoraux ont-ils voyagé à l'extérieur du Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 841. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Voyages à l'extérieur du Canada:—Quels sont les ministres qui ont voyagé aux frais du gouvernement. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 157. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Wayagamack:—A-t-on prié le gouvernement d'instituer une enquête au sujet de la fermeture de l'usine de—, 385.

R

RECENSEMENT DES ÉLECTEURS POUR L'ANNÉE 1977:—Loi concernant le—. Projet de loi n° 50.

RECOURS COLLECTIF:—Loi sur le—. Projet de loi n° 39.

RÉGIE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC:—Loi constituant la—. Projet de loi n° 49.

RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC:—Loi modifiant le—. Projet de loi n° 17.

RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC:—Loi modifiant le—. Projet de loi n° 42.

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS:—Loi modifiant le—. Projet de loi n° 28.

RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS:—Loi modifiant le—. Projet de loi n° 30.

RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES ET LA LOI D'HYDRO-QUÉBEC:—Loi modifiant le—. Projet de loi n° 29.

RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES DU QUÉBEC:—Loi modifiant le—. Projet de loi n° 18.

RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES DU QUÉBEC:—Loi modifiant de nouveau le—. Projet de loi n° 93.

RÉGIME DES EAUX:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi n° 98.

RICHELIEU:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 242.

RICHESSSES NATURELLES:—Loi modifiant la Loi du ministère des—. Projet de loi n° 16.

RODICAN INVESTMENTS LTD:—Loi concernant— Projet de loi n° 233.

RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE DE LA VILLE DE MONTRÉAL:—Loi concernant le—. Projet de loi n° 59.

S

SAINT-FRANÇOIS-XAVIER-DE-LA-PETITE-RIVIÈRE:—Loi concernant la municipalité de la paroisse de—. Projet de loi n° 259.

SAINT-LOUIS-DE-TERREBONNE:—Loi concernant la municipalité de la paroisse de—. Projet de loi n° 257.

SAINT-RAPHAËL-DE-L'ÎLE-BIZARD:—Loi concernant la municipalité de la Paroisse de—. Projet de loi n° 225.

SERVICES DE SANTÉ DU QUÉBEC» — «QUÉBEC HEALTH SERVICES»:—Loi modifiant la Loi concernant «Les—. Projet de loi n° 204.

SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX:—Loi modifiant la Loi sur les—.
Projet de loi n° 10.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DES AGRICULTEURS DE LA PROVINCE DE
QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi refondant la charte de la—. Projet de loi
n° 241.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COOPÉRATIF:—Loi constituant la—. Projet de loi
n° 44.

SOCIÉTÉ DE RÉASSURANCE DES MUTUELLES-INCENDIE DU QUÉBEC:—Loi
concernant la—. Projet de loi n° 216.

SOCIÉTÉ DE RÉCUPÉRATION, D'EXPLOITATION ET DE DÉVELOPPEMENT FORES-
TIERS DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 62.

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC:—Loi concernant l'acquisition de certains
immeubles par la—. Projet de loi n° 66.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE:—Loi constituant la—. Projet de loi n° 70.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'EXPLORATION MINIÈRE:—Loi modifiant la Charte de la—.
Projet de loi n° 82.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi
n° 86.

SOEURS DE SAINTE-ANNE DE LACHINE:—Loi modifiant la Loi constituant en
corporation Les—. Projet de loi n° 215.

STIMULANTS FISCAUX AU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL:—Loi sur les—. Projet
de loi n° 48.

SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS DE 10,000 HABITANTS OU PLUS:—Loi sur
les—. Projet de loi n° 8.

SUCCESSION DE LUCIEN BARIL:—Loi concernant la—. Projet de loi n° 222.

T

TAXE SUR LA PUBLICITÉ ÉLECTRONIQUE:—Loi de la—. Projet de loi n° 63.

TAXE SUR LES REPAS ET L'HÔTELLERIE:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet
de loi n° 60.

TÉLÉPHONE CONTINENTAL LTÉE, TÉLÉPHONE DORCHESTER INC. ET LE TÉLÉPHONE RURAL DE BEAUCEVILLE LIMITÉE: Loi concernant La Compagnie de—. Projet de loi n° 89.

THETFORD MINES:—Loi modifiant la charte de la cité de—. Projet de loi n° 221.

TRAVAUX MUNICIPAUX:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 35.

TRAVAUX PUBLICS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 22.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES:—Loi modifiant la Loi des—, et la Loi sur les jurés. Projet de loi n° 77.

TROIS-RIVIÈRES:—Loi modifiant la charte de la cité des—. Projet de loi n° 223.

U

ULTRA DEVELOPMENT CORPORATION:—Loi concernant—. Projet de loi n° 201.

V

VERDUN:—Loi modifiant la charte de la cité de—. Projet de loi n° 213.

INDEX OF VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

26 ELIZABETH II, 1977

A

Accounts and Papers:

Adaptation classes:—Answer to questions by Mrs Lavoie-Roux concerning—. Tabled, 486. (*Sessional Papers*, No. 320.)

Administrative centres "H" and "J":—Copy of the Orders in Council concerning re-arrangement work. Tabled, 358. (*Sessional Papers*, No. 227.)

Advertising:—Did the government negotiate any agreements or contracts of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 931. (*Sessional Papers*, No. 556.)

Advisory Council on the Environment:—Annual report for 1975/76. Tabled, 108. (*Sessional Papers*, No. 48.)

Agricultural exhibitions:—How many—, did the Department of Agriculture subsidize. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 878. (*Sessional Papers*, No. 521.)

Agriculture:—Annual report of the Department of—, for 1975/76. Tabled, 68. (*Sessional Papers*, No. 14.)

Agriculture:—Details re employees of the Department of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 115. (*Sessional Papers*, No. 61.)

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Accounts and Papers:—Continued

Agriculture:—Copy of any correspondence concerning milk, swine, cattle, poultry meat, feed grain, etc. between the government of Québec and the government of Canada. Tabled, 882. (*Sessional Papers*, No. 526.)

Agrologists of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1975/76. Tabled, 114. (*Sessional Papers*, No. 57.)

Agrologists of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1976/77. Tabled, 775. (*Sessional Papers*, No. 468.)

Air transportation:—What are the names of the persons who were entrusted with the task of carrying out a survey on—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 813. (*Sessional Papers*, No. 491.)

Alcan Ltd.:—Copy of the correspondence concerning the moving of the research centre of—, from Arvida to Kingston or Toronto. Tabled, 437. (*Sessional Papers*, No. 293.)

Anti-inflation measures:—Copy of an Order in Council concerning the application of the Act respecting—. Tabled, 71. (*Sessional Papers*, No. 16.)

Anti-inflation measures:—Copy of a letter by Mr Jacques Parizeau forwarded to mayors and town councillors concerning the Act respecting—. Tabled, 81. (*Sessional Papers*, No. 26.)

Arable domain of the province:—Statement respecting the Orders in Council passed under the Act to enlarge the—, (1946, c. 31). Tabled, 58 (*Sessional Papers*, No. 5.)

Arable land and wooded land:—How many acres are considered as—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 649. (*Sessional Papers*, No. 391.)

Architects of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1976/77. Tabled, 261. (*Sessional Papers*, No. 166.)

Asbestos board:—Copy of any correspondence or other documents concerning the nationalization of the Canadian Johns-Manville and the establishment of an—. Tabled, 388. (*Sessional Papers*, No. 254.)

Asbestos industry:—Final report by the Study Committee on health in the—. Tabled, 735. (*Sessional Papers*, No. 449.)

Accounts and Papers:—Continued

Atco Industries Ltd.:—Did the government contact the authorized spokesmen of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 241. (*Sessional Papers, No. 155.*)

Attorney-General of Québec:—Annual report respecting the authorizations obtained under the Protection of Privacy Act. Tabled, 251. (*Sessional Papers, No. 159.*)

Auditor-General of Québec:—Annual report as at 31 March 1976. Tabled, 127. (*Sessional Papers, No. 76.*)

Auditor-General of Québec:—Report on the audit of the accounts relating to the—. Tabled, 268. (*Sessional Papers, No. 168.*)

Automobile insurance:—A working paper concerning—. Tabled, 145. (*Sessional Papers, No. 101.*)

Automobile insurance:—How many civil servants accompanied the Minister during the consultation tour on—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 555. (*Sessional Papers, No. 345.*)

Automobile insurance:—A booklet entitled: *La réforme de l'assurance automobile*. Tabled, 631. (*Sessional Papers, No. 384.*)

Automobile insurance:—Estimate of the cost and rate structure. Tabled, 794. (*Sessional Papers, Nos. 482 and 483.*)

Aylmer:—What are the names of the persons who applied to obtain employment on road work in—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 934. (*Sessional Papers, No. 560.*)

Baie-Comeau and Hauterive hospital centres:—Copies of newspaper articles concerning the—. Tabled, 578. (*Sessional Papers, No. 359.*)

Bankruptcies:—Details concerning—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 939. (*Sessional Papers, No. 567.*)

Bar of the province of Québec:—Annual report as at 31 March 1976. Tabled, 132. (*Sessional Papers, No. 90.*)

Bar of the province of Québec:—Financial statements as at 31 March 1977. Tabled, 286. (*Sessional Papers, No. 180.*)

Bâtonnier of the province of Québec:—Annual report for 1975/76. Tabled, 132. (*Sessional Papers, No. 89.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Bâtonnier of the province of Québec:—*Annual report for 1976/77. Tabled, 286. (*Sessional Papers, No. 179.*)

*Bell Canada:—*Has the government of Québec made any representations to the CRTC concerning the request to increase telephone rates. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 238. (*Sessional Papers, No. 150.*)

*Berthierville:—*Was the Minister of Social Affairs informed of the declaration made by the Member for Berthier concerning the establishment of a local community service centre at—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 555. (*Sessional Papers, No. 346.*)

*Blue Bonnets:—*Copy of the correspondence concerning the—, file and the Namur metro station. Tabled, 588. (*Sessional Papers, No. 363.*)

*Bonds:—*What is the total amount of savings—, which the government was compelled to buy back. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 75. (*Sessional Papers, No. 20.*)

*Bonds:—*Details respecting each issue of savings—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 405. (*Sessional Papers, No. 269.*)

*Bonin, Mr Bernard:—*On what date did the government instruct—, to establish a committee on the economic model and type of association in the event of an independent Québec. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 440. (*Sessional Papers, No. 297.*)

*Books:—*A brief on a policy on—, prepared by the advisory committee on books. Tabled, 252. (*Sessional Papers, No. 160.*)

*Borrowings against bonds:—*What is the total sum of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 722. (*Sessional Papers, No. 436.*)

*Buckingham:—*Copy of any correspondence concerning the town of—. Tabled, 814. (*Sessional Papers, No. 493.*)

*Budget:—*Estimates of expenditures for the fiscal year ending March 31st 1978. Tabled, 109. (*Sessional Papers, No. 49.*)

*Budget, Supplementary (No. 1), 1977/78:—*Tabled, 695. (*Sessional Papers, No. 424.*)

Budget-balancing grants to school boards:—What was the total amount of the appropriations voted in view of—, for 1976/77. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 752. (*Sessional Papers*, No. 454.)

Buildings leased by the government:—List of all the—. Tabled, 358. (*Sessional Papers*, No. 226.)

Buildings purchased by the government:—Details concerning—. Tabled, 610. (*Sessional Papers*, No. 373.)

Bulk trucking:—Copy of telegrams concerning—. Tabled, 366. (*Sessional Papers*, No. 235.)

Bulk trucking:—Copy of the protocol of agreement between the ANCAI and the government. Tabled, 366. (*Sessional Papers*, No. 236.)

Buses:—Report on the study of the bids for the purchase of 1200 municipal—. Tabled, 923. (*Sessional Papers*, No. 547.)

Buses:—Copy of an Order in Council concerning government assistance for the purchase of 1200 municipal—. Tabled, 924. (*Sessional Papers*, No. 552.)

Buses:—Letter addressed to the Chairman of the QUC concerning a loan for the purchase of municipal—. Tabled, 924. (*Sessional Papers*, No. 553.)

Cabledistribution:—Documents exchanged between the Minister of Communications of the government of Canada and the Minister of Communications of Québec concerning—. Tabled, 867. (*Sessional Papers*, No. 509.)

Cabledistribution companies:—A list of the—, which received a grant from the Department of Cultural Affairs. Tabled, 813. (*Sessional Papers*, No. 492.)

Cambridge House, Chambly:—A file denouncing the way aged persons are being treated at—. Tabled, 924. (*Sessional Papers*, No. 551.)

Canada-EEC general agreement:—A file on the representations made by the government of Québec concerning the—. Tabled, 486. (*Sessional Papers*, No. 319.)

Canada-Québec auxiliary agreement:—Details concerning a—. (Questions converted into motions for the tabling of documents). Tabled, 701 and 702. (*Sessional Papers*, Nos. 427 and 428.)

Accounts and Papers:—Continued

Canada-Québec auxiliary agreement:—Copy of any correspondence concerning the—, on access to forest resources. Tabled, 941. (*Sessional Papers*, No. 571.)

Canada-Québec auxiliary agreements:—Amendments to the—. Tabled, 390. (*Sessional Papers*, No. 259.)

Cap-Chat sawmill:—Copy of any surveys concerning the—. Tabled, 117. (*Sessional Papers*, No. 64.)

Cast North America Limited:—Correspondence concerning the file on—. Tabled, 97. (*Sessional Papers*, No. 42.)

Cast North America Limited:—Has the government carried out a survey on the impact of the transfer to Halifax of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 239. (*Sessional Papers*, No. 153.)

Casual employees:—General instructions concerning the engaging of—, by the Department of Transport. Tabled, 233. (*Sessional Papers*, No. 147.)

Causapscal:—Report on the inquiry concerning the explosion which shook the village of—. Tabled, 583. (*Sessional Papers*, No. 361.)

Central Québec Industrial Park Corporation:—Annual report for 1975/76. Tabled, 705. (*Sessional Papers*, No. 430.)

Centre de recherche industrielle du Québec:—Annual report as at 31 March 1977. Tabled, 334. (*Sessional Papers*, No. 218.)

Centre hospitalier régional de la Mauricie:—Copy of the report by Mr Harvey Barkun concerning the—. Tabled, 557. (*Sessional Papers*, No. 349.)

Chairmen of bureaus, boards, etc.:—How many—, were dismissed, have resigned, etc. since 26 November 1976. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 495. (*Sessional Papers*, No. 323.)

Challenger Jet:—Copy of a letter forwarded to Mr Léo Lavoie by Mr Jean Labonté concerning the construction of the —, by Canadair. Tabled, 423. (*Sessional Papers*, No. 282.)

Charter of the French language:—Copy of any correspondence and other documents exchanged between the government of Québec, the federal government and the provincial governments concerning the—. Tabled, 258. (*Sessional Papers*, No. 165.)

Accounts and Papers:—Continued

Charter of the French language:—Two regulations concerning bill No. 1. Tabled, 312. (*Sessional Papers, No. 200.*)

Charter of the French language:—Draft of a regulation respecting requests for instruction in English (bill No. 1, s. 55). Tabled, 364. (*Sessional Papers, No. 230.*)

Charter of the French language:—Letter of the Minister of Education to the PSBGM concerning the enrolment of pupils in English schools. Tabled, 392. (*Sessional Papers, No. 260.*)

Charter of the French language:—Two demographic reports according to five scenarios of access to English schools. Tabled, 400. (*Sessional Papers, No. 265.*)

Charter of the French language:—Copy of a letter by the Minister of Education to the chairman of the North Island Regional School Board concerning the enrolling of pupils. Tabled, 446. (*Sessional Papers, No. 301.*)

Charter of the French language:—Copy of a letter forwarded to all the provincial premiers of Canada concerning reciprocal agreements in the field of education. Tabled, 477. (*Sessional Papers, No. 313.*)

Charter of the French language:—Demographic data on a Québec as French as Ontario is English. Tabled, 481. (*Sessional Papers, No. 316.*)

Charter of the French language:—A few scenarios concerning the linguistic future of Greater Montreal. Tabled, 481. (*Sessional Papers, No. 317.*)

Charter of the French language:—Copy of two telex in reply to proposals of reciprocal agreements in the field of education. Tabled, 500. (*Sessional Papers, No. 329.*)

Charter of the French language:—A study concerning the demographic aspects of bill No. 101 entitled: *Le bilan migratoire du Québec, 1951-1977*. Tabled, 510. (*Sessional Papers, No. 331.*)

Charter of the French language:—Draft of a regulation respecting requests for instruction in English, relating to section 77 of bill No. 101. Tabled, 532. (*Sessional Papers, No. 337.*)

Charter of the French language:—Four documents on statistics. Tabled, 535. (*Sessional Papers, No. 339.*)

Accounts and Papers:—Continued

Charter of the French language:—The demolinguistic situation in the province of Québec. Tabled, 568. (*Sessional Papers, No. 354.*)

Charter of the French language:—Regulations respecting the language of business firms and the language of commerce and business relating to bill No. 101. Tabled, 577. (*Sessional Papers, No. 356.*)

Charter of the French language:—Two documents on education. Tabled, 588. (*Sessional Papers, No. 362.*)

Charter of the French language:—Two documents containing proposals regarding the channeling of the work of the Assembly. Tabled, 591. (*Sessional Papers, No. 364.*)

Charter of the French language:—Regulation respecting the knowledge of the official language necessary to obtain a permit from a professional corporation. Tabled, 594. (*Sessional Papers, No. 365.*)

Charter of the French language:—Report of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications concerning bill No. 101. Tabled, 605. (*Sessional Papers, No. 368.*)

Charter of the French language:—Correspondence exchanged with the President of SECAL concerning the firm of ALCAN. Tabled, 611. (*Sessional Papers, No. 375.*)

Charter of the French language:—Regulation respecting the language of instruction of persons staying in the province of Québec temporarily. Tabled, 617. (*Sessional Papers, No. 376.*)

Charter of the French language:—Regulation respecting the language of business firms. Tabled, 617. (*Sessional Papers, No. 377.*)

Charter of the French language:—Copy of any correspondence concerning the statement made by the president of Monenco Limited as regards the government's language policy. Tabled, 657. (*Sessional Papers, No. 404.*)

Chartered Accountants of Québec:—Annual report of the Order of—, as at 31 March 1977. Tabled, 375. (*Sessional Papers, No. 241.*)

Chartered Administrators of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1975/76. Tabled, 96. (*Sessional Papers, No. 37.*)

Chartered Administrators of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1976/77. Tabled, 364. (*Sessional Papers, No. 232.*)

Accounts and Papers:—Continued

Chartered Appraisers of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1975/76. Tabled, 132. (*Sessional Papers*, No. 88.)

Chartered Appraisers of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1976/77. Tabled, 546. (*Sessional Papers*, No. 344.)

Chaussures Duchesse:—Copy of any correspondence concerning the firm—, which closed its doors recently. Tabled, 656. (*Sessional Papers*, No. 403.)

Chemists of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1975/76. Tabled, 120. (*Sessional Papers*, No. 67.)

Chemists of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1976/77. Tabled, 775. (*Sessional Papers*, No. 467.)

Chicoutimi harbour area:—Copy of any correspondence concerning the development of the—. Tabled, 942. (*Sessional Papers*, No. 574.)

Chiropractors of Québec:—Annual report of the Order of—, as at 31 March 1976. Tabled, 132. (*Sessional Papers*, No. 87.)

Christian education in the confessional schools:—A development plan concerning—, for the period from 1977 to 1980. Tabled, 629. (*Sessional Papers*, No. 382.)

Cinema:—Copy of the contracts made between the government and film makers concerning the producing of films for the provincial administration. Tabled, 940. (*Sessional Papers*, No. 570.)

Civil Service:—Declaration by the Minister of the—, concerning the negotiation area. Tabled, 659. (*Sessional Papers*, No. 406.)

Civil Service:—Annual report of the Department of the—, for 1976/77. Tabled, 833. (*Sessional Papers*, No. 501.)

Colonization societies:—Statement respecting Orders in Council by which any townships or portions of townships are set apart for—, (R.S.Q. 1964, c. 104). Tabled, 58. (*Sessional Papers*, No. 7.)

Combustion Engineering Superheater Ltd.:—Copy of any correspondence or other documents concerning the moving of the firm—. Tabled, 359. (*Sessional Papers*, No. 228.)

Comité national des Fêtes du Québec:—Annual report for 1977. Tabled, 901. (*Sessional Papers*, No. 537.)

Accounts and Papers:—Continued

- Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles:—*Report for 1976. Tabled, 690. (*Sessional Papers*, No. 422.)
- Commission des droits de la personne du Québec:—*Annual report for 1976. Tabled, 924. (*Sessional Papers*, No. 549.)
- Commission of Internal Economy of the National Assembly:—*Copies of two Orders in Council concerning the appointment of three commissioners and three substitute commissioners. Tabled, 164. (*Sessional Papers* No. 111.)
- Commissions:—*List of—, issued to officers in the civil service during 1976. Tabled, 86. (*Sessional Papers*, No. 33.)
- Commissions of inquiry, study commissions, etc.:—*A list enumerating the—, appointed by the government since November 1976. Tabled, 312. (*Sessional Papers*, No. 135.)
- Committees:—*A list of all the ministerial and civil servants—, appointed since 26 November 1976. Tabled, 303. (*Sessional Papers*, No. 195.)
- Communications:—*Copy of all the correspondence concerning the federal-provincial conference to be held in Edmonton. Tabled, 76. (*Sessional Papers*, No. 23.)
- Communications:—*Annual report for 1975/76. Tabled, 193. (*Sessional Papers*, No. 125.)
- Conciliation between lessees and property-owners:—*Copy of an Order in Council concerning the establishment of a study group on the revision of the Act to promote—. Tabled, 111. (*Sessional Papers*, No. 50.)
- Conference of Premiers:—*Copy of the correspondence concerning the order of the day for the annual—, held at St. Andrews. Tabled, 477. (*Sessional Papers*, No. 314.)
- Conflicts of interests:—*Directives given by the Prime Minister respecting—, together with statements in accordance with such directives. Tabled, 72. (*Sessional Papers*, No. 18.)
- Conseil de la recherche en santé du Québec:—*Annual report for 1975/76. Tabled, 728. (*Sessional Papers*, No. 445.)
- Conseil de la recherche en santé du Québec:—*Annual report for 1976/77. Tabled, 728. (*Sessional Papers*, No. 446.)

Accounts and Papers:—Continued

Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air:—
Report on the rational use of the movable olympic equipment.
Tabled, 114. (*Sessional Papers, No. 59.*)

Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air:—
Annual report for 1975/76. Tabled, 224. (*Sessional Papers, No. 139.*)

Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air:—
Report concerning the use of the olympic installations. Tabled, 207.
(*Sessional Papers, No. 131.*)

Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air:—
Annual report for 1976/77. Tabled, 909. (*Sessional Papers, No. 540.*)

*Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—*Annual report
of the Department of—, for 1975/76. Tabled, 208. (*Sessional Papers,*
No. 133.)

*Consumer Protection Act:—*A draft bill of the—, Tabled, 924. (*Sessional*
Papers, No. 550.)

*Consumer Protection Council:—*Annual report for 1976/77. Tabled, 887.
(*Sessional Papers, No. 530.*)

*Contracts:—*Copy of—, concerning the maintenance work done in govern-
ment buildings. Tabled, 387. (*Sessional Papers, No. 253.*)

*Contracts:—*How many—, were awarded by the Department of Transport.
(Question converted into a motion for the tabling of a document).
Tabled, 441. (*Sessional Papers, No. 298.*)

*Contracts for maintenance work:—*How many—, were granted by the
Department of Public Works and Supply. (Question converted into a
motion for the tabling of a document). Tabled, 842. (*Sessional Papers,*
No. 503.)

*Convention centre:—*Copy of a letter by the federal Minister of Regional
Expansion to the Minister of State for Planning concerning the Mont-
real—. Tabled, 577. (*Sessional Papers, No. 358.*)

*Convention centre:—*A memorandum on the study of sites for the Montreal—.
Tabled, 817. (*Sessional Papers, No. 495.*)

*Council on the Status of Women:—*Annual report for 1975/76. Tabled, 193.
(*Sessional Papers, No. 122.*)

Accounts and Papers:—Continued

Cowansville:—Copy of any correspondence concerning the establishment of a sanitary garbage burying site in—. Tabled, 942. (*Sessional Papers*, No. 573.)

Cultural Affairs:—Annual report of the Department of—, for 1975/76. Tabled, 85. (*Sessional Papers*, No. 30.)

Cultural Property Commission of Québec:—Annual report for 1975/76. Tabled, 63. (*Sessional Papers*, No. 12.)

Day-care centres:—Did the Department of Social Affairs conclude an agreement with the MCSC concerning the establishment of—, in vacant schools. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 385. (*Sessional Papers*, No. 250.)

Debts of municipalities:—What was the total amount of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 494. (*Sessional Papers*, No. 322.)

Dental Hygienists of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1975/76. Tabled, 132. (*Sessional Papers*, No. 86.)

Dental Hygienists of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1976/77. Tabled, 793. (*Sessional Papers*, No. 480.)

Dental Technicians of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1976/77. Tabled, 546. (*Sessional Papers*, No. 343.)

Dentists of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1975/76. Tabled, 114. (*Sessional Papers*, No. 54.)

Dentists of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1976/77. Tabled, 728. (*Sessional Papers*, No. 442.)

Denturologists of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1975/76. Tabled, 133. (*Sessional Papers*, No. 92.)

Departments:—Additional answer concerning the class and grade of the personnel employed by certain—. Tabled, 470. (*Sessional Papers*, No. 306.)

Departments:—What are the names of the persons employed by various departments which were dismissed, etc. (Questions converted into motions for the tabling of documents). Tabled, 278, 303, 325, 326, 356, 404, 609, 877. (*Sessional Papers*, No. 174, 194, 206, 208, 224, 268, 371 and 520.)

Accounts and Papers:—Continued

Deputy-head, executive secretaries and assistant executive secretaries:—
Copy of an Order in Council and of a resolution concerning the salary of—. Tabled, 381. (*Sessional Papers, No. 244.*)

*Deputy-ministers, associate deputy-ministers:—*How many new—, were appointed by the government. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 328. (*Sessional Papers, No. 210.*)

*Dieticians of Québec:—*Annual report of the Professional Corporation of—, for 1975/76. Tabled, 114. (*Sessional Papers, No. 55.*)

*Dieticians of Québec:—*Annual report of the Professional Corporation of—, for 1976/77. Tabled, 775. (*Sessional Papers, No. 466.*)

*Distribution of the olympic sports equipment:—*Report on the—. Tabled, 759. (*Sessional Papers, No. 464.*)

*Drummondville Cegep:—*Did the Department of Education stop certain grants at the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 753. (*Sessional Papers, No. 456.*)

*Dust removal:—*Has the government succeeded in convincing the authorities of the Carey mining firm and the QIT plant to remain closed for dust removal purposes. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 238. (*Sessional Papers, No. 151.*)

*Eberhard Faber:—*What steps were taken by the government since the firm—, of Acton Vale, announced the closing of its doors. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 938. (*Sessional Papers, No. 564.*)

*École Polytechnique de Montréal:—*Report on the research activities for the period from 1 June 1974 to 31 May 1976. Tabled, 228. (*Sessional Papers, No. 140.*)

*Economic accounts of the province of Québec:—*Revenues and expenditures, annual estimates for the 1961-1975 period. Tabled, 102. (*Sessional Papers, No. 43.*)

*Economic orientation program:—*What stage has the government reached in the preparation of an—, to promote new products and new markets. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 788. (*Sessional Papers, No. 474.*)

*Economic summit, La Malbaie:—*First supporting document of the—. Tabled, 223. (*Sessional Papers, No. 138.*)

Accounts and Papers:—Continued

Economic summit, La Malbaie:—Second supporting document of the—. Tabled, 228. (*Sessional Papers, No. 141.*)

Economic summit, La Malbaie:—Fourth report. Tabled, 635. (*Sessional Papers, No. 387.*)

Economic summit, La Malbaie:—What was the total cost of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 723. (*Sessional Papers, No. 437.*)

Educational and cultural exchange program:—Copy of the agreement reached between Québec and Manitoba concerning an experimental—. Tabled, 281. (*Sessional Papers, No. 177.*)

Election of 1976:—Report of the Chief-Returning-Officer on the general—. Tabled, 577. (*Sessional Papers, No. 357.*)

Electricity and Gas Board:—Annual report for 1975/76. Tabled, 293. (*Sessional Papers, No. 186.*)

Energy policy of Québec:—White paper on the—, entitled: *L'énergie au Québec*. Tabled, 909. (*Sessional Papers, No. 539.*)

Engineers of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1975/76. Tabled, 113. (*Sessional Papers, No. 52.*)

Engineers of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1976/77. Tabled, 728. (*Sessional Papers, No. 441.*)

Entraide Immobilière Laurentienne:—A file concerning the liquidation of L—. Tabled, 532. (*Sessional Papers, No. 338.*)

Environment Protection Services of Québec:—Annual reports for 1974/75 and 1975/76. Tabled, 127. (*Sessional Papers, Nos. 77 and 78.*)

Environment Quality Act:—How many legal actions were taken by the government under the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 470. (*Sessional Papers, No. 307.*)

Family and Social Affairs Council:—Annual report for 1976/77. Tabled, 413. (*Sessional Papers, No. 276.*)

FEDCO:—Details *re* grants and loans awarded to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 137. (*Sessional Papers, No. 97.*)

Accounts and Papers:—Continued

Feed grain:—Were any agreements signed between Québec and the federal government concerning the transport of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 880. (*Sessional Papers, No. 523.*)

Fête de la Saint-Jean:—A list of grants by region for 1977. Tabled, 298. (*Sessional Papers, No. 188.*)

Fête nationale du Québec:—Copy of the Order in Council concerning the—. Tabled, 232. (*Sessional Papers, No. 143.*)

Fêtes nationales de la Saint-Jean:—Annual financial reports of the Comité des—, as at 31 August 1975 and 31 August 1976. Tabled, 228. (*Sessional Papers, No. 142.*)

Financial and budgetary operations:—A summary of the 1977/78—. Tabled, 500 and 696. (*Sessional Papers, Nos. 330 and 425.*)

Financial institutions:—Answers to oral questions by Mr Raynauld. Tabled, 350. (*Sessional Papers, No. 223.*)

Financial statements of Québec:—For the year ended 31 March 1977. Tabled, 895. (*Sessional Papers, No. 532.*)

Financial statements of the province of Québec:—For the fiscal year ended March 31st 1976. Tabled, 90. (*Sessional Papers, No. 35.*)

Fisheries:—Has the government undertaken any negotiations with the federal government concerning a more rational exploitation of offshore resources. (Question converted into a motion for the tabling of a document. Tabled, 673. (*Sessional Papers, No. 413.*)

Fishermen:—What amount was earmarked by the Department of Industry and Commerce to help the 4000 professional—, working in the province of Québec. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 674. (*Sessional Papers, No. 414.*)

Fishing boats:—What was the number of new—, which were put into service owing to the assistance of the Department of Industry and Commerce. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 496. (*Sessional Papers, No. 325.*)

Five-year university investments plan:—Order in Council concerning the approval of the—, for 1976-1981. Tabled, 350. (*Sessional Papers, No. 221.*)

Accounts and Papers:—Continued

Florida:—Statistics on the number of citizens who travelled to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 700. (*Sessional Papers*, No. 426.)

Food:—Regulations amending the present regulations on—. Tabled, 606. (*Sessional Papers*, No. 370.)

Forest Engineers of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1976/77. Tabled, 364. (*Sessional Papers*, No. 233.)

Fournier, Mr Pierre:—Copy of the study carried out by—, concerning certain Crown corporations in the province of Québec. Tabled, 941. (*Sessional Papers*, No. 572.)

Foyer Grant, at Chambly:—Copy of a complaint denouncing the condition in which a patient was found at the—. Tabled, 909. (*Sessional Papers*, No. 541.)

Francophones at the level of top management executives:—Will the government give its support to an extensive inquiry for the purpose of finding the causes of the under-representation of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 651. (*Sessional Papers*, No. 394.)

Gagnon et Frères, Roberval:—Present state of the wood supply at the—, sawmill. Tabled, 211. (*Sessional Papers*, No. 134.)

Gatineau:—Copy of a resolution concerning the temporary withdrawal of the private bill. Tabled, 601. (*Sessional Papers*, No. 367.)

General Investment Corporation of Québec:—Annual report for 1976. Tabled, 181. (*Sessional Papers*, No. 120.)

Gorton Pew Limited:—Has the government made an offer to purchase the properties of—, in the Magdalen Islands. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 75. (*Sessional Papers*, No. 21.)

Government enterprises:—Financial statements of Québec—, for 1975/76. Tabled, 435. (*Sessional Papers*, No. 291.)

Granby:—Copy of any correspondence or documents exchanged between the Department of Municipal Affairs and the city of—, concerning requests for subsidies. Tabled, 304. (*Sessional Papers*, No. 196.)

Accounts and Papers:—Continued

Grand-Portage regional school board:—Copy of the minutes of the meeting held on 28 February 1977 at the—, respecting the teaching of English. Tabled, 121. (*Sessional Papers, No. 74.*)

Grand-Portage, Rivière-du-Loup:—Correspondence concerning the discontinuing of teaching in English. Tabled, 142. (*Sessional Papers, No. 100.*)

Grants:—What are the firms which were subsidized by the Department of Industry and Commerce and the Québec Industrial Development Corporation. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 440. (*Sessional Papers, No. 296.*)

Greater Québec Water Purification Board:—Semi-annual report as at September 30th 1976. Tabled, 68. (*Sessional Papers, No. 15.*)

Green paper on leisure:—Entitled: *Prendre notre temps*. Tabled, 732. (*Sessional Papers, No. 448.*)

Green paper on primary and secondary education in the province of Québec:—Tabled, 635. (*Sessional Papers, No. 386.*)

Guidance Counsellors of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1975/76. Tabled, 96. (*Sessional Papers, No. 39.*)

Handicapped:—What was the amount of expenses incurred by the task force in charge of visiting various regions to explain the white paper as well as the legislation respecting the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), Tabled, 938. (*Sessional Papers, No. 563.*)

Handicapped persons:—A white paper concerning—. Tabled, 290. (*Sessional Papers, No. 183.*)

Harmonizing of the federal and Québec taxation systems:—Ministerial declaration by Mr Parizeau concerning the—. Tabled, 923. (*Sessional Papers, No. 545.*)

Health and post-secondary education programs:—Copy of all the documents concerning the new methods of financing—. Tabled, 258. (*Sessional Papers, No. 163.*)

Hearing-aid Acousticians of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1975/76. Tabled, 114. (*Sessional Papers, No. 56.*)

Accounts and Papers:—Continued

Hearing-aid Aconsticians of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1976/77. Tabled, 728. (*Sessional Papers*, No. 443.)

Higher education and universities:—Copy of the Order in Council appointing the members of the co-ordinating committee and the three task forces in charge of looking into the future of—. Tabled, 754. (*Sessional Papers*, No. 458.)

Hilton Mines Limited:—Copy of any correspondence or other documents concerning the closing of the iron ore mine located in Bristol township (Pontiac-Témiscamingue). Tabled, 329. (*Sessional Papers*, No. 214.)

History and Geography:—Copy of the program prepared by the Department of Education. Tabled, 328. (*Sessional Papers*, No. 212.)

Hôtel-Dieu d'Arthabaska:—Copy of the report of the inquiry carried out at the—. Tabled, 882. (*Sessional Papers*, No. 527.)

Housing policy in the province of Québec:—Copy of the brief concerning a—. Tabled, 281. (*Sessional Papers*, No. 178.)

Hull:—Copy of any correspondence between the government and the administrators of the ORCTC and those of the city of—, concerning the construction of housing for senior citizens. Tabled, 407. (*Sessional Papers*, No. 272.)

Hydro-Québec:—Financial statements and statistics of—, and its subsidiaries for 1976. Tabled, 181. (*Sessional Papers*, No. 118.)

Hydro-Québec:—Annual progress report for 1976. Tabled, 400. (*Sessional Papers*, No. 264.)

Hygiene and safety work code:—Has the government of Québec copied the government of Canada by drawing up a program for the purpose of setting up a—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 789. (*Sessional Papers*, No. 476.)

Immigration:—The list of members of the Advisory Committee on—, of the province of Québec. Tabled, 81. (*Sessional Papers*, No. 27.)

Immigration of Québec:—Annual report of the Department of—, for 1976/77. Tabled, 924. (*Sessional Papers*, No. 548.)

Industrial Administration Accountants of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1975/76. Tabled, 113. (*Sessional Papers*, No. 53.)

Accounts and Papers:—Continued

*Industrial Administration Accountants of Québec:—*Annual report of the Professional Corporation of—, for 1976/77. Tabled, 775. (*Sessional Papers, No. 465.*)

*Industrial Relations Counsellors of Québec:—*Annual report of the Professional Corporation of—, for 1975/76. Tabled, 132. (*Sessional Papers, No. 91.*)

*Industrial Relations Counsellors of Québec:—*Annual report of the Professional Corporation of—, for 1976/77. Tabled, 364. (*Sessional Papers, No. 234.*)

*Industries employing at least 100 persons:—*Details concerning—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 648. (*Sessional Papers, No. 390.*)

*Industry and Commerce:—*Annual report of the Department of—, for 1975/76. Tabled, 375. (*Sessional Papers, No. 242.*)

*Intergovernmental Affairs:—*Annual report of the Department of—, for 1975/76. Tabled, 713. (*Sessional Papers, No. 433.*)

*Investment projects in the province of Québec:—*Documents concerning—. Tabled, 121. (*Sessional Papers, No. 73.*)

*Investments:—*A list of the investments made in electoral districts prepared by the Department of Industry and Commerce. Tabled, 185. (*Sessional Papers, No. 121.*)

*Iron pellet plant in the Sept-Îles region:—*Was the government informed that an extensive study concerning the project of building an—, was put off for an indefinite time. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 787. (*Sessional Papers, No. 473.*)

*James Bay Development Corporation:—*Annual report for 1976. Tabled, 181. (*Sessional Papers, No. 119.*)

*James Richardson Company Ltd.:—*Copy of the study concerning the profitability of the firm—. Tabled, 437. (*Sessional Papers, No. 295.*)

*Jonquière:—*What explanations can justify an increase of the contract awarded in the municipality of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 652. (*Sessional Papers, No. 395.*)

*Labour and Manpower:—*Annual report of the Department of—, for 1975/76. Tabled, 133. (*Sessional Papers, No. 96.*)

Accounts and Papers:—Continued

Lac-Mégantic:—Copy of any correspondence or other documents concerning the closing of the saw-mill and lumber mill at—. Tabled, 329. (*Sessional Papers, No. 213.*)

Laicized or non-laicized teachers:—Report of the special committee appointed to examine the situation of—, as regards the protecting of their pension. Tabled, 478. (*Sessional Papers, No. 315.*)

Lake Saint-Jean:—Copy of any correspondence concerning the program of analysis and purification of the waters of—. Tabled, 942. (*Sessional Papers, No. 575.*)

Lancôt, Louise:—Copy of a letter addressed to the Prime Minister by—, and Jacques Cossette-Trudel concerning their situation as exiled persons. Tabled, 640. (*Sessional Papers, No. 389.*)

Land Surveyors of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1975. Tabled, 268. (*Sessional Papers, No. 167.*)

Land Surveyors of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1976/77. Tabled, 873. (*Sessional Papers, No. 515.*)

Lands and Forests:—Annual report of the Department of—, for 1975/76. Tabled, 58. (*Sessional Papers, No. 3.*)

Lands and Forests Act:—Copies of Orders in Council adopted under the—. Tabled, 133. (*Sessional Papers, No. 95.*)

La Petite Nation reception centre:—Details concerning the refurbishing project of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), Tabled, 653. (*Sessional Papers, No. 397.*)

Law Clerk of the National Assembly:—Reports on private bills Nos. 214 and 219. Tabled, 105. (*Sessional Papers, No. 44.*)

Law Clerk of the National Assembly:—Reports on private bills Nos. 201, 212, 217, 218 and 222. Tabled, 106. (*Sessional Papers, No. 45.*)

Law Clerk of the National Assembly:—Reports on private bills Nos. 204 and 229. Tabled, 203. (*Sessional Papers, No. 129.*)

Law Clerk of the National Assembly:—Reports on private bills Nos. 208 and 215. Tabled, 311. (*Sessional Papers, No. 199.*)

Law Clerk of the National Assembly:—Report on private bill No. 207. Tabled, 319. (*Sessional Papers, No. 205.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on private bill No. 232. Tabled, 331. (*Sessional Papers, No. 217.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Reports on private bills Nos. 205, 223, 225, 227, 233, 234 and 242. Tabled, 421. (*Sessional Papers, No. 281.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report concerning private bills Nos. 213, 221, 226, 230, 240 and 243. Tabled, 518. (*Sessional Papers, No. 334.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on private bill No. 200. Tabled, 689. (*Sessional Papers, No. 421.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report concerning private bill No. 259. Tabled, 709. (*Sessional Papers, No. 432.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report of the—, on bills Nos. 252 and 257. Tabled, 794. (*Sessional Papers, No. 485.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report concerning private bills Nos. 237 and 260. Tabled, 818. (*Sessional Papers, No. 498.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on private bill No. 216. Tabled, 867. (*Sessional Papers, No. 510.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report concerning private bill No. 241. Tabled, 947. (*Sessional Papers, No. 578.*)

*Legal Services Commission:—*Annual report for 1976/77. Tabled, 758. (*Sessional Papers, No. 462.*)

*Legislature Act:—*The amendments made to the regulation concerning the payment of allowances to the Members. Tabled, 82. (*Sessional Papers, No. 28.*)

*Les Expos:—*Copy of any correspondence concerning the baseball team—. Tabled, 844. (*Sessional Papers, No. 505.*)

*Lessors and lessees:—*A white paper on the relations between—. Tabled, 919. (*Sessional Papers, No. 544.*)

*Letters patent:—*Copy of all the Orders in Council authorizing the Department of Agriculture to issue—, without the conditions for the location ticket being fulfilled. Tabled, 497. (*Sessional Papers, No. 328.*)

Accounts and Papers:—Continued

Levesque, Mr Gérard D.:—Refutal of the allegations by Mrs Denise Leblanc. Tabled, 827. (*Sessional Papers, No. 500.*)

Library of the Legislature:—Annual report of the Librarian for 1976. Tabled, 121. (*Sessional Papers, No. 72.*)

Licensed General Accountants of Québec:—Report of the Professional Corporation of—. Tabled, 350. (*Sessional Papers, No. 219.*)

Licenses issued to extra-provincial companies:—Statement for 1976/77. Tabled, 660. (*Sessional Papers, No. 408.*)

Ligue des droits de l'Homme:—Copy of the report of the inquiry instituted following pressures made by the—, concerning the behaviour of police forces on the occasion of manifestations of solidarity on behalf of workers involved in labour disputes. Tabled, 524. (*Sessional Papers, No. 335.*)

Limoilou Cegep:—Directive of the Comité de sécurité de la Faculté des sciences et de génie of the Université Laval concerning chemistry experiences in schools. Tabled, 810. (*Sessional Papers, No. 489.*)

Loans:—Did the government borrow any money from Hydro-Québec and the Québec Deposit and Investment Fund. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 327. (*Sessional Papers, No. 209.*)

Loto-Québec:—How many concession operators are there of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 495. (*Sessional Papers, No. 324.*)

Mailloux warehouse:—Can the government provide a complete list of the works of art stored in the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 158. (*Sessional Papers, No. 106.*)

Man and His World:—Copy of any correspondence concerning the permanent reorganization project of—. Tabled, 943. (*Sessional Papers, No. 576.*)

Mar del Plata:—Who were the persons who accompanied the Minister-Delegate, Environment, at the United Nations Water Conference at—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 158. (*Sessional Papers, No. 105.*)

Marine Industries Ltd.:—Copy of any correspondence or other documents concerning—, and the assistance program for exportation. Tabled, 359. (*Sessional Papers, No. 229.*)

Accounts and Papers:—Continued

Mastigouche Reserve, at Saint-Alexis-des-Monts:—How many casual employees were hired at the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 703. (*Sessional Papers, No. 429.*)

Medical Technologists of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1976/77. Tabled, 392. (*Sessional Papers, No. 261.*)

Members:—Are there any former—, who are receiving a salary as well as a pension out of public funds. (Question converted into a motion for the tabling of a document), Tabled, 177. (*Sessional Papers, No. 115.*)

Members and ministers:—Documents concerning the salaries paid to—. Tabled, 128-129. (*Sessional Papers, Nos. 79, 80, 81, 82 and 83.*)

Members of the National Assembly:—Resolution of the Committee on the Internal Economy concerning the group life insurance plan of the—. Tabled, 671. (*Sessional Papers, No. 410.*)

Members of the National Assembly:—Resolution of the Committee on the Internal Economy concerning the amendments made to the allowances of the—. Tabled, 672. (*Sessional Papers, No. 411.*)

Mercor Canada Ltd.:—Copy of any correspondence exchanged between the government and the firm—, concerning its intention of moving its offices to Toronto. Tabled, 655. (*Sessional Papers, No. 400.*)

Metric system:—What measures has the government taken to inform the farmers of the conversion to the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 115. (*Sessional Papers, No. 60.*)

Metropolitan Boulevard:—What are the reasons for the increase of \$130,000 concerning project 665-0901-7. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 652. (*Sessional Papers, No. 396.*)

Meubles Saguenay Ltée:—Copy of any correspondence exchanged between the Department of Labour and Manpower and the firm—, concerning the closing of this factory. Tabled, 304. (*Sessional Papers, No. 197.*)

Milk:—What schools were not distributing free—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 939. (*Sessional Papers, No. 566.*)

Milk policy:—Correspondence and other documents exchanged between the government of the province of Québec and the federal government concerning the federal—. Tabled, 116. (*Sessional Papers, No. 63.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Ministers' offices:—*Did the government purchase any new furniture for the—.(Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 654. (*Sessional Papers, No. 398.*)

*Ministers' offices:—*Was any renovation work carried out in certain—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 655. (*Sessional Papers, No. 399.*)

*Ministers of State:—*What exactly are the general and specific mandates entrusted to the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 302. (*Sessional Papers, No. 193.*)

*Ministers of State and Ministers-Delegate:—*What are the names of the persons who were employed by the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 279 and 301. (*Sessional Papers, Nos. 175 and 192.*)

*Mirabel:—*Since the construction of—, how many subsidized studies have been carried out concerning the establishment of an express transit system (Barem) between Mirabel and Montreal. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 789. (*Sessional Papers, No. 475.*)

*Mobile house industry:—*Copy of any correspondence concerning the—, in the province of Québec. Tabled, 656. (*Sessional Papers, No. 402.*)

*Montreal Alouettes:—*Copy of the agreement between the Régie des installations olympiques and the—. Tabled, 490. (*Sessional Papers, No. 321.*)

*Montreal Urban Community:—*Report of the Study Group on the valuation roll of the—. Tabled, 72. (*Sessional Papers, No. 17.*)

*Montreal Woollens Ltd.:—*Copy of any correspondence concerning the moving of the firm—, due to the language policy of the Québec government. Tabled, 497. (*Sessional Papers, No. 327.*)

*Motor vehicles:—*Government specifications concerning allowances paid for the use of personal—. Tabled, 452. (*Sessional Papers, No. 302.*)

*Motor vehicles:—*How many—, did the government lease in June 1977. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 933. (*Sessional Papers, No. 559.*)

*Municipal Affairs:—*Annual report of the Department of—, for 1976/77. Tabled, 809. (*Sessional Papers, No. 487.*)

Accounts and Papers:—Continued

Municipalities.:—Are there any—, which still have to reimburse the government under the former Public Charities Act. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 177. (*Sessional Papers, No. 116.*)

Natural Resources.:—Annual report of the Department of—, for 1974/75. Tabled, 312. (*Sessional Papers, No. 201.*)

Natural Resources.:—Annual report of the Department of—, for 1975/76. Tabled, 435. (*Sessional Papers, No. 292.*)

Negotiations.:—What individuals were engaged by government organizations during the last round of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 277. (*Sessional Papers, No. 172.*)

Negotiations.:—How many sectorial bargaining tables were there for the last round of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 276. (*Sessional Papers, No. 171.*)

Negotiations in the public and parapublic sectors.:—How many contracts have been awarded by the government to represent it during the last round of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 256. (*Sessional Papers, No. 161.*)

Nice Fair.:—What departments took part in the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 405. (*Sessional Papers, No. 270.*). See also p. 608.

Northern Telecom Ltd..:—Copy of any correspondence or documents exchanged between the government and the firm—, concerning a statement made by Mr Walter F. Light respecting the White Paper. Tabled, 258 and 326. (*Sessional Papers, Nos. 164 and 207.*)

Notaries of Québec.:—Annual report of the Order of the—, for 1975/76. Tabled, 120. (*Sessional Papers, No. 65.*)

Notaries of Québec.:—Annual report of the Order of—, for 1976/77. Tabled, 728. (*Sessional Papers, No. 440.*)

Nurses of Québec.:—Annual report of the Order of—, for 1975/76. Tabled, 132. (*Sessional Papers, No. 85.*)

Nurses of Québec.:—Annual report of the Order of—, for 1976/77. Tabled, 873. (*Sessional Papers, No. 514.*)

Accounts and Papers:—Continued

Nursing Assistants of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1975/76. Tabled, 96. (*Sessional Papers, No. 38.*)

Nursing Assistants of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1976/77. Tabled, 350. (*Sessional Papers, No. 220.*)

Occupational Therapists of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1975/76. Tabled, 113. (*Sessional Papers, No. 51.*)

Occupational Therapists of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1976/77. Tabled, 475. (*Sessional Papers, No. 312.*)

Office de la construction du Québec:—Annual report for 1976. Tabled, 392. (*Sessional Papers, No. 263.*)

Office franco-québécois pour la jeunesse:—Annual report for 1975. Tabled, 233. (*Sessional Papers, No. 146.*)

Old Québec:—Copy of any correspondence or other documents concerning the issuing of liquor or building permits. Tabled, 407. (*Sessional Papers, No. 271.*)

Olympic Games, 1976:—Copy of the report of the inquiry concerning the cost of the—. Tabled, 159. (*Sessional Papers, No. 108.*)

Olympic Lottery and Lottery Canada:—How much did the government collect from each drawing of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 239. (*Sessional Papers, No. 152.*)

Olympic Park:—Report of the Auditor-General concerning the examination of three contracts relating to the Montreal—. Tabled, 441. (*Sessional Papers, No. 299.*)

Olympic Park:—Report of the advisory committee in charge of looking into the future of the olympic installations (Marsan report). Tabled, 665. (*Sessional Papers, No. 409.*)

Olympic Village:—Report of the Study Committee on the future of the olympic installations concerning the—. Tabled, 58. (*Sessional Papers, No. 4.*)

Olympic Village:—A report on the distribution of the material from the—. Tabled, 629. (*Sessional Papers, No. 383.*)

Olympic Village:—Copy of a letter by the Minister of Municipal Affairs forwarded to the Minister of State for Urban Affairs concerning the

Accounts and Papers:—Continued

federal participation in this undertaking. Tabled, 874. (*Sessional Papers, No. 517.*)

Optometrists of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1976/77. Tabled, 793. (*Sessional Papers, No. 479.*)

Orders in Council:—Copy of all the—, adopted from November 27th 1976 to March 8th 1977. Tabled, 92. (*Sessional Papers, No. 36.*)

Organized crime:—Report of the inquiry on—, carried out by the Québec Police Commission. Tabled, 514. (*Sessional Papers, No. 332.*)

Outaouais Development Corporation:—Annual report for 1976/77. Tabled, 895. (*Sessional Papers, No. 535.*)

Outaouais development plan:—Details concerning the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 812. (*Sessional Papers, No. 490.*)

OVEP (Organisation volontaire d'éducation populaire):—What was the total amount of the estimates voted by the National Assembly for—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 752. (*Sessional Papers, No. 455.*)

Paper:—What is the amount to be spent by the government in 1977/78 for the purchase of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 237. (*Sessional Papers, No. 149.*)

Parasitic disease affecting cattle (fasciola hepatica):—Did the federal government authorize the sale of certain drugs to fight a—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 278. (*Sessional Papers, No. 173.*)

Parks and camping grounds:—Copy of any briefs reports and other documents concerning the policy on the accessibility to—, for persons aged 65 and over. Tabled, 940. (*Sessional Papers, No. 569.*)

Parliamentary deliberations:—Report of the study committee on the broadcasting of the—, (television). Tabled, 817. (*Sessional Papers, No. 494.*)

Parliamentary deliberations:—A report on the broadcast of—. Tabled, 629. (*Sessional Papers, No. 381.*)

Pay television:—Report of the committee entrusted with the task of examining the establishing of—. Tabled, 286. (*Sessional Papers, No. 181.*)

Accounts and Papers:—Continued

Pêcheprod Limitée:—Correspondence concerning—. Tabled, 778 and 779. (Sessional Papers, Nos. 469 and 470.)

Pension Commission:—Annual report for 1976. Tabled, 735. (Sessional Papers, No. 450.)

Petition by the APCQ:—Copy of a—, concerning private education. Tabled, 817. (Sessional Papers, No. 496.)

Pharmacists of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1976/77. Tabled, 435. (Sessional Papers, No. 290.)

Physicians of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1975/76. Tabled, 133. (Sessional Papers, No. 94.)

Physicians of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1976/77. Tabled, 793. (Sessional Papers, No. 481.)

Physiotherapists of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1976/77. Tabled, 430. (Sessional Papers, No. 284.)

Plantation program:—A written answer to an oral question concerning the 1977/78—. Tabled, 268. (Sessional Papers, No. 170.)

Podiatrists of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1975/76. Tabled, 97. (Sessional Papers, No. 40.)

Podiatrists of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1976/77. Tabled, 452. (Sessional Papers, No. 303.)

Policemen's Brotherhood:—Copy of any correspondence exchanged between the government and the president of the MUC—, concerning the adoption of anti-scab legislation. Tabled, 656. (Sessional Papers, No. 401.)

Prime Minister's trip to France:—Did the Prime Minister give as presents works by Québec writers. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 880. (Sessional Papers, No. 524.)

Prime Minister's trip to France:—Details concerning the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 935. (Sessional Papers, No. 562.)

Private fish and game clubs:—A list of the—. Tabled, 195. (Sessional Papers, No. 126.)

Accounts and Papers:—Continued

Professional fees:—What amount did the government pay in the form of—, to architects, engineers, etc. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 932. (*Sessional Papers, No. 557.*)

Professional fees:—Report of the Québec Professions Board on the regulations respecting—. Tabled, 382. (*Sessional Papers, No. 246.*)

Program to stimulate the economy and to uphold employment:—Answer to an oral question by Mr Lavoie concerning the—. Tabled, 827. (*Sessional Papers, No. 499.*)

Program to stimulate the economy and to uphold employment:—Monthly report dated 1 December 1977. Tabled, 895. (*Sessional Papers, No. 533.*)

Prosecutor representing the Attorney-General:—What are the names and addresses of the lawyers who applied for a position as—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 157. (*Sessional Papers, No. 104.*)

Provincial Association of Catholic Teachers (PACT):—Copy of the correspondence between the government and the—, concerning the language policy recommended in the white paper. Tabled, 470. (*Sessional Papers, No. 308.*)

Psychotherapy:—Copy of any study carried out by the Health Insurance Board concerning treatments of—. Tabled, 790. (*Sessional Papers, No. 477.*)

Public Accounts of the government of Québec:—Volume 1 of the—, for 1976/77. Tabled, 923. (*Sessional Papers, No. 546.*)

Public Accounts of the province of Québec:—Volumes 1 and 2 of the—, for the year ended March 31st 1976. Tabled, 90. (*Sessional Papers, No. 34.*)

Public Protector:—First part of the annual report for 1976. Tabled, 286. (*Sessional Papers, No. 182.*)

Public Protector:—Second part of the annual report for 1976. Tabled, 659. (*Sessional Papers, No. 405.*)

Public Works Act:—Orders in Council passed under Division II of the—. Tabled, 887. (*Sessional Papers, No. 529.*)

Public Works and Supply:—Annual report of the Department of—, for 1976/77. Tabled, 536. (*Sessional Papers, No. 340.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Purchasing policy:—*Have new directives been issued to health and social services establishments concerning their—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 386. (*Sessional Papers, No. 251.*)

*Purchasing policy in the public and parapublic sectors:—*Copy of the regulations concerning the—. Tabled, 76. (*Sessional Papers, No. 24.*)

*Québec Agricultural Marketing Board:—*Annual report of the—, for 1975/76. Tabled, 121. (*Sessional Papers, No. 71.*)

*Québec Agricultural Marketing Board:—*Annual report for 1976/77. Tabled, 901. (*Sessional Papers, No. 538.*)

*Québec Autoroutes Authority:—*Annual report for 1976. Tabled, 142. (*Sessional Papers, No. 99.*)

*Québec Broadcasting Bureau:—*Annual report for 1975/76. Tabled, 412. (*Sessional Papers, No. 274.*)

*Québec Cartography Company:—*Annual report for 1975/76. Tabled, 268. (*Sessional Papers, No. 169.*)

*Québec Civil Service Commission:—*Annual report for 1976. Tabled, 759. (*Sessional Papers, No. 463.*)

*Québec Crop Insurance Board:—*Annual report for 1976/77. Tabled, 801. (*Sessional Papers, No. 486.*)

*Québec Deposit and Investment Fund:—*Annual report for 1976. Tabled, 167. (*Sessional Papers, No. 112.*)

*Québec Deposit Insurance Board:—*Annual report for 1976. Tabled, 121. (*Sessional Papers, No. 70.*)

*Québec Family Allowances Plan:—*Annual report for 1976/77. Tabled, 382. (*Sessional Papers, No. 248.*)

*Québec Farm Credit Bureau:—*Annual report concerning the administration of the Forestry Credit Act, for 1976/77. Tabled, 430. (*Sessional Papers, No. 285.*)

*Québec Games:—*What amounts did the city of Sherbrooke receive for the holding of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 843. (*Sessional Papers, No. 504.*)

Accounts and Papers:—Continued

Québec Health Insurance Board:—Annual report for 1976/77. Tabled, 376. (*Sessional Papers*, No. 243.)

Québec Housing Corporation:—Annual report for 1975. Tabled, 207. (*Sessional Papers*, No. 132.)

Québec Housing Corporation:—Copies of the agreements made between the—, and the Central Mortgage and Housing Corporation. Tabled, 717. (*Sessional Papers*, No. 434.)

Québec Housing Corporation:—Memorandum of agreement between the—, and La Compagnie Nationale d'Immeubles et de Placements Netherwood Ltée and Les Immeubles Val-Martin Ltée. Tabled, 729. (*Sessional Papers*, No. 447.)

Québec Industrial Development Corporation:—Report as at 31 March 1977. Tabled, 350. (*Sessional Papers*, No. 222.)

Québec Interprofessional Council:—Annual report for 1976/77. Tabled, 400. (*Sessional Papers*, No. 266.)

Québec Liquor Corporation:—Annual report for 1976/77. Tabled, 371. (*Sessional Papers*, No. 239.)

Québec Liquor Corporation:—Did the—, rent premises at Shawinigan-Sud. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 879. (*Sessional Papers*, No. 522.)

Québec Mining Exploration Company (SOQUEM):—Annual report for 1975/76. Tabled, 58. (*Sessional Papers*, No. 2.)

Québec Mining Exploration Company (SOQUEM):—Annual report for 1976/77. Tabled, 895. (*Sessional Papers*, No. 534.)

Québec Municipal Commission:—Report concerning the project known as "Collectivité Nouvelle", at Longueuil. Tabled, 682. (*Sessional Papers*, No. 418.)

Québec Official Publisher:—Copies of the Orders in Council concerning the Office of the—. Tabled, 68. (*Sessional Papers*, No. 13.)

Québec Official Publisher:—Annual report showing the number of copies of statutes printed, etc. Tabled, 108. (*Sessional Papers*, No. 46.)

Québec Official Publisher:—Annual report for 1976. Tabled, 873. (*Sessional Papers*, No. 516.)

Accounts and Papers:—Continued

Québec Pension Board:—Annual report for 1976. Tabled, 293. (*Sessional Papers, No. 185.*)

Québec Pension Plan:—An actuarial analysis amending the one dated 31 December 1974. Tabled, 316. (*Sessional Papers, No. 204.*)

Québec Petroleum Operations Company (SOQUIP):—Annual report for 1975/76. Tabled, 293. (*Sessional Papers, No. 187.*)

Québec Planning and Development Bureau:—Annual report of the—, for 1975/76. Tabled, 728. (*Sessional Papers, No. 444.*)

Québec Police Commission:—Annual report for 1976. Tabled, 233. (*Sessional Papers, No. 145.*)

Québec Police Force:—Four press releases concerning the labour dispute. Tabled, 132. (*Sessional Papers, No. 84.*)

Québec Police Force:—Annual report for 1976. Tabled, 233. (*Sessional Papers, No. 145.*)

Québec Professions Board:—A survey carried out by the—, entitled: *L'Évolution du professionnalisme au Québec*. Tabled, 85. (*Sessional Papers, No. 29.*)

Québec Professions Board:—Annual report for 1976/77. Tabled, 298. (*Sessional Papers, No. 191.*)

Québec Public Service Board:—Annual report of the—, for 1975/76. Tabled, 121. (*Sessional Papers, No. 69.*)

Québec Transport Commission:—Annual report as at 31 March 1977. Tabled, 382. (*Sessional Papers, No. 249.*)

Québec Workmen's Compensation Commission:—Annual report for 1976. Tabled, 193. (*Sessional Papers, No. 123.*)

Questeel:—Answer to an oral question concerning the number of workers who were hired by Sidbec. Tabled, 782. (*Sessional Papers, No. 471.*)

Racicot, Mr Normand:—Correspondence concerning—, assistant general manager of the ORCTC. Tabled, 430. (*Sessional Papers, No. 286.*)

Radiology Technicians of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1975/76. Tabled, 114. (*Sessional Papers, No. 58.*)

Accounts and Papers:—Continued

Radiology Technicians of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1976/77. Tabled, 417. (*Sessional Papers*, No. 280.)

Referendum:—A white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*. Tabled, 606. (*Sessional Papers*, No. 369.)

Reform of the electoral districts:—Opinion forwarded by the Standing Committee on—. Tabled, 672. (*Sessional Papers*, No. 412.)

Régie de la langue française:—Annual report for 1976 and several appendices. Tabled, 475. (*Sessional Papers*, No. 311.)

Régie des entreprises de construction du Québec:—Report of the activities for the period beginning August 13th 1975 and ending March 31st 1976. Tabled, 108. (*Sessional Papers*, No. 47.)

Régie des installations olympiques:—Annual report for 1976. Tabled, 466. (*Sessional Papers*, No. 305.)

Régie des loteries et courses du Québec:—Annual report for 1976/77. Tabled, 307. (*Sessional Papers*, No. 198.)

Régie du Grand Théâtre de Québec:—Annual report for 1975/76. Tabled, 63. (*Sessional Papers*, No. 11.)

Regional health and social service councils:—Annual reports for 1976. Tabled, 390. (*Sessional Papers*, No. 258.)

Registration plates for motor vehicles:—Protocol of agreement concerning the issuing of—. Tabled, 846. (*Sessional Papers*, No. 506.)

Remissions of duties and penalties:—Detailed statement of—. Tabled, 81. (*Sessional Papers*, No. 25.)

Retail Sales Tax:—Copy of the correspondence exchanged in 1976 between the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions and the Minister of Revenue concerning the recommendations of the Consumers' Association of Canada. Tabled, 870. (*Sessional Papers*, No. 511.)

Retail Sales Tax:—A table comparing the amount paid in family allowances and the amount spent for children's clothing taxable at 8%. Tabled, 870. (*Sessional Papers*, No. 512.)

Revision of Municipal Laws:—The third part of the report by the Commission on the—. Tabled, 85. (*Sessional Papers*, No. 32.)

Accounts and Papers:—Continued

Revision of Municipal Laws:—The fourth part of the report by the Commission on the—. Tabled, 171. (*Sessional Papers, No. 114.*)

REXFOR (Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company):—Annual report for 1975/76. Tabled, 149. (*Sessional Papers, No. 102.*)

Sainte-Martine, Huntingdon:—What is the amount of the subsidy granted by the government for the construction of the Centre sportif régional at—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 240. (*Sessional Papers, No. 154.*)

Sainte-Thérèse island:—How many ministerial committees are examining at present the implications of the development of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 721. (*Sessional Papers, No. 435.*)

Saint-Philippe-de-Néri (Kamouraska):—Copy of any correspondence concerning the construction of a grain dryer and flour-mill at—. Tabled, 138. (*Sessional Papers, No. 98.*)

Sales of materials, equipment, etc.:—A detailed statement of all the—, carried out by the government. Tabled, 881. (*Sessional Papers, No. 525.*)

Scholarships for university studies:—Besides the Department of Education, what departments or organizations grant—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 932. (*Sessional Papers, No. 558.*)

Schools:—Report concerning the closing down of—. Tabled, 199. (*Sessional Papers, No. 128.*)

Schools:—Copy of the list of projects for new—, prepared by the School Council of the Island of Montreal. Tabled, 328. (*Sessional Papers, No. 211.*)

Security and surveillance agencies:—Did the government retain the services of private—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 610. (*Sessional Papers, No. 372.*)

Senneterre:—Correspondence concerning the establishment of a white pine saw-mill. Tabled, 195 and 214. (*Sessional Papers, Nos. 127 and 136.*)

Service des assurances du Québec:—Annual report for 1976. Tabled, 947. (*Sessional Papers, No. 577.*)

Accounts and Papers:—Continued

Shoe factories:—Letter forwarded by the Minister of Industry and Commerce to the Minister of Industry, Trade and Commerce of Canada concerning the difficulties encountered by—. Tabled, 371. (*Sessional Papers*, No. 240.)

Sidbec:—Copy of the final report prepared by a group of employees from the Department of Industry and Commerce and the Industrial Development Corporation. Tabled, 496. (*Sessional Papers*, No. 326.)

Sidbec and its subsidiaries:—Annual report for 1976. Tabled, 390. (*Sessional Papers*, No. 257.)

Sidbec-Dosco:—What is the amount of the operating surplus or deficit of the firm—, since it was taken over by the government. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 74. (*Sessional Papers*, No. 19.)

Small and medium-sized firm:—According to the government, what is the definition of a—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 357. (*Sessional Papers*, No. 225.)

Small and medium-sized firms:—Copy of any correspondence or other documents exchanged between the Minister of Industry and Commerce and the federal government concerning—. Tabled, 241. (*Sessional Papers*, No. 156.)

Social Affairs Commission:—Annual report for 1976/77. Tabled, 392. (*Sessional Papers*, No. 262.)

Social Workers of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1975/76. Tabled, 133. (*Sessional Papers*, No. 93.)

Social Workers of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1976/77. Tabled, 873. (*Sessional Papers*, No. 513.)

Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (SPICAM):—Annual report for 1976/77. Tabled, 706. (*Sessional Papers*, No. 431.)

Société Inter-Port de Québec:—First annual report as at 31 March 1977. Tabled, 400. (*Sessional Papers*, No. 267.)

Société québécoise d'information juridique:—Annual report for 1976/77. Tabled, 740. (*Sessional Papers*, No. 453.)

Accounts and Papers:—Continued

Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires:—Directives bearing on the goals of the—. Tabled, 193. (*Sessional Papers*, No. 124.)

Solo Products and Esty Ltd.:—Copy of any correspondence concerning the firms—, which transferred their head offices to Toronto. Tabled, 675. (*Sessional Papers*, No. 415.)

Solvency and profitability of new business firms:—What means does the government have at its disposal to control the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 723. (*Sessional Papers*, No. 438.)

Special warrant:—Authorized since the adjournment of the National Assembly, for 1976/77. Tabled, 63. (*Sessional Papers*, No. 10.)

Speech Therapists and Audiologists of Québec:—Report of the Professional Corporation of—, for 1975/76. Tabled, 120. (*Sessional Papers*, No. 66.)

Speech Therapists and Audiologists of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1976/77. Tabled, 793. (*Sessional Papers*, No. 478.)

Standing Committee on the National Assembly:—Report of the—, which sat to select the members of the various Standing Committees. Tabled, 55. (*Sessional Papers*, No. 1.)

Standing Committee on Agriculture:—Report concerning bills Nos. 13 and 14. Tabled, 573. (*Sessional Papers*, No. 355.)

Standing Committee on Agriculture:—Report of the—, which examined bill No. 43. Tabled, 628. (*Sessional Papers*, No. 380.)

Standing Committee on the Civil Service:—Report concerning bills Nos. 28, 29 and 30. Tabled, 473. (*Sessional Papers*, No. 309.)

Standing Committee on the Civil Service:—Report of the—, which examined bill No. 53, Civil Service Act. Tabled, 847. (*Sessional Papers*, No. 507.)

Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—Report of the—, which examined bills Nos. 201, 204, 212, 215, 217, 218, 219 and 232. Tabled, 369. (*Sessional Papers*, No. 238.)

Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—Report concerning bill No. 44. Tabled, 567. (*Sessional Papers*, No. 352.)

Accounts and Papers:—Continued

- Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions*:—Report concerning private bill No. 233. Tabled, 568. (*Sessional Papers*, No. 353.)
- Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions*:—Report of the—, which examined bill No. 49. Tabled, 627. (*Sessional Papers*, No. 378.)
- Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions*:—Report of the—, which examined bill No. 67, Automobile Insurance Act. Tabled, 681. (*Sessional Papers*, No. 416.)
- Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions*:—Report of the—, which examined bill No. 67, Automobile Insurance Act. Tabled, 896. (*Sessional Papers*, No. 536.)
- Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications*:—Report concerning bill No. 101, Charter of the French language. Tabled, 605. (*Sessional Papers*, No. 368.)
- Standing Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game*:—Report concerning bill No. 44. Tabled, 434. (*Sessional Papers*, No. 289.)
- Standing Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game*:—Report concerning bill No. 48. Tabled, 525. (*Sessional Papers*, No. 336.)
- Standing Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game*:—Report concerning bill No. 48. Tabled, 539. (*Sessional Papers*, No. 341.)
- Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game*:—Report of the—, which examined bills Nos. 19 and 21. Tabled, 757. (*Sessional Papers*, No. 459.)
- Standing Committee on Justice*:—Report of the—, which examined certain matters concerning the security at work of policemen of the QPF. Tabled, 223. (*Sessional Papers*, No. 137.)
- Standing Committee on Justice*:—Report of the—, which examined private bills Nos. 207, 208, 222 and 229. Tabled, 369. (*Sessional Papers*, No. 237.)
- Standing Committee on Justice*:—Report concerning bill No. 57. Tabled, 567. (*Sessional Papers*, No. 351.)

Accounts and Papers:—Continued

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which examined bill No. 240. Tabled, 627. (*Sessional Papers, No. 379.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which examined bills Nos. 32, 64 and 65. Tabled, 739. (*Sessional Papers, No. 451.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which examined bills Nos. 72 and 77. Tabled, 874. (*Sessional Papers, No. 518.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which examined bill No. 260. Tabled, 888. (*Sessional Papers, No. 531.*)

*Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration:—*Report of the —, which sat to examine the amendments to be made to the construction decree. Tabled, 411. (*Sessional Papers, No. 273.*)

*Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration:—*Report concerning bill No. 5. Tabled, 545. (*Sessional Papers, No. 342.*)

*Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration:—*Report of the—, which examined bill No. 69. Tabled, 794. (*Sessional Papers, No. 484.*)

*Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration:—*Report of the—, which examined bill No. 45. Tabled, 910. (*Sessional Papers, No. 542.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment:—*Report concerning bills Nos. 8, 34, 35 and 36. Tabled, 433. (*Sessional Papers, No. 287.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment:—*Report concerning bill No. 7. Tabled, 389. (*Sessional Papers, No. 255.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment:—*Report concerning bill No. 59. Tabled, 485. (*Sessional Papers, No. 318.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment:—*Report concerning bills Nos. 213, 221, 226 and 243. Tabled, 561. (*Sessional Papers, No. 350.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment:—*Report concerning private bills Nos. 230 and 236. Tabled, 597. (*Sessional Papers No. 366.*)

Accounts and Papers:—Continued

Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment:—Report of the—, which examined private bill No. 259. Tabled, 758. (Sessional Papers, No. 461.)

Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment:—Report of the—, which examined bill No. 66. Tabled, 782. (Sessional Papers, No. 472.)

Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment:—Report of the—, which examined bill No. 257. Tabled, 809. (Sessional Papers, No. 488.)

Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment:—Report of the—, which examined bills Nos. 54 and 55. Tabled, 847. (Sessional Papers, No. 508.)

Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment:—Report of the—, which examined bill No. 200. Tabled, 925. (Sessional Papers, No. 555.)

Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests:—Report of the—, which sat to examine Québec policies on energy. Tabled, 417. (Sessional Papers, No. 279.)

Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests:—Report of the—, which sat for the purpose of hearing the representatives of Hydro-Québec. Tabled, 639. (Sessional Papers, No. 388.)

Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests:—Report of the—, which looked into the future of the pulp and paper industry. Tabled, 681. (Sessional Papers, No. 417.)

Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs:—Report concerning bill No. 2. Tabled, 331. (Sessional Papers, No. 216.)

Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs:—Report concerning bills Nos. 50 and 51. Tabled, 517. (Sessional Papers, No. 333.)

Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs:—Report of the—, which examined bill No. 2. Tabled, 632. (Sessional Papers, No. 385.)

Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs:—Report of the—, which sat for the hearing

Accounts and Papers:—Continued

of briefs relating to the white paper entitled: *La consultation populaire*. Tabled, 818. (*Sessional Papers, No. 497.*)

*Standing Committee on Professional Corporations:—*Report of the—, which examined bill No. 25. Tabled, 910. (*Sessional Papers, No. 543.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report concerning bills Nos. 11, 23, 37 and 42. Tabled, 434. (*Sessional Papers, No. 288.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report concerning bills Nos. 205, 223, 225, 227, 234 and 242. Tabled, 474. (*Sessional Papers, No. 310.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which examined jointly with the Standing Committee on Justice bill No. 24, Youth Protection Act. Tabled, 695. (*Sessional Papers, No. 423.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which examined bill No. 10. Tabled, 740. (*Sessional Papers, No. 452.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which examined jointly with the Standing Committee on Justice bill No. 24, Youth Protection Act. Tabled, 874. (*Sessional Papers, No. 519.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which examined bill No. 9. Tabled, 925. (*Sessional Papers, No. 554.*)

*Standing Committee on Transport, Public Works and Supply:—*Report of the—, which sat concerning the development of Parliamentary Hill. Tabled, 171. (*Sessional Papers, No. 113.*)

*Standing Committee on Transport, Public Works and Supply:—*Report of the—, which examined bill No. 22. Tabled 757. (*Sessional Papers, No. 460.*)

*Standing Committees:—*Report grouping the reports of the—, which examined the estimates of the 1977/78 budget. Tabled, 315. (*Sessional Papers, No. 202.*)

*Steel industry:—*Copy of the Orders in Council appointing a study committee on the—, and on industries engaged therein such as Sidbec-Dosco and Québec Steel Products. Tabled, 76. (*Sessional Papers, No. 22.*)

*Steel industry:—*Two newspaper articles concerning the financial situation of the—, in the world. Tabled, 414. (*Sessional Papers, No. 277.*)

Accounts and Papers:—Continued

Steel industry in the province of Québec:—A file on QSP prepared by the study group on the—. Tabled, 293. (*Sessional Papers, No. 184.*)

St. Lawrence harbour installations:—How many surveys were ordered by the government concerning the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 257. (*Sessional Papers, No. 162.*)

Strikes or lock-outs:—What enterprises were the object of a strike or a lock-out. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 237. (*Sessional Papers, No. 148.*)

Student employment:—Programs for the summer of 1977 prepared by the Department of Labour and Manpower. Tabled, 97. (*Sessional Papers, No. 41.*)

Student employment:—Answers to oral questions by Mr Caron concerning—. Tabled, 445. (*Sessional Papers, No. 300.*)

Student Employment Service:—Answer to an oral question by Mr Samson concerning the—, at the Department of Lands and Forests. Tabled, 415. (*Sessional Papers, No. 278.*)

Student Employment Service:—Comparative table for 1976 and 1977 showing statistics provided by the—. Tabled, 578. (*Sessional Papers, No. 360.*)

Student Employment Service:—Students from the electoral district of Shefford who were employed through the—. Tabled, 724. (*Sessional Papers, No. 439.*)

Study Commission on the integrity of the territory:—Reports Nos. 5, 6 and 7. Tabled, 159. (*Sessional Papers, No. 107.*)

Study Commission on the Société d'exploitation des loteries et courses du Québec:—Final report. Tabled, 389. (*Sessional Papers, No. 256.*)

Study Group on the Institut d'histoire et de civilisation du Québec:—Report of the—. (Frégault report). Tabled, 85. (*Sessional Papers, No. 31.*)

Study mission on the linguistic practices of head offices of multinational corporations:—Report. Tabled, 382. (*Sessional Papers, No. 245.*)

Superior Council of Education:—Annual report of the activities of the—, for 1975/76. Tabled, 63. (*Sessional Papers, No. 8.*)

Superior Council of Education:—Annual report of the—, on the state and needs of education. Tabled, 63. (*Sessional Papers, No. 9.*)

Accounts and Papers:—Continued

Taillon, Mr Jean:—Is there any relation between—, and the assistant deputy-minister at the Department of Public Works and Supply. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 939. (*Sessional Papers, No. 565.*)

Tektronix Canada Ltd:—Copy of any correspondence or other documents exchanged between the government and—. Tabled, 241. (*Sessional Papers, No. 157.*)

Teleprocessing:—Volumes 1 and 2 of the report by the interministerial committee on—. Tabled, 247. (*Sessional Papers, No. 158.*)

TEXON:—Did the Department of Labour and Manpower establish a committee to reclassify the employees following the moving of the firm—, from Drummondville to Cornwall, Ontario. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 940. (*Sessional Papers, No. 568.*)

Théâtre du Bois de Coulonges Inc.:—Copy of the agreement between the Department of Public Works and Supply and the—. Tabled, 177. (*Sessional Papers, No. 117.*)

Town Planners of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1975/76. Tabled, 120. (*Sessional Papers, No. 68.*)

Transport:—Annual report of the Department of—, for 1976/77. Tabled, 458. (*Sessional Papers, No. 304.*)

Transport committee of the Montreal region:—Report concerning public transportation entitled: *Le transport des personnes*. Tabled, 659. (*Sessional Papers, No. 407.*)

Travelling expenses:—Directive No. 5-74 concerning—. Tabled, 413. (*Sessional Papers, No. 275.*)

Treasury Board:—Copy of the survey by the—, concerning government administrative practices. Tabled, 160. (*Sessional Papers, No. 109.*)

Treasury Board and Cabinet:—Copy of any briefs or other documents submitted to the—, concerning the Québec Winter Carnival Inc., the Mont Sainte-Anne ski centre and Man and His World. Tabled, 280. (*Sessional Papers, No. 176.*)

Tricofil Inc.:—Documents concerning the financial assistance granted by the QIDC to the Société Populaire—. Tabled, 207. (*Sessional Papers, No. 130.*)

Accounts and Papers:—Continued

Tricofil Inc.:—Two reports by P.S. Ross & Associates concerning the Société Populaire—. Tabled, 382. (*Sessional Papers, No. 247.*)

Trip by the Minister of State for Economic Development:—Details concerning the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 650. (*Sessional Papers, No. 393.*)

Trips:—Did the representatives of certain electoral districts travel outside the province of Québec. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 841. (*Sessional Papers, No. 502.*)

Trips outside Canada:—Who are the ministers who travelled at the expense of the government. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 157. (*Sessional Papers, No. 103.*)

Trout lakes:—How many requests did the Department of Agriculture receive concerning—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 935. (*Sessional Papers, No. 561.*)

Unions placed under trusteeship:—Report of the four boards of directors of the—, for 1975/76. Tabled, 685. (*Sessional Papers, No. 419.*)

Unions placed under trusteeship:—Report of the four boards of directors of the—, for 1976/77. Tabled, 685. (*Sessional Papers, No. 420.*)

Universities:—*Les stratégies triennales d'allocations de ressources pour le réseau universitaire*, a document prepared by the Department of Education. Tabled, 611. (*Sessional Papers, No. 374.*)

University of Québec:—Annual report and statistics for 1976/77. Tabled, 887. (*Sessional Papers, No. 528.*)

University of Québec, at Montreal:—Copy of the collective agreement between the—, and the Syndicat des professeurs. Tabled, 160. (*Sessional Papers, No. 110.*)

Urbanization in the Montreal conurbation:—Report prepared by the Department of Municipal Affairs. Tabled, 298 and 329. (*Sessional Papers, Nos. 189 and 215.*)

Utilization of the agricultural territory:—Report on the—. Tabled, 116. (*Sessional Papers, No. 62.*)

Veterinary Surgeons of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1976/77. Tabled, 364. (*Sessional Papers, No. 231.*)

Accounts and Papers:—Continued

Victoriaville Furniture:—Copy of any correspondence exchanged between the government and the firm—. Tabled, 557. (*Sessional Papers*, No. 348.)

Victoriaville Furniture:—Copy of any correspondence between—, and the Department of Industry and Commerce. Tabled, 754. (*Sessional Papers*, No. 457.)

Vocational Guidance Counsellors of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1976/77. Tabled, 430. (*Sessional Papers*, No. 283.)

Warnock Hersey International Limited:—Copy of the correspondence concerning the intention of—, to move its head office from Montreal to Ottawa. Tabled, 437. (*Sessional Papers*, No. 294.)

Waterworks systems:—How many municipalities had submitted a project within the framework of the assistance program for the construction of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 556. (*Sessional Papers*, No. 347.)

White paper:—Entitled: *La politique québécoise de la langue française*. Tabled, 127. (*Sessional Papers*, No. 75.)

Wood supply guarantee:—What firms hold a—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 649. (*Sessional Papers*, No. 392.)

Youth protection:—First progress report of the Comité pour la protection de la jeunesse. Tabled, 316. (*Sessional Papers*, No. 203.)

AGREEMENT CONCERNING JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC:—An Act to amend the Act approving the—. Bill No. 84.

AGRICULTURAL ABUSES ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 13.

AGRICULTURAL PRODUCTS AND FOOD ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 43.

ALLIANCE SÉCURITÉ BLINDÉ (DIVISION QUÉBEC) LTÉE:—An Act respecting the—. Bill No. 214.

ANJOU:—An Act respecting the town of—. Bill No. 226.

ASBESTOSIS AND SILICOSIS:—An Act to amend the Workmen's Compensation Act and the Act respecting indemnities for victims of—, in mines and quarries and to again amend the Social Affairs Commission Act. Bill No. 5.

ASSOCIATION DE BIENFAISANCE ET DE RETRAITE DES POLICIERS DE LA
COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—An Act respecting the—. Bill
No. 260.

AUTOMOBILE INSURANCE ACT:—Bill No. 67.

B

Bills:

Bill 1.—Charter of the French language in Québec.—Mr Laurin.—1st R. (vote); referred to Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, 175.

Bill 2.—An Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act.—Mr Burns.—1st R. (vote); referred to Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, 89. Reported (*Sessional Papers, No. 216*), 331. New bill tabled, 371. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 413. Resuming the debate; debate adjourned, 424; 431; 456. Resuming the debate amdt proposed; debate adjourned, 565. Resuming the debate; debate adjourned, 570. Resuming the debate; amdt rejected on div. (vote); debate adjourned, 575. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, 600. Rules of Procedure suspended, 628. Reported (*Sessional Papers, No. 385*); amdts and report adopted; 3rd R., 632-633. R. A., 633. (1977, c. 11.)

Bill 3.—An Act respecting certain leased immoveables.—Mr Tardif.—1st R., 102. Motion for 2nd R.; debate; Sessional Papers, No. 50 tabled; amdt proposed; debate adjourned, 111. Resuming the debate; motion of amdt withdrawn; main motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 122. Reported; report adopted, 124. Motion for 3rd R. adopted on div. (vote); 3rd R., 129. R. A., 130. (1977, c. 74.)

Bill 4.—An Act to amend the Crop Insurance Act.—Mr Garon.—1st R., 102. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 129. R. A., 130. (1977, c. 40.)

Bill 5.—An Act to amend the Workmen's Compensation Act and the Act respecting indemnities for victims of asbestosis and silicosis in mines and quarries and to again amend the Social Affairs Commission Act.—Mr Johnson.—1st R., 203. Motion for 2nd R. adopted; referred to Committee on Labour, Manpower and Immigration, 528. Reported (*Sessional Papers, No. 342*), 545. Consideration of report; report adopted, 564. 3rd R., 570. R. A., 571. (1977, c. 42.)

Bill 6.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1978, and for other pur-

Bills:—Continued

poses connected with the public service.—Mr Parizeau.—1st, 2nd and 3rd R., 111. R. A., 117. (1977, c. 1.)

Bill 7.—An Act respecting the cities of Jonquière and Chicoutimi.—Mr Tardif.—1st R., 245. 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 378. Reported (*Sessional Papers, No. 255*), 389. Consideration of report; report adopted, 394. 3rd R., 418. R. A., 425. (1977, c. 81.)

Bill 8.—An Act respecting subsidies to municipalities of 10,000 or more inhabitants.—Mr Tardif.—1st R., 204. 2nd R. (Lt-G.); referred to Committee of the Whole, 418-419. Order for referral to Committee of the Whole rescinded, 427. Motion that bill be referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment adopted (vote), 430. Reported (*Sessional Papers, No. 287*), 433. Consideration of report; report adopted, 447. 3rd R., 452. R. A., 464. (1977, c. 54.)

Bill 9.—An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights.—Mr Lazure.—1st R., 290. Order for 2nd R. rescinded; referred to Committee on Social Affairs, 481. Reported (*Sessional Papers, No. 554*), 925.

Bill 10.—An Act to amend the Act respecting health services and social services.—Mr Lazure.—1st R. (vote), 65. Motion for 2nd R.; debate; debate suspended, 660. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Social Affairs, 661. Reported (*Sessional Papers, No. 452*), 740. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 760. R. A., 773. (1977, c. 48.)

Bill 11.—An Act to amend the Social Affairs Commission Act.—Mr Lazure.—1st R., 62. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate suspended, 395. Resuming the debate; 2nd R. on div.; referred to Committee on Social Affairs, 395-396. Reported (*Sessional Papers, No. 288*), 434. Consideration of report; report adopted, 448. 3rd R., 453. R. A., 464. (1977, c. 49.)

Bill 13.—An Act to amend the Agricultural Abuses Act.—Mr Garon.—1st R. (vote), 61. 2nd R.; in Committee of the Whole; progress, 479. Order for 2nd R. and referral to Committee of the Whole rescinded; bill referred to Committee on Agriculture, 525. Reported (*Sessional Papers, No. 355*), 573. Consideration of report; report adopted, 601. 3rd R., 612. R. A., 634. (1977, c. 39.)

Bill 14.—An Act to amend the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act.—Mr Garon.—1st R., 62. Motion for 2nd R. adopted; referred to Committee on Agriculture, 527. Reported (*Sessional Papers, No. 355*), 573. Consideration of report; report adopted, 601. 3rd R., 612. R. A., 634. (1977, c. 36.)

Bill 16.—An Act to amend the Natural Resources Department Act.—Mr Bérubé.—1st R., 62. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported, 102. 3rd R., 130. R. A., 130. (1977, c. 30.)

Bills:—Continued

Bill 17.—An Act to amend the Québec Pension Plan.—Mr Lazure.—1st R., 72. Order for 2nd R. and 1st R. rescinded; bill withdrawn; new bill tabled (bill No. 42), 311.

Bill 18.—An Act to amend the Québec Family Allowances Plan.—Mr Lazure.—1st R., 62. Unan. cons. granted so that amdts be made during the debate on the motion for 2nd R., 199. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; amdts made which change the principle of the bill; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 201. R. A., 206. (1977, c. 45.)

Bill 19.—Parks Act.—Mr Duhaime.—1st R., 68. 2nd R.; referred to Committee on Industry and Commerce and Tourism, Fish and Game, 637. Reported (*Sessional Papers*, No. 459), 757. Consideration of report; report adopted, 779. Order for 3rd R. rescinded; the bill was committed; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R. on div., 804-805. R. A., 806. (1977, c. 56.)

Bill 20.—An Act to amend the Act to authorize loans to certain commercial fishermen.—Mr Duhaime.—1st R., 62. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 456. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported, 527. Motion for 3rd R. adopted, 533. R. A., 558. (1977, c. 58.)

Bill 21.—An Act to amend the Travel Agents Act.—Mr Duhaime.—1st R., 451. Motion for 2nd R.; debate; debate suspended, 660. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, 661. Reported (*Sessional Papers*, No. 459), 757. Consideration of report; report adopted, 779. Order for 3rd R. rescinded; in Committee of the Whole; amended; reported; amdts read and agreed to, 830. Order for 3rd R. rescinded; again in Committee of the Whole; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 906. R. A., 956. (1977, c. 57.)

Bill 22.—An Act to amend the Public Works Act.—Mrs Ouellette.—1st R., 62. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Committee on Transport, Public Works and Supply, 636. Reported (*Sessional Papers*, No. 460), 757.

Bill 23.—An Act to amend the Public Health Protection Act and other legislation.—Mr Lazure.—1st R., 66. 2nd R.; referred to Committee on Social Affairs, 396. Reported (*Sessional Papers*, No. 288), 434. Consideration of report; report adopted, 448. 3rd R., 453. R. A., 464. (1977, c. 47.)

Bill 24.—Youth Protection Act.—Mr Marois.—1st R.; referred to the Joint Committee on Social Affairs and Justice, 337. Reported (*Sessional Papers*, No. 423), 695. 2nd R. (Lt-G.); referred to the Joint Committee on Social Affairs and Justice, 796. Reported (*Sessional Papers*, No. 519), 874. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 897. R. A., 907. (1977, c. 20.)

Bills:—Continued

Bill 25.—An Act to amend the Professional Code and other legislation.—Mr Morin (Sauvé).—1st R.; referred to Committee on Professional Corporations, 62. Reported (*Sessional Papers, No. 543*), 910. 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 914. Reported; report adopted, 926. 3rd R., 955. R. A., 957. (1977, c. 66.)

Bill 27.—An Act to amend the Mining Act.—Mr Bérubé.—1st R. (vote), 79. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee of the Whole, 102. In Committee; progress, 133. Again in Committee; progress, 133; 146; 165. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 169. Order for 3rd R. rescinded; committed; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 265. R. A., 272. (1977, c. 31.)

Bill 28.—An Act to amend the Government and Public Employees Retirement Plan.—Mr de Belleval.—1st R., 232. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 449. Resuming the debate; 2nd R.; referred to Committee on the Civil Service, 454. Reported (*Sessional Papers, No. 309*), 473. Consideration of report; report adopted, 478. 3rd R., 482. R. A., 558. (1977, c. 21.)

Bill 29.—An Act to amend the Civil Service Superannuation Plan and the Hydro-Québec Act.—Mr de Belleval.—1st R., 232. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 449. Resuming the debate; 2nd R.; referred to Committee on the Civil Service, 454. Reported (*Sessional Papers, No. 309*), 473. Consideration of report; report adopted, 478. 3rd R., 482. R. A., 558. (1977, c. 22.)

Bill 30.—An Act to amend the Teachers Pension Plan.—Mr de Belleval.—1st R., 232. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 449. Resuming the debate; 2nd R.; referred to Committee on the Civil Service, 454. Reported (*Sessional Papers, No. 309*), 473. Consideration of report; report adopted, 478. 3rd R., 482. R. A., 558. (1977, c. 23.)

Bill 31.—An Act to authorize municipalities to impose a duty on the registration of certain motor vehicles.—Mr Tardif.—1st R., 245. Motion for 2nd R.; debate; amdt proposed; debate adjourned, 379. Resuming the debate; debate adjourned, 538. Resuming the debate; amdt rejected on div. (vote); debate adjourned, 542.

Bill 32.—An Act to amend the Code of Civil Procedure.—Mr Bédard.—1st R., 333. 2nd R.; referred to Committee on Justice, 668. Reported (*Sessional Papers, No. 451*), 739. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 761. R. A., 773. (1977, c. 73.)

Bill 34.—An Act to amend the Municipal Commission Act.—Mr Tardif.—1st R., 285. 2nd R.; referred to Committee of the Whole, 419. Order for referral to Committee of the Whole rescinded, 427. Motion that bill be referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment adopted (vote), 430. Reported

Bills:—Continued

(*Sessional Papers, No. 287*), 433. Consideration of report; report adopted, 447. 3rd R., 453. R. A., 464. (1977, c. 50.)

Bill 35.—An Act to amend the Municipal Works Act.—Mr Tardif.—1st R., 343. 2nd R.; referred to Committee of the Whole, 419. Order for referral to the Committee of the Whole rescinded, 427. Motion that bill be referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment adopted (vote), 430. Reported (*Sessional Papers, No. 287*), 433. Consideration of report; report adopted, 447. 3rd R., 453. R. A., 464. (1977, c. 51.)

Bill 36.—An Act to amend the Québec Urban Community Act, the Montreal Urban Community Act and the Outaouais Regional Community Act.—Mr Tardif.—1st R., 285. 2nd R.; referred to Committee of the Whole, 420. Order for referral to Committee of the Whole rescinded, 427. Motion that bill be referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment adopted (vote), 430. Reported (*Sessional Papers, No. 287*), 433. Consideration of report; report adopted, 447. 3rd R., 453. R. A., 464. (1977, c. 80.)

Bill 37.—An Act to amend the Health Insurance Act.—Mr Lazure.—1st R., 273. 2nd R., (Lt-G.); referred to Committee on Social Affairs, 394. Reported (*Sessional Papers, No. 288*), 434. Consideration of report; report adopted, 448. 3rd R., 454. R. A., 464. (1977, c. 44.)

Bill 38.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1978, and for other purposes connected with the public service.—Mr Parizeau.—1st, 2nd and 3rd R., 272. R. A., 272. (1977, c. 2.)

Bill 39.—An Act respecting the class action.—Mr Marois.—1st R., 818. Order for 2nd R. rescinded; referred to Committee on Justice, 827.

Bill 40.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1978, and for other purposes connected with the public service.—Mr Parizeau.—1st, 2nd and 3rd R., 374. R. A., 374. (1977, c. 3.)

Bill 41.—An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec.—Mr Tremblay.—1st R., 333. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; *Sessional Papers, No. 277* tabled; motion adopted (vote); 2nd R.; bill referred to Committee on Industry and Commerce and Tourism, Fish and Game, 414-415. Reported (*Sessional Papers, No. 289*), 434. Consideration of report; report adopted, 448. Motion for 3rd R.; debate; debate suspended, 454. Resuming the debate; motion adopted on div. (Mr Roy dissenting); 3rd R., 455. R. A., 464. (1977, c. 61.)

Bills:—Continued

Bill 42.—An Act to amend the Québec Pension Plan.—Mr Lazure.—1st R., 311. 2nd R.; referred to Committee on Social Affairs, 396. Reported (*Sessional Papers, No. 288*), 434. Consideration of report; report adopted, 448. 3rd R., 454. R. A., 464. (1977, c. 24.)

Bill 43.—An Act to amend the Agricultural Products and Food Act.—Mr Garon.—1st R., 315. 2nd R. on div. (vote); referred to Committee on Agriculture, 613. Reported (*Sessional Papers, No. 380*); report adopted, 628. Rules of Procedure suspended, 628. 3rd R., 631. R. A., 634. (1977, c. 35.)

Bill 44.—An Act to incorporate the Société de développement coopératif.—Mrs Payette.—1st R., 307. Motion for 2nd R. (Lt-G.) adopted; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 528. Reported (*Sessional Papers, No. 352*), 567. Consideration of report; report adopted, 574. 3rd R., 598. R. A., 634. (1977, c. 69.)

Bill 45.—An Act to amend the Labour Code and the Labour and Manpower Department Act.—Mr Johnson.—1st R., 505. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 604. Resuming the debate; amdt proposed; amdt rejected on div.; debate adjourned, 615. Resuming the debate; debate concluded; putting to the vote postponed to next sitting, 625. Putting to the vote of motion; 2nd R. on div. (vote); referred to Committee on Labour, Manpower and Immigration, 630. Reported (*Sessional Papers, No. 542*), 910. Consideration of report; report adopted on div., 952. 3rd R. on div., 952. R. A., 957. (1977, c. 41.)

Bill 47.—An Act to again amend the Education Act.—Mr Morin (Sauvé).—1st R., 349. 2nd R. on div. (vote); in Committee; reported, 565. 3rd R., 568. R. A., 571. (1977, c. 65.)

Bill 48.—An Act respecting fiscal incentives to industrial development.—Mr Tremblay.—1st R., 319. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 497. Resuming the debate; debate adjourned on div. (vote), 501. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, 515. Reported (*Sessional Papers, No. 336*), 525. Motion that the report be referred back to the said Committee for corrections adopted, 533. Order for the consideration of the report rescinded; report referred back to the said Committee for corrections, 535. Reported (*Sessional Papers, No. 341*), 539. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 541. R. A., 559. (1977, c. 59.)

Bill 49.—An Act to establish the Régie de l'assurance automobile du Québec.—Mrs Payette.—1st R., 343. 2nd R. (Lt-G.) on div. (vote); referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 613-614. Reported (*Sessional Papers, No. 378*); report adopted, 627. Rules of Procedure suspended, 628. 3rd R. on div., 632. R. A., 634. (1977, c. 67.)

Bills:—Continued

Bill 50.—An Act respecting the enumeration of electors for the year 1977.—Mr Burns.—1st R., 319. 2nd R.; referred to Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, 455. Reported (*Sessional Papers, No. 333*), 517. Consideration of report; report adopted, 526. 3rd R., 533. R. A., 559. (1977, c. 13.)

Bill 51.—An Act to amend the Executive Council Department Act and the Executive Power Act.—Mr Lévesque (Taillon).—1st R., 434. 2nd R.; referred to Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, 455. Reported (*Sessional Papers, No. 333*), 517. Consideration of report; report adopted, 526. 3rd R., 533. R. A., 559. (1977, c. 14.)

Bill 52.—An Act to amend the Taxation Act and the Act respecting the application of the Taxation Act.—Mr Parizeau.—1st R., 489. 2nd R. on div.; referred to Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 667. Reported; report adopted, 926. 3rd R., 949. R. A., 957. (1977, c. 26.)

Bill 53.—Civil Service Act.—Mr de Belleval.—1st R., 486. Order for 2nd R. rescinded; bill referred to Committee on the Civil Service, 545. Reported (*Sessional Papers, No. 507*), 847.

Bill 54.—An Act to amend the Cities and Towns Act.—Mr Tardif.—1st R., 518. 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 661. Reported (*Sessional Papers, No. 508*), 847. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 882-883. R. A., 892. (1977, c. 52.)

Bill 55.—An Act to amend the Municipal Code.—Mr Tardif.—1st R., 518. 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 661. Reported (*Sessional Papers, No. 508*), 847. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 882-883. R. A., 892. (1977, c. 53.)

Bill 57.—An Act respecting the Public Security Council and the Police Department of the Montreal Urban Community.—Mr Bédard.—1st R., 466. Motion for 2nd R.; debate; amdt proposed; amdt rejected on div.; debate adjourned, 534. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Justice, 537. Reported (*Sessional Papers, No. 351*), 567. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 570. R. A., 571. (1977, c. 71.)

Bill 58.—An Act respecting the Montreal Stock Exchange.—Mrs Payette.—1st R., 452. 2nd R.; in Committee; reported, 667. 3rd R., 692. R. A., 773. (1977, c. 70.)

Bill 59.—An Act respecting the roll of rental values of the City of Montreal.—Mr Tardif.—1st R., 452. 2nd R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment, 478. Reported (*Sessional Papers, No. 318*), 485. Consideration of report; report adopted, 500. 3rd R., 506. R. A., 507. (1977, c. 78.)

Bills:—Continued

Bill 60.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act.—Mr Parizeau.—1st R., 489. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate concluded; putting to the vote postponed, 865. Putting to the vote of motion; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee of the Whole, 868. Order for referral to Committee of the Whole rescinded; referred to Committee on Finance, Public Works and Supply, 911. Reported; report adopted, 925. 3rd R. on div. (vote), 949. R. A., 957. (1977, c. 28.)

Bill 61.—An Act to amend the Retail Sales Tax Act.—Mr Parizeau.—1st R., 489. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; Sessional Papers, Nos. 511 and 512 tabled; amdt proposed; debate adjourned (putting to the vote postponed), 870-871. Putting to the vote, 871. Resuming the debate; motion of amdt declared inadmissible (decision by the President); amdt proposed; amdt rejected on div. (vote); debate adjourned, 883. Resuming the debate; debate concluded; putting to the vote postponed, 890. Putting to the vote; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee of the Whole, 896. Order for referral to Committee of the Whole rescinded; referred to Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 911. Reported; report adopted, 925. 3rd R. on div. (vote), 949. R. A., 957. (1977, c. 27.)

Bill 62.—An Act to amend the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act.—Mr Bérubé.—1st R., 510. 2nd R.; in Committee; reported, 666. 3rd R., 691. R. A., 773. (1977, c. 34.)

Bill 63.—Broadcast Advertising Tax Act.—Mr Parizeau.—1st R., 518. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 806. Resuming the debate; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee of the Whole, 864. Order for referral to Committee of the Whole rescinded; referred to Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 911. Reported; report adopted, 925. 3rd R. on div. (vote), 950. R. A., 957. (1977, c. 29.)

Bill 64.—An Act to make provisions respecting the prosecution of offences by the Procureur général and the enforcement of parking and traffic by-laws, and to amend the Justice Department Act.—Mr Bédard.—1st R., 628. 2nd R.; referred to Committee on Justice, 668. Reported (*Sessional Papers, No. 451*), 739. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 761. R. A., 773. (1977, c. 18.)

Bill 65.—An Act to amend the Civil Code.—Mr Bédard.—1st R., 628. 2nd R. on div.; referred to Committee on Justice, 668. Reported (*Sessional Papers, No. 451*), 739. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 761. R. A., 774. (1977, c. 72.)

Bill 66.—An Act respecting the acquisition of certain immoveables by the Société d'habitation du Québec.—Mr Tardif.—1st R., 709. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 737. Resuming the debate; debate adjourned, 761-762. Resuming the debate; 2nd R. on div.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 773. Reported (*Sessional Papers, No. 472*), 782.

Consideration of report; report adopted; 3rd R. on div., 796. R. A., 799. (1977, c. 75.)

Bill 67.—Automobile Insurance Act.—Mrs Payette.—1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 593. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 687. Resuming the debate; amdt proposed; debate adjourned, 692. Resuming the debate; amdt rejected on div. (vote); debate adjourned, 707. Resuming the debate; debate adjourned, 711; 715. Resuming the debate; motion adopted on div. (vote); referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 729. Reported (*Sessional Papers, No. 536*), 896. Motion for the consideration of the report and amdts; debate; debate concluded; putting to the vote postponed, 905. Putting to the vote of the report and amdts, 913 and 915 to 917. Report adopted, 918. Order for 3rd R. to be fixed by the President; matter given private consideration, 918. Decision by the President, 919. Motion for 3rd R.; debate; debate adjourned, 921. Resuming the debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 944. R. A., 957. (1977, c. 68.)

Bill 68.—An Act to amend the Cultural Affairs Department Act.—Mr O'Neill.—1st R., 690. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 761. R. A., 774. (1977, c. 25.)

Bill 69.—An Act to amend the Act respecting the placing of the "International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101" under trusteeship and the Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship.—Mr Johnson.—1st R., 671. 2nd R.; referred to Committee on Labour, Manpower and Immigration, 737. Reported (*Sessional Papers, No. 484*), 794. Consideration of report; report adopted, 804. 3rd R., 805. R. A., 807. (1977, c. 43.)

Bill 70.—An Act to establish the Société nationale de l'amiante.—Mr Bérubé.—1st R., 801. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 899.

Bill 71.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1978, and for other purposes connected with the public service.—Mr Parizeau.—1st, 2nd and 3rd R., 782. Sanction, 799. (1977, c. 4.)

Bill 72.—An Act to make provisions respecting the appointment of deputy municipal judges and to amend the Summary Convictions Act.—Mr Bédard.—1st R., 689. 2nd R.; referred to Committee on Justice, 797. Reported (*Sessional Papers, No. 518*), 874. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 890. R. A., 892. (1977, c. 16.)

Bill 73.—An Act respecting municipal and intermunicipal transit corporations.—Mr Lessard.—1st R., 782. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; amdt proposed; amdt rejected on div.; debate adjourned, 906. Resuming the debate; motion

Bills:—Continued

adopted on div.; referred to Committee on Transport, Public Works and Supply, 919. Reported, 926. 3rd R. on div., 949. R. A., 957. (1977, c. 64.)

Bill 74.—An Act to amend the Territorial Division Act.—Mr Bédard.—1st R., 727.

Bill 75.—An Act to amend the Highway Code.—Mr Lessard.—1st R., 713. 2nd R.; referred to Committee on Transport, Public Works and Supply, 797. Order for referral to Committee rescinded; referred to Committee of the Whole; reported, 845. 3rd R., 870. R. A., 892. (1977, c. 63.)

Bill 76.—An Act to amend the Environment Quality Act.—Mr Léger.—1st R., 740. 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 830. 3rd R., 883. R. A., 892. (1977, c. 55.)

Bill 77.—An Act to amend the Courts of Justice Act and the Jurors Act.—Mr Bédard.—1st R., 732. 2nd R.; referred to Committee on Justice, 797. Reported (*Sessional Papers, No. 518*), 874. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 890. R. A., 892. (1977, c. 17.)

Bill 78.—An Act to amend the Legislature Act.—Mr Burns.—1st R., 758. 2nd R. (Lt-G.); referred to Committee of the Whole, 854. In Committee of the Whole; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 898. R. A., 907. (1977, c. 8.)

Bill 79.—An Act to facilitate conversion to the international system of units (SI) and to other customary units.—Mr Tremblay.—1st R., 775. Motion for 2nd R. (L-G.); debate; debate adjourned, 830. Resuming the debate; amdt proposed; amdt rejected on div.; 2nd R.; referred to Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, 899. Order for referral to this Committee rescinded; bill referred to Committee of the Whole; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 920. R. A., 957. (1977, c. 60.)

Bill 80.—An Act to incorporate the Institut national de productivité.—Mr Tremblay.—1st R., 827.

Bill 81.—An Act to amend the Mining Duties Act.—Mr Bérubé.—1st R., 810. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; 3rd R., 903. R. A., 907. (1977, c. 32.)

Bill 82.—An Act to amend the Charter of the Québec Mining Exploration Company.—Mr Bérubé.—1st R., 910. 2nd R. (Lt-G.) on div.; referred to Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R. on div., 952. R. A., 957. (1977, c. 33.)

Bill 83.—An Act to promote good citizenship.—Mr Bédard.—1st R., 833. 2nd R.; in Committee of the Whole; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 903. R. A., 907. (1977, c. 7.)

Bills:—Continued

Bill 84.—An Act to amend the Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec.—Mr Bérubé.—1st R., 801. 2nd R. (Lt-G.); in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R. on div. (unan. cons.), 805. R. A., 807. (1977, c. 15.)

Bill 85.—An Act to amend the Probation and Houses of Detention Act.—Mr Bédard.—1st R., 848.

Bill 86.—An Act to amend the Cooperative Agricultural Associations Act.—Mrs Payette.—1st R., 948. 2nd R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 948. Reported; report adopted, 953. 3rd R., 955. R. A., 957. (1977, c. 37.)

Bill 87.—An Act to amend the Change of Name Act.—Mr Bédard.—1st R., 833. 2nd R.; referred to Committee of the Whole, 891. In Committee of the Whole; reported; 3rd R., 905. R. A., 907. (1977, c. 19.)

Bill 88.—An Act to amend the Charter of human rights and freedoms.—Mr Bédard.—1st R., 833. Motion for 2nd R. adopted (Messrs Marchand and Samson dissenting); in Committee of the Whole; reported; 3rd R. on div. (Messrs Marchand and Samson dissenting), 891. R. A., 907. (1977, c. 6.)

Bill 89.—An Act respecting Continental Telephone Company Ltd., Téléphone Dorchester Inc. and Le Téléphone Rural de Beauceville Limitée.—Mr O'Neill.—1st R., 868.

Bill 92.—Referendum Act.—Mr Burns.—1st R. (vote), 943.

Bill 93.—An Act to again amend the Québec Family Allowances Plan.—Mr Lazure.—1st R., 874. 2nd R. (Lt-G.); in Committee of the Whole; reported; 3rd R., 904. R. A., 907. (1977, c. 46.)

Bill 94.—An Act to amend the Forestry Credit Act.—Mr Bérubé.—1st R., 874. 2nd R. (Lt-G.); in Committee of the Whole; reported; 3rd R., 904. R. A., 907. (1977, c. 38.)

Bill 95.—An Act to promote the parole of inmates.—Mr Bédard.—1st R., 948.

Bill 96.—An Act to amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, the Civil Code and other legislation.—Mr Tardif.—1st R., 910. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 921. Resuming the debate; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 952. Reported; report adopted, 953. 3rd R. on div., 955. R. A., 957. (1977, c. 76.)

Bills:—Continued

Bill 97.—An Act to amend the Charter of the Québec Deposit and Investment Fund.—Mr Parizeau.—1st R., 901. Referred to Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 914. Reported; report adopted, 925. 2nd R. (Lt-G.); in Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 954. R. A., 957. (1977, c. 62.)

Bill 98.—An Act to amend the Watercourses Act.—Mr Joron.—1st R., 948.

Bill 99.—An Act respecting the Communauté urbaine de Montréal.—Mr Tardif.—1st R., 910. 2nd R. (Lt-G.); in Committee; reported; 3rd R., 920. R. A., 958. (1977, c. 79.)

Bill 100.—An Act to again amend the Legislature Act.—Mr Lévesque (Taillon).—1st R., 910. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 944. Resuming the debate; debate adjourned, 945. Resuming the debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Committee of the Whole, 950. In Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 955. R. A., 958. (1977, c. 9.)

Bill 101.—Charter of the French language.—Mr Laurin.—Motion for 1st R.; decision by Madam President; motion adopted on div. (vote); 1st R., 427. Motion for 2nd R.; debate; debate suspended, 462. Resuming the debate; debate adjourned, 463; 482; 486; resuming the debate; debate suspended; resuming the debate; amdt proposed; debate adjourned, 487. Resuming the debate; motion to adjourn the debate rejected on div. (vote); the debate continues; debate adjourned, 502-503. Resuming the debate; debate adjourned, 506. Resuming the debate; amdt rejected on div. (vote); debate adjourned, 510. Resuming the debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, 514. Reported (*Sessional Papers, No. 368*), 605. Consideration of report and of the amdts; report adopted on div. (vote), 619 à 625. Motion for 3rd R.; debate; debate suspended, 630. Resuming the debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 631. R. A., 634. (1977, c. 5.)

Bill 102.—An Act to amend the Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act.—Mr Burns.—1st R., 902. 2nd R. (Lt-G.); in Committee of the Whole; reported; 3rd R., 902. R. A., 907. (1977, c. 12.)

Bill 190.—An Act to amend the Election Act.—Mr Lavoie.—1st R., 758. 2nd R.; referred to Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, 791. Order for referral to this committee rescinded; referred to Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 955. R. A., 958. (1977, c. 10.)

Bill 191.—An Act to amend the Outaouais Regional Community Act.—Mr Gratton.—1st R., 888.

Bills:—Continued

Bill 200.—An Act to amend the Charter of the City of Montreal.—Mr Lefebvre.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 421*), 689. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 690. Reported (*Sessional Papers, No. 555*), 925. 2nd and 3rd R., 955. R. A., 958. (1977, c. 77.)

Bill 201.—An Act respecting Ultra Development Corporation.—M Johnson.—Rules of Procedure suspended; report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 45*), 105. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 106. Reported (*Sessional Papers, No. 238*), 370. 2nd R., 377. 3rd R., 393. R. A., 425. (1977, c. 99.)

Bill 204.—An Act to amend the Act respecting “Québec Health Services”—“Les Services de Santé du Québec”.—Mr Bertrand.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 129*), 203. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 204. Reported (*Sessional Papers, No. 238*), 370. 2nd R., 377. 3rd R., 393. R. A., 425. (1977, c. 100.)

Bill 205.—An Act to amend the charter of the town of La Prairie.—Mr Michaud.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 281*), 421. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 422. Reported (*Sessional Papers, No. 310*), 474. 2nd R., 500. 3rd R., 506. R. A., 507. (1977, c. 93.)

Bill 207.—An Act respecting certain lots in the city of Magog.—M Bertrand.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 205*); 1st R.; referred to Committee on Justice, 319-320. Reported (*Sessional Papers, No. 237*), 369. 2nd R., 377. 3rd R., 393. R. A., 425. (1977, c. 94.)

Bill 208.—An Act respecting the title of Québec Deposit and Investment Fund to certain immoveables.—Mr Bertrand.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 199*); 1st R.; referred to Committee on Justice, 311-312. Reported (*Sessional Papers, No. 237*), 369. 2nd R., 377. 3rd R., 394. R. A., 425. (1977, c. 101.)

Bill 212.—An Act respecting Centrap (Mitis) inc.—Mr Marquis.—Rules of Procedure suspended; report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 45*), 105. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 106. Reported (*Sessional Papers, No. 238*), 370. 2nd R., 377. 3rd R., 394. R. A., 425. (1977, c. 102.)

Bill 213.—An Act to amend the charter of the city of Verdun.—Mr Caron.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 334*); Rules of Procedure suspended, 518. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 519. Reported (*Sessional Papers, No. 350*); report adopted, 561. 2nd R., 575. 3rd R., 594. R. A., 634. (1977, c. 83.)

Bills:—Continued

Bill 214.—An Act respecting the Alliance Sécurité Blindé (Division Québec) Ltée.—Mr Bisailon.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 44*), 105. 1st R.; referred to Committee on Transport, Public Works and Supply, 106.

Bill 215.—An Act to amend the Act to incorporate Les Soeurs de Sainte-Anne of Lachine.—Mr Proulx.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 199*); 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 311-312. Reported (*Sessional Papers, No. 238*), 370. 2nd R., 378. 3rd R., 394. R. A., 425. (1977, c. 103.)

Bill 216.—An Act respecting the Mutual Fire Reinsurance Association of Québec.—Mr Chevrette.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 510*), 867. 1st R. (unan. cons.); referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 868. Reported; report adopted, 953. 2nd and 3rd R., 954. R. A., 958. (1977, c. 104.)

Bill 217.—An Act respecting Fides Development Corporation.—Mr Johnson.—Rules of Procedure suspended; report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 45*), 105. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 106. Reported (*Sessional Papers, No. 238*), 370. 2nd R., 377. 3rd R., 393. R. A., 425. (1977, c. 105.)

Bill 218.—An Act respecting Forward Development Corporation.—Mr Johnson.—Rules of Procedure suspended; report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 45*), 105. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 106. Reported (*Sessional Papers, No. 238*), 370. 2nd R., 378. 3rd R., 393. R. A., 425. (1977, c. 106.)

Bill 219.—An Act respecting Newtrend Development Corporation.—Mr Johnson.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 44*), 105. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 106. Reported (*Sessional Papers, No. 238*), 370. 2nd R., 377. 3rd R., 393. R. A., 425. (1977, c. 107.)

Bill 221.—An Act to amend the charter of the city of Thetford Mines.—Mr Grégoire.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 334*), 518. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 519. Reported (*Sessional Papers, No. 350*); report adopted, 561. 2nd R., 575. 3rd R., 594. R. A., 634. (1977, c. 88.)

Bill 222.—An Act respecting the Lucien Baril estate.—Mr Verreault.—Rules of Procedure suspended; report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 45*), 105. 1st R.; referred to Committee on Justice (vote), 107. Reported (*Sessional Papers, No. 237*), 369. 2nd R., 378. 3rd R., 394. R. A., 425. (1977, c. 111.)

Bills:—Continued

Bill 223.—An Act to amend the charter of the city of Trois-Rivières.—Mr Vaugeois.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 281*), 421. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 422. Reported (*Sessional Papers, No. 310*), 474. 2nd R., 500. 3rd R., 506. R. A., 507. (1977, c. 84.)

Bill 225.—An Act respecting the parish municipality of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.—Mr de Bellefeuille.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 281*), 421. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 422. Reported (*Sessional Papers, No. 310*); consideration adjourned *sine die*, 474.

Bill 226.—An Act respecting the town of Anjou.—Mr Laplante.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 334*), Rules of Procedure suspended, 518. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 519. Reported (*Sessional Papers, No. 350*), 561. 2nd R., 575. 3rd R., 595. R. A., 634. (1977, c. 85.)

Bill 227.—An Act respecting the town of Mont-Laurier.—Mr Alfred.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 281*), 421. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 422. Reported (*Sessional Papers, No. 310*), 474. 2nd R., 500. 3rd R., 506. R. A., 507. (1977, c. 86.)

Bill 229.—An Act respecting the will of Aristide Georges Alphonse Casavant.—Mr Johnson.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 129*), 203. 1st R.; referred to Committee on Justice, 204. Reported (*Sessional Papers, No. 237*), 369. 2nd R., 377. 3rd R., 393. R. A., 425. (1977, c. 112.)

Bill 230.—An Act to amend the charter of the city of Charlesbourg.—Mr Bertrand.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 334*); Rules of Procedure suspended, 518. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 519. Reported (*Sessional Papers, No. 366*), 597. 2nd R. on div., 602. 3rd R. on div., 612. R. A., 634. (1977, c. 87.)

Bill 232.—An Act respecting Cam Mines Limited (No Personal Liability).—Mr Johnson.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 217*); Rules of Procedure suspended, 331. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 333. Reported (*Sessional Papers, No. 238*), 370. 2nd R., 378. 3rd R., 393. R. A., 426. (1977, c. 108.)

Bill 233.—An Act respecting Rodican Investments Ltd.—Mr Fallu.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 281*), 421. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 422. Reported (*Sessional Papers, No. 353*); report adopted, 568. 2nd R., 575. 3rd R., 595. R. A., 634. (1977, c. 98.)

Bills:—Continued

Bill 234.—An Act respecting the town of Fermont.—Mr Perron.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 281*), 421. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 422. Reported (*Sessional Papers, No. 310*), 474. 2nd R., 501. 3rd R., 506. R. A., 507. (1977, c. 92.)

Bill 236.—An Act to amend the charter of the city of Longueuil.—Mr Michaud.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 334*); Rules of Procedure suspended, 519. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 519. Reported (*Sessional Papers, No. 366*), 597. 2nd R. on div., 602. 3rd R., 612. R. A., 634. (1977, c. 82.)

Bill 237.—An Act respecting the town of Malartic.—Mr Samson.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 498*); 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 818. Reported; report adopted, 953. 2nd and 3rd R., 954. R. A., 958. (1977, c. 89.)

Bill 240.—An Act to extinguish a servitude encumbering certain lots of the cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine.—Mr Gagnon.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 334*); Rules of Procedure suspended, 518. 1st R.; referred to Committee on Justice, 519. Reported (*Sessional Papers, No. 379*); report adopted, 627. 2nd and 3rd R., 632. R. A., 634. (1977, c. 95.)

Bill 241.—An Act to amend the Act to revise the charter of the Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec.—Mr Rancourt.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 578*), 947. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 948. Reported; report adopted, 953. 2nd and 3rd R., 954. R. A., 958. (1977, c. 109.)

Bill 242.—An Act respecting the town of Richelieu.—Mr Beauséjour.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 281*), 421. 1st R.; Referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 422. Reported (*Sessional Papers, No. 310*), 474. 2nd R., 501. 3rd R., 506. R. A., 507. (1977, c. 90.)

Bill 243.—An Act respecting the town of Bromont.—Mr Grégoire.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 334*); Rules of Procedure suspended, 518. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 519. Reported (*Sessional Papers, No. 350*), 561. 2nd R., 575. 3rd R., 594. R. A., 634. (1977, c. 91.)

Bill 252.—An Act respecting the town of Greenfield Park.—Mr Michaud.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 485*); 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 794-795.

Bill 257.—An Act respecting the parish municipality of Saint-Louis-de-Terrebonne.—Mr Fallu.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 485*);

Bills:—Continued

1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 794-795. Reported (*Sessional Papers*, No. 488), 809. 2nd and 3rd R., 822. R. A., 892. (1977, c. 96.)

Bill 259.—An Act respecting the parish municipality of Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière.—Mr Bertrand.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers*, No. 432); 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 709-710. Reported (*Sessional Papers*, No. 461); 2nd and 3rd R., 758. R. A., 774. (1977, c. 97.)

Bill 260.—An Act respecting the Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal.—Mr Charbonneau.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers*, No. 498); 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs and the Environment, 818-819. Reported (*Sessional Papers*, No. 531); report adopted, 888. 2nd and 3rd R., 889. R. A., 892. (1977, c. 110.)

BROADCAST ADVERTISING TAX ACT:—Bill No. 63.

BROMONT:—An Act respecting the town of—. Bill No. 243.

Budget and Estimates:

Bills Nos. 6, 38, 40.

Budget tabled:—

Sessional Papers, No. 49, 109.

Sessional Papers, No. 424. 695.

ESTIMATES:

Committee of the Whole for the examination of the estimates, 109; 187; 205; 248; 271; 730; 779; 781.

Report, 110; 248; 271; 781.

Motion:—“That all the estimates of the various departments be referred to the appropriate Standing Committees for examination with the exception of the examination of the estimates of the National Assembly and any others which it shall be deemed expedient to refer to the Committee of the Whole”. Motion adopted, 109.

Motion:—“That two committees do sit during the sitting of the Assembly”. Motion adopted, 251.

Budget and Estimates:—Continued

Sittings of the Standing Committees of the National Assembly for the examination of the estimates of the Departments:

Committee on Agriculture, 205; 208; 215; 221; 224; 228; 246; 264; 269; 270; 274; 287.

Committee on the Civil Service, 142.

Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 149; 150; 154; 308.

Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, 149; 150; 173; 190; 201; 205; 208; 220; 229; 247; 249; 252; 261; 262; 264; 265; 269; 274.

Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 168; 201; 204; 224; 228.

Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game, 208; 214; 220; 224; 229; 233; 234; 243; 247; 249; 252; 261.

Committee on Justice, 233; 243; 286; 287; 290; 291; 294; 295.

Committee on Labour, Manpower and Immigration, 190; 191; 196; 208; 214; 225; 229; 246.

Committee on Municipal Affairs and the Environment, 138, 139; 173; 190; 191; 195; 205; 588.

Committee on Natural Resources and Lands and Forests, 164; 173; 182; 186; 196; 215; 220; 287.

Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, 290; 291; 294; 309; 313.

Committee on Professional Corporations, 308.

Committee on Social Affairs, 224; 233; 243; 246; 265; 269; 270; 274; 286; 299; 308.

Committee on Transport, Public Works and Supply, 150; 151; 154; 178.

Report grouping the reports of the Standing Committees which examined the 1977/78 estimates. Tabled, 315. (*Sessional Papers*, No. 202). Consideration of report; report adopted, 373.

BUDGET SPEECH:

Debate on budget speech, 134. Debate adjourned, 134. Resuming the debate; 1st and 2nd motions of non-confidence proposed; debate adjourned, 143. Resuming the debate; debate adjourned, 145, 146; 173, 174; 182. Resuming the debate; 3rd motion of non-confidence proposed; debate adjourned, 317. Resuming the debate; debate adjourned, 335. 346. Resuming the debate; 4th motion of non-confidence proposed; debate adjourned, 365. Resuming the debate; debate concluded; motions of non-confidence rejected on div.; main motion adopted on div., 372, 373.

C

CAM MINES LIMITED (NO PERSONAL LIABILITY):—An Act respecting—. Bill No. 232.

CAP-DE-LA-MADELEINE:—An Act to extinguish a servitude encumbering certain lots of the cadastre of the parish of—. Bill No. 240.

CASAVANT:—An Act respecting the will of Aristide Georges Alphonse—. Bill No. 229.

CENTRAP (MITIS) INC.:—An Act respecting—. Bill No. 212.

CHANGE OF NAME ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 87.

CHARLESBOURG:—An Act to amend the charter of the city of—. Bill No. 230.

CHARTER OF HUMAN RIGHTS AND FREEDOMS:—An Act to amend the—. Bill No. 88.

CHARTER OF THE CITY OF MONTREAL:—An Act to amend the—. Bill No. 200.

CHARTER OF THE FRENCH LANGUAGE:—Bill No. 101.

CHARTER OF THE FRENCH LANGUAGE IN QUÉBEC:—Bill No. 1.

CITIES AND TOWNS ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 54.

CIVIL CODE:—An Act to amend the—. Bill No. 65.

CIVIL SERVICE ACT:—Bill No. 53.

CIVIL SERVICE SUPERANNUATION PLAN AND THE HYDRO-QUÉBEC ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 29.

CLASS ACTION:—An Act respecting the—. Bill No. 39.

CODE OF CIVIL PROCEDURE:—An Act to amend the—. Bill No. 32.

Committees of the National Assembly:

Committee on Agriculture:—Members appointed, 56. Members replaced, 95; Sittings, 569; 618. Reports, 573; 628.

Committee on the Civil Service:—Members appointed, 57. Members replaced, 95. Sittings, 461. Report, 473.

The Committee to sit to examine bill No. 53, Civil Service Act, 639; 640; 737; 741; 760; 778; 798; 829. Report, 847.

Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—Members appointed, 56. Members replaced, 145. Sittings, 361; 536; 546. Reports, 369; 567; 568; 627.

The Committee to sit for the examination of bill No. 67, Automobile Insurance Act, 635; 640; 660; 663; 666; 675; 736; 741; 759; 798; 803; 804; 811; 822; 828; 829; 845; 849; 862; 869; 875; 889. Reports, 681; 896. Conference of Parliamentary Leaders, 850. Motion that the report be tabled on 16 December 1977, 872. Putting to the vote of this motion, 875.

Committee on Education, Cultural Affairs and Communications:—Members appointed, 56. Members replaced, 95; 267; 289; 290; 411. Members added, 267.

The Committee to sit for the examination of the Charter of the French language, 291; 294; 298; 308; 313; 316; 317; 330; 332; 334; 340; 345; 360; 361; 364; 365; 371; 372; 376; 382; 383; 390; 392; 395; 400; 401; 413; 417; 516; 519; 520; 526; 532; 536; 537; 540; 541; 546; 547; 563; 566; 568; 569; 573; 574; 578; 588; 589; 595; 598; 602; 603. Report, 605.

Committee on Finance, Public Accounts and Revenue:—Members appointed, 56. Members replaced, 227. Sittings, 914.

Committee on Financial Commitments:—Members appointed, 56. Members replaced, 485. Sittings, 178; 196; 274; 384; 490; 676; 783.

Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game:—Members appointed, 57. Members replaced, 95; 219; 231. Sittings, 418; 423; 516; 520; 521; 686; 696; 718; 736. Reports, 434; 525; 539; 757.

Committee on Justice:—Members appointed, 57. Members replaced, 231; 297. Sittings, 347; 540; 546; 564; 690; 714; 724; 732; 869. Reports, 369; 567; 627; 739; 874; 888.

The Committee to sit to examine certain matters concerning the security at work of the QPF policemen, 151; 153; 164; 167; 172; 173; 178; 187; 189; 200. Report, 223.

The Committee to sit to examine bill No. 24, Youth Protection Act, 663; 665; 666; 676; 682; 686; 845. Report, 695; 874.

Committee on Labour, Manpower and Immigration:—Members appointed, 57. Members replaced, 95; 458; 486; 509. Sittings, 536; 710; 715; 718; 759; 777; 778; 783; 795; 803; 869; 876; 889; 897; 902. Reports, 545; 794; 910.

The Committee to sit to examine the amendments to be made to the construction decree, 345; 360; 365; 372; 384. Report, 411.

Committee on Municipal Affairs and the Environment:—Members appointed, 56. Members taken off the list, 268. Sittings, 123; 379; 383; 424; 463; 467; 482; 540; 547; 777; 803; 806; 810; 828. Reports, 389; 433; 473; 485; 561; 597; 758; 782; 809; 847; 925.

The Committee to sit to examine bill No. 200, 690; 710; 714; 715; 717; 718; 729; 733; 844; 849; 850.

Committee on the National Assembly:—Appointed, 3. Members appointed, 3. Report, 55. Members replaced, 57; 671; 686.

The Committee to sit for the purpose of examining the opportunity of amending the Standing Orders, 108; 112; 686; 714; 718.

Committee on Natural Resources and Lands and Forests:—Members appointed, 57. Reports, 417; 639 (Hydro-Québec).

The Committee to sit to look into the future of the pulp and paper industry, 636; 640. Report, 681.

Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs:—Members appointed, 57. Members replaced, 267; 313; 682; Sittings, 513; 732. Report, 517.

The Committee to sit to examine bill No. 2, An Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act, 264; 269; 313. Report, 331.

Committees of the National Assembly:—Continued

The Committee to sit to examine bill No. 2 (*Reprint*), 611; 618; 630. Report, 632.

The Committee to sit to examine the white paper entitled: *La consultation populaire au Québec*, 686; 690; 691; 696; 697; 706; 710; 718; 729; 732; 733; 735; 736; 737; 741; 759; 760; 783; 811. Report, 818.

Committee on Professional Corporations:—Members appointed, 56. Sittings, 876; 897. Report, 910.

Committee on Social Affairs:—Members appointed, 56. Members replaced, 95. Sittings, 397; 401; 423; 733; 798; 803; 804; 811; 822; 828; 845; 849; 850. Reports, 434; 740; 925.

The Committee to sit to examine bill No. 24, Youth Protection Act, 663; 665; 666; 676; 682; 686; 845. Report, 695; 874.

Motion concerning the brief of the Association québécoise d'aide aux sourds, 888.

Committee on Transport, Public Works and Supply:—Members appointed, 57. Members replaced, 67; 95; 101; 141; 457. Sittings, 191; 732; 737; 914. Report, 757.

The Committee to sit concerning the development of Parliament Hill, 82; 86; 92; 97; 108; 117; 121. Report, 171.

Select Standing Committees:—Chairmen of the various—, appointed, 55.

Motion:—"That the Parliamentary Committees of the National Assembly be authorized to sit after the prorogation of the present session, and that the bills, orders or business that they have examined may be put down upon the Agenda Paper or referred back to the Assembly at the beginning of the next session, at the same stage as they were at the present time, on motion of the government House Leader, within the delay provided under Standing Order 6.

That the subcommittees also be authorized to sit, with all the rights and privileges granted to the members of the Committees." Motion adopted 956.

Subcommittee on the National Assembly:—

The subcommittee to sit concerning the broadcasting of debates, 221; 224; 229; 262.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—An Act respecting the—. Bill No. 99.

CONCILIATION BETWEEN LESSEES AND PROPERTY-OWNERS, THE CIVIL CODE AND OTHER LEGISLATION:—An Act to amend the Act to promote—. Bill No. 96.

CONTINENTAL TELEPHONE COMPANY LTD., TÉLÉPHONE DORCHESTER INC. AND LE TÉLÉPHONE RURAL DE BEAUCEVILLE LIMITÉE:—An Act respecting—. Bill No. 89.

CONVERSION TO THE INTERNATIONAL SYSTEM OF UNITS (SI) AND TO OTHER CUSTOMARY UNITS:—An Act to facilitate—. Bill No. 79.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATIONS ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 86.

COURTS OF JUSTICE ACT AND THE JURORS ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 77.

CROP INSURANCE ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 4.

CULTURAL AFFAIRS DEPARTMENT ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 68.

D

DAIRY PRODUCTS AND DAIRY PRODUCTS SUBSTITUTES ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 14.

Debates, end of sitting:

Mr Brochu:—A question concerning the completion of Highway 55, 462.

Mr Giasson:—Question concerning the program of stabilization of revenues and its extension to industrial milk, hog and poultry producers, 64.

Mr Goulet:—Question concerning the problem facing travelling civil servants, 397.

Mr Grenier:—Question concerning the anticipated regulations of bill No. 1, Charter of the French language in Québec, 415.

Mr Grenier:—Question concerning the Marion affair, 692.

Mrs Lavoie-Roux:—Question concerning the future of the MCSC library, 431.

Mr Mackasey:—Question concerning the rights of the English language in the National Assembly, 100.

Mr Mackasey:—A question concerning the regulations issued to school commissioners, 442.

Mr Pagé:—Question concerning the approval by the government of the enlarging of the Saint-Raymond hospital in Portneuf, 64.

Mr Roy:—Question concerning the withdrawal of the province of Québec from the Canadian program of milk quotas, 125.

Mr Roy:—A question concerning the purchase price of the Rehabilitation Centre, 514.

Mr Samson:—Question concerning the Student Employment Service, 415.

DEPUTY MUNICIPAL JUDGES:—An Act to make provisions respecting the appointment of—, and to amend the Summary Convictions Act. Bill No. 72.

E

EDUCATION ACT:—An Act to again amend the—. Bill No. 47.

ELECTION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 190.

ENUMERATION OF ELECTORS FOR THE YEAR 1977:—An Act respecting the—. Bill No. 50.

ENVIRONMENT QUALITY ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 76.

EXECUTIVE COUNCIL DEPARTMENT ACT AND THE EXECUTIVE POWER ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 51.

F

FERMONT:—An Act respecting the town of—. Bill No. 234.

FIDES DEVELOPMENT CORPORATION:—An Act respecting—. Bill No. 217.

FINANCING OF POLITICAL PARTIES:—An Act to govern the—, and to amend the Election Act. Bill No. 2.

FINANCING OF POLITICAL PARTIES:—An Act to amend the Act to govern the—, and to amend the Election Act. Bill No. 102.

FINANCING OF POLITICAL PARTIES:—Mr Pierre-Olivier Boucher, Advocate, appointed director general of—, Mr Michael Sheedan and Mr Jean Blanchard as assistant directors, 911.

FISCAL INCENTIVES TO INDUSTRIAL DEVELOPMENT:—An Act respecting—. Bill No. 48.

FORESTRY CREDIT ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 94.

FORWARD DEVELOPMENT CORPORATION:—An Act respecting—. Bill No. 218.

G

GOOD CITIZENSHIP:—An Act to promote—. Bill No. 83.

GOVERNMENT AND PUBLIC EMPLOYEES RETIREMENT PLAN:—An Act to amend the—. Bill No. 28.

GREENFIELD PARK:—An Act respecting the town of—. Bill No. 252.

H

HANDICAPPED:—An Act to secure the—, in the exercise of their rights. Bill No. 9.

HEALTH INSURANCE ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 37.

HEALTH SERVICES AND SOCIAL SERVICES:—An Act to amend the Act respecting—. Bill No. 10.

HIGHWAY CODE:—An Act to amend the—. Bill No. 75.

I

INAUGURAL MESSAGE:—

Inaugural message by the Prime Minister, 3. Consideration; debate, 3. Resuming the debate; motion of non-confidence proposed; debate adjourned, 59. Resuming the debate, 63; 66; 68; 76; 79a; 82; 86; 92; 97. 2nd motion of non-confidence proposed, 98. Conference with the House Leaders, 97; 98. Debate concluded, 99. 1st motion of non-

confidence rejected on div. (vote), 99. 2nd motion of non-confidence rejected on div. (vote), 99.

INSTITUT NATIONAL DE PRODUCTIVITÉ:—An Act to incorporate the—. Bill No. 80.

INTEGRATED STEEL COMPLEX BY SIDBEC:—An Act to amend the Act respecting the establishment of an—. Bill No. 41.

J

JONQUIÈRE AND CHICOUTIMI:—An Act respecting the cities of—. Bill No. 7.

JUSTICE DEPARTMENT ACT:—An Act to make provisions respecting the prosecution of offences by the Procureur général and the enforcement of parking and traffic by-laws and to amend the—. Bill No. 64.

L

LABOUR CODE:—An Act to amend the—, and the Labour and Manpower Department Act. Bill No. 45.

LA PRAIRIE:—An Act to amend the charter of the town of—. Bill No. 205.

LEASED IMMOVEABLES:—An Act respecting certain—. Bill No. 3.

LEGISLATURE ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 78.

LEGISLATURE ACT:—An Act to again amend the—. Bill No. 100.

LOANS TO CERTAIN COMMERCIAL FISHERMEN:—An Act to amend the Act to authorize—. Bill No. 20.

LONGUEUIL:—An Act to amend the charter of the city of—. Bill No. 236.

LUCIEN BARIL ESTATE:—An Act respecting the—. Bill No. 222.

M

MAGOG:—An Act respecting certain lots in the city of—. Bill No. 207.

MALARTIC:—An Act respecting the town of—. Bill No. 237.

MEALS AND HOTELS TAX ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 60.

MINING ACT:—An Act to amend the—, Bill No. 27.

MINING DUTIES ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 81.

Ministerial Declarations:

Mr Bédard:—A declaration concerning the new method of selecting judges, 113.

Mr Bédard:—A declaration concerning the mandate of the Keable inquiry, 705.

Mr Bérubé:—A declaration announcing that the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will meet for the purpose of examining the future of the Québec pulp and paper industry, 375.

Mr Charron:—A declaration concerning the formulation of a global policy on recreation in the province of Québec, 66.

Mr Charron:—A declaration concerning the financial support to small organizations working in the field of recreation, 211.

Mr Couture:—A declaration concerning the participation of immigrants in an advisory organization, 71.

Mr Couture:—A declaration concerning the conversations he had with the federal Minister of Manpower and Immigration, 268.

Mr Duhaime:—A declaration concerning the Travel Agents Act, 220.

Mr Duhaime:—A declaration concerning the leasing of exclusive hunting and fishing rights, 947.

Mr Garon:—A declaration concerning an offer made by SOQUIA to purchase part of the capital stock of Culinar. Motion, 867. Declaration, 871.

Mr Garon:—A declaration concerning the regulation on agricultural products and food, 897.

Mr Léonard:—A declaration concerning amendments to the Québec-Canada auxiliary agreements, 350.

Mr Lessard:—A declaration announcing the resuming of the activities of Cast North America Limited in the port of Montreal, 381.

Ministerial Declarations:—Continued

Mr Lévesque (Taillon):—A declaration concerning the Fête nationale du Québec, 232.

Mr Lévesque (Taillon):—A declaration concerning the recent judgment by the Supreme Court on cabledistribution, 817.

Mr Morin (Sauvé):—A declaration concerning the maintaining of one elementary school in each village, 199.

Mr Morin (Sauvé):—A declaration concerning the demands of the Université Laval students, 204.

Mr Morin (Sauvé):—A declaration concerning the professional teaching of marine techniques at Rimouski, 263.

Mr O'Neill:—A declaration concerning the project of a *conseil national de la culture*, 71.

Mr Parizeau:—A ministerial declaration respecting the Inflation Control Commission, 63.

Mr Parizeau:—A declaration concerning the credit ratings of the government and of Hydro-Québec, 286.

Mr Parizeau:—A declaration concerning the harmonizing of the federal and Québec taxation systems (*Sessional Papers*, No. 545), 923.

MONT-LAURIER:—An Act respecting the town of—. Bill No. 227.

MONTREAL STOCK EXCHANGE:—An Act respecting the—. Bill No. 58.

Motions:

MOTIONS, SUBSTANTIVE:

Mr Biron:—Motion concerning the convening of a standing committee to examine the present state and the future of the steel industry. Debate; amdt proposed; main motion and amdt to be debated together; debate adjourned, 160. Resuming the debate; amdt rejected on div. (vote); main motion rejected on div. (vote), 178, 179.

Mr Biron:—Motion concerning a new Canadian constitutional bond. Debate; amdt proposed; debate held on main motion and amdt; main motion and amdt rejected on div. (votes), 281-283.

Mr Biron:—Motion concerning the decision of the federal government as regards the cost of police services. Motion adopted, 391.

Motions:—Continued

Mr Biron:—Motion concerning the reopening of the file on the financing of the Olympic games. Motion adopted, 445.

Mr Brochu:—Motion concerning the convening of the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration as regards the Labour Code. Motion concerning debate, 579. Debate; amdt proposed; amdt and main motion rejected on div. (votes), 583.

Mr Caron:—Motion concerning the overall economic situation. Debate; amdt proposed; amdt taken under consideration; debate adjourned, 657. Resuming the debate; decision by Mr President; debate concluded; amdt adopted on div. (vote); main motion adopted on div. (vote), 677.

Mr Dubois:—Motion concerning our agro-food policies. Debate; amdt proposed; debate will be held on the main motion as well as on the amdt; debate adjourned, 704. Resuming the debate; point of Order raised (decision by Mr President), 725. Resuming the debate; amdt adopted on div. (vote); main motion adopted on div. (vote), 754.

Mr Giasson:—Motion concerning the problems faced by Québec farmers. Motion to adjourn debate adopted on div., 330. Resuming the debate; motion rejected on div. (vote), 388.

Mr Lavoie:—Motion concerning the behaviour and declarations of the members of the Cabinet. Debate; debate adjourned, 242. Motion that the putting to the vote be postponed until 31 May adopted, 251. Resuming the debate; debate concluded, 259. Putting to the vote; motion rejected on div. (vote), 270.

Mr Lavoie:—Motion concerning the referendum. Debate; debate adjourned, 438. Resuming the debate; motion rejected on div. (vote), 471.

Mr Lavoie:—Motion concerning Standing Order 150. Debate; debate adjourned, 524. Resuming the debate; motion rejected on div. (vote), 557.

Mrs Lavoie-Roux:—Motion concerning the teaching of the second language. Debate; amdt proposed; amdt under consideration; debate adjourned, 791. Resuming the debate; amdt declared admissible; debate concluded; putting to the vote postponed, 814; Putting to the vote of the amdt and main motion; amdt adopted on div. (vote); main motion adopted (vote), 819.

Mr Levesque (Bonaventure):—Motion concerning the economic summit at La Malbaie. Debate; amdt proposed; debate adjourned, 197. Resuming the debate; amdt and main motion rejected on div. (vote), 215.

Motions:—Continued

Mr Raynald:—Motion concerning the dismissal of a constantly increasing number of workers. Debate; debate adjourned, 117. Resuming the debate; motion rejected on div. (vote), 139.

Mr Roy:—Motion concerning the convening of a special parliamentary committee on the constitution as early as this year. Motion rejected on div. (vote), 408.

Mr Samson:—Motion concerning the prayer at the opening of sittings of the National Assembly. Debate; motion rejected on div. (vote), 305.

Motions of Privilege:

Motions of non-confidence:

Motions of privilege (under Standing Order 24):—

Mr Biron:—Motion concerning the disastrous situation of the economy. Conference of House Leaders concerning the distribution of time; debate; debate suspended, 442. Resuming the debate; motion rejected on div. (vote), 443.

Mr Levesque (Bonaventure):—Motion concerning a decision by the Minister of Justice to put an end to certain proceedings still pending before the courts of justice. Conference of House Leaders; debate; motion rejected on div. (vote), 123, 124.

Mr Levesque (Bonaventure): Motion concerning the uncertainty generated by the government's delay in holding the referendum. Distribution of the time; debate; motion rejected on div. (vote), 682.

Motions of privilege (other than motions of non-confidence):

Motions of privilege (under Standing Order 68):—

Mr Lavoie:—Motion concerning the conduct of the Government House Leader and the Minister of State for Cultural Development on the occasion of the introducing of bill No. 101, "Charter of the French language". Decision by the President; motion declared inadmissible, 458-461.

Mr Lavoie:—Motion concerning the conduct of the Member for Bourget and that of the Member for Maisonneuve. Motion amended and received; debate postponed until tomorrow, 465, 466. Conference of House Leaders concerning the distribution of time; debate; motion rejected on div. (vote), 475, 476.

Motions of Privilege:—Continued

Motions proposing an emergency debate (under Standing Order 78):—

Mr Blank:—Motion concerning the demolition of three historic buildings at Montreal. Decision by Mr President; motion declared inadmissible, 307.

Mr Burns:—Resolution that an emergency debate be held on economic matters, 658. Debate; debate concluded, 663.

Mr Ciaccia:—Motion concerning the labour disputes involving three major Québec dailies. Motion declared inadmissible (Decision by Mr President), 706.

Mr Grenier:—Motion concerning the situation prevailing in the sector of bulk-trucking. Decision by Mr President; motion declared inadmissible, 344. Debate, 361.

Mr Levesque (Bonaventure):—Motion concerning the alarming and sudden increase in unemployment in the province of Québec. Mr President took the matter under consideration, 539. Decision by Mr President; motion declared admissible; debate; debate concluded, 562-564.

MUNICIPAL AND INTERMUNICIPAL TRANSIT CORPORATIONS:—An Act respecting—. Bill No. 73.

MUNICIPAL CODE:—An Act to amend the—. Bill No. 55.

MUNICIPAL COMMISSION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 34.

MUNICIPAL WORKS ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 35.

MUTUAL FIRE REINSURANCE ASSOCIATION OF QUÉBEC:—An Act respecting the—. Bill No. 216.

N

National Assembly:

Adjournment from 26 August 1977 to 18 October 1977, at three o'clock P.M.,
633.

*Agenda Paper of 12 April 1977:—*Motion appearing under the name of Mr Burns at Item I withdrawn. Motion adopted (vote), 131.

National Assembly:—Continued

Aquin, Mr Hubert:—Message of sympathy on the occasion of the death of—, 79.

Assembly to sit every day of the week except Sundays:—Motion; debate; motion amended with unan. cons.; motion adopted on div., 863.

Assembly to sit every day of the week except Sundays:—Motion concerning bill No. 101; decision by Mr President; debate; two documents tabled (*Sessional Papers, No. 364*); debate adjourned, 589-592. Resuming the debate; debate adjourned, 595. Resuming the debate; motion adopted on div. (vote), 599.

Assembly to sit on Monday at three o'clock P.M., 363; 412; 439; 474; 499; 531; 587; 848.

Association internationale des parlementaires de langue française:—Congratulations to the Québec delegation and sincere thanks to the French delegation, 451.

Awards of the Government of Québec:—Congratulations forwarded to the recipients of the five, 911.

Bégin, Mr Joseph-Damase:—Condolences on the occasion of the death of the former Member for Dorchester, 392.

Bellemare, Mr Maurice:—Wishes for a rapid recovery forwarded to—, 285.

Bulk trucking:—Resolved that a period of oral questions be allowed at the end of the afternoon, 364.

The Minister of Transport made a statement on the state of the negotiations and tabled *Sessional Papers, No. 235, 366*.

The Minister of Transport announced that an agreement was reached with the ANCAI and tabled *Sessional Papers, No. 236, 366*.

Canada Games:—Congratulations to the members of the Québec team for their successful showing at the—, held in Newfoundland, 598.

Caron, Mr Lucien:—Congratulations to the new Mayor of Verdun, Member of this Assembly, 713.

Charter of the French language:—Introducing of bill No. 101, 427, 428. Decision by Mr President, 446. Motion of privilege declared inadmissible; decision by Mr President, 458-461.

Conference with the House Leaders of the recognized parties convened, 97; 98; 592; 594; 850.

National Assembly:—Continued

Decisions by Mr President, 2; 185; 307; 331; 344; 346; 351; 428; 446; 458; 562; 590; 678; 706; 725; 819; 883; 919.

Drapeau, Mr Jean:—Congratulations to—, who was awarded the Lester B. Pearson Prize, 457.

Fête de la Saint-Jean:—That a resolution be forwarded to the federal minister, Mr Warren Allmand concerning a decision taken respecting the—. Debate; amdt proposed; amdt to the amdt proposed; amdt and amdt to the amdt rejected on div.; amdt proposed by Mr Roy adopted on div. (Messrs Saindon and Samson dissenting); motion adopted (vote), 338-340.

Fortin, Mr André:—Condolences forwarded to the family of—, National Leader of the Social Credit Party, 370.

Frégault, Mr Guy:—Condolences to the family of—, 888.

Giroux, Mr André:—Deep regret expressed on the occasion of the death of—, 500.

Golden Age Week:—Motion: That the National Assembly do subscribe to the proclamation of—. Motion adopted, 245.

Lafrance, Mr Émilien:—Condolences forwarded to the family and friends of—, 665.

Legislature Act, section 101b:—The amendments made to the regulation concerning the payment of allowances to the Members. Tabled, 82. (*Sessional Papers, No. 28.*)

Montreal Alouettes:—Congratulations forwarded to the—, 802.

Montreal Canadiens and Québec Nordiques:—Congratulations for having both won a victory in the final play-offs of their respective leagues, 263.

Perron, Mr Denis:—Condolences on the occasion of the death of his wife, 171.

Perron, Mr Denis:—Condolences forwarded to—, on the occasion of the death of his mother, 911.

Prime Minister of Québec:—Congratulations to the—, who received the decoration of Grand officier de la Légion d'honneur, 705.

National Assembly:—Continued

Québec Police Force labour dispute:—Mr Bédard, Minister of Justice, informs the House that the—, has been settled, 133.

Remembrance Day:—Motion that the Assembly do commemorate the death of one hundred thousand Canadians who lost their lives for their country, 731.

Spicer, Mr Keith:—Motion concerning the Commissioner of Official Languages. Motion adopted (vote), 119.

Standing Orders of the National Assembly:—Motion to amend article 144. Motion withdrawn, 163.

Standing Orders of the National Assembly:—Motion concerning Standing Order 172. Decision by Mr President, 331, 332. Consideration of motion; debate; putting to the vote postponed until 21 June 1977, 334, 335. Putting to the vote; motion adopted (vote), 343.

Standing Orders of the National Assembly:—Motion that the—, be amended, 762.

Standing Orders of the National Assembly:—Motion that the—, be amended. Debate; amdt proposed; debate adjourned, 823. Resuming the debate; debate adjourned, 850; 854; Motion withdrawn, 859.

NATURAL RESOURCES DEPARTMENT ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 16.

NEWTREND DEVELOPMENT CORPORATION:— An Act respecting—. Bill No. 219.

O

OUTAOUAIS REGIONAL COMMUNITY ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 191.

P

PARKS ACT:—Bill No. 19.

PAROLE OF INMATES:—An Act to promote the—. Bill No. 95.

PROBATION AND HOUSES OF DETENTION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 85.

PROFESSIONAL CODE AND OTHER LEGISLATION:—An Act to amend the—. Bill No. 25.

PUBLIC HEALTH PROTECTION ACT:—An Act to amend the—, and other legislation. Bill No. 23.

PUBLIC PROTECTOR:—Salary of the—, 912.

PUBLIC SECURITY COUNCIL AND THE POLICE DEPARTMENT OF THE MONTREAL URBAN COMMUNITY:—An Act respecting the—. Bill No. 57.

PUBLIC WORKS ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 22.

Q

QUÉBEC DEPOSIT AND INVESTMENT FUND:—An Act to amend the Charter of the—. Bill No. 97.

QUÉBEC DEPOSIT AND INVESTMENT FUND:—An Act respecting the title of—, to certain immoveables. Bill No. 208.

QUÉBEC FAMILY ALLOWANCES PLAN:—An Act to amend the—. Bill No. 18.

QUÉBEC FAMILY ALLOWANCES PLAN:—An Act to again amend the—. Bill No. 93.

“QUÉBEC HEALTH SERVICES” — «LES SERVICES DE SANTÉ DU QUÉBEC»:—An Act to amend the Act respecting—. Bill No. 204.

QUÉBEC MINING EXPLORATION COMPANY:—An Act to amend the Charter of the—. Bill No. 82.

QUÉBEC PENSION PLAN:—An Act to amend the—. Bill No. 17.

QUÉBEC PENSION PLAN:—An Act to amend the—. Bill No. 42.

QUÉBEC URBAN COMMUNITY ACT:—An Act to amend the—, the Montreal Urban Community Act and the Outaouais Regional Community Act. Bill No. 36.

QUÉBEC WOOD SALVAGE, LOGGING AND FOREST DEVELOPMENT COMPANY ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 62.

Questions and Answers:

Advertising:—Did the government negotiate any agreements or contracts of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 931. (See also *Accounts and Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

Advertising agency:—What—, was entrusted by the government to organize the “J’ai la mémoire en fête” campaign, 523.

Advertising agency:—What—, was entrusted by the government to organize the campaign inviting Quebecers to spend their holidays in Québec, 698.

Agent General of Québec in Paris:—Details concerning the private residences occupied by Messrs François Cloutier and Jean Deschamps, 745.

Agricultural exhibitions:—How many—, did the Department of Agriculture subsidize. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 878. (See also *Accounts and Papers*.)

Agriculture:—Details re employees of the Department of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 115. (See also *Accounts and Papers*.)

Agriculture:—How many permits were issued by the Department of—, for the manufacturing of new products, 492.

Aircraft:—Did any ministers use government—, to travel to or from their electoral districts, 194.

Air services:—Is the government considering the possibility of issuing licences to—, operating entirely within Québec territory, 91.

Air transportation:—What are the names of the persons who were entrusted with the task of carrying out a survey on—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 813. (See also *Accounts and Papers*.)

Arable land and wooded land:—How many acres are considered as—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 649. (See also *Accounts and Papers*.)

Artesian wells in the vicinity of à la Truite lake:—What are the names of the persons who put in a bid to carry out studies concerning the water flow from—, 786.

Asbestos processing plant:—Has the town of Lac-Mégantic requested the establishment of an—, within its territory, 354.

Atco Industries Ltd.:—Did the government contact the authorized spokesmen of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 241. (See also *Accounts and Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

Automobile insurance:—Was one agency or more entrusted with the task of preparing the consultation tour on—, 550.

Automobile insurance:—How many civil servants accompanied the Minister during the consultation tour on—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 555. (See also *Accounts and Papers*.)

Aux Lainages Victor:—Has the government granted a subsidy to the firm—, 253.

Aylmer:—What are the names of the persons who applied to obtain employment on road work in—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 934. (See also *Accounts and Papers*.)

Baie-Comeau and Hauterive:—Were the health establishments of—, placed under trusteeship, 402.

Baie-Comeau hospital:—On what date was the—, placed under trusteeship, 927.

Baie-Shawinigan:—Did the Minister of Tourism, Fish and Game meet the Town Council of—, concerning repairs to be carried out on Highway No. 153, 672.

Bank accounts:—By what amounts were the government—, overdrawn on 31 March and 30 April 1977, 276.

Bank of Québec:—Who were the persons entrusted with the task of examining the possible establishment of a—, 436.

Bankruptcies:—Details concerning—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 939. (See also *Accounts and Papers*.)

Bell Canada:—Has the government of Québec made any representations to the CRTC concerning the request to increase telephone rates. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 238. (See also *Accounts and Papers*.)

Bellemare, Mr Pierre:—Is this former journalist in the employ of the government, 323.

Bercier, Mr Réal:—Is this former journalist in the employ of the government, 323.

Berthierville:—Was the Minister of Social Affairs informed of the declaration made by the Member for Berthier concerning the establishment of a

Questions and Answers:—Continued

local community service centre at—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 555. (See also *Accounts and Papers*.)

Bonds:—What was the total amount of Québec savings—, in circulation, 74.

Bonds:—What is the total amount of savings—, the government was compelled to buy back. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 75. (See also *Accounts and Papers*.)

Bonds:—What was the amount of—, purchased by the Québec Deposit and Investment Fund, 321.

Bonds:—Details respecting each issue of savings—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 405. (See also *Accounts and Papers*.)

Bonin, Mr Bernard:—On what date did the government instruct—, to establish a committee on the economic model and type of association in the event of an independent Québec. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 440. (See also *Accounts and Papers*.)

Borrowings against bonds:—What is the total sum of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 722. (See also *Accounts and Papers*.)

Bridge over the Matapédia River:—Why did the Department of Transport award the contract for the painting of the metallic structure of the—, to the firm of Lionel Nourry when actually its name does not appear on the list of the tenders submitted, 646.

Budget-balancing grants to school boards:—What was the total amount of the appropriations voted in view of—, for 1977/78, 747.

Budget-balancing grants to school boards:—What was the total amount of the appropriations voted in view of—, for 1976/77. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 752. (See also *Accounts and Papers*.)

Canada-Québec auxiliary agreement:—Details concerning a—. (Questions converted into motions for the tabling of documents), 701 and 702. (See also *Accounts and Papers*.)

Canadian Industries Limited:—Were representations made to this firm concerning its moving to Toronto, 929.

Carpet:—What is the total amount of contracts awarded for the purchase and installation of—, in government buildings, 493.

Questions and Answers:—Continued

Cast North America Limited:—Has the government carried out a survey on the impact of the transfer to Halifax of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 239. (See also *Accounts and Papers*.)

Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke:—What steps were taken by the Department of Social Affairs concerning the hemodialysis unit of the—, 384.

Chairmen of bureaus, boards, etc.:—How many—, were dismissed, have resigned, etc. since 26 November 1976. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 495. (See also *Accounts and Papers*.)

Chiropractic treatments:—Prior to 26 November 1977, were fees for—, reimbursed by the government, 929.

Chromalox Ltd.:—Has there been any exchange of correspondence between the government and—, 579.

Communiplex Ltd.:—Details respecting—, 73.

Conference on Energy:—Was the government of Québec represented at the—, held in Digby, Nova Scotia, 839.

Conferences:—Were expenses paid in full by the federal government when ministers from the government of the province of Québec took part in international—, 300.

Conseil du Statut de la femme:—Did the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions declare that the principal demands made by the—, should be considered as settled, 931.

Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—Did the Minister of—, entrust an agency with the preparation of a campaign to encourage citizens to buy goods manufactured in Québec, 235.

Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—Has the new head of the Department of—, had any renovation work done in her offices, 468.

Contracts:—How many—, were awarded by the Department of Transport. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 441. (See also *Accounts and Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

Contracts for maintenance work:—How many—, were granted by the Department of Public Works and Supply. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 842. (See also *Accounts and Papers*.)

Corporation Sanibec (Québec):—What are the names of the directors of the—, 607.

Cousineau, Mrs Léa:—Is—, in the employ of the Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 751.

Cowansville Municipal Corporation:—Did the Department of Social Affairs inform the—, that the construction of the reception centre would begin in May 1977, 641.

Cultural Property Act:—How many actions were taken by the government under the—, 554.

Dancers' and strippers' agencies:—What measures have been taken by the government to put an end to the activities of—, 784.

Day-care centres:—Did the Department of Social Affairs conclude an agreement with the MCSC concerning the establishment of—, in vacant schools. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 385. (See also *Accounts and Papers*.)

Day-care centres:—What was the amount paid by the government of Canada to the government of Québec, 700.

Debt of the province of Québec:—What was the total—, in 1970, 1973 and 1976, 234.

Debts of municipalities:—What was the total amount of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 494. (See also *Accounts and Papers*.)

Dentists:—Is it true that the Professional Corporation of—, declared that the free dental care program announced by the Minister of Social Affairs covers only treatments of first teeth, 551.

Departments:—What are the names of the persons employed by various—, which were dismissed, etc. (Questions converted into motions for the tabling of documents), 278, 303, 325, 326, 356; 404; 609; 877. (See also *Accounts and Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

Deputy-ministers, associate deputy-ministers:—How many new—, were appointed by the government. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 328. (See also *Accounts and Papers*.)

Donohue Company Ltd.:—Has the government undertaken negotiations with the—, concerning a supply sector which would be leased to the Jos Houde sawmill, at Petit-Saguenay, 254.

Dredging:—Has the government now completed the revision of its policy on the financing of—, of the channel surrounding aux Foins, aux Lièvres, Demers and Goyer islands, 494.

Drummondville:—Did the Department of Social Affairs prevent the government of Canada from subsidizing a group home for teenagers in the region of—, 642.

Drummondville:—Did the Department of Tourism, Fish and Game grant a subsidy concerning the recreating of a Québec village in the region of—, 787.

Drummondville Cegep:—Did the Department of Education decide to stop certain grants at the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 753. (See also *Accounts and Papers*.)

Dumont, Mr Fernand:—Is this writer in the employ of the government, 324.

Du Nord river, at Val-Morin:—Did the government take concrete measures to depollute the—, 553.

Dust removal:—Has the government succeeded in convincing the authorities of the Carey mining firm and the QIT plant to remain closed for dust removal purposes. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 238. (See also *Accounts and Papers*.)

Eberhard Faber:—What steps were taken by the government since the firm—, of Acton Vale, announced the closing of its doors. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 938. (See also *Accounts and Papers*.)

Economic orientation programme:—What stage has the government reached in the preparation of an—, to promote new products and new markets. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 788. (See also *Accounts and Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

Economic summit, La Malbaie:—What was the total amount spent for the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 723. (See also *Accounts and Papers*.)

Environment Quality Act:—How many legal actions were taken by the government under the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 470. (See also *Accounts and Papers*.)

Executive Council:—What is the amount paid to the members of the—, 255.

Exhibitions abroad:—In how many—, did the government take part, 743.

FEDCO:—Details *re* grants and loans awarded to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 137. (See also *Accounts and Papers*.)

Feed grain:—Were any agreements signed between Québec and the federal government concerning the transport of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 880. (See also *Accounts and Papers*.)

Fêtes du Patrimoine:—Who were the persons who were awarded grants for the—, in the electoral district of Nicolet-Yamaska, 838.

Fisheries:—Has the government undertaken any negotiations with the federal government concerning a more rational exploitation of offshore resources. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 673. (See also *Accounts and Papers*.)

Fisheries:—Is the government still carrying on negotiations with foreign maritime organizations for the purpose of associating them with Québec fishermen, 719.

Fishermen:—What amount was earmarked by the Department of Industry and Commerce to help the 4000 professional—, working in the province of Québec. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 674. (See also *Accounts and Papers*.)

Fishing boats:—What was the number of new—, which were put into service owing to the assistance of the Department of Industry and Commerce. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 496. (See also *Accounts and Papers*.)

Florida:—Statistics on the number of citizens who travelled to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 700. (See also *Accounts and Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

Fonderie Benoit Marcoux:—Did the Department of Industry and Commerce grant a subsidy to the—, 491.

France:—Did Québec and—, establish a study group on mining material in view of promoting economic cooperation, 840.

Francophones at the level of top management executives:—Will the government give its support to an extensive inquiry for the purpose of finding the causes of the under-representation of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 651. (See also *Accounts and Papers*.)

Furniture manufactured outside the province:—Did the government purchase—, between 1 December 1976 and 29 June 1977, 521.

Gorton Pew Limited:—Has the government made an offer to purchase the properties of—, in the Magdalen Islands. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 75. (See also *Accounts and Papers*.)

Government immoveables:—Has the Department of Public Works and Supply undertaken a survey on the advisability of establishing a management corporation for—, 607.

Grand-Calumet:—Why was the contract for the grading and gravelling in the municipality of—, not awarded to the lowest bidder, 644.

Grant to the Société Coopérative Agricole de Saint-Arsène:—Details re —, 114.

Grants:—What are the firms which were subsidized by the Department of Industry and Commerce and the Québec Industrial Development Corporation. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 440. (See also *Accounts and Papers*.)

Grants:—Did the Department of Industry and Commerce subsidize the establishment of new industries on the North Shore and the Gaspé Peninsula, 580.

Greater Québec Water Purification Board:—Was the government informed that the—, was under the necessity of calling upon the municipalities of the QUC to cover its operating costs, 749.

Handicapped:—What was the amount of expenses incurred by the task force in charge of visiting various regions to explain the content of the white paper and legislation respecting the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 938. (See also *Accounts and Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

Health insurance:—What are the cost projections of—, for 1977, 1978 and 1979, 548.

Health insurance:—What was the number of medical services rendered and the disbursements made by the Québec Health Insurance Board in 1976 and 1977, 548.

Health insurance:—What was the amount, for 1977, of the economy resulting from items no longer shown on the rate schedule, 549.

Helicopters:—Does Hydro-Québec own—, 838.

Héroux, Mr Michel:—Is this former journalist in the employ of the government, 356.

Hospital in the electoral district of Chambly:—Has the government undertaken a survey for the construction of a—, 91.

Hospital in the Outaouais region:—Has the government undertaken a survey for the construction of a—, 91.

Hydro-Québec:—Were representations made to the Department of Natural Resources and—, concerning the reading of electric meters, 581.

Hydro-Québec:—Did the government grant permission to—, to establish itself in the Malbaie Lake region, 835.

Hydro-Québec:—How many customers had their electricity supply cut off by—, 836.

Hygiene and safety work code:—Has the government of Québec copied the government of Canada by drawing up a program for the purpose of setting up a—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 789. (See also *Accounts and Papers*.)

Industrial milk:—Does the government intend complying with the request of the Fédération des producteurs de lait industriel du Québec to maintain the subsidy which was granted previously, 234.

Industries Cascades:—Did the Department of Industry and Commerce grant a subsidy to Les—, for the purpose of building a plant at Kingsey Falls, 436, 490.

Industries employing at least 100 persons:—Details concerning—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 648. (See also *Accounts and Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

Insurance:—Did the government conclude any agreement with the Société d'assurances des Caisses populaires and the Montreal firm Gérard Parizeau and Associates, 928.

Insurance brokers:—Has the Minister of Social Affairs already contacted certain establishments to request that the—, be changed, 786.

Iron pellet plant in the Sept-Îles region:—Was the government informed that an extensive study concerning the project of building an—, was put off for an indefinite time. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 787. (See also *Accounts and Papers*.)

James Bay:—Why was the contrat for deforestation work in the municipality of—, not awarded to the lowest bidder, 645.

James Bay:—What concrete measures were taken to supervise and control the cost of the work carried out at—, 836.

James Bay:—Did Hydro-Québec begin negotiations with the Davie Shipbuilding to manufacture equipment to be used on work sites in—, 837.

Jobs:—Did the government of Québec subsidize projects which will create new—, 435.

Jonquière:—What explanations can justify an increase in the contract awarded in the municipality of—, (Question converted into a motion for the tabling of a document), 652. (See also *Accounts and Papers*.)

Lac-Mégantic:—Did the Department of Social Affairs accept to establish a day-care centre in the Foyer Jeanne-Mance at—, 321.

La Petite Nation reception centre:—Details concerning the refurbishing project of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 653. (See also *Accounts and Papers*.)

Laurentian Boulevard:—Has the government received the report on the two-lane construction on the—, 211.

Laurentides Park:—Details concerning patrols in the—, between the Laterrière gate and L'Étape, 467.

Lessees:—Has the Minister of Municipal Affairs given any consideration to a request made by the Front commun des associations de locataires de Montréal concerning the rent control system, 930.

Questions and Answers:—Continued

Loans:—Did the government borrow any money from Hydro-Québec and the Québec Deposit and Investment Fund. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 327. (See also *Accounts and Papers*.)

Loans:—Did the government make any—, for itself or for Hydro-Québec, 812.

Longueuil:—Was the CRSSS of—, asked to give its opinion on the project of building a hospital at—, 402.

Loterie du 24 juin:—Details concerning the—, 697.

Loto-Québec:—How many concession operators are there of—, (Question converted into a motion for the tabling of a document), 495. (See also *Accounts and Papers*.)

Lumbermens Mutual Casualty Co.:—Has the government been informed that the automobile insurance firm called—, has decided to move out of the province of Québec, 647.

Mailloux warehouse:—Can the government provide a complete list of the works of art stored in the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 158. (See also *Accounts and Papers*.)

Man and His World:—Details concerning the person appointed to act as spokesman as regards—, 554.

Mar del Plata:—Who were the persons who accompanied the Minister-Delegate, Environment, at the United Nations Water Conference. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 158. (See also *Accounts and Papers*.)

Matapédia:—Will the financial assistance granted to the Commission scolaire de la Vallée de la—, be sufficient to maintain certain schools open, 235.

Mastigouche Reserve, at Saint-Alexis-des-Monts:—How many casual employees were hired at the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 703. (See Also *Accounts and Papers*.)

McAndrew, Mr Michael:—Is this former journalist in the employ of the government, 324.

Members:—Are there any former—, who are receiving a salary as well as a pension out of public funds. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 177. (See also *Accounts and Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

Metric system:—What measures has the government taken concerning the conversion to the—, 72.

Metric system:—What measures has the government taken to inform the farmers of the conversion to the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 115. (See also *Accounts and Papers*.)

Metropolitan Boulevard:—What are the reasons for the increase of \$130,000 concerning project No. 665-0901-7. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 652. (See also *Accounts and Papers*.)

Michaud, Mr Yves:—Has Mr Michaud travelled to Europe between 1 January and 1 April 1977, 136.

Michaud, Mr Yves:—How many trips did he make outside the boundaries of the province, 522.

Milk:—What schools were not distributing free—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 939. (See also *Accounts and Papers*.)

Ministers' offices:—Did the government purchase any new furniture for the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 654. (See also *Accounts and Papers*.)

Ministers' offices:—Was any renovation work carried out in certain—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 655. (See also *Accounts and Papers*.)

Ministers of State:—What exactly are the general and specific mandates entrusted to the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 302. (See also *Accounts and Papers*.)

Ministers of State and Ministers-Delegate:—What are the names of the persons who were employed by the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 279 and 301. (See also *Accounts and Papers*.)

Mirabel Airport:—Since the construction of—, how many subsidized studies have been carried out concerning the establishment of an express transit system (Barem) between Mirabel and Montreal. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 789. (See also *Accounts and Papers*.)

Morin, Mr Jacques-Yvan:—What amount was paid to—, for having prepared a document entitled *Le statut des eaux du golfe*, 320.

Questions and Answers:—Continued

Motor vehicle:—Did the government purchase a new—, to be used by the Minister of Lands and Forests, 154.

Motor vehicle:—Did the government purchase a new—, to be used by the Minister of Tourism, Fish and Game, 156.

Motor vehicle:—Did the government purchase a new—, to be used by the Minister of Municipal Affairs, 176.

Motor vehicle:—Did the government purchase a new—, to be used by the Minister-Delegate, Environment, 212.

Motor vehicles:—Will the periodic inspection of—, be made compulsory, 606.

Motor vehicles:—Is it true that the government is contemplating the possibility of establishing a pool of—, 876.

Motor vehicles:—How many—, did the government lease in June 1977. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 933. (See also *Accounts and Papers*.)

Multinational oil companies:—What was the amount of income tax paid by the 10 most important—, 299.

Municipalities:—Are there any—, which still have to reimburse the government under the former Public Charities Act. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 177. (See also *Accounts and Papers*.)

Musée de la chasse:—Did the Québec government place a veto concerning a federal subsidy for the setting up of a—, at Saint-Pie-de-Guire, 672.

Negotiations:—How many sectorial bargaining tables were there for the last round of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 276. (See also *Accounts and Papers*.)

Negotiations:—What individuals were engaged by government organizations during the last round of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 277. (See also *Accounts and Papers*.)

Negotiations in the public and parapublic sectors:—How many contracts have been awarded by the government to represent it during the last round of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 256. (See also *Accounts and Papers*.)

New-England:—Has the government any statistics on the number of citizens who travelled to—, during the 1977 summer season, 748.

Questions and Answers:—Continued

Nice fair:—What departments took part in the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 405 and 608. (See also *Accounts and Papers*.)

Notaries:—What are the names and addresses of—, who applied for a permanent position in the government, 154.

Old Québec:—Which establishments in—, were granted a sales permit by the Québec Liquor Permit Control Commission, 253.

Olympic equipment:—What measures were taken concerning the mobile—, 834.

Olympic Lottery and Lottery Canada:—How much did the government collect from each drawing of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 239. (See also *Accounts and Papers*.)

Outaouais development plan:—Details concerning the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 812. (See also *Accounts and Papers*.)

OVEP (Organisation volontaire d'éducation populaire):—What was the total amount of the estimates voted by the National Assembly for—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 752. (See also *Accounts and Papers*.)

Paper:—What is the amount to be spent by the government in 1977/78 for the purchase of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 237. (See also *Accounts and Papers*.)

Parasitic disease affecting cattle (fasciola hepatica):—Did the federal government authorize the sale of certain drugs to fight a—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 278. (See also *Accounts and Papers*.)

Peat-moss:—Did the Department of Natural Resources receive a request concerning the extraction of—, in Eaton township, 404.

Photo-Air Laurentides Inc.:—Did the government award contracts to the firm—, 741. Question re-entered in the Agenda Paper, 776.

Physicians:—What follow-up did the Professional Corporation of—, give to each physician's file, 550.

Police forces:—Was the report of the task force which inquired into the structures and rôle of the—, submitted to the Minister of Justice, 721 and 741.

Questions and Answers:—Continued

Prime Minister's trip to France:—Did the Prime Minister give as presents works by Québec writers. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 880. (See also *Accounts and Papers*.)

Prime Minister's trip to France:—Details concerning the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 935. (See also *Accounts and Papers*.)

Professional fees:—What amount did the government pay in the form of—, to architects, engineers, etc. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 932. (See also *Accounts and Papers*.)

Prosecutor representing the Attorney-General:—What are the names and addresses of the lawyers who applied for a position as—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 157. (See also *Accounts and Papers*.)

Purchasing policy:—Have new directives been issued to health and social services establishments concerning their—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 386. (See also *Accounts and Papers*.)

Purchasing policy:—Is it true that municipalities located in border regions may do business with Ontario firms, 877.

Québec Deposit and Investment Fund:—What were the total amounts entrusted to the—, by various government organizations, 322.

Québec Farm Credit Bureau:—How many loans were granted by the—, 135.

Québec Games:—What amounts did the city of Sherbrooke receive for the holding of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 843. (See also *Accounts and Papers*.)

Québec Health Insurance Board:—What were the net surpluses realized by the—, 642.

Québec Liquor Corporation:—Did the—, rent premises at Shawinigan-Sud. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 879. (See also *Accounts and Papers*.)

Québec Police Force:—Has the government contemplated establishing a reserve auxiliary corps in case of another strike by the—, 255.

Questions and Answers:—Continued

Questeel:—How many persons were in the employ of—, at Longueuil, in June 1977. 839.

Referendum:—What is the list of surveys ordered by the government in view of the—, 673.

Referendums:—Details *re* persons entrusted by the government to carry out surveys or to prepare legislation on the holding of—, 136.

Registration plates:—Has the contract for the 1978—, been awarded, 744.

Regulations:—On what date will certain draft regulations be published in the *Gazette officielle*, 352.

Repentigny:—Is it the government's intention to allow the construction of a new hospital at—, 115.

Ross Seigniory, north of Valcartier:—Is it true that the owners of the—, offered their estate to the government, 786.

Sainte-Martine, Huntingdon:—What is the amount of the subsidy granted by the government for the construction of the Centre sportif régional at—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 240. (See also *Accounts and Papers*.)

Sainte-Thérèse island:—How many ministerial committees are examining at present the implications of the development of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 721. (See also *Accounts and Papers*.)

Saint-Joseph Hospital, La Tuque:—Was a decision reached by the Department of Social Affairs concerning the—, and the Lac-Édouard rehabilitation centre, 403.

Saint-Romuald-d'Etchemin:—Why was the contract for the developing of the surroundings of Highway 73 not awarded to the lowest bidder, 643.

Sainthill Levine Ltd.:—Have any steps been taken to encourage industrialists to take over the firm—, 355.

Salmon fishing:—Did the Department of Tourism, Fish and Game issue an outfitter's permit to Mr William H. Claffin of Boston, for—, 747.

Savings:—To what extent can the government have control over—, held by federal charter financial institutions, 840.

Questions and Answers:—Continued

Sawmill at Saint-Damase, Matapédia:—Did the Department of Lands and Forests grant the necessary wood supply permit for the reopening of the—, 236.

Scabs:—Has the government complied with the request made by the CNTU and the CEQ concerning—, 253.

Scholarships for university studies:—Besides the Department of Education, what departments or organizations grant—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 932. (See also *Accounts and Papers.*)

Security and investigation agency:—What are the names of the persons who applied for a permit to operate a—, 750.

Security and surveillance agencies:—Did the government retain the services of private—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 610. (See also *Accounts and Papers.*)

Short-term investments:—What were the amounts of—, made by the province on certain dates, 322.

Sidbec-Dosco:—What is the amount of the operating surplus or deficit of the firm—, since it was taken over by the government. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 74. (See also *Accounts and Papers.*)

Small and medium-sized firm:—According to the government, what is the definition of a—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 357. (See also *Accounts and Papers.*)

Social Affairs:—Following a directive, how many unionized workers in the employ of social affairs establishments were dismissed, 275.

Social aid programs:—How many persons took advantage of—, 876.

Solvency and profitability of new business firms:—What means does the government have at its disposal to control the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 723. (See also *Accounts and Papers.*)

South Shore incinerator:—What was the total cost of building the—, 785.

Stanstead registration office:—Does the government intend moving the—, 300.

Questions and Answers:—Continued

St. Lawrence harbour installations:—How many surveys were ordered by the government concerning the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 257. (See also *Accounts and Papers.*)

Strikes or lock-out:—What enterprises were the object of a strike or a lock-out. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 237. (See also *Accounts and Papers.*)

Taillon, Mr Jean:—Is there any relation between—, and the assistant deputy-minister at the Department of Public Works and Supply. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 939. (See also *Accounts and Papers.*)

Temporary borrowings:—Has the government made any—, from government bodies or corporations, 73.

TEXON:—Did the Department of Labour and Manpower establish a committee to reclassify the employees following the moving of the firm—, from Drummondville to Cornwall, Ontario. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 940. (See also *Accounts and Papers.*)

Tractors:—Has there been any developments concerning the establishing in Québec of an assembly line for—, by Renault, 841.

Transfers:—What amounts did the government receive from Ottawa in the form of unconditional or conditional—, 469.

Treasury bills:—What were the amounts of the current—, on 30 November 1976, etc., 275.

Tricofil Inc.:—What measures have been taken by the government concerning employees who will be dismissed, 581.

Trinité River:—What was the amount of direct and indirect subsidies granted to the firm in charge of developing the—, 749.

Trip by the Minister of State for Economic Development:—Details concerning the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 650. (See also *Accounts and Papers.*)

Trips:—Did Members of certain electoral districts travel outside the province of Québec. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 841. (See also *Accounts and Papers.*)

Trips outside Canada:—Who are the ministers who travelled at the expense of the government. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 157. (See also *Accounts and Papers.*)

Questions and Answers:—Continued

Trout lakes:—How many requests did the Department of Agriculture receive concerning—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 935. (See also *Accounts and Papers.*)

Trusteeship:—How many financial institutions were placed under—, 552.

Umbrellas:—Did the government purchase any—, 720.

Val-Bar plant, Saint-Louis-de-Blandford:—What are the measures taken by the government to protect jobs at the—, 719.

Velodrome:—At what price has the *Régie des installations olympiques* settled the leasing of the—, 90.

Victoriaville:—What concrete measures were taken by the government to protect jobs in the furniture industry at—, 927.

Waterworks systems:—How many municipalities had submitted a project within the framework of the assistance program for the construction of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 556. (See also *Accounts and Papers.*)

Wayagamack plant:—Was the government asked to appoint a commission of inquiry concerning the closing of the—, 385.

Wood in the sawmill industry:—What was the volume of—, under the control of Rexfor and the volume under the control of private enterprises, 301.

Wood supply guarantee:—What firms hold a—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 649. (See also *Accounts and Papers.*)

Questions for Debate (under Standing Order 174-A):

Mrs Lavoie-Roux:—The research grants policy of the government of Québec and its application. Notice, 772; 795.

Mr Biron:—The thesis of an economic association between Québec and Canada and the studies carried on at present on this subject within the government. Notice, 802; 821. Order, 810.

R

REFERENDUM ACT:—Bill No. 92.

RÉGIE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC:—An Act to establish the—, Bill No. 49.

REGISTRATION OF CERTAIN MOTOR VEHICLES:—An Act to authorize municipalities to impose a duty on the—. Bill No. 31.

RETAIL SALES TAX ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 61.

RICHELIEU:—An Act respecting the town of—. Bill No. 242.

RODICAN INVESTMENTS LTD:—An Act respecting—. Bill No. 233.

ROLL OF RENTAL VALUES OF THE CITY OF MONTREAL:—An Act respecting the—, Bill No. 59.

S

SAINT-FRANÇOIS-XAVIER-DE-LA-PETITE-RIVIÈRE:—An Act respecting the parish municipality of—. Bill No. 259.

SAINT-LOUIS-DE-TERREBONNE:—An Act respecting the parish municipality of—. Bill No. 257.

SAINT-RAPHAËL-DE-L'ÎLE-BIZARD:—An Act respecting the parish municipality of—. Bill No. 225.

SOCIAL AFFAIRS COMMISSION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 11.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DES AGRICULTEURS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC:—An Act to amend the Act to revise the charter of the—. Bill No. 241.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COOPÉRATIF:—An Act to incorporate the—. Bill No. 44.

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC:—An Act respecting the acquisition of certain immoveables by the—. Bill No. 66.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE:—An Act to establish the—. Bill No. 70.

SOEURS DE SAINTE-ANNE OF LACHINE:—An Act to amend the Act to incorporate Les—, Bill No. 215.

SUBSIDIES TO MUNICIPALITIES OF 10,000 OR MORE INHABITANTS:—An Act respecting—. Bill No. 8.

T

TAXATION ACT:—An Act to amend the—, and the Act respecting the application of the—. Bill No. 52.

TEACHERS PENSION PLAN:—An Act to amend the—. Bill No. 30.

TERRITORIAL DIVISION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 74.

THETFORD MINES:—An Act to amend the charter of the city of—. Bill No. 221.

TRAVEL AGENTS ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 21.

TROIS-RIVIÈRES:—An Act to amend the charter of the city of—. Bill No. 223.

TRUSTEESHIP:—An Act to amend the Act respecting the placing of the “International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101” under—, and the Act respecting the placing of certain labour unions under—. Bill No. 69.

U

ULTRA DEVELOPMENT CORPORATION:—An Act respecting—. Bill No. 201.

V

VERDUN:—An Act to amend the charter of the city of—. Bill No. 213.

W

WATERCOURSES ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 98.

Y

YOUTH PROTECTION ACT:—Bill No. 24.

TABLE DE CONCORDANCE — CONCORDANCE TABLE

CHAPITRE - PROJET DE LOI — CHAPTER - BILL

CHAP.	P.L./BILL	CHAP.	P.L./BILL	CHAP.	P.L./BILL	CHAP.	P.L./BILL
1	6	29	63	57	21	85	226
2	38	30	16	58	20	86	227
3	40	31	27	59	48	87	230
4	71	32	81	60	79	88	221
5	101	33	82	61	41	89	237
6	88	34	62	62	97	90	242
7	83	35	43	63	75	91	243
8	78	36	14	64	73	92	234
9	100	37	86	65	47	93	205
10	190	38	94	66	25	94	207
11	2	39	13	67	49	95	240
12	102	40	4	68	67	96	257
13	50	41	45	69	44	97	259
14	51	42	5	70	58	98	233
15	84	43	69	71	57	99	201
16	72	44	37	72	65	100	204
17	77	45	18	73	32	101	208
18	64	46	93	74	3	102	212
19	87	47	23	75	66	103	215
20	24	48	10	76	96	104	216
21	28	49	11	77	200	105	217
22	29	50	34	78	59	106	218
23	30	51	35	79	99	107	219
24	42	52	54	80	36	108	232
25	68	53	55	81	7	109	241
26	52	54	8	82	236	110	260
27	61	55	76	83	213	111	222
28	60	56	19	84	223	112	229

PROJET DE LOI - CHAPITRE — BILL - CHAPTER

P.L./BILL	CHAP.	P.L./BILL	CHAP.	P.L./BILL	CHAP.	P.L./BILL	CHAP.
2	11	38	2	71	4	207	94
3	74	40	3	72	16	208	101
4	40	41	61	73	64	212	102
5	42	42	24	75	63	213	83
6	1	43	35	76	55	215	103
7	81	44	69	77	17	216	104
8	54	45	41	78	8	217	105
10	48	47	65	79	60	218	106
11	49	48	59	81	32	219	107
13	39	49	67	82	33	221	88
14	36	50	13	83	7	222	111
16	30	51	14	84	15	223	84
18	45	52	26	86	37	226	85
19	56	54	52	87	19	227	86
20	58	55	53	88	6	229	112
21	57	57	71	93	46	230	87
23	47	58	70	94	38	232	108
24	20	59	78	96	76	233	98
25	66	60	28	97	62	234	92
27	31	61	27	99	79	236	82
28	21	62	34	100	9	237	89
29	22	63	29	101	5	240	95
30	23	64	18	102	12	241	109
32	73	65	72	190	10	242	90
34	50	66	75	200	77	243	91
35	51	67	68	201	99	257	96
36	80	68	25	204	100	259	97
37	44	69	43	205	93	260	110